1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 Annonay
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

ANNEXES AU DOCUMENT INTÉGRAL

Conseil municipal du jeudi 19 juin 2025
à 18H30
Hôtel de ville - Salle Montgolfier

RESSOURCES 3

1 - Assemblées - Approbation du procès-verbal du conseil municipal en date du 3 avril 2025 3

2 - Assemblées - Compte-rendu des décisions prises en vertu de la délégation conférée à Monsieur le Maire 52

4 - Finances - Subvention d'équipement exceptionnelle pour la création d'un cinéma multiplexe à Annonay 102

5 - Finances - Budget principal - Exercice 2024 - Compte financier unique (CFU) 107

7 - Finances - Budget principal - Exercice 2025 - Budget supplémentaire 253

8 - Finances - Présentation aux communes membres de l'EPCI du rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) concernant Annonay Rhône Agglo 386

9 - Finances - Rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes formulées dans le rapport des observations définitives du 21 juin 2024 484

12 - Affaires foncières - Déclassement d'un terrain constructible à découper de la parcelle BL734 sise quartier des Perrettes 554

13 - Affaires foncières - Cession d'un terrain constructible à découper de la parcelle BL734 quartier des Perrettes entre la rue des Mésanges et la rue des Bouvreuils à M. et Mme VARDANYAN Vardan et Nelli 568

14 - Affaires foncières - Cession d'un ensemble immobilier, situé 58 rue Léo Lagrange à Annonay et cadastré BD186 au profit de la communauté d'agglomération 593

15 - Affaires foncières - Cession d'une emprise à découper de la parcelle AS129 rue Jean Guigon à M. et Mme GRIOTIER 612

16 - Affaires foncières - Cession d'une emprise à découper de la parcelle AS301 chemin de Déchargevin aux propriétaires riverains 623

17 - Affaires foncières - Chemin rural de Varagnes le bas - Déplacement du chemin rural et échange d'un tronçon du chemin rural avec une partie des parcelles AB66 et AB407 en cours d'acquisition pour le futur pôle d'échange intercommunal 636

18 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude au profit d'ENEDIS sur la parcelle AR323 située à Bernaudin le Haut à Annonay 640

19 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude de passage d'une canalisation au profit d'ENEDIS sur la parcelle AP507 située 17 rue Eugène Meyzonnier à Annonay 646

20 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude de passage de canalisations au profit de GRDF sur les parcelles AP232 et AP237 situées Place Gaston Nicod à Annonay 653

21 - Ressources Humaines - Mise à jour du règlement du temps de travail 660

22 - Ressources Humaines - Plan de formation 2025 678

AMÉNAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE 684

24 - Habitat – Approbation de l'avenant n°1 de la convention d'OPAH-RU 2023-2028 « Coeur de Ville historique, Cance, Tournon » 684

27 - Solidarités - Convention d'objectifs 2025-2027 avec l'association l'Enveloppe pour la Maison d'AGitation Multiculturelle et Alternative (MAGMA) 703

TRANQUILLITÉ PUBLIQUE **710**

28 - Tranquillité publique - Convention de coordination 2025-2027 conclue avec la gendarmerie nationale 710

RESSOURCES

.....

1 - Assemblées - Approbation du procès-verbal du conseil municipal en date du 3 avril 2025

Nombre d'annexes :1

PROCES VERBAL CM 03.04.2025 RLB.pdf

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 Annonay
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Procès-verbal du Conseil Municipal du jeudi 3 avril 2025 - 18H30
Hôtel de ville - Salle Montgolfier

L'an deux mille vingt-cinq, le trois avril, le conseil municipal de la commune d'Annonay légalement convoqué s'est réuni sous la présidence de Monsieur Simon PLENET, Maire d'Annonay.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Étaient présents :
Assia BAIBEN-MEZGUELDI, Stéphanie BARBATO-BARBE, Maryanne BOURDIN, Bernard CHAMPANHET, François CHAUVIN, Claudie COSTE, Nadège COUZON, Jérôme DOZANCE, Romain EVRARD, Jérémy FRAYSSE, Juanita GARDIER, Mohamed GUENNIF, Frédéric GONDRAND, Louisa GRENOT, Michel HENRY-BLANC, Gracinda HERNANDEZ, Danielle MAGAND, Edith MANTELIN, Antoine MARTINEZ, Laura MARTINS-PEIXOTO, Catherine MICHALON, Catherine MOINE, Jamal NAJI, Pascal PAILHA, Simon PLENET, Marc-Antoine QUENETTE, Patrick SAIGNE, Antoinette SCHERER, Michel SEVENIER

Ayant donné pouvoir :
Clément CHAPEL donne pouvoir à Assia BAIBEN-MEZGUELDI, Nathalie LUTZ donne pouvoir à Marc-Antoine QUENETTE, Eric PLAGNAT donne pouvoir à Jamal NAJI

Absents ou excusés :
Lokman ÜNLÜ

Le quorum est atteint.

Le président de séance propose en qualité de secrétaire de séance Monsieur Romain EVRARD, qui accepte.

RESSOURCES

CM_2025_024 - Assemblées - Approbation du procès-verbal du conseil municipal en date du 6 février 2025

CM_2025_025 - Assemblées - Compte-rendu des décisions prises en vertu de la délégation conférée à Monsieur le Maire

CM_2025_026 - Ressources Humaines - Modification du tableau des effectifs et des emplois

CM_2025_027 - Ressources Humaines - Dispositif dérogatoire de promotion interne pour les agents bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

CM_2025_028 - Ressources Humaines - Financement de la protection sociale complémentaire

CM_2025_029 - Finances - Garantie d'emprunt - Opération construction de logements locatifs "L'Envol" à Annonay portée par Habitat Dauphinois

CM_2025_030 - Finances - Garantie d'emprunt PSLA - Opération de construction de 21 logements destinés à la location accession à la propriété - Opération "L'Envol" à Annonay portée par Habitat Dauphinois

CM_2025_031 - Finances - Garantie d'emprunt - Opération de démolition/reconstruction de logements locatifs sis rue Melchior de Voguë à Annonay portée par Habitat Dauphinois

CM_2025_032 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitudes au profit d'ENEDIS sur la parcelle AP507 située 17 rue Eugène Meyzonnier à Annonay

CM_2025_033 - Convention de servitude de passage d'une ligne électrique souterraine sur les parcelles AZ112 et AZ297, situées Porte-Broc Nord à Annonay

CM_2025_034 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitudes au profit d'ENEDIS sur la parcelle BM469 située Beauregard à Annonay

CM_2025_035 - Cession d'une maison de ville sise 7 Montée de la Croizette / 22 Rue St Prix Barou à Annonay, cadastrée AL21

AMÉNAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

CM_2025_036 - Eaux pluviales - Approbation d'une convention de fonds de concours pour la rénovation du chemin de Porte-Broc

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

CM_2025_037 - Sports - Charte sportive municipale – Attribution d'une subvention dans le cadre du « Prix spécifique aux projets citoyens » - Année 2025

CM_2025_038 - Attribution d'une subvention aux associations « Union sportive de l'enseignement du premier degré » (USEP) des écoles publiques

CM_2025_039 - Affaires culturelles - Convention de moyens et d'objectifs avec la SMAC 07 Année 2025

CM_2025_040 - Affaires culturelles - Attribution de subventions aux associations du secteur Culture - Exercice 2025

CM_2025_041 - Modification du règlement des temps périscolaires

PROTOCOLE ET ÉVÈNEMENTIEL

CM_2025_042 - Protocole Logistique et Evènementiel (PLE) - Convention triennale d'objectifs
2025-2027 avec l'association les Montgolfières d'Annonay (LMA)

CM_2025_043 - Protocole Logistique et Evenementiel (PLE) - Convention triennale d'objectifs avec l'association Annonay Berceau de l'Aérostation (ABA)

CM_2025_044 - Protocole, Logistique et Evènementiel - Subventions aux associations "Anciens Combattants" - Exercice 2025

RESSOURCES

CM_2025_024 - Assemblées - Approbation du procès-verbal du conseil municipal en date du 6 février 2025

Rapporteur : Monsieur Simon PLENET

Le procès-verbal du Conseil Municipal de la Ville d'Annonay qui s'est réuni le jeudi 06 février 2025 a été adressé en annexe de la convocation à la présente séance.

Aucune remarque n'étant formulée, ledit procès-verbal est soumis ce jour, à l'approbation des membres du Conseil Municipal.

VU les articles L2121-15 et L2121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Concernant l'ordre du jour, j'ai remarqué que dans d'autres conseils municipaux de l'Agglomération, le rapport de la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion de l'Agglo était présenté. Il me semblait d'ailleurs que la Présidente de cette instance avait transmis début mars aux Maires, l'instruction de le soumettre au prochain conseil municipal, comme l'exige la loi. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi ce point ne figure pas à l'ordre du jour de ce conseil ?

Monsieur Simon PLENET

Nous avons effectivement tous reçu le rapport, en tant que Maires des communes de l'Agglomération. Ce rapport sera présenté lors du prochain conseil municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

APPROUVE le procès-verbal du Conseil Municipal de la Ville d'Annonay portant sur la séance du jeudi 06 février 2025,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et le **CHARGE** d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Arrivée de Mme MOINE à 18h35.

CM_2025_025 - Assemblées - Compte-rendu des décisions prises en vertu de la délégation conférée à Monsieur le Maire

Rapporteur : *Monsieur Simon PLENET*

En application de la délibération n°CM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs au maire pour la durée du mandat et ce, en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, les décisions prises par le Maire ont été adressées en annexe de la convocation à la présente séance du conseil municipal.

Conformément à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, le Maire doit en rendre compte à chacune des réunions du conseil municipal.

Les décisions suivantes se rapportent à la période du 23 avril 2024 au 26 février 2025 :

DM-2024-0036	23/04/2024	Révision des tarifs d'occupation du domaine public
DM-2024-0051	04/06/2024	Budget principal- exercice 2024 – réalisation d'un contrat de prêt d'un montant total de 4 158 305€ auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de la rénovation de l'école des Cordeliers en PSPL GPI Ambre
DM-2024-0106	03/09/2024	Gestion locative – Convention d'occupation à titre précaire d'une salle située à la Maison des Services Publics d'Annonay avec le centre de formation AFEC
DM-2024-0180	30/12/2024	Politique de la ville - demande de subvention appel à projets 2025 du contrat de ville
DM-2025-0001	06/01/2025	Déconsignation de fonds issus de l'indemnité d'expropriation de l'immeuble sis 28 rue Jean-Baptiste Bechetoille à Annonay
DM-2025-0002	06/01/2025	Convention pour la valorisation des certificats d'économies d'énergie issus d'opérations réalisées sur le patrimoine de la collectivité
DM-2025-0003	06/01/2025	Modification de la régie d'avance pour le paiement des dépenses relatives au magasin et au garage
DM-2025-0005	21/01/2025	Cession d'un chalet suite à une vente aux enchères sur le site Agorastore
DM-2025-0006	23/01/2025	Conclusion d'un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification des espaces publics sur l'îlot Europe/Carnot d'Annonay » n°2023030
DM-2025-0008	20/01/2025	Habitat – Aide à la réalisation de travaux dans le cadre de l'OPAH-RU cœur de ville historique Cance Tournon d'Annonay – Attribution d'une prime accession à un propriétaire occupant
DM-2025-0009	29/01/2025	Travaux de réfection du chemin de Porte-Broc – demande de subvention au titre du dispositif du Département d'aides aux territoires « Atout Ruralité07 » Pacte routier
DM-2025-0010	23/01/2025	Exercice du droit de préemption urbain sur la vente d'un ensemble immobilier situé 58 rue Léo Lagrange à Annonay

DM-2025-0011	30/01/2025	Conclusion d'un avenant n°1 (de régularisation) au lot n°9 : électricité courants faibles du marché « relogement du service de la Logistique des Animations » n°202408
DM-2025-0012	30/01/2025	Conclusion d'un avenant n°2 à l'accord-cadre « extension d'un dispositif de vidéoprotection » n°202205 (avenant de transfert)
DM-2025-0013	10/02/2025	Versement d'une indemnité en dédommagement du sinistre du 8 septembre 2022 au titre de la responsabilité civile
DM-2025-0014	12/02/2025	Travaux de réaménagement des cours maternelle et élémentaire de l'école des Cordeliers – Demande de financement auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditérranée Corse dans le cadre du 12ème programme « Sauvons l'eau »
DM-2025-0015	19/02/2025	Exercice du droit de préemption sur la vente d'un fonds de commerce situé 11 rue de Deûme à Annonay
DM-2025-0016	19/02/2025	Conclusion d'un avenant n°1 au marché « Réaménagement de l'école des Cordeliers à Annonay » n°202419 – Lot 2 : Gros œuvre
DM-2025-0017	21/02/2025	Action Cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à l'association DECL Façon Fripes
DM-2025-0018	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à SAGADIS, propriétaire du local « Marché aux Affaires »
DM-2025-0019	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à Madame Bouchoucha Fraj, exploitante de l'institut Beauty Sistaa
DM-2025-0020	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution subvention à Monsieur Damien Aubenas, propriétaire du local commercial sis 27 rue Franki Kramer ex Miroir Soleil
DM-2025-0021	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution subvention propriétaire à Monsieur Damien Aubenas, local commercial sis 27 rue Franki Kramer Atelier de la Chapelle
DM-2025-0022	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à la SARL Axidy, enseigne Le Collectif des Lunetiers.
DM-2025-0023	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à la SCI Dubief
DM-2025-0024	21/02/2025	Action cœur de ville – Opération devantures – Attribution d'une subvention à la SARL La Main Paysanne
DM-2025-0025	26/02/2025	Conclusion d'un marché de travaux « Réaménagement de l'école des Cordeliers à Annonay – Lot 5 : serrurerie – Relance suite à classement sans suite n°202424
DM-2025-0026	26/02/2025	Conclusion d'un marché de travaux pour le réaménagement de l'école des Cordeliers à Annonay – Relance des lots 3,4,7,8,9 et 14 suite à classement sans suite n°202423

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

PREND ACTE des décisions prises par le maire durant la période du 23/04/2024 au 26/02/2025, et ce en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été conférée par le Conseil Municipal lors de sa séance du 3 juillet 2020.

CHARGE le maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur Mohamed GUENNIF

J'aimerais que nous abordions la décision DM-2025-0012 relative à la vidéoprotection. Merci, M. Le Maire, de me permettre de m'exprimer sur celle-ci. Une fois encore, je désire prendre la parole au nom de la liste ASDE et en mon nom propre, citoyen de notre belle ville.

Nous avons la certitude qu'il n'est nul besoin de poursuivre un tel effort d'investissement dans un dispositif de vidéoprotection, avec un déploiement qui ne cessera de croître à l'avenir. La somme engagée, de 600 K€ pour les 4 prochaines années est conséquente et ne peut être faite sans un débat de fond avec des indicateurs objectifs suivis sur un nombre d'années conséquent, couvrant à la fois l'antériorité de la mise en place du dispositif, et depuis sa mise en place. Une étude méticuleuse de ces données pourrait éventuellement offrir un éclairage autre. Peut-être découvrirons-nous que les chiffres des actes d'incivilités et délits ne sont pas « si élevés » au point de choisir comme solution la vidéoprotection. Peut-être nous pousseront-elles à reconsidérer ce choix en s'inspirant de communes à réalité égale, qui ont opté pour une tout autre méthode pour pérenniser le vivre ensemble. L'implication citoyenne, plutôt que l'usage des caméras est peut-être in fine, de passer de la vidéoprotection à une véritable implication citoyenne.

Éventuellement, nous objecterons que la vidéoprotection a pu aider les forces de l'ordre à résoudre des méfaits, des délits ou autres, voire des tragédies. Certes, je ne remets pas cela en cause mais en aucun cas elle n'a participé à les prévenir. C'est une évidence, cette vidéoprotection reste à notre sens l'ultime recours quand d'autres méthodes n'ont pu aboutir.

Il reste tant d'expériences à tenter, toutes nobles qui reposeront sur les citoyens, leur capacité à se connaître, leur engagement, leur envie de vivre ensemble et leur sens des responsabilités. J'ose demander avec modestie mais avec la conviction qui est celle de notre liste, que cette façon d'aborder le vivre ensemble cède la place à des actions reposant sur le civisme, l'apprentissage de l'interaction citoyenne facilitée par des programmes ambitieux et une volonté de croire plus en l'humain.

Je ne doute pas que vous êtes attelé à cette tâche mais je vous souhaite d'avoir comme ambition d'accentuer dans cette voie que je qualifierai de prometteuse. Merci encore de votre écoute et je suis disponible pour apporter les réponses.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Notre groupe se positionne en défenseur de la vidéoprotection. Ce dispositif ne se limite pas à aider les forces de l'ordre à élucider des délits et des atteintes aux personnes et aux biens ; il est aussi un outil préventif majeur. C'est précisément pour cette raison qu'il est obligatoire de signaler les zones sous vidéoprotection, car cela contribue à dissuader les infractions.

Vous avez évoqué le niveau d'incivilité à Annonay. Un classement publié il y a deux ans par le ministère de l'Intérieur, dont j'avais déjà parlé devant ce Conseil Municipal, indique que notre ville figure parmi les 10 % des villes moyennes de France où les atteintes aux biens et aux personnes sont les plus fréquentes. Cela souligne l'ampleur du travail à accomplir en matière de sécurité, et le retard pris dans le déploiement de la vidéoprotection y est sans doute pour quelque chose.

Un élément m'a interpellé : le Maire de Lamastre m'a expliqué que sa commune disposait d'un dispositif de vidéoprotection équivalent à celui d'Annonay. Cette comparaison met en évidence le chemin qu'il nous reste à parcourir pour parvenir à une protection réellement efficace. De fait, nous constatons que les communes environnantes, telles que Boulieu, Davézieux et Saint-Cyr, investissent activement dans ce dispositif, soit en le renforçant, soit en le développant. Ce maillage territorial est essentiel pour permettre aux forces de l'ordre d'agir avec efficacité et garantir la sécurité des annonéennes et des annonéens.

Monsieur le Maire, je vous encourage à persévérer et à accélérer ce déploiement. Nous avons accumulé un retard sur cette question dès le début du mandat. Vous aviez annoncé l'installation de 50 caméras la première année ; pourtant, la mise en œuvre a pris trois à quatre ans. Enfin, au-delà de sa capacité à résoudre et prévenir les délits, la vidéoprotection contribue à instaurer un sentiment de sécurité. Savoir que notre ville est placée sous surveillance permet à nos concitoyens de se sentir protégés et en sécurité. Le simple fait de savoir que la ville est placée sous surveillance participe au bien-être et à la sérénité de nos concitoyens.

Monsieur Simon PLENET

Merci.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Nous n'avons pas le droit d'intervenir M. Le Maire ?

Monsieur Simon PLENET

Si mais ce n'est pas à l'ordre du jour.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Ce sujet est posé par un conseiller municipal.

Monsieur Simon PLENET

Oui. Justement, j'allais répondre mais vous nous faites un exposé sur la vidéoprotection. Nous pouvons avoir le débat mais ce n'est pas vraiment à l'ordre du jour. J'aurais voulu répondre à M. GUENNIF, pour lui expliquer en quoi correspond cette décision concernant la vidéoprotection.

Il s'agit d'un changement de nom de la société qui est attributaire d'un marché à bon de commande, qui vise à déployer la vidéoprotection. Nous sommes passés de la société FOLIATEAM Sud-Ouest à la société FOLIATEAM SAS.
Le déploiement de la vidéoprotection est finalisé, mais il est important de souligner que ce projet ne se résume pas à l'installation de caméras. Il implique une série d'étapes techniques et administratives, incluant des travaux de génie civil, la mise en place des infrastructures d'alimentation et l'obtention des autorisations nécessaires pour les façades et les points d'accroche. Aujourd'hui, le dispositif est pleinement déployé et opérationnel.

Vous citez des chiffres du ministère de l'Intérieur, mais je ne connais pas leurs sources exactes. Monsieur Quenette, nous aurons l'occasion d'échanger à ce sujet lors du CLSPD, où vous êtes invité en tant que Président d'Ardèche Habitat.

Les chiffres que vous avancez diffèrent de ceux que j'ai pu voir. Je fais confiance aux gendarmes et ne remets pas en cause les données officielles du ministère, mais pour une analyse plus précise, il serait pertinent de solliciter la gendarmerie afin d'obtenir des précisions supplémentaires. Cela permettrait peut-être de clarifier certains points et d'affiner la lecture des données que vous avez partagées.

Pour répondre à la question de Monsieur GUENNIF il est important de préciser le rôle fondamental de la vidéoprotection. Elle agit avant tout comme un outil de prévention, permettant de réduire les délits dans les zones où elle est déployée. Par ailleurs, elle joue un rôle majeur dans la résolution d'enquêtes, comme nous avons pu l'évoquer lors de nos précédents échanges. Afin de garantir un suivi rigoureux de son utilisation, un comité d'éthique a été mis en place. Ce comité permet d'examiner les chiffres, les requêtes et d'analyser les enquêtes résolues grâce à la vidéoprotection. Étant membre de ce comité, vous aurez l'opportunité, lors de la prochaine réunion, d'aborder l'ensemble de ces points afin d'évaluer l'efficacité du dispositif.

En matière de tranquillité publique, nous adoptons une approche équilibrée reposant sur deux axes :

- La lutte contre la délinquance, qui inclut notamment le dispositif de vidéoprotection,
- La prévention, portée par nos agents de la police municipale – dont c'est une mission essentielle – ainsi que par les services municipaux engagés dans le champ de la prévention et de l'éducation populaire, notamment via le service jeunesse et nos médiateurs, dont les équipes ont été renforcées.

Si vous le souhaitez, nous pourrons revenir sur ces points afin de vous présenter en détail l'ensemble des actions mises en œuvre. Cela inclut également le soutien apporté par la commune au tissu associatif, qui joue un rôle clé dans la cohésion sociale et la prévention, notamment auprès de la jeunesse. Bien que ce débat soit particulièrement intéressant, il ne figure pas à l'ordre du jour. Nous aurons d'autres occasions pour échanger sur ces sujets liés à la prévention, la délinquance et la vidéoprotection.

Monsieur Mohamed GUENNIF

J'avais bien perçu l'intention derrière cette mesure, mais compte tenu des sommes engagées, je pensais pouvoir apporter mon point de vue. La mise en place d'une commission éthique est un pas intéressant, mais elle ne doit pas occulter l'essence même du vivre ensemble. Ce principe s'ancre dans une démarche de longue haleine qui commence dès l'enfance.

Il ne s'agit pas ici d'incriminer les services, mais de rappeler que la citoyenneté est un phénomène évolutif, parfois plus visible, parfois plus en retrait.

Je m'exprime en tant que citoyen convaincu que la vidéoprotection, telle qu'elle est déployée aujourd'hui, ne répond pas pleinement à l'objectif de prévention. Elle peut même limiter l'intervention humaine dans ce domaine, car aucune caméra ne pourra remplacer le rôle fondamental du lien social et de la médiation. Je ne répondrai pas à M. QUENETTE parce que ce n'est pas à l'ordre du jour mais je vous répondrai en privé.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Je vous donne le chiffre du ministère de l'Intérieur. En termes de délinquance, la ville d'Annonay se situe à la 1 488ème place sur 1 650 villes. Ce sont les chiffres issus des villes de 5 000 à 20 000 habitants entre 2016 et 2022, avec une progression de 16 % pour la ville d'Annonay.

Monsieur Simon PLENET

En évoquant la délinquance dans les communes de 5 000 à 20 000 habitants, il est essentiel de prendre en compte la répartition des villes de 18 000 habitants et de préciser les catégories de délits concernées.

Les chiffres que vous avancez sont intéressants, mais comme nous le savons tous, les statistiques peuvent être utilisées pour soutenir différents points de vue. Si vous souhaitez un débat sur ce sujet, et comme l'a suggéré Monsieur GUENNIF, nous pouvons mener une analyse plus approfondie en commission afin d'expertiser les données et d'échanger sur leurs implications.

Si nous voulons une discussion complète et constructive, il serait préférable de l'aborder directement avec les forces de l'ordre. Car si ces chiffres suggèrent une mauvaise position, il faut comprendre pourquoi : y a-t-il une faille dans le dispositif en place ? Une insuffisance dans le travail effectué ? Je ne sais pas ce que vous sous-entendez, mais notre collaboration avec la gendarmerie repose sur la confiance et un travail de fond. D'ailleurs, les chiffres que vous citez ne correspondent pas aux données que nous avons recueillies auprès de nos services.
Ce débat pourra être approfondi à l'avenir, et si vous souhaitez l'inscrire à l'ordre du jour d'un Conseil municipal, nous pourrons examiner cette possibilité.
En tout état de cause, le Conseil est un cadre où les discussions doivent suivre l'ordre du jour établi. Ainsi, nous pouvons clôturer ce débat ici puisqu'il ne figure pas à l'ordre du jour.

CM_2025_026 - Ressources Humaines - Modification du tableau des effectifs et des emplois

Rapporteur : Monsieur Simon PLENET

Le tableau des emplois de la collectivité synthétise, à un instant donné, l'ensemble des postes budgétaires créés.

Chaque poste, occupé par un agent titulaire ou non, est ainsi rattaché à un grade, un cadre d'emplois, une filière. Il peut être créé à temps complet ou non complet et un poste ouvert correspond par nature à un emploi pérenne.

Le Code Général de la Fonction Publique pose le principe du recrutement de fonctionnaires pour occuper les emplois publics permanents. Des règles dérogatoires permettent cependant le recrutement d'agents non titulaires dont les possibilités de recours pour la fonction publique territoriale.

Direction de l'Éducation – modification d'emploi

A l'occasion de la dernière modification du tableau des emplois (lors du conseil municipal du 28 novembre 2024), un emploi a été créé pour permettre à une agente, dans le cadre d'une mobilité interne, d'être recrutée sur un poste de cheffe adjointe dans une cuisine satellite. Ces postes sont des postes annualisés à 32/35e. Or, le poste à pourvoir a été créé par erreur à hauteur de 30,25/35e. Il est donc nécessaire de faire la correction au tableau des emplois.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la Fonction Publique,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU l'avis de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la création des emplois suivants :

Emplois	Cat.	Nb.	Durée hebdomadaire
Adjoint technique	C	1	Temps non complet (32/35e)

APPROUVE la suppression des emplois suivants :

Emplois	Cat.	Nb.	Durée hebdomadaire
Adjoint technique	C	1	Temps non complet (30,25/35e)

CHARGE Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, de réaliser toutes les démarches utiles à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_027 - Ressources Humaines - Dispositif dérogatoire de promotion interne pour les agents bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Rapporteur : *Monsieur Simon PLENET*

Le dispositif dérogatoire de promotion interne pour les agents reconnus travailleurs handicapés (RQTH) a été mis en place pour favoriser l'évolution professionnelle des fonctionnaires en situation de handicap.

Ce dispositif, en vigueur à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2026, permet aux agents RQTH d'accéder à des cadres d'emplois de niveau supérieur par la voie du détachement.

Cette mesure vise à compenser les difficultés spécifiques rencontrées par ces agents dans leur parcours professionnel et à promouvoir l'égalité des chances au sein de la fonction publique.

Ce dispositif permet une amélioration des perspectives de carrière, doit favoriser une reconnaissance des compétences et des efforts et une meilleure intégration professionnelle dans une logique d'inclusion.

L'objectif est également de respecter l'équité entre les deux dispositifs de promotion, celui par la voie normale (via le Centre de Gestion de l'Ardèche) et ce dispositif dérogatoire.
Il est proposé de mettre en place ce dispositif selon les modalités de la présente délibération.
Tout d'abord, la direction des ressources humaines devra repérer, parmi les agents promouvables à la promotion interne, ceux qui bénéficient d'une reconnaissance RQTH. Ainsi, si un agent RQTH ne remplit pas les conditions lui permettant de bénéficier d'une promotion au titre de la voie normale, il ne pourra pas bénéficier d'une promotion par le dispositif dérogatoire.

L'encadrement sera chargé, comme pour tout agent, de décider si l'agent RQTH est proposé à la promotion interne au regard de sa manière de servir.

La Direction des ressources humaines adressera un courrier à chaque agent proposé, l'invitant à soumettre sa candidature. L'agent devra transmettre en retour son CV, une lettre de motivation, et les justificatifs de son statut RQTH.

Les personnes ayant fait acte de candidature seront convoquées pour un entretien afin d'évaluer leur motivation et leur adéquation entre leurs compétences et les attendus du futur cadre d'emploi sur la base des acquis de l'expérience professionnelle. Le jury sera composé du DGA Ressources et du DRH (ou de leurs représentants), ainsi que d'une personne qualifiée du Centre de Gestion de l'Ardèche.

A l'issue de ces entretiens, la direction des ressources humaines instruira les dossiers sur la base des critères qui figurent en annexe. Elle proposera un classement motivé à l'autorité territoriale qui prendra la décision finale, de manière concomitante avec les résultats de la promotion interne par la voie normale. Ainsi, si un agent pouvant bénéficier d'une promotion au titre du dispositif dérogatoire est promouvable par la voie normale, il libère une place pour un autre agent RQTH figurant au classement.

Les agents promus seront ensuite détachés dans leur nouveau corps ou cadre d'emplois.

Au regard du nombre de promotions prononcées par le Centre de Gestion ces dernières années et par mesure d'équité, le nombre de postes ouverts au titre du dispositif dérogatoire serait de :

5 postes ouverts en 2025, quel que soit la catégorie de promotion (A, B ou C)

3 postes à partir de 2026, sur les mêmes bases.

Ce nombre de promotions s'appliquera à l'échelle de la structure mutualisée (ville d'Annonay et son CCAS, Annonay Rhône Agglo et son CIAS) et non pour chacune des entités qui la compose.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L. 5212-13 du code du travail relatif aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi,

VU la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, article 93,

VU le Décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 17 mars 2025,

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Ce dispositif est particulièrement intéressant, car il permet de mieux prendre en compte les difficultés que peuvent rencontrer certains agents dans les processus de promotion interne et contribue ainsi à rétablir une certaine équité.

Selon les chiffres que vous m'avez communiqués, la commune d'Annonay compte moins de 6 % d'agents en situation de handicap, alors que la moyenne nationale dans les collectivités territoriales s'élève à 6,9 %. Ce mécanisme offrira à certains agents la possibilité de faire valoir un handicap qu'ils n'avaient pas nécessairement pris en compte jusqu'ici pour intégrer ce dispositif.

Dans tous les cas, permettre à ces agents d'accéder à des promotions qui leur étaient jusque-là inaccessibles est une avancée significative.

Monsieur Simon PLENET

À l'échelle de la structure mutualisée, cela concerne cinq agents. Nous sommes en effet légèrement en dessous de 6 %, principalement en raison du CIAS et des métiers concernés : que ce soit dans les établissements pour personnes âgées ou les crèches, nous comptons peu de personnels bénéficiant de la reconnaissance RQTH.

Cette promotion constitue donc un levier permettant aux agents qui le souhaitent, de faire valoir leur situation. Nous savons que de nombreux agents pouvant prétendre à cette reconnaissance ne prennent pas toujours l'initiative de la démarche.

Je précise que 15 à 20 % des collectivités ont saisi cette possibilité offerte par le législateur.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la mise en place d'un dispositif dérogatoire de promotion interne pour les agents reconnus travailleurs handicapés (RQTH) dans le cadre de l'expérimentation prévue jusqu'à fin 2026,

PRÉCISE que le dispositif sera mis en œuvre selon les modalités prévues à la présente délibération,

FIXE le nombre de postes ouverts au titre du dispositif à 5 (cinq) pour 2025, toutes catégories confondues, à l'échelle de la structure mutualisée (Ville d'Annonay, CCAS d'Annonay, Annonay Rhône Agglo, CIAS d'Annonay Rhône Agglo),

FIXE le nombre de postes ouverts au titre du dispositif à 3 (trois) pour les années 2026 et suivantes, toutes catégories confondues, à l'échelle de la structure mutualisée (Ville d'Annonay, CCAS d'Annonay, Annonay Rhône Agglo, CIAS d'Annonay Rhône Agglo),

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_028 - Ressources Humaines - Financement de la protection sociale complémentaire

Rapporteur : Monsieur Simon PLENET

Par courrier en date du 8 janvier 2025, la Préfecture de l'Ardèche a demandé le retrait de la délibération n°CM-2024-076 du 28 novembre 2024 relative aux prestations d'action sociale versées aux agents de la structure mutualisée, au motif notamment que le financement de la protection sociale complémentaire doit faire l'objet d'une délibération particulière.

En conséquence, il est proposé de retirer ladite délibération et de ré-adopter par la présente délibération dédiée le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire.

A ce sujet, les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance.

En application de l'article L 827-1 et suivants du Code général de la Fonction Publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au

financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

La protection sociale complémentaire comprend deux risques :

- Le risque santé lié à la maladie et à la maternité (mutuelle santé)
- Le risque prévoyance lié à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès (garantie maintien de salaire).

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents était facultative. Cette participation est devenue obligatoire :

- Pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum de 7 € brut mensuel,
- Pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum de 15 € brut mensuel.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales ont le choix entre deux solutions :

- Opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat qui a été labellisé au niveau national.
- Opter pour la convention de participation : après une mise en concurrence pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation. L'offre de l'opérateur sélectionné sera proposée à l'adhésion individuelle et facultative des agents de la collectivité. La convention est conclue pour une durée de 6 ans, avec un seul opérateur par type de risque.

En application des articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, la participation de la collectivité territoriale est versée sous forme d'un montant unitaire par agent.

Le montant de participation peut être modulé dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents (par exemple : en fonction de l'indice de rémunération ou selon la catégorie de l'agent) et, le cas échéant, leur situation familiale.

Le montant de l'aide versée par la collectivité ne pourra excéder le montant de la cotisation payée par l'agent à l'organisme de prévoyance ou de mutuelle.
Au vu ce cadre réglementaire, Monsieur le Maire propose de participer au financement de la protection sociale complémentaires des agents comme suit :

Pour le risque prévoyance :

Les entités de la structure mutualisée ont opté pour une convention de participation et elles adhèrent au contrat collectif proposé par le Centre de Gestion de l'Ardèche. La participation mensuelle est fonction du niveau de revenu, calculé sur le montant du traitement de base indiciaire (donc à l'exclusion de la NBI, du SFT et des primes) en équivalent temps plein.

Niveau de revenu	Montant mensuel brut
Traitement de base indiciaire inférieur à 2000€	12€
Traitement de base indiciaire entre 2000€ et 2500€	10€
Traitement de base indiciaire supérieur à 2500€	8€

Pour le risque santé :

Les entités de la structure mutualisée ont opté pour la procédure de labellisation, suite à l'appel d'offre infructueux pour une convention de participation.
La participation mensuelle est fonction du niveau de revenu, calculé sur le montant du traitement de base indiciaire (donc à l'exclusion de la NBI, du SFT et des primes) en équivalent temps plein.

Niveau de revenu	Montant mensuel brut
Traitement de base indiciaire inférieur à 2000€	32.5€
Traitement de base indiciaire entre 2000€ et 2500€	20€
Traitement de base indiciaire supérieur à 2500€	15€

VU l'article 827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011

VU la délibération du conseil municipal n°CM-2024-076 du 28 novembre 2024

VU l'avis de la Commission générale du 25 mars 2025,

CONSIDERANT le courrier du 8 janvier 2025 de la Préfecture de l'Ardèche,

Monsieur Mohamed GUENNIF

J'ai une question au nom de la liste par le parti communiste français qui pose la question suivante : ce projet a été présenté aux agents. Y'a-t-il une adhésion franche et globale ?

Monsieur Simon PLENET

Après un passage en CST et des discussions approfondies, cette mesure a été négociée avec les représentants du personnel, qui ont exprimé leur adhésion. Évidemment, les revendications initiales étaient plus ambitieuses, mais un consensus équilibré a été trouvé avec les organisations syndicales, qui ont validé l'accord.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

RETIRE la délibération n° CM 2024-076 du 28 novembre 2024 relative aux prestations d'action sociale pour les agents de la structure mutualisée.

APPROUVE la participation au financement du risque prévoyance, au titre de la protection sociale complémentaire, dans les conditions suivantes : participation mensuelle pour les agents adhérant à la convention de participation du Centre de Gestion, fonction du niveau de revenu, calculé sur le montant du traitement de base indiciaire (donc à l'exclusion de la NBI, du SFT et des primes) dans les conditions prévues à la présente délibération.

APPROUVE la participation au financement du risque santé, au titre de la protection sociale complémentaire, dans les conditions suivantes : participation mensuelle pour les agents adhérant à une mutuelle santé labellisée dans les conditions prévues par la réglementation, fonction du niveau de revenu, calculé sur le montant du traitement de base indiciaire (donc à l'exclusion de la NBI, du SFT et des primes) dans les conditions prévues à la présente délibération.

DIT que le dispositif de financement entre en vigueur à compter du 1er janvier 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et le charge de toutes démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Simon PLENET, Maire :

« Présentation projets Habitat Dauphinois »

Présentation mise en ligne sur le site internet de la commune d'Annonay : Rubrique Ville d'Annonay > Ma ville > Conseil Municipal > Conseils municipaux > Conseil Municipal du jeudi 03 avril 2025.

CM_2025_029 - Finances - Garantie d'emprunt - Opération construction de logements locatifs "L'Envol" à Annonay portée par Habitat Dauphinois

Rapporteur : Monsieur François CHAUVIN

La SA coopérative d'intérêt collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac 26000 VALENCE a, par courrier du 5 Novembre 2024, transmis à la Commune d'Annonay un dossier de demande en garantie partielle d'emprunt.

Cet emprunt s'inscrit dans le plan de financement d'une opération immobilière dénommée « L'Envol » (démolition et reconstruction de 19 logements locatifs) située Boulevard de la République 07100 Annonay.

La Commune d'Annonay est sollicitée pour garantir le prêt à hauteur de 30 %.

Le Département de l'Ardèche a également été sollicité pour garantir le prêt à hauteur de 70 %.

L'emprunt qu'Habitat Dauphinois souscrira auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sera d'un montant maximum de 1 427 975,00 €, constitué de 7 lignes de prêt :

- CPLS Complémentaire au PLS 2024 : 103 342,00€
- PLAI : 182 319,00€
- PLAI Foncier : 204 814,00€
- PLS PLSDD 2024 : 95 180,00€
- PLS Foncier PLSDD 2024 : 62 700,00€
- PLUS : 367 950,00€
- PLUS foncier : 411 670,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, et les articles L2252-1 à L.2252-5 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2305 du Code civil,

VU le dossier de demande en garantie partielle d'emprunt présenté par courrier en date du 5 Novembre 2024 par la SA coopérative d'intérêt collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac 26000 VALENCE,

VU le contrat de prêt n°165637 signé entre HABITAT DAUPHINOIS et la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU le modèle de délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

ACCORDE la garantie de la Commune d'Annonay à hauteur de 30,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 427 975,00€ souscrit par la SA coopérative d'intérêt Collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (Siret 435 881 222 00036) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N°165637 constitué de 7 lignes de Prêt.

PRÉCISE que la garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 428 392,50€ augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

PRÉCISE que ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

PRÉCISE que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la Commune d'Annonay est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur (HABITAT DAUPHINOIS) et dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Commune d'Annonay s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur (HABITAT DAUPHINOIS) pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

PRÉCISE que la Commune d'Annonay s'engage pendant la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt n° 165637 conclu entre la SA coopérative d'intérêt Collectif HABITAT DAUPHINOIS (Siret 435 881 222 00036) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de garantie d'emprunt à intervenir entre la commune d'Annonay et HABITAT DAUPHINOIS,

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_030 - Finances - Garantie d'emprunt PSLA - Opération de construction de 21 logements destinés à la location accession à la propriété - Opération "L'Envol" à Annonay portée par Habitat Dauphinois

Rapporteur : Monsieur François CHAUVIN

La SA coopérative d'intérêt collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac 26000 VALENCE a, par courrier du 18 décembre 2024, transmis à la commune d'Annonay un dossier de demande complémentaire en garantie d'emprunt.

Cet emprunt s'inscrit dans le plan de financement d'une opération immobilière « L'Envol » (démolition et reconstruction de 21 logements Locatifs Accession) située boulevard de la République - 07100 Annonay.

La commune d'Annonay est sollicitée pour garantir le prêt à hauteur de 100 %.

Au vu de la nature du prêt et du projet, le Département de l'Ardèche n'est pas mobilisé sur ce prêt.

L'emprunt qu'Habitat Dauphinois souscrira auprès de la Banque Postale sera d'un montant maximum de 2 450 660 €, constitué d'une ligne de prêt :

- PSLA (prêt social de location accession) : 2 450 660 €

Considérant l'offre de financement d'un montant de 2 450 660 €, émise par La Banque Postale et acceptée par HABITAT DAUPHINOIS pour les besoins de financement de l'opération L'Envol – construction de 21 logements sur la commune d'Annonay, destinés à faire l'objet de contrats location – accession à la propriété, pour laquelle la commune d'Annonay est sollicitée pour apporter son cautionnement,

Vu le dossier de demande en garantie d'emprunt présenté par courrier en date du 18 décembre 2024 par la SA coopérative d'intérêt collectif HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac 26000 VALENCE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, et les articles L2252-1 à L.2252-5,

VU l'article 2288 du Code civil,

VU l'offre de financement de La Banque Postale (annexée à la présente délibération),

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

ACCORDE la garantie de la commune d'Annonay avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 100,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat à venir entre HABITAT DAUPHINOIS et La Banque Postale (ci-après « le Prêt »),

PRÉCISE que l'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,

PRÉCISE que la commune d'Annonay (Le Garant) déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque,

PRÉCISE que la commune d'Annonay (Le Garant) reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement et reconnaît par ailleurs être pleinement avertie du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière,

PRÉCISE qu'en cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par HABITAT DAUPHINOIS (L'Emprunteur), le cautionnement (La Garantie) pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée,

PRÉCISE que sans préjudicie des dispositions de l'article L.2252-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune d'Annonay (Le Garant) devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que La Banque Postale (Le Bénéficiaire) ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant, HABITAT DAUPHINOIS,

PRÉCISE en outre, que la commune d'Annonay (Le Garant) s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie,

DISPOSE que la commune d'Annonay (Le Garant) accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du bénéficiaire, HABITAT DAUPHINOIS, avec toute autre personne morale même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle,

PRÉCISE que le cautionnement bénéficie à La Banque Postale (Le Bénéficiaire), ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants-cause et que tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations de La Banque Postale (Le Bénéficiaire) au titre du Prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place de La Banque Postale (Le Bénéficiaire) cédant ou transférant, ce que la commune d'Annonay (Le Garant) reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification,

PRÉCISE que dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations de la Banque Postale (Le Bénéficiaire) au titre du prêt, la commune d'Annonay (La Garant), accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification,

DISPOSE que la Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois,

PRÉCISE que la Commune d'Annonay (Le Garant) s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L,2131-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à en justifier auprès de La Banque Postale (Le Bénéficiaire),

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de Prêt à venir conclu entre la SA coopérative d'intérêt Collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (Siret 435 881 222 00036) et la Banque Postale,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de garantie d'emprunt à intervenir entre la commune d'Annonay et HABITAT DAUPHINOIS,

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_031 - Finances - Garantie d'emprunt - Opération de démolition/reconstruction *de logements locatifs sis rue Melchior de Voguë à Annonay portée par Habitat Dauphinois*

Rapporteur : Monsieur François CHAUVIN

La SA coopérative d'intérêt collectif HLM - HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac 26000 VALENCE a, par courrier du 5 novembre 2024, transmis à la commune d'Annonay un dossier de demande en garantie partielle d'emprunt.

Cet emprunt s'inscrit dans le plan de financement d'une opération immobilière dénommée « Melchior » (démolition et reconstruction de 19 logements locatifs) située 22 rue Melchior de Voguë - 07100 Annonay.

La commune d'Annonay est sollicitée pour garantir le prêt à hauteur de 30 %. Le Département de l'Ardèche a également été sollicité pour garantir le prêt à hauteur de 70 %.

L'emprunt qu'Habitat Dauphinois souscrira auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sera d'un montant maximum de 2 118 127 €, constitué de 2 lignes de prêt :

- PLUS : 1 546 461,00€
- PLUS foncier : 571 666,00€

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, et les articles L2252-1 à L.2252-5,

VU l'article 2305 du code civil,

VU le dossier de demande en garantie partielle d'emprunt présenté par courrier en date du 5 novembre 2024 par la SA coopérative d'intérêt collectif HABITAT DAUPHINOIS (SIRET n°435 881 222 00036) dont le siège social est situé 20, rue Balzac - 26000 VALENCE,

VU le contrat de prêt n°164934 signé entre HABITAT DAUPHINOIS et la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU le modèle de délibération transmis par la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Ces deux programmes sont une belle opportunité pour la ville. Il est positif que le Département et la municipalité puissent les accompagner via des garanties d'emprunt.

Concernant l'accession, le Département ne prend pas en charge ces garanties, car les emprunts concernés sont très courts : après un an, les locataires accèdent à la propriété de leur logement et reprennent directement le remboursement du prêt, qui ne repose alors plus sur le bailleur.

Monsieur Simon PLENET

Merci à Habitat Dauphinois qui porte ces deux projets très qualitatifs pour la ville et l'attractivité de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

ACCORDE la garantie de la commune d'Annonay à hauteur de 30,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 118 127 € souscrit par la SA

coopérative d'intérêt Collectif HABITAT DAUPHINOIS (Siret 435 881 222 00036) auprès de la Caisse des
Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du
Contrat de prêt N°164934 constitué de 2 lignes de Prêt,

PRÉCISE que la garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de
635 438,10 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt,

PRÉCISE que ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,

PRÉCISE que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la Commune d'Annonay est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur (HABITAT DAUPHINOIS) et dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Commune d'Annonay s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur (HABITAT DAUPHINOIS) pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

PRÉCISE que la Commune d'Annonay s'engage pendant la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt,

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt n° 164934 conclu entre la SA coopérative d'intérêt Collectif HABITAT DAUPHINOIS (Siret 435 881 222 00036) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de garantie d'emprunt à intervenir entre la commune d'Annonay et HABITAT DAUPHINOIS,

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_032 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitudes au profit d'ENEDIS sur la parcelle AP507 située 17 rue Eugène Meyzonnier à Annonay

Rapporteur : *Monsieur François CHAUVIN*

La société ENEDIS a sollicité la commune d'Annonay afin de constituer une servitude d'implantation d'un poste de distribution d'électricité publique sur la parcelle AP 507, située au 17 rue Eugène Meyzonnier à Annonay 07100. La localisation est située au niveau du bâtiment abritant le Comité d'Action Sociale, côté parking. Un plan permettant de localiser l'implantation du poste de distribution d'électricité publique figure en annexe.

Une convention de mise à disposition a été signée le 11 avril 2024 pour autoriser cette implantation. Il convient désormais de régulariser la situation par acte notarié constituant la servitude au profit de la société ENEDIS.

La convention proposée par ENEDIS est compatible avec l'affectation des parcelles concernées.

Il convient de préciser que cette servitude sera consentie en contrepartie d'une indemnisation unique et forfaitaire de 375 €, laquelle sera versée à la signature de l'acte authentique.

En revanche tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge d'ENEDIS.

Dès lors, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande et de conclure une convention de servitude grevant le domaine public.

La convention sous seing privée proposée par ENEDIS est annexée à la présente délibération. Elle devra être régularisée par acte authentique une fois la présente délibération rendue exécutoire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L212134,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L2122-4,

VU le Code civil, notamment les articles 639, 701 et 702,

VU le Code de l'énergie,

VU l'avis de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser cette servitude,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la constitution d'une servitude au profit de la société ENEDIS sur la parcelle cadastrée AP507, située au 17 rue Eugène Meyzonnier, figurant en annexe.

PRÉCISE que la servitude est consentie en contrepartie d'une indemnisation unique et forfaitaire de 375 €.

PRÉCISE que tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge du bénéficiaire de la servitude à savoir la société ENEDIS.

MANDATE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de servitude telle qu'annexée à la présente délibération ainsi que sa réitération éventuelle, par acte authentique et tous les documents y afférents.

CM_2025_033 - Convention de servitude de passage d'une ligne électrique souterraine sur les parcelles AZ112 et AZ297, situées Porte-Broc Nord à Annonay

Rapporteur : *Monsieur François CHAUVIN*

La société ENEDIS a sollicité la commune d'Annonay afin de constituer une convention de servitude qui concerne le passage d'une ligne électrique souterraine sur les parcelles

AZ 112 et AZ 297, situées Porte-Broc Nord à Annonay. La localisation de ce passage de ligne électrique est située à proximité du lot bâtis 2F Construction, parcelle AZ112, Porte-Broc Nord. Il s'agit d'une canalisation souterraine d'une longueur de 51 mètres sur une bande de 1 mètre de large. Un plan permettant de localiser l'implantation de ces réseaux de lignes électriques souterraines figure en annexe.

Une convention de servitude a été signée le 17 août 2021 pour autoriser cette implantation. Il convient désormais de régulariser la situation par acte notarié constituant la servitude au profit de la société ENEDIS.

La convention proposée par ENEDIS est compatible avec l'affectation des parcelles concernées, qui constituent des voiries communales.

Il convient de préciser que cette servitude sera consentie gracieusement.

En revanche tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge d'ENEDIS.

Dès lors, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande et de conclure avec ENEDIS une convention de servitude sur le domaine public.

Le projet de convention est annexé à la présente délibération.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29 à L2121-34,

VU le Code de l'urbanisme notamment l'article R431-13,

VU le Code de l'énergie, notamment ses articles L323-4, L121-4 et R323-25,

VU l'avis de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser cette servitude,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de servitude au profit d'ENEDIS sur les parcelles cadastrées AZ 112 et AZ 297, situées Porte-Broc Nord à Annonay figurant en annexe, **PRÉCISE** que la servitude est consentie gracieusement,

PRÉCISE que tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge du bénéficiaire de la servitude à savoir la société ENEDIS,

MANDATE monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité à signer la convention de servitude telle qu'annexée à la présente délibération ainsi que sa réitération éventuelle, par acte authentique et tous les documents y afférent.

CM_2025_034 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitudes au profit d'ENEDIS sur la parcelle BM469 située Beauregard à Annonay

Rapporteur : *Monsieur François CHAUVIN*

La société ENEDIS a sollicité la commune d'Annonay afin de constituer une servitude de passages d'ouvrages sur la parcelle BM469, sise Beauregard à Annonay. La localisation est située à proximité des lotissements de Beauregard et des Sources du Miandon. Un plan permettant de localiser l'implantation du nouveau poste de transformation d'électricité figure en annexe. L'ancien poste sera déposé par ENEDIS lors de l'opération.

Une convention de mise à disposition a été signée le 23 août 2024 pour autoriser cette implantation. Il convient désormais de régulariser la situation par acte notarié constituant la servitude au profit de la société ENEDIS.

La convention proposée par ENEDIS est compatible avec l'affectation des parcelles concernées, à usage de voirie.

Il convient de préciser que cette servitude sera consentie sans contrepartie financière.

En revanche tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge d'ENEDIS.

Dès lors, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande et de conclure une convention de servitude grevant le domaine public.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L212134,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L2122-4,

VU le Code civil, notamment les articles 639, 701 et 702,

VU le Code de l'énergie,

VU l'avis de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser cette servitude,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la constitution d'une servitude au profit de la société ENEDIS sur la parcelle cadastrée BM469, située Beauregard à Annonay, pour l'implantation d'un distributeur d'électricité à proximité des lotissements Beauregard et les Sources du Miandon.

PRÉCISE que la servitude est consentie sans contrepartie financière.

PRÉCISE que tous les frais d'acte, de publicité et de formalités seront à la charge du bénéficiaire de la servitude à savoir la société ENEDIS.

MANDATE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité à signer une convention de servitude sous seing privée ainsi que sa réitération éventuelle, par acte authentique et tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_035 - Cession d'une maison de ville sise 7 Montée de la Croizette / 22 Rue St Prix Barou à Annonay, cadastrée AL21

Rapporteur : Monsieur François CHAUVIN

La commune s'est portée propriétaire le 5 avril 2007 d'un immeuble sis 7 Montée de la Croizette / 22 Rue Saint-Prix Barou à Annonay, cadastré AL21.

Cette acquisition était motivée par un projet d'élargissement de la rue Saint-Prix Barou, projet ayant fait l'objet d'un emplacement réservé (ER N°5 au plan local d'urbanisme).

Le projet d'élargissement de la voie ayant été abandonné, cet emplacement réservé va disparaître au plan local d'urbanisme intercommunal et de l'habitat tel qu'il devrait être adopté par le Conseil communautaire d'Annonay Rhône Agglo le 10 avril 2025.

Depuis l'acquisition, le bâtiment est resté vide d'occupants, à l'exception du garage principal qui était loué à un riverain.

La convention avec ce riverain arrive a échéance fin avril 2025.

Par conséquent, un agent immobilier a été mandaté en la personne du cabinet CIB immobilier, lequel a présenté un acquéreur une première offre le 4 février 2025 à hauteur de 55 000 €, soit 50 000 € nets vendeurs.

Cette offre inférieure à la valeur estimée du bien ayant été refusée, le cabinet CIB a présenté le 28 février 2025 un second acquéreur à hauteur de 60 000 €, soit 55 000 € nets vendeurs.

Ce montant est conforme à l'avis des domaines reçu le 12 mars 2025 qui a fixé la valeur vénale du bien à 61 000 € assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.
L'immeuble dont la cession présente les caractéristiques suivantes :

- Maison de ville
- huit pièces
- 120 m² sur deux niveaux de 60 m2
- deux garages de 40m2 et 65m2 environ;
- DPE F

Le bien est vendu à l'état, avec des travaux conséquents à prévoir.

Il est donc proposé au Conseil municipal de céder ce bien pour la somme de 60 000 €, soit 55 000 € nets vendeurs.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34,

VU l'avis des domaines du 12 mars 2025 estimant la valeur vénale du bien principal à 61 000 € et sa valeur minimale à 55 000 € sans justification particulière,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de céder ce bien aujourd'hui vide et sans destination publique,

CONSIDERANT l'offre de madame SEUX et monsieur PETIT à hauteur de 60 000 €, soit 55 000 € nets vendeur, conforme à l'avis des Domaines,

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

À l'époque, un emplacement avait été réservé afin d'élargir la voie, mais l'option retenue a finalement été de la mettre à sens unique. Seuls les bus peuvent y circuler dans les deux sens en actionnant un feu leur permettant d'accéder à l'hôpital.

Madame Juanita GARDIER

Et pour les vélos.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Oui mais les vélos ne peuvent pas actionner le feu. Connaissez-vous le prix auquel il avait été acheté à l'époque ?

Monsieur François CHAUVIN

60 000 €.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Ce placement n'est pas des plus intéressants pour la ville.

Monsieur Simon PLENET

Le montant des frais est resté modéré, étant donné l'état du bâtiment.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de cession de l'immeuble sis 7 Montée de la Croizette / 22 Rue Saint-Prix Barou à Annonay cadastré AL21 à madame SEUX et monsieur PETIT pour un prix de 60 000 €, soit 55 000 € nets vendeurs.

PRÉCISE que les frais de mutation seront supportés par l'acquéreur.

PRÉCISE que l'emplacement réservé pour l'élargissement de la rue Saint-Prix Barou (ER N°5 au plan local d'urbanisme) a perdu son objet et a été supprimé du projet de plan local d'urbanisme intercommunal et de l'habitat.

MANDATE monsieur le maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

AMÉNAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Mme Juanita GARDIER, Adjointe en charge de la Tranquillité publique, de la voirie et de la propreté urbaine :

« Rénovation chemin Porte-Broc »

Présentation mise en ligne sur le site internet de la commune d'Annonay : Rubrique Ville d'Annonay > Ma ville > Conseil Municipal > Conseils municipaux > Conseil Municipal du jeudi 03 avril 2025.

CM_2025_036 - Eaux pluviales - Approbation d'une convention de fonds de concours pour la rénovation du chemin de Porte-Broc

Rapporteur : Madame Juanita GARDIER

Dans le cadre de la rénovation du chemin de Porte-Broc par la commune d'Annonay, il convient de réaliser les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement par Annonay Rhône Agglo.

Les travaux consistent à créer un réseau de collecte des eaux pluviales sur la partie haute du chemin, en préalable à la rénovation de la voirie.

Annonay Rhône Agglo est compétente en matière de réseau d'eaux pluviales depuis le 1er janvier 2020.

Pour tous les travaux effectués dans le cadre de la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines, la délibération du Conseil communautaire d'Annonay Rhône Agglo n° CC2021-403 du 9 décembre 2021 concernant la prise de compétence eaux pluviales (GEPU) a acté que les communes participent à hauteur de 50% du montant total de l'opération, déduction faite des subventions.

La convention d'attribution d'un fonds de concours définit les modalités de versement du fonds de concours, cette contribution est rendue possible par l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales.

L'enveloppe prévisionnelle relative à la part réseau eaux pluviales est estimée à 62 000 € HT. Un fonds de concours peut donc être alloué à hauteur de 31 000 € HT.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L5216-5 VI,

VU la délibération du Conseil communautaire n° CC-2021-403 en date du 9 décembre 2021 portant transfert de compétences eaux pluviales urbaines,

VU l'avis de la Commission Générale du 25 mars 2025,

CONSIDERANT le projet de convention de fonds de concours annexé à la présente délibération,

Monsieur Simon PLENET

Pour rappel, la compétence « eaux pluviales » relève de l'Agglomération. Cependant, l'absence de reprise sur l'attribution de compensation des communes au moment du transfert a donné lieu à cet équilibre sur les investissements induits en la matière sur les communes ; ces dernières prennent en charge 50 % du coût des travaux.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Lors du raccordement des bouches aux eaux pluviales dans le cadre de la création d'un nouveau réseau séparatif, quelles mesures sont mises en place pour garantir la connexion des riverains ? Disposaient-ils déjà des installations nécessaires pour intégrer ce réseau ? Sont-ils accompagnés et suivis dans cette transition, et bénéficient-ils de conseils adaptés ?

Monsieur Simon PLENET

Le branchement engendre parfois des travaux à l'intérieur de leur propriété et ils ont 2 ans pour effectuer le raccordement. Ensuite, un contrôle de la régie est mis en œuvre.

Madame Juanita GARDIER

Ils ont été prévenus avant la pose de ces boîtes de raccordement.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Ça a un effet sur tout notre réseau d'eaux usées.

Monsieur Simon PLENET

Nous sortons les eaux pluviales du réseau d'eaux usées.

Madame Juanita GARDIER

Nous avons créé un nouveau réseau à côté.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de fonds de concours pour les travaux d'eaux pluviales et de mise en séparatif des réseaux d'assainissement sur le chemin de Porte-Broc à Annonay.

PRÉCISE que l'enveloppe prévisionnelle relative à la part réseau des eaux pluviales étant estimée à 62 000 € hors taxes, le montant du fonds de concours alloué s'élèvera à la somme de 31 000 € hors taxes.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes et le **CHARGE** d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

CM_2025_037 - Sports - Charte sportive municipale – Attribution d'une subvention dans le cadre du « Prix spécifique aux projets citoyens » - Année 2025

Rapporteur : Monsieur Jérémy FRAYSSE

Le conseil municipal de la commune d'Annonay a statué le 21 septembre 2023 pour la mise en place d'une nouvelle charte sportive communale dont les axes prioritaires engagent les associations à contribuer à la cohésion sociale et territoriale, et intègrent les dimensions relatives à la sécurité, à la santé, à l'éducation et à une démarche citoyenne.

Dans le cadre du Prix spécifique aux projets citoyens, la ville d'Annonay souhaite apporter un soutien particulier à la citoyenneté en valorisant plusieurs projets réalisés par les clubs dans les domaines de la promotion de l'égalité homme - femmes, le renforcement de la cohésion sociale, l'implication dans la transition écologique et les initiatives éco-citoyennes, la lutte contre toutes les formes de discrimination et violences, et le sport santé. La commune détermine un montant financier à attribuer aux projets réalisés.

Pour l'année 2025, après arbitrage de la ville d'Annonay en lien avec l'office municipal des sports (OMS), trois dossiers ont été retenus :

- Boxe américaine d'Annonay, pour une action « Boxing Rose » ;
- Club sportif annonéen, pour une action « Colosse aux pieds d'argile » ;
- Handball club annonéen, pour une action « Fresque urbaine, ateliers nutrition et handball ».

Il est proposé d'attribuer un montant global de 3.000 euros selon la répartition suivante :

CLUB	MONTANT
Boxe américaine d'Annonay	**1.000,00 €**
Club sportif annonéen	**1.000,00 €**
Handball club annonéen	**1.000,00 €**
TOTAL	**3.000,00 €**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1611-4, L.2121-29, et L.2311-7,

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain

des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État,

VU la délibération n°2023-189 en date du 21 septembre 2023 approuvant la nouvelle charte sportive et les modalités de répartition de la subvention aux associations et clubs sportifs,

VU l'avis favorable de la commission générale du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE le versement de la subvention « Prix spécifique dédié aux projets citoyens année 2024 » dont le montant est réparti comme suit :

CLUB	MONTANT
Boxe américaine d'Annonay	**1.000,00 €**
Club sportif annonéen	**1.000,00 €**
Handball club annonéen	**1.000,00 €**
TOTAL	**3.000,00 €**

PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2025,

VALIDE le versement, au titre de l'exercice budgétaire 2025, de ces subventions aux associations sportives,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et le **CHARGE** de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_038 - Attribution d'une subvention aux associations « Union sportive de l'enseignement du premier degré » (USEP) des écoles publiques

Rapporteur : Monsieur Jérémy FRAYSSE

L'union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) est la fédération de sport scolaire de l'école primaire. Le sport scolaire répond à la fois à des enjeux de santé, de réussite éducative et de cohésion sociale.

Aujourd'hui en France, comme le souligne l'USEP, un enfant sur deux n'a pas d'autres pratiques physiques et sportives que celles proposées par l'intermédiaire de l'école. Ainsi en 40 ans les collégiens ont perdu un quart de leur capacité physique. Le sport scolaire est donc au cœur des enjeux de santé liés à l'inactivité, la sédentarité et le surpoids. La pratique sportive régulière contribue également à l'épanouissement de l'enfant, à son bien-être physique et mental et, de ce fait, à sa réussite scolaire.

Par ailleurs, les rencontres sportives scolaires sont un moment de socialisation pour les enfants au travers d'échanges avec d'autres enfants, d'autres classes et d'autres écoles.

Elles sont vecteur d'éducation civique grâce à l'apprentissage du respect des règles et de l'adversaire.

Lieu de dialogue et de construction de projets réunissant parents, enseignants et élèves, l'USEP contribue aussi à l'amélioration du climat scolaire. Son ambition est donc en adéquation avec la politique d'éducation par le sport portée par la commune.

Jusqu'en 2017, l'USEP a bénéficié d'une subvention municipale dans le cadre de la Charte sportive. Mais en 2018, l'association a informé la commune de sa mise en sommeil.

Pendant l'année scolaire 2022/2023, les enseignants de toutes les écoles publiques d'Annonay se sont affiliés à la fédération USEP et ont organisé des rencontres sportives, actions réitérées pour l'année scolaire 2023/2024.

Afin de soutenir au mieux les actions de l'USEP sur le territoire communal, il est proposé l'attribution d'une subvention de fonctionnement de **1.800€** pour contribuer à la bonne marche des rencontres sportives, répartie comme suit et au prorata des élèves dans chaque USEP :

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES	EFFECTIF	MONTANT
USEP Cance-Malleval	148	432€
USEP Cordeliers élémentaire	60	175€
USEP école Font Chevalier élémentaire	123	360€
USEP écoles Ripaille et Jean Moulin	170	497€
USEP Lombardière (écoles Alphonse Daudet et Van Gogh)	115	336€
TOTAL	**616**	**1.800€**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1611-4, L2121-29, et L2311-7,

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État,

VU l'avis favorable de la commission générale du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE le l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour un montant de **1.800€** réparti comme suit :

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	EFFECTIF	MONTANT
USEP Cance-Malleval	148	432€
USEP Cordeliers élémentaire	60	175€
USEP école Font Chevalier élémentaire	123	360€
USEP écoles Ripaille et Jean Moulin	170	497€
USEP Lombardière (écoles Alphonse Daudet et Van Gogh)	115	336€
TOTAL	**616**	**1.800€**

VALIDE le versement, au titre de l'exercice 2025, de ces subventions aux cinq USEP des établissements scolaires d'Annonay,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et le **CHARGE** d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_039 - Affaires culturelles - Convention de moyens et d'objectifs avec la SMAC 07 - Année 2025

Rapporteur : Madame Assia BAIBEN-MEZGUELDI

Dans le cadre de sa politique de soutien aux projets développés par les acteurs culturels du territoire, la Commune d'Annonay s'est engagée par convention depuis plusieurs années aux côtés de l'AGSA / SMAC 07.

La convention ci-annexée est établie pour l'année civile 2025 dans l'attente de la finalisation d'une nouvelle convention multi-partenariale et pluriannuelle regroupant l'Etat (DRAC), le Département de l'Ardèche, la communauté de communes Ardèche Rhône Coiron et la commune d'Annonay. Elle a pour objectif de maintenir et conforter le projet artistique et culturel de l'association et porte sur :

- la diffusion des musiques actuelles,
- l'accompagnement à la création,
- la sensibilisation et la médiation culturelles,
- l'accompagnement des pratiques artistiques et des projets musicaux,
- le développement de projets transversaux,
- une mission ressource,
- l'ouverture au territoire et à ses populations,
- l'intégration dans un processus de développement durable et dans l'économie sociale et solidaire,
- une politique tarifaire.

La commune d'Annonay, par sa contribution financière annuelle de 50.000 €, démontre sa volonté de maintenir une offre culturelle large et diversifiée sur son territoire.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1611-4 et L2311-7,

VU les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations,

VU l'avis favorable de la Commission en date du 25 mars 2025,

CONSIDÉRANT le projet de convention de moyens et d'objectifs ci-annexé,

Madame Assia BAIBEN-MEZGUELDI

Je regrette vivement la baisse de la subvention allouée par la Région, qui est réduite de 30 K€ par rapport aux 70 K€ initialement prévus.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Je me questionne sur le soutien global aux associations. Depuis 2008, nous leur attribuons une enveloppe de 50 K€, alors que le Département a augmenté son engagement de manière significative, passant de 80 K€ en 2015 à 110 K€ aujourd'hui.

Si nous pouvons regretter que certaines collectivités réduisent leurs subventions, il est tout aussi important d'analyser ce que fait la ville d'Annonay. D'ailleurs, la Région semble avoir notablement augmenté son soutien ces dernières années.

Monsieur Simon PLENET

Monsieur Quenette, si je peux me permettre d'intervenir sur ce point, nous regrettons la baisse de l'accompagnement. Toutefois, la ville d'Annonay a su maintenir son engagement. L'acquisition des murs de la SMAC l'année dernière illustre cet engagement en faveur de la pérennisation de l'association. Il existe différentes manières de soutenir une structure, et lui garantir un cadre durable via l'achat de locaux est un geste fort, à reconnaître et à valoriser.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Cette baisse de 30 K€ est conséquente. Est-ce qu'elle met en péril l'association ?

Madame Assia BAIBEN-MEZGUELDI

Je ne sais pas quelle est la part exacte en pourcentage, mais si l'on diminue votre salaire de 10 %, il est évident que cela aura des répercussions sur votre vie quotidienne. Pour la SMAC, c'est pareil : toute son activité est directement impactée par cette réduction.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Vous avez des recours pour redemander ?

Monsieur Simon PLENET

Il existe un comité des partenaires, mais aujourd'hui nous sommes seuls à délibérer, faute d'un travail collectif réunissant la Région, le Département, les villes d'Annonay, du Teil et de Viviers, ainsi que potentiellement l'intercommunalité.
Ce changement découle d'une décision régionale : la Région ne s'engage plus dans des conventions pluri-partenariales, préférant octroyer des aides bilatérales aux associations. Cette orientation dépasse le cas de la SMAC et reflète une évolution de la politique régionale. Par ailleurs, la réduction de 30 K€ de subvention, annoncée en février, semble entraîner la suppression d'un poste.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Je trouve malheureux la suppression d'un poste. Cela reste une politique inquiétante sur la culture. La mairie cherchera-t-elle à compenser ou à mettre la Région face à ses responsabilités d'engagement vis-à-vis de la culture ?

Monsieur Simon PLENET

L'association la SMAC 07 est une association à l'échelle départementale. Je pense qu'au vu de la situation, il faudra que l'ensemble des partenaires se retrouvent, le Département, la ville ou la communauté de communes sud Ardèche, la ville d'Annonay. Ceci pour voir quelle est la position conjointe de l'ensemble des partenaires face à ce désengagement.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

C'est cette logique que j'ai précisé avec les chiffres du Département, qui sont passés de 80 K€ à 110 K€, mais sur une période de cinq ans et non sur une seule année. Ces conventions triennales permettent de donner une meilleure visibilité aux associations, même si cette situation engendre des difficultés de fonctionnement pour elles.
Concernant la Région, il semble qu'elle ait historiquement accordé une subvention plus importante à la SMAC Ardéchoise par rapport aux autres SMAC de la région. Elle est revenue aujourd'hui à un niveau de financement plus équilibré, notamment parce que la SMAC Ardéchoise fonctionne sur plusieurs sites, comme Viviers et Annonay, ce qui posait un problème d'équité.
Il faut bien comprendre que gérer une SMAC départementale est bien plus complexe qu'une SMAC implantée sur un seul site, comme à Saint-Étienne. Même si un bonus subsiste par rapport aux autres SMAC, la subvention est néanmoins moins élevée qu'auparavant, ce qui engendre des difficultés pour l'association. C'est pourquoi nous avons engagé des discussions avec les associations, en lien avec le Département, afin de définir des pistes d'accompagnement adaptées.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Je vois que vous avez été capable de passer de 80 à 100 K€. Continuez.

Monsieur Simon PLENET

Je me permets d'intervenir dans vos échanges, mais il me semble que l'augmentation de 80 à 110 K€ n'est pas récente. Cela reste une excellente initiative, mais elle provient de l'ancienne majorité départementale, qui avait choisi de soutenir davantage les structures conventionnées. Si la nouvelle majorité départementale souhaite poursuivre dans cette direction, un tour de table pourrait effectivement être intéressant.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Le Département applique un principe clair : il ne s'engage pas davantage lorsque les collectivités locales ne fournissent pas elles-mêmes des efforts supplémentaires. Ce principe vise à éviter que les collectivités locales se reposent entièrement sur le Département.
Cela dit, le Département reste un acteur majeur dans l'accompagnement des structures. Il est le premier financeur de cette association, ce qui est tout à fait logique étant donné son implantation sur les territoires de Viviers et Annonay, et son rayonnement à l'échelle départementale.

Monsieur Simon PLENET

J'ai bien compris que le Département adapte son engagement en fonction de l'investissement local. Il serait pertinent de valoriser auprès des élus départementaux l'acquisition du bâtiment, qui représente un engagement significatif de la commune.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Je parlais du fonctionnement M. Le Maire.

Monsieur Simon PLENET

Il y a toujours une petite étoile en bas du contrat.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention de moyens et d'objectifs pour l'année 2025 avec l'AGSA / SMAC 07,

PRÉCISE que le montant de la subvention pour l'année 2025 s'élève à 50.000 €, et que le versement de ladite subvention sera effectué dès le rendu exécutoire de la convention,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention de moyens et d'objectifs ci-annexée, et le **CHARGE** d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_040 - Affaires culturelles - Attribution de subventions aux associations du secteur Culture - Exercice 2025

Rapporteur : Madame Assia BAIBEN-MEZGUELDI

Il appartient au Conseil municipal de fixer par délibération le montant des subventions allouées aux associations culturelles annonéennes au titre de l'exercice 2025 (hors associations sous convention).

Après le bilan annuel réalisé avec chaque association percevant une subvention municipale, la proposition est de maintenir globalement le niveau de financement pour chacune d'entre elles.

Il est donc proposé de procéder aux attributions de subventions dans le secteur culturel telles qu'elles ressortent dans le tableau suivant :

Associations	Montants 2025
Amis de l'orgue du Temple	**1 000,00 €**
Batterie fanfare	**4 300,00 €**
Chœur impromptu	**200,00 €**
Espace 3A	**300,00 €**
Groupement philatélique (GPRA)	**100,00 €**
La Moustache et des dentelles	**1 000,00 €**
La Source	**10 000,00 €**
Orchestre d'harmonie d'Annonay	**4 300,00 €**
Science pour tous	**500,00 €**
Théâtre d'en face	**800,00 €**
TOTAL	**22 500,00 €**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1611-4, L2121-29 à L2121-34 et L2311-7,

VU les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État,

VU la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT l'exposé du rapporteur,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE, pour l'exercice 2025, les attributions de subventions aux associations du secteur Culture comme suit :

Associations	Montant 2025
Amis de l'orgue du Temple	**1 000,00 €**
Batterie fanfare	**4 300,00 €**
Chœur impromptu	**200,00 €**
Espace 3A	**300,00 €**
Groupement philatélique (GPRA)	**100,00 €**
La Moustache et des dentelles	**1 000,00 €**
La Source	**10 000,00 €**
Orchestre d'harmonie d'Annonay	**4 300,00 €**
Science pour tous	**500,00 €**
Théâtre d'en face	**800,00 €**
TOTAL	**22 500,00 €**

FIXE le versement desdites subventions au titre de l'exercice budgétaire 2025 en une seule fois, sans condition d'octroi, dès rendu exécutoire la présente délibération,

PRÉCISE que les crédits budgétaires correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2025 – « Subventions à diverses associations »,

CHARGE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_041 - Modification du règlement des temps périscolaires

Rapporteur : Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Le service Périscolaire est un service municipal qui gère les temps de restauration scolaire et de garderie du matin, de midi et du soir. Les temps périscolaires n'ont pas de caractère obligatoire ; le service proposé aux familles des enfants admis dans les établissements scolaires publics de la commune est facultatif et fait partie de l'offre éducative de la commune.

Le règlement annexé à la présente délibération a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles se déroulent les services périscolaires (cantine et garderie) organisés par la Ville d'Annonay.

Pour l'année scolaire, des modifications sont apportées au règlement en vigueur jusque-là, à savoir :

- le Permis à point est remplacé par le Permis de bonne conduite ;

- en cas de sorties scolaires, les parents ou représentants légaux de l'enfant doivent annuler le(s) repas commandé(s) dans les délais impartis. Aucun remboursement ne sera effectué pour ce motif ;
- les sites de restauration du groupe scolaire des Cordeliers pendant la durée des travaux sont le site du CCAS pour les élèves de maternelle et le Lycée Professionnel Montgolfier pour les élèves de l'élémentaire.

Ce règlement s'applique à l'ensemble des familles utilisatrices et bénéficiaires d'un ou plusieurs des services périscolaires.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34,

VU le projet de règlement ci-joint,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Le fait de perdre des points sur son permis peut être perçu comme stigmatisant. Avez-vous réalisé une évaluation de l'ancienne convention afin d'identifier ce qui fonctionnait et ce qui posait un problème ?
En la relisant, un élément m'a interpellé : le passage d'un système de permis à points à un permis basé sur des couleurs. Celui-ci comprend cinq couleurs, avec trois niveaux par couleur. Un élève peut ainsi recevoir jusqu'à trois avertissements avant de changer de couleur.
Je voulais savoir si cette évolution était intentionnelle ou si elle résultait d'une erreur, auquel cas, serait-il possible de la corriger ? Par ailleurs, lorsqu'un élève atteint la couleur noire, cela signifie-t-il qu'il a perdu tous ses points ?

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Nous ne parlons plus de points.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Le système des 13 niveaux divisés en trois correspond à un principe similaire à celui des points. Lorsque les élèves atteignent le niveau rouge, des sanctions peuvent être mises en place, notamment en cas de comportements graves tels que des violences ou du harcèlement. Le règlement actuel prévoit une suspension d'une semaine des droits périscolaires. Cependant, dans la précédente version du règlement, des sanctions plus longues étaient envisageables, avec jusqu'à un mois d'exclusion, voire une radiation annuelle. Bien que ces mesures n'aient pas nécessairement été mises en œuvre, elles constituaient un cadre réglementaire plus strict.
Ces sanctions qui ont été supprimées ont-elles déjà été appliquées ? Ne serait-il pas pertinent de les réintroduire, notamment la suspension d'un mois, afin d'appuyer la sensibilisation des parents ? Car derrière les élèves concernés, il y a aussi leurs familles, qui doivent pleinement assumer leur rôle éducatif. Dès lors, ne faudrait-il pas réintégrer ces sanctions dans le règlement intérieur pour renforcer la cohérence du dispositif ?

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Ce dispositif restera en place. Après un certain nombre d'avertissements, la chef d'équipe contacte systématiquement les parents, et lorsque l'enfant passe à une couleur supérieure, nous pouvons également l'accueillir pour un échange.
Nous n'avons pas établi de bilan précis sur le nombre d'exclusions de la cantine, mais il arrive qu'un enfant soit temporairement écarté, notamment sur une durée d'un mois. Toutefois, nous n'avons jamais prononcé de radiation complète, car nous cherchons toujours des solutions adaptées. Dans tous les cas, un dialogue est instauré avec l'enfant et ses parents afin de discuter de la situation. Nous sommes conscients des difficultés que cela peut engendrer pour les familles, et nos agents sont mobilisés pour accompagner cette démarche.
C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un enfant peut redescendre dans l'échelle des couleurs après quatre jours de bonne conduite, à condition qu'il fournisse des efforts. L'accompagnement et l'écoute restent des éléments clés pour soutenir à la fois les enfants et leurs familles.
Dans certaines situations, des comportements graves peuvent être constatés chez certains enfants plus difficiles. Bien entendu, nous informons les parents et échangeons avec eux, tout en veillant à ne pas nous substituer à leur rôle éducatif.

Monsieur Mohamed GUENNIF

L'inclusion scolaire est essentielle, et nous constatons que de plus en plus d'enfants ont des profils nécessitant un accompagnement adapté. Certains peuvent exprimer des comportements excessifs ou violents involontairement.
Si le système des couleurs est utile, des discussions avec les ATSEM et d'autres encadrants montrent que l'accueil périscolaire concerne aussi des enfants aux profils spécifiques, accompagnés ou non, qui peuvent parfois présenter des difficultés.
Votre règlement intérieur prévoit-il une adaptation pour mieux répondre à ces besoins ?

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Oui, nous sommes particulièrement vigilants avec les enfants de la classe ULIS, notamment parce qu'ils ne sont pas toujours accompagnés par un AESH durant la pause méridienne. Nous avons donc renforcé la sensibilisation de nos agents pour garantir un encadrement bienveillant et adapté. Cette préoccupation est pleinement prise en compte dans le règlement.

Madame Maryanne BOURDIN

M. QUENETTE, il ne s'agit pas seulement de sanctionner. Ces enfants, âgés de 3 à 10 ans, fréquentent un service public essentiel, qui permet à chacun d'accéder à une alimentation équilibrée à un tarif adapté aux ressources des familles.
L'objectif est avant tout d'accompagner les enfants dans leur apprentissage des règles de vie collective et de les aider à modifier leurs comportements de manière pédagogique. L'accompagnement des familles joue également un rôle essentiel dans leur responsabilité éducative.
En complément des mesures éducatives, différents dispositifs sont mobilisés, tels que des rencontres et le programme de réussite éducative. L'enjeu n'est pas simplement de sanctionner, mais bien d'amener l'enfant à comprendre que son comportement doit s'adapter au cadre collectif et qu'il peut évoluer positivement.

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Je voudrais préciser, M. GUENNIF, que ce règlement n'est pas adapté pour les enfants à profil spécifique.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Mme BOURDIN, mon propos visait à souligner l'importance de disposer de différentes options. Avez-vous délibérément ou non supprimé la possibilité d'exclure un enfant pour une durée d'un mois ? Mme BARBATO nous a précisé que les enfants ayant un profil particulier, notamment en raison de certaines pathologies qui peuvent expliquer leurs comportements difficiles, ne sont pas concernés par ce règlement. Cependant, d'autres enfants nécessitent un cadre clair et des limites. Or, cette possibilité d'exclusion d'un mois a été retirée de la réglementation actuelle.

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

C'est la couleur noire.

Monsieur Marc-Antoine QUENETTE

Non, une exclusion ne peut désormais dépasser une semaine lorsque l'enfant atteint la couleur noire. Dans l'ancien règlement, des exclusions plus longues étaient possibles, mais cela relevait des décisions prises par la majorité en place depuis 2008.
Au-delà du simple système des couleurs, avez-vous fait le choix d'assouplir globalement le règlement ?

Monsieur Mohamed GUENNIF

Il est certain que certains élèves ont des profils spécifiques, comme ceux issus des classes ULIS, mais aussi des enfants dont les familles sont durement touchées par la crise, ce qui peut expliquer des réactions vives à certains moments. Je reconnais l'importance de la pause méridienne, et je salue les améliorations apportées, notamment concernant le confort sonore.
Les exclusions restent réservées aux faits graves, mais elles peuvent représenter une double peine pour les familles. Pour certains enfants, ce repas est l'un des rares moments où ils bénéficient d'une alimentation complète et équilibrée, en plus d'être un espace de sociabilité et d'apprentissage. C'est pourquoi l'exclusion devrait toujours rester une mesure ultime.
Mme BARBATO, vous avez mentionné l'importance des échanges avec les parents, qui permettent justement d'éviter d'en arriver à l'exclusion. La crise sociale qui s'aggrave risque d'impacter davantage les familles monoparentales, les femmes et les enfants. Plutôt que de supprimer cette sanction, il faut veiller à bien l'évaluer et à prendre en compte ses conséquences à plus long terme.

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Nous partageons totalement votre point de vue, Monsieur Guennif. L'exclusion reste une mesure exceptionnelle, et un travail conséquent est réalisé en amont pour l'éviter autant que possible. Le nouveau permis de bonne conduite inclut des tolérances qui permettent aux enfants de revenir à un meilleur niveau après quatre jours d'efforts. Des élèves remarquent que certains, malgré un comportement inadapté, ne sont jamais exclus, alors que cela devrait être le cas. Dans certains cas, l'exclusion devient nécessaire, mais cela demeure rare. Nos agents sont pleinement mobilisés pour accompagner les enfants et les familles sur place.

Madame Maryanne BOURDIN

M. QUENETTE, vous semblez surpris de la suppression de l'exclusion d'un mois pour les enfants. Or, il est essentiel de rappeler qu'il s'agit ici d'un service public dédié à l'alimentation des enfants.
Notre approche repose sur une démarche pédagogique et de médiation avec les familles, intégrée dans un plan alimentaire plus global. Celui-ci met l'accent sur une alimentation saine, avec des produits bio travaillés et une réflexion sur les conditions organoleptiques du repas, allant jusqu'à l'organisation dans l'assiette et l'amélioration du service pour favoriser le calme et le bien-être des enfants.
Des expérimentations ont été menées dans certaines écoles et des agents ont été formés à la communication non violente afin d'améliorer l'accompagnement. Vous focalisez votre attention sur la suppression de cette mesure, mais nous avons opté pour une approche plus adaptée, prenant en compte le fait que nous accueillons des enfants de 3 à 10 ans qui ont besoin de tranquillité.
L'enjeu est avant tout d'apprendre à manger et vivre ensemble dans un cadre apaisé.

Monsieur Simon PLENET

Je n'avais pas mesuré que cette délibération amènerait autant de débats mais c'est intéressant. Merci pour votre participation.

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Le travail n'est pas totalement abouti car ce règlement ne sera en vigueur qu'à partir du 1er octobre 2025.

Monsieur Michel SEVENIER

Je suis surpris, et comme Maryanne je constate que le débat semble principalement porter sur le niveau des sanctions. Pourtant, l'élaboration du règlement repose avant tout sur une réflexion autour des enfants et des familles, et non uniquement sur la sévérité des mesures.
Au fil du temps, nous avons toujours privilégié la concertation et le dialogue, bien au-delà d'un simple cadre règlementaire. J'ai d'ailleurs rencontré un père seul qui comprenait la sanction mais ne pouvait l'assumer pleinement en raison de sa situation. Dans ces cas-là, nous veillons à aménager les mesures afin qu'elles restent applicables et pédagogiques.
L'enjeu est avant tout de rappeler l'importance du respect des règles en collectivité. Par ailleurs, nous veillons à garantir une forme de sérénité pour les agents tout en nous assurant qu'aucun enfant ne soit privé de son repas, qui constitue parfois le seul équilibre alimentaire de sa journée.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Vous évoquez une mise en place généralisée dans toutes les écoles dès octobre. Avez-vous envisagé, au préalable, de tester ce nouveau règlement intérieur sur une ou deux écoles avant de l'étendre à l'ensemble des établissements ?

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Sur l'ensemble des écoles.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Donc, si des modifications doivent être apportées, elles concerneront l'ensemble des établissements scolaires ?

Madame Stéphanie BARBATO-BARBE

Oui.

Monsieur Mohamed GUENNIF

Mon objectif était de mieux comprendre les aspects à améliorer.

Monsieur Simon PLENET

Il apparaît que deux approches distinctes se dessinent : l'une privilégie une logique plus punitive, tandis que l'autre s'inscrit dans une démarche éducative. En définitive, ces différences traduisent peut-être deux conceptions opposées de la société.

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE le règlement de fonctionnement des temps périscolaires ci-annexé,

PRECISE que les modifications apportées au règlement sont les suivantes :

- le Permis à point est remplacé par le Permis de bonne conduite,
- en cas de sorties scolaires, les parents ou représentants légaux de l'enfant doivent annuler le(s) repas commandé(s) dans les délais impartis. Aucun remboursement ne sera effectué pour ce motif,
- les sites de restauration du groupe scolaire des Cordeliers pendant la durée des travaux sont le site du CCAS pour les élèves de maternelle et le Lycée Professionnel Montgolfier pour les élèves de l'élémentaire,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PROTOCOLE ET ÉVÈNEMENTIEL

CM_2025_042 - Protocole Logistique et Evènementiel (PLE) - Convention triennale d'objectifs 2025-2027 avec l'association les Montgolfières d'Annonay (LMA)

Rapporteur : *Monsieur Simon PLENET*

L'association « Les Montgolfières d'Annonay », par ses actions de promotion de l'aérostation, est un partenaire de longue date de la commune, patrie des frères Montgolfier.

Des conventions successives ont régi les relations entre la commune et l'association.

Une convention pluriannuelle définissait, pour la période 2022-2024, les objectifs de chacun des partenaires. Arrivée à échéance, il convient de procéder à son renouvellement.

Cette convention a pour but de poursuivre la collaboration. Elle fixe pour une durée de trois années, soit de 2025 à 2027, les engagements de chacune des parties.

Sous réserve du vote du budget primitif, le montant de la subvention annuelle versée par la commune d'Annonay est fixé à 8 000 €.

Ce soutien financier englobe :

- le coût d'une représentation dite « la Reconstitution », jouée traditionnellement sur la place des Cordeliers, le premier week-end de juin, date et lieu historique du premier vol réalisé par les frères Montgolfier, en 1783,

- l'organisation de la partie aérostatique de la fête dite « Festival de la Montgolfière », fête annuelle organisée sur le territoire de la commune en partenariat avec la Ville le premier week-end de juillet.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, L2311-7 et L1611-4,

VU les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

VU la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

VU les statuts de l'association,

VU la délibération n°CM-2022-84 – Promotion de la ville – Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « Les Montgolfières d'Annonay », du 07/04/2022, d'une durée de trois ans,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT l'intérêt à poursuivre le partenariat avec cette association,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « LES MONTGOLFIÈRES D'ANNONAY » pour la période 2025-2027,

DECIDE le versement par la commune d'une subvention d'un montant de 8 000 € à l'association,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité, à signer notamment ladite convention dont le projet est annexé à la présente délibération et le **CHARGE** d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_043 - Protocole Logistique et Evenementiel (PLE) - Convention triennale d'objectifs avec l'association Annonay Berceau de l'Aérostation (ABA)

Rapporteur : Monsieur Simon PLENET

L'association « ANNONAY BERCEAU DE L'AEROSTATION», par ses actions de promotion de l'aérostation, est un partenaire de longue date de la commune, patrie des frères Montgolfier.

Des conventions successives ont régi les relations entre la commune et l'association.

Une convention pluriannuelle définissait, pour la période 2022-2024, les objectifs de chacun des partenaires. Arrivée à échéance, il convient de procéder à son renouvellement.

Cette convention a pour but de poursuivre la collaboration. Elle fixe pour une durée de trois années, soit de 2025 à 2027, les engagements de chacune des parties.

Sous réserve du vote du budget primitif, le montant de la subvention annuelle versée par la commune d'Annonay est fixé à 8 000 €.

Ce soutien financier englobe :

- la promotion de l'image de la commune sur le territoire français et à l'étranger par un aérostataux couleurs et logo de la Ville d'Annonay,

- la participation à la fête dite « Festival de la Montgolfière », fête annuelle organisée sur le territoire de la commune en partenariat avec la Ville le premier week-end de juillet.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, L1611-4 et L2311-7,

VU les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

VU la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

VU les statuts de l'association,

VU la délibération CM -2022-177 -Promotion de la ville – convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « Annonay berceau de l'aérostation » du 30/06/2022, d'une durée de 3 ans

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

CONSIDERANT l'intérêt à poursuivre le partenariat avec cette association,
Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « ANNONAY BERCEAU DE L'AÉROSTATION » pour la période 2025-2027,

DECIDE le versement par la commune d'une subvention d'un montant de 8 000 € à l'association, au titre de l'exercice 2025,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité, notamment à signer ladite convention dont le projet est annexé à la présente délibération et le **CHARGE** de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CM_2025_044 - Protocole, Logistique et Evènementiel - Subventions aux associations "Anciens Combattants" - Exercice 2025

Rapporteur : Madame Gracinda HERNANDEZ

Il appartient au conseil municipal de fixer par délibération le montant des subventions allouées aux associations du secteur « Anciens Combattants » pour l'année 2025.

Il est proposé de maintenir le soutien de la ville d'Annonay à ces associations au même niveau qu'en 2024, conformément à la répartition suivante :

ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS 2025
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR)	400,00 €
Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA)	800,00 €
Amicale des Anciens Marins d'Annonay	350,00 €
Le Souvenir Français	350,00 €
TOTAL	**1 900,00 €**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L1611-4, L212129 et L2311-7,

VU les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

VU la circulaire du Premier ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 25 mars 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir

DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité,

Par 1 voix ne prenant pas part au vote :
Marc-Antoine QUENETTE

APPROUVE l'attribution des subventions aux associations du secteur « Anciens Combattants », selon la répartition suivante au titre de l'année 2025 :

ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS 2025
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR)	400,00 €
Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA)	800,00 €
Amicale des Anciens Marins d'Annonay	350,00 €
Le Souvenir Français	350,00 €
TOTAL	**1 900,00 €**

DÉCIDE le versement au titre de l'exercice budgétaire 2025 desdites subventions,

PRÉCISE que les crédits budgétaires correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2025,

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Questions diverses

Aucune autre question diverse n'étant formulée par l'assemblée et aucune demande d'intervention n'étant émise par le public, Monsieur Simon PLENET lève la séance à 19h37.

Le Président de séance	Le Secrétaire de séance désigné
Monsieur Simon PLENET **Maire d'Annonay**	**Monsieur Romain EVRARD**

.....

2 - Assemblées - Compte-rendu des décisions prises en vertu de la délégation conférée à Monsieur le Maire

Nombre d'annexes :1

ANNEXE DECISIONS MAIRE.pdf

Ville d'Annonay

DGA RESSOURCES
Assemblées

Conseil Municipal
Séance du

JEUDI 19 JUIN 2025

Annexe à délibération

Décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs conférée par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire

(Délibération n° CM-2020-96 du 3 juillet 2020)

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
10.03.2025	03.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0027
Conclusion d'un avenant n°2 au marché « Mission de maîtrise d'œuvre relative au réaménagement de l'école primaire des Cordeliers à Annonay » n°202237

Le Maire d'Annonay,

Vu l'article L2194-1 al 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°CM-2020-96 du 03 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Vu la décision n° DM-2023-33 du 27 mars 2023 relative à l'attribution du marché,

Vu la décision n°DM-2023-90 du 10 juillet 2023 relative à l'avenant n°1,

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 24 février 2025,

Considérant que la commune d'Annonay souhaite fixer le montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et le rémunérer au titre des prestations supplémentaires qui lui a été confiées,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un avenant n°2 au marché de mission de maîtrise d'œuvre relative au réaménagement de l'école primaire des Cordeliers à Annonay avec la société SILT SARL sise 5 rue de Jussieu – 69002 LYON pour une plus-value de 59 615.00 € HT. Le nouveau montant total du marché est par conséquent de : 522 555.00 € HT soit 627 066.00 € T.T.C.

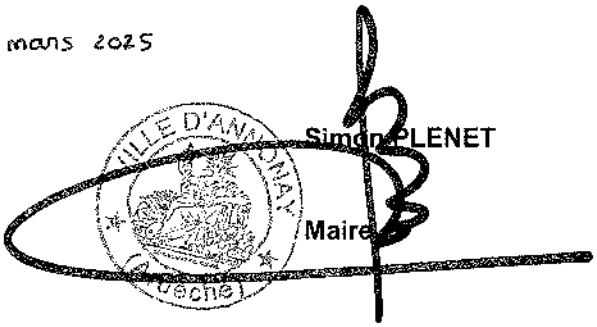
ARTICLE 2 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier Principal et notifiée à la société désignée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 06 mars 2025



Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
11 03.2025	03.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0028

Conclusion d'un marché de travaux pour la remise aux normes des espaces dédiés aux sportifs sous les tribunes du complexe de Vissenty n° 202434 – Lots 1 à 10

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,
Vu les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.
Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,
Considérant que la Ville d'Annonay souhaite confier les travaux cités en objet à des prestataires privés,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un marché de travaux pour la remise aux normes des espaces dédiés aux sportifs sous les tribunes du complexe de Vissenty avec les sociétés suivantes :

Lots	Société	Adresse	Montant € HT	Montant € TTC
1 - Terrassements VRD	BADIN TP	13 rue du 2 septembre 1944 07340 LIMONY	21 503,85	25 804,62
2 - Gros œuvre Maçonnerie	ROUX CABRERO SAS	4, rue du Docteur Reybard ZI Marenton II 07100 ANNONAY	91 199,80	109 439,76
3 - Enduit de façade	SAS ORDEK FACADES	15, rue Pierre Sémard - BP 362 38150 SALAISE SUR SANNE	3 792,00	4 550,40
4 - Etanchéité	ECI	3 allée des Jardins 42650 SAINT JEAN DE BONNEFONDS	10 300,00	12 360,00
5 - Menuiseries extérieures	DELORME	16, rue Léon Blum	10 551,00	12 661,20

Occultation	BATTANDIER	07100 ANNONAY		
6 - Menuiseries intérieures bois	MHV	14, avenue Daniel MERCIER 07100 ANNONAY	12 396,00	14 875,20
7 - Cloisons Plafonds Isolation Peintures	SNB	12, avenue Marc SEGUIN 07100 ANNONAY	48 087,08	57 704,50
8 - Carrelages Faïences	Sarl LES AS DES CARREAUX	32, chemin des Ayencins 38150 ROUSSILLON	39 078,76	46 894,51
9 - Electricité - courants forts Courants faibles	ENTREPRISE ROUSSILLONNAISE D'ELECTRICITE	80, route de Vienne 38150 ROUSSILLON	23 334,70	28 001,64
10 - Chauffage Ventilation Plomberie Sanitaire	SANIPAC	8 rue des Sources 07100 ANNONAY	133 919,73	147 311,70 (TVA à 10%)
Montant total du marché			394 162,92	459 603,53

ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.
ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.
ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 11 mars 2025

VILLE D'ANNONAY (Ardèche)

Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
17.03.2025	03.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0029

Conclusion d'un avenant n°3 à l'accord cadre « Extension d'un dispositif de vidéoprotection » n°202205 (avenant de transfert – annule et remplace l'avenant n°2)

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu l'article R.2194-6 du Code de la commande publique,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu la décision n° DM-2022-111 du 17 mai 2022 relative à l'attribution du marché,

Vu la décision n° DM-2023-28 en date du 13 mars 2023 relative à la conclusion d'un avenant n°1,

Vu la décision n° DM-2025-0012 en date du 20 janvier 2025 relative à la conclusion d'un avenant n° 2,

Considérant que la commune d'Annonay souhaite annuler et remplacer l'avenant n° 2 dans lequel une erreur d'orthographe avait été faite dans la dénomination des sociétés citées,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un avenant n°3 à l'accord cadre « extension d'un dispositif de vidéoprotection » avec la société FOLLIATEM SAS sise 82 rue Garibaldi 94100 SAINT MAUR DES FOSSES. Le montant maximum de l'accord cadre est inchangé : 600 000.00 € HT pour 4 ans.

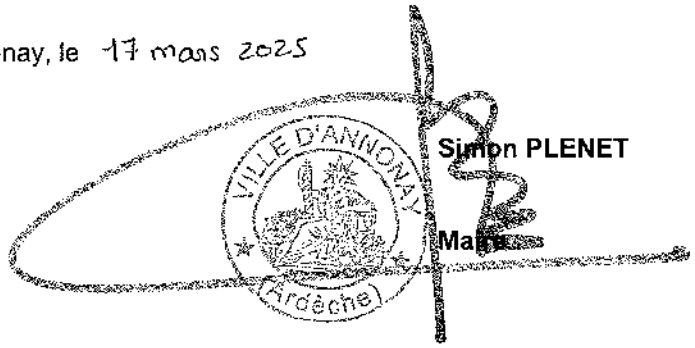
ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

dans le département.

Fait à Annonay, le 17 mars 2025



Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
24.03.2025	03.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0031

Conclusion d'un accord cadre « Prestations de nettoyage de bâtiments de la Ville d'Annonay et Annonay Rhône Agglo » n° 202405 – Lot 1 : nettoyage des bâtiments communaux et communautaires (Secteur Annonay et Davézieux)

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu la délibération n° CM-2020-214 du 07 décembre 2020 portant constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville d'Annonay et Annonay Rhône Agglo, et désignation de la Ville d'Annonay comme coordonnateur dans le cadre du présent marché,

Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 10 mars 2025,

Considérant que le groupement de commandes souhaite confier à un prestataire privé le soin de réaliser les prestations citées en objet,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un accord-cadre à bons de commandes relatif à des prestations de nettoyage de bâtiments de la Ville d'Annonay et Annonay Rhône Agglo avec ACTIVEMPLOI sise 33, boulevard de la République – 07100 ANNONAY. Le montant maximum annuel est de 200 000 euros HT.

La durée de l'accord-cadre est de un an reconductible trois fois un an.

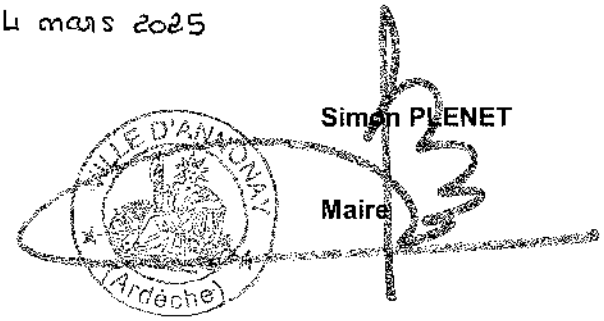
ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un

délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 24 mars 2025



Simon PLENET

Maire

Envoyé en préfecture le 19/03/2025
Reçu en préfecture le 19/03/2025
Publié le 21/04/25
ID : 007-210700100-20250319-DM_2025_0034-AU

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Décision du Maire n°DM_2025_0034

Jeunesse - Coordination du pôle Jeunesse, mise en ouvre des projets, accompagnement des projets via le conseil municipal de la jeunesse - Sollicitation de subvention

Le Maire d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

VU la délibération du conseil municipal n°2020-93 en date du 3 juillet 2020 portant élection de Monsieur Simon PLENET en qualité de Maire de la commune d'Annonay,

VU la délibération du conseil municipal n°2020.96 du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs conférée au Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que la Ville d'Annonay met en oeuvre une politique jeunesse via une offre conduite par son Equipe jeunesse, qui s'articule autour de plusieurs points : la coordination d'un pôle jeunesse multi partenarial, la mise en place de projets jeunesse,

DÉCIDE

Article 1

La ville d'Annonay entend conduire et valoriser les actions jeunesse suivantes :
- La coordination du Pôle Jeunesse, qui comprend le lieu d'accueil « Info Jeunes » labellisé par l'Etat et le CRIJ ; ce lieu a vocation à accueillir une offre jeunesse large, proposée avec les acteurs jeunesse du territoire,
- La mise en oeuvre des projets suivants : Village de l'été, Forum jobs d'été, Sexualité 2.0, Projet son, etc...
- L'accompagnement de projets de jeunes via le conseil municipal de la jeunesse : projet Concours de talents, séjour à Strasbourg, etc...

Article 2

Envoyé en préfecture le 19/03/2025
Reçu en préfecture le 19/03/2025
Publié le
ID : 007-210700100-20250319-DM_2025_0034-AU

En ce sens, la ville sollicite :

- un renouvellement de subvention de fonctionnement auprès du Département d'un montant maximum de 10 000 € pour la période de septembre 2025 à septembre 2026,
- une subvention de fonctionnement dans le cadre de la Prestation de service jeunes de la CAF d'un montant de 11 850 € pour l'année 2025,
- une subvention dans le cadre de l'appel à projets de la CAF, la SDJES, la MSA « Donnez vie à vos projet en Ardèche », d'un montant maximum de 5 000 € pour l'année 2025.

Article 3

Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4

Monsieur le Directeur Général des Services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

Article 5

Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon par voie postale : 184 rue Duguesclin, 69003 LYON ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens »sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le Département.

Fait à Annonay, le 19/03/2025

Simon PLENET

Maire

MAIRIE D'ANNONAY (Ardèche)

Envoyé en préfecture le 20/03/2025
Reçu en préfecture le 20/03/2025
Publié le 31/04/25
ID : 007-210700100-20250320-DM_2025_0035-AU

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Décision du Maire n°DM_2025_0035

Jeunesse - Signature convention de partenariat entre la Ville d'Annonay et le partenaire BIOCOOP

Le Maire d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

VU la délibération du conseil municipal n°2020-93 en date du 3 juillet 2020 portant élection de Monsieur Simon PLENET en qualité de Maire de la commune d'Annonay,

VU la délibération du conseil municipal n°2020.96 du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs conférée au Maire par le conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 code général des collectivités territoriales,

La Ville d'Annonay est porteuse d'un projet dont l'objectif est de favoriser l'accès aux questions de sport, santé, environnement, égalité, mixité, loisirs. Le Village de l'été propose un mois d'animation en direction d'un public intergénérationnel, principalement des personnes qui ne partent pas en vacances.

La Ville d'Annonay souhaite contractualiser cet engagement par des conventions signées avec les partenaires privés qui se sont manifestés pour soutenir cet évènement et contribuer ainsi à la dynamique sociale et festive locale.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'action de partenariat, en numéraire et/ou en nature, en faveur de la Ville d'Annonay dans le cadre de la promotion et l'animation du Village de l'été.

Elle décrit notamment les modalités du soutien apportées par le partenaire à la Ville d'Annonay, ainsi que les modalités de valorisation du soutien apporté par le partenaire consenties à la Ville d'Annonay.

CONSIDERANT le projet de convention de partenariat avec le partenaire BIOCOOP,

DÉCIDE

Article 1 : Il est procédé à la signature du projet de convention de partenariat avec le partenaire BIOCOOP ci-annexé.

Envoyé en préfecture le 20/03/2025
Reçu en préfecture le 20/03/2025
Publié le
ID : 007-210700100-20250320-DM_2025_0035-AU

Article 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

Article 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 20/03/2025

MAIRIE D'ANNONAY (Ardèche)

Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
27/03/2025	03/04/2025	27/03/2025

Décision du Maire n°DM_2025_0037

Habitat - Aide à la réalisation de travaux dans le cadre de L'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon Annonay - Attribution d'une prime accession à un propriétaire occupant

Une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services.

Par cette convention et selon des modalités définies, la Ville d'Annonay s'est engagée à prévoir un régime d'aide visant à attirer les potentiels accédants à la propriété. Une prime à l'accession est destinée à tous les ménages propriétaires depuis moins d'un an au moment du dépôt de la demande, qui réalisent des travaux et éligibles aux aides de l'Anah.

Un propriétaire occupant sollicite l'aide à la prime accession auprès de la commune d'Annonay, dans le cadre d'une acquisition et d'un projet de travaux de rénovation de sa résidence principale.

Ce dossier a fait l'objet d'une instruction par le service habitat et peut bénéficier d'une aide conforme à la convention OPAH-RU. Cette aide est cumulable avec des financements de l'Anah.

Type	Adresse	Propriétaire	Surfaces / typologie logement	Nature des travaux	Montant HT travaux + MOE	Dépenses HT subventionnables	Montant subvention ANAH	Montant subvention Ville d'Annonay	Montant total des subventions publiques	Soit % du coût HT
PO	56 bis rue de Tournon	Monsieur Serge ROUSSÉ	T4- 86m²	Ma Prime Logement décent	77 613€	77 000€	59 694€	2 000€	61 694€	76%

Le Maire d'Annonay,

Considérant que ce ménage répond aux critères d'éligibilité de la convention OPAH-RU en accédant à la propriété et en réalisant des travaux sur sa résidence principale, dans un délai de trois ans à compter de la décision d'octroi de la prime,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention OPAH-RU Cœur de Ville historique, Cance, Tournon signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services,

Vu la délibération n°CM-2023-42 du 30 mars 2023 approuvant les termes du règlement d'attribution de la prime accession,

Vu la délibération n°CM-2024-057 du 19 septembre 2024 relative à la modification du règlement d'attribution de la prime accession prévue dans le cadre de l'OPAH-RU 2023-2028 « Cœur de ville historique, Cance, Tournon » à Annonay,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à l'attribution d'une prime à l'accession d'un montant de 2 000 € au propriétaire occupant, Monsieur Serge ROUSSE résidant au 56 rue de Tournon - 07100 Annonay.

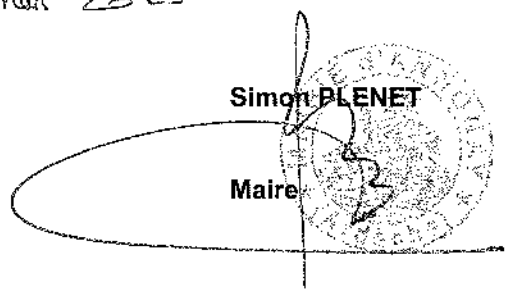
ARTICLE 2 : Toute revente ou mise en location du logement, effectuée dans un délai de 3 ans à compter de la date de versement de la prime, fera l'objet d'un reversement.

ARTICLE 3 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Tournon-sur-Rhône au contrôle de légalité et à Monsieur le Trésorier Principal.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Annonay, le 26 Mar 2025



Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
01.04.2025	03.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0040

Convention d'occupation pour les jardins partagés - 150 rue Alphonse Daudet - parcelle A n°457 - bailleur Mmes RULLIERE, VILLEDIEU et PALAY

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté N°AM 2020-455 du 17 juillet 2020 donnant délégation de fonction et de signature à M. François CHAUVIN, Conseiller municipal délégué aux finances et à la gestion patrimoniale,

Vu la convention de prêt à usage de jardins partagés, conclue avec M. MME RULLIERE/ VILLEDIEU, propriétaires, sur la parcelle AW n°457 sise 150 rue Alphonse Daudet à Annonay,

Considérant le terme de cette convention de prêt à usage au 12 avril 2025,

Considérant la nécessité de renouveler le conventionnement pour cette parcelle à usage de jardins partagés communaux,

Considérant la demande formulée et acceptée par la commune de rendre cette occupation payante,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : la conclusion d'une convention d'occupation de la partie basse de la parcelle AW n°457, pour une surface de 1 500 m², avec les consorts RULLIERE/ VILLEDIEU, pour une durée de six années, soit jusqu'au 11 avril 2031. Cette parcelle sera affectée à l'usage des jardins partagés.

ARTICLE 2 : L'occupation fera l'objet du paiement d'une redevance forfaitaire de 1500 € au titre de l'année 2025, puis de 500 € par an pour les cinq années suivantes.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

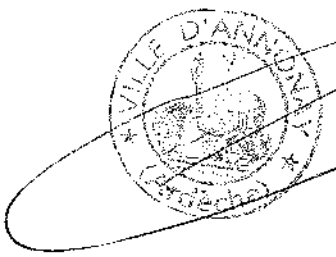
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie

dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 19 MAI 2025

Par délégation du Maire,
François CHAUVIN



Conseiller municipal délégué aux Finances et à la gestion patrimoniale

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
03.04.2025	17.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0041
Cession d'un véhicule Renault Kangoo immatriculé 6195 PH 07 suite à une vente aux enchères sur le site AGORASTORE

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Considérant que le 30 juin 2023, la Ville d'Annonay a conclu un contrat d'hébergement, d'assistance, de maintenance et de vente aux enchères en ligne avec la société AGORASTORE,

Considérant que dans le cadre d'une vente aux enchères réalisée par le biais du site AGORASTORE, Monsieur Yves BOUDOYEN a remporté l'enchère en proposant le tarif le plus élevé,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La cession du véhicule suivant à Monsieur Yves BOUDOYEN domicilié 47 avenue Marie Goy – 43800 VOREY.

- Une Renault KANGOO immatriculée 6195 PH 07

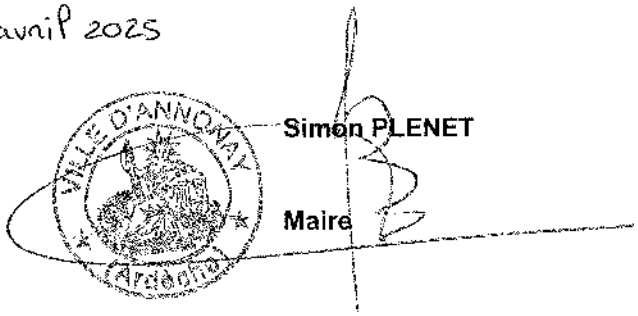
Pour la somme de 646,00 € TTC. Ce véhicule est vendu par la collectivité en l'état.

ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 11 avril 2025



Simon PLENET

Maire

Envoyé en préfecture le 09/04/2025
Reçu en préfecture le 09/04/2025
Publié le
ID : 007-210700100-20250409-DM_2025_0044-AU

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Décision du Maire n°DM_2025_0044

Signature d'une convention de prêt d'un véhicule Renault trafic immatriculé GN-132-TV auprès de l'association "Handball club Annonay"

Le Maire d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

VU la délibération du Conseil municipal n°2020-93 en date du 3 juillet 2020 portant élection de Monsieur Simon PLENET en qualité de Maire de la commune d'Annonay,

VU la délibération du Conseil municipal n°2020.96 du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs conférée au Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le service politique de la ville d'Annonay sollicite le prêt d'un véhicule Renault trafic III immatriculé GN-132-TV pour réaliser les navettes entre le gymnase du Zodiaque et le centre-ville pour les stages sportifs du 22 au 25 avril 2025 auprès de l'association « Handball club Annonay » située Quartier du Zodiaque – impasse de ripaille – 07100 ANNONAY,

DÉCISION

ARTICLE 1 – Il est procédé à la signature d'une convention de prêt d'un minibus Renault trafic III immatriculé GN-132-TV auprès de l'association « Handball club Annonay ».

ARTICLE 2 – la présente convention est conclue pour réaliser les navettes entre le gymnase du Zodiaque et le centre-ville pour les stages sportifs du 22 au 25 avril 2025.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Le Directeur et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après notification et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant

Envoyé en préfecture le 09/04/2025
Reçu en préfecture le 09/04/2025
Publié le
ID : 007-210700100-20250409-DM_2025_0044-AU

le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 09/04/2025

MAIRIE D'ANNONAY (Ardèche)

Simon PLENET

Maire

2025.

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
23.04.2025	24.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0046

Gestion locative - Mise à disposition d'un local et de trois garages à l'association des Cyclotouristes annonéens - Maison des sports 5 rue Emile Bouschon à Annonay

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté N°AM 2023-172 du 19 juin 2023 donnant délégation de fonction et de signature à M. Michel SEVENIER, Conseiller municipal délégué à la Vie associative et à l'éducation populaire,

Considérant la volonté de regroupement des associations sportives à la Maison des Sports,

Considérant la vacance d'un local et de trois garages à la Maison des Sports,

Considérant l'accord exprimé par l'association des Cyclotouristes annonéens pour déménager leurs activités de l'ancienne école de Bernaudin à la Maison des Sports,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la mise à disposition de l'association des cyclotouristes annonéens d'un local à usage de bureau d'une surface de 13,95 m² situé au 1er étage de la maison des sports, au 5 rue Emile Bouschon à Annonay, ainsi que trois garages d'une surface d'environ 40 m² chacun

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, pour une durée d'un an, reconductible deux fois, soit trois ans maximum

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

dans le département.

Fait à Annonay, le 14 AVRIL 2025

Par délégation du Maire,
Michel SEVENIER





Conseiller municipal délégué Vie associative et éducation populaire, culturelle et artistique, référent usage des locaux

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
22/04/2025	05/05/2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0047

Conclusion d'un avenant (de régularisation) n° 2 au marché « Relogement du service de la logistique des animations » n° 202332 - Lot n°7 : carrelage faïences

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu l'article L.2194-1-6° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu la décision n° DM-2024-0035 du 5 avril 2024 relative à l'attribution du marché,

Vu la décision n° DM-2024-0155 en date du 26 novembre 2024 relative à la conclusion d'un avenant n°1,

Considérant que la Commune d'Annonay souhaite supprimer des travaux initialement prévus dans le marché,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un avenant n° 2 au marché « Relogement du service de la logistique des animations » lot 7 Carrelage faïences avec la SARL LES AS DES CARREAUX sise 32 chemin des Ayencins – 38150 ROUSSILLON pour une moins-value de 864.00 € HT soit 1 036.80 € TTC.

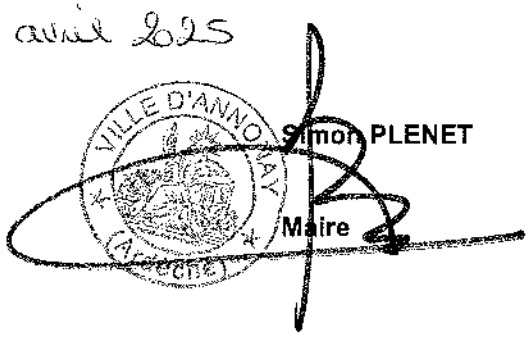
Le nouveau montant du marché est de 14 107,35 € HT soit 16 928,82 € TTC.

ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 22 avril 2025



Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
28.04.2025	05.05.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0048

Conclusion d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre « Fourniture de produits d'entretien, d'hygiène et de petits matériels pour la Ville d'Annonay, son CCAS, Annonay Rhône Agglo et son CIAS » n° 202302 – Lot 2 : brosserie, droguerie, disques

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'article L. 2194-1-6° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n° CM-2020-214 du 07 décembre 2020 portant constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville d'Annonay, son centre communal d'action sociale, Annonay Rhône Agglo et son centre intercommunal d'action sociale, et désignation de la Ville d'Annonay comme coordonnateur dans le cadre du présent marché,

Vu la décision n° DM-2024-0057 du 5 juin 2024 relative à l'attribution du marché,

Considérant que la Ville d'Annonay (coordonnateur du groupement de commandes) souhaite modifier cinq références dans le bordereau des prix unitaires,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La conclusion d'un avenant n°1 à l'accord-cadre « Fourniture de produits d'entretien, d'hygiène et de petits matériels pour la Ville d'Annonay, son CCAS, Annonay Rhône Agglo et son CIAS » lot 2 brosserie, droguerie, disques avec la Société COMODIS sise ZA Porte du Vercors, 95 rue Col du Rousset – 26300 CHATEAUNEUF-SUR-ISERE (modification de 5 références de gants en latex).

Le montant maximum de l'accord-cadre reste inchangé.

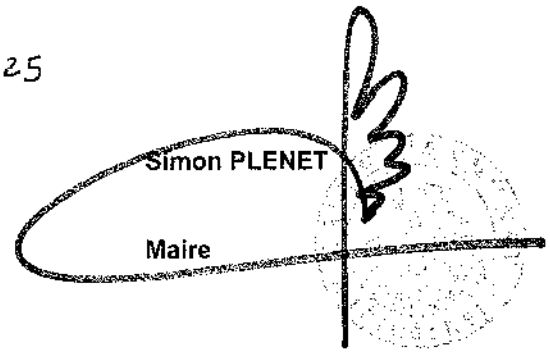
ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le

tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 28 avril 2025



Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
18.04.2025	24.04.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0049

HABITAT - AIDE A LA RÉALISATION DE TRAVAUX DANS LE CADRE DE L'OPAH-RU CŒUR DE VILLE HISTORIQUE, CANCE, TOURNON D'ANNONAY – ATTRIBUTION D'UNE PRIME ACCESSION A UN PROPRIÉTAIRE OCCUPANT.

Une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services.

Par cette convention et selon des modalités définies, la Ville d'Annonay s'est engagée à prévoir un régime d'aide visant à attirer les potentiels accédants à la propriété. Une prime à l'accession est destinée à tous les ménages propriétaires depuis moins d'un an au moment du dépôt de la demande, qui réalisent des travaux et éligibles aux aides de l'Anah.

M. Alain Garcia, propriétaire occupant du logement sis 6 rue de Bourgville à Annonay sollicite l'aide à la prime accession d'un montant de 2 000 € auprès de la commune d'Annonay, dans le cadre d'une acquisition et d'un projet de travaux de rénovation de sa résidence principale.

Surfaces / typologie logement	Nature du dispositif des travaux	Montant Travaux + MOE (HT)	Montant subvention nables (HT)	Montant de la subvention ANAH	Prime accession Ville d'Annonay	Total des subventions publiques	Soit en % du montant HT
T4- 75m2	Ma Prime Logement décent	77 509 €	64 674 €	57 627 €	2 000 €	59 627 €	77 %

Ce dossier a fait l'objet d'une instruction par le service habitat et peut bénéficier d'une aide conforme à la convention OPAH-RU. Cette aide est cumulable avec des financements de l'Anah.

Considérant que ce ménage répond aux critères d'éligibilité de la convention OPAH-RU en accédant à la propriété et en réalisant des travaux sur leur résidence principale, dans un délai de trois ans à compter de la décision d'octroi de la prime,

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu la convention OPAH-RU Cœur de Ville historique, Cance, Tournon signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services.

Vu la délibération n°CM-2023-42 du 30 mars 2023 approuvant les termes du règlement d'attribution de la prime accession,

Vu la délibération n°CM-2024-057 du 19 septembre 2024 relative à la modification du règlement d'attribution de la prime accession prévue dans le cadre de l'OPAH-RU 2023-2028 « Cœur de ville historique, Cance, Tournon » à Annonay,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : L'attribution d'une prime à l'accession d'un montant de 2 000 € au propriétaire occupant, Monsieur Alain GARCIA résidant au 6 rue de Bourgville à Annonay.

ARTICLE 2 : Toute revente ou mise en location du logement, effectuée dans un délai de 3 ans à compter de la date de versement de la prime, fera l'objet d'un reversement.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 11/04/2025.

Simon PLENET
Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
12.05.2025	12.05.2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0053

Gestion locative - Convention d'occupation au profit du « SKI CLUB », de la salle 1.2 de la Maison des Sports 5 avenue Emile Bouschon à Annonay, cadastrée AE19

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération n° 96-2020 du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs à monsieur le maire conférée par le Conseil Municipal en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Vu l'arrêté n° 2023-172 du 19 juin 2023 par lequel monsieur le maire a donné délégation à Monsieur Michel SEVENIER en qualité de Conseiller municipal délégué à la vie associative et à l'éducation populaire, artistique et culturelle l'autorisant à signer les actes relatifs à l'usage des locaux municipaux,

Considérant la mise en œuvre du projet de Maison des Sports sise 5 avenue Emile Bouschon - 07100 ANNONAY, cadastré section AE n°19, visant à répondre aux objectifs de rationalisation du patrimoine immobilier de la commune et à la création de nouvelles synergies entre les associations sportives,

Considérant que le Ski club occupait des locaux situés au niveau - 1 de la Maison des Services Publics sise Place de la Liberté à Annonay,

Considérant les éléments susmentionnés, la **Commune d'Annonay** souhaite apporter son soutien au « Ski club » et consent à la mise à disposition gratuite de cette association, de locaux situés au 1er étage de la Maison des Sports,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la conclusion d'une convention d'occupation de mise à disposition précaire et gratuite, au « Ski club», d'une salle située au 1er étage de la Maison des Sports sise 5 avenue Emile Bouschon 07100 ANN0NAY et cadastrée section AE n°19.

ARTICLE 2 : la salle dénommée **« salle 1.2 »** située au 1er étage de la Maison des Sports, d'une superficie de 11,55 m² sera mise à l'usage exclusif du **Ski club**

ARTICLE 3 : seront également mis à disposition du **Ski club** un garage d'environ 35 m² et les

espaces communs suivants :
- palier, halls, espaces sanitaires, espace de convivialité, salle de réunion située au 1er étage,
- un espace d'accueil Personnes à Mobilité Réduite (PMR) situé au rez-de-chaussée.

ARTICLE 4 : la mise à disposition des locaux susvisés est consentie à titre précaire et révocable pour une durée d'un an renouvelable deux fois un an et ce, à compter du 21 avril 2025 soit jusqu'au 20 avril 2028.

ARTICLE 5 : compte tenu de la nature de l'activité exercée par le Ski club, le coût du loyer, les charges locatives annuelles ainsi que les consommations de fluides, électricité et eau, seront pris en charge par la **Commune** laquelle se réserve le droit de refacturer toute surconsommation jugée excessive.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 7 : ampliation de la présente décision sera télétransmise à la Sous-Préfecture de Tournon-sur-Rhône.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après notification au bénéficiaire et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 9 : le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le Département.

Fait à Annonay, le 25 avril 2025

Par délégation du Maire,
Michel SEVENIER



Conseiller municipal délégué Vie associative et éducation populaire, culturelle et artistique, référent usage des locaux

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
29/04/25	05/05/25	

Décision du Maire n°DM_2025_0055
Acceptation d'une indemnité en dédommagement d'un sinistre survenu au 52 rue Andrée Roux à Annonay le 25 janvier 2024

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération du Conseil municipal n°DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à monsieur le Maire,

Vu l'arrêté du Maire n°AM-2025-0052 portant délégation de signature à madame Audrey DESCHAMPS, responsable des affaires juridiques,

Considérant que le 25 janvier 2024, monsieur Francis PIERRE domicilié 46, Chemin de Chatinais à Annonay, a percuté un poteau incendie ainsi que la barrière de protection au 52, Rue Andrée Roux à Annonay,

Considérant que la commune d'Annonay a effectué un recours direct à l'encontre du tiers responsable et que le montant des dégâts occasionnés a été établi à la somme totale de 3 660,00 €, conformément au devis SAUR du 29/01/24,

Considérant qu'il y a lieu d'accepter la proposition d'indemnisation établie à la somme de 2 196,00 €, vétusté déduite conformément au rapport d'expertise du Cabinet CET CERUTTI du 12 février 2024,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accepter la proposition d'indemnisation de la MACIF, assureur de monsieur Francis PIERRE, pour un montant de 2 196,00 euros, vétusté déduite, en règlement définitif du sinistre du 29 janvier 2024.

ARTICLE 2 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier Principal et la MACIF – Gestion sinistre – CS 50000 – 79079 NIORT CEDEX 09.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 29/04/25

ID 007-210700100-20250429

Par délégation du Maire,

Par délégation
Audrey DESCHAMPS
Responsable du service des affaires juridiques

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
	13 MAI 2025	13 MAI 2025

Décision du Maire n°DM_2025_0056

Sports - Renouvellement de la convention d'occupation des installations sportives d'Annonay Rhône Agglo par la Ville d'Annonay

Le Maire d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

VU la délibération n°DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

VU l'arrêté n°AM-2022-1228 du 09 janvier 2023 portant délégation de signature conférée à Monsieur Jeremy FRAYSSE, Adjoint délégué à la Politique sportive et à l'Éducation par le sport,

VU la décision n°DM-2021-175 relative à la convention d'occupation des installations d'Annonay Rhône Agglo par la Ville d'Annonay,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans le but de définir leurs usages, de renouveler la convention d'utilisation des installations sportives d'Annonay Rhône Agglo par la Ville d'Annonay,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé au renouvellement de la convention d'occupation des installations sportives d'Annonay Rhône Agglo par la Ville d'Annonay.

ARTICLE 2 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction deux fois un an maximum, soit une durée totale de trois années.

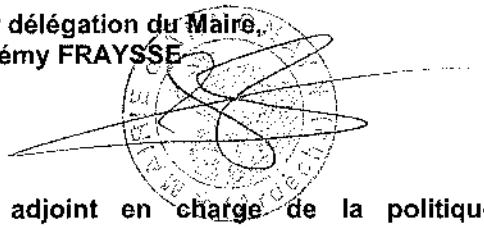
ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur général des services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif par voie postale, 184 rue Duguesclin - 69003 LYON, ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Annonay, le 13 MAI 2025

Par délégation du Maire,
Jérémy FRAYSSE



4e adjoint en charge de la politique sportive et éducation par le sport

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
16/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0057

Cession d'un véhicule MITSUBISHI L200 immatriculé BG 607 CB suite à une vente aux enchères sur le site AGORASTORE

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Considérant que le 30 juin 2023, la Ville d'Annonay a conclu un contrat d'hébergement, d'assistance, de maintenance et de vente aux enchères en ligne avec la société AGORASTORE,

Considérant que dans le cadre d'une vente aux enchères réalisée par le biais du site AGORASTORE, la société OCCAMOBILE a remporté l'enchère en proposant le tarif le plus élevé,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La cession du véhicule suivant à la société OCCAMOBILE situé 3 route d'Ouillon – 64420 ANDOINS : MITSUBISHI L200 immatriculé BG 607 CB pour la somme de 6 970,00 € TTC.

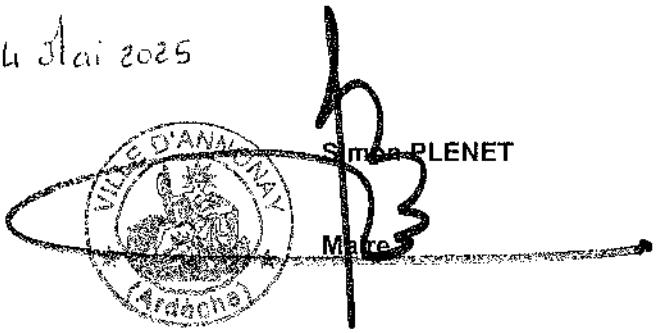
Ce véhicule est vendu en l'état par la Ville d'Annonay.

ARTICLE 2 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 4 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 14 Mai 2025



Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
12/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0058

Convention d'occupation d'un garage en faveur de la SARL Outre Terre - 13 rue Montgolfier - voûtes Soubise à Annonay

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté N°AM 2020-455 du 17 juillet 2020 donnant délégation de fonction et de signature à M. François CHAUVIN, Conseiller municipal délégué aux finances et à la gestion patrimoniale,

Considérant la demande de mise à disposition d'un garage, à usage de stockage temporaire, formulée par la SARL Outre-Terre, pour son mobilier de restaurant, tables et chaises en acier,

Considérant la vacance d'un garage, appartenant à la commune, situé voûtes Soubise, au 13 rue Montgolfier à Annonay,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la conclusion d'une convention d'occupation d'une partie du garage situé voûtes Soubise, 13 rue Montgolfier à Annonay, au sein de la copropriété cadastrée AN n°254, pour une surface de 30 m², avec la SARL Outre-terre, pour une durée d'un an à compter du 31 mai 2025.

ARTICLE 2 : L'occupation fera l'objet du paiement d'un loyer forfaitaire annuel de 500 €, dû à terme échu.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur général des services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

2025.

Fait à Annonay, le 12 MAI 2025

Par délégation du Maire,
François CHAUVIN



Conseiller municipal délégué aux Finances et à la gestion patrimoniale

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
13/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0059

Gestion locative - Convention d'occupation au profit de la « CGT retraités », d'un local au 1er étage de de la maison des syndicats, cité de Bernaudin à Annonay, cadastré AR45

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à monsieur le maire,

Vu l'arrêté N°AM n°2023-172 du 19 juin 2023 donnant délégation de fonction et de signature à M. Michel SEVENIER Conseiller municipal délégué à la vie associative, à l'éducation populaire, artistique et culturelle et référent usage des locaux,

Considérant que l'Union Locale « Confédération Générale du Travail » organise des permanences dont l'objectif est la défense des intérêts des retraités dans le secteur Nord-Ardèche,

Considérant que la CGT section Retraités occupait des locaux à la Maison des Associations, et que, compte-tenu de la vétusté desdits locaux, il a été convenu la mise à disposition de nouveaux locaux dans la maison des syndicats créée dans le bâtiment de l'ancienne école de Bernaudin, à Annonay,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La mise à disposition à titre précaire et gratuit, à la « Confédération Générale du Travail » section Retraités d'Annonay, de locaux situés au premier étage de la maison des syndicats cité de Bernaudin à Annonay, parcelle cadastrée AR n°45.

ARTICLE 2 : Les locaux mis à disposition sont constitués de la manière suivante :

- un ancien appartement de type T4, de 72 m², à usage exclusif, au 1er étage, entrée à droite
- une salle commune de réunion à usage partagé située au rez-de-chaussée du bâtiment
- les parties communes de circulation et espace sanitaires.

ARTICLE 3 : La mise à disposition est consentie :

- à titre précaire pour une durée d'un an à compter du 5 mars 2025, renconductible annuellement par tacite reconduction dans la limite de douze années.

- à titre gracieux, le coût du loyer ayant été estimé à la somme de 2 350 € annuels, hors charges et le coût des charges comprenant notamment les fluides à une somme de 1 200 € annuels.

ARTICLE 4 : Monsieur le maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 5 : Monsieur le directeur général des services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 13 MAI 2025

Par délégation du Maire,
Michel SEVENIER

VILLE D'ANNONAY Ardèche

Conseiller municipal délégué Vie associative et éducation populaire, culturelle et artistique, référent usage des locaux

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
13/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0060

Gestion locative - Convention d'occupation au profit de la « Gaule Annonéenne », de la salle 4.2 de la Maison des Sports 5 avenue Emile Bouschon à Annonay, cadastrée AE19

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté N°AM 2023-172 du 19 juin 2023 donnant délégation de fonction et de signature à M. Michel SEVENIER, Conseiller municipal délégué à la vie associative et à l'éducation populaire,

Considérant la volonté de regroupement des associations sportives à la Maison des Sports sise 5 rue Emile Bouschon à Annonay,

Considérant la vacance d'un bureau d'une surface de 18,9 m² au 2ème étage de la Maison des Sports,

Considérant l'accord exprimé par l'association de pêche « la Gaule Annonéenne » pour déménager ses activités de l'ancienne école de Bernaudin à la Maison des Sports,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La mise à disposition de l'association la Gaule Annonéenne d'un local à usage de bureau au 2ème étage de la Maison des Sports, d'une surface de 18,9 m², au 5 rue Emile Bouschon à Annonay, à compter du 16 juin 2025.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit pour une durée d'un an, reconductible deux fois, soit trois ans maximum.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un

délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 13 MAI 2025

Par délégation du Maire,
Michel SEVENIER

Conseiller municipal délégué Vie associative et éducation populaire, culturelle et artistique, référent usage des locaux

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
13/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0061

Gestion locative - Convention d'occupation au profit de l'Union Locale CFDT d'un local au 2e étage de de la maison des syndicats, cité de Bernaudin à Annonay, cadastré AR45

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté N°AM n°2023-172 du 19 juin 2023 donnant délégation de fonction et de signature à M. Michel SEVENIER Conseiller municipal délégué à la vie associative, à l'éducation populaire, artistique et culturelle et référent usage des locaux,

Considérant que l'Union Locale « Confédération Française Démocratique du Travail » organise des permanences syndicales dont l'objectif est la défense des intérêts professionnels des salariés dans le secteur Nord-Ardèche,

Considérant que l'UL CFDT occupait des locaux à la Maison des Associations, et que, compte-tenu de la vétusté desdits locaux, il a été convenu de la mise à disposition de nouveaux locaux au rez-de-chaussée du bâtiment de l'ancienne école de Bernaudin,

Considérant que la mise à disposition de locaux au rez-de-chaussée du bâtiment de l'ancienne école Bernaudin a été conclue pour une courte durée, dans l'attente de la vacance de locaux plus grands au 2ème étage du bâtiment,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : La mise à disposition à titre précaire et gratuit à l'Union Locale « Confédération Française Démocratique du Travail » d'Annonay, de locaux situés au second étage de la maison des syndicats cité de Bernaudin à Annonay, parcelle cadastrée AR n°45.

ARTICLE 2 : Les locaux mis à disposition sont constitués de la manière suivante :

- un ancien appartement T3 d'une superficie de 82 m², à usage exclusif, au 2ème étage
- une salle commune de réunion à usage partagé située au rez-de-chaussée du bâtiment
- parties communes de circulation et espace sanitaires

ARTICLE 3 : La mise à disposition est consentie :

- à titre précaire pour une durée d'un an à compter du 5 mars 2025, renconductible annuellement par tacite reconduction dans la limite de douze années.

- à titre gracieux, le coût du loyer ayant été estimé à la somme de 2 680 € annuels, hors charges et le coût des charges comprenant notamment les fluides à une somme de 1 200 € annuels.

ARTICLE 4 : Il est mis fin à la mise à disposition des locaux situés au rez-de-chaussée consentie par convention du 30 avril 2024.

ARTICLE 5 : Monsieur le maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 6 : Monsieur le directeur général des services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le département.

ARTICLE 7 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 13 MAI 2025

Par délégation du Maire,
Michel SEVENIER

Conseiller municipal délégué Vie associative et éducation populaire, culturelle et artistique, référent usage des locaux

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
14/05/2025	16 MAI 2025	

Décision du Maire n°DM_2025_0062

HABITAT - AIDE A LA RÉALISATION DE TRAVAUX DANS LE CADRE DE L'OPAH-RU CŒUR DE VILLE HISTORIQUE, CANCE, TOURNON D'ANNONAY – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A UN PROPRIÉTAIRE BAILLEUR.

Une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Ailiade Habitat et Action Logement Services.

Par cette convention, la Ville d'Annonay s'est engagée à participer au financement des travaux d'amélioration des logements réalisés par les propriétaires selon les modalités définies dans la convention, à savoir :

- Pour la rénovation d'un logement indigne ou très dégradé présentant un indice de dégradation égal ou supérieur à 0,55 : une aide de 10% du montant HT des travaux, plafonnée à 1 000 € HT/m2 et pour une surface maximum éligible de 80 m2, basée sur les mêmes dépenses subventionnables que l'Anah.

Une demande de subvention a été déposée auprès de la commune d'Annonay par M. Maxime LAVENIR, gérant de la SAS VALGUSO propriétaire bailleur, pour 1 logement sis au 36 rue Boissy d'Anglas à Annonay.

Nombre de logement	Surface du logement	Dispositif des travaux	Montant Travaux + MOE (HT)	Montant Travaux + MOE subventionnés (HT)	Montant Subvention Anah	Montant Subvention ville d'Annonay	Montant subvention Annonay Rhône Aggio	Total des subventions publiques	Soit en % du coût HT
1 logt T4	110.70 m2	Travaux lourds	118 469.75€	83 160.00 €	31 106.00 €	8 316.00 €	8 316.00 €	47 737.00 €	40 %

Ce dossier a fait l'objet d'une instruction par le service habitat et peut bénéficier d'une aide conforme à la convention de l'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon,

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu la convention OPAH-RU Cœur de Ville historique, Cance, Tournon signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services,

Considérant que les travaux du projet de la SAS VALGUSO, sis 36 rue Boissy d'Anglas représentée par M. Maxime LAVENIR, gérant, répondent aux critères d'éligibilité de la convention l'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : L'attribution d'une aide maximum d'un montant de huit mille trois cent seize euros (8 316 €) à la SAS VALGUSO, représentée par par M. Maxime LAVENIR, gérant, pour 1 logement sis 36 rue Boissy d'Anglas. Le montant de la subvention accordée pourra être réajusté à la baisse en fonction du montant final des travaux sur présentation des factures acquittées.

ARTICLE 2 : Le propriétaire a un délai d'un an pour commencer leurs travaux, trois ans pour les terminer. Le versement interviendra en une seule fois à la fin des travaux, une fois le solde de la subvention versée par l'Anah.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Téférecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 11/06/2025

Simon PLENET

Maire

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
22/05/25	26/05/25	

Décision du Maire n°DM_2025_0065

Habitat - Aide à la réalisation de travaux dans le cadre de l'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon d'Annonay – Attribution d'une subvention à une copropriété.

Une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services.

Par cette convention, la Ville d'Annonay s'est engagée à participer au financement des travaux d'amélioration des logements réalisés par les propriétaires ainsi qu'à la rénovation des parties communes de copropriétés votés par les copropriétaires selon les modalités définies dans la convention, à savoir :

- Une aide de 5% sur le montant HT des dépenses subventionnables pour les copropriétés dégradées en difficulté

Une demande de subvention a été déposée auprès de la commune d'Annonay par M. Maurice AUDRAS, syndic bénévole, représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 12 place de la Liberté à Annonay.

Type	Adresse	Propriétaire	Nombre de logements	Nature des travaux	Montant HT des travaux + MOE	Dépenses subventionnées HT	Montant subvention Anah	Montant subvention Ville	Montant subvention Agglo	Montant total des subventions publiques	Soit % du coût HT
Copro priété	12 place de la Liberté	Syndic M. Maurice AUDRAS	5 logements	Renforcement structurel, reprises façade, réfection cage d'escaliers	243 926 €	243 840 €	146 304 €	12 192 €	12 192 €	170 688 €	70 %

Ce dossier a fait l'objet d'une instruction par le service habitat et peut bénéficier d'une aide conforme à la convention de l'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon.

Le Maire d'Annonay,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et suivants,

Vu la délibération DM-2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le

Maire,

VU la convention OPAH-RU Cœur de Ville historique, Cance, Tournon signée le 7 avril 2023 entre Annonay Rhône Agglo, la commune d'Annonay, l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la Caisse des Dépôts et Consignations, la SACICAP Procivis Vallée du Rhône, Alliade Habitat et Action Logement Services,

CONSIDERANT que les travaux réalisés sur la copropriété sise 12 place de la Liberté, répondent aux critères d'éligibilité de la convention l'OPAH-RU Cœur de ville historique, Cance, Tournon,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à l'attribution d'une aide maximum d'un montant de douze mille cent quatre-vingt-douze euros (12 192 €) au syndicat des copropriétaires, représenté par M. Maurice AUDRAS, pour l'immeuble sis 12 place de la Liberté.

ARTICLE 2 : La subvention est soumise aux mêmes règles que celles posées par l'Anah à savoir :

- le syndicat des copropriétaires a un délai d'un an pour commencer les travaux, trois ans pour les terminer,

- le montant accordé pourra être réajusté à la baisse en fonction du montant final des travaux sur présentation des factures acquittées,

- le versement interviendra en une seule fois à la fin des travaux, une fois le solde de la subvention versée par l'Anah.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire en rendra compte au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Fait à Annonay, le 22/05/2025

Simon PLENET

Maire

.....

4 - Finances - Subvention d'équipement exceptionnelle pour la création d'un cinéma multiplexe à Annonay

Nombre d'annexes :1

Convention loi Seur VA SASU.pdf

CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE CINEMATOGRAPHIQUE SUR LA COMMUNE D'ANNONAY

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT ENTRE LA COMMUNE D'ANNONAY ET LA SASU SOCIETE ARDECHOISE D'EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE, FILIALE DE LA SAS CINESSOR

Entre

La commune d'Annonay, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Simon PLENET, dûment habilité et agissant au nom de ladite commune en vertu de la délibération n° CM-2020-96 du 3 juillet 2020 d'une part,

Et

La SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique, sise 1 rue Edouard Charton – 89100 Sens, représentée par le Président de la SAS CINESSOR, Monsieur Cédric Aubry, d'autre part,

Vu l'article L.2251-4 du code général des collectivités territoriales codifiant la loi Sueur n°92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique, modifié par la loi n°2004-809 du 17 août 2004,

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Préambule

La société SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique, filiale de la SAS Cinessor (groupe Cinéma Confluences) a repris l'exploitation du cinéma situé sur la commune d'Annonay avenue de l'Europe.

Suite aux inondations du 17 octobre 2024, le site actuel ne rouvrira pas ses portes au vu des contraintes de travaux induites. La SASU a donc repris le projet initialement envisagé de construction d'un nouveau complexe cinématographique sur le territoire communal, sur le tènement de l'ancienne MJC le long de l'avenue Jean Jaurès. Celui-ci, actuellement propriété communale, fera ainsi l'objet d'une cession au porteur de projet, ou d'un bail emphytéotique au bénéfice de ce dernier. Ce site avait fait l'objet d'importants travaux de démolition du bâtiment antérieurement aménagé, et d'opérations de dépollution en vue de permettre l'installation d'un complexe cinématographique.

Ce projet sera un levier incontestable d'attractivité du territoire et du centre-ville en particulier, avec un équipement qui devrait porter sur 7 salles et 780 fauteuils, avec l'objectif d'accueil de 170.000 personnes annuellement.

Par courrier du 3 juin 2025, la société a formalisé son intention quant à ce projet, et sollicité la commune en vue d'un accompagnement financier pour ce projet de nouvel équipement cinématographique moderne, attractif, répondant aux normes actuelles, en lieu et place de l'établissement actuel.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'attribution à la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique d'une subvention d'investissement à la réalisation de son projet d'un équipement cinématographique comportant 7 salles pour une capacité d'environ 780 fauteuils, répondant aux normes d'un multiplexe et d'éventuelles autres prestations, sur le tènement sis 35 avenue Jean Jaurès à Annonay.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue à compter de sa signature pour se terminer à la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, et de l'attestation certifiant que la conformité des travaux avec le permis de l'équipement concerné n'a pas été contestée.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La commune contribue financièrement à l'investissement pour un montant de 250.000 euros (deux cent cinquante mille euros), en vue pour le porteur projet d'obtenir de la part des différentes collectivités territoriales un financement public minimal de 750.000 euros.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la commune, et de la bonne réalisation du projet par la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La commune versera la subvention de 250.000 euros en deux temps :

1/ 50%, soit 125.000 euros, une fois la complétude du dossier de permis de construire attestée.

2/ 50%, soit le solde d'un montant de 125.000 euros également, à l'achèvement du clos et couvert de l'équipement sur le site, objet de la présente convention.

Ces montants prévisionnels seront versés sous réserve de l'inscription des crédits au budget. La contribution financière de la commune sera créditée au compte de la société SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est le Maire d'Annonay. Le comptable assignataire est le trésorier d'Annonay.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE SASU SOCIETE ARDECHOISE D'EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE

Pour obtenir la subvention, la société SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique doit justifier de son éligibilité à ladite subvention, définie à l'article L.2251-4 du code général des collectivités territoriales.

Elle doit par ailleurs fournir :

1° Les statuts de l'exploitation et les références des autorisations d'exercice ;

2° Une description de l'équipement et de la capacité de l'établissement ;

3° Les comptes d'exploitation prévisionnels des deux années suivant la mise en service de l'équipement ;

4° Le projet cinématographique présentant les actions prévues, notamment en matière de programmation en direction de publics déterminés, de formation à la culture cinématographique ou de prospection de nouveaux publics, ainsi que les engagements en matière de politique tarifaire, d'accueil du public ou de travaux d'aménagement.

Ces différents documents seront transmis à la collectivité dans le mois suivant la signature de la présente convention.

Enfin, la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique informe sans délai la commune de toute nouvelle domiciliation bancaire.

ARTICLE 6 – CONTRÔLES

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièce peut être réalisé par la commune. La SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 et au cadre réglementaire en vigueur relatifs aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention, conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

ARTICLE 7 – INEXECUTION

En cas d'inexécution, de modification ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique en informe la commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, de modification ou de retard significatif dans la réalisation du projet visé à l'article 1 des présentes par la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique sans l'accord écrit de la commune, celle-ci pourra exiger le reversement, la suspension ou la diminution de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique, et après avoir entendu ses représentants et leurs explications.

Plus précisément, un reversement automatique de la subvention versée pourra être exigé par la commune dans les cas suivants :

- Une absence de démarrage des travaux dans l'année suivant la délivrance de l'autorisation d'urbanisme correspondant au projet ;
- L'absence de mise en service de l'équipement dans les trois ans suivant la délivrance de ladite autorisation d'urbanisme.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des pièces comptables mentionnées à l'article 5 pourra entraîner la suppression de tout ou partie de la subvention.

ARTICLE 8 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant après accord des parties. Ceux-ci feront partie intégrante de la présente convention et ne devront en aucun cas la modifier substantiellement. A défaut, il conviendra de rédiger une nouvelle convention.

ARTICLE 9 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles, et restée infructueuse.

ARTICLE 10 – RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Annonay, en trois exemplaires, le .....

Pour la commune	Pour la SASU Société ardéchoise d'exploitation cinématographique
Le Maire	Le Directeur général
Simon PLENET	Cédric AUBRY

.....

5 - Finances - Budget principal - Exercice 2024 - Compte financier unique (CFU)

Nombre d'annexes :4

CFU2024_VilleAnnonay.pdf

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE D'ANNONAY (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21070010000014

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ANNONAY

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL ANNONAY (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 24
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 28
D1 - Dépenses de fonctionnement 29
D2 - Recettes de fonctionnement 34

III - Etats financiers

A - Bilan 37
B - Compte de résultat 41
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 44
D - Balance des comptes 45

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 74
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 76
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 78

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 80
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 85
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 86
B3 - Etat des provisions 88
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 90
B6 - Prêts 93
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 94
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 95
B7.3 - Etat des emprunts garantis 96
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 102
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés 103

B7.9 - Autres engagements reçus 104
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 105
B9 - Etat du personnel 109
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 114
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 115
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 117
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 118
C2.1 - Situation des AP 120
C2.2 - Situation des AE 121
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 122
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 126

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 130
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus 131
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés 132
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 133

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 134

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	16962

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1052.36

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1265.69
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1444.55
3	Dépenses d'équipement brut / population	413.33
4	Encours de dette / population (2)(3)	1134.83
5	DGF / population	209.65
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	65.72
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	92.98
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	12.38
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	7.03
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	78.56
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	10 983 403,42	24 078 370,00	35 061 773,42
	Recettes réalisées (1)	B	7 765 058,36	24 513 182,81	32 278 241,17
	Restes à réaliser	C	949 462,97	0,00	949 462,97
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	12 170 532,81	24 146 791,94	36 317 324,75
	Dépenses réalisées (1)	E	8 548 131,57	22 743 512,40	31 291 643,97
	Restes à réaliser	F	2 455 000,22	0,00	2 455 000,22
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-783 073,21	1 769 670,41	986 597,20
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	1 187 129,39	68 421,94	1 255 551,33
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	404 056,18	1 838 092,35	2 242 148,53
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-1 505 537,25	0,00	-1 505 537,25
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 101 481,07	1 838 092,35	736 611,28

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	1 187 129,39	0,00	-783 073,21	0,00	404 056,18
Fonctionnement	580 421,94	512 000,00	1 769 670,41	0,00	1 838 092,35
TOTAL I	**1 767 551,33**	**512 000,00**	**986 597,20**	**0,00**	**2 242 148,53**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**1 767 551,33**	**512 000,00**	**986 597,20**	**0,00**	**2 242 148,53**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
SYNDICAT MIXTE DU PARC DU PILAT		PARTICIPATION	10 123,80
EPCI			
ANNONAY RHONE AGGLO		FPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	2 455 000,22
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		35 431,39
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		687 558,47
21	Immobilisations corporelles (3)		210 131,23
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		1 476 697,63
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		45 181,50
458104	OPERATION ECLAIRAGE THEATRE		7 829,90
458105	OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX		37 351,60
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**949 462,97**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**63 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**841 281,97**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**45 181,00**
458204	OPERATION ECLAIRAGE THEATRE		7 829,90
458205	OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX		37 351,10
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	4 197,92
Autres immobilisations incorporelles	938,95
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	9 566,17
Constructions	49 550,18
Réseaux et installations de voirie	26 039,33
Réseaux divers	8 058,16
Installations techniques, agencements et matériel	1 873,79
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	2 996,56
Immobilisations corporelles en cours	**68 607,30**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**28 072,93**
Immobilisations financières (nettes)	**6 011,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**205 912,28**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	1 394,71
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	2 225,75
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**3 620,46**
Comptes de régularisation (III)	1 243,87
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**210 776,61**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	85 187,68
Neutralisations et régularisations	-7 887,60
Réserves	92 295,28
Report à nouveau	68,42
Résultat de l'exercice	1 769,67
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	14 221,28
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**185 654,74**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**347,01**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	19 966,12
Dettes financières et autres emprunts	2 774,65
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**22 740,77**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 166,61
Autres dettes non financières	517,01
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 683,62**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**24 771,41**
Comptes de régularisation (III)	350,46
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**210 776,61**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	3 558,32	3 410,21
Participations	153,35	256,50
Compensations, autres attributions et autres participations	1 710,62	1 567,99
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	15 503,70	15 602,67
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	2 607,71	2 437,24
Produits des cessions d'actifs	208,14	261,85
Autres produits de gestion	421,48	402,75
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	31,15	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	3,15	3,15
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	7,50	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**24 205,13**	**23 942,35**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	5 074,94	5 362,31
Charges de personnel	12 402,99	13 127,34
Indemnités des élus (et membres du CESR)	163,89	163,28
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	14,84	94,30
Impôts et taxes	362,14	368,40
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 091,70	1 038,28
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	46,27	136,25
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	169,38	125,60
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**19 326,15**	**20 415,76**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	2 419,83	2 381,14
Autres charges	236,07	231,09
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**2 655,89**	**2 612,22**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**2 223,08**	**914,37**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,22**	**0,22**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**453,64**	**334,17**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-453,41**	**-333,95**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 769,67**	**580,42**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		44,68 %	0,00	10 367 130,00	0,00
TFPNB		102,85 %	0,00	58 140,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		21,95 %	0,00	346 830,00	0,00
TOTAL				**10 772 100,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	151 008,31	101 124,45	66,97	35 431,39
204	Subventions d'équipement versées (6)	1 224 153,90	441 896,33	36,10	687 558,47
21	Immobilisations corporelles	1 361 730,62	1 103 675,64	81,05	210 131,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 637 447,98	5 355 779,91	70,13	1 476 697,63
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**10 374 340,81**	**7 002 476,33**	**67,50**	**2 409 818,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves	20 292,00	20 291,43	100,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 314 100,00	1 313 021,47	99,92	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 334 392,00**	**1 333 312,90**	**99,92**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	61 800,00	8 482,39	13,73	45 181,50
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 770 532,81**	**8 344 271,62**	**70,89**	**2 455 000,22**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*200 000,00*	*10 655,96*	*5,33*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*200 000,00*	*193 203,99*	*96,60*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**400 000,00**	**203 859,95**	**50,96**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 170 532,81**	**8 548 131,57**	**70,24**	**2 455 000,22**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**12 170 532,81**	**8 548 131,57**		**2 455 000,22**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 718 318,18	1 504 118,53	40,45	841 281,97
16	Emprunts et dettes assimilées	3 026 746,00	3 000 400,00	99,13	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 805 279,30	1 768 444,55	97,96	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 565,00	15 565,00	100,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	306 900,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	61 800,00	8 482,39	13,73	45 181,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 934 608,48**	**6 297 010,47**	**70,48**	**949 462,97**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*788 994,94*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 059 800,00*	*1 274 843,90*	*120,29*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*200 000,00*	*193 203,99*	*96,60*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**2 048 794,94**	**1 468 047,89**	**71,65**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**10 983 403,42**	**7 765 058,36**	**70,70**	**949 462,97**
001 Solde d'exécution positif reporté		**1 187 129,39**			
Total des recettes de la section d'investissement		**12 170 532,81**	**7 765 058,36**		**949 462,97**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	4 418 926,00	3 461 761,85	570 809,42	4 032 571,27	91,26	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	14 480 943,00	14 108 468,00	0,00	14 108 468,00	97,43	0,00
014	Atténuations de produits	6 864,00	6 864,00	0,00	6 864,00	100,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 884 550,00	2 825 794,02	0,00	2 825 794,02	97,96	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**21 791 283,00**	**20 402 887,87**	**570 809,42**	**20 973 697,29**	**96,25**	**0,00**
66	Charges financières	460 014,00	453 636,87	0,00	453 636,87	98,61	0,00
67	Charges spécifiques	10 700,00	8 829,94	0,00	8 829,94	82,52	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	36 000,00	32 504,40	0,00	32 504,40	90,29	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**22 297 997,00**	**20 897 859,08**	**570 809,42**	**21 468 668,50**	**96,28**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*788 994,94*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 059 800,00*	*1 274 843,90*	*0,00*	*1 274 843,90*	*120,29*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 848 794,94**	**1 274 843,90**	**0,00**	**1 274 843,90**	**68,96**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**24 146 791,94**	**22 172 702,98**	**570 809,42**	**22 743 512,40**	**94,19**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**24 146 791,94**	**22 172 702,98**	**570 809,42**	**22 743 512,40**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	258 000,00	300 965,89	0,00	300 965,89	116,65	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 373 602,00	2 607 706,09	0,00	2 607 706,09	109,86	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 515 297,00	4 515 297,00	0,00	4 515 297,00	100,00	0,00
731	Fiscalité locale	10 975 446,00	10 995 267,33	0,00	10 995 267,33	100,18	0,00
74	Dotations et participations	5 376 224,00	5 397 482,33	24 804,53	5 422 286,86	100,86	0,00
75	Autres produits de gestion courante	348 451,00	393 983,74	26 406,58	420 390,32	120,65	0,00
Total des recettes de gestion des services		**23 847 020,00**	**24 210 702,38**	**51 211,11**	**24 261 913,49**	**101,74**	**0,00**
76	Produits financiers	150,00	223,30	0,00	223,30	148,87	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	209 235,38	0,00	209 235,38	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	31 200,00	31 154,68	0,00	31 154,68	99,85	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**23 878 370,00**	**24 451 315,74**	**51 211,11**	**24 502 526,85**	**102,61**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*200 000,00*	*10 655,96*	*0,00*	*10 655,96*	*5,33*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**200 000,00**	**10 655,96**	**0,00**	**10 655,96**	**5,33**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**24 078 370,00**	**24 461 971,70**	**51 211,11**	**24 513 182,81**	**101,81**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**68 421,94**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**24 146 791,94**	**24 461 971,70**	**51 211,11**	**24 513 182,81**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	53 970,13	0,00	53 970,13	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	47 154,32	0,00	47 154,32	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	151 008,31	101 124,45	0,00	101 124,45	49 883,86
2041582	Bâtiments et installations	0,00	237 340,51	8 482,39	228 858,12	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	2 380,00	0,00	2 380,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	217 279,21	6 621,00	210 658,21	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	1 224 153,90	456 999,72	15 103,39	441 896,33	782 257,57
2111	Terrains nus	0,00	128 637,60	0,00	128 637,60	0,00
2138	Autres constructions	0,00	362 105,34	0,00	362 105,34	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	49 409,47	0,00	49 409,47	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	1 248,00	0,00	1 248,00	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	8 128,15	0,00	8 128,15	0,00
21572	Matériel technique scolaire	0,00	21 235,99	0,00	21 235,99	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	120 573,26	0,00	120 573,26	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	7 486,40	0,00	7 486,40	0,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	51 006,50	0,00	51 006,50	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	237 776,93	0,00	237 776,93	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	64 081,13	0,00	64 081,13	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	9 515,54	0,00	9 515,54	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	18 025,92	0,00	18 025,92	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	2 974,85	0,00	2 974,85	0,00
2188	Autres	0,00	6 470,56	0,00	6 470,56	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 361 730,62	1 103 675,64	0,00	1 103 675,64	258 054,98
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	237 820,85	0,00	237 820,85	0,00
2313	Constructions	0,00	2 820 263,46	0,00	2 820 263,46	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 893 101,48	0,00	1 893 101,48	0,00
2316	Restauration des biens historiques et culturels	0,00	7 272,00	0,00	7 272,00	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	0,00	395 198,82	0,00	395 198,82	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	2 123,30	0,00	2 123,30	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	7 637 447,98	5 355 779,91	0,00	5 355 779,91	2 281 668,07
Total des dépenses d'équipement		**10 374 340,81**	**7 017 579,72**	**15 103,39**	**7 002 476,33**	**3 371 864,48**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	20 291,43	0,00	20 291,43	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	20 292,00	20 291,43	0,00	20 291,43	0,57
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	1 312 571,47	0,00	1 312 571,47	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	450,00	0,00	450,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 314 100,00	1 313 021,47	0,00	1 313 021,47	1 078,53
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 334 392,00**	**1 333 312,90**	**0,00**	**1 333 312,90**	**1 079,10**
458104	Opération pour compte tiers n° 458104	16 400,00	8 482,39	0,00	8 482,39	7 917,61
458105	Opération pour compte tiers n° 458105	45 400,00	0,00	0,00	0,00	45 400,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	61 800,00	8 482,39	0,00	8 482,39	53 317,61
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 770 532,81**	**8 359 375,01**	**15 103,39**	**8 344 271,62**	**3 426 261,19**
13918	*Autres*	*0,00*	*3 151,96*	*0,00*	*3 151,96*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*7 504,00*	*0,00*	*7 504,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*207 504,00*	*10 655,96*	*0,00*	*10 655,96*	*196 848,04*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*193 203,99*	*0,00*	*193 203,99*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*200 000,00*	*193 203,99*	*0,00*	*193 203,99*	*6 796,01*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***407 504,00***	***203 859,95***	***0,00***	***203 859,95***	***203 644,05***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 178 036,81**	**8 563 234,96**	**15 103,39**	**8 548 131,57**	**3 629 905,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**12 178 036,81**	**8 563 234,96**	**15 103,39**	**8 548 131,57**	**3 629 905,24**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	624 732,05	0,00	624 732,05	0,00
1322	Régions	0,00	73 389,00	0,00	73 389,00	0,00
1323	Départements	0,00	216 500,00	0,00	216 500,00	0,00
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	25 448,45	0,00	25 448,45	0,00
13273	FEADER	0,00	9 724,17	0,00	9 724,17	0,00
1328	Autres	0,00	31 638,60	0,00	31 638,60	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	151 185,00	0,00	151 185,00	0,00
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00	172 570,63	0,00	172 570,63	0,00
13462	Dotation de soutien à l'investissement local	0,00	198 930,63	0,00	198 930,63	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	3 718 318,18	1 504 118,53	0,00	1 504 118,53	2 214 199,65
1641	Emprunts en euros	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	400,00	0,00	400,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 026 746,00	3 000 400,00	0,00	3 000 400,00	26 346,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 093 279,30	0,00	1 093 279,30	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	163 165,25	0,00	163 165,25	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	512 000,00	0,00	512 000,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 805 279,30	1 768 444,55	0,00	1 768 444,55	36 834,75
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27633	Départements	0,00	15 565,00	0,00	15 565,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	15 565,00	15 565,00	0,00	15 565,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	98 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458204	Opération pour compte tiers n° 458204	16 400,00	8 482,39	0,00	8 482,39	7 917,61
458205	Opération pour compte tiers n° 458205	45 400,00	0,00	0,00	0,00	45 400,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	61 800,00	8 482,39	0,00	8 482,39	53 317,61
Total des recettes réelles d'investissement		**8 726 464,48**	**6 297 010,47**	**0,00**	**6 297 010,47**	**2 429 454,01**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*788 994,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*169 377,63*	*0,00*	*169 377,63*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*25 555,66*	*0,00*	*25 555,66*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*7 768,00*	*0,00*	*7 768,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*2 698,71*	*0,00*	*2 698,71*	*0,00*
2158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*10 248,00*	*0,00*	*10 248,00*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*2 185,02*	*0,00*	*2 185,02*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*14 727,72*	*0,00*	*14 727,72*	*0,00*
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*8 000,00*	*0,00*	*8 000,00*	*0,00*
28041511	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*9 466,61*	*0,00*	*9 466,61*	*0,00*
28041512	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*14 584,82*	*0,00*	*14 584,82*	*0,00*
280415321	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*13 210,00*	*0,00*	*13 210,00*	*0,00*
280415322	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*1 332,06*	*0,00*	*1 332,06*	*0,00*
28041581	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*1 308,48*	*0,00*	*1 308,48*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*242 272,14*	*0,00*	*242 272,14*	*0,00*
28041583	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*252,97*	*0,00*	*252,97*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*2 904,42*	*0,00*	*2 904,42*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*53 677,96*	*0,00*	*53 677,96*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*51 697,94*	*0,00*	*51 697,94*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*8 577,42*	*0,00*	*8 577,42*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*4 278,25*	*0,00*	*4 278,25*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*0,00*	*4 005,09*	*0,00*	*4 005,09*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*202 856,38*	*0,00*	*202 856,38*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*14 094,18*	*0,00*	*14 094,18*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*208 021,93*	*0,00*	*208 021,93*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*46 107,49*	*0,00*	*46 107,49*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*97 563,32*	*0,00*	*97 563,32*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*3 502,93*	*0,00*	*3 502,93*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*27 305,18*	*0,00*	*27 305,18*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*4 141,03*	*0,00*	*4 141,03*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*21 372,35*	*0,00*	*21 372,35*	*0,00*
4816	*Frais d'émission des emprunts*	*0,00*	*1 750,21*	*0,00*	*1 750,21*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 275 448,00*	*1 274 843,90*	*0,00*	*1 274 843,90*	*604,10*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*193 203,99*	*0,00*	*193 203,99*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*200 000,00*	*193 203,99*	*0,00*	*193 203,99*	*6 796,01*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 264 442,94***	***1 468 047,89***	***0,00***	***1 468 047,89***	***796 395,05***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**10 990 907,42**	**7 765 058,36**	**0,00**	**7 765 058,36**	**3 225 849,06**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 187 129,39	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		12 178 036,81	7 765 058,36	0,00	7 765 058,36	4 412 978,45

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	470 234,80	53 258,80	416 976,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	119 321,67	0,00	119 321,67	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 266 926,15	275 599,23	991 326,92	0,00
60621	Combustibles	0,00	2 571,90	0,00	2 571,90	0,00
60622	Carburants	0,00	113 237,33	108,28	113 129,05	0,00
60623	Alimentation	0,00	6 944,48	256,00	6 688,48	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	10 379,43	0,00	10 379,43	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	52 088,65	939,04	51 149,61	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	215 661,20	19 324,16	196 337,04	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	72 200,04	3 558,30	68 641,74	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	40 792,53	5 126,16	35 666,37	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	13 783,53	1 631,29	12 152,24	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	1 275,00	0,00	1 275,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	57 827,75	2 789,82	55 037,93	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	132 899,61	4 881,11	128 018,50	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	619 745,61	72 879,67	546 865,94	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	51 909,64	2 110,33	49 799,31	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	38 225,57	1 002,24	37 223,33	0,00
61358	Autres	0,00	143 355,86	58 224,25	85 131,61	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	42 128,34	0,00	42 128,34	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	26 549,54	3 035,79	23 513,75	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	577,98	577,98	0,00	0,00
615232	Réseaux	0,00	174 785,20	77 726,63	97 058,57	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	55 176,78	14 976,35	40 200,43	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61558	Autres biens mobiliers	0,00	10 548,20	112,92	10 435,28	0,00
6156	Maintenance	0,00	154 455,43	29 039,49	125 415,94	0,00
6161	Multirisques	0,00	66 822,12	0,00	66 822,12	0,00
6168	Autres	0,00	62 177,40	0,00	62 177,40	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	10 338,56	99,90	10 238,66	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	56 535,58	12 055,00	44 480,58	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	5 600,00	5 600,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	42 119,81	10 120,00	31 999,81	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	28 266,69	5 531,79	22 734,90	0,00
6228	Divers	0,00	124 622,91	16 322,95	108 299,96	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	15 021,50	4 672,00	10 349,50	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	36 826,40	8 142,90	28 683,50	0,00
6234	Réceptions	0,00	206,94	0,00	206,94	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	35 980,65	6 950,40	29 030,25	0,00
6238	Divers	0,00	3 263,60	2 750,00	513,60	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	53 676,00	12 959,14	40 716,86	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	10 632,90	0,00	10 632,90	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	36 173,42	0,00	36 173,42	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	3 871,87	0,00	3 871,87	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	7 592,06	0,00	7 592,06	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	2 313,70	0,00	2 313,70	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	2 750,00	0,00	2 750,00	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	3 358,00	0,00	3 358,00	0,00
6288	Autres	0,00	70 611,57	3 826,09	66 785,48	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
63512	Taxes foncières	0,00	153 786,00	0,00	153 786,00	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	3 609,38	0,00	3 609,38	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	4 418 926,00	4 748 759,28	716 188,01	4 032 571,27	386 354,73
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	0,00	1 199 767,33	0,00	1 199 767,33	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	38 993,48	0,00	38 993,48	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	35 449,12	0,00	35 449,12	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	130 306,48	0,00	130 306,48	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	5 831 808,12	0,00	5 831 808,12	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	66 440,46	0,00	66 440,46	0,00
64113	NBI	0,00	68 686,98	0,00	68 686,98	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 629 015,79	0,00	1 629 015,79	0,00
64131	Rémunérations	0,00	1 270 721,24	0,00	1 270 721,24	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	21 282,70	0,00	21 282,70	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	500,43	0,00	500,43	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	23 107,72	0,00	23 107,72	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 243 238,86	0,00	1 243 238,86	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	2 059 539,24	0,00	2 059 539,24	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	50 903,56	0,00	50 903,56	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	360 664,00	0,00	360 664,00	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	11 376,00	5 688,00	5 688,00	0,00
64731	Versées directement	0,00	36 263,05	0,00	36 263,05	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	34 530,28	0,00	34 530,28	0,00
6488	Autres	0,00	1 561,16	0,00	1 561,16	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	14 480 943,00	14 114 156,00	5 688,00	14 108 468,00	372 475,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	6 864,00	0,00	6 864,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	6 864,00	6 864,00	0,00	6 864,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	153 038,80	0,00	153 038,80	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	34,90	0,00	34,90	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	9 304,91	0,00	9 304,91	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	319,44	0,00	319,44	0,00
65315	Formation	0,00	1 195,39	0,00	1 195,39	0,00
65568	Autres contributions	0,00	10 123,80	0,00	10 123,80	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	225 943,01	0,00	225 943,01	0,00
657358	Autres groupements	0,00	5 375,38	0,00	5 375,38	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	1 237 500,00	0,00	1 237 500,00	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	51 100,00	0,00	51 100,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	1 174 336,02	48 484,51	1 125 851,51	0,00
65888	Autres	0,00	7 959,88	1 953,00	6 006,88	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 884 550,00	2 876 231,53	50 437,51	2 825 794,02	58 755,98
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**21 791 283,00**	**21 746 010,81**	**772 313,52**	**20 973 697,29**	**817 585,71**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	455 850,89	0,00	455 850,89	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	256 106,28	258 320,30	-2 214,02	0,00
total chapitre 66	Charges financières	460 014,00	711 957,17	258 320,30	453 636,87	6 377,13
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	8 829,94	0,00	8 829,94	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 67	Charges spécifiques	10 700,00	8 829,94	0,00	8 829,94	1 870,06
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	32 504,40	0,00	32 504,40	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	36 000,00	32 504,40	0,00	32 504,40	3 495,60
Total des dépenses réelles et mixtes		**22 297 997,00**	**22 499 302,32**	**1 030 633,82**	**21 468 668,50**	**829 328,50**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*788 994,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*46 270,37*	*0,00*	*46 270,37*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*169 377,63*	*0,00*	*169 377,63*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 057 445,69*	*0,00*	*1 057 445,69*	*0,00*
68126	*Dotations aux amortissements des frais d'émission des emprunts*	*0,00*	*1 750,21*	*0,00*	*1 750,21*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 275 448,00*	*1 274 843,90*	*0,00*	*1 274 843,90*	*604,10*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 064 442,94***	***1 274 843,90***	***0,00***	***1 274 843,90***	***789 599,04***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**24 362 439,94**	**23 774 146,22**	**1 030 633,82**	**22 743 512,40**	**1 618 927,54**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**24 362 439,94**	**23 774 146,22**	**1 030 633,82**	**22 743 512,40**	**1 618 927,54**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	300 965,89	0,00	300 965,89	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	258 000,00	300 965,89	0,00	300 965,89	-42 965,89
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	41 548,51	0,00	41 548,51	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	694,00	0,00	694,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	163 151,43	14 434,18	148 717,25	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	29 560,00	5 096,50	24 463,50	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	40 192,00	0,00	40 192,00	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	243 942,35	0,00	243 942,35	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	3 250,00	0,00	3 250,00	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	2 072 731,48	0,00	2 072 731,48	0,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	32 060,00	0,00	32 060,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	168,80	61,80	107,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 373 602,00	2 627 298,57	19 592,48	2 607 706,09	-234 104,09
73211	Attribution de compensation	0,00	4 512 915,00	0,00	4 512 915,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	2 382,00	0,00	2 382,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 515 297,00	4 515 297,00	0,00	4 515 297,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	10 332 332,00	7 163,00	10 325 169,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	19 197,00	0,00	19 197,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	366 108,00	0,00	366 108,00	0,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	260 019,98	0,00	260 019,98	0,00
73154	Droits de place	0,00	10 153,87	0,00	10 153,87	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	7 456,48	0,00	7 456,48	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7318	Autres	0,00	7 163,00	0,00	7 163,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	10 975 446,00	11 002 430,33	7 163,00	10 995 267,33	-19 821,33
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	2 344 330,00	0,00	2 344 330,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	1 080 912,00	0,00	1 080 912,00	0,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	0,00	130 891,00	0,00	130 891,00	0,00
744	FCTVA	0,00	2 184,60	0,00	2 184,60	0,00
74711	Emplois-jeunes	0,00	7 600,00	0,00	7 600,00	0,00
74718	Autres	0,00	220 887,46	126 369,52	94 517,94	0,00
7472	Régions	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
7473	Départements	0,00	20 694,00	0,00	20 694,00	0,00
74748	Autres communes	0,00	2 406,92	2 406,92	0,00	0,00
74751	GFP de rattachement	0,00	1 375,00	0,00	1 375,00	0,00
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	30 185,69	4 027,47	26 158,22	0,00
7481	Attributions sur le versement représentatif d'impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	321,10	0,00	321,10	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	1 707 008,00	0,00	1 707 008,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	3 295,00	0,00	3 295,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	5 376 224,00	5 555 090,77	132 803,91	5 422 286,86	-46 062,86
752	Revenus des immeubles	0,00	331 627,66	2 626,72	329 000,94	0,00
75888	Autres	0,00	96 921,67	5 532,29	91 389,38	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	348 451,00	428 549,33	8 159,01	420 390,32	-71 939,32
Total des recettes de gestion des services		**23 847 020,00**	**24 429 631,89**	**167 718,40**	**24 261 913,49**	**-414 893,49**
7688	Autres	0,00	223,30	0,00	223,30	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	150,00	223,30	0,00	223,30	-73,30

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	1 091,38	0,00	1 091,38	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	208 144,00	0,00	208 144,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	208 144,00	209 235,38	0,00	209 235,38	-1 091,38
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	31 154,68	0,00	31 154,68	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	31 200,00	31 154,68	0,00	31 154,68	45,32
Total des recettes réelles et mixtes		**24 086 514,00**	**24 670 245,25**	**167 718,40**	**24 502 526,85**	**-416 012,85**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*7 504,00*	*0,00*	*7 504,00*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*3 151,96*	*0,00*	*3 151,96*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*207 504,00*	*10 655,96*	*0,00*	*10 655,96*	*196 848,04*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***207 504,00***	***10 655,96***	***0,00***	***10 655,96***	***196 848,04***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**24 294 018,00**	**24 680 901,21**	**167 718,40**	**24 513 182,81**	**-219 164,81**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**68 421,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**24 362 439,94**	**24 680 901,21**	**167 718,40**	**24 513 182,81**	**-150 742,87**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		5 604 315,16	1 406 396,88	4 197 918,28	4 103 031,41
Autres immobilisations incorporelles		1 434 728,80	495 776,82	938 951,98	906 438,21
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		9 574 744,61	8 577,42	9 566 167,19	9 471 662,67
Constructions		49 550 180,40	0,00	49 550 180,40	49 198 541,77
Réseaux et installations de voirie		26 042 546,20	3 216,95	26 039 329,25	25 989 919,78
Réseaux divers		15 572 069,31	7 513 912,34	8 058 156,97	8 056 908,97
Installations techniques, agencements et matériel		3 970 614,15	2 096 827,82	1 873 786,33	1 945 236,65
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		5 590 488,58	2 593 930,21	2 996 558,37	3 002 316,95
Immobilisations corporelles en cours		68 607 303,18	0,00	68 607 303,18	63 255 535,27
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		28 072 931,89	0,00	28 072 931,89	28 072 931,89
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		6 010 999,06	0,00	6 010 999,06	6 026 564,06
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**220 030 921,34**	**14 118 638,44**	**205 912 282,90**	**200 029 087,63**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		216 718,38	0,00	216 718,38	773 536,22
Créances sur les redevables et comptes rattachés		390 051,17	32 504,40	357 546,77	451 532,35
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		393 677,61	0,00	393 677,61	393 677,61
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		426 770,89	0,00	426 770,89	519 117,27
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 427 218,05**	**32 504,40**	**1 394 713,65**	**2 137 863,45**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		2 225 747,58	0,00	2 225 747,58	1 777 567,36
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 225 747,58**	**0,00**	**2 225 747,58**	**1 777 567,36**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		1 243 866,17	0,00	1 243 866,17	1 209 647,40
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**224 927 753,14**	**14 151 142,84**	**210 776 610,30**	**205 154 165,84**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		25 309 742,55	25 309 742,55
Fonds globalisés		29 594 309,02	28 358 155,90
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		1 762 173,82	1 765 325,78
Rattachées à un actif non amortissable		28 521 453,94	27 017 335,41
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-7 887 597,36	-8 049 470,99
RÉSERVES		92 295 284,28	91 783 284,28
REPORT A NOUVEAU		68 421,94	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 769 670,41	580 421,94
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		14 221 280,70	14 221 280,70
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**185 654 739,30**	**180 986 075,57**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		347 012,95	347 012,95
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**347 012,95**	**347 012,95**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		19 966 123,04	18 278 694,51
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		2 774 650,38	2 776 914,40
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**22 740 773,42**	**21 055 608,91**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 166 609,61	1 398 976,94
Dettes fiscales et sociales		13 137,28	10 907,68
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		409 732,60	409 135,91

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		94 141,08	572 145,86
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 683 620,57**	**2 391 166,39**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**24 771 406,94**	**23 793 788,25**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		350 464,06	374 302,02
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**210 776 610,30**	**205 154 165,84**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		3 558 317,60	3 410 210,39	148 107,21
Participations		153 345,16	256 499,92	-103 154,76
Compensations, autres attributions et autres participations		1 710 624,10	1 567 988,10	142 636,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		15 503 700,33	15 602 666,30	-98 965,97
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		2 607 706,09	2 437 238,02	170 468,07
Produits des cessions d'actifs		208 144,00	261 849,00	-53 705,00
Autres produits de gestion		421 481,70	402 746,45	18 735,25
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		31 154,68	0,00	31 154,68
Reprises du financement rattaché à un actif		3 151,96	3 151,96	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		7 504,00	0,00	7 504,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**24 205 129,62**	**23 942 350,14**	**262 779,48**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		5 074 943,22	5 362 309,93	-287 366,71
Charges de personnel		12 402 985,70	13 127 344,97	-724 359,27
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*8 612 158,71*	*9 228 397,24*	*-616 238,53*
Dont charges sociales		*3 790 826,99*	*3 898 947,73*	*-108 120,74*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		163 893,44	163 276,73	616,71
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		14 836,82	94 298,63	-79 461,81
Impôts et taxes		362 144,46	368 395,65	-6 251,19
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 091 700,30	1 038 281,11	53 419,19
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		46 270,37	136 245,69	-89 975,32
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		169 377,63	125 603,31	43 774,32
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**19 326 151,94**	**20 415 756,02**	**-1 089 604,08**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		2 419 826,89	2 381 136,07	38 690,82
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*1 125 851,51*	*1 226 686,07*	*-100 834,56*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*1 293 975,38*	*1 154 450,00*	*139 525,38*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		236 066,81	231 085,56	4 981,25
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**2 655 893,70**	**2 612 221,63**	**43 672,07**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**2 223 083,98**	**914 372,49**	**1 308 711,49**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		223,30	223,30	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**223,30**	**223,30**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		453 636,87	334 173,85	119 463,02
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**453 636,87**	**334 173,85**	**119 463,02**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-453 413,57**	**-333 950,55**	**-119 463,02**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 769 670,41**	**580 421,94**	**1 189 248,47**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	25 283 826,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 283 826,22	0,00	25 283 826,22
10222	F.C.T.V.A.	0,00	23 817 809,77	0,00	0,00	0,00	1 093 279,30	0,00	24 911 089,07	0,00	24 911 089,07
10226	Taxe d'aménagement	0,00	1 899 322,07	0,00	0,00	20 291,43	163 165,25	20 291,43	2 062 487,32	0,00	2 042 195,89
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	2 641 024,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 641 024,06	0,00	2 641 024,06
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**28 358 155,90**	**0,00**	**0,00**	**20 291,43**	**1 256 444,55**	**20 291,43**	**29 614 600,45**	**0,00**	**29 594 309,02**
10251	Dons et legs en capital	0,00	25 916,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 916,33	0,00	25 916,33
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**25 916,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 916,33**	**0,00**	**25 916,33**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	838 243,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838 243,03	0,00	838 243,03
	Sous Total compte 102	**0,00**	**54 506 141,48**	**0,00**	**0,00**	**20 291,43**	**1 256 444,55**	**20 291,43**	**55 762 586,03**	**0,00**	**55 742 294,60**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	91 783 284,28	0,00	0,00	0,00	512 000,00	0,00	92 295 284,28	0,00	92 295 284,28
	Sous Total compte 106	**0,00**	**91 783 284,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 000,00**	**0,00**	**92 295 284,28**	**0,00**	**92 295 284,28**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**146 289 425,76**	**0,00**	**0,00**	**20 291,43**	**1 768 444,55**	**20 291,43**	**148 057 870,31**	**0,00**	**148 037 578,88**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	0,00	512 000,00	580 421,94	0,00	0,00	512 000,00	580 421,94	0,00	68 421,94
	Sous Total compte 11	**0,00**	**0,00**	**512 000,00**	**580 421,94**	**0,00**	**0,00**	**512 000,00**	**580 421,94**	**0,00**	**68 421,94**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	580 421,94	580 421,94	0,00	0,00	0,00	580 421,94	580 421,94	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**580 421,94**	**580 421,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**580 421,94**	**580 421,94**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	626 235,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	626 235,06	0,00	626 235,06
1312	Régions	0,00	471 195,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	471 195,96	0,00	471 195,96
1313	Départements	0,00	572 734,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 734,98	0,00	572 734,98
13148	Autres communes	0,00	26 195,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 195,35	0,00	26 195,35
	Sous Total compte 1314	**0,00**	**26 195,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 195,35**	**0,00**	**26 195,35**
13151	GFP de rattachement	0,00	742 729,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 729,04	0,00	742 729,04

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1315	**0,00**	**742 729,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**742 729,04**	**0,00**	**742 729,04**
1318	Autres	0,00	546 165,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546 165,62	0,00	546 165,62
	Sous Total compte 131	**0,00**	**2 985 256,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 985 256,01**	**0,00**	**2 985 256,01**
1321	État et établissements nationaux	0,00	6 216 533,84	0,00	0,00	0,00	624 732,05	0,00	6 841 265,89	0,00	6 841 265,89
1322	Régions	0,00	3 280 502,14	0,00	0,00	0,00	73 389,00	0,00	3 353 891,14	0,00	3 353 891,14
1323	Départements	0,00	8 820 846,27	0,00	0,00	0,00	216 500,00	0,00	9 037 346,27	0,00	9 037 346,27
13251	GFP de rattachement	0,00	36 605,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 605,67	0,00	36 605,67
13258	Autres groupements	0,00	481 398,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481 398,40	0,00	481 398,40
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**518 004,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**518 004,07**	**0,00**	**518 004,07**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	87 913,50	0,00	0,00	0,00	25 448,45	0,00	113 361,95	0,00	113 361,95
13271	Fonds social européen	0,00	237 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 900,00	0,00	237 900,00
13273	FEADER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 724,17	0,00	9 724,17	0,00	9 724,17
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**237 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 724,17**	**0,00**	**247 624,17**	**0,00**	**247 624,17**
1328	Autres	0,00	1 391 759,14	0,00	0,00	0,00	31 638,60	0,00	1 423 397,74	0,00	1 423 397,74
	Sous Total compte 132	**0,00**	**20 553 458,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 432,27**	**0,00**	**21 534 891,23**	**0,00**	**21 534 891,23**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	2 420 296,53	0,00	0,00	0,00	151 185,00	0,00	2 571 481,53	0,00	2 571 481,53
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	3 202 439,51	0,00	0,00	0,00	172 570,63	0,00	3 375 010,14	0,00	3 375 010,14
13462	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	642 917,00	0,00	0,00	0,00	198 930,63	0,00	841 847,63	0,00	841 847,63
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**3 845 356,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**371 501,26**	**0,00**	**4 216 857,77**	**0,00**	**4 216 857,77**
1348	Autres	0,00	197 103,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 103,06	0,00	197 103,06
	Sous Total compte 134	**0,00**	**6 462 756,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**522 686,26**	**0,00**	**6 985 442,36**	**0,00**	**6 985 442,36**
1381	État et établissements nationaux	0,00	1 120,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120,35	0,00	1 120,35

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 138	**0,00**	**1 120,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 120,35**	**0,00**	**1 120,35**
13911	État et établissements nationaux	134 732,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 732,06	0,00	134 732,06	0,00
13912	Régions	118 617,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 617,91	0,00	118 617,91	0,00
13913	Départements	188 912,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 912,71	0,00	188 912,71	0,00
139151	GFP de rattachement	588 429,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	588 429,16	0,00	588 429,16	0,00
	Sous Total compte 13915	**588 429,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**588 429,16**	**0,00**	**588 429,16**	**0,00**
13918	Autres	189 238,39	0,00	0,00	0,00	3 151,96	0,00	192 390,35	0,00	192 390,35	0,00
	Sous Total compte 1391	**1 219 930,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 151,96**	**0,00**	**1 223 082,19**	**0,00**	**1 223 082,19**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**1 219 930,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 151,96**	**0,00**	**1 223 082,19**	**0,00**	**1 223 082,19**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**1 219 930,23**	**30 002 591,42**	**0,00**	**0,00**	**3 151,96**	**1 504 118,53**	**1 223 082,19**	**31 506 709,95**	**0,00**	**30 283 627,76**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	347 012,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 012,95	0,00	347 012,95
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**347 012,95**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**347 012,95**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 012,95**	**0,00**	**347 012,95**
1641	Emprunts en euros	0,00	18 278 694,51	0,00	0,00	1 312 571,47	3 000 000,00	1 312 571,47	21 278 694,51	0,00	19 966 123,04
	Sous Total compte 164	**0,00**	**18 278 694,51**	**0,00**	**0,00**	**1 312 571,47**	**3 000 000,00**	**1 312 571,47**	**21 278 694,51**	**0,00**	**19 966 123,04**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	10 870,35	0,00	0,00	450,00	400,00	450,00	11 270,35	0,00	10 820,35
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	109 488,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 488,83	0,00	109 488,83
	Sous Total compte 167	**0,00**	**109 488,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 488,83**	**0,00**	**109 488,83**
16873	Départements	0,00	1 268 973,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268 973,66	0,00	1 268 973,66
168758	Autres groupements	0,00	189 960,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 960,59	0,00	189 960,59
	Sous Total compte 16875	**0,00**	**189 960,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 960,59**	**0,00**	**189 960,59**
16878	Autres organismes et particuliers	0,00	939 300,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	939 300,67	0,00	939 300,67

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**2 398 234,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 398 234,92**	**0,00**	**2 398 234,92**
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a	0,00	258 320,30	258 320,30	256 106,28	0,00	0,00	258 320,30	514 426,58	0,00	256 106,28
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**258 320,30**	**258 320,30**	**256 106,28**	**0,00**	**0,00**	**258 320,30**	**514 426,58**	**0,00**	**256 106,28**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**2 656 555,22**	**258 320,30**	**256 106,28**	**0,00**	**0,00**	**258 320,30**	**2 912 661,50**	**0,00**	**2 654 341,20**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**21 055 608,91**	**258 320,30**	**256 106,28**	**1 313 021,47**	**3 000 400,00**	**1 571 341,77**	**24 312 115,19**	**0,00**	**22 740 773,42**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	956 842,33	0,00	0,00	0,00	7 504,00	169 377,63	964 346,33	169 377,63	794 968,70	0,00
193	Autres neutralisations et régularisation	7 092 628,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 092 628,66	0,00	7 092 628,66	0,00
	Sous Total compte 19	**8 049 470,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 504,00**	**169 377,63**	**8 056 974,99**	**169 377,63**	**7 887 597,36**	**0,00**
	Total classe 1	**9 269 401,22**	**198 275 060,98**	**1 350 742,24**	**836 528,22**	**1 343 968,86**	**6 442 340,71**	**11 964 112,32**	**205 553 929,91**	**9 110 679,55**	**202 700 497,14**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	135 839,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 839,34	0,00	135 839,34	0,00
2031	Frais d'études	680 628,04	0,00	0,00	0,00	53 970,13	0,00	734 598,17	0,00	734 598,17	0,00
	Sous Total compte 203	**680 628,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 970,13**	**0,00**	**734 598,17**	**0,00**	**734 598,17**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00
	Sous Total compte 204141	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	47 333,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 333,06	0,00	47 333,06	0,00
2041512	Bâtiments et installations	218 777,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 777,21	0,00	218 777,21	0,00
	Sous Total compte 204151	**266 110,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 110,27**	**0,00**	**266 110,27**	**0,00**
20415321	Biens mobiliers, matériel et études	66 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 050,00	0,00	66 050,00	0,00
20415322	Bâtiments et installations	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 2041532	**86 050,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**86 050,00**	**20 000,00**	**66 050,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 204153	**86 050,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**86 050,00**	**20 000,00**	**66 050,00**	**0,00**
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	6 542,32	0,00	0,00	6 542,32	0,00	0,00	6 542,32	6 542,32	0,00	0,00
2041582	Bâtiments et installations	3 881 049,49	0,00	39 941,50	58 519,19	237 340,51	8 482,39	4 158 331,50	67 001,58	4 091 329,92	0,00
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	3 794,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 794,55	0,00	3 794,55	0,00
	Sous Total compte 204158	**3 891 386,36**	**0,00**	**39 941,50**	**65 061,51**	**237 340,51**	**8 482,39**	**4 168 668,37**	**73 543,90**	**4 095 124,47**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**4 243 546,63**	**0,00**	**39 941,50**	**85 061,51**	**237 340,51**	**8 482,39**	**4 520 828,64**	**93 543,90**	**4 427 284,74**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**4 283 546,63**	**0,00**	**39 941,50**	**85 061,51**	**237 340,51**	**8 482,39**	**4 560 828,64**	**93 543,90**	**4 467 284,74**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	27 262,53	0,00	0,00	0,00	2 380,00	0,00	29 642,53	0,00	29 642,53	0,00
20422	Bâtiments et installations	863 403,87	0,00	0,00	12 104,00	217 279,21	6 621,00	1 080 683,08	18 725,00	1 061 958,08	0,00
20423	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	45 429,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 429,81	0,00	45 429,81	0,00
	Sous Total compte 2042	**936 096,21**	**0,00**	**0,00**	**12 104,00**	**219 659,21**	**6 621,00**	**1 155 755,42**	**18 725,00**	**1 137 030,42**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**5 219 642,84**	**0,00**	**39 941,50**	**97 165,51**	**456 999,72**	**15 103,39**	**5 716 584,06**	**112 268,90**	**5 604 315,16**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	517 136,97	0,00	0,00	0,00	47 154,32	0,00	564 291,29	0,00	564 291,29	0,00
	Sous Total compte 205	**517 136,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 154,32**	**0,00**	**564 291,29**	**0,00**	**564 291,29**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**6 553 247,19**	**0,00**	**39 941,50**	**97 165,51**	**558 124,17**	**15 103,39**	**7 151 312,86**	**112 268,90**	**7 039 043,96**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 074 458,17	0,00	0,00	0,00	128 637,60	25 555,66	1 203 095,77	25 555,66	1 177 540,11	0,00
2112	Terrains de voirie	1 860 883,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 860 883,96	0,00	1 860 883,96	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	2 269 224,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 269 224,10	0,00	2 269 224,10	0,00
2115	Terrains bâtis	852 084,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	852 084,22	0,00	852 084,22	0,00
2117	Bois et forêts	89 006,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 006,54	0,00	89 006,54	0,00
2118	Autres terrains	2 223 919,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 223 919,58	0,00	2 223 919,58	0,00
	Sous Total compte 211	**8 369 576,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 637,60**	**25 555,66**	**8 498 214,17**	**25 555,66**	**8 472 658,51**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2128	Autres agencements et aménagements	1 102 086,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 102 086,10	0,00	1 102 086,10	0,00
	Sous Total compte 212	**1 102 086,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 102 086,10**	**0,00**	**1 102 086,10**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	1 371 952,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 371 952,92	0,00	1 371 952,92	0,00
21312	Bâtiments scolaires	10 525 638,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 525 638,04	0,00	10 525 638,04	0,00
21318	Autres bâtiments publics	19 035 484,98	0,00	0,00	0,00	0,00	7 768,00	19 035 484,98	7 768,00	19 027 716,98	0,00
	Sous Total compte 2131	**30 933 075,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 768,00**	**30 933 075,94**	**7 768,00**	**30 925 307,94**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	6 161 896,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 161 896,93	0,00	6 161 896,93	0,00
	Sous Total compte 2132	**6 161 896,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 161 896,93**	**0,00**	**6 161 896,93**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	737 608,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	737 608,23	0,00	737 608,23	0,00
	Sous Total compte 2135	**737 608,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**737 608,23**	**0,00**	**737 608,23**	**0,00**
2138	Autres constructions	11 365 960,67	0,00	0,00	0,00	362 105,34	2 698,71	11 728 066,01	2 698,71	11 725 367,30	0,00
	Sous Total compte 213	**49 198 541,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 105,34**	**10 466,71**	**49 560 647,11**	**10 466,71**	**49 550 180,40**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	25 934 314,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 934 314,84	0,00	25 934 314,84	0,00
2152	Installations de voirie	58 821,89	0,00	0,00	0,00	49 409,47	0,00	108 231,36	0,00	108 231,36	0,00
21533	Réseaux câblés	160 806,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 806,57	0,00	160 806,57	0,00
21534	Réseaux d'électrification	2 570 597,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 570 597,45	0,00	2 570 597,45	0,00
21538	Autres réseaux	12 839 417,29	0,00	0,00	0,00	1 248,00	0,00	12 840 665,29	0,00	12 840 665,29	0,00
	Sous Total compte 2153	**15 570 821,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 248,00**	**0,00**	**15 572 069,31**	**0,00**	**15 572 069,31**	**0,00**
21561	Matériel roulant	995 488,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	995 488,67	0,00	995 488,67	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	54 800,39	0,00	0,00	0,00	8 128,15	0,00	62 928,54	0,00	62 928,54	0,00
	Sous Total compte 2156	**1 050 289,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 128,15**	**0,00**	**1 058 417,21**	**0,00**	**1 058 417,21**	**0,00**
21572	Matériel technique scolaire	16 352,65	0,00	0,00	0,00	21 235,99	0,00	37 588,64	0,00	37 588,64	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2157	**16 352,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 235,99**	**0,00**	**37 588,64**	**0,00**	**37 588,64**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	2 764 283,04	0,00	0,00	0,00	120 573,26	10 248,00	2 884 856,30	10 248,00	2 874 608,30	0,00
	Sous Total compte 215	**45 394 882,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 594,87**	**10 248,00**	**45 595 477,66**	**10 248,00**	**45 585 229,66**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	274 928,66	0,00	4 012,00	0,00	0,00	0,00	278 940,66	0,00	278 940,66	0,00
	Sous Total compte 2161	**274 928,66**	**0,00**	**4 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 940,66**	**0,00**	**278 940,66**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	5 028,00	0,00	0,00	0,00	7 486,40	0,00	12 514,40	0,00	12 514,40	0,00
	Sous Total compte 2162	**10 028,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 486,40**	**0,00**	**17 514,40**	**0,00**	**17 514,40**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**284 956,66**	**0,00**	**4 012,00**	**0,00**	**7 486,40**	**0,00**	**296 455,06**	**0,00**	**296 455,06**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	463 132,70	0,00	0,00	0,00	51 006,50	0,00	514 139,20	0,00	514 139,20	0,00
21828	Autres matériels de transport	2 342 308,48	0,00	0,00	0,00	237 776,93	0,00	2 580 085,41	0,00	2 580 085,41	0,00
	Sous Total compte 2182	**2 342 308,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237 776,93**	**0,00**	**2 580 085,41**	**0,00**	**2 580 085,41**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	397 082,96	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	412 082,96	0,00	412 082,96	0,00
21838	Autre matériel informatique	869 644,97	0,00	0,00	0,00	64 081,13	0,00	933 726,10	0,00	933 726,10	0,00
	Sous Total compte 2183	**1 266 727,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 081,13**	**0,00**	**1 345 809,06**	**0,00**	**1 345 809,06**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	71 092,16	0,00	0,00	0,00	9 515,54	0,00	80 607,70	0,00	80 607,70	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	344 384,19	0,00	0,00	0,00	18 025,92	0,00	362 410,11	0,00	362 410,11	0,00
	Sous Total compte 2184	**415 476,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 541,46**	**0,00**	**443 017,81**	**0,00**	**443 017,81**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	18 099,97	0,00	0,00	0,00	2 974,85	0,00	21 074,82	0,00	21 074,82	0,00
2188	Autres	383 436,66	0,00	0,00	0,00	6 470,56	0,00	389 907,22	0,00	389 907,22	0,00
	Sous Total compte 218	**4 889 182,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**404 851,43**	**0,00**	**5 294 033,52**	**0,00**	**5 294 033,52**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**109 239 225,98**	**0,00**	**4 012,00**	**0,00**	**1 103 675,64**	**46 270,37**	**110 346 913,62**	**46 270,37**	**110 300 643,25**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2312	Agencements et aménagements de terrains	870 729,64	0,00	0,00	0,00	237 820,85	0,00	1 108 550,49	0,00	1 108 550,49	0,00
2313	Constructions	9 152 835,94	0,00	0,00	0,00	2 820 263,46	0,00	11 973 099,40	0,00	11 973 099,40	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	51 563 068,34	0,00	99 847,75	99 847,75	2 086 305,47	0,00	53 749 221,56	99 847,75	53 649 373,81	0,00
2316	Restauration des biens historiques et cu	9 700,72	0,00	0,00	4 012,00	7 272,00	0,00	16 972,72	4 012,00	12 960,72	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	503 065,82	0,00	0,00	0,00	395 198,82	0,00	898 264,64	0,00	898 264,64	0,00
	Sous Total compte 231	**62 099 400,46**	**0,00**	**99 847,75**	**103 859,75**	**5 546 860,60**	**0,00**	**67 746 108,81**	**103 859,75**	**67 642 249,06**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	1 156 134,81	0,00	0,00	0,00	2 123,30	193 203,99	1 158 258,11	193 203,99	965 054,12	0,00
	Sous Total compte 23	**63 255 535,27**	**0,00**	**99 847,75**	**103 859,75**	**5 548 983,90**	**193 203,99**	**68 904 366,92**	**297 063,74**	**68 607 303,18**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	4 545 723,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 545 723,46	0,00	4 545 723,46	0,00
2423	d'établissements publics de coopération	23 527 208,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 527 208,43	0,00	23 527 208,43	0,00
	Sous Total compte 242	**28 072 931,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 072 931,89**	**0,00**	**28 072 931,89**	**0,00**
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	13 383 037,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 383 037,67	0,00	13 383 037,67
	Sous Total compte 249	**0,00**	**13 383 037,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 383 037,67**	**0,00**	**13 383 037,67**
	Sous Total compte 24	**28 072 931,89**	**13 383 037,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 072 931,89**	**13 383 037,67**	**14 689 894,22**	**0,00**
261	Titres de participation	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
266	Autres formes de participation	76 224,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 224,51	0,00	76 224,51	0,00
	Sous Total compte 26	**81 224,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 224,51**	**0,00**	**81 224,51**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	7 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 996,00	0,00	7 996,00	0,00
272	Titres immobilisés (droits de créance)	5 610,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 610,12	0,00	5 610,12	0,00
2741	Prêts aux collectivités et aux groupemen	3 113 255,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 113 255,19	0,00	3 113 255,19	0,00
	Sous Total compte 274	**3 113 255,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 113 255,19**	**0,00**	**3 113 255,19**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
275	Dépôts et cautionnements versés	1 585,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 585,46	0,00	1 585,46	0,00
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	44,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,26	0,00	44,26	0,00
27633	Départements	2 816 848,32	0,00	0,00	0,00	0,00	15 565,00	2 816 848,32	15 565,00	2 801 283,32	0,00
	Sous Total compte 2763	**2 816 848,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 565,00**	**2 816 848,32**	**15 565,00**	**2 801 283,32**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,00	0,20	0,00
	Sous Total compte 276	**2 816 892,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 565,00**	**2 816 892,78**	**15 565,00**	**2 801 327,78**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**5 945 339,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 565,00**	**5 945 339,55**	**15 565,00**	**5 929 774,55**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	113 989,14	0,00	0,00	0,00	2 185,02	0,00	116 174,16	0,00	116 174,16
28031	Frais d'études	0,00	27 791,90	0,00	0,00	0,00	14 727,72	0,00	42 519,62	0,00	42 519,62
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**27 791,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 727,72**	**0,00**	**42 519,62**	**0,00**	**42 519,62**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	577,77	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 577,77	0,00	8 577,77
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**577,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**8 577,77**	**0,00**	**8 577,77**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**577,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**8 577,77**	**0,00**	**8 577,77**
28041511	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 466,61	0,00	9 466,61	0,00	9 466,61
28041512	Bâtiments et installations	0,00	125 603,60	0,00	0,00	0,00	14 584,82	0,00	140 188,42	0,00	140 188,42
	Sous Total compte 2804151	**0,00**	**125 603,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 051,43**	**0,00**	**149 655,03**	**0,00**	**149 655,03**
280415321	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	14 685,91	0,00	0,00	0,00	13 210,00	0,00	27 895,91	0,00	27 895,91
280415322	Bâtiments et installations	0,00	18 667,94	20 000,00	0,00	0,00	1 332,06	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 28041532	**0,00**	**33 353,85**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 542,06**	**20 000,00**	**47 895,91**	**0,00**	**27 895,91**
	Sous Total compte 2804153	**0,00**	**33 353,85**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 542,06**	**20 000,00**	**47 895,91**	**0,00**	**27 895,91**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	5 233,84	6 542,32	0,00	0,00	1 308,48	6 542,32	6 542,32	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041582	Bâtiments et installations	0,00	782 623,41	18 577,69	0,00	0,00	242 272,14	18 577,69	1 024 895,55	0,00	1 006 317,86
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	1 517,82	0,00	0,00	0,00	252,97	0,00	1 770,79	0,00	1 770,79
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**789 375,07**	**25 120,01**	**0,00**	**0,00**	**243 833,59**	**25 120,01**	**1 033 208,66**	**0,00**	**1 008 088,65**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**948 332,52**	**45 120,01**	**0,00**	**0,00**	**282 427,08**	**45 120,01**	**1 230 759,60**	**0,00**	**1 185 639,59**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**948 910,29**	**45 120,01**	**0,00**	**0,00**	**290 427,08**	**45 120,01**	**1 239 337,37**	**0,00**	**1 194 217,36**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	9 765,00	0,00	0,00	0,00	2 904,42	0,00	12 669,42	0,00	12 669,42
280422	Bâtiments et installations	0,00	120 445,22	12 104,00	0,00	0,00	53 677,96	12 104,00	174 123,18	0,00	162 019,18
280423	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	37 490,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 490,92	0,00	37 490,92
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**167 701,14**	**12 104,00**	**0,00**	**0,00**	**56 582,38**	**12 104,00**	**224 283,52**	**0,00**	**212 179,52**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**1 116 611,43**	**57 224,01**	**0,00**	**0,00**	**347 009,46**	**57 224,01**	**1 463 620,89**	**0,00**	**1 406 396,88**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	285 385,10	0,00	0,00	0,00	51 697,94	0,00	337 083,04	0,00	337 083,04
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 543 777,57**	**57 224,01**	**0,00**	**0,00**	**415 620,14**	**57 224,01**	**1 959 397,71**	**0,00**	**1 902 173,70**
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 577,42	0,00	8 577,42	0,00	8 577,42
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 577,42**	**0,00**	**8 577,42**	**0,00**	**8 577,42**
28151	Réseaux de voirie	0,00	1 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110,00	0,00	1 110,00
28152	Installations de voirie	0,00	2 106,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 106,95	0,00	2 106,95
281538	Autres réseaux	0,00	7 513 912,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 513 912,34	0,00	7 513 912,34
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**7 513 912,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 513 912,34**	**0,00**	**7 513 912,34**
281561	Matériel roulant	0,00	352 410,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 410,90	0,00	352 410,90
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	2 418,75	0,00	0,00	0,00	4 278,25	0,00	6 697,00	0,00	6 697,00
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**354 829,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 278,25**	**0,00**	**359 107,90**	**0,00**	**359 107,90**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281572	Matériel technique scolaire	0,00	1 913,39	0,00	0,00	0,00	4 005,09	0,00	5 918,48	0,00	5 918,48
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**1 913,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 005,09**	**0,00**	**5 918,48**	**0,00**	**5 918,48**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	1 528 945,06	0,00	0,00	0,00	202 856,38	0,00	1 731 801,44	0,00	1 731 801,44
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**9 402 817,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**211 139,72**	**0,00**	**9 613 957,11**	**0,00**	**9 613 957,11**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	32 571,65	0,00	0,00	0,00	14 094,18	0,00	46 665,83	0,00	46 665,83
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 025 531,75	0,00	0,00	0,00	208 021,93	0,00	1 233 553,68	0,00	1 233 553,68
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 025 531,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 021,93**	**0,00**	**1 233 553,68**	**0,00**	**1 233 553,68**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	221 230,00	0,00	0,00	0,00	46 107,49	0,00	267 337,49	0,00	267 337,49
281838	Autre matériel informatique	0,00	475 839,73	0,00	0,00	0,00	97 563,32	0,00	573 403,05	0,00	573 403,05
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**697 069,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 670,81**	**0,00**	**840 740,54**	**0,00**	**840 740,54**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	25 298,81	0,00	0,00	0,00	3 502,93	0,00	28 801,74	0,00	28 801,74
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	181 640,52	0,00	0,00	0,00	27 305,18	0,00	208 945,70	0,00	208 945,70
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**206 939,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 808,11**	**0,00**	**237 747,44**	**0,00**	**237 747,44**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	2 630,57	0,00	0,00	0,00	4 141,03	0,00	6 771,60	0,00	6 771,60
28188	Autres	0,00	207 078,77	0,00	0,00	0,00	21 372,35	0,00	228 451,12	0,00	228 451,12
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**2 171 821,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**422 108,41**	**0,00**	**2 593 930,21**	**0,00**	**2 593 930,21**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**11 574 639,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**641 825,55**	**0,00**	**12 216 464,74**	**0,00**	**12 216 464,74**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**13 118 416,76**	**57 224,01**	**0,00**	**0,00**	**1 057 445,69**	**57 224,01**	**14 175 862,45**	**0,00**	**14 118 638,44**
	Total classe 2	**213 147 504,39**	**26 501 454,43**	**201 025,26**	**201 025,26**	**7 210 783,71**	**1 327 588,44**	**220 559 313,36**	**28 030 068,13**	**220 030 921,34**	**27 501 676,11**
4011	Fournisseurs	0,00	655 518,81	4 326 093,80	4 015 498,09	0,00	0,00	4 326 093,80	4 671 016,90	0,00	344 923,10
	Sous Total compte 401	**0,00**	**655 518,81**	**4 326 093,80**	**4 015 498,09**	**0,00**	**0,00**	**4 326 093,80**	**4 671 016,90**	**0,00**	**344 923,10**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	2 067,50	6 642 766,45	6 721 704,68	0,00	0,00	6 642 766,45	6 723 772,18	0,00	81 005,73

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	114 527,36	61 745,57	62 478,68	0,00	0,00	61 745,57	177 006,04	0,00	115 260,47
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	98 031,40	152 642,29	0,00	0,00	98 031,40	152 642,29	0,00	54 610,89
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**114 527,36**	**159 776,97**	**215 120,97**	**0,00**	**0,00**	**159 776,97**	**329 648,33**	**0,00**	**169 871,36**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**116 594,86**	**6 802 543,42**	**6 936 825,65**	**0,00**	**0,00**	**6 802 543,42**	**7 053 420,51**	**0,00**	**250 877,09**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	626 863,27	626 863,27	570 809,42	0,00	0,00	626 863,27	1 197 672,69	0,00	570 809,42
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 398 976,94**	**11 755 500,49**	**11 523 133,16**	**0,00**	**0,00**	**11 755 500,49**	**12 922 110,10**	**0,00**	**1 166 609,61**
411	Redevables	234 392,37	0,00	273 919,89	362 793,82	0,00	0,00	508 312,26	362 793,82	145 518,44	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	98 635,90	0,00	315 843,20	340 423,57	0,00	0,00	414 479,10	340 423,57	74 055,53	0,00
4161	Créances douteuses	149 658,76	0,00	81 283,67	60 465,23	0,00	0,00	230 942,43	60 465,23	170 477,20	0,00
	Sous Total compte 416	**149 658,76**	**0,00**	**81 283,67**	**60 465,23**	**0,00**	**0,00**	**230 942,43**	**60 465,23**	**170 477,20**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**482 687,03**	**0,00**	**671 046,76**	**763 682,62**	**0,00**	**0,00**	**1 153 733,79**	**763 682,62**	**390 051,17**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	9 311 757,60	9 311 757,60	0,00	0,00	9 311 757,60	9 311 757,60	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	9 161,58	9 161,58	0,00	0,00	9 161,58	9 161,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**9 320 919,18**	**9 320 919,18**	**0,00**	**0,00**	**9 320 919,18**	**9 320 919,18**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	380 210,47	380 210,47	0,00	0,00	380 210,47	380 210,47	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	2 649 094,18	2 649 094,18	0,00	0,00	2 649 094,18	2 649 094,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**3 029 304,65**	**3 029 304,65**	**0,00**	**0,00**	**3 029 304,65**	**3 029 304,65**	**0,00**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	6 342,00	0,00	0,00	5 312,00	0,00	0,00	6 342,00	5 312,00	1 030,00	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	284,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284,08	0,00	284,08	0,00
441918	Autres	435,26	0,00	-435,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 44191	**435,26**	**0,00**	**-435,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4419	**435,26**	**0,00**	**-435,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 441	**7 061,34**	**0,00**	**-435,26**	**5 312,00**	**0,00**	**0,00**	**6 626,08**	**5 312,00**	**1 314,08**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	185 737,24	185 737,24	0,00	0,00	185 737,24	185 737,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**185 737,24**	**185 737,24**	**0,00**	**0,00**	**185 737,24**	**185 737,24**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	24 548,37	24 548,37	0,00	0,00	24 548,37	24 548,37	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	27 212,70	0,00	126 369,52	153 582,22	0,00	0,00	153 582,22	153 582,22	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**27 212,70**	**0,00**	**150 917,89**	**178 130,59**	**0,00**	**0,00**	**178 130,59**	**178 130,59**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00
44342	Recettes - Amiable	9 435,15	0,00	8 482,39	9 435,15	0,00	0,00	17 917,54	9 435,15	8 482,39	0,00
44346	Recettes - Contentieux	4 319,52	0,00	638,93	0,00	0,00	0,00	4 958,45	0,00	4 958,45	0,00
	Sous Total compte 4434	**13 754,67**	**0,00**	**9 321,32**	**9 635,15**	**0,00**	**0,00**	**23 075,99**	**9 635,15**	**13 440,84**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	486 199,45	1 802 550,11	1 329 038,55	0,00	0,00	1 802 550,11	1 815 238,00	0,00	12 687,89
44352	Recettes - Amiable	716 152,29	0,00	2 106 166,48	2 647 843,25	0,00	0,00	2 822 318,77	2 647 843,25	174 475,52	0,00
44356	Recettes - Contentieux	3 967,56	0,00	27 469,65	28 889,77	0,00	0,00	31 437,21	28 889,77	2 547,44	0,00
	Sous Total compte 4435	**720 119,85**	**486 199,45**	**3 936 186,24**	**4 005 771,57**	**0,00**	**0,00**	**4 656 306,09**	**4 491 971,02**	**164 335,07**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	6 512,58	6 512,58	0,00	0,00	0,00	6 512,58	6 512,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**6 512,58**	**6 512,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 512,58**	**6 512,58**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	1 128 148,53	1 241 465,53	0,00	0,00	1 128 148,53	1 241 465,53	0,00	113 317,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**1 128 148,53**	**1 241 465,53**	**0,00**	**0,00**	**1 128 148,53**	**1 241 465,53**	**0,00**	**113 317,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	153 420,25	153 420,25	0,00	0,00	153 420,25	153 420,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**153 420,25**	**153 420,25**	**0,00**	**0,00**	**153 420,25**	**153 420,25**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**761 087,22**	**492 712,03**	**5 384 506,81**	**5 588 423,09**	**0,00**	**0,00**	**6 145 594,03**	**6 081 135,12**	**64 458,91**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	2 421,00	9 970,00	10 977,00	0,00	0,00	9 970,00	13 398,00	0,00	3 428,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**2 421,00**	**9 970,00**	**10 977,00**	**0,00**	**0,00**	**9 970,00**	**13 398,00**	**0,00**	**3 428,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	34,00	2 020,43	0,00	0,00	34,00	2 020,43	0,00	1 986,43
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	0,00	0,00	1 986,00	0,00	0,00	0,00	1 986,00	0,00	1 986,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**0,00**	**0,00**	**2 020,00**	**2 020,43**	**0,00**	**0,00**	**2 020,00**	**2 020,43**	**0,00**	**0,43**
44571	T.V.A. collectée	0,00	6 787,68	8 295,73	10 935,30	0,00	0,00	8 295,73	17 722,98	0,00	9 427,25
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**6 787,68**	**8 295,73**	**10 935,30**	**0,00**	**0,00**	**8 295,73**	**17 722,98**	**0,00**	**9 427,25**
44581	Acomptes - régime simplifié d'imposition	3 416,00	0,00	6 902,00	2 662,00	0,00	0,00	10 318,00	2 662,00	7 656,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**3 416,00**	**0,00**	**6 902,00**	**2 662,00**	**0,00**	**0,00**	**10 318,00**	**2 662,00**	**7 656,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**3 416,00**	**9 208,68**	**27 187,73**	**26 594,73**	**0,00**	**0,00**	**30 603,73**	**35 803,41**	**0,00**	**5 199,68**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	1 699,00	178 201,48	176 784,51	0,00	0,00	178 201,48	178 483,51	0,00	282,03
4487	Produits à recevoir	2 406,92	0,00	17 284,93	2 406,92	0,00	0,00	19 691,85	2 406,92	17 284,93	0,00
	Sous Total compte 448	**2 406,92**	**0,00**	**17 284,93**	**2 406,92**	**0,00**	**0,00**	**19 691,85**	**2 406,92**	**17 284,93**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**773 971,48**	**503 619,71**	**5 792 482,93**	**5 985 258,49**	**0,00**	**0,00**	**6 566 454,41**	**6 488 878,20**	**77 576,21**	**0,00**
4541101	Dépenses	393 677,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 677,61	0,00	393 677,61	0,00
	Sous Total compte 45411	**393 677,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 677,61**	**0,00**	**393 677,61**	**0,00**
45412	Recettes	0,00	408 702,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 702,60	0,00	408 702,60
	Sous Total compte 4541	**393 677,61**	**408 702,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 677,61**	**408 702,60**	**0,00**	**15 024,99**
	Sous Total compte 454	**393 677,61**	**408 702,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 677,61**	**408 702,60**	**0,00**	**15 024,99**
458104	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	8 482,39	8 482,39	0,00	8 482,39	8 482,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 4581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 482,39**	**8 482,39**	**0,00**	**8 482,39**	**8 482,39**	**0,00**	**0,00**
458204	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	8 482,39	0,00	0,00	8 482,39	8 482,39	8 482,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**0,00**	**8 482,39**	**0,00**	**0,00**	**8 482,39**	**8 482,39**	**8 482,39**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 458	**0,00**	**0,00**	**8 482,39**	**8 482,39**	**8 482,39**	**8 482,39**	**16 964,78**	**16 964,78**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**393 677,61**	**408 702,60**	**8 482,39**	**8 482,39**	**8 482,39**	**8 482,39**	**410 642,39**	**425 667,38**	**0,00**	**15 024,99**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	12 988,16	0,00	208 144,00	221 131,16	0,00	0,00	221 132,16	221 131,16	1,00	0,00
4626	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	12 987,16	7 000,00	0,00	0,00	12 987,16	7 000,00	5 987,16	0,00
	Sous Total compte 462	**12 988,16**	**0,00**	**221 131,16**	**228 131,16**	**0,00**	**0,00**	**234 119,32**	**228 131,16**	**5 988,16**	**0,00**
4632	Intérêts à payer	0,00	0,00	10 968,60	10 968,60	0,00	0,00	10 968,60	10 968,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 463	**0,00**	**0,00**	**10 968,60**	**10 968,60**	**0,00**	**0,00**	**10 968,60**	**10 968,60**	**0,00**	**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser	0,00	433,31	2 500,00	3 096,69	0,00	0,00	2 500,00	3 530,00	0,00	1 030,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**433,31**	**2 500,00**	**3 096,69**	**0,00**	**0,00**	**2 500,00**	**3 530,00**	**0,00**	**1 030,00**
466	Excédents de versement	0,00	9 191,16	11 456,03	11 355,33	0,00	0,00	11 456,03	20 546,49	0,00	9 090,46
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	13 421,10	2 663 588,98	2 650 560,24	0,00	0,00	2 663 588,98	2 663 981,34	0,00	392,36
46717	Autres comptes créditeurs - Cessions, op	0,00	0,00	93 023,82	93 023,82	0,00	0,00	93 023,82	93 023,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**13 421,10**	**2 756 612,80**	**2 743 584,06**	**0,00**	**0,00**	**2 756 612,80**	**2 757 005,16**	**0,00**	**392,36**
46721	Débiteurs divers - Amiable	76 354,55	0,00	1 321 832,51	1 373 193,98	0,00	0,00	1 398 187,06	1 373 193,98	24 993,08	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	381 195,29	0,00	20 166,72	59 110,69	0,00	0,00	401 362,01	59 110,69	342 251,32	0,00
	Sous Total compte 4672	**457 549,84**	**0,00**	**1 341 999,23**	**1 432 304,67**	**0,00**	**0,00**	**1 799 549,07**	**1 432 304,67**	**367 244,40**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	44 551,80	0,00	1 449,60	26 389,25	0,00	0,00	46 001,40	26 389,25	19 612,15	0,00
	Sous Total compte 4675	**44 551,80**	**0,00**	**1 449,60**	**26 389,25**	**0,00**	**0,00**	**46 001,40**	**26 389,25**	**19 612,15**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**502 101,64**	**13 421,10**	**4 100 061,63**	**4 202 277,98**	**0,00**	**0,00**	**4 602 163,27**	**4 215 699,08**	**386 464,19**	**0,00**
4687	Produits à recevoir	4 027,47	0,00	33 926,18	4 027,47	0,00	0,00	37 953,65	4 027,47	33 926,18	0,00
	Sous Total compte 468	**4 027,47**	**0,00**	**33 926,18**	**4 027,47**	**0,00**	**0,00**	**37 953,65**	**4 027,47**	**33 926,18**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**519 117,27**	**23 045,57**	**4 380 043,60**	**4 459 857,23**	**0,00**	**0,00**	**4 899 160,87**	**4 482 902,80**	**416 258,07**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	56 772,74	405 224,72	307 103,66	0,00	0,00	405 224,72	363 876,40	41 348,32	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4712	Virements réimputés	0,00	484,09	59 957,87	59 475,47	0,00	0,00	59 957,87	59 959,56	0,00	1,69
47131	Versements sur contributions directes	29 491,00	0,00	10 351 529,00	10 381 020,00	0,00	0,00	10 381 020,00	10 381 020,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	3 556 133,00	3 556 133,00	0,00	0,00	3 556 133,00	3 556 133,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	4 999 300,00	4 999 300,00	0,00	0,00	4 999 300,00	4 999 300,00	0,00	0,00
47134	Subventions	7 215,00	0,00	0,00	8 321,00	0,00	0,00	7 215,00	8 321,00	0,00	1 106,00
47138	Autres	0,00	221 567,51	10 775 271,73	10 863 601,22	0,00	0,00	10 775 271,73	11 085 168,73	0,00	309 897,00
	Sous Total compte 4713	**36 706,00**	**221 567,51**	**29 682 233,73**	**29 808 375,22**	**0,00**	**0,00**	**29 718 939,73**	**30 029 942,73**	**0,00**	**311 003,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	2 098,60	1 461,18	4 638,45	0,00	0,00	1 461,18	6 737,05	0,00	5 275,87
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	86 646,48	179 259,63	120 383,64	0,00	0,00	179 259,63	207 030,12	0,00	27 770,49
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**88 745,08**	**180 720,81**	**125 022,09**	**0,00**	**0,00**	**180 720,81**	**213 767,17**	**0,00**	**33 046,36**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	267,43	267,43	0,00	0,00	267,43	267,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**88 745,08**	**180 988,24**	**125 289,52**	**0,00**	**0,00**	**180 988,24**	**214 034,60**	**0,00**	**33 046,36**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	99 586,50	339 839,10	246 667,30	0,00	0,00	339 839,10	346 253,80	0,00	6 414,70
	Sous Total compte 471	**36 706,00**	**467 155,92**	**30 668 243,66**	**30 546 911,17**	**0,00**	**0,00**	**30 704 949,66**	**31 014 067,09**	**0,00**	**309 117,43**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	1 559 869,43	1 524 655,31	0,00	0,00	1 559 869,43	1 524 655,31	35 214,12	0,00
47218	Autres dépenses	137,82	0,00	467 665,86	467 665,86	0,00	0,00	467 803,68	467 665,86	137,82	0,00
	Sous Total compte 4721	**137,82**	**0,00**	**2 027 535,29**	**1 992 321,17**	**0,00**	**0,00**	**2 027 673,11**	**1 992 321,17**	**35 351,94**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	19,71	0,00	167,28	167,28	0,00	0,00	186,99	167,28	19,71	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	1 325,52	0,00	286 879,64	286 387,64	0,00	0,00	288 205,16	286 387,64	1 817,52	0,00
	Sous Total compte 472	**1 483,05**	**0,00**	**2 314 582,21**	**2 278 876,09**	**0,00**	**0,00**	**2 316 065,26**	**2 278 876,09**	**37 189,17**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	10,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,98	0,00	10,98	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4757	Produits sur rôle	0,00	55,36	44,38	0,00	0,00	0,00	44,38	55,36	0,00	10,98
4758	TVA sur rôle	0,00	2,44	2,44	0,00	0,00	0,00	2,44	2,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**10,98**	**57,80**	**46,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57,80**	**57,80**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,11	1,82	0,57	0,00	0,00	1,82	0,68	1,14	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,11**	**1,82**	**0,57**	**0,00**	**0,00**	**1,82**	**0,68**	**1,14**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**38 200,03**	**467 213,83**	**32 982 874,51**	**32 825 787,83**	**0,00**	**0,00**	**33 021 074,54**	**33 293 001,66**	**0,00**	**271 927,12**
4816	Frais d'émission des emprunts	1 750,21	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,21	1 750,21	1 750,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 481	**1 750,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750,21**	**1 750,21**	**1 750,21**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 48	**1 750,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750,21**	**1 750,21**	**1 750,21**	**0,00**	**0,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	31 154,68	31 154,68	32 504,40	0,00	0,00	31 154,68	63 659,08	0,00	32 504,40
	Sous Total compte 491	**0,00**	**31 154,68**	**31 154,68**	**32 504,40**	**0,00**	**0,00**	**31 154,68**	**63 659,08**	**0,00**	**32 504,40**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**31 154,68**	**31 154,68**	**32 504,40**	**0,00**	**0,00**	**31 154,68**	**63 659,08**	**0,00**	**32 504,40**
	Total classe 4	**2 209 403,63**	**2 832 713,33**	**67 971 809,19**	**67 948 929,95**	**8 482,39**	**10 232,60**	**70 189 695,21**	**70 791 875,88**	**1 507 754,09**	**2 109 934,76**
51172	Chèques impayés	246,00	0,00	196,00	196,00	0,00	0,00	442,00	196,00	246,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,57	0,00	14,60	14,60	0,00	0,00	15,17	14,60	0,57	0,00
	Sous Total compte 5117	**246,57**	**0,00**	**210,60**	**210,60**	**0,00**	**0,00**	**457,17**	**210,60**	**246,57**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	1 368,97	4 281,91	2 046,77	0,00	0,00	4 281,91	3 415,74	866,17	0,00
	Sous Total compte 511	**246,57**	**1 368,97**	**4 492,51**	**2 257,37**	**0,00**	**0,00**	**4 739,08**	**3 626,34**	**1 112,74**	**0,00**
515	Compte au Trésor	1 776 449,76	0,00	31 466 965,47	31 021 220,39	0,00	0,00	33 243 415,23	31 021 220,39	2 222 194,84	0,00
	Sous Total compte 51	**1 776 696,33**	**1 368,97**	**31 471 457,98**	**31 023 477,76**	**0,00**	**0,00**	**33 248 154,31**	**31 024 846,73**	**2 223 307,58**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	1 000,00	0,00	110,26	110,26	0,00	0,00	1 110,26	110,26	1 000,00	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 240,00	0,00	400,00	200,00	0,00	0,00	1 640,00	200,00	1 440,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 541	**2 240,00**	**0,00**	**510,26**	**310,26**	**0,00**	**0,00**	**2 750,26**	**310,26**	**2 440,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**2 240,00**	**0,00**	**510,26**	**310,26**	**0,00**	**0,00**	**2 750,26**	**310,26**	**2 440,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 478 703,85	1 478 703,85	0,00	0,00	1 478 703,85	1 478 703,85	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	1 062,00	67 038,60	65 714,88	0,00	0,00	67 038,60	66 776,88	261,72	0,00
588	Autres virements internes	1 206 414,14	0,00	46,82	46,82	0,00	0,00	1 206 460,96	46,82	1 206 414,14	0,00
	Sous Total compte 58	**1 206 414,14**	**1 062,00**	**1 545 789,27**	**1 544 465,55**	**0,00**	**0,00**	**2 752 203,41**	**1 545 527,55**	**1 206 675,86**	**0,00**
	Total classe 5	**2 985 350,47**	**2 430,97**	**33 017 757,51**	**32 568 253,57**	**0,00**	**0,00**	**36 003 107,98**	**32 570 684,54**	**3 432 423,44**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	470 234,80	53 258,80	470 234,80	53 258,80	416 976,00	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 234,80**	**53 258,80**	**470 234,80**	**53 258,80**	**416 976,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	119 321,67	0,00	119 321,67	0,00	119 321,67	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 266 926,15	275 599,23	1 266 926,15	275 599,23	991 326,92	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 247,82**	**275 599,23**	**1 386 247,82**	**275 599,23**	**1 110 648,59**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 571,90	0,00	2 571,90	0,00	2 571,90	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	113 237,33	108,28	113 237,33	108,28	113 129,05	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	6 944,48	256,00	6 944,48	256,00	6 688,48	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	10 379,43	0,00	10 379,43	0,00	10 379,43	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 133,14**	**364,28**	**133 133,14**	**364,28**	**132 768,86**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	52 088,65	939,04	52 088,65	939,04	51 149,61	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	215 661,20	19 324,16	215 661,20	19 324,16	196 337,04	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	72 200,04	3 558,30	72 200,04	3 558,30	68 641,74	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	40 792,53	5 126,16	40 792,53	5 126,16	35 666,37	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**380 742,42**	**28 947,66**	**380 742,42**	**28 947,66**	**351 794,76**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	13 783,53	1 631,29	13 783,53	1 631,29	12 152,24	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275,00	0,00	1 275,00	0,00	1 275,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	57 827,75	2 789,82	57 827,75	2 789,82	55 037,93	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	132 899,61	4 881,11	132 899,61	4 881,11	128 018,50	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 105 909,27**	**314 213,39**	**2 105 909,27**	**314 213,39**	**1 791 695,88**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 576 144,07**	**367 472,19**	**2 576 144,07**	**367 472,19**	**2 208 671,88**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	619 745,61	72 879,67	619 745,61	72 879,67	546 865,94	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	51 909,64	2 110,33	51 909,64	2 110,33	49 799,31	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	38 225,57	1 002,24	38 225,57	1 002,24	37 223,33	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	143 355,86	58 224,25	143 355,86	58 224,25	85 131,61	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 581,43**	**59 226,49**	**181 581,43**	**59 226,49**	**122 354,94**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**233 491,07**	**61 336,82**	**233 491,07**	**61 336,82**	**172 154,25**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	42 128,34	0,00	42 128,34	0,00	42 128,34	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	26 549,54	3 035,79	26 549,54	3 035,79	23 513,75	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	577,98	577,98	577,98	577,98	0,00	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 127,52**	**3 613,77**	**27 127,52**	**3 613,77**	**23 513,75**	**0,00**
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	174 785,20	77 726,63	174 785,20	77 726,63	97 058,57	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 785,20**	**77 726,63**	**174 785,20**	**77 726,63**	**97 058,57**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**201 912,72**	**81 340,40**	**201 912,72**	**81 340,40**	**120 572,32**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	55 176,78	14 976,35	55 176,78	14 976,35	40 200,43	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 548,20	112,92	10 548,20	112,92	10 435,28	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 724,98**	**15 089,27**	**65 724,98**	**15 089,27**	**50 635,71**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	154 455,43	29 039,49	154 455,43	29 039,49	125 415,94	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**422 093,13**	**125 469,16**	**422 093,13**	**125 469,16**	**296 623,97**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	66 822,12	0,00	66 822,12	0,00	66 822,12	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	62 177,40	0,00	62 177,40	0,00	62 177,40	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 999,52**	**0,00**	**128 999,52**	**0,00**	**128 999,52**	**0,00**
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	10 338,56	99,90	10 338,56	99,90	10 238,66	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	56 535,58	12 055,00	56 535,58	12 055,00	44 480,58	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00	5 600,00	5 600,00	5 600,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 474,14**	**17 754,90**	**72 474,14**	**17 754,90**	**54 719,24**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 518 931,81**	**277 440,55**	**1 518 931,81**	**277 440,55**	**1 241 491,26**	**0,00**
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	0,00	0,00	0,00	0,00	1 199 767,33	0,00	1 199 767,33	0,00	1 199 767,33	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 199 767,33**	**0,00**	**1 199 767,33**	**0,00**	**1 199 767,33**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	42 119,81	10 120,00	42 119,81	10 120,00	31 999,81	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 119,81**	**10 120,00**	**42 119,81**	**10 120,00**	**31 999,81**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	28 266,69	5 531,79	28 266,69	5 531,79	22 734,90	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	124 622,91	16 322,95	124 622,91	16 322,95	108 299,96	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 009,41**	**31 974,74**	**195 009,41**	**31 974,74**	**163 034,67**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	15 021,50	4 672,00	15 021,50	4 672,00	10 349,50	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	36 826,40	8 142,90	36 826,40	8 142,90	28 683,50	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	206,94	0,00	206,94	0,00	206,94	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	35 980,65	6 950,40	35 980,65	6 950,40	29 030,25	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 263,60	2 750,00	3 263,60	2 750,00	513,60	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 299,09**	**22 515,30**	**91 299,09**	**22 515,30**	**68 783,79**	**0,00**
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	53 676,00	12 959,14	53 676,00	12 959,14	40 716,86	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 676,00**	**12 959,14**	**53 676,00**	**12 959,14**	**40 716,86**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	10 632,90	0,00	10 632,90	0,00	10 632,90	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 632,90**	**0,00**	**10 632,90**	**0,00**	**10 632,90**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	36 173,42	0,00	36 173,42	0,00	36 173,42	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 173,42**	**0,00**	**55 173,42**	**0,00**	**55 173,42**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 871,87	0,00	3 871,87	0,00	3 871,87	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 592,06	0,00	7 592,06	0,00	7 592,06	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	2 313,70	0,00	2 313,70	0,00	2 313,70	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	0,00	2 750,00	0,00	2 750,00	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 358,00	0,00	3 358,00	0,00	3 358,00	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 358,00**	**0,00**	**3 358,00**	**0,00**	**3 358,00**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	70 611,57	3 826,09	70 611,57	3 826,09	66 785,48	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 625,33**	**3 826,09**	**86 625,33**	**3 826,09**	**82 799,24**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 055,35**	**71 275,27**	**1 696 055,35**	**71 275,27**	**1 624 780,08**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	38 993,48	0,00	38 993,48	0,00	38 993,48	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	35 449,12	0,00	35 449,12	0,00	35 449,12	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	130 306,48	0,00	130 306,48	0,00	130 306,48	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 749,08**	**0,00**	**204 749,08**	**0,00**	**204 749,08**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	153 786,00	0,00	153 786,00	0,00	153 786,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**	**153 786,00**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	3 609,38	0,00	3 609,38	0,00	3 609,38	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 144,46**	**0,00**	**362 144,46**	**0,00**	**362 144,46**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	5 831 808,12	0,00	5 831 808,12	0,00	5 831 808,12	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	66 440,46	0,00	66 440,46	0,00	66 440,46	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	68 686,98	0,00	68 686,98	0,00	68 686,98	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 629 015,79	0,00	1 629 015,79	0,00	1 629 015,79	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 595 951,35**	**0,00**	**7 595 951,35**	**0,00**	**7 595 951,35**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 721,24	0,00	1 270 721,24	0,00	1 270 721,24	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	21 282,70	0,00	21 282,70	0,00	21 282,70	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	500,43	0,00	500,43	0,00	500,43	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 292 504,37**	**0,00**	**1 292 504,37**	**0,00**	**1 292 504,37**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	23 107,72	0,00	23 107,72	0,00	23 107,72	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 965,89	0,00	300 965,89	0,00	300 965,89
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 911 563,44**	**300 965,89**	**8 911 563,44**	**300 965,89**	**8 610 597,55**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 243 238,86	0,00	1 243 238,86	0,00	1 243 238,86	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	2 059 539,24	0,00	2 059 539,24	0,00	2 059 539,24	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	50 903,56	0,00	50 903,56	0,00	50 903,56	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	360 664,00	0,00	360 664,00	0,00	360 664,00	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	11 376,00	5 688,00	11 376,00	5 688,00	5 688,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 725 721,66**	**5 688,00**	**3 725 721,66**	**5 688,00**	**3 720 033,66**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	36 263,05	0,00	36 263,05	0,00	36 263,05	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 263,05**	**0,00**	**36 263,05**	**0,00**	**36 263,05**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	34 530,28	0,00	34 530,28	0,00	34 530,28	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 793,33**	**0,00**	**70 793,33**	**0,00**	**70 793,33**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561,16	0,00	1 561,16	0,00	1 561,16	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 561,16**	**0,00**	**1 561,16**	**0,00**	**1 561,16**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 709 639,59**	**306 653,89**	**12 709 639,59**	**306 653,89**	**12 402 985,70**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	153 038,80	0,00	153 038,80	0,00	153 038,80	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	34,90	0,00	34,90	0,00	34,90	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	9 304,91	0,00	9 304,91	0,00	9 304,91	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	319,44	0,00	319,44	0,00	319,44	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195,39	0,00	1 195,39	0,00	1 195,39	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**	**163 893,44**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	10 123,80	0,00	10 123,80	0,00	10 123,80	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 123,80**	**0,00**	**10 123,80**	**0,00**	**10 123,80**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	225 943,01	0,00	225 943,01	0,00	225 943,01	0,00
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 066,81**	**0,00**	**236 066,81**	**0,00**	**236 066,81**	**0,00**
657358	Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	5 375,38	0,00	5 375,38	0,00	5 375,38	0,00
	Sous Total compte 65735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 375,38**	**0,00**	**5 375,38**	**0,00**	**5 375,38**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 237 500,00	0,00	1 237 500,00	0,00	1 237 500,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 237 500,00**	**0,00**	**1 237 500,00**	**0,00**	**1 237 500,00**	**0,00**
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	51 100,00	0,00	51 100,00	0,00	51 100,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 100,00**	**0,00**	**51 100,00**	**0,00**	**51 100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293 975,38**	**0,00**	**1 293 975,38**	**0,00**	**1 293 975,38**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 336,02	48 484,51	1 174 336,02	48 484,51	1 125 851,51	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 174 336,02**	**48 484,51**	**1 174 336,02**	**48 484,51**	**1 125 851,51**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 468 311,40**	**48 484,51**	**2 468 311,40**	**48 484,51**	**2 419 826,89**	**0,00**
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	7 959,88	1 953,00	7 959,88	1 953,00	6 006,88	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 959,88**	**1 953,00**	**7 959,88**	**1 953,00**	**6 006,88**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 959,88**	**1 953,00**	**7 959,88**	**1 953,00**	**6 006,88**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 876 231,53**	**50 437,51**	**2 876 231,53**	**50 437,51**	**2 825 794,02**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	455 850,89	0,00	455 850,89	0,00	455 850,89	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	256 106,28	258 320,30	256 106,28	258 320,30	0,00	2 214,02
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711 957,17**	**258 320,30**	**711 957,17**	**258 320,30**	**453 636,87**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711 957,17**	**258 320,30**	**711 957,17**	**258 320,30**	**453 636,87**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711 957,17**	**258 320,30**	**711 957,17**	**258 320,30**	**453 636,87**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	8 829,94	0,00	8 829,94	0,00	8 829,94	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	46 270,37	0,00	46 270,37	0,00	46 270,37	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	169 377,63	0,00	169 377,63	0,00	169 377,63	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 377,63**	**0,00**	**169 377,63**	**0,00**	**169 377,63**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 477,94**	**0,00**	**224 477,94**	**0,00**	**224 477,94**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 057 445,69	0,00	1 057 445,69	0,00	1 057 445,69	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
68126	Dotations aux amortissements des frais d	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,21	0,00	1 750,21	0,00	1 750,21	0,00
	Sous Total compte 6812	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750,21**	**0,00**	**1 750,21**	**0,00**	**1 750,21**	**0,00**
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	32 504,40	0,00	32 504,40	0,00	32 504,40	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**	**1 091 700,30**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 767 282,22**	**1 331 599,71**	**23 767 282,22**	**1 331 599,71**	**22 738 862,42**	**303 179,91**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 548,51	0,00	41 548,51	0,00	41 548,51
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694,00	0,00	694,00	0,00	694,00
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 242,51**	**0,00**	**42 242,51**	**0,00**	**42 242,51**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	14 434,18	163 151,43	14 434,18	163 151,43	0,00	148 717,25
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 434,18**	**163 151,43**	**14 434,18**	**163 151,43**	**0,00**	**148 717,25**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 434,18**	**205 393,94**	**14 434,18**	**205 393,94**	**0,00**	**190 959,76**
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	5 096,50	29 560,00	5 096,50	29 560,00	0,00	24 463,50
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 192,00	0,00	40 192,00	0,00	40 192,00
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 096,50**	**69 752,00**	**5 096,50**	**69 752,00**	**0,00**	**64 655,50**
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 942,35	0,00	243 942,35	0,00	243 942,35
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 096,50**	**313 694,35**	**5 096,50**	**313 694,35**	**0,00**	**308 597,85**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00	0,00	3 250,00	0,00	3 250,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 072 731,48	0,00	2 072 731,48	0,00	2 072 731,48
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 072 731,48**	**0,00**	**2 072 731,48**	**0,00**	**2 072 731,48**
70876	par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 060,00	0,00	32 060,00	0,00	32 060,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	61,80	168,80	61,80	168,80	0,00	107,00
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61,80**	**32 228,80**	**61,80**	**32 228,80**	**0,00**	**32 167,00**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61,80**	**2 108 210,28**	**61,80**	**2 108 210,28**	**0,00**	**2 108 148,48**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 592,48**	**2 627 298,57**	**19 592,48**	**2 627 298,57**	**0,00**	**2 607 706,09**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	7 163,00	10 332 332,00	7 163,00	10 332 332,00	0,00	10 325 169,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 197,00	0,00	19 197,00	0,00	19 197,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 163,00**	**10 351 529,00**	**7 163,00**	**10 351 529,00**	**0,00**	**10 344 366,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 108,00	0,00	366 108,00	0,00	366 108,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**366 108,00**	**0,00**	**366 108,00**	**0,00**	**366 108,00**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 019,98	0,00	260 019,98	0,00	260 019,98
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 019,98**	**0,00**	**260 019,98**	**0,00**	**260 019,98**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 153,87	0,00	10 153,87	0,00	10 153,87
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 153,87**	**0,00**	**10 153,87**	**0,00**	**10 153,87**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 456,48	0,00	7 456,48	0,00	7 456,48
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 456,48**	**0,00**	**7 456,48**	**0,00**	**7 456,48**
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 163,00	0,00	7 163,00	0,00	7 163,00
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 163,00**	**11 002 430,33**	**7 163,00**	**11 002 430,33**	**0,00**	**10 995 267,33**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 512 915,00	0,00	4 512 915,00	0,00	4 512 915,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 512 915,00**	**0,00**	**4 512 915,00**	**0,00**	**4 512 915,00**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 382,00	0,00	2 382,00	0,00	2 382,00
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 382,00**	**0,00**	**2 382,00**	**0,00**	**2 382,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 515 297,00**	**0,00**	**4 515 297,00**	**0,00**	**4 515 297,00**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	6 864,00	0,00	6 864,00	0,00	6 864,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**	**6 864,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 027,00**	**15 517 727,33**	**14 027,00**	**15 517 727,33**	**0,00**	**15 503 700,33**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 344 330,00	0,00	2 344 330,00	0,00	2 344 330,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080 912,00	0,00	1 080 912,00	0,00	1 080 912,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 891,00	0,00	130 891,00	0,00	130 891,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 211 803,00**	**0,00**	**1 211 803,00**	**0,00**	**1 211 803,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 556 133,00**	**0,00**	**3 556 133,00**	**0,00**	**3 556 133,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 556 133,00**	**0,00**	**3 556 133,00**	**0,00**	**3 556 133,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 184,60	0,00	2 184,60	0,00	2 184,60
74711	Emplois-jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00	0,00	7 600,00	0,00	7 600,00
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	126 369,52	220 887,46	126 369,52	220 887,46	0,00	94 517,94
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 369,52**	**228 487,46**	**126 369,52**	**228 487,46**	**0,00**	**102 117,94**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 694,00	0,00	20 694,00	0,00	20 694,00
74748	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 406,92	2 406,92	2 406,92	2 406,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 406,92**	**2 406,92**	**2 406,92**	**2 406,92**	**0,00**	**0,00**
74751	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 375,00	0,00	1 375,00	0,00	1 375,00
	Sous Total compte 7475	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 375,00**	**0,00**	**1 375,00**	**0,00**	**1 375,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	4 027,47	30 185,69	4 027,47	30 185,69	0,00	26 158,22
	Sous Total compte 747822	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 027,47**	**30 185,69**	**4 027,47**	**30 185,69**	**0,00**	**26 158,22**
	Sous Total compte 74782	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 027,47**	**30 185,69**	**4 027,47**	**30 185,69**	**0,00**	**26 158,22**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 027,47**	**30 185,69**	**4 027,47**	**30 185,69**	**0,00**	**26 158,22**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 803,91**	**286 149,07**	**132 803,91**	**286 149,07**	**0,00**	**153 345,16**
7481	Attributions sur le versement représenta	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321,10	0,00	321,10	0,00	321,10
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 707 008,00	0,00	1 707 008,00	0,00	1 707 008,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 707 008,00**	**0,00**	**1 707 008,00**	**0,00**	**1 707 008,00**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 295,00	0,00	3 295,00	0,00	3 295,00
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 710 624,10**	**0,00**	**1 710 624,10**	**0,00**	**1 710 624,10**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 803,91**	**5 555 090,77**	**132 803,91**	**5 555 090,77**	**0,00**	**5 422 286,86**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 626,72	331 627,66	2 626,72	331 627,66	0,00	329 000,94
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	5 532,29	96 921,67	5 532,29	96 921,67	0,00	91 389,38
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 532,29**	**96 921,67**	**5 532,29**	**96 921,67**	**0,00**	**91 389,38**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 532,29**	**96 921,67**	**5 532,29**	**96 921,67**	**0,00**	**91 389,38**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 159,01**	**428 549,33**	**8 159,01**	**428 549,33**	**0,00**	**420 390,32**
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223,30	0,00	223,30	0,00	223,30
	Sous Total compte 768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223,30**	**0,00**	**223,30**	**0,00**	**223,30**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223,30**	**0,00**	**223,30**	**0,00**	**223,30**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 091,38	0,00	1 091,38	0,00	1 091,38
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 144,00	0,00	208 144,00	0,00	208 144,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 504,00	0,00	7 504,00	0,00	7 504,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 504,00**	**0,00**	**7 504,00**	**0,00**	**7 504,00**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 151,96	0,00	3 151,96	0,00	3 151,96
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 891,34**	**0,00**	**219 891,34**	**0,00**	**219 891,34**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 154,68	0,00	31 154,68	0,00	31 154,68
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 154,68**	**0,00**	**31 154,68**	**0,00**	**31 154,68**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 154,68**	**0,00**	**31 154,68**	**0,00**	**31 154,68**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 582,40**	**24 379 935,32**	**174 582,40**	**24 379 935,32**	**6 864,00**	**24 212 216,92**
	Total général	**227 611 659,71**	**227 611 659,71**	**102 541 334,20**	**101 554 737,00**	**32 505 099,58**	**33 491 696,78**	**362 658 093,49**	**362 658 093,49**	**256 827 504,84**	**256 827 504,84**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 333 312,90**	**1 620 441,31**	**0,00**	**413 187,86**	**1 422 001,77**	**398 817,88**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	20 291,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 313 021,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	85 380,92	0,00	0,00	2 623,80	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	412 588,91	0,00	17 989,04	45 751,53	24 519,62	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 120 091,48	0,00	395 198,82	1 373 626,44	374 298,26	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 768 844,55**	**256 166,26**	**0,00**	**52 500,00**	**462 395,45**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 768 444,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	240 601,26	0,00	52 500,00	462 395,45	10 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	15 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 555 205,81**	**0,00**	**11 084,62**	**590 219,47**		**8 344 271,62**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		20 291,43
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 313 021,47
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 119,73	0,00	0,00	0,00		101 124,45
204	Subventions d'équipement versées	439 516,33	0,00	0,00	0,00		441 896,33
21	Immobilisations corporelles	542 332,45	0,00	11 084,62	49 409,47		1 103 675,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 551 754,91	0,00	0,00	540 810,00		5 355 779,91
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	8 482,39	0,00	0,00	0,00		8 482,39
RECETTES		**595 919,21**	**0,00**	**0,00**	**151 185,00**		**6 297 010,47**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 768 444,55
13	Subventions d'investissement	587 436,82	0,00	0,00	151 185,00		1 504 118,53
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000 400,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		15 565,00
45	Opérations pour compte de tiers	8 482,39	0,00	0,00	0,00		8 482,39

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**496 195,27**	**10 918 342,10**	**0,00**	**596 252,91**	**3 445 343,60**	**1 856 526,22**	**1 288 746,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	3 190,00	2 780 732,56	0,00	14 300,22	596 753,46	152 967,48	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	7 799 549,11	0,00	581 952,69	2 606 027,99	743 678,74	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	329 376,49	0,00	0,00	242 562,15	959 880,00	1 288 600,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	453 636,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	8 683,94	0,00	0,00	0,00	0,00	146,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	32 504,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 799 113,94**	**2 989 661,08**	**0,00**	**2 250,00**	**270 604,93**	**66 238,10**	**25 271,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	300 965,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 185 283,66	0,00	0,00	243 942,35	24 463,50	25 271,00	0,00
73	Impôts et taxes	4 515 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	10 985 113,46	10 153,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	5 265 646,70	81 219,36	0,00	0,00	26 662,58	41 158,22	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 678,80	403 894,30	0,00	2 250,00	0,00	525,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	223,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	8 144,00	0,00	0,00	0,00	91,38	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	31 154,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**6 238,62**	**1 354 370,46**	**0,00**	**1 023 855,93**	**482 797,39**		**21 468 668,50**
011	Charges à caractère général	6 238,62	244 522,28	0,00	107 746,08	126 120,57		4 032 571,27
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 109 848,18	0,00	910 734,47	356 676,82		14 108 468,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 864,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	5 375,38	0,00		2 825 794,02
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		453 636,87
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 829,94
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		32 504,40
RECETTES		**7 600,00**	**213 042,22**	**0,00**	**0,00**	**128 745,58**		**24 502 526,85**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		300 965,89
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	128 745,58		2 607 706,09
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 515 297,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 995 267,33
74	Dotations et participations	7 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 422 286,86
75	Autres produits de gestion courante	0,00	12 042,22	0,00	0,00	0,00		420 390,32
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		223,30
77	Produits spécifiques	0,00	201 000,00	0,00	0,00	0,00		209 235,38
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 154,68

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 170 532,81	8 548 131,57	2 455 000,22	1 167 401,02
RECETTES	12 170 532,81	7 765 058,36	949 462,97	3 456 011,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	24 146 791,94	22 743 512,40	0,00	1 403 279,54
RECETTES	24 146 791,94	24 513 182,81	0,00	-366 390,87

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 170 532,81	8 548 131,57	2 455 000,22	1 167 401,02
RECETTES	12 170 532,81	7 765 058,36	949 462,97	3 456 011,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	24 146 791,94	22 743 512,40	0,00	1 403 279,54
RECETTES	24 146 791,94	24 513 182,81	0,00	-366 390,87

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 170 532,81	8 548 131,57	2 455 000,22	1 167 401,02
RECETTES	12 170 532,81	7 765 058,36	949 462,97	3 456 011,48
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	24 146 791,94	22 743 512,40	0,00	1 403 279,54
RECETTES	24 146 791,94	24 513 182,81	0,00	-366 390,87
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**36 317 324,75**	**31 291 643,97**	**2 455 000,22**	**2 570 680,56**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**36 317 324,75**	**32 278 241,17**	**949 462,97**	**3 089 620,61**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**29 558 305,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					29 558 305,00									
00000553806 (CRCAM10)	Crédit Agricole Centre Est	18/01/2010	22/01/2010	22/01/2011	1 000 000,00	F	FIXE	3,740	3,740		A	P	O	A-1
00000794023 (CRCAM11)	Crédit Agricole Centre Est	22/12/2010	30/12/2010	01/01/2012	1 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,356		A	P	O	A-1
00000899001 (CRCAM13)	Crédit Agricole Centre Est	14/06/2011	23/06/2011	23/06/2012	1 500 000,00	F	FIXE	4,450	4,449		A	P	O	A-1
00002342281 (CACE01)	Crédit Agricole Centre Est	14/12/2016	29/12/2016	02/01/2018	1 500 000,00	F	FIXE	1,230	1,240		A	P	O	A-1
00005801525 (CRCAM14)	Crédit Agricole Centre Est	30/05/2022	13/06/2022	31/03/2023	500 000,00	F	FIXE	1,760	1,758		A	P	O	A-1
160090 (CRCAM9)	Crédit Agricole Centre Est	31/12/2007	28/05/2008	28/05/2009	1 000 000,00	F	FIXE	4,800	4,801		A	P	O	A-1
5086051 (CDC25)	Caisse des Dépôts	15/06/2015	08/07/2015	01/07/2016	1 400 000,00	V	LIVRETA	1,600	1,757		A	P	O	A-1
5600923 (CDC26)	Caisse des Dépôts	24/06/2024	01/07/2024	01/07/2026	4 158 305,00	V	LIVRETA	2,800	2,723		A	P	O	A-1
A19170KW000 (CELDA20)	Caisse d'Epargne L.D.A	15/12/2017	26/12/2017	25/02/2018	1 500 000,00	F	FIXE	1,190	1,198		A	P	O	A-1
A191809N000 (CELDA21)	Caisse d'Epargne L.D.A	19/06/2018	04/07/2018	25/02/2019	1 500 000,00	F	FIXE	1,420	1,427		A	P	O	A-1
A192303M000 (CELDA23)	Caisse d'Epargne L.D.A	26/06/2023	20/07/2023	20/07/2024	2 500 000,00	V	LIVRETA	3,200	3,110		A	C	O	A-1
MON280584EUR/0299780/001 (BQPO	SFIL	26/08/2013	30/08/2013	01/09/2014	1 000 000,00	V	EURIBOR12M	2,077	1,718		A	P	O	A-1
MON281715EUR/0301047/001 (BQPO	SFIL	17/12/2013	30/12/2013	01/01/2015	500 000,00	F	FIXE	3,290	3,310		A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON535375EUR/0536946/001 (BQPO	SFIL	15/07/2020	27/07/2020	01/08/2021	1 500 000,00	F	FIXE	0,810	0,817		A	P	O	A-1
MON538631EUR/0540355/001 (BQPO	SFIL	21/05/2021	31/05/2021	01/06/2022	2 000 000,00	F	FIXE	0,760	0,765		A	P	O	A-1
MON541405EUR/0543299/001 (BQPO	SFIL	08/12/2021	16/12/2021	01/04/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,700	0,709		A	P	O	A-1
MON542939EUR (BQPOST06)	SFIL	24/06/2022	04/07/2022	01/08/2023	2 500 000,00	V	EURIBOR12M	2,285	3,184		A	P	O	A-1
MON545053EUR (BQPOST07)	SFIL	23/03/2023	28/04/2023	01/05/2024	2 000 000,00	F	FIXE	3,710	3,772		A	P	N	A-1
MON546903EUR (BQPOST08)	La Banque Postale	06/03/2024	20/03/2024	01/03/2025	1 000 000,00	F	FIXE	3,710	3,773		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**29 558 305,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**19 249 049,29**					**1 312 571,47**	**455 850,89**	**0,00**	**256 106,28**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		19 249 049,29					1 312 571,47	455 850,89	0,00	256 106,28
00000553806 (CRCAM10)	N	0,00	A-1	85 129,70	0,06	F	FIXE	3,740	82 060,72	6 252,92	0,00	3 001,17
00000794023 (CRCAM11)	N	0,00	A-1	163 539,92	1,00	F	FIXE	3,350	77 816,02	8 085,42	0,00	5 478,59
00000899001 (CRCAM13)	N	0,00	A-1	260 844,32	1,48	F	FIXE	4,450	122 147,87	17 043,15	0,00	6 105,90
00002342281 (CACE01)	N	0,00	A-1	1 016 161,38	12,01	F	FIXE	1,230	71 680,40	13 380,45	0,00	12 464,63
00005801525 (CRCAM14)	N	0,00	A-1	439 024,85	12,25	F	FIXE	1,760	29 833,40	8 251,91	0,00	5 842,76
160090 (CRCAM9)	N	0,00	A-1	281 035,68	3,41	F	FIXE	4,800	62 402,44	16 485,03	0,00	8 056,87
5086051 (CDC25)	N	0,00	A-1	824 306,99	10,50	V	LIVRETA	3,600	60 231,69	31 843,39	0,00	14 959,48
5600923 (CDC26)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	30,50	V	LIVRETA	2,800	0,00	0,00	0,00	0,00
A19170KW000 (CELDA20)	N	0,00	A-1	824 095,47	7,07	F	FIXE	1,190	97 635,75	10 968,60	0,00	9 163,68
A191809N000 (CELDA21)	N	0,00	A-1	933 391,65	8,15	F	FIXE	1,420	96 586,31	14 625,69	0,00	11 262,41
A192303M000 (CELDA23)	N	0,00	A-1	2 375 000,00	18,56	V	LIVRETA	3,200	125 000,00	81 333,33	0,00	34 833,34
MON280584EUR/0299780/001 (BQPO	N	0,00	A-1	341 624,96	3,67	V	EURIBOR12M	5,595	75 486,71	23 726,35	0,00	5 369,55
MON281715EUR/0301047/001 (BQPO	N	0,00	A-1	194 247,85	4,00	F	FIXE	3,290	35 217,32	7 549,40	0,00	6 390,75
MON535375EUR/0536946/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 219 042,76	15,59	F	FIXE	0,810	71 091,55	10 450,09	0,00	4 139,07
MON538631EUR/0540355/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 718 961,14	16,42	F	FIXE	0,760	94 389,78	13 781,47	0,00	7 659,50
MON541405EUR/0543299/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 288 121,05	16,25	F	FIXE	0,700	71 119,55	9 514,68	0,00	6 793,52
MON542939EUR (BQPOST06)	N	0,00	A-1	2 345 006,74	17,59	V	EURIBOR12M	4,321	79 386,79	106 504,01	0,00	36 038,06
MON545053EUR (BQPOST07)	N	0,00	A-1	1 939 514,83	18,34	F	FIXE	3,710	60 485,17	76 055,00	0,00	48 970,06
MON546903EUR (BQPOST08)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	19,17	F	FIXE	3,710	0,00	0,00	0,00	29 576,94
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**19 249 049,29**					**1 312 571,47**	**455 850,89**	**0,00**	**256 106,28**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	19	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	19 249 049,29	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2020-12-07
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	131 SUBVENTIONS	0	07/12/2020
L	202 DOCUMENTS D'URBANISME	10	07/12/2020
L	2031 FRAIS D'ETUDES	5	07/12/2020
L	2033 FRAIS D'INSERTION	5	07/12/2020
L	2041411 SUBV EQUIP VERSEE BIENS MOBILIERS	5	07/12/2020
L	2041511M57 SUBV VERSEE GFP RATTACHEMENT	5	07/12/2020
L	2041512 SUBV BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	20415321 SUBV CCAS BIEN IMMO MATERIEL ETUDES	5	07/12/2020
L	20415322 SUBV CCAS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	2041581 Subv Equ Autre Grp mobilier mat et études	5	07/12/2020
L	2041582 SUBV BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	2041583 SUBV PROJETS D'INFRASTRUCTURE	40	07/12/2020
L	20421 Subv equ pers privée mat et études	5	07/12/2020
L	20422 SUBV DROIT PRIVE BAT. INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	20423 SUBV DROIT PRIVE PROJETS INFRASTRUCTURES	40	07/12/2020
L	204412 SUBV ORG.PUBLIC NATURE	30	07/12/2020
L	2051 LOGICIEL	5	07/12/2020
L	2128 AUTRES AGENC ET AMENAG	15	07/12/2020
L	21321 IMMEUBLES DE RAPPORT	30	07/12/2020
L	21328 IMMEUBLES DE RAPPORT	30	07/12/2020
L	21538 M57 AUTRES RESEAUX	0	07/12/2020
L	21568 autre matériel et outillage incendie	15	07/12/2020
L	MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	10	07/12/2020
L	2158 Autres instal, mat et outillage techn	10	07/12/2020
L	DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	07/12/2020
L	2181M57 Installations générales, agencement divers	15	07/12/2020
L	21828 MATERIEL DE TRANSPORT LEGER	7	07/12/2020
L	21828 MATERIEL DE TRANSPORT PL	10	07/12/2020
L	21831 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	07/12/2020
L	21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	07/12/2020
L	21841 MOBILIER SCOLAIRE	10	07/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848 AUTRE MOBILIER	10	07/12/2020
L	2185 MATERIEL DE TELEPHONIE	5	07/12/2020
L	2186 CHEPTEL 3ANS	0	07/12/2020
L	2188 autre matériel	10	07/12/2020

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**322 012,95**	**0,00**	**0,00**	**322 012,95**
Provisions pour litiges		**322 012,95**	**0,00**	**0,00**	**322 012,95**
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Ali MAHMOUDI	11/06/2019	17 763,82	0,00	0,00	17 763,82
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Societe Amarille	11/06/2019	277 276,06	0,00	0,00	277 276,06
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Guillaume LOURDELLE	11/06/2019	26 973,07	0,00	0,00	26 973,07
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**322 012,95**	**0,00**	**0,00**	**322 012,95**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		322 012,95	0,00	0,00	322 012,95

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 — **Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE IMMEUBLE RUE MEYZONNIER** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**531,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**531,16**
45 TRAVAUX D'OFFICE IMMEUBLE RUE MEYZONNIER (2)	531,16	0,00	0,00	0,00	0,00	531,16
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**531,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**531,16**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 03 — **Intitulé de l'opération : OPERATION EPLU VILLEDIEU** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**353 099,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 099,52**
45 OPERATION EPLU VILLEDIEU (2)	353 099,52	0,00	0,00	0,00	0,00	353 099,52
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**353 099,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 099,52**
RECETTES (b)	**353 099,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 099,52**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	353 099,52	0,00	0,00	0,00	0,00	353 099,52
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 03	Intitulé de l'opération : OPERATION EPLU VILLEDIEU					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**353 099,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 099,52**

N° opération : 04	Intitulé de l'opération : OPERATION ECLAIRAGE THEATRE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**16 400,00**	**8 482,39**	**7 829,90**	**87,71**	**8 482,39**
45 OPERATION ECLAIRAGE THEATRE (2)	0,00	16 400,00	8 482,39	7 829,90	87,71	8 482,39
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**16 400,00**	**8 482,39**	**7 829,90**	**87,71**	**8 482,39**
RECETTES (b)	**0,00**	**16 400,00**	**8 482,39**	**7 829,90**	**87,71**	**8 482,39**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	16 400,00	8 482,39	7 829,90	87,71	8 482,39
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**16 400,00**	**8 482,39**	**7 829,90**	**87,71**	**8 482,39**

N° opération : 05	Intitulé de l'opération : OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**45 400,00**	**0,00**	**37 351,60**	**8 048,40**	**0,00**
45 OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX (2)	0,00	45 400,00	0,00	37 351,60	8 048,40	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**45 400,00**	**0,00**	**37 351,60**	**8 048,40**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**45 400,00**	**0,00**	**37 351,10**	**8 048,90**	**0,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	45 400,00	0,00	37 351,10	8 048,90	0,00

N° opération : 05	Intitulé de l'opération : OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**45 400,00**	**0,00**	**37 351,10**	**8 048,90**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	33 582 004,54	19 977 744,33	1 475 042,15
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	233 476,00	46 696,00	15 565,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**11 125 630,47**	**9 700 627,15**											**85 880,09**	**523 855,34**
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	1992	P	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 630,47	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	4,389	V	LIVRETA	4,300	A-1		302,72	7 040,02
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	2015	P	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	284 000,00	117 655,59	5,50	A	V	LIVRETA	1,066	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 792,28	17 782,89
SCI SEPR ANNONAY	2022	P	Réhabilitation et extension du centre de formation d'Annonay	CAISSE D'EPARGNE L.D.A.	10 700 000,00	9 582 971,56	17,68	M	F	FIXE	0,833	F	FIXE	0,830	A-1		81 785,09	499 032,43
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 369 519,17**	**795 971,03**											**21 119,96**	**67 494,91**
ADAPEI ARDECHE	2009	C	Construction d'un institut médico-éducatif (IME) pour personnes handicapées	CAISSE D'EPARGNE L.D.A.	650 000,00	186 874,72	5,68	M	F	FIXE	3,820	F	FIXE	4,100	A-1		8 383,67	32 500,08
ASS GROUPEMENT DES OEUVRES LAIQUES D'ANNONAY	2021	P	Prêt Banque Populaire	BANQUE POPULAIRE	239 124,28	206 436,02	14,85	M	F	FIXE	2,120	F	FIXE	2,100	A-1		4 468,27	11 663,61
ASS GROUPEMENT DES OEUVRES LAIQUES D'ANNONAY	2021	P	Immeubles et travaux	CREDIT MUTUEL	480 394,89	402 660,29	14,92	M	F	FIXE	2,236	F	FIXE	2,100	A-1		8 268,02	23 331,22
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**21 086 854,90**	**9 481 146,15**											**326 489,24**	**450 202,61**
ALLIADE HABITAT	2012	P	ALLIADE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 476 398,50	3 990 121,81	17,50	A	V	LIVRETA	2,081	V	LIVRETA	3,590	A-1		148 199,81	138 006,52

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ALLIADE HABITAT	2018	P	ALLIADE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	368 609,43	283 451,91	18,09	A	V	LIVRETA	2,959	V	LIVRETA	3,800	A-1		11 104,51	8 772,06
ALLIADE HABITAT	2018	P	ALLIADE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	89 571,85	68 796,25	17,25	A	V	LIVRETA	3,398	V	LIVRETA	4,300	A-1		3 052,21	2 185,35
ALLIADE HABITAT	2013	P	ALLIADE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 591,00	19 202,95	24,00	A	V	LIVRETA	2,007	V	LIVRETA	2,060	A-1		405,88	499,85
ALLIADE HABITAT	2018	C	ALLIADE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	580 000,00	580 000,00	33,59	A	F	FIXE	0,519	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
ARDECHE HABITAT	2004	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 593,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	3,117	V	LIVRETA	4,200	A-1		128,63	3 062,59
ARDECHE HABITAT	2005	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 000,00	65 209,28	30,34	A	V	LIVRETA	3,060	V	LIVRETA	3,065	A-1		2 698,33	1 295,77
ARDECHE HABITAT	2008	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	49 889,00	7 772,27	3,84	A	V	LIVRETA	2,290	V	LIVRETA	3,600	A-1		345,54	1 826,00
ARDECHE HABITAT	2020	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	372 559,55	310 894,01	15,34	A	V	LIVRETA	3,229	V	LIVRETA	3,900	A-1		12 627,43	12 886,12
ARDECHE HABITAT	2020	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	214 156,57	71 885,96	1,00	A	V	LIVRETA	2,029	V	LIVRETA	2,900	A-1		3 087,02	34 563,05
ARDECHE HABITAT	1987	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	888 594,83	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	3,966	V	LIVRETA	3,520	A-1		1 358,30	38 587,99
ARDECHE HABITAT	1988	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 097 632,92	52 874,32	0,50	A	V	LIVRETA	3,891	V	LIVRETA	3,520	A-1		3 649,72	50 810,98
ARDECHE HABITAT	1996	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 204,12	22 859,69	4,09	A	V	LIVRETA	3,025	V	LIVRETA	3,800	A-1		1 029,10	4 221,76
ARDECHE HABITAT	1996	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 204,12	24 629,52	4,67	A	V	LIVRETA	2,952	V	LIVRETA	3,800	A-1		1 105,91	4 473,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ARDECHE HABITAT	1999	P	ARDECHE HABITAT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 243,12	2 643,90	7,00	A	V	LIVRETA	2,476	V	LIVRETA	2,800	A-1		82,29	295,15
ARDECHE HABITAT	2002	P	Avenue Emile Boushon	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 079,00	57 742,07	27,59	A	V	LIVRETA	2,182	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 771,44	1 305,82
ARDECHE HABITAT	2002	P	Rue Eugene Meyzonnier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	117 079,00	77 635,04	27,59	A	V	LIVRETA	2,182	V	LIVRETA	3,000	A-1		2 381,72	1 755,70
ARDECHE HABITAT	2002	P	Rue Eugene Meyzonnier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	860 915,00	382 314,48	12,59	A	V	LIVRETA	2,064	V	LIVRETA	3,000	A-1		12 182,43	23 766,43
ARDECHE HABITAT	2005	P	Démolition reconstruction de logements Cité de Paras	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	933 780,00	512 041,12	15,84	A	V	LIVRETA	2,217	V	LIVRETA	3,250	A-1		17 352,10	21 869,73
ARDECHE HABITAT	2002	P	64 logements aux Perrières	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	732 226,00	325 166,39	12,59	A	V	LIVRETA	2,064	V	LIVRETA	3,000	A-1		10 361,41	20 213,84
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Fontanes - 16 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 527,70	103 413,23	37,09	A	V	LIVRETA	3,550	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 356,27	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Fontanes - 16 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	81 793,50	80 557,71	47,09	A	V	LIVRETA	3,574	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 188,33	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Fontanes - 16 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 068,10	44 005,96	37,09	A	V	LIVRETA	2,756	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 227,19	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Fontanes - 16 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 095,00	39 350,54	47,09	A	V	LIVRETA	2,764	V	LIVRETA	2,800	A-1		886,30	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2023	P	Opération Chamieux - Construction de 19 logements situés Chemin de Chamieux	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	332 693,10	326 601,35	37,50	A	V	LIVRETA	3,476	V	LIVRETA	3,530	A-1		11 402,23	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Chamieux - Construction de 19 logements situés Chemin de Chamieux	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	131 588,70	129 817,33	47,50	A	V	LIVRETA	3,487	V	LIVRETA	3,530	A-1		3 859,23	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Chamieux - Construction de 19 logements situés Chemin de Chamieux	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 187,90	145 636,88	37,50	A	V	LIVRETA	2,751	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 088,24	371,53
HABITAT DAUPHINOIS	2022	P	Opération Chamieux - Construction de 19 logements situés Chemin de Chamieux	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 343,00	58 373,05	47,50	A	V	LIVRETA	2,761	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 473,36	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	Résidence l'Ovalie 10 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	268 955,00	147 295,11	26,09	A	V	LIVRETA	2,447	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 406,11	4 183,80
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	Résidence l'Ovalie 10 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	127 342,50	75 263,11	36,09	A	V	LIVRETA	2,570	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 739,84	1 507,19
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	Réaménagement emprunt n° 55103	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 580,66	72 129,47	4,42	A	V	LIVRETA	2,144	V	LIVRETA	3,900	A-1		3 311,58	12 782,66
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	Réaménagement emprunt n° 50403	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	218 715,05	94 045,85	5,84	A	V	LIVRETA	2,263	V	LIVRETA	3,900	A-1		4 198,33	13 603,50
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	Réaménagement emprunt n° 56003	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	99 458,22	49 279,32	7,17	A	V	LIVRETA	2,388	V	LIVRETA	3,900	A-1		2 122,02	5 131,32
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	Réaménagement emprunt n° 67550	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	270 322,17	149 761,07	14,34	A	V	LIVRETA	0,929	V	LIVRETA	3,900	A-1		6 123,52	7 252,15
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	Réaménagement emprunt n° 67602	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	288 178,62	188 466,50	16,09	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	3,900	A-1		7 631,27	7 206,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DAUPHINOIS	1997	P	Marmaty 2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	77 073,27	18 963,99	5,84	A	V	LIVRETA	2,850	V	LIVRETA	3,800	A-1		823,55	2 708,24
HABITAT DAUPHINOIS	2020	P	Opération Rue Victor Hugo - 11 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	130 380,90	132 666,42	37,92	A	V	LIVRETA	3,307	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 305,68	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2020	P	Opération Rue Victor Hugo - 11 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	104 537,70	107 070,44	47,92	A	V	LIVRETA	3,362	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 908,55	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2020	P	Opération Rue Victor Hugo - 11 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	65 902,20	66 106,24	37,92	A	V	LIVRETA	2,547	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 843,49	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2020	P	Opération Rue Victor Hugo - 11 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	58 034,70	58 512,49	47,92	A	V	LIVRETA	2,592	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 317,89	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2005	P	Financement de 8 logements sociaux sis lieudit 'La Récluzière - Programme DEBUSSY'	CAISSE D'EPARGNE L.D.A.	268 896,50	71 845,14	4,92	T	V	LIVRETA	3,420	V	LIVRETA	4,500	A-1		3 554,79	13 519,05
HABITAT DAUPHINOIS	1997	P	Jardins de marmaty - Construction de 2 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 968,79	12 898,69	4,42	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,800	A-1		576,11	2 261,92
HABITAT DAUPHINOIS	1998	P	Marmaty 2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 076,14	9 658,72	5,84	A	V	LIVRETA	3,015	V	LIVRETA	3,800	A-1		420,61	1 409,93
SA HLM ADIS	2005	P	Construction de 8 logements à Charmenton	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 495,60	5 040,81	30,17	A	V	LIVRETA	2,990	V	LIVRETA	4,000	A-1		204,16	63,16
SA HLM ADIS	2007	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 780,60	17 018,50	32,50	A	V	LIVRETA	2,714	V	LIVRETA	3,600	A-1		622,29	267,26
SA HLM ADIS	2009	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 816,10	27 568,86	34,75	A	V	LIVRETA	2,678	V	LIVRETA	3,600	A-1		995,36	80,11
SA HLM ADIS	2009	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	82 986,90	60 590,57	24,75	A	V	LIVRETA	2,517	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 211,30	834,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM ADIS	2009	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13 277,20	10 981,99	34,75	A	V	LIVRETA	2,216	V	LIVRETA	3,600	A-1		397,77	67,29
SA HLM ADIS	2009	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	52 549,20	38 367,33	24,75	A	V	LIVRETA	2,517	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 400,25	528,41
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 440,20	38 674,46	13,75	A	V	LIVRETA	3,274	V	LIVRETA	4,300	A-1		1 743,17	1 864,26
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	32 753,75	22 456,66	13,75	A	V	LIVRETA	3,274	V	LIVRETA	4,300	A-1		1 012,10	1 080,63
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 997,26	35 524,74	25,17	A	V	LIVRETA	3,495	V	LIVRETA	4,200	A-1		1 516,20	575,30
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 310,62	11 416,54	22,50	A	V	LIVRETA	3,665	V	LIVRETA	4,500	A-1		525,54	262,04
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 419,24	160 388,27	32,50	A	V	LIVRETA	3,350	V	LIVRETA	4,000	A-1		6 497,72	2 054,81
SA HLM ADIS	2018	P	SA HLM ADIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 981,80	16 157,84	24,75	A	V	LIVRETA	3,427	V	LIVRETA	4,130	A-1		675,11	188,70
TOTAL GENERAL					**33 582 004,54**	**19 977 744,33**											**433 489,29**	**1 041 552,86**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	698 350,30
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	1 768 422,36
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**2 466 772,66**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**24 502 526,85**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**10,07**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					**233 476,00**	**46 696,00**	**15 565,00**
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**233 476,00**	**46 696,00**	**15 565,00**
2013	Subvention en annuité pour réaménagement place des cordeliers	CONSEIL DEPARTEMENTAL 07	15	A	233 476,00	46 696,00	15 565,00
8028 Autres engagements reçus					**0,00**	**0,00**	**0,00**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**2 861 723,22**	
Personnes de droit privé	**1 338 889,72**	
Associations	**793 189,20**	
26 FK PHILIPPE VANSO	10 000,00	
ACCES EMPLOI SERVICES	2 250,00	
ACCORDERIE BEABA	300,00	
ADSEA	600,00	
AMICALE DES ANCIENS MARINS	350,00	
AMICALE LAIQUE ECOLE CORDELIERS	1 230,00	
AMIS ORGUE TEMPLE D'ANNONAY	1 250,00	
ANACR ET AMIS DE L ARDECHE	400,00	
ANNONAY PLONGEE	1 400,00	
ANNONAY SAVATE CLUB	1 666,61	
APEL ECOLE CANCE MALLEVAL COOP SCOL OCCE N°019	1 050,00	
ASS DE GESTION DE LA SMAC ARDECH SMAC ARDECHOISE	50 000,00	
ASS SPORTIVE DE JOUEURS BOULES A ASJBA	2 880,31	
ASSOCIATION ACA VTT	786,11	
ASSOCIATION ANNONAY BERCEAU DE L'AEROSTATION	8 000,00	
ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE ANNONAY	500,00	
ASSOCIATION QUAND LA MER MONTE	490,00	
BATTERIE FANFARE D'ANNONAY	4 300,00	
BOXE AMERICAINE ANNONEENNE	2 265,61	
CAP SOLIDAIRE	18 220,00	
CERCLE D'ESCRIME D'ANNONAY	2 498,63	
CHOEUR IMPROMPTU	200,00	
CIDFF 07	1 050,00	
CLUB D'ECHECS DU BASSIN D'ANNONA	988,52	
CLUB DE TIR D'ANNONAY	8 982,49	
CLUB SPORTIF ANNONEEN	68 821,74	
COLLECTIF 31 ETAPE	1 610,00	
COMITE DE JUMELAGE D ANNONAY	20 000,00	
COMPAGNIE LA BARAKA	28 950,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JEAN RIPAILLE	7 300,00	
CYCLOTOURISTES ANNONEENS	2 392,97	
DE MAIN EN MAINS	2 048,00	
DE MAIN EN MAINS	1 790,00	
ECOLE FT CHEVALIER COOP SCOL OCC MATERNELLE	9 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ECOLE MATERNELLE RIPAILLE COOP S OCCE N°522	850,00	
EDUCATION ROUTIERE HAUT VIVARAIS	5 300,00	
ESPACE 3A	300,00	
FACE LOIRE	1 675,00	
FNACA ANCIENS COMBATT ALGERIE	800,00	
FOOTBALL CLUB ANNONAY CAFE DU MIDI	700,00	
FOOTBALL CLUB ANNONEEN MURAT KARADEMIR	37 049,65	
GROUPE ART CONTEMPORAIN GAC	17 000,00	
GROUPEMENT PHILATELIQUE ANNONAY GPRA	100,00	
L' ARSOUILLE GARAGE	2 100,00	
L'ANNONEENNE	18 725,66	
L'ENVELOPPE COLLECTIF LA MAGMA	3 500,00	
LA BELLE TRAME ASSOCIATION	1 300,00	
LA CLEF DES CHATS	2 000,00	
LA MOUSTACHE ET DES DENTELLES	1 000,00	
LA SOURCE GAROUSTE	10 600,00	
LE SOUVENIR FRANCAIS	350,00	
LES PLUMES D'ARDECHE NORD	1 871,63	
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTU	298 450,00	
ORCHESTRE HARMONIQUE D'ANNONAY MONSIEUR GILLES TARDY	4 300,00	
PATRO SPORTS ANNONAY	3 844,09	
PETITE BOULE ANNONEENNE	745,79	
RADIO PIRAILLON - D'ICI	2 300,00	
SCIENCES POUR TOUS	500,00	
SKI CLUB ANNONEEN	398,83	
SOAR SECTOUR OUVERT ARTS DE LA RUE	90 000,00	
STADE OLYMPIQUE ANNONEEN SOA	5 744,77	
TAEKWONDO CLUB ANNONAY	483,22	
TENNIS CLUB ANNONEEN	3 386,51	
TENNIS DE TABLE DU BASSIN D'ANNO	1 977,64	
THEATRE D'EN FACE	800,00	
USEP ECOLE FONT CHEVALIER ELEMEN COOP SCOL OCCE N°015	1 610,00	
WADO RYU KARATE	7 564,42	
YOGANCE	1 791,00	
Entreprises	**431 145,31**	
AAB	2 380,00	
AE INSTITUT	3 365,00	
ANNONAY JOGGING CLUB	2 910,29	
ANNONAY SQUASH CLUB	283,20	
BASKET CLUB NORD ARDECHE	32 403,11	
BOISSONS BEL AIR	5 442,00	
CAFE DU MIDI GAUZE SEBASTIEN & FREDERIQUE	5 201,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLECTIF PARAGES	812,00	
COMITE D'ACTION SOCIALE PERSONNE	48 484,51	
COMPAGNIE D'ARC D'ANNONAY	6 783,39	
COPROPRIETE AGENCE GOUDARD PATO	4 242,00	
ECO PATRIMOINE	32 258,00	
ENDROIT COMME ENVERS	3 041,00	
EURE'K RENOV HABITAT	2 866,00	
FL IMMO	6 054,00	
FRANGIN FRANGINE FONTANEL ROMAIN ET MARINA	634,00	
GROUPEMENT OEUVRES LAIQUES	185 200,00	
HANDBALL CLUB ANNONEEN	27 485,81	
JUDO CLUB ANNONEEN	639,00	
LA BOUTIQUE DES LOUPIOTS	432,00	
LAFUMA LE DJM	2 854,00	
LES MONTGOLFIERES D'ANNONAY	8 000,00	
M LA FETE	875,00	
NOUVELLE DONNE	3 000,00	
OMS OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	20 500,00	
RPBL IMMO	13 290,00	
SCI RUBIO MARTINEZ	11 710,00	
Personnes physiques	**114 555,21**	
AISSA L'HAOUA	2 200,00	
COPRO COPRO	3 085,00	
LAFON LUDOVIC ET SANDRINE	50 557,17	
M ETM21	42 023,04	
POMPON ROUCOUX	16 690,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**1 522 833,50**	
Etat	**234 233,50**	
SDE 07 TERRITOIRE D'ENERGIE ARDECHE	228 858,12	
SDE 07 TERRITOIRE D'ENERGIE ARDECHE	5 375,38	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**1 288 600,00**	
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE	1 237 500,00	
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE	51 100,00	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**86,00**	**0,00**	**86,00**	**63,80**	**8,60**	**72,40**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	22,00	0,00	22,00	24,60	0,00	24,60
Adjoint administratif pal 2 cl	C	7,00	0,00	7,00	4,00	2,00	6,00
Adjoint administratif terr.	C	15,00	0,00	15,00	6,00	1,00	7,00
Attaché	A	13,00	0,00	13,00	7,80	2,00	9,80
Attaché principal	A	6,00	0,00	6,00	5,80	0,00	5,80
Rédacteur	B	9,00	0,00	9,00	3,80	2,60	6,40
Rédacteur principal 1 cl	B	7,00	0,00	7,00	10,00	0,00	10,00
Rédacteur principal 2 cl	B	7,00	0,00	7,00	1,80	1,00	2,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**127,00**	**53,98**	**180,98**	**144,53**	**20,43**	**164,96**
Adjoint technique pal 1 cl	C	42,00	3,00	45,00	29,53	0,00	29,53
Adjoint technique pal 2 cl	C	0,00	49,09	49,09	13,62	4,00	17,62
Adjoint technique territorial	C	21,00	1,89	22,89	28,65	12,63	41,28
Agent de maîtrise	C	10,00	0,00	10,00	28,23	1,00	29,23
Agent de maîtrise principal	C	31,00	0,00	31,00	31,50	0,00	31,50
Ingénieur	A	5,00	0,00	5,00	1,00	1,80	2,80
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	13,00	0,00	13,00	4,00	1,00	5,00
Technicien principal de 1 cl	B	1,00	0,00	1,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 2 cl	B	3,00	0,00	3,00	5,00	0,00	5,00
FILIERE SOCIALE (d)		**21,00**	**1,00**	**22,00**	**15,91**	**3,31**	**19,22**
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	16,00	1,00	17,00	12,91	0,00	12,91
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	3,00	3,31	6,31
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**1,00**	**4,00**
Conseiller territorial A.P.S.	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**9,00**	**17,00**	**26,00**	**1,00**	**1,00**	**2,00**
Assistant de conservation	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	3,00	10,00	13,00	0,00	0,00	0,00
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	3,00	7,00	10,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. cl.N	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**10,00**	**0,00**	**10,00**	**4,00**	**10,00**	**14,00**
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint territorial animation	C	3,00	0,00	3,00	2,00	9,00	11,00
Animateur	B	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Chef de service de police	**B**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chef service de police pal 2cl	**B**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Garde champêtre chef	**C**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Garde champêtre chef principal	**C**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier	**C**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Collaborateur de cabinet		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**267,00**	**71,98**	**338,98**	**241,24**	**45,34**	**286,58**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	A	A
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	0	0,00	A	A
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	0	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	0	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	0	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	0	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	0	0,00	332-13	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	0	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-8-2°	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-1_333-10	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	0	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-8-1°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	0	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-23-2°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.

333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
30/06/2022 - Part au capital de la societe A nos Watts	Societe A nos watts	A NOS WATTS	societe	5 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 187 129,39**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-1 699 048,99**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-511 919,60**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**512 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-511 919,60**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**80,40**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 332 892,00**	**1 336 014,86**	**2 455 000,22**	**3 791 015,08**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**3 464 539,24**	**2 331 205,45**	**949 462,97**	**3 280 668,42**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 131 647,24**	**995 190,59**	**-1 505 537,25**	**-510 346,66**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 187 129,39**			**1 187 129,39**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**512 000,00**	**512 000,00**		**512 000,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 699 129,39**			**1 699 129,39**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 188 782,73**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 332 892,00**	**I 1 336 014,86**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 312 600,00**	**1 312 571,47**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 312 600,00	1 312 571,47
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**20 292,00**	**23 443,39**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	20 292,00	20 291,43
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*3 151,96*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 464 539,24**	**III**	**2 331 205,45**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 308 844,30**		**1 272 009,55**
10222	FCTVA	1 093 279,30		1 093 279,30
10226	Taxe d'aménagement (2)	200 000,00		163 165,25
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
27633	Créance Départements	15 565,00		15 565,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 155 694,94**		**1 059 195,90**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*2 185,02*
28031	*Frais d'études*	*14 728,00*		*14 727,72*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*8 000,00*		*8 000,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*9 466,61*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*14 586,00*		*14 584,82*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*13 210,00*		*13 210,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*1 333,00*		*1 332,06*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*1 309,00*		*1 308,48*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*238 191,00*		*242 272,14*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*253,00*		*252,97*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*2 618,00*		*2 904,42*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*50 876,00*	*53 677,96*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*46 659,00*	*51 697,94*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 578,00*	*8 577,42*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*4 580,00*	*4 278,25*
281572	*Matériel technique scolaire*	*2 169,00*	*4 005,09*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*213 663,00*	*202 856,38*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*10 278,00*	*14 094,18*
281828	*Autres matériels de transport*	*240 935,00*	*208 021,93*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*44 852,00*	*46 107,49*
281838	*Autre matériel informatique*	*89 576,00*	*97 563,32*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*2 873,00*	*3 502,93*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*26 500,00*	*27 305,18*
28185	*Matériel de téléphonie*	*3 620,00*	*4 141,03*
28188	*Autres immo. corporelles*	*20 413,00*	*21 372,35*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4816	*Frais d'émission des emprunts*	*0,00*	*1 750,21*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	306 900,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*788 994,94*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AP201401/2013	AP COEUR DE VILLE HISTORIQUE	13, 204, 21, 23	11 450 073,00	11 450 073,00	3 170 335,18	0,00	0,00	3 170 335,18	1 293 498,73	1 876 836,45
AP202301/2023	RENOV PATRIMOINE SCOLAIRE	13, 23	8 500 000,00	8 500 000,00	8 248 303,96	0,00	0,00	8 248 303,96	1 365 570,18	6 882 733,78
TOTAL			**19 950 073,00**	**19 950 073,00**	**11 418 639,14**	**0,00**	**0,00**	**11 418 639,14**	**2 659 068,91**	**8 759 570,23**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	53 970,13	9 969,73	0,00	0,00	44 000,40	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	128 637,60	0,00	0,00	0,00	128 637,60	0,00
A125	Constructions	362 105,34	0,00	0,00	0,00	362 105,34	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	49 409,47	0,00	0,00	0,00	49 409,47	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	237 776,93	0,00	0,00	237 776,93	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 951 185,79	1 673 957,64	0,00	0,00	3 277 228,15	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**5 783 085,26**	**1 683 927,37**	**0,00**	**237 776,93**	**3 861 380,96**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	53 970,13	9 969,73	0,00	44 000,40	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	128 637,60	0,00	0,00	128 637,60	0,00
A125	Constructions	362 105,34	0,00	0,00	362 105,34	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	49 409,47	0,00	0,00	49 409,47	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	237 776,93	0,00	237 776,93	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 951 185,79	1 673 957,64	0,00	3 277 228,15	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**5 783 085,26**	**1 683 927,37**	**237 776,93**	**3 861 380,96**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 400 727,30	0,00	0,00	237 776,93	1 162 950,37	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 376 250,24	1 320 395,53	0,00	0,00	55 854,71	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	367 026,26	0,00	0,00	0,00	367 026,26	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 048 861,99	363 531,84	0,00	0,00	1 685 330,15	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	590 219,47	0,00	0,00	0,00	590 219,47	0,00
	TOTAL	**5 783 085,26**	**1 683 927,37**	**0,00**	**237 776,93**	**3 861 380,96**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 400 727,30	0,00	237 776,93	1 162 950,37	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 376 250,24	1 320 395,53	0,00	55 854,71	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	367 026,26	0,00	0,00	367 026,26	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 048 861,99	363 531,84	0,00	1 685 330,15	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	590 219,47	0,00	0,00	590 219,47	0,00
	TOTAL	**5 783 085,26**	**1 683 927,37**	**237 776,93**	**3 861 380,96**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
SERVICE	Location de salles			SPA
SERVICE	Location de garages			SPA

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
Clément CHAPEL	selectour	264,00	16 et 17/04/2024 - Toulouse	Frais de déplacement et hébergement - Cité de l'Espace
Simon PLENET	selectour	164,00	2024-11-22	Frais de déplacement - 106ème Congrès des Maires

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	16 400,00	8 482,39	7 829,90	87,71
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	1 237 904,00	1 226 125,95	0,00	11 778,05
Recettes	1 971 122,00	1 965 862,65	0,00	5 259,35

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	12 170 532,81	8 548 131,57	0,00	3 622 401,24
Recettes	12 154 132,81	8 943 705,36	941 633,07	2 268 794,38
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	22 908 887,94	21 517 386,45	0,00	1 391 501,49
Recettes	22 175 669,94	22 615 742,10	0,00	-440 072,16
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	35 079 420,75	30 065 518,02	0,00	5 013 902,73
TOTAL GENERAL DES RECETTES	34 329 802,75	31 559 447,46	941 633,07	1 828 722,22

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 26/05/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M LAURENT DESPORTES	du	01/01/2025	au	26/05/2025
M LAURENT DESPORTES	du	01/08/2024	au	31/12/2024
M LAURENT DESPORTES	du	29/04/2024	au	31/07/2024
M JEAN-CLAUDE RANC	du	01/01/2024	au	28/04/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

SERGENT Morgane (1029860084-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A DDFiP DE L'ARDECHE , le 27/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
DESPORTES Laurent (1013367809-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie **A ANNONAY , le 28/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Rapport_Loi_Notre_CFU2024Ville.pdf

BUDGET PRINCIPAL – COMPTE FINANCIER UNIQUE
EXERCICE 2024
RAPPORT DE PRESENTATION
Article L2313-1 du CGCT (article 107 loi NOTRe)

I- LES RESULTATS D'EXECUTION

ANNONAY - BUDGET PRINCIPAL	CA2021	CFU2022	CFU2023	CFU2024
Fonctionnement dépenses	**19 987 902,83 €**	**23 018 786,31 €**	**23 730 724,87 €**	**22 743 512,40 €**
mandats émis	*19 987 902,83 €*	*23 018 786,31 €*	*23 730 724,87 €*	*22 743 512,40 €*
déficit n-1 reporté				
Transfert résultat Régie Eau				
Fonctionnement recettes	**23 094 023,85 €**	**24 595 530,91 €**	**24 311 146,81 €**	**24 581 604,75 €**
titres émis	*23 008 220,85 €*	*24 449 409,89 €*	*24 311 146,81 €*	*24 513 182,81 €*
excédent n-1 reporté	*85 803,00 €*	*146 121,02 €*		*68 421,94 €*
Report résultat Régie Eau				
Résultat de fonctionnement	**3 106 121,02 €**	**1 576 744,60 €**	**580 421,94 €**	**1 838 092,35 €**
Investissement dépenses	**10 491 638,17 €**	**9 584 649,94 €**	**10 055 652,29 €**	**8 548 131,57 €**
mandats émis	*8 404 549,17 €*	*9 584 558,00 €*	*10 055 652,29 €*	*8 548 131,57 €*
déficit n-1 reporté	*1 493 354,30 €*			
Apurement C/1069	*593 734,70 €*			
Transfert résultat Régie Eau		*91,94 €*		
Investissement recettes	**10 522 746,36 €**	**10 373 162,26 €**	**11 242 781,68 €**	**8 952 187,75 €**
titres émis	*7 529 246,36 €*	*7 381 962,13 €*	*8 877 524,76 €*	*7 253 058,36 €*
excédent n-1 affecté	*2 993 500,00 €*	*2 960 000,00 €*	*1 576 744,60 €*	*512 000,00 €*
excédent n-1 reporté		*31 108,19 €*	*788 512,32 €*	*1 187 129,39 €*
Report résultat Régie Eau		*91,94 €*		
Résultat d'investissement	**31 108,19 €**	**788 512,32 €**	**1 187 129,39 €**	**404 056,18 €**
Résultat d'exécution cumulé	**3 137 229,21 €**	**2 365 256,92 €**	**1 767 551,33 €**	**2 242 148,53 €**
RAR dépenses	*4 118 864,89 €*	*5 244 745,63 €*	*2 724 205,17 €*	*2 455 000,22 €*
RAR recettes	*1 129 214,75 €*	*1 200 379,97 €*	*1 025 156,18 €*	*949 462,97 €*
Résultat cumulé RAR inclus	**147 579,07 €**	**-1 679 108,74 €**	**68 502,34 €**	**736 611,28 €**

II- L'EXECUTION BUDGETAIRE (prévisions / réalisations)

LE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 / FONCTIONNEMENT DEPENSES			
	Prévu	**Réalisé**	
011 Charges à caractère général	4 418 926,00 €	4 032 571,27 €	91%
012 Charges de personnel	14 480 943,00 €	14 108 468,00 €	97%
014 Atténuations de produits	6 864,00 €	6 864,00 €	100%
65 Autres charges de gestion courante	2 884 550,00 €	2 825 794,02 €	98%
66 Charges financières	460 014,00 €	453 636,87 €	99%
67 Charges spécifiques	10 700,00 €	8 829,94 €	83%
68 Provisions	36 000,00 €	32 504,40 €	90%
S/Total dépenses réelles	***22 297 997,00 €***	***21 468 668,50 €***	96%
042 Opérations d'ordre de sect. à sect.	1 059 800,00 €	1 274 843,90 €	
023 Virement à la section d'investissement	788 994,94 €		
TOTAL	**24 146 791,94 €**	**22 743 512,40 €**	

LE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 / FONCTIONNEMENT RECETTES			
	Prévu	**Réalisé**	
013 Atténuations de charges	258 000,00 €	300 965,89 €	117%
70 Produits des services	2 373 602,00 €	2 607 706,09 €	110%
73 Impôts et taxes (hors 731)	4 515 297,00 €	4 515 297,00 €	100%
731 Fiscalité locale	10 975 446,00 €	10 995 267,33 €	100%
74 Dotations et subventions	5 376 224,00 €	5 422 286,86 €	101%
75 Autres produits de gestion courante	348 451,00 €	420 390,32 €	121%
76 Produits financiers	150,00 €	223,30 €	149%
77 Produits spécifiques (hors C/775)		1 091,38 €	
77 Produits de cessions (C/775)		208 144,00 €	
78 Tx equipement en régie et réduction de charges		31 154,68 €	
S/Total recettes réelles	***23 847 170,00 €***	***24 502 526,85 €***	
042 Opérations d'ordre de sect. à sect.	200 000,00 €	10 655,96 €	
002 Résultat n-1 reporté	68 421,94 €	68 421,94 €	
TOTAL	**24 115 591,94 €**	**24 581 604,75 €**	
S/Total recettes réelles (hors C/775)	***23 847 170,00 €***	***24 294 382,85 €***	102%

LE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 / INVESTISSEMENT DEPENSES			
	Prévu	**Réalisé**	**Restes à réaliser**
Dépenses d'équipement (1) (2)	10 374 340,81 €	7 002 476,33 €	2 409 818,72 €
16 Emprunts et dettes	1 312 600,00 €	1 312 571,47 €	
16 Dépôts et cautionnements	1 500,00 €	450,00 €	
Autres	20 292,00 €	20 291,43 €	
45 Opérations pour compte de tiers	61 800,00 €	8 482,39 €	45 181,50 €
S/Total dépenses réelles	***11 770 532,81 €***	***8 344 271,62 €***	
040 Opérations d'ordre de sect. à sect.	200 000,00 €	10 655,96 €	
041 Opérations d'ordre internes	200 000,00 €	193 203,99 €	
Résultat n-1 reporté			
TOTAL	**12 170 532,81 €**	**8 548 131,57 €**	**2 455 000,22 €**
(1) Chapitres 20, 204, 21 et 23			
(2) Crédits ouverts : RAR 2023 = 2 724 205,17 € / Mesures Nouvelles 2024 =7 650 135,64 €			

LE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 / INVESTISSEMENT RECETTES			
	Prévu	**Réalisé**	**Restes à réaliser**
13 Subventions d'investissement	3 718 318,18 €	1 504 118,53 €	841 281,97 €
16 Emprunts et dettes	3 026 746,00 €	3 000 000,00 €	
Dépôts et cautionnements reçus		400,00 €	
10 Dotations (FCTVA & TA)	1 293 279,30 €	1 256 444,55 €	
1068 Résultat n-1 affecté	512 000,00 €	512 000,00 €	
27 Immobilisations financières	15 565,00 €	15 565,00 €	
Autres			
Produits des cessions	306 900,00 €		63 000,00 €
Opérations pour compte de tiers	61 800,00 €	8 492,39 €	45 181,00 €
S/Total recettes réelles	***8 934 608,48 €***	***6 297 020,47 €***	
040 Opérations d'ordre de sect. à sect.	1 059 800,00 €	1 274 843,90 €	
041 Opérations d'ordre internes	200 000,00 €	193 203,99 €	
021 Virement de la section de fonctionnement	788 994,94 €		
001 Résultat n-1 reporté	1 187 129,39 €	1 187 129,39 €	
TOTAL	**12 170 532,81 €**	**8 952 197,75 €**	**949 462,97 €**

III – DONNEES RETROSPECTIVES (3 derniers exercices clos)

DONNEES DEMOGRAPHIQUES

	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Population totale (*)	16 920	16 962	17 439

(*) population légale en vigueur au 01 janvier - INSEE

FISCALITE – PRODUIT

EVOLUTION PANIER FISCAL (suppression THRP & diminution de 50 % des bases des	Ex2022	Ex2023	Ex2024
	définitf	définitf	définitf
Produit TH	223 045,58 €	413 512,76 €	346 830,00 €
Produit TH (Lissage)	*-188,00 €*	*-141,00 €*	*-94,00 €*
Produit FB	9 265 344,77 €	9 874 706,69 €	10 355 120,00 €
Produit FB (Lissage)	*23 396,00 €*	*18 414,00 €*	*12 010,00 €*
Produit FNB	51 999,93 €	55 777,61 €	58 140,00 €
Coefficient correcteur	-397 749,49 €	-424 683,65 €	-447 124,00 €
Allocation Fiscal Comp TH	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Allocation Fiscal Comp FB (hors locaux indus.)	48 186,00 €	51 078,00 €	53 462,00 €
Allocation Fiscal Comp FB (locaux indus.)	1 390 531,00 €	1 502 090,00 €	1 649 826,00 €
Allocation Fiscal Comp FNB	3 784,00 €	3 764,00 €	3 722,00 €
Allocation Fiscal Comp CFE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	**10 608 349,80 €**	**11 494 518,41 €**	**12 031 892,00 €**
Hors rôles supplémentaires	*3,58%*	*8,35%*	*4,68%*

FISCALITE – TAUX

FISCALITE DIRECTE - TAUX	EX2022	EX2023	EX2024
Taxe d'habitation	21,95%	21,95%	21,95%
Foncier bâti	44,68%	44,68%	44,68%
Foncier non-bâti	102,85%	102,85%	102,85%

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

DGF	Ex2022	Ex2023	Ex2024
Dotation forfaitaire	2 294 951,00 €	2 300 496,00 €	2 344 330,00 €
Dotation de Solidarité Urbaine	950 418,00 €	997 708,00 €	1 080 912,00 €
Dotation Nationale de Péréquation	98 629,00 €	109 076,00 €	130 891,00 €
Total DGF	**3 343 998,00 €**	**3 407 280,00 €**	**3 556 133,00 €**
	0,78%	*1,89%*	*4,37%*
Evolution / n-1	*25 749,00 €*	*63 282,00 €*	*148 853,00 €*

LA MASSE SALARIALE

GESTION DE LA MASSE SALARIALE

GESTION DE LA MASSE SALARIALE	CA2022	CA2023	CA2024
Charges - Masse salariale (chapitre 012)	**14 413 333,65 €**	**14 818 291,50 €**	**14 108 468,00 €**
Remboursements (assurance statutaire, etc ...)			
Recettes - Remboursements sur rémunérations (Chap 013)	324 598,88 €	335 190,37 €	300 965,89 €
Mutualisation (Hors CCAS)			
Recettes - convention Mut - C/70846	1 593 268,61 €	1 689 157,38 €	1 806 822,31 €
Recettes - convention Mut - C/70846 - CIAS	56 746,11 €	55 876,69 €	63 269,00 €
Mises à disposition			
Recettes - Agent mis à dispo - C/70846 - Régie Ass.	45 581,63 €	47 232,23 €	48 106,00 €
Recettes - Agent mis à dispo - C/70846	59 782,83 €	92 742,80 €	126 369,52 €
Total recettes	**2 079 978,06 €**	**2 220 199,47 €**	**2 345 532,72 €**
Solde net	**12 333 355,59 €**	**12 598 092,03 €**	**11 762 935,28 €**
Evolution / N-1	11,82%	2,15%	-6,63%

LES CHIFFRES CLES

LES CHIFFRES CLES	CA2022	CA2023	CA2024
Epargne de gestion	2 437 377,59 €	1 954 076,13 €	3 288 216,20 €
Epargne brute	2 238 040,59 €	1 584 396,41 €	2 825 714,35 €
Epargne nette	950 703,15 €	477 036,33 €	1 513 142,88 €
Dépenses d'équipement mandatées	8 142 731,43 €	8 525 966,73 €	7 002 476,33 €
Encours de dette	14 168 980,84 €	17 561 620,76 €	19 249 049,29 €
Taux d'épargne brute	9,38%	6,59%	11,63%
Capacité de désendettement	6,33	11,08	6,81

IV – AFFECTATION DE L'EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - BUDGET PRINCIPAL AFFECTATION EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT					
Section d'investissement			**Section de fonctionnement**		
Dépenses	Recettes		Dépenses	Recettes	
8 548 131,57 €	8 952 187,75 €		22 743 512,40 €	24 581 604,75 €	
Résultat de clôture			**Résultat de clôture**		
Excédent	**404 056,18 €**		Excédent	**1 838 092,35 €**	
Restes à réaliser					
Dépenses	Recettes				
2 455 000,22 €	949 462,97 €				
			Excédent fonctionnement		
			Affectation en ...		
Besoin de financement			728 092,35 €	fonctionnement	
Besoin	**-1 101 481,07 €**		1 110 000,00 €	investissement	

RAR2024_Depenses_Ville.pdf

Ville d'Annonay

BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - ETAT DES RESTES A REALISER

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2031	Frais d'études	29 143,10 €
2051	Concessions, droits, licences	6 288,29 €
	S/Total chapitre 20	**35 431,39 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2041582	Subventions d'équipement versées	214 389,38 €
20422	Subventions d'équipement versées	473 169,09 €
	S/Total chapitre 204	**687 558,47 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2152	Installations de voirie	3 516,00 €
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	4 393,60 €
21572	Matériel technique scolaire	4 859,22 €
2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	19 077,37 €
21622	Biens histo. et culturels - dépenses ultérieures immobilisées	
2181	installations générales	17 237,28 €
21828	Autre matériel de transport	148 961,77 €
21838	Autre matériel informatique	3 219,12 €
21841	Matériel de bureau et mobiliers scolaire	1 358,90 €
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 280,01 €
2188	Autres immobilisations corporelles	5 227,96 €
	S/Total chapitre 21	**210 131,23 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2312	Agencement et aménagements de terrains	171 697,33 €
2313	Constructions	349 349,90 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	858 888,06 €
2316	Restauration des collections et œuvres d'art	
2318	Autres immobilisations corporelles	96 762,34 €
	S/Total chapitre 23	**1 476 697,63 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
458104	Opération éclairage Théatre	7 829,90 €
458105	Opération chemin des grailles - Davezieux	37 351,60 €
	S/Total chapitre 45	**45 181,50 €**

Total général **2 455 000,22 €**

Visa du comptable public
Instruction M57 - Tome 2 - Titre 3 - Chapitre 1 - paragraphe 2.3.2.6
Le Chef du Service SGC d'Annonay,

Pour valoir accusé de réception
le 11.2.2025

Service de Gestion Comptable
d'ANNONAY
62 Avenue de l'Europe
07100 ANNONAY

Etabli en 2 exemplaires le 6 février 2025
L'ordonnateur,
Le Président,

RAR2024_Recettes_Ville.pdf

Ville d'Annonay

BUDGET principal - EXERCICE 2024
RECETTES D'INVESTISSEMENT - ETAT DES RESTES A REALISER

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/132 Subventions d'équipement non-transférables		
1321	Subvention Etat et établissements nationaux	488 310,24 €
1322	Subvention Région	75 355,00 €
1323	Subvention Département	20 000,00 €
1326	Autres EPL	- €
C/134 Fonds affectés à l'équipement non transférables		
13461	DETR	257 616,73 €
13462	DSIL	
1348	Autres	
	S/Total chapitre 13	**841 281,97 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/024 Produit des cessions		
024	Produit des cessions d'immobilisations	63 000,00 €
	S/Total chapitre 024	**63 000,00 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/45 Opérations sous mandat		
458204	Opération éclairage l'héatre	7 829,90 €
458205	Opération chemin des grailles - Davezieux	37 351,10 €
	S/Total chapitre 45	**45 181,00 €**

Total général **949 462,97 €**

Visa du comptable public
Instruction M57 - Tome 2 - Titre 3 - Chapitre 1 - paragraphe 2.3.2.6
Le Chef du Service SGC d'Annonay,

Par subs accusé de réception le 24.2.2025

Laurent DESPORTES

Etabli en 2 exemplaires le 6 février 2025
L'ordonnateur,
Le Maire,

Simon PLENET

Service de Gestion Comptable
d'ANNONAY
62 Avenue de l'Europe
07100 ANNONAY

.....

7 - Finances - Budget principal - Exercice 2025 - Budget supplémentaire

Nombre d'annexes :3

BS2025Ville_ANNONAY.pdf

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE D'ANNONAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21070010000014

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ANNONAY

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL ANNONAY (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 46
A1.01 - Opérations non ventilables 48
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 49
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 52
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 53
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 54
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 57
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 61
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 64
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 65
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 68
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 70
A1.908 - Fonction 8 - Transports 73
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 77
A2.01 - Opérations non ventilables 79
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 80
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 86
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 87
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 88
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 92
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 96
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 99
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 100
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 101
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 104
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 106
A2.938 - Fonction 8 - Transports 109

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 113
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 117

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	118
B3.1 - Etat des provisions constituées	120
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	122
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	124
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	125
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	126
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	128

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	17439

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	19645873.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1262.92
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1414.26
3	Dépenses d'équipement brut / population	728.58
4	Encours de dette / population (2) (3)	1103.79
5	DGF / population	211.04
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	63.79
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	94.97
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	51.52
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	78.05
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	10.70

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	31 291 643,97	32 278 241,17	1 255 551,33	A1	2 242 148,53
Investissement	8 548 131,57	7 765 058,36	(3) 1 187 129,39	A2	404 056,18
Fonctionnement	22 743 512,40	24 513 182,81	(4) 68 421,94	A3	1 838 092,35

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	2 455 000,22	III + IV	949 462,97	B1	-1 505 537,25
Investissement	I	2 455 000,22	III	949 462,97	B2	-1 505 537,25
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	736 611,28
Investissement	A2 + B2	-1 101 481,07
Fonctionnement	A3 + B3	1 838 092,35

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**2 455 000,22**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**35 431,39**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**687 558,47**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**210 131,23**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**1 476 697,63**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**45 181,50**
458104	OPERATION ECLAIRAGE THEATRE		7 829,90
458105	OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX		37 351,60
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**949 462,97**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**63 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**841 281,97**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**45 181,00**
458204	OPERATION ECLAIRAGE THEATRE		7 829,90
458205	OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX		37 351,10
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	1 185 035,28	2 286 516,35
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	2 455 000,22	949 462,97
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 404 056,18
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	3 640 035,50	3 640 035,50

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 151 615,35	423 523,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 728 092,35
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	1 151 615,35	1 151 615,35

TOTAL DU BUDGET (5)	4 791 650,85	4 791 650,85

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP201401/2013	AP COEUR DE VILLE HISTORIQUE	13, 204, 21, 23,	11 450 073,00
AP202301/2023	RENOV PATRIMOINE SCOLAIRE	13, 23,	8 500 000,00
TOTAL			**19 950 073,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**19 950 073,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	100 460,00	35 431,39	1 000,00	1 000,00	136 891,39
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	710 600,00	687 558,47	316 000,00	316 000,00	1 714 158,47
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 853 950,00	210 131,23	239 800,00	239 800,00	2 303 881,23
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	6 400 700,00	1 476 697,63	607 800,28	607 800,28	8 485 197,91
Total des dépenses d'équipement		**9 065 710,00**	**2 409 818,72**	**1 164 600,28**	**1 164 600,28**	**12 640 129,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 399 500,00	0,00	0,00	0,00	1 399 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 399 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 500,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	45 181,50	20 435,00	20 435,00	65 616,50
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 465 210,00**	**2 455 000,22**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**14 105 245,50**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*3 200,00*		*0,00*	*0,00*	*3 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*400 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***403 200,00***		***0,00***	***0,00***	***403 200,00***
TOTAL		**10 868 410,00**	**2 455 000,22**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**14 508 445,50**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 508 445,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	3 425 328,00	841 281,97	122 998,00	122 998,00	4 389 607,97
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	2 537 227,00	0,00	0,00	0,00	2 537 227,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 962 555,00**	**841 281,97**	**122 998,00**	**122 998,00**	**6 926 834,97**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	1 110 000,00	1 110 000,00	1 110 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	15 565,00	0,00	0,00	0,00	15 565,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	900 800,00	63 000,00	67 000,00	67 000,00	1 030 800,00
Total des recettes financières		**2 101 365,00**	**63 000,00**	**1 177 000,00**	**1 177 000,00**	**3 341 365,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	45 181,00	20 435,00	20 435,00	65 616,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 063 920,00**	**949 462,97**	**1 320 433,00**	**1 320 433,00**	**10 333 815,97**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*1 274 490,00*		*946 083,35*	*946 083,35*	*2 220 573,35*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 130 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*1 150 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*400 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 804 490,00***		***966 083,35***	***966 083,35***	***3 770 573,35***

TOTAL	**10 868 410,00**	**949 462,97**	**2 286 516,35**	**2 286 516,35**	**14 104 389,32**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**404 056,18**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 508 445,50**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**3 367 373,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	4 385 809,00	0,00	128 587,00	128 587,00	4 514 396,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	14 049 847,00	0,00	0,00	0,00	14 049 847,00
014	Atténuations de produits	6 900,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 772 670,00	0,00	79 510,00	79 510,00	2 852 180,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**21 215 226,00**	**0,00**	**208 097,00**	**208 097,00**	**21 423 323,00**
66	Charges financières	568 624,00	0,00	-43 000,00	-43 000,00	525 624,00
67	Charges spécifiques (4)	23 600,00	0,00	0,00	0,00	23 600,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	31 000,00		20 435,00	20 435,00	51 435,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**21 838 450,00**	**0,00**	**185 532,00**	**185 532,00**	**22 023 982,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*1 274 490,00*		*946 083,35*	*946 083,35*	*2 220 573,35*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 130 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*1 150 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 404 490,00***		***966 083,35***	***966 083,35***	***3 370 573,35***

TOTAL	**24 242 940,00**	**0,00**	**1 151 615,35**	**1 151 615,35**	**25 394 555,35**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 394 555,35**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	236 600,00	0,00	0,00	0,00	236 600,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 446 908,00	0,00	5 231,00	5 231,00	2 452 139,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 515 297,00	0,00	0,00	0,00	4 515 297,00
731	Fiscalité locale	11 176 000,00	0,00	-13 173,00	-13 173,00	11 162 827,00
74	Dotations et participations (4)	5 491 860,00	0,00	112 719,00	112 719,00	5 604 579,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	340 370,00	0,00	318 746,00	318 746,00	659 116,00
Total des recettes de gestion courante		**24 207 035,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**24 630 558,00**
76	Produits financiers	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	32 505,00		0,00	0,00	32 505,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**24 239 740,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**24 663 263,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*3 200,00*		*0,00*	*0,00*	*3 200,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***3 200,00***		***0,00***	***0,00***	***3 200,00***
TOTAL		**24 242 940,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**24 666 463,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**728 092,35**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 394 555,35**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**3 367 373,35**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		36 431,39	*0,00*	36 431,39
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		1 003 558,47	*0,00*	*1 003 558,47*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		449 931,23	*0,00*	449 931,23
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		2 084 497,91	*0,00*	*2 084 497,91*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		65 616,50	*0,00*	65 616,50
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**3 640 035,50**	***0,00***	**3 640 035,50**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 640 035,50**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	128 587,00		128 587,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	79 510,00	*0,00*	79 510,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	-43 000,00	*0,00*	-43 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	20 435,00	*20 000,00*	40 435,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*946 083,35*	946 083,35
	Dépenses de fonctionnement – Total	**185 532,00**	***966 083,35***	**1 151 615,35**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 151 615,35**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		964 279,97	*0,00*	964 279,97
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*20 000,00*	20 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		65 616,00	*0,00*	65 616,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*946 083,35*	946 083,35
024	Produits des cessions d'immobilisations		130 000,00		130 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 159 895,97**	***966 083,35***	**2 125 979,32**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**404 056,18**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**1 110 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 640 035,50**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 231,00		5 231,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	-13 173,00		-13 173,00
74	Dotations et participations (8)	112 719,00		112 719,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	318 746,00	0,00	318 746,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**423 523,00**	***0,00***	**423 523,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			728 092,35
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			1 151 615,35

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 868 410,00**	**2 455 000,22**	**19 950 073,00**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**0,00**	**1 185 035,28**	**3 640 035,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	100 460,00	35 431,39	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	36 431,39
204	Subventions d'équipement versées (10)	710 600,00	687 558,47	366 521,48	316 000,00	316 000,00	0,00	316 000,00	1 003 558,47
21	Immobilisations corporelles	1 853 950,00	210 131,23	3 244 051,25	239 800,00	239 800,00	0,00	239 800,00	449 931,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 400 700,00	1 476 697,63	16 339 500,27	607 800,28	607 800,28	0,00	607 800,28	2 084 497,91
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 065 710,00**	**2 409 818,72**	**19 950 073,00**	**1 164 600,28**	**1 164 600,28**	**0,00**	**1 164 600,28**	**3 574 419,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 399 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 399 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	45 181,50	0,00	20 435,00	20 435,00	0,00	20 435,00	65 616,50
Total des dépenses réelles		**10 465 210,00**	**2 455 000,22**	**19 950 073,00**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**0,00**	**1 185 035,28**	**3 640 035,50**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*3 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**403 200,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**3 640 035,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**10 868 410,00**	**949 462,97**	**1 176 516,35**	**1 176 516,35**	**2 125 979,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	3 425 328,00	841 281,97	122 998,00	122 998,00	964 279,97
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	2 537 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 962 555,00**	**841 281,97**	**122 998,00**	**122 998,00**	**964 279,97**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	900 800,00	63 000,00	67 000,00	67 000,00	130 000,00
Total des recettes financières		**2 101 365,00**	**63 000,00**	**67 000,00**	**67 000,00**	**130 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	45 181,00	20 435,00	20 435,00	65 616,00
Total des recettes réelles		**8 063 920,00**	**949 462,97**	**210 433,00**	**210 433,00**	**1 159 895,97**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 274 490,00*		*946 083,35*	*946 083,35*	*946 083,35*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 130 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 804 490,00***		***966 083,35***	***966 083,35***	***966 083,35***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**404 056,18**

Affectation au compte 1068 (9)	**1 110 000,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**3 640 035,50**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 868 410,00**	**2 455 000,22**	**19 950 073,00**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**0,00**	**1 185 035,28**	**3 640 035,50**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	100 460,00	35 431,39	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	36 431,39
2031	Frais d'études	62 400,00	29 143,10		-9 000,00	-9 000,00	0,00	-9 000,00	20 143,10
2051	Concessions, droits similaires	38 060,00	6 288,29		0,00	0,00	0,00	0,00	6 288,29
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	710 600,00	687 558,47	366 521,48	316 000,00	316 000,00	0,00	316 000,00	1 003 558,47
20415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	67 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	338 500,00	214 389,38		0,00	0,00	0,00	0,00	214 389,38
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	305 000,00	473 169,09		316 000,00	316 000,00	0,00	316 000,00	789 169,09
21	Immobilisations corporelles	1 853 950,00	210 131,23	3 244 051,25	239 800,00	239 800,00	0,00	239 800,00	449 931,23
2111	Terrains nus	0,00	0,00		27 400,00	27 400,00	0,00	27 400,00	27 400,00
2138	Autres constructions	1 250 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	50 000,00	3 516,00		0,00	0,00	0,00	0,00	3 516,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	10 000,00	4 393,60		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	14 393,60
21572	Matériel technique scolaire	9 000,00	4 859,22		0,00	0,00	0,00	0,00	4 859,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	250 600,00	19 077,37		65 200,00	65 200,00	0,00	65 200,00	84 277,37
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	7 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	91 000,00	17 237,28		-40 000,00	-40 000,00	0,00	-40 000,00	-22 762,72
21828	Autres matériels de transport	55 000,00	148 961,77		179 000,00	179 000,00	0,00	179 000,00	327 961,77
21831	Matériel informatique scolaire	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	47 500,00	3 219,12		0,00	0,00	0,00	0,00	3 219,12
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	8 750,00	1 358,90		0,00	0,00	0,00	0,00	1 358,90
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 500,00	2 280,01		0,00	0,00	0,00	0,00	2 280,01

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2185	Matériel de téléphonie	**3 000,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	25 800,00	5 227,96		-1 800,00	-1 800,00	0,00	-1 800,00	3 427,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 400 700,00	1 476 697,63	16 339 500,27	607 800,28	607 800,28	0,00	607 800,28	2 084 497,91
2312	Agencements et aménagements de terrains	527 000,00	171 697,33		152 000,00	152 000,00	0,00	152 000,00	323 697,33
2313	Constructions	4 185 000,00	349 349,90		175 000,00	175 000,00	0,00	175 000,00	524 349,90
2315	Install., matériel et outill. technique	1 676 300,00	858 888,06		215 400,28	215 400,28	0,00	215 400,28	1 074 288,34
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	2 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	10 000,00	96 762,34		65 400,00	65 400,00	0,00	65 400,00	162 162,34
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 065 710,00**	**2 409 818,72**	**19 950 073,00**	**1 164 600,28**	**1 164 600,28**	**0,00**	**1 164 600,28**	**3 574 419,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 399 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 398 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**1 399 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	45 181,50	0,00	20 435,00	20 435,00	0,00	20 435,00	65 616,50
4541104	TRAVAUX D'OFFICE - MUR AV JEAN JAURES - COUIX	0,00	0,00		20 435,00	20 435,00	0,00	20 435,00	20 435,00
458104	OPERATION ECLAIRAGE THEATRE	0,00	7 829,90		0,00	0,00	0,00	0,00	7 829,90
458105	OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX	0,00	37 351,60		0,00	0,00	0,00	0,00	37 351,60
Total des dépenses réelles		**10 465 210,00**	**2 455 000,22**	**19 950 073,00**	**1 185 035,28**	**1 185 035,28**	**0,00**	**1 185 035,28**	**3 640 035,50**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*3 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*3 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*3 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**403 200,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 868 410,00**	**949 462,97**	**1 176 516,35**	**1 176 516,35**	**2 125 979,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	3 425 328,00	841 281,97	122 998,00	122 998,00	964 279,97
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 155 200,00	488 310,24	-34 020,00	-34 020,00	454 290,24
1322	Subv. non transf. Régions	400 000,00	75 355,00	0,00	0,00	75 355,00
1323	Subv. non transf. Départements	463 500,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	50 000,00	0,00	174 527,00	174 527,00	174 527,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	7 750,00	0,00	12 491,00	12 491,00	12 491,00
13272	Subv. non transf. FEDER	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	540 000,00	257 616,73	-30 000,00	-30 000,00	227 616,73
13462	Dotation de soutien à l'invest local	373 378,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	2 537 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 537 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 962 555,00**	**841 281,97**	**122 998,00**	**122 998,00**	**964 279,97**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 035 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
27	Autres immobilisations financières	**15 565,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27633	Créance Départements	15 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	900 800,00	63 000,00	67 000,00	67 000,00	130 000,00
Total des recettes financières		**2 101 365,00**	**63 000,00**	**67 000,00**	**67 000,00**	**130 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	45 181,00	20 435,00	20 435,00	65 616,00
Total des recettes réelles		**8 063 920,00**	**949 462,97**	**210 433,00**	**210 433,00**	**1 159 895,97**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 274 490,00*		*946 083,35*	*946 083,35*	*946 083,35*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 130 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 185,02*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*38 208,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*8 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*9 466,61*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*14 584,82*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*13 210,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*231 185,39*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*252,97*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*3 093,50*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*53 870,74*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 649,95*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 577,42*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*4 691,01*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*3 254,43*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*263 036,82*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*11 213,12*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*222 327,93*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*47 851,44*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*94 842,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*3 592,68*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 397,49*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*4 477,18*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28188	*Autres immo. corporelles*	***19 030,62***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
4816	*Frais d'émission des emprunts*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 804 490,00***		***966 083,35***	***966 083,35***	***966 083,35***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 242 940,00**	**0,00**	**0,00**	**1 151 615,35**	**1 151 615,35**	**0,00**	**1 151 615,35**	**1 151 615,35**
011	Charges à caractère général (4)	4 385 809,00	0,00	0,00	128 587,00	128 587,00	0,00	128 587,00	128 587,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	14 049 847,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 772 670,00	0,00	0,00	79 510,00	79 510,00	0,00	79 510,00	79 510,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**21 215 226,00**	**0,00**	**0,00**	**208 097,00**	**208 097,00**	**0,00**	**208 097,00**	**208 097,00**
66	Charges financières	568 624,00	0,00		-43 000,00	-43 000,00		-43 000,00	-43 000,00
67	Charges spécifiques (4)	23 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	31 000,00			20 435,00	20 435,00		20 435,00	20 435,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**623 224,00**	**0,00**	**0,00**	**-22 565,00**	**-22 565,00**		**-22 565,00**	**-22 565,00**
Total des dépenses réelles		**21 838 450,00**	**0,00**	**0,00**	**185 532,00**	**185 532,00**	**0,00**	**185 532,00**	**185 532,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 274 490,00*			*946 083,35*	*946 083,35*		*946 083,35*	*946 083,35*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 130 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 404 490,00**			**966 083,35**	**966 083,35**		**966 083,35**	**966 083,35**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 151 615,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 242 940,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
013	Atténuations de charges (3)	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 446 908,00	0,00	5 231,00	5 231,00	5 231,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 515 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 176 000,00	0,00	-13 173,00	-13 173,00	-13 173,00
74	Dotations et participations (3)	5 491 860,00	0,00	112 719,00	112 719,00	112 719,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	340 370,00	0,00	318 746,00	318 746,00	318 746,00
Total des recettes de gestion des services		**24 207 035,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
76	Produits financiers	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	32 505,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**32 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**24 239 740,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 200,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**728 092,35**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 151 615,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 242 940,00**	**0,00**	**0,00**	**1 151 615,35**	**1 151 615,35**	**0,00**	**1 151 615,35**	**1 151 615,35**
011	Charges à caractère général (5)	4 385 809,00	0,00	0,00	128 587,00	128 587,00	0,00	128 587,00	128 587,00
6042	Achats de prestations de services	425 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	132 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 008 900,00	0,00		-8 860,00	-8 860,00	0,00	-8 860,00	-8 860,00
60621	Combustibles	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	127 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 550,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
60624	Produits de traitement	14 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	52 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	187 535,00	0,00		13 100,00	13 100,00	0,00	13 100,00	13 100,00
60633	Fournitures de voirie	78 340,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	39 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	14 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	1 515,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	58 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	131 000,00	0,00		12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
611	Contrats de prestations de services	624 275,00	0,00		103 760,00	103 760,00	0,00	103 760,00	103 760,00
6132	Locations immobilières	50 185,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61351	Matériel roulant	33 060,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	96 110,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	93 080,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 000,00	0,00		6 600,00	6 600,00	0,00	6 600,00	6 600,00
615232	Entretien, réparations réseaux	90 000,00	0,00		-68 000,00	-68 000,00	0,00	-68 000,00	-68 000,00
61551	Entretien matériel roulant	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 800,00	0,00		1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
6156	Maintenance	170 974,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	69 000,00	0,00		3 200,00	3 200,00	0,00	3 200,00	3 200,00
6168	Autres primes d'assurance	67 450,00	0,00		1 150,00	1 150,00	0,00	1 150,00	1 150,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6182	Documentation générale et technique	11 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	31 480,00	0,00		-1 750,00	-1 750,00	0,00	-1 750,00	-1 750,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	8 600,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6228	Divers	125 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	34 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	30 500,00	0,00		2 350,00	2 350,00	0,00	2 350,00	2 350,00
6238	Divers	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	18 000,00	0,00		3 800,00	3 800,00	0,00	3 800,00	3 800,00
6262	Frais de télécommunications	40 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 280,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 330,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	2 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	1 700,00	0,00		4 027,00	4 027,00	0,00	4 027,00	4 027,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00		5 400,00	5 400,00	0,00	5 400,00	5 400,00
6288	Autres services extérieurs	112 500,00	0,00		12 600,00	12 600,00	0,00	12 600,00	12 600,00
63512	Taxes foncières	143 600,00	0,00		21 310,00	21 310,00	0,00	21 310,00	21 310,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	5 055,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	14 049 847,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	1 108 394,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	39 347,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	35 772,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	131 645,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64111	Rémunération principale titulaires	5 644 943,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	61 570,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	61 367,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 551 021,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 502 310,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	19 936,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	336,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	19 484,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 257 990,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 137 156,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	52 471,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	349 115,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	26 990,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	6 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	2 772 670,00	0,00	0,00	79 510,00	79 510,00	0,00	79 510,00	79 510,00
65311	Indemnités de fonction	152 408,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	9 573,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	319,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	10 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	231 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00		72 000,00	72 000,00	0,00	72 000,00	72 000,00
657348	Subv. fonct. autres communes	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	**1 128 870,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	53 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 151 600,00	0,00		5 650,00	5 650,00	0,00	5 650,00	5 650,00
6583	Pénalités sur marchés	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	25 500,00	0,00		1 860,00	1 860,00	0,00	1 860,00	1 860,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**21 215 226,00**	**0,00**	**0,00**	**208 097,00**	**208 097,00**	**0,00**	**208 097,00**	**208 097,00**
66	Charges financières	568 624,00	0,00		-43 000,00	-43 000,00		-43 000,00	-43 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	550 250,00	0,00		-80 000,00	-80 000,00		-80 000,00	-80 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	18 374,00	0,00		37 000,00	37 000,00		37 000,00	37 000,00
67	Charges spécifiques (5)	23 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	23 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	31 000,00			20 435,00	20 435,00		20 435,00	20 435,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	5 000,00			20 435,00	20 435,00		20 435,00	20 435,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	26 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**623 224,00**	**0,00**	**0,00**	**-22 565,00**	**-22 565,00**		**-22 565,00**	**-22 565,00**
Total des dépenses réelles		**21 838 450,00**	**0,00**	**0,00**	**185 532,00**	**185 532,00**	**0,00**	**185 532,00**	**185 532,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 274 490,00*			*946 083,35*	*946 083,35*		*946 083,35*	*946 083,35*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 130 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 130 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
68126	*Dot.amort. frais d'émission des emprunts*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre		**2 404 490,00**			**966 083,35**	**966 083,35**		**966 083,35**	**966 083,35**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	311 480,28
Montant des ICNE de l'exercice N-1	256 106,28
= Différence ICNE N – ICNE N-1	55 374,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 242 940,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
013	Atténuations de charges (4)	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 446 908,00	0,00	5 231,00	5 231,00	5 231,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	87 930,00	0,00	1 475,00	1 475,00	1 475,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	1 995 978,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	24 500,00	0,00	3 756,00	3 756,00	3 756,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 515 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	4 512 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	2 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 176 000,00	0,00	-13 173,00	-13 173,00	-13 173,00
73111	Impôts directs locaux	10 484 300,00	0,00	-13 173,00	-13 173,00	-13 173,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	9 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	5 491 860,00	0,00	112 719,00	112 719,00	112 719,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	2 344 330,00	0,00	10 566,00	10 566,00	10 566,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741123	DSU des communes	**1 134 950,00**	**0,00**	**33 428,00**	**33 428,00**	**33 428,00**
741127	DNP des communes	145 000,00	0,00	12 069,00	12 069,00	12 069,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74711	Participation Etat emploi jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	54 530,00	0,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	29 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	3 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7481	Attrib/Vers. impôt cercles, maisons jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 731 750,00	0,00	39 656,00	39 656,00	39 656,00
7484	Dotation de recensement	3 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	340 370,00	0,00	318 746,00	318 746,00	318 746,00
752	Revenus des immeubles	294 770,00	0,00	14 546,00	14 546,00	14 546,00
75888	Autres	45 600,00	0,00	304 200,00	304 200,00	304 200,00
Total des recettes de gestion des services		**24 207 035,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
76	Produits financiers	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	32 505,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	32 505,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**24 239 740,00**	**0,00**	**423 523,00**	**423 523,00**	**423 523,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*3 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*3 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**3 200,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00

Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 399 500,00**	**2 217 795,00**	**0,00**	**126 960,00**	**3 388 930,00**	**892 620,00**	**67 100,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 399 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	66 060,00	0,00	0,00	20 000,00	5 400,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	67 100,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 051 300,00	0,00	51 000,00	52 750,00	76 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 080 000,00	0,00	75 960,00	3 316 180,00	686 220,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	20 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 832 227,00**	**866 800,00**	**0,00**	**100 000,00**	**1 516 878,00**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	830 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 295 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	100 000,00	1 516 878,00	390 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 537 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	15 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	20 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 466 160,00**	**10 000,00**	**13 840,00**	**1 067 340,28**		**11 650 245,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 399 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	10 000,00	0,00	0,00		101 460,00
204	Subventions d'équipement versées	803 500,00	0,00	0,00	31 000,00		1 026 600,00
21	Immobilisations corporelles	777 360,00	0,00	13 840,00	71 500,00		2 093 750,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	885 300,00	0,00	0,00	964 840,28		7 008 500,28
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		20 435,00
RECETTES		**1 528 448,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**		**9 384 353,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	137 000,00	0,00	0,00	0,00		967 800,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 295 000,00
13	Subventions d'investissement	1 391 448,00	0,00	0,00	150 000,00		3 548 326,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 537 227,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		15 565,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		20 435,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**1 399 500,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 398 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 500,00
RECETTES		**4 832 227,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 185 000,00
106	Réserves	1 110 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 537 227,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 147 095,00**	**0,00**	**42 500,00**	**0,00**	**28 200,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	33 860,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
211	Terrains	27 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	595 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	83 100,00	0,00	3 500,00	0,00	24 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	318 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 041 000,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	20 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**866 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	830 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	15 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	20 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 217 795,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 060,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 400,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595 300,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 435,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**866 800,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830 800,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 565,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 435,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**75 960,00**	**16 000,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**126 960,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	16 000,00	35 000,00	0,00	0,00	51 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	75 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 960,00
RECETTES		**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**3 353 930,00**	**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	8 750,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	3 316 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 516 878,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	1 143 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	373 378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 388 930,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 750,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 316 180,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 516 878,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 143 500,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 378,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**102 160,00**	**57 000,00**	**5 400,00**	**0,00**	**0,00**	**7 400,00**	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	13 000,00	54 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	89 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**543 640,00**	**0,00**	**0,00**	**51 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	543 640,00	0,00	0,00	51 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**892 620,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 500,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	686 220,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**67 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	67 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 100,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 100,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**186 360,00**	**240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 039 800,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	563 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	45 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**62 491,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 465 957,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	12 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 028 957,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 466 160,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	803 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 360,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	885 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 528 448,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 448,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**12 840,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	12 840,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 840,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 840,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 017 340,28**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	964 840,28	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 067 340,28**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	964 840,28
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**560 624,00**	**11 204 379,00**	**0,00**	**579 674,00**	**3 723 814,00**	**1 839 062,00**	**1 182 270,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	2 100,00	3 121 868,00	0,00	37 992,00	604 715,00	179 042,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	7 658 476,00	0,00	541 682,00	2 867 089,00	691 120,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	375 100,00	0,00	0,00	252 010,00	968 800,00	1 182 270,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	525 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	23 500,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	26 000,00	25 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**21 147 578,00**	**3 074 399,00**	**0,00**	**6 500,00**	**272 700,00**	**65 200,00**	**22 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 098 639,00	0,00	6 500,00	240 000,00	25 000,00	22 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	4 515 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 147 827,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	5 451 749,00	77 130,00	0,00	0,00	32 700,00	40 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	647 030,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	32 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**30 000,00**	**1 363 420,00**	**0,00**	**1 071 519,00**	**469 220,00**		**22 023 982,00**
011	Charges à caractère général	30 000,00	234 399,00	0,00	187 280,00	117 000,00		4 514 396,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 055 021,00	0,00	884 239,00	352 220,00		14 049 847,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 900,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	74 000,00	0,00	0,00	0,00		2 852 180,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		525 624,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		23 600,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		51 435,00
RECETTES		**3 000,00**	**11 886,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**		**24 663 263,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		236 600,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00		2 452 139,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 515 297,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		11 162 827,00
74	Dotations et participations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 604 579,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	11 886,00	0,00	0,00	0,00		659 116,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		200,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		32 505,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**560 624,00**
627	Services bancaires et assimilés	2 100,00
661	Charges d'intérêts	525 624,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	26 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	6 900,00
RECETTES		**21 147 578,00**
731	Fiscalité locale	11 147 827,00
732	Fiscalité reversée	4 515 297,00
741	D.G.F.	3 680 343,00
748	Autres attributions et participations	1 771 406,00
768	Autres produits financiers	200,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	32 505,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**10 449 623,00**	**0,00**	**179 369,00**	**0,00**	**407 087,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 546 640,00	0,00	4 300,00	0,00	20 500,00
611	Contrats de prestations de services	356 268,00	0,00	35 500,00	0,00	18 087,00
613	Locations	56 385,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	97 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	218 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	140 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	61 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
621	Personnel extérieur au service	1 108 394,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	37 830,00	0,00	0,00	0,00	127 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	22 320,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
625	Déplacements et missions	8 617,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	62 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	20 107,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	94 465,00	0,00	2 138,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	164 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	150,00	0,00	0,00	0,00	4 300,00
641	Rémunérations du personnel	4 193 027,00	0,00	96 332,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 070 449,00	0,00	35 099,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	58 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	56 100,00	0,00	0,00	0,00	118 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	16 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	23 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	25 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 006 899,00**	**0,00**	**33 000,00**	**0,00**	**34 500,00**
641	Rémunérations du personnel	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	29 405,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
708	Autres produits	2 024 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	65 405,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
748	Autres attributions et participations	3 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	283 430,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
758	Produits divers de gestion courante	349 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**168 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	168 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 204 379,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 571 440,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409 855,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 385,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 080,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 624,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 108 394,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 830,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 320,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 617,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 450,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 107,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 603,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 910,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 450,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 289 359,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 105 548,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 572,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 300,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 500,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 435,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 074 399,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 600,00

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 405,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024 234,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 905,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 225,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 430,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**20 000,00**	**559 674,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**579 674,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
613	Locations	0,00	5 760,00	0,00	0,00	0,00	5 760,00
615	Entretien et réparations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	530,00	0,00	0,00	0,00	530,00
625	Déplacements et missions	0,00	97,00	0,00	0,00	0,00	97,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	8 583,00	0,00	0,00	0,00	8 583,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	605,00	0,00	0,00	0,00	605,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	395 566,00	0,00	0,00	0,00	395 566,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	137 533,00	0,00	0,00	0,00	137 533,00
RECETTES		**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**1 421 326,00**	**802 485,00**	**333 024,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	67 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	219,00	92,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	19 793,00	13 241,00	5 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	718 332,00	569 519,00	239 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	257 222,00	219 633,00	87 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	231 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**32 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	32 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 006 928,00**	**160 051,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 723 814,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 200,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	20,00	234,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	10 098,00	2 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 778,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	409 876,00	114 271,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 051 898,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	156 534,00	42 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00	763 413,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 410,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 700,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**640 657,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 377,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	33 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	14 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	951,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	61 307,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 352,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	24 254,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 574,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	482 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**29 200,00**	**459 581,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	29 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	315,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	7 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	312 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	116 663,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**637 047,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 839 062,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 950,00	0,00	0,00	0,00	59 440,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	27 250,00	0,00	0,00	0,00	41 430,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 550,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	7,00	0,00	0,00	0,00	392,00
628	Divers	0,00	0,00	23 500,00	0,00	0,00	0,00	28 130,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	1 735,00	0,00	0,00	0,00	11 266,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	73 021,00	0,00	0,00	0,00	495 179,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	26 184,00	0,00	0,00	0,00	184 675,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	483 200,00	0,00	0,00	0,00	965 350,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 450,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**40 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 200,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
747	Participations	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 182 270,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 182 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 182 270,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 182 270,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**22 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**470 915,00**	**690 779,00**	**83 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 226,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	150,00	65 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	840,00	78 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 060,00
613	Locations	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	9 000,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	183,00	66,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	8 145,00	8 662,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 022,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	336 844,00	373 357,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 521,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	124 753,00	139 776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 523,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	13 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 886,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 886,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 363 420,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 090,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 550,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 350,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 829,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	745 722,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 052,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 418,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 886,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 886,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**7 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**1 048 119,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	32 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	8 200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
628	Divers	0,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 888,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	632 388,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 963,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**1 071 519,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	102 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 888,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	632 388,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 963,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**53 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**415 720,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 817,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	250 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	95 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**469 220,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 817,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 855,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 548,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**29 558 305,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					29 558 305,00									
00000553806 (CRCAM10)	Crédit Agricole Centre Est	18/01/2010	22/01/2010	22/01/2011	1 000 000,00	F	FIXE	3,740	3,740		A	P	O	A-1
00000794023 (CRCAM11)	Crédit Agricole Centre Est	22/12/2010	30/12/2010	01/01/2012	1 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,356		A	P	O	A-1
00000899001 (CRCAM13)	Crédit Agricole Centre Est	14/06/2011	23/06/2011	23/06/2012	1 500 000,00	F	FIXE	4,450	4,449		A	P	O	A-1
00002342281 (CACE01)	Crédit Agricole Centre Est	14/12/2016	29/12/2016	02/01/2018	1 500 000,00	F	FIXE	1,230	1,240		A	P	O	A-1
00005801525 (CRCAM14)	Crédit Agricole Centre Est	30/05/2022	13/06/2022	31/03/2023	500 000,00	F	FIXE	1,760	1,758		A	P	O	A-1
160090 (CRCAM9)	Crédit Agricole Centre Est	31/12/2007	28/05/2008	28/05/2009	1 000 000,00	F	FIXE	4,800	4,801		A	P	O	A-1
5086051 (CDC25)	Caisse des Dépôts	15/06/2015	08/07/2015	01/07/2016	1 400 000,00	V	LIVRETA	1,600	1,757		A	P	O	A-1
5600923 (CDC26)	Caisse des Dépôts	24/06/2024	01/07/2024	01/07/2026	4 158 305,00	V	LIVRETA	2,800	2,723		A	P	O	A-1
A19170KW000 (CELDA20)	Caisse d'Epargne L.D.A	15/12/2017	26/12/2017	25/02/2018	1 500 000,00	F	FIXE	1,190	1,198		A	P	O	A-1
A191809N000 (CELDA21)	Caisse d'Epargne L.D.A	19/06/2018	04/07/2018	25/02/2019	1 500 000,00	F	FIXE	1,420	1,427		A	P	O	A-1
A192303M000 (CELDA23)	Caisse d'Epargne L.D.A	26/06/2023	20/07/2023	20/07/2024	2 500 000,00	V	LIVRETA	3,200	3,110		A	C	O	A-1
MON280584EUR/0299780/001 (BQPO	SFIL	26/08/2013	30/08/2013	01/09/2014	1 000 000,00	V	EURIBOR12M	2,077	1,718		A	P	O	A-1
MON281715EUR/0301047/001 (BQPO	SFIL	17/12/2013	30/12/2013	01/01/2015	500 000,00	F	FIXE	3,290	3,310		A	P	O	A-1
MON535375EUR/0536946/001 (BQPO	SFIL	15/07/2020	27/07/2020	01/08/2021	1 500 000,00	F	FIXE	0,810	0,817		A	P	O	A-1
MON538631EUR/0540355/001 (BQPO	SFIL	21/05/2021	31/05/2021	01/06/2022	2 000 000,00	F	FIXE	0,760	0,765		A	P	O	A-1
MON541405EUR/0543299/001 (BQPO	SFIL	08/12/2021	16/12/2021	01/04/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,700	0,709		A	P	O	A-1
MON542939EUR (BQPOST06)	SFIL	24/06/2022	04/07/2022	01/08/2023	2 500 000,00	V	EURIBOR12M	2,285	3,184		A	P	O	A-1
MON545053EUR (BQPOST07)	SFIL	23/03/2023	28/04/2023	01/05/2024	2 000 000,00	F	FIXE	3,710	3,772		A	P	N	A-1
MON546903EUR (BQPOST08)	La Banque Postale	06/03/2024	20/03/2024	01/03/2025	1 000 000,00	F	FIXE	3,710	3,773		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**29 558 305,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**19 249 049,29**					**1 396 504,27**	**466 768,47**	**0,00**	**301 434,98**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		19 249 049,29					1 396 504,27	466 768,47	0,00	301 434,98
00000553806 (CRCAM10)	N	0,00	A-1	85 129,70	0,06	F	FIXE	3,740	85 129,70	3 183,85	0,00	0,00
00000794023 (CRCAM11)	N	0,00	A-1	163 539,92	1,00	F	FIXE	3,350	80 422,85	5 478,59	0,00	2 784,42
00000899001 (CRCAM13)	N	0,00	A-1	260 844,32	1,48	F	FIXE	4,450	127 583,45	11 607,57	0,00	3 119,40
00002342281 (CACE01)	N	0,00	A-1	1 016 161,38	12,00	F	FIXE	1,230	72 562,07	12 498,78	0,00	11 574,47
00005801525 (CRCAM14)	N	0,00	A-1	439 024,85	12,25	F	FIXE	1,760	30 358,47	7 726,84	0,00	5 438,74
160090 (CRCAM9)	N	0,00	A-1	281 035,68	3,41	F	FIXE	4,800	65 397,76	13 489,71	0,00	6 182,01
5086051 (CDC25)	N	0,00	A-1	824 306,99	10,50	V	LIVRETA	3,600	62 400,03	29 675,05	0,00	11 522,54
5600923 (CDC26)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	30,50	V	LIVRETA	2,800	0,00	33 995,27	0,00	90 708,69
A19170KW000 (CELDA20)	N	0,00	A-1	824 095,47	7,07	F	FIXE	1,190	98 797,61	9 806,74	0,00	8 063,52
A191809N000 (CELDA21)	N	0,00	A-1	933 391,65	8,15	F	FIXE	1,420	97 957,84	13 254,16	0,00	10 075,56
A192303M000 (CELDA23)	N	0,00	A-1	2 375 000,00	18,55	V	LIVRETA	3,200	125 000,00	77 055,56	0,00	26 812,50
MON280584EUR/0299780/001 (BQPO	N	0,00	A-1	341 624,96	3,67	V	EURIBOR12M	4,638	79 261,04	16 064,63	0,00	3 123,65
MON281715EUR/0301047/001 (BQPO	N	0,00	A-1	194 247,85	4,00	F	FIXE	3,290	36 375,97	6 390,75	0,00	5 193,98
MON535375EUR/0536946/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 219 042,76	15,58	F	FIXE	0,810	71 667,39	9 874,25	0,00	3 895,73
MON538631EUR/0540355/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 718 961,14	16,42	F	FIXE	0,760	95 107,15	13 064,10	0,00	7 235,72
MON541405EUR/0543299/001 (BQPO	N	0,00	A-1	1 288 121,05	16,25	F	FIXE	0,700	71 617,38	9 016,85	0,00	6 415,81
MON542939EUR (BQPOST06)	N	0,00	A-1	2 345 006,74	17,58	V	EURIBOR12M	3,616	83 356,13	85 973,16	0,00	21 963,46
MON545053EUR (BQPOST07)	N	0,00	A-1	1 939 514,83	18,33	F	FIXE	3,710	63 509,43	72 955,39	0,00	47 366,53
MON546903EUR (BQPOST08)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	19,17	F	FIXE	3,710	50 000,00	35 657,22	0,00	29 958,25
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**19 249 049,29**					**1 396 504,27**	**466 768,47**	**0,00**	**301 434,98**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	19	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	19 249 049,29	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2020-12-07
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	131 SUBVENTIONS	0	07/12/2020
L	202 DOCUMENTS D'URBANISME	10	07/12/2020
L	2031 FRAIS D'ETUDES	5	07/12/2020
L	2033 FRAIS D'INSERTION	5	07/12/2020
L	2041411 SUBV EQUIP VERSEE BIENS MOBILIERS	5	07/12/2020
L	2041511M57 SUBV VERSEE GFP RATTACHEMENT	5	07/12/2020
L	2041512 SUBV BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	20415321 SUBV CCAS BIEN IMMO MATERIEL ETUDES	5	07/12/2020
L	20415322 SUBV CCAS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	2041581 Subv Equ Autre Grp mobilier mat et études	5	07/12/2020
L	2041582 SUBV BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	2041583 SUBV PROJETS D'INFRASTRUCTURE	40	07/12/2020
L	20421 Subv equ pers privée mat et études	5	07/12/2020
L	20422 SUBV DROIT PRIVE BAT. INSTALLATIONS	30	07/12/2020
L	20423 SUBV DROIT PRIVE PROJETS INFRASTRUCTURES	40	07/12/2020
L	204412 SUBV ORG.PUBLIC NATURE	30	07/12/2020
L	2051 LOGICIEL	5	07/12/2020
L	2128 AUTRES AGENC ET AMENAG	15	07/12/2020
L	21321 IMMEUBLES DE RAPPORT	30	07/12/2020
L	21328 IMMEUBLES DE RAPPORT	30	07/12/2020
L	21538 M57 AUTRES RESEAUX	0	07/12/2020
L	21568 autre matériel et outillage incendie	15	07/12/2020
L	MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	10	07/12/2020
L	2158 Autres instal, mat et outillage techn	10	07/12/2020
L	DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	07/12/2020
L	2181M57 Installations générales, agencement divers	15	07/12/2020
L	21828 MATERIEL DE TRANSPORT LEGER	7	07/12/2020
L	21828 MATERIEL DE TRANSPORT PL	10	07/12/2020
L	21831 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	07/12/2020
L	21838 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	07/12/2020
L	21841 MOBILIER SCOLAIRE	10	07/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848 AUTRE MOBILIER	10	07/12/2020
L	2185 MATERIEL DE TELEPHONIE	5	07/12/2020
L	2186 CHEPTEL 3ANS	0	07/12/2020
L	2188 autre matériel	10	07/12/2020

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**25 432,40**		**322 012,95**	**347 445,35**	**0,00**	**347 445,35**
Provisions pour litiges	**25 432,40**		**322 012,95**	**347 445,35**	**0,00**	**347 445,35**
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Ali MAHMOUDI	0,00	11/06/2019	17 763,82	17 763,82	0,00	17 763,82
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Societe Amarille	0,00	11/06/2019	277 276,06	277 276,06	0,00	277 276,06
Titre emis a l'encontre d'un tiers defaillant (procedure de peril) - dossier Guillaume LOURDELLE	0,00	11/06/2019	26 973,07	26 973,07	0,00	26 973,07
Provisions Contentieux recours M SIBILLE pour PC SCI LES GENETS	5 000,00	06/02/2025	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
Provisions Contentieux recours Consorts Couix - Arrete de peril Mur soutenement Av.Jean Jaures	20 432,40	19/06/2025	0,00	20 432,40	0,00	20 432,40
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**25 432,40**		**322 012,95**	**347 445,35**	**0,00**	**347 445,35**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	25 432,40		322 012,95	347 445,35	0,00	347 445,35

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 04 — **Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE - MUR AV JEAN JAURES - COUIX OPERATION ECLAIRAGE THEATRE** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**8 482,39**	**7 829,90**	**20 435,00**	**28 264,90**
45 TRAVAUX D'OFFICE - MUR AV JEAN JAURES - COUIX (5)	0,00	0,00	20 435,00	20 435,00
45 OPERATION ECLAIRAGE THEATRE (5)	8 482,39	7 829,90	0,00	7 829,90
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**8 482,39**	**7 829,90**	**20 435,00**	**28 264,90**
RECETTES (b)	**8 482,39**	**7 829,90**	**20 435,00**	**28 264,90**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	8 482,39	7 829,90	20 435,00	28 264,90
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**8 482,39**	**7 829,90**	**20 435,00**	**28 264,90**

N° opération : 05 — **Intitulé de l'opération : OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**37 351,60**	**0,00**	**37 351,60**
45 OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX (5)	0,00	37 351,60	0,00	37 351,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**37 351,60**	**0,00**	**37 351,60**
RECETTES (b)	**0,00**	**37 351,10**	**0,00**	**37 351,10**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	37 351,10	0,00	37 351,10
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 05	Intitulé de l'opération : OPERATION CHEMIN DES GRAILLES - DAVEZIEUX			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**37 351,10**	**0,00**	**37 351,10**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	404 056,18	404 056,18	404 056,18
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	-1 505 537,25	-1 505 537,25	-1 505 537,25
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	-1 101 481,07	-1 101 481,07	-1 101 481,07

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	1 110 000,00	1 110 000,00	1 110 000,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	-1 101 481,07	-1 101 481,07	-1 101 481,07
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	8 518,93	8 518,93	8 518,93

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	1 401 200,00	0,00	0,00	1 401 200,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	4 505 855,00	1 033 083,35	1 033 083,35	5 538 938,35
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	3 104 655,00	1 033 083,35	1 033 083,35	4 137 738,35

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 401 200,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 398 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 398 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 200,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*3 200,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 4 505 855,00**	**1 033 083,35**	**VI 1 033 083,35**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 200 565,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 035 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	150 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
27633	Créance Départements	15 565,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**3 305 290,00**	**1 033 083,35**	**1 033 083,35**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 185,02*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*38 208,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*9 466,61*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*14 584,82*	*0,00*	*0,00*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*13 210,00*	*0,00*	*0,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*231 185,39*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*252,97*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*3 093,50*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*53 870,74*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 649,95*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 577,42*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*4 691,01*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*3 254,43*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*263 036,82*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*11 213,12*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*222 327,93*	*20 000,00*	*20 000,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*47 851,44*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*94 842,86*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*3 592,68*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 397,49*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*4 477,18*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*19 030,62*	*0,00*	*0,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4816	*Frais d'émission des emprunts*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	900 800,00	67 000,00	67 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 274 490,00*	*946 083,35*	*946 083,35*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

RAR2024_Depenses.pdf

Ville d'Annonay

BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - ETAT DES RESTES A REALISER

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2031	Frais d'études	29 143,10 €
2051	Concessions, droits, licences	6 288,29 €
	S/Total chapitre 20	**35 431,39 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2041582	Subventions d'équipement versées	214 389,38 €
20422	Subventions d'équipement versées	473 169,09 €
	S/Total chapitre 204	**687 558,47 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2152	Installations de voirie	3 516,00 €
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	4 393,60 €
21572	Matériel technique scolaire	4 859,22 €
2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	19 077,37 €
21622	Biens histo. et culturels - dépenses ultérieures immobilisées	
2181	installations générales	17 237,28 €
21828	Autre matériel de transport	148 961,77 €
21838	Autre matériel informatique	3 219,12 €
21841	Matériel de bureau et mobiliers scolaire	1 358,90 €
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 280,01 €
2188	Autres immobilisations corporelles	5 227,96 €
	S/Total chapitre 21	**210 131,23 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
2312	Agencement et aménagements de terrains	171 697,33 €
2313	Constructions	349 349,90 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	858 888,06 €
2316	Restauration des collections et œuvres d'art	
2318	Autres immobilisations corporelles	96 762,34 €
	S/Total chapitre 23	**1 476 697,63 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
458104	Opération éclairage Théatre	7 829,90 €
458105	Opération chemin des grailles - Davezieux	37 351,60 €
	S/Total chapitre 45	**45 181,50 €**

Total général **2 455 000,22 €**

Visa du comptable public
Instruction M57 - Tome 2 - Titre 3 - Chapitre 1 - paragraphe 2.3.2.6
Le Chef du Service SGC d'Annonay,

Pour valoir accusé de réception
le 11.2.2025

Service de Gestion Comptable
d'ANNONAY
62 Avenue de l'Europe
07100 ANNONAY

Etabli en 2 exemplaires le 6 février 2025
L'ordonnateur,
Le Président,

RAR2024_Recettes.pdf

Ville d'Annonay

BUDGET principal - EXERCICE 2024
RECETTES D'INVESTISSEMENT - ETAT DES RESTES A REALISER

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/132 Subventions d'équipement non-transférables		
1321	Subvention Etat et établissements nationaux	488 310,24 €
1322	Subvention Région	75 355,00 €
1323	Subvention Département	20 000,00 €
1326	Autres EPL	- €
C/134 Fonds affectés à l'équipement non transférables		
13461	DETR	257 616,73 €
13462	DSIL	
1348	Autres	
	S/Total chapitre 13	**841 281,97 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/024 Produit des cessions		
024	Produit des cessions d'immobilisations	63 000,00 €
	S/Total chapitre 024	**63 000,00 €**

Articles	Libellé	Montant des restes à réaliser
C/45 Opérations sous mandat		
458204	Opération éclairage l'héatre	7 829,90 €
458205	Opération chemin des grailles - Davezieux	37 351,10 €
	S/Total chapitre 45	**45 181,00 €**

Total général **949 462,97 €**

Visa du comptable public
Instruction M57 - Tome 2 - Titre 3 - Chapitre 1 - paragraphe 2.3.2.6
Le Chef du Service SGC d'Annonay,

Par subs accusé de réception le 24.2.2025

Laurent DESPORTES

Etabli en 2 exemplaires le 6 février 2025
L'ordonnateur,
Le Maire,

Simon PLENET

Service de Gestion Comptable
d'ANNONAY
62 Avenue de l'Europe
07100 ANNONAY

.....

8 - Finances - Présentation aux communes membres de l'EPCI du rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) concernant Annonay Rhône Agglo

Nombre d'annexes :1

Rapport CRC definitif Agglo 2018- 2023.pdf

Chambre régionale
des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

Le 19 NOV. 2024

Le vice-président

Dossier suivi par : Corinne Vitale-Bovet, greffière
T 04 72 60 12 79
auvergnerhonealpes@ccomptes.fr

Réf. : D 24168

P.J. : 1 rapport d'observations définitives

Objet : notification du rapport d'observations définitives et de sa réponse – communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo

Envoi dématérialisé avec accusé de réception (Article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur la gestion de la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo concernant les exercices 2018 et suivants, ainsi que votre réponse.

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre assemblée délibérante. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport et la réponse seront joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Dès la tenue de cette réunion et au plus tard dans le délai de deux mois suivant sa communication par la chambre, ce document sera publié et communiqué aux tiers en faisant la demande, dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

En application de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Monsieur Simon PLENET
Président
Annonay Rhône Agglo

romain.leborgne@annonayrhoneagglo.fr

Conformément à l'article L. 243-8 du code précité, le présent rapport d'observations définitives sera transmis par la chambre, dès sa présentation à votre assemblée délibérante, aux maires des communes membres, qui inscriront son examen à l'ordre du jour du plus proche conseil municipal.

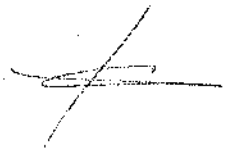
Par ailleurs, je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis à la préfète ainsi qu'a la directrice départementale des finances publiques.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

Il retient ensuite que « *ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9* ».

Dans ce cadre, vous voudrez bien notamment préciser les suites que vous aurez pu donner aux recommandations qui sont formulées dans le rapport d'observations, en les assortissant des justifications qu'il vous paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Patrick Caiani

Chambre régionale
des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

COMMUNICATION

DES RAPPORTS D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES

À L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
ANNONAY RHÔNE AGGLO (07)

À RETOURNER DANS LES MEILLEURS DÉLAIS A LA

Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes
124, Boulevard Vivier Merle
CS 23624
69503 LYON CEDEX 03

Courriel : auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr

Nom de la collectivité territoriale, de l'établissement public ou de l'organisme :

Conformément aux dispositions des articles L. 243-6 et R. 243-14 du code des juridictions financières, le présent rapport d'observations définitives sera porté à la connaissance de l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion, qui se tiendra le :

.....

Le procès-verbal de la séance de l'assemblée délibérante au cours de laquelle il aura été procédé à la communication du rapport vous sera transmis aussitôt après celle-ci.

Fait à .....

Le.....

Le représentant légal,

Chambre régionale des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA RÉPONSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ANNONAY RHÔNE AGGLO

(Ardèche)

Exercices 2018 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés, a été délibéré par la chambre le 11 octobre 2024.

124-126 boulevard Vivier Merle - CS 23624 - 69503 LYON cedex 03 - T +33 4 72 60 12 12 - auvergnerhonealpes@ccomptes.fr

AVANT-PROPOS

La chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé, dans le cadre de son programme de travail de l'année 2024, au contrôle des comptes et de la gestion de la communauté d'agglomération Annonay-Rhône-Agglo (CA ARA) pour les exercices 2018 et suivants, en veillant à intégrer, autant que possible, les données les plus récentes.

Le contrôle a été engagé par lettre du 19 janvier 2024, adressée à M. Plenet, ordonnateur sur l'ensemble de la période de contrôle.

Les investigations ont porté plus particulièrement sur la situation financière de la CA ARA et les relations avec ses communes membres, l'organisation de l'administration communautaire, la politique des ressources humaines et la commande publique et la politique des ordures ménagères.

L'entretien de fin de contrôle prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières (CJF) s'est déroulé le 10 juillet 2024 avec M. Plenet, président de la CA ARA.

A la suite de l'envoi du rapport d'observations provisoires aux personnes intéressées, seul le président de la CA ARA a fourni une réponse. Aucune audition n'a été sollicitée.

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE 5
RECOMMANDATIONS 8
1 LA GOUVERNANCE 10
1.1 Les organes de décision et de consultation de la communauté d'agglomération 10
1.1.1 Le conseil communautaire 10
1.1.2 Le bureau communautaire 11
1.1.3 La conférence des maires 11
1.1.4 Le conseil de développement 12
1.2 Les délégations et indemnités 14
1.2.1 Le régime des délégations 14
1.2.2 Le montant des indemnités 14
2 LE CADRE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE 16
2.1 Les documents structurants 16
2.1.1 Le schéma de cohérence territorial 16
2.1.2 Le plan local d'urbanisme intercommunal 16
2.1.3 Le PCAET et le projet de territoire 16
2.2 L'évolution des compétences exercées par la CA ARA 17
2.3 Un niveau d'intégration élevé 18
3 LA MUTUALISATION DES MOYENS AVEC LES COMMUNES MEMBRES 19
3.1 Le cadre réglementaire et sa mise en œuvre au sein de l'EPCI 19
3.2 Le cas particulier de la convention de mutualisation avec la ville centre 22
3.3 La stratégie de mutualisation 27
4 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 28
4.1 Le pilotage des ressources humaines 28
4.1.1 La fiabilité des données disponibles 28
4.1.2 Les lignes directrices de gestion 29
4.1.3 Les procédures de recrutement 30
4.2 Le nouveau règlement du temps de travail 32
4.2.1 Les dispositions générales 33
4.2.2 Les sujétions particulières 33
4.2.3 Les autorisations d'absence 34
4.3 Les déterminants internes de la masse salariale 35
4.3.1 L'évolution des effectifs 35
4.3.2 Les heures supplémentaires 36

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 393/719

4.3.3 La refonte du régime indemnitaire 38
5 LA COMMANDE PUBLIQUE 41
5.1 L'organisation des achats au sein de la collectivité 41
5.1.1 Les moyens de la direction de la commande publique 41
5.1.2 La répartition des rôles 42
5.2 Le respect des procédures 43
5.2.1 La computation des seuils 43
5.2.2 L'étape de la passation 43
6 LA QUALITÉ COMPTABLE ET LA FIABILITÉ 45
6.1 Les informations budgétaires et financières 45
6.2 La gestion pluriannuelle des investissements en autorisation de programme et crédit de paiement (AP/CP) 46
6.3 La qualité des prévisions et l'exécution budgétaire 47
6.3.1 Le fonctionnement 47
6.3.2 L'investissement 48
6.4 La gestion patrimoniale et le suivi des immobilisations 48
6.5 L'intégration des travaux aux comptes d'immobilisation 48
6.6 Les amortissements et les provisions 49
6.6.1 Les amortissements 49
6.6.2 Les provisions 49
7 LA SITUATION FINANCIÈRE 50
7.1 La méthode retenue et la structuration budgétaire 50
7.2 Les soldes de gestion 51
7.3 Les produits de gestion 52
7.3.1 Les ressources fiscales 53
7.3.2 Les ressources institutionnelles 55
7.4 Les charges de fonctionnement 55
7.4.1 La répartition des charges de fonctionnement 55
7.4.2 Les charges à caractère général 56
7.4.3 Les charges de personnel 57
7.5 Les dépenses d'équipement 59
7.6 Les modalités de financement des investissements 60
7.7 La situation bilantielle 61
7.7.1 Le fonds de roulement et la trésorerie 61
7.7.2 L'endettement et la capacité de désendettement 61
7.8 Les relations financières avec les communes 61
7.8.1 La fixation des AC et la CLECT 61
7.8.2 Les fonds de concours 65
7.8.3 L'absence de formalisation des relations financières avec les communes 65
7.9 La prospective 66

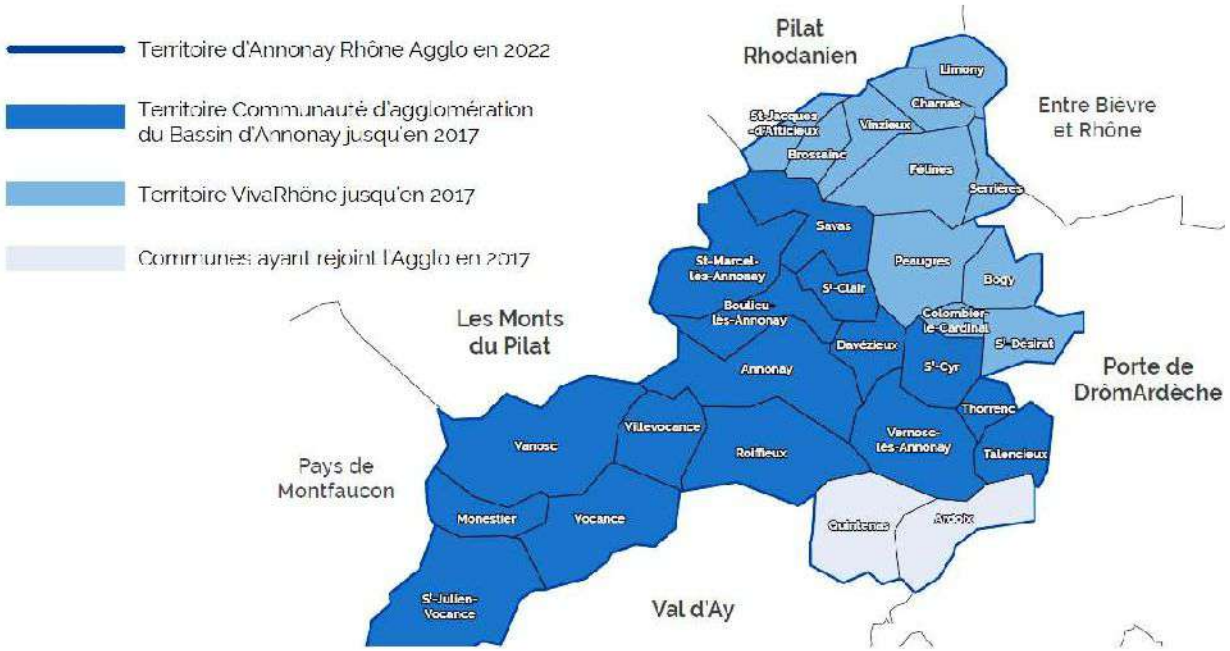
8 LE SERVICE PUBLIC DE LA GESTION DES DÉCHETS 69
8.1 L'historique de la compétence 69
8.2 L'exercice de la compétence par la CA ARA 70
8.2.1 Le périmètre de la compétence 70
8.2.2 Une collecte en régie (marchés de prestation de services) 71
8.2.3 La délégation du traitement des ordures ménagères à un syndicat mixte supra départemental 72
8.3 La performance du service public 72
8.3.1 Des résultats en décalage par rapport aux objectifs nationaux et régionaux 73
8.3.2 La définition tardive d'objectifs propres à la CA ARA 76
8.3.3 Le tri des biodéchets 76
8.4 Le coût du service public 77
8.5 Le financement du service public 78
8.5.1 Un financement reposant majoritairement sur la TEOM 78
8.5.2 Une tarification incitative à mettre à l'étude 79

Retour aux ANNEXES

SYNTHÈSE

Créée le 1er janvier 2017 par la fusion-extension entre la communauté d'agglomération du Bassin d'Annonay, la communauté de communes Vivarhône et les communes d'Ardoix et de Quintenas, la communauté d'agglomération Annonay-Rhône-Agglo (CA ARA) regroupe 29 communes du nord Ardèche et 50 345 habitants.

Carte n° 1 : Territoire de la CA ARA (à partir des anciens EPCI)



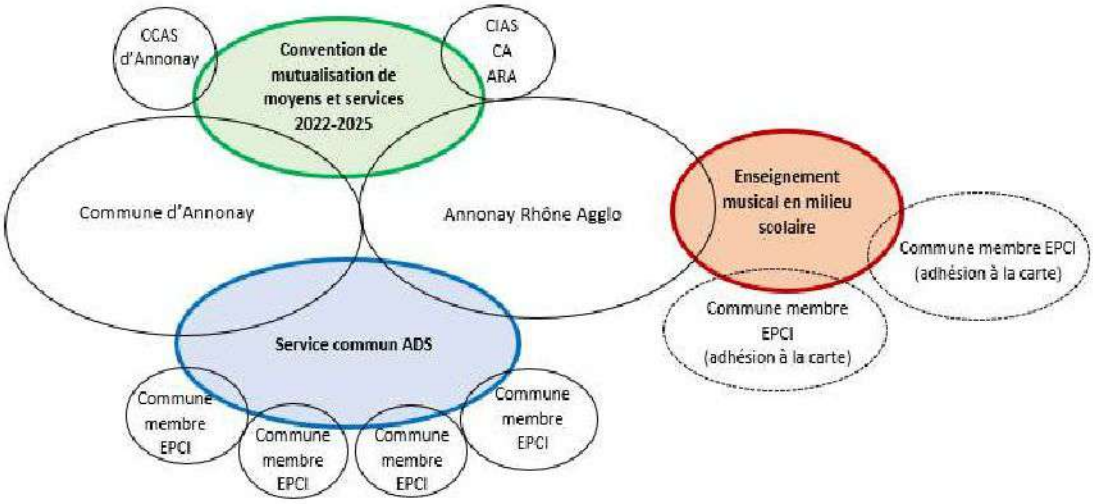
Source : projet de territoire 2022

Une expérience positive de mutualisation étendue des services

Plus fortement intégrée que la moyenne des communautés d'agglomération, grâce au transfert de nombreuses compétences et d'équipements de centralité (le centre nautique entièrement reconstruit, l'ensemble des gymnases des collèges et lycées, les salles de spectacles et musées…), la CA ARA a mis en place principalement avec la ville-centre une mutualisation développée de ses services. Si elle est positive d'un point de vue global, les modalités financières doivent être équilibrées et les comptes doivent retracer plus exhaustivement les coûts réels des compétences exercées par chaque collectivité.

Le travail régulier de mise à jour réalisé sur la principale convention de mutualisation ne constitue pas une revue générale, laquelle serait pourtant utile pour considérer la situation dans son ensemble, envisager les pistes de développement au-delà de la commune centre et déboucher sur un document stratégique actualisé.

Figure n° 1 : Schéma des mutualisations



Source : CRC à partir des conventions de mutualisation

Une gestion des ressources à fiabiliser

La communauté d'agglomération rencontre des difficultés à fiabiliser ses données concernant les ressources humaines. S'appuyer sur des indicateurs de qualité permettrait d'appréhender les caractéristiques des agents, de discerner les enjeux et donc de développer une réflexion stratégique pour mieux piloter la gestion des ressources humaines dans une perspective pluriannuelle.

Les lignes directrices de gestion, bien que limitées aux avancements de grade, mais aussi le nouveau règlement du temps de travail et la refonte du régime indemnitaire, permettent une meilleure lisibilité des règles de gestion, même si des ajustements demeurent nécessaires pour conformer ce cadre à la réglementation, notamment en matière de gestion des évolutions professionnelles des agents contractuels.

La situation et les perspectives financières

Les niveaux d'épargne de la CA ARA sont restés stables de 2018 à 2023, à un niveau cependant modeste qui ne lui permet d'autofinancer qu'une faible part de ses investissements. La conséquence est l'endettement croissant de la structure qui conduit à une détérioration sensible de sa capacité de désendettement autour de huit années d'épargne brute en 2023.

L'évaluation souvent partielle du coût de renouvellement des équipements lors de leur transfert prive durablement la CA ARA d'une partie des moyens financiers nécessaires à ces opérations (à l'exemple du transfert du centre nautique et du conservatoire).

Des marges de manœuvre fiscales existent pour la CA ARA qui reste une des rares communauté d'agglomération à n'avoir pas mis en place de fiscalité additionnelle propre alors

qu'elle exerce une part importante des services de proximité à destination de la population du territoire communautaire.

La réalisation du bilan des transferts de charges et l'élaboration d'un pacte fiscal et financier apparaissent comme indispensables pour permettre à la CA ARA et à ses communes membres de définir les moyens qu'elle doit dégager pour la réalisation des ambitions énoncées dans son projet de territoire, tout en préservant les équilibres financiers de l'ensemble des acteurs de l'ensemble intercommunal.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 1. : Mettre en place un conseil de développement conformément aux textes en vigueur.

Recommandation n° 2. : Établir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de l'EPCI, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus.

Recommandation n° 3. : Établir un bilan financier des mutualisations.

Recommandation n° 4. : Formaliser dans une note de service les modalités de recrutement, notamment pour les emplois permanents, ainsi que les règles applicables à la rédaction des contrats et à l'évolution professionnelle des agents non titulaires.

Recommandation n° 5. : Mettre fin aux dérogations irrégulières afin d'atteindre un temps de travail effectif de la majorité des agents de 1 607 heures annuelles.

Recommandation n° 6. : Se doter d'un système de suivi automatisé du temps de travail.

Recommandation n° 7 : Établir un inventaire physique complet des biens de la CA ARA.

Recommandation n° 8 : Passer systématiquement des provisions dès l'ouverture d'un contentieux présentant un risque financier pour la collectivité.

Recommandation n° 9 : Établir le rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'EPCI.

Recommandation n° 10 : Adopter un pacte fiscal et financier avec les communes membres.

Recommandation n° 11 : Réaliser une étude de caractérisation (type MODECOM) propre au territoire de la CA ARA.

Recommandation n° 12 : Engager une étude de faisabilité pour la mise en place d'une fiscalité incitative.

INTRODUCTION

La communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo a été créée le 1er janvier 2017 par arrêté préfectoral actant la fusion entre la communauté d'agglomération du bassin d'Annonay et la communauté de communes VivaRhône, et l'extension aux communes d'Ardoix et de Quintenas. Elle n'a pas connu d'évolution de son périmètre géographique depuis sa création. Le siège d'Annonay Rhône Agglo est fixé au Château de la Lombardière, à Davézieux.

Annonay Rhône Agglo regroupe 29 communes du nord Ardèche et 50 345 habitants (chiffres Insee-fiche DGF 2023) pour une superficie de 316 km². Le territoire d'Annonay Rhône Agglo est situé entre le Rhône et le parc naturel du Pilat, il est la porte d'entrée de l'Ardèche à proximité des agglomérations importantes (75 km de Lyon ; 45 km de Saint-Étienne et 50 km de Valence).

La CA ARA compte trois zones identifiées « quartier politique de la ville » dont deux sont comprises dans la nouvelle géographie de la politique de la ville (le quartier du zodiaque et le centre ancien d'Annonay). Au total 2 096 habitants sont logés dans des QPV. Le quartier de la Croze à Annonay est lui classé en veille pour la politique de la ville.

Contrairement à la ville-centre Annonay qui a perdu plus de 20 % de sa population de 1975 à 2009, la CA ARA a connu une forte croissance démographique surtout depuis 1999.

Tableau n° 1 : Évolution démographique à périmètre constant (2023)

	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020	2023
Population	37 718	39 735	41 516	42 728	46 390	47 479	49 887	50 345

Source : INSEE dossier statistique complet CA ARA

Anciennement réputée pour les tissages industriels, la tannerie et la fabrication et transformation de papier, le bassin d'emplois d'Annonay accueille aujourd'hui des industries en constructions mécaniques, carrosserie, textiles, produits agroalimentaires et pharmaceutiques.

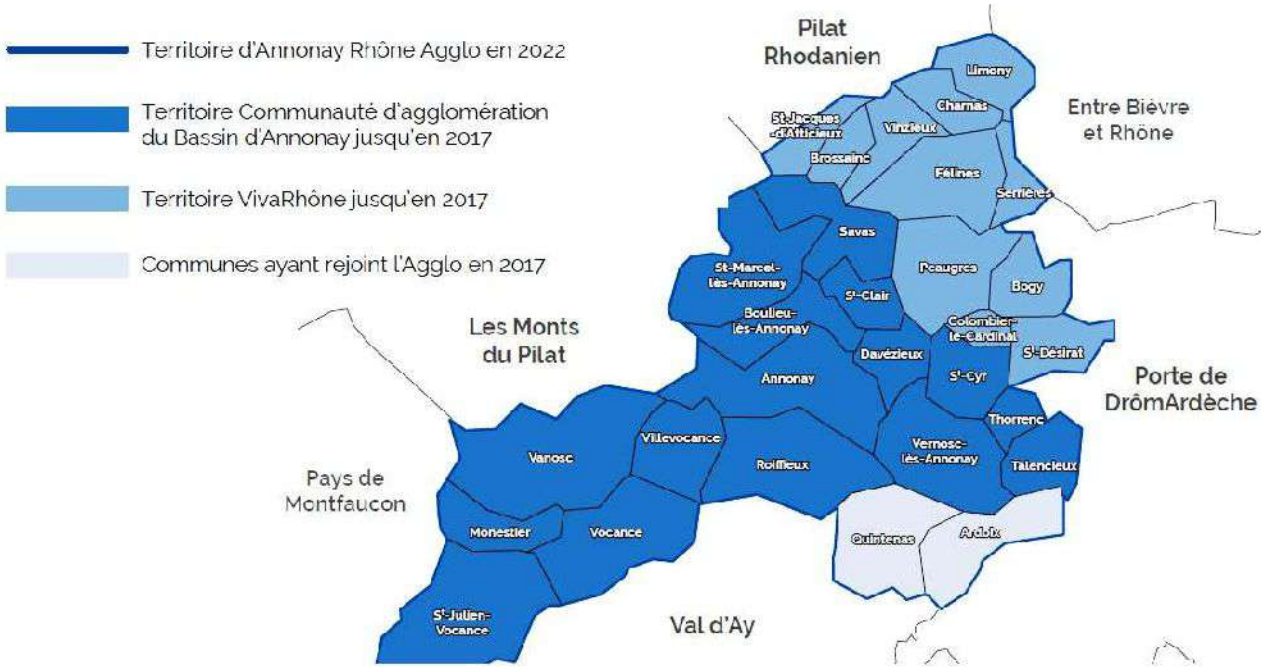
Si la ville-centre a été fortement marquée par la désindustrialisation (papeteries et industries du cuir), l'essentiel de l'activité économique reste implanté à Annonay (avec une importante entreprise de construction d'autocars -IVECO- 1 800 salariés) et sur les communes directement limitrophes (Davézieux notamment).

Le territoire bénéficie de services publics importants, centre hospitalier, crèches, centres de secours, et d'équipements sportifs et culturels, dont un centre aquatique, pour la plupart portés par l'Agglomération.

Annonay Rhône Agglo dispose d'un parc de logements diversifié, majoritairement composé de propriétaires occupants, mais qui présente un manque d'offres adaptées à certains publics spécifiques (personnes en situation d'isolement, ménages vieillissants, personnes en situation de handicap, gens du voyage, mal-logés, jeunes actifs). L'offre est inégalement

répartie avec une concentration de logements sociaux sur la ville centre d'Annonay et un positionnement de la construction neuve sur les périphéries.

Carte n° 2 : Territoire de la CA ARA (à partir des anciens EPCI)



Source : projet de territoire de la CA ARA

1 LA GOUVERNANCE

1.1 Les organes de décision et de consultation de la communauté d'agglomération

1.1.1 Le conseil communautaire

La communauté d'agglomération est administrée par un conseil communautaire qui élit en son sein un président. Les délégués de chaque commune sont élus par suffrage universel direct depuis les élections municipales de mars 2014. Les bulletins de vote des communes de plus de 1 000 habitants affichent deux listes sur un même bulletin : la liste des candidats au conseil municipal et la liste des candidats au conseil communautaire. Chaque commune dispose au minimum d'un siège et aucune commune ne peut avoir plus de la moitié des sièges.

Un élu de la commune d'Annonay devenu maire en 2020 détient la présidence de la CA ARA depuis sa création.

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 401/719

Conformément aux articles L.5211-6 et L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le conseil communautaire est composé de 57 conseillers communautaires auquel s'ajoute un suppléant par commune ne comptant qu'un seul délégué titulaire soit 23 suppléants.

Lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Au cours de la période 2018-2023 le conseil communautaire s'est réuni entre cinq et sept fois par an dans le respect du rythme minimal trimestriel fixé par l'article L. 5211-11 du CGCT. Le taux de présence effective des élus en séance a été de 70 % en moyenne. La chambre rappelle que la charte de l'élu local codifiée à l'article L. 1111-1-1 dispose que l'élu *« participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné. »*

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, sur proposition du président le conseil communautaire a fixé à 15 le nombre de vice-présidents, et à 14 le nombre de conseillers communautaires délégués.

La charte de l'élu local a bien été lue lors du conseil communautaire d'installation en 2020 en application de l'article L. 2121-7 du CGCT résultant de la loi du 31 mars 2015.

Le conseil communautaire s'est doté d'un règlement intérieur conformément à la règlementation en vigueur depuis 1er janvier 2017, ce règlement a évolué avec une dernière version adoptée par le conseil communautaire le 15 décembre 2022.

La CA ARA s'est dotée de trois commissions communautaires, une commission d'appel d'offres, une commission de délégation de service public et une commission locale d'évaluation des charges transférées.

1.1.2 Le bureau communautaire

Il est composé de 35 membres[1] dont l'ensemble des maires des communes membres avec 15 vice-présidents et 14 conseillers délégués.

Au cours de la période 2018-2023 le bureau communautaire s'est réuni entre sept et neuf fois par an dans le respect du rythme minimal fixé par le règlement intérieur. Le taux de présence effective des élus en séance a oscillé de 54 % à 81 % (66 % en moyenne). Les délégations au bureau sont faites dans le respect de l'article L. 5211-10 du CGCT.

1.1.3 La conférence des maires

Conformément à l'article L. 5211-11-3 du CGCT la création d'une conférence des maires est obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité

[1] Parmi les maires figurent le président et de nombreux vice-présidents.

propre, sauf lorsque le bureau de l'établissement public comprend déjà l'ensemble des maires des communes membres.

La CA ARA a fait le choix de mettre en place une conférence des maires en 2020 alors que le bureau communautaire comprend déjà l'ensemble des maires des communes membres. Elle se réunit, une fois par semaine les jeudis, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du président.

Cette instance politique donne l'occasion aux services de présenter des sujets de fond et favorise l'appropriation par les élus des dimensions plus techniques des projets. Un compte rendu est transmis aux élus. Lorsque la conférence des maires émet des avis, ceux-ci sont adressés à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres.

La conférence des maires a pour vocation d'assurer le partage de l'information sur l'action de l'intercommunalité, d'échanger et de préparer avec les maires les décisions les plus stratégiques.

1.1.4 Le conseil de développement

Le conseil de développement est l'outil de consultation qui permet d'associer la société civile à l'élaboration des principaux documents stratégiques adoptés par l'EPCI.

Plusieurs missions du conseil de développement sont inscrites dans la loi :

- contribuer à l'élaboration, à la révision, au suivi et à l'évaluation du projet de territoire ;
- émettre un avis sur les documents de prospective et de planification ;
- contribuer à la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable.

La CA ARA compte une population totale regroupée de 50 345 habitants, elle est donc soumise aux dispositions de l'article L. 5211-10-1 du CGCT qui prévoit la mise en place d'un conseil en développement à partir d'une population totale de 50 000 habitants.

L'article R. 2151-2 du CGCT dispose que, sauf quelques exceptions, le chiffre de la population qui sert à l'application du CGCT est celui de la population totale. Ce chiffre s'obtient en additionnant la population communale et la population comptée à part.

Les catégories de population définies à l'article R. 2151-1 du CGCT

Population municipale : La population municipale comprend les personnes :

- ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté ;
- détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune ;
- les sans-abris recensés sur le territoire de la commune ;
- résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Population comptée à part : La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle se situe dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune. Ces personnes sont comptabilisées comme habitants de la commune où se situe leur résidence familiale.

La population totale est une population légale à laquelle de très nombreux textes législatifs ou réglementaires font référence. À la différence de la population municipale, elle n'a pas d'utilisation statistique car elle comprend des doubles comptes dès lors que l'on s'intéresse à un ensemble de plusieurs communes.

La loi NOTRé (2015) avait étendu l'obligation de la constitution d'un conseil de développement à tous les EPCI à fiscalité propre de plus 20 000 habitants avant que loi engagement et proximité (2019) ne porte ce seuil de création obligatoire à 50 000 habitants.

La CA ARA était donc dans l'obligation de créer un conseil de développement lors de sa création en 2017 et remplit de nouveau les conditions démographiques qui exigent cette institution depuis qu'elle a franchi (en 2021) le seuil des 50 000 habitants (population totale INSEE).

Plusieurs documents de planification stratégique de l'agglomération auraient dû être examinés par ce conseil de développement et notamment le projet de territoire de 2022.

La CA ARA devra se doter d'un conseil de développement comme le prévoit le CGCT.

Recommandation n° 1. : Mettre en place un conseil de développement conformément aux textes en vigueur.

1.2 Les délégations et indemnités

1.2.1 Le régime des délégations

En application des articles L. 5211-10 et L. 2122-22 du CGCT, la délégation de compétences initiale en date du 9 juillet 2020, a été mise à jour le 15 décembre 2022 pour prendre en compte les évolutions règlementaires.

La chambre a pu constater à la lecture des procès-verbaux que le président rend régulièrement compte des décisions prises dans le cadre de la délégation accordée par l'organe délibérant dans le respect de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le président a accordé des délégations de fonction aux vice-présidents et conseillers communautaires délégués dans divers domaines conformément à l'article L. 2122-23 du CGCT.

L'examen des arrêtés de délégation des vice-présidents et des conseillers communautaires délégués n'appelle pas d'observations.

1.2.2 Le montant des indemnités

L'article L. 5211-12 du CGCT fixe les modalités de calcul des indemnités des élus et précise que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

L'examen des éléments concernant les indemnités des élus montre que le tableau récapitulant l'ensemble des indemnités est bien annexé à la délibération.

La délibération du conseil communautaire du 8 octobre 2020 fixe le montant des indemnités comme suit :

- pour le président 67,50 % du traitement correspondant à l'indice terminal de la fonction publique (sachant que le maximum autorisé par le CGCT est de 90 %) ;
- pour le vice-président et le conseiller délégué au tourisme 19,50 % du traitement correspondant à l'indice terminal de la fonction publique (sachant que le maximum autorisé par le CGCT est de 33 %) ;
- pour les conseillers délégués, hors conseiller délégué au tourisme, 6 % du traitement correspondant à l'indice terminal de la fonction publique (sachant que le maximum autorisé par le CGCT est de 6 %).

Conformément à l'article L. 2123-24-1 du CGCT, les indemnités versées ne dépassent pas l'enveloppe plafond des indemnités accordées aux élus.

Les indemnités de formation, de mission et de représentation restent à un niveau modeste sur l'ensemble de la période. La part consacrée aux frais de mission est très faible (inférieure à 1 000 €) et n'appelle pas d'observation.

Tableau n° 2 : Évolution de l'indemnisation des élus

en €	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Indemnités (y c. cotisation) des élus	220 629	226 287	228 217	259 804	255 695	266 789
Enveloppe plafond des indemnités aux élus	268 292	268 292	273 035	273 035	282 591	282 591
Autres frais des élus (formation, mission, représentation, etc.)	3 654	3 031	3 497	199	3 468	3 584
dont frais liés aux missions	847	415	0	19	506	895

Source : : Comptes de gestion Anafi et grand livre de la CA ARA

Tableau n° 3 : Les indemnités servies aux élus en 2023

Évolution de l'indemnité brute servie aux élus en €	PRÉSIDENT	VICE PRÉSIDENT & CONSEILLER DÉLÉGUÉ AU TOURISME	CONSEILLERS DÉLÉGUÉS
Indemnité brute en 2023	2 774,61	801,55	246,53
Maximum prévu par le CGCT en 2023	3 622,95	1 328,42	246,53

Source : journal des coûts mensuels-Grand livre de la CA ARA 2023

Depuis la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 (codifiée à l'article L. 5211-12-1 du CGCT), « *chaque année, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat […]. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers communautaires avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.* »

La CA ARA n'a pas communiqué d'état chiffré des indemnités perçues individuellement par les élus au titre de leurs représentations. La chambre préconise que ce document soit établi et présenté au conseil communautaire dans les conditions prévues par le CGCT.

Recommandation n° 2. : Établir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de l'EPCI, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus.

2 LE CADRE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE

2.1 Les documents structurants

2.1.1 Le schéma de cohérence territorial

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) constitue un cadre de référence pour l'aménagement du territoire et oriente les autres documents d'urbanisme locaux et sectoriels, qui doivent lui être compatibles (plans locaux d'urbanisme, programmes locaux de l'habitat et plans de mobilité).

Pour établir son SCOT la CA ARA a adhéré au syndicat mixte des Rives du Rhône. Le SCOT a été approuvé le 28 novembre 2019. Il s'applique sur un territoire comportant 153 communes organisées autour de six intercommunalités : les deux communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo et Vienne Condrieu Agglo et les communautés de communes Porte de DrômArdèche, Entre Bièvre et Rhône, du Val d'Ay et du Pilat Rhodanien.

2.1.2 Le plan local d'urbanisme intercommunal

Afin de faciliter la cohérence entre la politique du logement retracé dans le programme local de l'habitat (PLH) et les règles d'urbanisme devant figurer dans le plan local d'urbanisme, la CA ARA a choisi d'élaborer un document unique intégrant ces deux dimensions, le plan local d'urbanisme intercommunal valant PLH (PLUiH). Celui-ci comporte donc deux volets : une partie urbanisme définissant les règles opposables aux autorisations d'urbanisme et une partie habitat.

Le PLUiH d'Annonay Rhône Agglo en cours d'élaboration devra être compatible avec les orientations du SCOT des Rives du Rhône.

Par délibération du 21 décembre 2023, le conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation et arrêté à l'unanimité le projet de PLUiH. Ce vote constitue une première étape avant son entrée en vigueur prévue fin 2024 ou début 2025.

L'élaboration d'un document unique, le PLUiH, au niveau de l'intercommunalité est une bonne pratique de gestion permettant une meilleure cohérence des politiques d'urbanisme envisagées au niveau communautaire.

Le PLUiH est aussi la traduction du projet de territoire en termes d'aménagement.

2.1.3 Le PCAET et le projet de territoire

L'adoption d'un projet de territoire, appuyé sur un diagnostic, est un élément essentiel qui doit être la base de l'élaboration des schémas structurant l'action intercommunale.

Il est aussi indispensable pour toute contractualisation avec l'Etat en exprimant une vision stratégique, et en précisant la manière de s'inscrire dans les transitions (démographique, écologique, numérique et productive) à l'œuvre sur le territoire.

Comme prévu par la loi, la CA ARA a d'abord adopté en février 2020 un plan climat air énergie territorial (PCAET) qui a constitué une des bases de son projet de territoire.

Le projet de territoire de la CA ARA a été présenté en conseil communautaire en septembre 2022, puis partagé avec l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres entre fin 2022 et début 2023 (plusieurs réunions par groupes de communes), en parallèle de la révision statutaire entérinée par arrêté préfectoral en mars 2023.

Ce projet de territoire s'articule autour de deux axes prioritaires :

- Une politique mêlant attractivité et cohésion sociale ;
- Faire avancer la transition écologique (en s'appuyant sur le PCAET).

Ces axes très généraux sont déclinés dans le document en objectifs plus détaillés. Les indicateurs permettant d'en mesurer la réalisation sont parfois assez précis (par exemple, un taux de vacance à atteindre sur les parcours marchands de centralité fixé à 7,5 % pour le commerce, et 17 km à aménager d'ici 2026 dont 11 km sur l'agglomération pour le développement du réseau cyclable). D'autres fois ils apparaissent plus difficiles à quantifier, comme « anticiper les besoins des seniors de demain » pour la politique à destination des personnes âgées.

Le projet de territoire de la CA ARA a le mérite de présenter les principaux objectifs de l'agglomération et une articulation pertinente avec les objectifs du PCAET. Il a permis, par la large concertation qui a précédé son adoption, de déboucher sur l'exercice de compétences nouvelles (gestion des eaux pluviales et enseignement musical) ainsi que l'adoption de nouveaux outils (fonds de solidarité aux communes) et de projets structurants (PLUiH, usine de traitement de l'eau notamment).

Il manque toutefois d'indicateurs de suivi plus précis et systématiques permettant de contrôler leur réalisation. L'autre lacune du document est l'absence d'éléments financiers présentant les équilibres à trouver entre les acteurs du territoire pour permettre la réalisation des objectifs.

2.2 L'évolution des compétences exercées par la CA ARA

Les statuts accompagnant la création d'Annonay Rhône Agglo ont connu une première évolution au 31 décembre 2017[2] en vue d'harmoniser les compétences exercées à l'échelle de ce nouveau territoire[3].

---

[2] Statut en annexe de l'arrêté préfectoral 07-2017-12-07-002.

[3] Liste des compétences : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat, politique de la ville, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, accueil des gens du voyage, collecte et de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, protection et mise en valeur de l'environnement, construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et

En 2018, les statuts sont révisés pour apporter des précisions sur certaines compétences et acter le transfert à la CA ARA de la compétence eau potable.

En 2023, une nouvelle modification a pour objet :

- le transfert de deux nouvelles compétences, la promotion de la santé et l'amélioration de l'accès aux soins, l'enseignement musical diplômant ;
- la suppression des mentions devant figurer dans d'autres documents (arrêté préfectoral, règlement intérieur, délibération portant sur l'intérêt communautaire) ;
- la précision de la compétence en matière de défense extérieure contre l'incendie ;
- l'intégration de modifications réglementaires, tel le transfert de la compétence eaux pluviales urbaines.

Les statuts ont été adoptés à la majorité simple du conseil communautaire puis à la majorité qualifiée des communes dans le respect des dispositions de l'article L. 5211-17 du CGCT.

L'intérêt communautaire définit la ligne de partage entre les compétences communales et communautaires. Il est déterminé par le conseil communautaire à la majorité qualifiée (deux tiers des suffrages exprimés).

La définition de l'intérêt communautaire figurait jusqu'en 2022 directement dans les statuts de la communauté d'agglomération. En application de l'article L. 5216-5 III du CGCT, le conseil communautaire a choisi de définir l'intérêt communautaire pour chacune des compétences concernées d'Annonay Rhône Agglo lors d'une séance du conseil du 15 décembre 2022[4] pour préciser le périmètre de son intervention.

L'évolution des compétences communautaires traduit une extension importante de l'action de la CA ARA vers des services dirigés directement vers la population, à l'exemple de la compétence « enseignement musical », qui vient s'ajouter aux nombreuses autres compétences de ce type déjà assumées par l'EPCI (petite enfance, personnes âgées, bibliothèques…).

Cette extension des compétences « de proximité » doit amener la CA ARA à repenser ses modes de financement propres aujourd'hui principalement axés sur l'activité économique (cf. partie finances).

2.3 Un niveau d'intégration élevé

Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) a pour objet de mesurer l'intégration d'un EPCI. En effet, il existe une corrélation entre le volume des compétences exercées par un EPCI et les produits fiscaux que ce dernier perçoit et conserve.

---

sportifs d'intérêt communautaire, action sociale d'intérêt communautaire (politique en faveur des personnes âgées, petite enfance et parentalité, associations de solidarité), assainissement collectif et non-collectif, sécurité, politiques contractuelles.

[4] Délibération CC-2022-454 du 15 décembre 2022.

Cet indicateur est égal au rapport entre les produits fiscaux directement perçus par le groupement et la totalité des produits fiscaux perçus par lui-même, ses communes membres et les syndicats intercommunaux présents sur son territoire.

Pour mesurer l'intégration fiscale effective des groupements, le CIF est minoré des dépenses de transfert versées par les EPCI aux communes membres. Les dépenses de transfert retenues pour déterminer le CIF sont l'attribution de compensation (AC) et la moitié de la dotation de solidarité communautaire (DSC).

Les importants transferts de compétences et d'équipements réalisés par la CA ARA ont permis à son CIF d'atteindre un niveau supérieur à la moyenne de sa catégorie de communautés d'agglomération de 7 % à 13 % entre 2019 et 2023, indiquant un niveau d'intégration fiscal important.

Tableau n° 4 : Évolution de l'intégration fiscale communautaire

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CIF CA ARA	0,398621[5]	0,409977	0,419844	0,416607	0,414666	0,422771
CIF moyen des CA	0,346562	0,364345	0,370749	0,380567	0,387212	0,39578
Écart à la moyenne	+ 15,02 %	+ 12,52 %	+ 13,24 %	+ 9,47 %	+ 7,09 %	+ 6,82 %

Source : fiches DGF de la CA ARA

3 LA MUTUALISATION DES MOYENS AVEC LES COMMUNES MEMBRES

3.1 Le cadre réglementaire et sa mise en œuvre au sein de l'EPCI

Les mutualisations au sein d'un bloc communal s'entendent comme les différents dispositifs de mise en commun de moyens entre les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et les communes membres pour la réalisation de projets ou la gestion de services publics[6].

[5] Les CIF des deux premières années suivant la création d'un EPCI ne sont pas significatifs ; le niveau du CIF 2018 de la CA ARA ne peut donc être comparé à la moyenne des CIF des CA.

[6] En application des dispositions de l'article L. 5215-27 du CGCT, applicables aux communautés d'agglomération par l'effet de l'article L. 5216-7-1 du même code, *« la communauté urbaine peut confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres et inversement. »*

Des degrés croissants d'intégration

Les mutualisations peuvent revêtir des modalités diverses, temporaires ou pérennes, plus ou moins intégrées :

- une action est conduite de façon coordonnée sans création de structure commune (ex : groupement de commande) ;
- un partenaire confie à un autre le soin de réaliser une mission pour lui (ex : prestation de service) ;
- un partenaire met ses moyens au service des autres personnes publiques (ex : mise à disposition de personnels, de services ou d'équipement par voie de convention) ;
- un des partenaires crée en son sein un service mutualisé spécifique qui intervient pour tous les participants (création de service commun) ;
- les communes transfèrent une ou plusieurs de leurs compétences vers un EPCI qui les met en œuvre pour tout le territoire concerné.

L'article L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) autorise ainsi un EPCI à fiscalité propre et l'une ou plusieurs de ses communes membres à se doter de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles. Les modalités de gestion sont définies par convention. Par principe, les services communs sont gérés par l'EPCI et peuvent l'être à titre dérogatoire par une commune choisie par l'établissement. Les agents qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service, ou une partie de service mise en commun, sont transférés de plein droit à l'EPCI. Dans le cas contraire, ces agents sont de droit mis à disposition de l'EPCI. L'article 180 de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) a apporté plus de souplesse à ce dispositif en permettant de placer les agents de ces services communs sous l'autorité fonctionnelle du maire ou du président de l'EPCI « *en fonction de la mission réalisée* ».

Annonay-Rhône-Agglomération recours à plusieurs formes de mutualisation, mais l'essentiel de la démarche de mutualisation se concentre sur les services communs.

Depuis 2021, un réseau des secrétaires de mairies se réunit tous les trimestres dans les locaux de la CA sous l'égide du directeur général des services. Il s'agit d'une modalité de coopération plus souple que l'objectif de mutualisation des postes inscrit dans le schéma de 2015, tenant compte des réticences exprimées à ce sujet lors de l'élaboration du projet de territoire d'Annonay-Rhône-Agglo en 2021-2022.

Des prestations ponctuelles peuvent être facturées par des services non mutualisés, comme par exemple :

- l'entretien de la voie cyclable Via Fluvia par les services municipaux de la voirie ;
- la fabrication et livraison de repas par la cuisine centrale du CCAS d'Annonay sur des sites de la CA (espace Montgolfier, théâtre des Cordeliers).

Les groupements de commande se développent autant que possible, principalement entre la commune d'Annonay, Annonay-Rhône-Agglo, le CCAS et le CIAS, mais aussi plus ponctuellement avec d'autres communes du territoire tel que l'accord-cadre sur les travaux de voirie.

Un travail est en cours en lien avec la future antenne départementale du CNFPT en Ardèche pour la mutualisation de formations pour les personnels entre la CA et sa commune-centre, parfois avec les autres communes du territoire.

Au service commun « autorisation droit des sols » (ADS) opérationnel depuis 2015 et qui regroupe les 29 communes membres, s'est ajouté en 2023 un nouveau service des interventions d'enseignement musical en milieu scolaire, que les communes sont libres de solliciter.

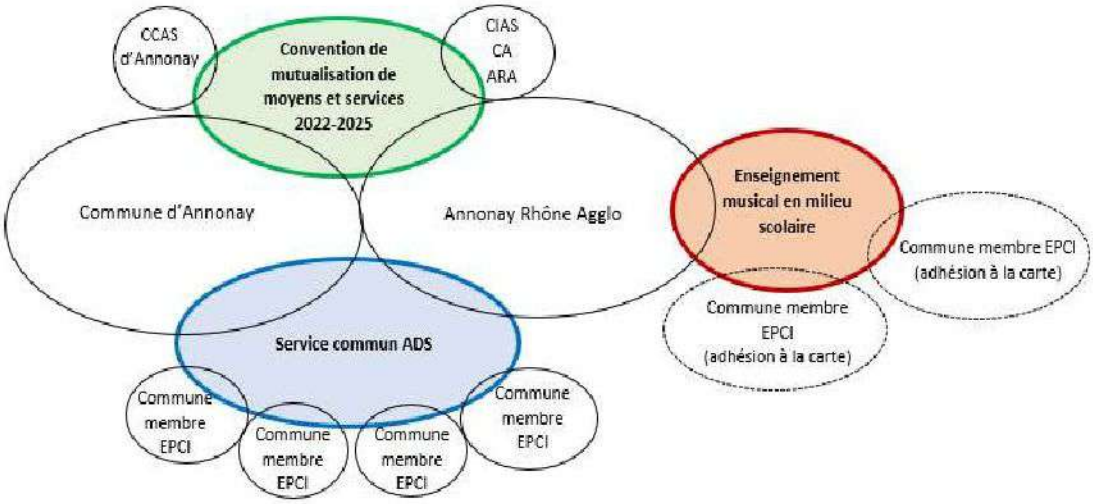
Le service commun ADS est fondé sur la base de l'article L. 5211-4-2 du CGCT, car il s'agit bien de moyens mutualisés gérés par l'EPCI pour faire instruire les demandes d'urbanisme par des techniciens compétents intervenant indifféremment pour le compte de l'une ou l'autre commune, et non de l'exercice de compétences transférées par les communes, puisque chaque maire conserve ses prérogatives et signent les arrêtés et tous actes découlant du travail des agents. La convention de service commun ADS fixe la participation financière de la commune aux frais globaux de fonctionnement annuel (masse salariale + frais informatiques et administratifs) selon le volume de population et le volume d'actes traité en moyenne sur les trois dernières années. Ces critères font l'objet d'un calcul de refacturation chaque année auprès des communes adhérentes.

Les communes ont transféré à l'EPCI la compétence de l'enseignement musical diplômant ainsi que celle de l'aménagement, l'entretien et surtout la gestion d'équipements culturels tels que le conservatoire intercommunal de musique[7], qui porte le service des interventions musicales en milieu scolaire (IMS). Dès lors, c'est l'article L. 5211-4-1 du CGCT qui trouve à s'appliquer dans ce cas. Toutefois l'enseignement musical en milieu scolaire n'est pas une obligation mais un service supplémentaire proposé par l'EPCI, ce qui explique son mode de financement par les seules communes qui choisissent de l'utiliser et non par l'ensemble des communes membres. Les montants de facturation sont fonction du volume horaire choisi. Ils intègrent les coûts de fonctionnement induits en masse salariale et en matériel pédagogique.

Enfin, il existe depuis 2009 une mutualisation de nombreux services entre la commune d'Annonay et son EPCI de rattachement, ainsi qu'avec le centre communal d'action sociale et depuis 2010 le centre intercommunal d'action sociale, qui gère principalement une crèche ainsi que des structures d'accueil pour personnes âgées dépendantes. Cette mutualisation concerne aussi bien les services dit supports (finances, systèmes d'information, gestion du patrimoine bâti…) que des directions opérationnelles (espaces publics, sports, culture, attractivité…).

[7] Arrêté préfectoral n° 07-2023-03-21-00002 et délibérations CC-2022-453 et 454 du 15 décembre 2022 relatives à la révision des statuts et à la mise à jour de l'intérêt communautaire.

Schéma n° 1 : Les mutualisations contractualisées



Source : CRC à partir des documents de l'EPCI (conventions de mutualisation…)

3.2 Le cas particulier de la convention de mutualisation avec la ville centre

Depuis le 1er avril 2009, la communauté de communes et sa ville-centre, Annonay, ont mis en place une mutualisation de leurs services. Le passage en communauté d'agglomération depuis le 1er janvier 2014 et la création de la CA ARA en 2017 n'ont pas modifié ce fonctionnement.

La convention de mutualisation de moyens et de services entre la CA, la commune centre et leurs centres d'action sociales respectifs gère des mises à disposition croisées de personnels. Sur des périmètres correspondant à des services au complet, la convention identifie chaque poste et précise quelle est l'entité employeur et selon quelles quotités ces postes sont mis à disposition des autres parties prenantes. Ces mises à dispositions relèvent aussi bien de compétences propres, transférées ou dont l'exercice est partagé. La distinction entre ces catégories est complexe et de peu d'intérêt pratique, car l'objectif est avant tout de créer des synergies et des économies d'échelle. Le résultat de cette intégration poussée est un organigramme commun à la CA et sa ville-centre. Les services étaient initialement répartis dans cinq pôles, désormais ramenés à quatre. Trois d'entre eux mettent en œuvre les grands axes de politique publique définis dans le pacte communautaire, mais aussi des compétences relevant de la commune, le quatrième assure les fonctions supports pour les quatre entités :

- Développement humain ;
- Aménagement durable et attractivité du territoire ;
- Solidarités ;
- Ressources.

En 2022, la convention quadripartite de mutualisation de moyens et de services représentait 72 % des recettes de la CA ARA liées à des refacturations de moyens mis à disposition des communes membres, le reste étant généré par l'activité d'instruction ADS. Elle

constitue donc l'outil central du dispositif de mutualisation. Par ailleurs, la CA ARA consacre 88 % de ses dépenses de mutualisation à cette convention, via le remboursement à la commune d'Annonay des mises à disposition de personnel et de moyens rattachés. Les autres dépenses de ce type sont pour l'essentiel des mises à disposition hors convention cadre, encore une fois par la ville d'Annonay au profit de l'EPCI.

Le solde des flux croisés entre l'EPCI et la commune centre relatif à cette convention est en faveur de la commune centre, pour un peu moins d'un million d'euros en 2021 (convention 2018-2021) et en 2022 (convention 2022-2025). Malgré un léger rééquilibrage en faveur de l'EPCI, le solde négatif pour l'agglomération indique que la mutualisation est principalement ascendante, c'est-à-dire que c'est majoritairement la commune qui met ses moyens à disposition de l'agglomération pour lui permettre de fonctionner.

Tableau n° 5 : Flux financiers relatifs aux mutualisations entre la CA ARA et la ville d'Annonay €

Budget principal de la CA ARA		2021	2022
Recette	Mise à disposition de personnel facturée aux communes du GFP (c/70845)	1 054 836	1 105 075
	dont Instruction ADS pour Annonay	92 749	85 122
	dont convention mutualisation pour Annonay	**730 773**	**791 954**
	Total c/70845 Annonay	823 522	877 077
Dépense	Personnel extérieur au service affecté par les communes membres du GFP (c/621*)	1 768 802	1 757 401
	dont Annonay pour convention mutualisation	**1 683 072**	**1 593 269**
	dont autres mises à disposition Annonay	48 007	49 390
	Total c/621* Annonay	1 731 078	1 642 659
Solde de la CA ARA de la convention de mutualisations avec Annonay		**- 952 299**	**- 801 314**

Source : grands livres du budget principal d'Annonay Rhône Agglo

D'après l'avenant n°1 à la convention de mutualisation 2022-2025, 167 postes sont mutualisés dont 125 par la commune centre, 41 par l'EPCI, et un par le CCAS[8]. Au 31 décembre 2023, la CA ARA et la commune d'Annonay comptabilisaient 460 emplois budgétaires permanents[9]. La convention concerne donc 36 % de leurs effectifs réunis. Si on

[8] Certains agents pouvant exercer leur fonction à temps partiel, il n'est pas possible d'exprimer en ETP le gain de chaque entité en termes de moyens mis à sa disposition. Les quotités mises à dispositions peuvent s'appliquer sur un temps de travail inférieur à 100 %, dont la valeur n'est pas connue et qui servirait de base au calcul de l'ETP mutualisé.

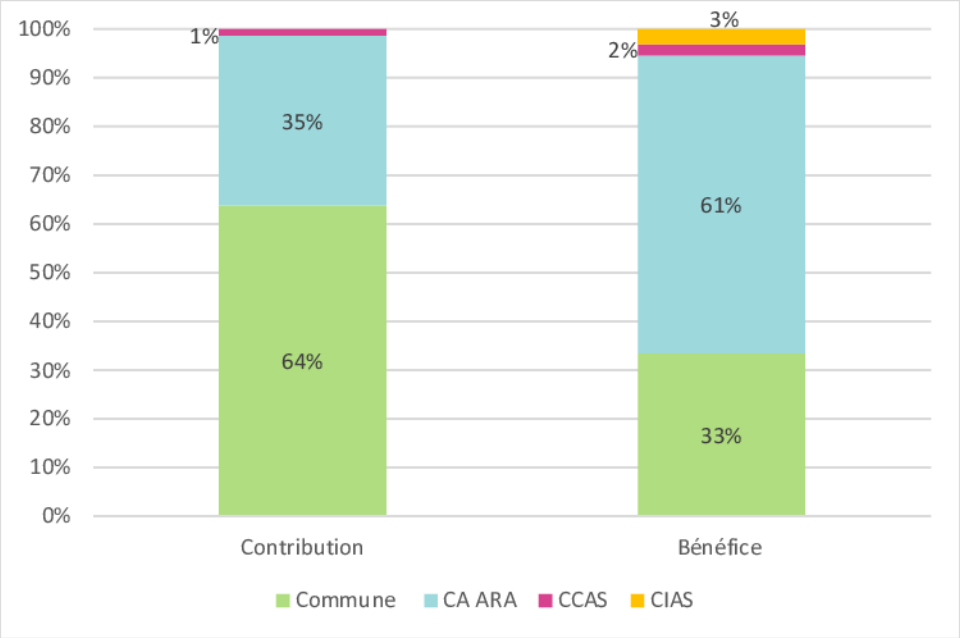
[9] Source : CFU 2023 de la commune d'Annonay et de la communauté d'agglomération.

considère le volume global de quotités mutualisées par rapport au volume restant à disposition de l'employeur d'origine, le degré de mutualisation sur le périmètre de cette convention est de 39 %. Autrement dit, les employeurs restent (théoriquement) maîtres de 61 % du temps de leurs agents, ou du moins continuent de supporter 61 % des frais qui y sont rattachés.

En tant qu'employeur, la communauté d'agglomération représente 25 % des postes mutualisés (soit 41 postes sur un total de 167), tandis que la commune d'Annonay fournit les 75 % restants (125 sur 167).

La mutualisation consiste pour l'employeur à mettre une partie du temps de travail de ses agents à disposition des autres entités, selon une quotité définie dans la convention et variable pour chaque poste. Le cumul de toutes les quotités prévues forme un total de temps mutualisé redistribué entre les parties prenantes à la convention. Chaque entité se retrouve ainsi contributeur et bénéficiaire. Ainsi, la CA ARA fournit 35 % du volume total de temps mutualisé et jouit de 61 % de ce volume.

Graphique n° 1 : Contributeurs et bénéficiaires du volume total de temps mutualisé (en %)



Source : avenant n° 1 à la convention de mutualisation 2022-2025 adopté en conseil communautaire du 21 décembre 2023- retraitements CRC ARA

Ces proportions se retrouvent dans les refacturations croisées. La consolidation des flux entre les quatre entités permet de déterminer un volume financier global de cette convention de 2,4 M€ en 2022. La CA ARA représente 66 % des flux en dépenses et 34 % des recettes. Les ratios ne peuvent être totalement identiques compte-tenu des variations de coûts salariaux d'un agent à l'autre et d'événements indépendants de la convention tels qu'une vacance de poste.

Tableau n° 6 : Dépenses et recettes de chaque partie prenante (2021 et 2022) €

	2021	2022
Dépenses CA ARA	1 683 072	1 593 269
Dépenses Annonay commune	730 773	791 954
Dépenses CCAS	26 659	6 653
Dépenses CIAS	54 287	10 812
Total Dépenses	**2 494 790**	**2 402 688**
Recettes CA ARA	737 278	809 392
Recettes Annonay commune	1 757 512	1 593 269
Recettes CCAS	-	-
Total Recettes	**2 494 790**	**2 402 661**

Source : grands livres

Le remboursement par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est déterminé sur la base de la « *charge salariale annuelle réelle* » constatée dans les livres de paie de l'année N-1, rapportée à la clé ou quotité de mise à disposition. Cette charge salariale s'applique au poste occupé et comprend donc le cas échéant les dépenses de remplacement temporaire d'un agent absent, qui s'ajoutent au coût annuel chargé du titulaire du poste.

Dans le souci de s'approcher davantage du coût réel, l'assiette de calcul prend également en compte les remboursements sur rémunération, mais aussi les dépenses de formation (enregistrées au compte 6184), les frais de déplacements (c/6251), l'assurance du personnel (c/6455), la médecine du travail (c/6475), les subventions au comité d'action sociale (c/657481) et enfin les fournitures administratives (c/6064), cette fois-ci sur la base d'un coût moyen global par agent et non un coût individualisé.

L'absence de décomposition des éléments de liquidation dans les pièces justificatives jointes aux titres de recettes émises par les collectivités employeuses n'a pas permis de vérifier l'application effective des dispositions des articles 12 et 16 de la convention.

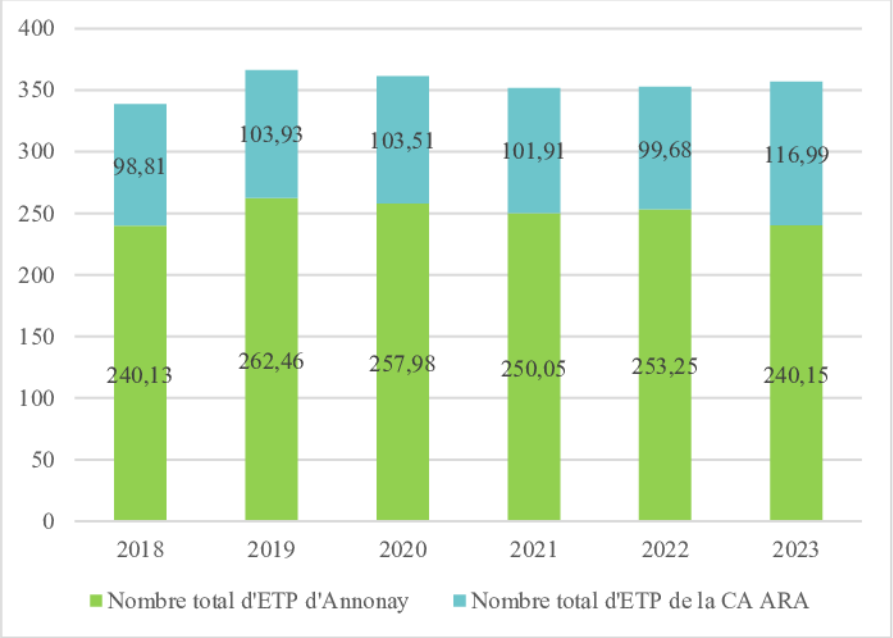
On peut noter que cette assiette ne prend pas en compte l'ensemble des coûts indirects d'un agent. Les dépenses d'équipement informatique, d'entretien des locaux, de fluides et de mobiliers ne sont pas comptabilisées, et peuvent, en fonction de la collectivité qui accueille la majorité des services mutualisés dans ses locaux, constituer une charge non répercutée sur la collectivité bénéficiaire.

Compte-tenu du caractère majoritairement « ascendant » des mises à disposition dans le cadre de cette convention, il y a lieu de penser que la commune d'Annonay supporte une partie des frais de fonctionnement de la communauté d'agglomération sans contrepartie, selon un volume qui reste difficile à évaluer.

Une problématique identique concerne la mise en commun de moyens tels que le parc de véhicules légers. En l'absence de toute convention, les frais d'acquisition, mais aussi d'entretien et de carburant des véhicules mutualisés restent entièrement à la charge de la collectivité qui en est la propriétaire. Or l'examen de l'inventaire physique de la flotte des véhicules légers révèle un déséquilibre au détriment de la commune d'Annonay et en faveur de la communauté d'agglomération dans certains services à fort degré de mutualisation des effectifs en vertu de la convention précédemment citée. Ainsi, sur les 41 véhicules des services des bâtiments, de l'informatique, du magasin central, du ménage, du garage et de certaines DGA dont la DGA ressources et du DGS, 28 sont la propriété de la mairie et 13 de l'agglomération.

Au-delà de la question de la répartition des charges, les mutualisations de personnel ont entre autres pour objectif de réaliser des économies d'échelle au niveau global. Elles permettent en effet de proposer des emplois à temps complet tout en disposant d'un niveau de qualification performant compte-tenu des spécialisations que la mise en commun autorise. De ce point de vue, la stabilité des effectifs cumulés de la commune d'Annonay et de la communauté d'agglomération sur la période de contrôle témoigne en faveur de l'efficacité du dispositif mis en place.

Graphique n° 2 : Évolution des ETP sur emplois permanents de la commune d'Annonay et de la CA ARA au 31/12/N



Source : données fournies par la direction des ressources humaines mutualisée de la communauté d'agglomération et de la commune d'Annonay sur demande de la chambre

3.3 La stratégie de mutualisation

Selon l'article L. 5211-39-1 du CGCT, afin d'assurer une meilleure organisation des services, le président de l'EPCI à fiscalité propre peut établir dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux un rapport relatif aux mutualisations de service, comportant un schéma de mutualisation à mettre en œuvre durant le mandat. Ce schéma doit notamment prévoir l'impact prévisionnel de la mutualisation, sur les effectifs de l'établissement et des communes et sur leurs dépenses de fonctionnement. Le projet de schéma est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI et adressé à chacun des conseils municipaux des communes membres. Par ailleurs, chaque année, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'EPCI à son organe délibérant lors du débat d'orientations budgétaires ou lors du vote du budget.

La pratique des mutualisations est ancienne sur le territoire annonéen. Ainsi, la communauté d'agglomération du Bassin d'Annonay, ayant précédé l'actuelle communauté d'agglomération, s'était dotée d'un schéma de mutualisation des services en 2015[10]. Or depuis la fusion de la CA du bassin d'Annonay avec la communauté de communes Vivarhône pour donner naissance à Annonay-Rhône-Agglo en 2017, aucun nouveau schéma n'a été établi[11], bien que le périmètre géographique et les statuts de l'EPCI aient évolué[12]. Il n'existe pas non plus de bilans réguliers de ce schéma. La communauté d'agglomération indique procéder à une revue approfondie de la situation à l'occasion du renouvellement quadriennal de la convention de mutualisation de moyens et de service avec la commune d'Annonay et les deux centres d'action social. Il est prévu de mettre en place des indicateurs d'activité pour les services concernés dans la perspective de la prochaine convention qui entrera en vigueur en 2026. Dans l'intervalle, des avenants annuels permettent une mise à jour des quotités de mise à disposition servant de base aux refacturations entre les quatre entités, en fonction de l'évolution de l'organigramme commun et des compétences exercées.

Cette convention est l'un des principaux outils de mutualisation mais n'est pas le seul. Un travail plus global d'état des lieux pourrait être réalisé afin d'actualiser les orientations de 2015 au regard des nouveaux enjeux, même si le sujet a été abordé avec les maires des communes membres lors de la construction du projet de territoire 2022-2027.

Recommandation n° 3. : Établir un bilan financier des mutualisations.

[10] CC-2015-366 du 17 décembre 2015 approuvant le rapport relatif aux mutualisations de services entre la communauté d'agglomération et les communes membres et du schéma de mutualisation des services

[11] Les schémas de mutualisation sont devenus facultatifs depuis la loi du 217 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

[12] Cf. arrêtés préfectoraux n° 07-2016-12-05-003 portant constitution d'une communauté d'agglomération, n°07-2018-12-27-003 portant modification des statuts de la CA Annonay Rhône Agglo et n°07-2023-03-21-00002 portant modification des statuts de la CA Annonay Rhône Agglo.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La mutualisation de moyens est assez avancée sur le territoire annonéen, plus particulièrement entre l'établissement public de coopération intercommunale et sa ville-centre. Si elle est positive, les modalités financières doivent être équilibrées et les comptes doivent retracer de façon la plus fidèle possible les coûts réels des compétences exercées par chaque collectivité.

Le travail régulier de mise à jour réalisé sur la principale convention de mutualisation ne constitue pas une revue générale, laquelle serait pourtant utile pour considérer la situation dans son ensemble, envisager les pistes de développement au-delà de la commune centre et déboucher sur un document stratégique actualisé.

4 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

4.1 Le pilotage des ressources humaines

La direction des ressources humaines et du dialogue social (DRH) comprend à ce jour 15 postes pourvus représentant 14,5 ETP. Ils sont mutualisés au profit de quatre entités : la communauté d'agglomération, la commune d'Annonay mais aussi le centre communal d'action social et le centre intercommunal d'action social, soit environ 830 agents à gérer, dont 170 pour l'agglomération[13]. La DRH se structure autour de deux services de taille égale :

- le service compétences et qualité de vie au travail traite les questions relatives à l'emploi, la gestion des effectifs, la formation et la prévention des risques professionnels ;
- le service carrière et paie assure le suivi budgétaire de la masse salariale, la gestion du système d'information RH, et la situation des agents (aspects statutaires, paies, absences…).

4.1.1 La fiabilité des données disponibles

La gestion des ressources humaines est encore faiblement dématérialisée. Cette situation ne favorise pas la production rapide, simple et fiable de données exhaustives, qui permettrait de bâtir des indicateurs et des outils de pilotage. Par conséquent, la communauté d'agglomération a présenté son bilan social 2019 en instance paritaire le 25 mars 2021 et avec des données incomplètes, comme le souligne les représentants du personnel lors du comité technique.

[13] Nombre de fiches de paie émises en décembre 2023.

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 419/719

La situation ne s'est pas améliorée dans les rapports sociaux uniques (RSU) de 2021 et 2022 qui sont incomplets et comportent des données erronées. Ainsi le rapport social unique 2021 ne signale aucun agent sur emploi permanent autorisé à exercer une activité accessoire, alors qu'après sollicitation la DRH a fourni une liste d'agents concernés par le cumul d'activité.

De même, les montants des heures supplémentaires et complémentaires indemnisées indiqués dans les derniers bilans sociaux et RSU 2021 et 2022 sont inférieurs à ceux relevés dans les bulletins de paye des agents.

Tableau n° 7 : Heures supplémentaires et complémentaires indemnisées

	2019	2021	2022
Montant brut des heures supplémentaires et complémentaires d'après le bilan social/RSU	1 982 €	551 €	29 896 €
Montant brut des heures supplémentaires et complémentaires relevées sur fiches de paye	47 186 €	12 633 €	36 474 €

Source : bilans sociaux, rapports sociaux uniques et bulletins de payes des agents sur emploi permanent

Consciente de cet enjeu de transparence et de pilotage, la DRH s'est réorganisée pour mobiliser davantage de moyens au suivi de tableaux de bords et à la production des divers bilans tels que les RSU, au travers de la création d'un poste de gestionnaire de l'observatoire RH. Évoquée lors du comité technique de 24 novembre 2021, la poursuite de la dématérialisation des outils RH serait à envisager « *pour permettre une remontée d'informations sans traitements intermédiaires qui sont sources d'erreurs et de pertes de données* ».

La fiabilisation des données figurant dans les RSU doit être une priorité de la commune afin, notamment, d'établir des lignes directrices de gestion sur des bases consolidées.

4.1.2 Les lignes directrices de gestion

Les lignes directrices de gestion sont un instrument juridique de gestion des ressources humaines créé par la loi n°2019-828 de transformation de la fonction publique. Le décret n°2019-1265[14] en précise le périmètre et les modalités de déploiement. Les lignes directrices de gestion sont établies à partir des éléments rassemblés dans le rapport social unique élaboré annuellement par chaque collectivité et doivent définir « *la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines* », notamment en matière de gestion pluriannuelle des emplois et compétences[15]. Elles fixent à minima les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours des agents publics.

[14] Titre I, chapitre 2 pour la fonction publique territoriale.
[15] Art. L. 231-1 et L. 413-1 du code général de la fonction publique.

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique[16], après avis du comité technique de la communauté d'agglomération, l'arrêté du président n° 33/2021 fixe, pour une durée de six ans, des lignes directrices de gestion relatives aux avancements de grade au sein d'un même cadre d'emploi.

Depuis une délibération renouvelée en 2017[17], le ratio promus/promouvables est de 100 % pour l'ensemble des catégories. Sur cette base, l'arrêté de 2021 établit :

- la liste de critères pondérés permettant d'inscrire les agents par priorité dans le tableau d'avancement lorsqu'il existe des quotas réglementaires par type d'avancement dans les statuts du cadre d'emploi concerné (au choix ou par voie d'examen professionnel) ;
- pour chaque poste, le grade minimal d'accès requis ainsi que le grade maximal pouvant être obtenu.

Les règles de mobilité interne dans le cadre des parcours professionnels liés à l'avancement et à la promotion sont clairement définies par ce dernier document. Une trentaine de postes de chef de service sont accessibles à des agents allant de la catégorie C à la catégorie A. Pour les autres postes, cette amplitude du tableau des grades d'entrée/sortie n'excède pas deux catégories.

Les lignes de gestion adoptées par la CA ARA apportent de la lisibilité aux perspectives de mobilités internes et de parcours professionnels, tout en laissant une grande latitude à l'exécutif dans les décisions individuelles d'évolution de grade de ses agents.

4.1.3 Les procédures de recrutement

Bien que la DRH n'ait pas fourni de descriptif formalisé, celle-ci indique appliquer une procédure uniformisée depuis 2019, en partie résumée dans le document interne intitulé « grille de recrutement » et destiné aux membres du jury. Cette procédure concernerait 80 recrutements par an pour les postes des quatre entités dont la gestion RH est mutualisée.

Lorsque le principe du recrutement sur un poste constaté vacant est validé en comité de direction et par l'exécutif, la publicité de l'offre est d'abord effectuée en interne (intranet et courriel à l'ensemble des agents). Un premier jury statue sur les candidatures éventuelles. Une déclaration de carence est dressée, ou le recrutement est acté par mobilité interne après simple déclaration de vacance de poste auprès du centre de gestion de l'Ardèche.

Dans les cas où des difficultés de recrutement sont anticipées sur le poste, la déclaration de vacance de poste et la publication externe du poste (sur les sites « emploi territorial » et « France travail ») sont concomitantes avec la diffusion interne, afin de gagner du temps. Une trame de questions est élaborée pour chaque offre pour aider les membres du jury à uniformiser le déroulé des entretiens avec les candidats, et un cas pratique peut être proposé. Le jury se compose à minima d'un élu (parfois deux pour les postes de direction), d'un agent du service recruteur et d'un agent de la DRH. Le compte-rendu validé par les membres du jury est soumis au DGA concerné, puis au DGS et enfin à l'exécutif (maire, président…).

---

[16] Art. L. 413-3 code général de la fonction publique.
[17] Délibération CC-259-2017 du 22 juin 2017.

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 421/719

L'examen de quelques dossiers a permis d'identifier des marges de progression lors de recrutement de contractuels, ainsi que dans le suivi de leurs contrats et la gestion de leur évolution professionnelle. Si la pratique des compte-rendu de jury de recrutement est observable dès 2018, c'est de façon incomplète et non exhaustive. Néanmoins, l'usage est plus systématique à une période plus récente.

La rédaction des divers documents (délibération de création d'emploi, offres publiées…) témoigne parfois de confusions dans les fondements juridiques justifiant le recours aux personnels contractuels, ce qui aboutit à des procédures mal retracées et à des contrats mal établis. Enfin, le renouvellement et l'évolution des contrats posent question au regard du droit applicable en termes de modifications substantielles au contrat de travail.

Ainsi, un chef de projet a été recruté à titre temporaire en 2018. Le dossier de recrutement pour ce poste ne comporte pas de procès-verbal de jury de recrutement permettant de motiver le choix de l'employeur parmi les quatre candidats manifestement reçus en entretien. Avant le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents n'était pas formalisée, mais le décret n°88-145 du 15 février 1988[18] s'appliquait et la jurisprudence avait établi des principes pour garantir l'égalité de traitement des candidats. Le premier élément constitutif d'un traitement équitable est une publicité suffisante de l'offre et des règles du jeu (délai de réponse, compétences et expérience recherchées…). Le second est l'audition de tous les candidats présentant un profil adéquat. Le troisième est la traçabilité et la motivation de la décision. Cette troisième condition n'est pas vérifiée pour le recrutement considéré, alors que la pratique du procès-verbal semble établie à la CA ARA. En effet, deux autres dossiers de recrutement de contractuel de l'année 2018 contiennent un document type, certes partiellement renseigné, intitulé « synthèse des entretiens » et s'apparentant à un PV de jury.

Par ailleurs, les termes de la délibération créant cet emploi de chef de projet sont ambigus. Sa formulation semble réserver le recrutement aux seuls contractuels en raison d'une durée de mission limitée à trois ans. D'un autre côté, la délibération mentionne l'article 3-3 paragraphe 2 de la loi du 26 janvier 1984 pour justifier le recours au recrutement d'un contractuel, à savoir « *lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté* ». Cela définit l'emploi comme permanent, et dans ce cas, l'emploi ne saurait être réservé aux contractuels.

Dans les faits, le contrat à durée déterminée de la personne recrutée sur le poste de chef de projet est renouvelé en 2021, toujours pour une durée de trois ans. Puis l'agent est recruté en 2022 sur un emploi permanent de directeur adjoint par simple avenant à son contrat temporaire, malgré l'évolution substantielle de ces fonctions (élargissement du périmètre des missions, encadrement d'équipe). Enfin, cette personne est nommée sur un emploi de direction en 2023, de nouveau par avenant à ce second contrat temporaire.

Une procédure de publicité de vacance d'emploi a été mise en œuvre à l'occasion de la création de l'emploi permanent de directeur adjoint en 2022, avec diffusion externe d'une offre ouverte prioritairement aux fonctionnaires et de façon dérogatoire aux contractuels. Le jury de recrutement a rencontré quatre candidats sur les neuf candidatures reçues, dont l'agent en question qui était le seul candidat interne et avait envoyé un CV et une lettre de motivation dans

[18] *Article 2.9 du décret du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.*

les délais impartis. Sur les neuf candidatures, deux candidats externes étaient titulaires de la fonction publique. Un seul titulaire correspondait au profil et a été reçu en entretien. Le PV de jury est circonstancié et classe l'agent chef de projet en tête de liste ; cependant, il est recommandé aux services de gestion des ressources humaines de définir en amont des critères et d'appliquer des grilles d'évaluation identiques à l'ensemble des candidats, afin d'étayer au mieux le constat du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire et de conforter le choix d'un contractuel.

La CA ARA doit codifier et renforcer la robustesse de ses procédures en matière de recrutement et de suivi des contrats pour limiter les risques de survenance d'irrégularité.

Recommandation n° 4. : Formaliser dans une note de service les modalités de recrutement, notamment pour les emplois permanents, ainsi que les règles applicables à la rédaction des contrats et à l'évolution professionnelle des agents non titulaires.

4.2 Le nouveau règlement du temps de travail

Le rapport de la chambre régionale des comptes, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté d'agglomération du bassin d'Annonay pour la période 2009-2014, constatait un temps de travail effectif inférieur à la durée légale (1 515 heures pour un « agent type » travaillant sur cinq jours hebdomadaires après 15 ans d'ancienneté). Il recommandait de se conformer à la réglementation en vigueur.

La durée hebdomadaire du travail est fixée à 35 heures[19]. Le décompte du temps de travail s'effectue sur la base de 1 607 heures annuelles[20], qui constituent un plancher autant qu'un plafond. La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 demandait aux collectivités territoriales d'appliquer de manière effective la durée de 1 607 heures au plus tard le 1er janvier 2022.

Conformément aux dispositions du décret n° 2001-623 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, le conseil territorial a adopté un nouveau règlement du temps de travail entré en vigueur à compter du 1er janvier 2019[21]. Il a été révisé en septembre 2020 et décembre 2021 principalement :

- pour se mettre en conformité avec la réglementation (réduction des droits à RTT consécutifs à des absences (autorisations d'absence et congés maladie ordinaires, notamment) ;
- pour autoriser la conversion des jours CET en points retraite (comme le permet la réglementation) ;
- pour ouvrir la possibilité d'indemniser financièrement les heures supplémentaires des cadres hors catégorie A.

[19] Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001.

[20] Article premier du décret n° 2000-815 du 25 août 2000, modifié par le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020.

[21] Délibération CC-2018-359 du 15 novembre 2018.

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 423/719

4.2.1 Les dispositions générales

Les principes généraux posés par le règlement, tels que les amplitudes horaires et le nombre de jours de congés annuels sont conformes au cadre légal. En fonction de l'organisation des services et de l'adoption de leur règlement, il offre la possibilité de choisir entre six cycles hebdomadaires ouvrant droit à un nombre de jours d'aménagement et de récupération du temps de travail (ARTT) qui respecte la norme de 1 607 heures :

- 35,36 ou 37 heures par semaine pour les personnels de catégorie C et B ;
- 37,38 ou 39 heures pour les catégories A.

Le règlement introduit la notion de plages horaires fixes et de plages horaires variables, définies soit dans le règlement de service, soit dans le règlement temps de travail pour les services recevant du public. Pour ces derniers, il est précisé (art. 6 du règlement) que « *les agents peuvent organiser leur heure d'arrivée et de départ en concertation avec leur supérieur hiérarchique, dans la limite des plages horaires mobiles* ». En l'absence de dispositif de suivi automatisé du temps de travail effectif (badgeuse), cette notion demeure théorique et signifie que le respect effectif du cycle de travail choisi est confié à l'entière responsabilité des agents eux-mêmes et de leur supérieur hiérarchique.

4.2.2 Les sujétions particulières

Le règlement s'appuie sur les dispositions du décret n°2000-815 pour octroyer des jours de repos supplémentaires au titre de sujétions particulières au bénéfice des personnes exposées aux situations suivantes :

- travail régulier de nuit, le samedi, le dimanche ou jours fériés (un à six jours) ;
- travail fractionné ou en horaires décalés (deux à cinq jours) ;
- amplitude journalière importante et régulière (trois jours) ;
- travail annualisé (deux jours) ;
- environnement particulier du poste de travail, soit majoritairement debout, soit majoritairement posté, soit majoritairement en environnement bruyant, soit majoritairement sur écran (quatre jours, critères non cumulables).

Le règlement précise que « *tous les agents sont potentiellement concernés sauf les chefs de pôle, directeurs et leurs adjoints, chefs de service et leurs adjoints* ».

D'après un état des droits à congés ouverts fournis par la CA ARA, 79 % des agents présents au 1er janvier 2023[22] bénéficient d'au moins un jour de congé supplémentaire par an pour sujétion particulière liée au poste de travail. Cela représente un volume horaire global de 4 273 heures, soit un peu plus de 2,5 équivalents temps plein (ETP). Deux personnes affectées à des postes de chef de service et de directeur général adjoint bénéficient de jours contrairement aux dispositions du règlement. La CA ARA a indiqué avoir corrigé cette irrégularité en 2024.

[22] 106 personnes bénéficiaires de jours de congés pour sujétions au 1er janvier 2023 (d'après l'extraction du système d'information de suivi des absences fourni par l'EPCI), sur 133 destinataires d'un bulletin de paye en janvier 2023.

Le décret dont se prévaut la CA pose le principe d'une réduction possible de la durée annuelle de 1 607 heures « *pour tenir compte des sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail, ou de travaux pénibles ou dangereux* ».

Selon la jurisprudence, les fonctions concernées devraient être énumérées de façon plus limitative[23]. Les caractéristiques citées par le règlement, comme le travail debout, posté ou sur écran, aboutissent à faire bénéficier une majorité d'agents de jours de congés supplémentaires, résultat qui semble de nature pour le juge administratif à faire peser un doute sérieux sur la légalité d'une telle disposition[24].

Le règlement de la communauté d'agglomération donne en effet une interprétation très extensive de la sujétion « travaux pénibles ou dangereux » en l'élargissant à tout « *environnement particulier du poste de travail, soit majoritairement debout, soit majoritairement posté, soit majoritairement en environnement bruyant, soit majoritairement sur écran* ». Cet élargissement permet d'octroyer quatre jours supplémentaires de congés par an à une part importante des agents de la collectivité. D'après le type d'emploi renseigné dans le bulletin de paye des agents du mois de janvier 2023, on peut estimer à une quarantaine le nombre d'agents bénéficiant de 4 jours de congés supplémentaires pour travail sur écran, ramenant leur temps de travail effectif à 1 579 heures.

Par cette interprétation extensive de la règlementation sur les sujétions permettant l'octroi de congés supplémentaires, la commune réduit la durée annuelle de travail d'une part substantielle de ses agents.

4.2.3 Les autorisations d'absence

Le règlement prévoit également une liste d'événements personnels et familiaux permettant aux agents de bénéficier d'autorisation d'absence. En l'absence de décret applicable aux collectivités territoriales et leurs établissements publics en la matière, les collectivités sont libres de fixer leur propre régime d'autorisation par voie de délibération. Il est toutefois permis de constater que les cas prévus, ainsi que le nombre de jours octroyés à la CA ARA sont particulièrement généreux au regard du cadre appliqué dans la fonction publique d'État (cf. annexe 1). D'après le décompte des absences autorisées en 2023 fourni par la DRH, il en est toutefois fait raisonnablement usage (16,5 jours pour décès et 35 jours pour garde d'enfant malade, demandés par 11 agents sur 70 agents percevant le supplément familial de traitement).

À cela s'ajoute une pratique d'octroi de facilités horaires baptisées « heures volantes », qui ne semble pas donner lieu à récupération. Contrairement aux autorisations à la journée, cet aménagement n'a pas été délibéré et ne figure pas au règlement sur le temps de travail, mais fait l'objet d'une formalisation via un tableau de suivi annuel. Cela représente un « crédit » de

[23] TA de Melun, n° 2303778 du 23 mai 2023 (valide une délibération au motif que les fonctions exposant à des travaux pénibles, dangereux et salissants ouvrant droit à des jours de congés supplémentaires ont été « limitativement et suffisamment énumérées »).

[24] TA de Melun, n° 2212271 du 13 avril 2023 (suspend une délibération ayant pour effet de faire bénéficier 75 % des agents d'une collectivité de jours de repos supplémentaires pour sujétion particulières).

dix heures par an pour un temps complet, soit près d'une journée et demi de plus à soustraire aux 1 607 heures légales.

Malgré une précédente recommandation de la chambre régionale des comptes en 2016, il existe toujours à Annonay-Rhône-Agglo une différence entre la durée théorique du travail figurant dans le règlement (1 607 heures) et la durée effective du travail. Outre la fragilité juridique de certaines dispositions du règlement (définition des sujétions) et de certaines pratiques, les choix de la communauté d'agglomération posent question en termes d'économie des moyens dans la mise en œuvre de ses services publics. Ils ont potentiellement une incidence sur le service rendu à la population.

Recommandation n° 5. : Mettre fin aux dérogations irrégulières afin d'atteindre un temps de travail effectif de la majorité des agents de 1 607 heures annuelles.

4.3 Les déterminants internes de la masse salariale

4.3.1 L'évolution des effectifs

L'effectif rattaché au budget principal est globalement stable depuis 2018.

La reprise en régie de l'activité de transport urbain à la fin du contrat de délégation de service public avec la société Transdev en septembre 2022 a entraîné l'intégration au budget annexe transports de 26 agents correspondant à 24,65 ETP, en application de l'article L. 1224-1 du code du travail[25].

La révision des statuts[26] d'Annonay-Rhône-Agglomération ayant acté l'exercice par l'EPCI de la compétence enseignement musical diplômant sur son territoire, le transfert fin 2023 de 23 agents rattachés au conservatoire à rayonnement communal d'Annonay et de 19 agents issus de la dissolution du syndicat mixte Ardèche Musique et Danse entraîne mécaniquement une hausse d'une quinzaine d'équivalent temps plein (ETP) en fin de période (42 postes à temps non complet)[27].

[25] Délibération CC-2022-252 du 22 juin 2022.
[26] Délibération du 15 décembre 2022 et arrêté préfectoral du 21 mars 2023.
[27] Délibérations CC-2023-203 et CC-2023-204 du 29 juin 2023.

Graphique n° 3 : Emplois permanents en ETP au 31/12/N



Source : tableau fourni par le contrôlé sur demande de la chambre

Il convient de préciser que ces effectifs incluent tous les emplois budgétairement rattachés à la CA ARA, mais faisant l'objet d'une mutualisation avec la commune et les deux centres d'action sociale, et donnant lieu à une refacturation auprès de ces organismes selon une quotité propre à chaque poste, fixée par convention. Cela concerne une quarantaine de postes. À l'inverse, les effectifs de la commune dont une partie est mutualisée au profit de la communauté d'agglomération ne sont pas mentionnés ici (125 cas d'après l'avenant n°1 à la convention de mutualisation décrite en partie 3.2).

4.3.2 Les heures supplémentaires

Le décret n° 2002-60 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires fixe le cadre réglementaire pour la fonction publique. Il limite le volume total d'heures supplémentaires à 25 par mois et prévoit que le versement d'indemnités aux agents est « *subordonné à la mise en œuvre par leur employeur de moyens de contrôle automatisé permettant de comptabiliser de façon exacte les heures supplémentaires qu'ils auront accomplies* ». Un décompte déclaratif contrôlable peut remplacer le dispositif automatisé pour les personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement ou pour les sites dont l'effectif est inférieur à dix. L'indemnisation est réservée aux fonctionnaires de catégorie C et B.

Le règlement sur le temps de travail d'Annonay Rhône Agglo est conforme à ce cadre, à l'exception des plages horaires définies comme heures supplémentaires de nuit, soit entre 22 heures et 5 heures du matin. Elles sont plus larges dans le décret : « *le travail supplémentaire, tel que défini ci-dessus, accompli entre 21 heures et 7 heures du matin est considéré comme travail supplémentaire de nuit.* ». Selon ce même décret, la majoration des heures accomplies les dimanche et jours fériés est de 66 % et non 50 % comme indiqué dans le règlement.

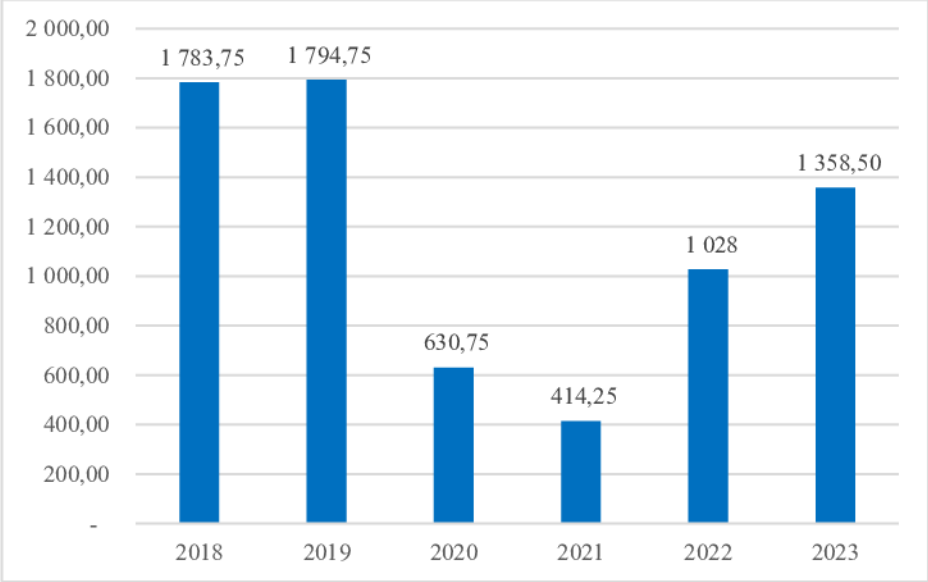
Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025 427/719

Le règlement sur le temps de travail rappelle que le repos compensateur demeure la modalité de prise en compte ordinaire des heures effectuées au-delà des cycles de travail définis pour chaque agent. Les heures supplémentaires sont effectuées « *sur demande préalable écrite de la hiérarchie* » et comptabilisées à la demi-heure. Leur paiement sous forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) n'est possible que dans la limite de 15h par mois et seulement en cas de mobilisation particulière « *à la demande de la direction générale* ».

Une note du 12 septembre 2019 de la direction générale des services à l'attention des chefs de pôle, directeurs et chefs de service vient rappeler les principes essentiels actés dans le règlement et précise de façon exhaustive les événements récurrents de la collectivité qui peuvent donner lieu à récupération ou à indemnisation au choix de l'agent. « *toutes autres situations* » donnent uniquement lieu à récupération.

D'après les bulletins de salaire émis par l'EPCI, des heures supplémentaires sont indemnisées chaque année. Après une forte décrue en 2020 et 2021 liée à la crise sanitaire, les heures supplémentaires ont augmenté de nouveau en 2022 et 2023, sans toutefois retrouver les volumes observés en 2018 et 2019[28].

Graphique n° 4 : Évolution du nombre d'heures supplémentaires indemnisées



Source : bulletins de paye des agents rattachés à la communauté d'agglomération

La collectivité ne dispose pas de dispositif de suivi automatisé du temps de travail, alors que le siège de l'agglomération, regroupant 60 agents sur des missions en majorité postées, héberge des services qui ont généré des indemnisations (direction de l'économie, direction de la transition écologique, service assemblées). Par ailleurs, certains agents employés par la CA ARA et domiciliés en vertu des mutualisations sur des sites communaux (tels que l'hôtel de

[28] Personnels budgétairement rattachés à la CA mais pouvant faire partie du périmètre de mutualisations. La répartition du volume d'heures imputable à l'une ou l'autre des deux entités mutualisées est inconnue.

ville d'Annonay) ont généré des heures supplémentaires indemnisées (nettoyage, protocole, direction de la culture)[29].

Aucun agent de catégorie A n'a bénéficié d'indemnisations au titre d'heures supplémentaires effectuées[30]. Le plafond mensuel de 15 heures indemnisées fixé par la CA ARA est respecté (à l'exception du service « en scènes » jusqu'en mars 2020). On observe dans les bulletins de paye des décimales indiquant des comptabilisations au quart d'heure, contrairement aux dispositions du règlement sur le temps de travail. Un suivi automatisé des temps faciliterait le contrôle interne.

Le service « en scènes » représente plus de 70 % de la quantité d'heures indemnisées chaque année. Son activité s'inscrit dans le cadre de la note de 2019 réservant l'indemnisation à des événements et manifestations particulières. Cinq agents de ce service ont bénéficié de la rémunération de leurs heures supplémentaires à hauteur du plafond légal (25 heures par mois) durant les années 2018, 2019 et jusqu'à mars 2020[31]. La pratique reprend en 2022 pour quatre des cinq agents précités selon une quotité moindre (15 heures par mois), qui respecte les dispositions du règlement interne sur le temps de travail. Destinée à couvrir un accroissement temporaire de la charge de travail, l'heure supplémentaire ne peut constituer une modalité pérenne d'organisation du travail dans un service.

Recommandation n° 6. : Se doter d'un système de suivi automatisé du temps de travail.

4.3.3 La refonte du régime indemnitaire

Afin de disposer d'un cadre harmonisé et de faciliter la mobilité au sein de la fonction publique, le décret n° 2014-513 institue le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), et laisse, en vertu du principe de libre-administration, le soin aux assemblées délibérantes des collectivités de définir les bénéficiaires, les critères de modulation individuelle et les montants par groupe de fonctions similaires. Le décret n° 2020-182 permet de déployer le RIFSEEP à l'ensemble des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, à l'exception de ceux qui relèvent de la police municipale et des professeurs et assistants d'enseignement artistique.

Les primes précédemment instituées doivent disparaître (à de rares exceptions près). En application du principe de parité, le RIFSEEP instauré par la collectivité ne doit pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'État exerçant des fonctions équivalentes. Le RIFSEEP comprend une indemnité liée aux fonctions, sujétions et expertise (IFSE) et une part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent, le

[29] Compte-tenu du nombre d'agents postés à l'hôtel de ville d'Annonay, le rapport de la chambre régionale des comptes portant sur la commune recommande de mettre en place un suivi automatisé des temps (la charge financière de l'équipement pourrait être partagée).

[30] À l'exception d'un agent contractuel ayant bénéficié de 5,5 H en juin 2019 (matricule 202880, contractuel avec grade de chargé de mission, emploi de chargé d'aménagement des zones d'activité, service économie de proximité, commerce et centre-ville, indice 717).

[31] Matricules 202458, 202468, 202480, 202483 et 202610 (sauf en août et en septembre).

Retour aux ANNEXES

complément indemnitaire annuel (CIA), dont l'attribution individuelle est par définition facultative.

4.3.3.1 L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Annonay Rhône Agglo a mis en place l'IFSE à partir de septembre 2019 pour les titulaires, stagiaires et contractuels de droit public sur emploi permanent ou non permanent[32]. En raison de la mutualisation des postes, le régime s'applique à la communauté d'agglomération, au CIAS, à la commune d'Annonay et à son centre communal d'action sociale.

La mise en place du RIFSEEP a permis une simplification du régime indemnitaire de la communauté d'agglomération. La pratique des primes « médailles du travail », sans fondement légal[33], est pourtant encore constatée. Entre 2018 et 2023, 20 agents en ont bénéficié pour un montant brut de 13 768,38 €. Sur la même période, 21 agents ont perçu une prime de départ à la retraite pour un montant cumulé de 49 875,90 €. L'absence de cadre délibéré et donc opposable entraine par ailleurs une opacité dans la modulation individuelle de ces primes illégales.

Concernant l'IFSE, l'ensemble des métiers et postes identifiés a fait l'objet d'une répartition au sein de groupes correspondant à des niveaux de responsabilité, de technicité et de pénibilité équivalents. Un niveau d'IFSE spécifique est attribué à chacun de ces groupes. Au total, on observe dix niveaux d'IFSE différents, ce qui est conforme aux préconisations de la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP. L'IFSE est versée selon deux modalités : une part mensuelle dont le montant est propre à chaque groupe et une part annuelle, identique pour tous les groupes, versée en novembre.

La délibération initiale prévoyait un réexamen du dispositif tous les deux ans. De ce fait, une nouvelle délibération[34] conduit en 2022 à :

- une augmentation de 100 € bruts pour tous les agents (sur la part annuelle commune) ;
- une revalorisation plus importante pour les quatre groupes du bas de l'échelle, équivalant à une augmentation annuelle globale allant de 240 à 480 € bruts pour la catégorie inférieure ;
- le reclassement à la hausse des métiers en tension de chargé d'opérations et d'instructeur ADS (autorisations d'occupation des sols) ;
- la suppression du maintien de l'IFSE lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée (disposition de la précédente délibération contraire au décret n° 2019-997).

---

[32] Délibération CC-2019-215 du 13 juin 2019 (mise en place d'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et délibération CC-2019-217 du 13 juin 2019 (régime indemnitaire des cadres d'emplois hors RIFSEEP).

[33] CAA de Bordeaux, n°20BX01372 du 15 novembre 2022.

[34] Délibération CC-2022-123 du 24 mars 2022 (réajustement du régime indemnitaire – IFSE et du régime indemnitaire hors RIFSEEP).

Le réexamen est désormais quadriennal.

4.3.3.2 Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Annonay Rhône Agglo a mis en place le CIA à compter du 1er janvier 2020[35], avec versement effectif en 2021, puisqu'il est basé sur l'engagement et de la manière de servir de l'agent au cours de l'année précédente. Contrairement à l'IFSE qui concerne la quasi-totalité des postes (à l'exception des cadres d'emplois exclus du RIFSEEP par la loi), la CA réserve le CIA aux titulaires, stagiaires et contractuels de droit public qui exercent spécifiquement certaines missions énumérées dans la délibération et qualifiées de « non-permanentes » :

- assistant de prévention (c'est-à-dire référent au sein de leur service et donc relais du service CQVT de la DRH) ;
- chefs d'établissement recevant du public (ERP) ;
- formateurs internes ;
- agents assurant l'intérim « descendant » d'une fonction d'encadrement.

Il est plafonné à 1200 € bruts annuels par agent. La détermination du montant est fonction de l'évaluation de la manière de servir sur ces missions spécifiques.

En 2020, une délibération[36] étend le CIA aux agents effectuant des astreintes, ainsi qu'aux régisseurs d'avance ou de recettes. Depuis sa mise en place en 2021, une vingtaine d'agent en moyenne en a bénéficié chaque année, pour un coût annuel moyen de 7 000€.

La faculté de limiter le versement du CIA à certaines fonctions ou missions n'est pas contestée par la jurisprudence récente[37]. Le souci de baser cette part facultative et modulable du RIFSEEP sur des critères factuels et objectifs a pu motiver ce choix. Néanmoins, le dispositif reste complexe dans sa mise en œuvre (comme dans le cas de l'intérim) et le caractère non-permanents de missions telles que chef d'ERP pose question. Ce parti pris comporte des fragilités, notamment pour le cas des régisseurs d'avance ou de recettes. La prise en compte de cette responsabilité spécifique relève de la part IFSE du régime indemnitaire, et si le CIA peut être versé pour tenir compte de la manière de servir relative à cette mission, il ne doit pas se substituer à l'IFSE[38].

De même, l'article 4 du décret énonce en outre que le CIA « *tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée dans les conditions fixées en application de l'article 55 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée* », c'est-à-dire lors d'un « *entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct* ». Si la délibération instaurant le CIA rappelle bien qu'il est lié à l'engagement professionnel de l'agent et précise les modalités de calcul du montant annuel « ***sur la base d'une évaluation annuelle de l'exercice effectif des fonctions*** », il s'agit d'évaluations « *réalisées par la direction des ressources humaines* » et non par le supérieur hiérarchique direct.

---

[35] Délibération CC-2019-216 du 13 juin 2019 (mise en place du complément indemnitaire annuel).

[36] Délibération CC-2020-65 du 20 février 2020 modifiant la délibération CC-2019-216 du 13 juin 2019 (réajustement du régime indemnitaire – CIA) et délibération CC-2022-122 du 24 mars 2022 relative à l'ajustement du CIA.

[37] Cour administrative d'appel de Bordeaux, 15 décembre 2022, n° 20BX04113.

[38] Courrier du préfet de l'Ardèche du 3 février 2019 relatif à l'instauration du CIA.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La communauté d'agglomération rencontre des difficultés à fiabiliser ses données concernant les ressources humaines. S'appuyer sur des indicateurs de qualité permettraient d'appréhender les caractéristiques des agents, de discerner les enjeux et donc de développer une réflexion stratégique pour mieux piloter la gestion des ressources humaines dans une perspective pluriannuelle.

Les lignes directrices de gestion, bien que limitées aux avancements de grades, mais aussi le nouveau règlement du temps de travail et la refonte du régime indemnitaire, permettent une meilleure lisibilité des règles de gestion, même si des ajustements demeurent nécessaires pour conformer ce cadre à la réglementation, notamment en matière de gestion des évolutions professionnelles des agents contractuels.

5 LA COMMANDE PUBLIQUE

5.1 L'organisation des achats au sein de la collectivité

5.1.1 Les moyens de la direction de la commande publique

La direction de la commande publique (DCP) mobilise 3,5 ETP, mutualisés au profit de l'ensemble des entités adjudicatrices (commune d'Annonay, CA, CCAS, CIAS). Une convention constitutive d'un groupement de commande permanent entre ces quatre entités, signée le 17 décembre 2022 et valable trois ans renouvelables une fois vient compléter ce dispositif de mutualisation. 31 familles d'achat entrent dans le périmètre de la convention, concernant les besoins les plus courants des collectivités (assurances, énergie, carburants et fluides, impression et reprographie, linge et vêtements de travail, formations, véhicules, travaux de réfection de voirie…).

D'après son tableau de suivi, la DCP est intervenue dans 37 marchés à procédure adaptée (MAPA), 11 appels d'offres ouverts et trois procédures avec négociation ayant été conclus en 2023. À cela s'ajoute neuf procédures classées sans suite, soit un total de 60 procédures pour trois agents. Avec 27 procédures, la communauté d'agglomération représente 45 % du volume. Il s'agit pour moitié de MAPA, de cinq appels d'offres ouverts, deux procédures avec négociation et d'un groupement de commande avec la commune d'Annonay pour lequel elle est coordonnateur dans le cadre de l'appel d'offres ouvert de transports scolaires comprenant trois lots.

5.1.2 La répartition des rôles

L'organisation de la fonction achat est décentralisée. Pour les achats ne nécessitant pas de procédure particulière dits de « faible montant », soit 40 000 € HT pour les fournitures et services et 100 000 € HT pour les travaux, les services prescripteurs réalisent l'ensemble des étapes. Ils passent par le chargé de mission administrative et financière (CAF) de leur DGA pour tout besoin d'appui technique. Celui-ci sert de référent de premier niveau et de contact avec la DCP.

Au-delà de ce seuil, le service à l'origine du besoin rédige les pièces techniques et la DCP assure la rédaction des pièces administratives. Elle prend aussi en charge tous les aspects liés à la publicité et à la dématérialisation de la consultation (mise en ligne, téléchargement des plis remis), ainsi que l'organisation de la commission d'attribution du marché. Le service prescripteur analyse les offres et fait valider son projet de rapport par la direction générale des services (DGS), puis il présente son rapport en commission d'attribution composée d'élus. La DCP se charge par la suite de la rédaction des courriers et de la signature des contrats, ainsi que des publications réglementaires.

La direction des affaires juridiques se charge de la mise à jour des arrêtés de délégation de signature. Ils sont organisés par montants plafonds, qui augmentent à mesure que l'on s'élève dans la ligne hiérarchique, le maire étant le seul autorisé à signer les engagements juridiques des achats atteignant les seuils européens. La direction des finances intègre les informations relatives à tout nouveau contrat dans le système d'information financier. Elle s'assure ainsi de la création d'un numéro pour chaque marché, afin de permettre le suivi d'exécution.

En tant qu'expert, la DCP est garante de la qualité du processus d'achat. Une note de la DGS du 23 août 2023 diffusée à l'ensemble des encadrants rappelle les principales règles de la commande publique et décrit la répartition des tâches entre services prescripteurs, chargés de mission administrative et financière, et DCP. Elle comprend plusieurs annexes, dont la liste des accords-cadres en vigueur, un récapitulatif des documents à solliciter auprès du titulaire pressenti, un guide du « sourcing » édité par la direction des achats de l'État et un guide de procédure dont la dernière mise à jour remonte au mois de janvier 2024. La DCP anime également le réseau des chargés de mission administrative et financière (CAF) qui sont le relais de la DCP dans les DGA/pôles. Les CAF sont conviés à des ateliers trimestriels dédiés aux sujets de commande publique et des formations organisées en interne sont proposées à tous les services prescripteurs et utilisateurs.

Le choix d'une organisation décentralisée des achats implique un fort enjeu de coordination et d'acculturation des directions opérationnelles, dans lequel la DCP joue un rôle crucial. Or l'effectif restreint de la DCP est mutualisé avec la commune centre, le CCAS et le CCIAS. Si la mutualisation est pertinente pour garantir un bon niveau de professionnalisation, le dimensionnement adéquat de la DCP pour lui permettre d'assurer ses missions doit être une préoccupation des entités adjudicatrices du périmètre mutualisé.

5.2 Le respect des procédures

5.2.1 La computation des seuils

La DCP a mis en place une nomenclature achat interne, mise à jour en 2024, pour l'ensemble du périmètre mutualisé. Dans le système d'information financier, l'engagement comptable comprend un champ dédié dont la saisie est obligatoire depuis 2023.

Une computation des seuils à partir des achats habituels de la collectivité a été réalisée en 2023, après plusieurs années d'interruption. L'examen des grands livres de la CA ARA montre que cet exercice aurait mérité d'être effectué annuellement. Une fiabilisation des saisies dans le système d'information financier faciliterait la démarche, comme le nettoyage des tiers en doublon et le rattachement systématique des mandats au marché correspondant[39].

Ainsi, l'entreprise GPI sécurité a été missionnée à plusieurs reprises en 2021 et 2022 pour un montant hors taxes cumulé de 65 390 € pour des prestations de surveillance de l'équipement aquatique Aquavaure durant la saison estivale (compte 611). Concernant un besoin répétitif et anticipable, une mise en concurrence minimale par le biais d'un marché à procédure adapté aurait pu être réalisée afin d'éviter de recourir de façon automatique au même fournisseur local[40].

5.2.2 L'étape de la passation

La DCP utilise un tableau de suivi qui recense les achats auxquels elle a participé[41]. Ce tableau de bord permet notamment de contrôler le respect du plan national d'action pour l'achat public durable qui fixe d'ici 2025 un objectif de 30 % de marchés comprenant une disposition sociale et 100 % incluant une considération environnementale. En 2023, 12 % des marchés répertoriés (toutes entités adjudicatrices, dont groupements d'achat) comprennent une clause d'insertion ou un marché réservé, tandis que 41 % des marchés incluent une dimension

---

[39] Par exemple, l'entreprise COVED est bénéficiaire de 27 mandats en 2019 sur le compte 611 (prestations de service) pour un montant de 104 k€, qui ne mentionnent pas le numéro de marché dans le champ de saisie dédié, mais dont l'examen des pièces justificatives démontre qu'ils sont bien rattachables à un marché. De même en 2018, où le montant atteint 196 k€.

[40] Même si le SIRET de l'entreprise est différent pour les mandats de 2021 et 2022, l'examen de l'adresse de l'entreprise figurant sur les factures démontre qu'il s'agit du même bénéficiaire (le nom de l'entreprise et les références bancaires sont également identiques).

[41] L'échantillon de contrôle du respect des procédures de passation et d'exécution portait sur :
- la collecte et le transport des déchets ménagers (AAO), 3 lots ;
- la création d'un stade d'athlétisme à Déomas (MAPA), 3 lots.

Compte-tenu de l'homogénéité des procédures et pratiques, le périmètre de l'échantillon prend aussi en compte :
- le marché de maîtrise d'œuvre du chantier de rénovation de l'école des Cordeliers, conclu en 2023 (procédure négociée) ;
- les marchés de fourniture et d'installation d'un système de vidéoprotection passés en appel d'offres ouvert en 2019 et d'extension de ce dispositif conclu en 2022 ;
- le marché à procédure adapté d'impression du magazine municipal de 2018.

environnementale en 2023. Ce dernier indicateur est en progression par rapport à 2022 (32 %). Compte-tenu du périmètre du tableau de bord, qui reflète l'activité de la DCP et non l'exhaustivité des achats de la collectivité, certains éléments peuvent ne pas être pris en compte.

Le code de la commande publique[42] impose l'obligation de publier 16 données essentielles du contrat initial et plusieurs données complémentaires pour les contrats de concessions, pour les marchés dont la valeur est supérieure ou égale à 40 000 € HT. La communauté d'agglomération dit s'acquitter de cette tâche de façon exhaustive à compter du 1er janvier 2024 pour les travaux à partir de 100 000 €. Il resterait donc à remplir cette obligation pour les fournitures et services dont la DCP a forcément connaissance en vertu de l'organisation interne.

La CA ARA ne signale aucun contentieux, mais une proportion significative de procédures sont infructueuses ou sans suite (cela concerne près d'un quart des procédures accompagnées par la DCP en 2022).

Tableau n° 8 : Proportion des procédures sans suite

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total des procédures suivies par la DCP (par lots)	31	71	82	68	51	60
Total des procédures sans suite	3	5	11	2	12	9
% sans suite	10 %	7 %	13 %	3 %	24 %	15 %

Source : tableau de suivi d'activité de la direction de la commande publique (DCP) de la CA ARA

Parmi les motifs invoqués figurant dans le tableau de suivi, 74 % concernent une mauvaise définition du besoin et/ou une insuffisance des offres.

D'autres marchés attribués dont l'objet est très classique (collecte et transports des déchets ménagers) enregistrent une offre par lot (fibreux et cartons, verre, ordures ménagères résiduelles). De même pour les MAPA relatifs à la création d'un stade d'athlétisme à Déomas : pour le lot concernant l'écran d'affichage, le pouvoir adjudicateur a reçu deux candidatures, et une seule pour le lot concernant le gazon naturel et le revêtement sportif d'athlétisme. Quant au lot concernant l'équipement d'athlétisme, il a été déclaré sans suite deux fois faute d'offre ou d'offre correspondant au budget. La CA ARA a peu de leviers d'action face à d'éventuelles pratiques d'ententes entre entreprises pour la répartition des marchés. Elle convie systématiquement à ses commissions d'attribution les services de l'État compétents dans le département[43]. L'utilisation d'une plateforme dématérialisée pour la passation des marchés permet à la DCP de faire le point avec le service prescripteur lorsqu'un écart important est constaté entre le nombre de téléchargements du dossier de consultation des entreprises et le nombre d'offres reçues.

[42] Articles L. 2196-2 et L. 3131-1 du code de la commande publique.

[43] Direction départementale emploi, travail, solidarités et protection des populations (DDETSPP), comprenant le service concurrence, consommation et répression des fraudes.

Le développement du « sourcing » et la participation à des réseaux d'acheteurs pourraient aider à mieux calibrer le besoin, mais il conviendrait également d'essayer d'élargir la publicité. Dans le cas de la création du stade d'athlétisme, la publicité a été réalisée sur la plateforme accueillant le profil acheteur de la CA ARA ainsi que dans la presse quotidienne régionale, conformément aux seuils de publicité. Le délai de réponse de 29 jours calendaires apparait raisonnable, mais la publication aurait pu être diversifiée[44].

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

L'entité mutualisée a fait le choix d'une organisation décentralisée de la commande publique, avec une direction support peu étoffée en moyens humains.

La mutualisation a permis d'atteindre une taille critique qui justifierait davantage de moyens dédiés afin de développer encore les groupements de commande, de rendre l'exercice de computation des seuils annuel et d'optimiser la quantité et la qualité des offres en travaillant sur le « sourcing », la définition du besoin et les modalités de publicité pertinente.

6 LA QUALITÉ COMPTABLE ET LA FIABILITÉ

La CA ARA a adopté le compte financier unique (CFU) dès l'exercice 2022. Ce document se substitue dorénavant au compte administratif de l'ordonnateur et au compte de gestion du comptable.

6.1 Les informations budgétaires et financières

Afin de renforcer l'information des citoyens et des élus et faciliter la compréhension du budget, l'article L.2313-1 du CGCT, précisé par les dispositions de l'article R. 2313-8 du CGCT, dispose que trois documents d'information financière distincts[45] doivent être mis en ligne sur le site internet de la collectivité. Cette mise en ligne doit intervenir dans le délai d'un mois à compter de l'adoption par le conseil communautaire de la délibération à laquelle ces documents se rapportent.

Le site internet de la CA ARA ne comprend pas de rubrique consacrée aux finances et l'accès aux documents financiers n'est possible qu'indirectement par les comptes-rendus des conseils communautaires.

[44] Presse professionnelle, plateforme nationale marchés-publics.gouv.fr

[45] Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles jointe au budget primitif et au compte administratif en vue de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux, le ROB (art. L. 2312-1 du CGCT) et la note explicative de synthèse adressée avec la convocation des conseillers municipaux en amont de la mise en délibéré du budget primitif et du compte administratif (art. L. 2121-12 du CGCT).

Les informations financières de la CA ARA doivent donc être rendues plus accessibles, notamment pour permettre un point d'entrée unique permettant aux citoyens d'accéder aux documents financiers (budgets, notes de synthèses, rapports sur les orientations budgétaires, extraits des débats d'orientation budgétaire), mais aussi aux taux des impositions communales et intercommunales et aux tarifs des services publics intercommunaux.

6.2 La gestion pluriannuelle des investissements en autorisation de programme et crédit de paiement (AP/CP)

Une programmation pluri annuelle des investissements (PPI) a été réalisée à partir de 2021 (rapport sur les orientations budgétaires ROB 2021 pour la période 2021/2026).

Cette PPI a été régulièrement mise à jour et présentée lors des ROB annuels jusqu'au plus récent en 2024.

La CA ARA utilise la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour plusieurs opérations d'investissements[46].

La gestion en AP/CP

La procédure des autorisations de programmes (AP) et des crédits de paiement (CP) est prévue aux articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Elle constitue un aménagement du principe d'annualité pour certaines dépenses d'investissement en évitant de recourir à la technique classique des restes à réaliser.

La gestion sous forme d'AP/CP permet à une collectivité de ne pas faire supporter, au budget d'un exercice donné, l'intégralité d'une dépense pluriannuelle et de ne pas prévoir l'intégralité des recettes correspondantes. Seules les dépenses à payer au cours de l'exercice sont retracées dans le budget et l'équilibre de chaque section s'apprécie au regard des seuls crédits de paiement.

Le règlement budgétaire et financier (RBF) précise les conditions d'adoption et de suivi des AP/CP avec des mises à jour au moins annuelles délibérées et reprises dans les documents d'orientation budgétaire. Ces documents clairs et précis permettent un suivi satisfaisant des opérations.

La part des dépenses d'équipement suivi en AP/CP, importante en début de période (portée par le volume de l'AP du centre nautique), devient toutefois très minoritaire en 2023 (5,5 % de l'ensemble des dépenses d'équipement).

[46] Certaines opérations étaient gérées en AP/CP antérieurement à l'adoption d'une PPI en 2021.

Tableau n° 9 : Détail des autorisations de programme de 2018 à 2023

En k€	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CFU 2022	CFU 2023	Total
AP centre aquatique (2015)	5 565	6 990	400	117	758		13 830
AP Via Fluvia (2016)	2 886	305	192	0			3 383
AP conteneurs OM (2018)	1 080	553	263	142			2 038
AP conservatoire (2023)						333	333
AP Rénovation gymnases (2024)							
TOTAL en AP/CP	9 531	7 848	855	259	758	333	19 584
TOTAL investissements (équipements)	12 083	10 638	2 752	1 659	5 605	6 115	38 853
Part des dépenses annuelles en AP/CP	78,88 %	73,77 %	31,07 %	15,61 %	13,52 %	5,45 %	50,41 %

Source : document fourni par la commune- retraitements CRC

Les avantages importants que permet la gestion pluriannuelle (lisibilité accrue de l'évolution des opérations et limitation des restes à réaliser-voir ci-dessous) pourraient inciter la CA ARA à développer la part de ses investissements gérés en AP/CP, alors que cette part connait un point bas en 2023.

Les deux AP ouvertes en 2023 (bâtiment du conservatoire) et 2024 (réhabilitation des gymnases) devraient augmenter la part des investissements suivis en AP/CP.

6.3 La qualité des prévisions et l'exécution budgétaire

6.3.1 Le fonctionnement

Les taux d'exécution de la section de fonctionnement sont satisfaisants depuis 2018. Ils atteignent entre 96,7 % et 98,4 % pour les dépenses (sauf pour l'année exceptionnelle 2020) et proches de 100 % en recettes.

Le rattachement des charges et des produits est effectué en application du principe d'indépendance des exercices. Il vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné, les charges et les produits qui s'y rapportent et ceux-là seulement.

La CA ARA a précisé dans son règlement budgétaire et financier[47] les modalités d'application des rattachements en précisant qu'en recettes ils concernent « *les droits acquis au 31 décembre de l'exercice budgétaire.* »

[47] Partie 2.9 P16.

Les taux de rattachement sont modestes en dépenses entre 1,2 % et 1,9 % des crédits ouverts. Ils restent très marginaux en recettes.

6.3.2 L'investissement

Les taux de réalisation des dépenses d'équipement sont satisfaisants (en excluant les années 2020 et 2021 au fonctionnement perturbé) variant de 56 % à 75 %.

Cependant, les comptes administratifs et les comptes financiers uniques font apparaitre des volumes de restes à réaliser (RAR) importants en dépenses d'investissements (40 % des dépenses d'équipement mandatées en 2023), qui augmentent le besoin de financement de la section d'investissement.

Le développement de la gestion en AP/CP pourrait permettrait de limiter ces RAR et donc le besoin de financement. En effet, les opérations gérées en AP/CP ne conduisent pas à la génération de restes à réaliser[48], lesquels sont issus des opérations d'investissement qui ne font pas l'objet d'une gestion pluriannuelle.

6.4 La gestion patrimoniale et le suivi des immobilisations

La tenue d'un inventaire physique et sa traduction comptable sont nécessaires pour connaître l'état du patrimoine de la collectivité, en assurer l'optimisation, éviter des dépenses infondées (assurances, taxes foncières…), déterminer les charges d'amortissement induites et les intégrer correctement à la préparation budgétaire, pour assurer la sincérité du budget.

La CA ARA ne dispose pas d'un inventaire physique complet de son patrimoine mais seulement d'inventaires spécifiques sur ses biens les plus significatifs, notamment d'un point de vue financier :

- patrimoine immobilier et foncier ;
- parc informatique (dont ordinateurs, vidéoprojecteurs, écrans interactifs, copieurs…) ;
- parc automobile et son outillage matériel.

Recommandation n° 7. Établir un inventaire physique complet des biens de la CA ARA.

6.5 L'intégration des travaux aux comptes d'immobilisation

Selon les dispositions des instructions budgétaires et comptables M14 et M57, les immobilisations sont classées, lorsqu'elles sont achevées, sous l'une des rubriques du compte

[48] La CA ARA ajuste ses crédits de paiement régulièrement et ne génère donc pas de RAR pour ses opérations en AP/CP.

20 « Immobilisations incorporelles » ou 21 « Immobilisations corporelles ». Lorsqu'elles ne sont pas achevées, elles apparaissent sous une rubrique du compte 23 « Immobilisations en cours ».

Les comptes d'immobilisations en cours (compte 23) doivent être régulièrement apurés au profit des comptes définitifs d'immobilisations incorporelles ou corporelles (comptes 20 ou 21), à mesure de la réalisation des travaux. Cette opération est essentielle pour la tenue de l'inventaire et pour ne pas retarder l'amortissement des biens concernés.

Un volume très important d'immobilisations en cours (plus élevé que le total des immobilisations depuis 2019), en croissance de 2018 à 2023, demeure à l'actif de la CA ARA.

La CA ARA doit veiller au transfert régulier de ses immobilisations en cours sur les comptes définitifs.

6.6 Les amortissements et les provisions

6.6.1 Les amortissements

L'absence de tenue d'un inventaire exhaustif et régulièrement actualisé ne permet pas à la CA ARA d'assurer une parfaite fiabilité de ses amortissements.

De plus le volume important d'immobilisations en cours demeurant à l'actif peut conduire à une minoration des dotations aux amortissements.

6.6.2 Les provisions

Les instructions comptables M14 et M57 établissent que les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables. Elles précisent qu'elles ont un caractère provisoire et doivent être constituées :

- lorsque la charge ou le risque envisagé n'est pas certain, mais probable ;
- lorsque la charge ou le risque envisagé est certain mais n'est pas connu dans son montant exact et doit par conséquent faire l'objet d'une évaluation.

Le précédent rapport définitif de la chambre notait en 2016 l'absence de provisions pour charges, notamment dès l'ouverture de contentieux, et recommandait le respect des dispositions prévues en la matière.

Alors que plusieurs contentieux, notamment en matière de personnel, ont été ouverts depuis 2018, aucun n'a fait l'objet d'un provisionnement de 2018 à 2023.

Or, ces provisions sont obligatoires dès l'ouverture d'une instance au contentieux. Elles doivent être constituées avant tout jugement dès la naissance du risque et être maintenue, en les ajustant si nécessaire, jusqu'à ce que le jugement soit devenu définitif.

Recommandation n° 8 : Passer systématiquement des provisions dès l'ouverture d'un contentieux présentant un risque financier pour la collectivité.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La qualité des documents budgétaires et des ROB permet une information financière satisfaisante des élus principalement. Toutefois, pour une information plus large auprès des annonéens, le site internet de la CA ARA doit comprendre les informations prévues par le CGCT.

Pour améliorer la fiabilité des comptes, l'attention devra être portée sur la systématisation du provisionnement pour risque contentieux et la tenue de l'inventaire de la collectivité qui doit être complété.

Enfin, la CA ARA pourrait limiter le volume de ses RAR en développant le recours à la gestion pluriannuelle en AP/CP pour une part plus importante de ses investissements.

7 LA SITUATION FINANCIÈRE

7.1 La méthode retenue et la structuration budgétaire

La méthode pour l'analyse financière s'appuie sur le logiciel des juridictions financières. Ce dernier retranche les atténuations de charges des dépenses et les atténuations de produits en recettes afin de présenter des soldes nets.

Le périmètre budgétaire de la communauté d'agglomération comprend, en 2023, outre le budget principal, trois budgets consacrés à des services publics industriels et commerciaux (nomenclature M4) pour la gestion de l'eau, de l'assainissement et des transports publics, et un budget annexe consacré aux zones d'activités ou industrielles (comptabilité de stocks en M57).

Le périmètre de l'analyse est limité au budget principal et ordures ménagères, relevant de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Les budgets retraçant des activités industrielles et commerciales doivent être financés par des recettes propres à l'activité sauf situations dérogatoires de subventions d'équilibre du budget principal. Dans cette dernière situation, l'examen du budget principal permet de prendre en compte ces participations.

À partir de 2024, un budget annexe (M57) est dédié au service public de la gestion des déchets modifiant le volume du budget principal et l'appréciation du taux d'épargne utilisée par la CA ARA dans ses documents de présentation budgétaire (voir partie prospective).

7.2 Les soldes de gestion

La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne brute) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de la CA ARA et dont elle peut disposer pour couvrir ses besoins financiers. Elle mesure sa capacité à financer sur ses propres ressources, ses besoins en investissements et le remboursement de sa dette.

Elle peut s'analyser comme une ressource durable représentant l'excédent de ressources internes dégagées par son activité.

De 2018 à 2023 (en excluant l'année 2019 dont les soldes de gestion sont améliorés par des recettes fiscales exceptionnelles- rôles supplémentaires), l'épargne brute de la CA ARA est assez stable passant de 2,5 M€ à 2,7 M€. Elle suit la même évolution que l'excédent brut de fonctionnement du fait de l'évolution semblable des charges de gestion (+ 4,5 % en moyenne annuelle) et des produits de gestion (+ 4,2 %).

Cependant cette situation conduit à une érosion du taux d'épargne brute[49] (limité à 8,6 % en 2023) du fait de la croissance des produits de gestion en comparaison de la stabilité de l'épargne brute.

L'épargne nette connait une baisse sensible (- 27,4 % de 2018 à 2023) du fait de l'augmentation de l'encours de dette générant un accroissement de l'annuité en capital.

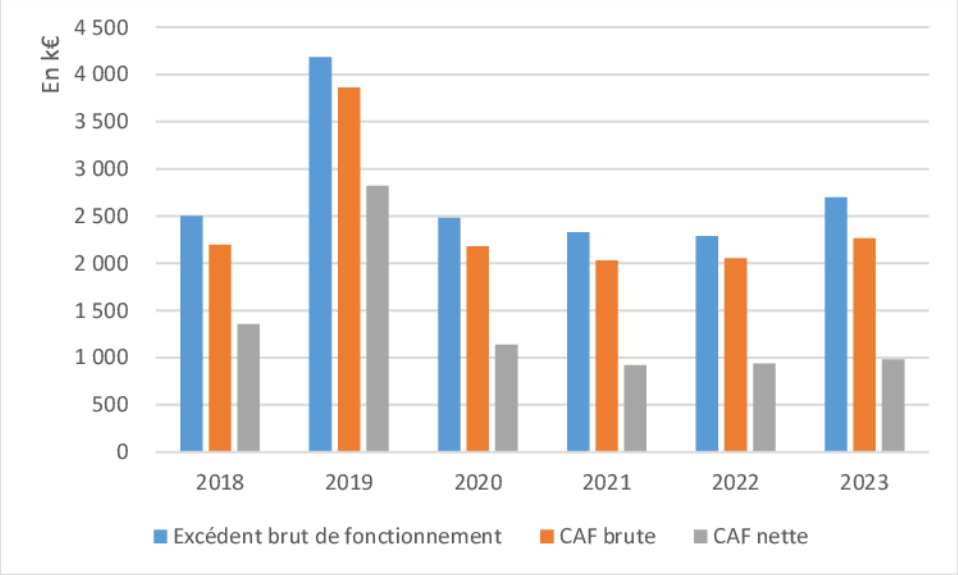
Tableau n° 10 : Évolution des soldes d'épargne de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits de gestion (A)	21 439	24 188	22 236	23 207	24 587	26 301
Charges de gestion (B)	18 937	20 001	19 754	20 877	22 298	23 602
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**2 502**	**4 187**	**2 482**	**2 330**	**2 289**	**2 699**
en % des produits de gestion	11,7 %	17,3 %	11,2 %	10,0 %	9,3 %	10,3 %
+/- Résultat financier	- 289	- 315	- 304	- 296	- 242	- 422
+/- Titres et mandats annulés sur exercices antérieurs	- 14	- 9	1	- 2	9	- 11
= CAF brute	**2 199**	**3 863**	**2 179**	**2 031**	**2 056**	**2 267**
en % des produits de gestion (taux d'épargne brute)	10,3 %	16,0 %	9,8 %	8,8 %	8,4 %	8,6 %
- Annuité en capital de la dette	844	1 040	1 041	1 110	1 117	1 283
= CAF nette ou disponible (C)	**1 355**	**2 823**	**1 138**	**921**	**939**	**984**

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

[49] Ce taux d'épargne brute mesure la part de l'épargne brute dans les recettes de fonctionnement réelles ; ces dernières sont des recettes nettes des reversements de fiscalité aux communes (attributions de compensation).

Graphique n° 5 : Évolutions annuelles des soldes de gestion



7.3 Les produits de gestion

Les produits de gestion sont majoritairement composés des ressources fiscales nettes (54 % du total en 2023) et de ressources institutionnelles (32 % en 2023). Cette répartition reste stable sur la période.

Tableau n° 11 : Évolution des recettes de gestion de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ressources fiscales propres (nettes)	19 163	20 923	20 106	18 841	19 966	21 460
+ Fiscalité reversée (AC)	- 7 528	- 7 523	- 7 576	- 7 581	- 7 594	- 7 362
= Fiscalité totale (nette)	11 635	13 400	12 530	11 261	12 371	14 098
+ Ressources d'exploitation	2 840	3 535	2 616	3 067	3 379	3 818
+ Ressources institutionnelles	6 964	7 252	7 089	8 879	8 836	8 385
= Produits de gestion	21 439	24 188	22 236	23 207	24 587	26 301

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.3.1 Les ressources fiscales

Le produit de la fiscalité directe locale de la CA ARA est, pour l'essentiel, issu des conditions de droit commun utilisées lors de la fusion pour fixer les taux du nouvel EPCI. Les taux 2018 sont les taux moyens pondérés des deux EPCI fusionnés et des trois communes qui les ont rejoints.

La CA ARA n'a pas fait évoluer ses taux de fiscalité directe depuis sa création. Elle n'a pas instauré de part additionnelle à la taxe sur le foncier bâti contrairement à la plupart des communautés d'agglomération au niveau national et de tous les EPCI à fiscalité propre du département de l'Ardèche.

Les bases de foncier bâti représentent 60 M€ (bases prévisionnelles notifiées en 2024) soit un produit potentiel de 600 k€ pour un point de fiscalité additionnelle. La mise en place d'une part de fiscalité additionnelle propre à la CA ARA constitue sa principale marge de manœuvre pour améliorer ses ressources de gestion et sa capacité d'autofinancer une part plus importante de ses investissements.

La CA ARA n'a pas utilisé depuis sa création la majoration spéciale du taux de CFE. Il s'agit de la possibilité d'augmenter son taux de 0,73 point en 2023 (0,90 point en 2022) qui aurait pu lui permettre de s'approcher du taux moyen national.

Elle a fait application du droit commun lors de la fusion en 2017 pour ce qui concerne la fixation des montants de bases minimum de CFE. Ces bases minimums constituent un enjeu important pour la CA ARA car elles concernent les deux tiers des redevables de la collectivité à la CFE (2 673 établissements sur 3 666[50] sont imposés à la cotisation minimum sur le territoire communautaire).

Tableau n° 12 : Évolution des taux de fiscalité entre 2018 et 2023

Taux en %	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe d'habitation (THRS depuis 2021)	8,96	8,96	8,96	8,96	8,96	8,96
Taxe de foncier bâti	0	0	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises	25,73	25,73	25,73	25,73	25,73	25,73
Moyenne CFE des CA	26,46	26,5	26,51	26,73	26,9	27,1

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

[50] État récapitulatif de bases fiscales 1081 B de l'année 2023.

Conséquences des réformes fiscales issues de la LFI 2021 et LFI 2023 pour la CA ARA

1/ Suppression de THRP

La CA ARA dispose à partir de 2021 d'une part de TVA nationale en compensation de la perte de la TH (sur les résidences principales) qu'elle recevait avant la réforme de 2021.

2/ Exonération de la moitié des bases foncières industrielles

En diminuant les valeurs locatives foncières des entreprises « industrielles » la LFI 2021 entraine une réduction du produit de CFE perçu par la CA ARA.

La CA ARA bénéficie d'une allocation de compensation de cette exonération de 1 873 k€ en 2021 (1 956 k€ en 2022 et 2 078 k€ en 2023) au titre de cette exonération. La conséquence est une moindre recette fiscale compensée par une ressource institutionnelle nouvelle (allocation de compensation).

3/ Suppression (pour les collectivités locales) de la CVAE à partir de 2023

La CA ARA a perçu en 2023 (et continuera à percevoir les années suivantes) une nouvelle part de TVA correspondant à la moyenne des années 2020 à 2023 (montant prévisionnel pour 2023)[51].

4/ Les parts de TVA nationale deviennent la principale ressource fiscale de la CA ARA en 2023 (9,6 M€ de produit de TVA pour 5 M€ d'impôts directs locaux). En conséquence, en l'absence de fiscalité additionnelle propre à l'EPCI, l'évolution des ressources fiscales de la CA ARA dépend en grande partie du dynamisme du produit de TVA perçu au niveau national.

Tableau n° 13 : Évolution des ressources fiscales de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Impôts directs locaux (CFE, TH, TFNB)	10 737	11 232	11 430	4 481	4 594	5 007
+ Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)	2 893	3 395	2 922	3 100	3 153	0
+ Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom)	475	484	465	471	490	437
+ Impôt entreprises de réseau (IFER)	166	174	175	176	189	205
+ Autres impôts locaux (dont rôles suppl.)	180	775	111	0	0	3
- Restitution sur impôts	75	70	35	201	120	128
= Impôts locaux nets	**14 377**	**15 990**	**15 068**	**8 027**	**8 305**	**5 524**
+ Fraction de TVA	0	0	0	5 670	6 213	9 612
+ TEOM	4 703	4 863	4 996	5 029	5 285	6 165
+ Autres taxes	83	70	42	115	163	159
= Ressources fiscales propres	19 163	20 923	20 106	18 841	19 966	21 460

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

[51] À cette part « garantie » s'ajoutera une partie du fonds national d'attractivité économique des territoires (FNAET).

7.3.2 Les ressources institutionnelles

Elles sont constituées des dotations de l'État et des participations des partenaires institutionnels.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) est en baisse de 4,9 % sur la période du fait de l'utilisation régulière de la dotation de compensation comme variable d'ajustement de l'enveloppe globale de DGF.

La part « dotation d'intercommunalité » de la DGF reste quasiment stable sur la période.

La principe évolution dans le volume des ressources institutionnelles est intervenue lors de la réforme fiscale de 2021 qui en exonérant de moitié les bases industrielles a conduit à la création d'une dotation de compensation (2 078 k€ en 2023) importante pour la CA ARA du fait des caractéristiques industrielles dominantes des entreprises de son territoire.

Tableau n° 14 : Évolution des ressources institutionnelles de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation Globale de Fonctionnement	4 945	4 883	4 826	4 773	4 716	4 704
Dont dotation forfaitaire (compensation)	*3 133*	*3 061*	*3 006*	*2 947*	*2 882*	*2 866*
Dont dotation d'intercommunalité	*1 812*	*1 821*	*1 820*	*1 826*	*1 834*	*1 838*
Participations	2 019	2 369	2 264	4 106	4 121	3 681
Dont compensation (exo de bases industrielles à partir de 2021)	*428*	*523*	*550*	*2 061*	*2 142*	*2 279*
Dont dotation de compensation réforme de la TP (DCRTP)	*420*	*408*	*401*	*401*	*401*	*401*
= Ressources institutionnelles	6 964	7 252	7 089	8 879	8 836	8 385

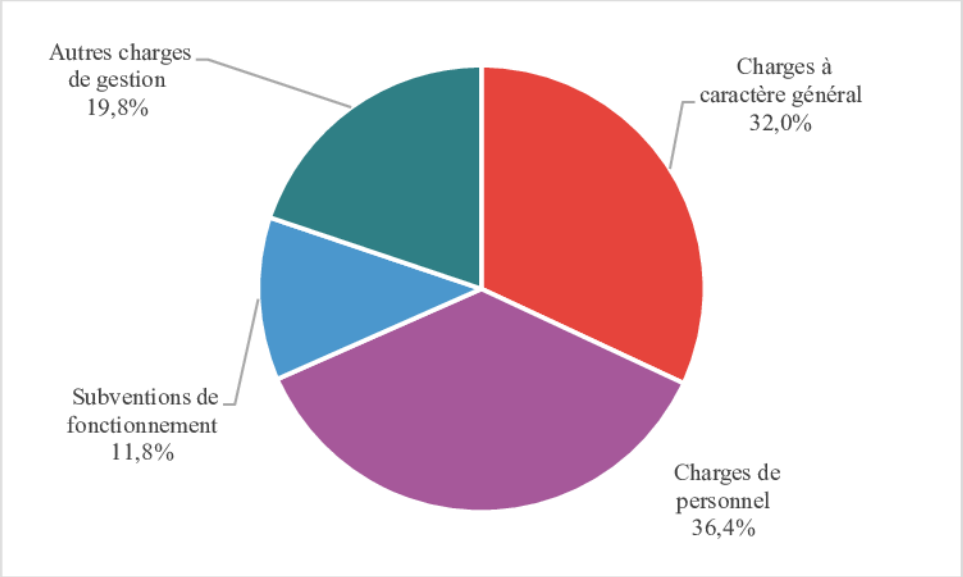
Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.4 Les charges de fonctionnement

7.4.1 La répartition des charges de fonctionnement

La composition des charges de fonctionnement est stable de 2018 à 2021. La part des dépenses de personnel est en réalité plus importante du fait des facturations par la commune d'Annonay liées aux différents types de mutualisations (voir cette partie).

Graphique n° 6 : Répartition des charges de fonctionnement en 2023



Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques- retraitements CRC

L'évolution des dépenses de gestion est très différenciée pour les deux principaux postes de dépenses (les charges à caractère général et le personnel) entre la période 2018/2021, avec une évolution modérée en moyenne annuelle (+ 4,7 % pour les charges à caractère général et + 2,8 % pour le personnel), et les croissances beaucoup plus importantes de 2022 et 2023.

Tableau n° 15 : Évolution des charges courantes de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	Var. annuel. Moy.	2022	Var 2022/ 2021	2023	Var 2023/ 2022
Charges à caractère général	5 447	6 019	5 810	6 247	+ 4,7 %	7 211	+ 15,4 %	7 542	+ 4,6 %
Charges de personnel	6 664	7 263	6 973	7 245	+ 2,8 %	7 783	+ 7,4 %	8 597	+ 10,4 %
Subventions de fonctionnement	2 821	2 582	2 712	3 124	+ 3,5 %	2 978	- 4,7 %	2 783	- 6,6 %
Autres charges de gestion	4 005	4 136	4 259	4 261	+ 2,1 %	4 326	+ 1,5 %	4 681	+ 8,2 %
= Charges courantes	18 937	20 001	19 754	20 877	+ 3,3 %	22 298	+ 6,8 %	23 602	+ 5,8 %

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.4.2 Les charges à caractère général

Une augmentation importante des charges à caractère général est constatée de 2021 à 2023 (+ 15,4 % de 2021 à 2022 et + 4,6 % entre 2022 et 2023).

Une partie de la hausse de 2022 est liée à la reprise d'activités à la suite de la crise sanitaire. Trois secteurs concentrent les plus fortes évolutions :

- les dépenses liées aux contrats de prestation de service de la compétence « déchets des ménages » : + 366 k€ ;
- les dépenses d'énergie (électricité, gaz) : + 348 k€ ;
- les achats de spectacles[52] : + 128 k€.

L'augmentation entre 2022 et 2023 est expliquée par les éléments suivants :

- les dépenses de gaz et d'électricité : + 124 k€ ;
- les dépenses d'entretien, de réparation et de maintenance : + 44 k€ liées à la révision des contrats afférents à la maintenance des équipements, et les dépenses liées à la démarche de cybersécurité ;
- une croissance particulière des dépenses liées à l'eau : + 40 k€ (sans lien avec la consommation) ;
- les dépenses liées à la compétence « déchets des ménages » : + 39 k€.

Tableau n° 16 : Évolution des charges à caractère général de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Achats autres que les terrains	1 133	1 263	1 099	961	1 392	1 581
Contrats de prestations de services	3 280	3 591	3 832	4 399	4 767	4 828
Autres charges	1 034	1 165	879	887	1 052	1 133
Total	5 447	6 019	5 810	6 247	7 211	7 542

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.4.3 Les charges de personnel

Les charges de personnel avec 36,4 % des charges totales représentent l'autre poste de dépenses important de la CA ARA.

Si leur évolution est contenue entre 2018 et 2021 avec une croissance annuelle moyenne de 2,8 %, l'augmentation constatée en 2022 (+ 7,4 %) puis en 2023 (+ 10,4 %) appelle un examen détaillé pour établir la part des causes extérieures à la politique menée par la CA ARA et celles lui incombant plus directement.

Le périmètre relativement constant des compétences exercées de 2018 à 2023 permet des comparaisons sans retraitement. Toutefois, deux éléments doivent être pris en compte :

[52] La sortie de la crise sanitaire a donné lieu à une reprise de l'activité en matière culturelle et événementielle.

- les effets de la mutualisation d'agents et de services communautaires qui augmentent le montant des charges de personnel alors qu'une partie du personnel mutualisé est refacturée[53] aux autres partenaires et apparait en recettes d'exploitation pour la CA ARA[54] ;
- la prise de compétence enseignement musical qui a conduit au transfert d'agents le 1er septembre 2023.

Les autres raisons de la croissance importante des charges de personnel entre 2021 et 2023, détaillées dans les tableaux ci-dessous, font apparaitre les incidences des mesures nationales (revalorisation du point d'indice principalement), des modifications dans l'organisation sans incidence sur l'équilibre global (positionnement du DGA à l'agglomération, prise en charge de deux agents de la régie des transports) mais aussi les conséquences de l'activité des services (heures supplémentaires, saisonniers centre aquatique, renfort en accroissement temporaire d'activité) et de décisions de la CA ARA (recrutements divers et revalorisation du RIFSEEP).

La majorité des causes de la croissance forte de la charge de personnel a un caractère pérenne et constitue un socle de dépenses peu compressibles. Cette situation doit conduire la collectivité à maintenir une vigilance accrue sur l'évolution de sa masse salariale.

Tableau n° 17 : Principaux postes d'évolution de la masse salariale de 2021 à 2022

	Montant	Observations
Recrutements sur postes vacants (communication, sport)	72 065 €	
Revalorisation du point d'indice au 01/07/2022	84 000 €	
Positionnement DGA à l'Agglo	57 000 €	Recette sur convention de mutualisation
Revalorisation RIFSEEP	48 750 €	Effectif sur 10 mois en 2022
Vacataires et saisonniers	45 000 €	Reprise piscine à l'été 2022
Recrutement chargé de mission mobilités actives	42 000 €	Poste cofinancé
Saison culturelle	32 367 €	Intermittents du spectacle
Prime Précarité, Prime Retraite, GIPA, indemnité inflation	25 266 €	
Rappels divers	24 352 €	
Heures supplémentaires	17 675 €	
Poste sur compétence GEPU	12 611 €	
TOTAL	461 086 €	

Source : document interne CA ARA

[53] La mutualisation développée des services communautaires (voir partie mutualisations) conduit à accroitre le volume des dépenses consacrées à la masse salariale alors qu'une partie est remboursée et apparait dans les ressources d'exploitation (entre 1,2 M€ et 1,5 M€ de recettes annuelles entre 2018 et 2023).

[54] À l'inverse les agents mutualisés de la ville centre n'apparaissent pas dans les charges de personnel de la CA ARA mais dans les autres charges. Les mutualisations concernant majoritairement des personnels rattachés à la commune d'Annonay, entrainent une minoration de la charge de personnel (chapitre 012) de la CA ARA.

Tableau n° 18 : Principaux postes d'évolution de la masse salariale de 2022 à 2023

	Montant	Observations
Transferts d'agents dans le cadre de la prise de compétence enseignement musical au 1er septembre 2023	439 903 €	
Autres charges en progression (mutualisation, assurances...)	122 269 €	
Renforts en accroissement temporaire d'activité	77 651 €	
Revalorisations indiciaires au 1er juillet 2023	54 426 €	
Prise en charge de 2 agents régie des transports	49 694 €	Refacturation sur le budget annexe
Rappel maladie	35 334 €	
Validation de service	28 419 €	
TOTAL	807 696 €	

Source : document interne CA ARA

7.5 Les dépenses d'équipement

Le niveau élevé des investissements réalisés en 2018 et 2019 est dû principalement à la réalisation du programme du centre nautique Aquavaure, représentant 12,6 M€ de dépenses sur ces deux années.

Le premier programme pluri annuel d'investissement présenté en 2021 pour cinq ans (2021/2025) prévoyait 41 M€ d'investissements soit plus de 8 M€ par an se répartissant en trois enveloppes :

- une part de dépenses d'investissements récurrents de 11,8 M€ (comprenant l'entretien des bâtiments pour 2,75 M€) ;
- une part de projets et programmes en cours pour 13,4 M€ (les principaux concernaient la Via Fluvia pour 5,5 M€ et les équipements sportifs pour 2,7 M€) ;
- une part pour financer des projets nouveaux restant à définir pour 16 M€.

Si l'année 2021 a connu un niveau de réalisation bien inférieur au prévisionnel (situation explicable en partie par la poursuite de la crise sanitaire), les investissements des années 2022 et 2023 se sont approchés du niveau envisagé dans la prospective (7,9 M€ en 2023).

Tableau n° 19 : Évolution des dépenses et subventions d'équipement de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Cumul sur les années
Dépenses d'équipement	12 083	10 638	2 752	1 659	5 605	6 115	38 853
Subventions d'équipement	71	465	525	600	1 240	1 816	4 716
Total	12 154	11 103	3 277	2 259	6 845	7 931	43 569

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.6 Les modalités de financement des investissements

L'épargne nette ne permet de financer que 18,6 % des dépenses d'équipement, en montants cumulés, de 2018 à 2023.

Les recettes d'investissement (subventions, produits de cessions et FCTVA principalement) permettent de financer près de la moitié des investissements.

Le recours à l'emprunt (pour un quart du total) et la mobilisation du fonds de roulement (7,5 % du total) permettent de couvrir le solde.

Tableau n° 20 : Modalités de financement des investissements de 2018 à 2023

en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	*Cumul sur les années*
Total des charges à financer (A)	12 522	11 079	3 425	2 235	6 801	7 901	*43 951*
CAF nette ou disponible (a)	1 355	2 823	1 138	921	939	984	*8 161*
+Recettes d'inv. hors emprunt(b)	4 454	5 940	5 624	680	2 341	2 209	*21 249*
= Financement propre disponible (B=a+b)	5 809	8 763	6 763	1 601	3 281	3 193	*29 409*
Besoin (-) ou capacité (+) de financement (B-A)	- 6 714	- 2 314	3 340	- 651	- 3 508	- 4 707	*- 14 555*
Nouveaux emprunts de l'année	2 000	2 250	1 000	0	4 000	2 000	*11 250*
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	- 4 714	- 64	4 340	- 651	492	- 2 707	*- 3 305*

Source : comptes de gestion et comptes financiers uniques

7.7 La situation bilantielle

7.7.1 Le fonds de roulement et la trésorerie

La mobilisation importante du fonds de roulement pour assurer la couverture du besoin de financement (principalement en 2023) conduit à un affaiblissement de son niveau en fin 2023.

En conséquence, la CA ARA ne disposera plus de cette modalité de financement de ses investissements à partir de 2024 et devra recourir plus fortement à l'emprunt.

Une ligne de trésorerie a été nécessaire en 2020 et 2021 pour assurer un niveau de trésorerie, qui atteint un niveau suffisant en décembre 2023 (40 jours de dépenses de fonctionnement).

7.7.2 L'endettement et la capacité de désendettement

La CA ARA a mobilisé 11,25 M€ d'emprunts nouveaux de 2018 à 2023 alors que le total des annuités en capital remboursées s'est élevé à 6,43 M€ ; elle a ainsi augmenté son encours de dette qui est passé de 13,5 M€ en 2018 à 18,3 M€ à la fin de 2023[55].

En conséquence, avec un montant d'épargne brute stable sur la période, la capacité de désendettement s'est dégradée passant de 6,7 années d'épargne brute en 2018 à 8,1 années en 2023.

À effort d'investissement constant, seule une augmentation de l'épargne brute permettrait de contenir l'évolution de la capacité de désendettement.

7.8 Les relations financières avec les communes

7.8.1 La fixation des AC et la CLECT

L'attribution de compensation (AC), principal flux financier entre EPCI et communes membres, est au centre des relations financières au sein des territoires sous le régime fiscal de la fiscalité professionnelle unifiée (FPU), obligatoire pour les communautés d'agglomération.

Elle correspond à la différence entre la fiscalité économique désormais perçue par l'EPCI et les charges transférées par les communes à l'EPCI.

---

[55] L'encours de dettes total comprend d'autres types de dettes (inscrites aux comptes 168748 et 168751 pour la CA ARA) que les seules dettes auprès des établissements bancaires (17,5 M€ au 31 décembre 2023).

Le mécanisme de l'attribution de compensation a été créé par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Il a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un EPCI opte pour le régime de la FPU et lors de chaque transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes membres[56].

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit établir les montants d'AC qui seront versés (ou reçus[57]) par l'EPCI aux communes selon des règles « de droit commun » fixées par le code général des impôts (CGI).

Toutefois, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers, et en accord avec chaque conseil municipal concerné par une évolution de son attribution (à la majorité simple), en tenant compte du rapport de la CLECT (1°bis du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts). Seules les communes qui l'acceptent pourront voir modifier leur attribution de compensation. Celles qui ne donnent pas leur accord pour une révision libre n'auront aucune modification de leur AC.

La CA ARA et la communauté de communes du bassin d'Annonay auparavant, ont utilisé fréquemment cette évaluation libre (dérogatoire) lors des évaluations des charges transférées pour une partie de leurs communes.

La communauté d'agglomération et ses communes membres n'ont pas conclu de protocole financier général tel que prévu par l'article 1609 nonies C du code général des impôts[58].

Ce protocole financier général définit notamment « *les modalités de détermination des attributions de compensation et les relations financières entre l'établissement public de coopération intercommunale fusionné et les communes, les conditions de reprise des dettes des établissements publics à fiscalité propre préexistants, les formules d'amortissement des investissements et les procédures comptables* ».

7.8.1.1 Une évaluation des transferts de charges incomplète

Les transferts de 2008 :

Les principaux transferts de compétences et d'équipements d'intérêt communautaire ont été évalués par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) en 2008 (évaluation révisée en 2009)[59].

---

[56] Ce mécanisme est prévu aux IV et au V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts (CGI).

[57] Ce cas de figure (AC dites « négatives » car versées par les communes) est en général plutôt favorable aux communes qui ont transféré plus de charges le plus souvent dynamiques (dynamisme des charges assumé par l'EPCI) que de fiscalité avec un montant d'AC qui reste figé.

[58] Le 5° du paragraphe V de l'article 1609 nonies C est ainsi formulé : « *Un protocole financier général définit les modalités de détermination des attributions de compensation et les relations financières entre l'établissement public de coopération intercommunale fusionné et les communes* ».

[59] Ces évaluations sont intervenues hors de la période de contrôle mais ont des conséquences directes sur l'équilibre financier actuel entre les communes et la CA ARA.

Les évaluations ont porté sur :

- les équipements culturels (espace Montgolfier de Davézieux, théâtre d'Annonay, musée, bibliothèque municipale) ;
- les équipements sportifs (piscine et complexe de Vaure et les trois gymnases Déomas, Zodiaque et Lombardière) ;
- des équipements à vocation sociale (notamment les EHPAD et foyers logements).

Les charges liées à un équipement sont évaluées par la CLECT au coût initial de l'équipement (coût de réalisation, d'acquisition ou, éventuellement de renouvellement) auquel sont ajoutés les frais financiers (intérêts d'emprunts) et les dépenses de fonctionnement de l'équipement.

Ce coût global est rapporté à la durée de vie moyenne de l'équipement (durée d'amortissement) pour obtenir le coût moyen annualisé qui sera déduit (en section de fonctionnement) de l'AC de la commune.

La CLECT a retenu le principe dérogatoire au droit commun d'un abattement forfaitaire pour l'évaluation des dépenses d'investissement des équipements transférés en fonction de la part de population extérieure à la commune utilisant l'équipement. Cet abattement abouti à une réduction globale du prélèvement de l'AC de 50 % pour l'ensemble des équipements de la commune d'Annonay et de 89 % pour l'Espace Montgolfier de Davézieux (EMD).

Le principe de cet abattement apparait légitime car il n'aurait pas été équitable de faire porter uniquement sur ces deux communes la charge totale du renouvellement d'équipements profitant à une plus large population de l'EPCI.

Toutefois, en ne donnant à l'EPCI qu'une partie des capacités financières nécessaires au renouvellement de ces équipements, en l'absence de participation des autres communes à cet effort, la solution adoptée par la CLECT prive durablement l'EPCI d'une part importante des moyens financiers de renouvellement des équipements.

La CA ARA qui doit assumer des coûts d'investissement importants sur plusieurs équipements transférés (construction du centre aquatique AQUAVAURE pour plus de 15 M€ et rénovation des gymnases avec une autorisation de programme de 4 M€) est pénalisée financièrement par les modalités d'évaluation des coûts de renouvellement des équipements retenues.

Le transfert de la compétence enseignement musical en 2023 :

Ce transfert a été effectué à la suite de la dissolution du syndicat mixte Ardèche musique et danse (AMD) au 31/12/2023.

La CLECT a choisi de ne pas retenir de montant sur l'AC, au titre de l'investissement des communes concernées par les implantations bâtimentaires utilisées pour cette compétence au motif que les localisations des lieux d'enseignement étaient appelées à changer.

Ce choix est pénalisant pour l'équilibre financier de la CA ARA alors qu'elle a entrepris de lourds investissements immobiliers dans un conservatoire avec l'adoption d'une autorisation de programme de plus de 8 M€ dont les crédits de paiement sont prévus jusqu'en 2026.

L'attribution de compensation d'investissement

L'article 81 de la loi de finance rectificative pour 2016 a modifié le V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI).

Dans sa nouvelle rédaction, *« le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.*

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges conformément au cinquième alinéa du IV. »

Avec cette modification, les communes et intercommunalités à fiscalité professionnelle unique peuvent désormais affecter en section d'investissement une partie du montant des attributions de compensation. Ce choix peut être fait selon les mêmes conditions que la révision libre du montant de l'AC, c'est-à-dire par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressés.

La CA ARA aurait pu utiliser cette nouvelle possibilité, budgétairement moins pénalisante, pour le dernier transfert effectué.

7.8.1.2 Un bilan des transferts de charges qui reste à réaliser

L'article 148 de la loi de finances pour 2017 (codifié au 10ème alinéa du 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts) prévoit une mesure d'information aux communes sur l'évolution des attributions de compensation (AC) et qui n'a pas été mise en œuvre par la CA ARA.

Tous les cinq ans, le président de l'intercommunalité doit présenter un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'EPCI. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant et il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres. Cette disposition est entrée en vigueur à compter de la date de publication de la loi de finances pour 2017, ce qui signifie que les EPCI avaient jusqu'au 30 décembre 2021 pour délibérer sur ce rapport.

La CA ARA n'a pas produit ce rapport qui, au-delà de l'obligation imposée par la loi, permettrait d'établir un bilan des conséquences financières des transferts de charges pour l'ensemble intercommunal (la CA ARA et les communes membres) qui pourrait servir de base à l'élaboration d'un pacte fiscal et financier.

7.8.2 Les fonds de concours

Des aides à l'investissement ciblées sur des politiques publiques spécifiques (par exemple les mobilités actives, les équipements sportifs structurants et la gestion des eaux pluviales) permettent de soutenir les communes.

En complément la CA ARA a mis en place une politique de fonds de concours plus structurée sous l'appellation de « fonds de solidarité aux communes » s'appuyant sur un règlement d'attribution délibéré le 27 septembre 2021. Ce fonds prévoit une enveloppe de 70 000 € par an sur six ans (2021/2026).

Les montants plafonds par communes sont fixés à 15 k€ par an pour les communes les plus richement dotées en bases de CFE (sept communes) et 27 k€ pour les autres (enveloppe totale de 162 k€ par commune).

Tableau n° 21 : Bilan du fonds de soutien de 2021 (date de mise en place) à 2023

	Montants des fonds attribués		
	2021	2022	2023
Nombre de dossiers déposés	11	18	27
Nombre de dossiers soldés	6	10	3
Total attribué (en k€)	681	467	671

Source : CA ARA

7.8.3 L'absence de formalisation des relations financières avec les communes

L'absence de pacte financier et fiscal

Si la CA ARA a défini ses objectifs en 2022 dans un projet de territoire, celui-ci n'aborde pas les questions d'équilibre financier entre l'EPCI et ses communes membres.

Les relations financières entre la communauté d'agglomération et les communes n'ont pas fait l'objet d'une formalisation particulière. Il n'existait pas à l'origine de pacte financier et fiscal, et pas plus à la suite de la fusion de 2017, le nouveau conseil communautaire n'ayant pas adopté de document stratégique en la matière.

Or un pacte financier et fiscal constitue un outil stratégique important qui permet, en organisant les relations financières entre l'EPCI et ses communes membres, de mettre en adéquation les grandes orientations définies dans le projet de territoire et la répartition de la ressource financière à l'échelle du territoire communautaire.

Si l'existence d'un tel protocole financier ne résulte pas d'une obligation réglementaire de portée générale pour l'ensemble des EPCI, il est prescrit pour ceux intégrant sur leur territoire des quartiers en contrat de ville et pour ceux issus de la fusion de plusieurs autres établissements.

La CA ARA, signataire d'un contrat de ville pour le quartier des Hauts d'Annonay et issue d'une fusion en 2017, remplit, à double titre[60], les conditions imposant l'établissement d'un pacte fiscal et financier.

L'établissement de ce pacte pourrait permettre à la CA ARA :

- d'analyser les capacités budgétaires pour réaliser les projets de l'ensemble intercommunal (communes et EPCI) ;
- de se donner les moyens de réaliser les objectifs du projet de territoire ;
- de définir la répartition des moyens financiers et fiscaux entre la CA ARA ;
- d'établir une politique fiscale concertée (évolution de la CFE, définition des bases minimum de CFE, fiscalité additionnelle propre à la CA ARA, partage de la taxe d'aménagement…) ;
- de prévoir des outils de solidarité complémentaires aux fonds de concours (institution d'une dotation de solidarité communautaire-DSC).

Une méthode et un calendrier ont été présentés lors du bureau du 13 juin 2024 de la CA ARA avec pour objectif une adoption du pacte en 2025.

Recommandation n° 9. : Établir le rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'EPCI.

Recommandation n° 10. : Adopter un pacte fiscal et financier avec les communes membres.

7.9 La prospective

La CA ARA a présenté dans son ROB 2024 une prospective budgétaire pour les années 2024 à 2026 en se fixant les objectifs suivants :

- maintenir la capacité de désendettement sous le seuil des 12 ans ;
- maintenir le taux d'épargne brute entre 7 % et 10 % (épargne brute rapportée aux recettes de gestion).

Avec les hypothèses retenues par la collectivité qui apparaissent réalistes pour l'évolution des recettes et des dépenses, les résultats obtenus montrent une atteinte des objectifs avec une capacité de désendettement autour de dix ans d'épargne brute de 2024 à 2026 et un taux d'épargne brute en nette augmentation évoluant de 8,10 % en 2024 à 8,61 % en 2026.

Ce résultat apparait en amélioration sensible dans le ROB de la CA ARA par rapport à l'année 2023 notamment pour l'évolution du taux d'épargne brut qui passerait de 6,60 % à 8,61 % en 2026.

[60] Et en l'absence de mise en place d'une dotation de solidarité communautaire (DSC).

Tableau n° 22 : Prospective présentée par la CA ARA dans son ROB 2024

En k€	CA2023 provisoire	CA2024	CA2025	CA2026
Recettes réelles de fonctionnement	34 298	28 776	29 313	29 800
Dépenses réelles de fonctionnement	32 033	26 445	26 880	27 234
Épargne brute	2 265	2 330	2 433	2 566
Taux d'épargne brute	6,60 %	8,10 %	8,30 %	8,61 %
Épargne nette	982	918	797	732
Dépenses d'équipement (PPI)	7 931	7 845	8 770	6 680
Subventions d'investissement	1 516	1 225	2 685	3 025
Emprunt nouveau	2 000	6 200	4 500	2 000
Encours de dette	17 516	22 304	25 168	25 334
Capacité de désendettement (en années)	7,73	9,57	10,34	9,87

Source : ROB 2024

Cette amélioration prévisionnelle est artificielle car le périmètre budgétaire de la CA ARA a été modifié en 2024 avec la création d'un budget annexe pour le service public des ordures ménagères.

Cette création d'un budget dédié n'est pas contestable mais elle a des incidences importantes notamment pour le calcul du taux d'épargne brute qui ne peut se comparer qu'à périmètre constant. En effet elle provoque une contraction forte des dépenses (- 5,58 M€) et des recettes (- 5,52 M€) du budget principal sans incidence sur le montant de l'épargne brute (la variation des dépenses est équivalente à celle des recettes). Par contre, le taux d'épargne brute rapportant le montant de l'épargne brute stable à celui des ressources de gestion en forte baisse conduit à une amélioration apparente de cet indicateur (le taux d'épargne brute) sans lien avec une éventuelle amélioration de la situation financière de la CA ARA.

L'appréciation exacte de l'évolution de cette situation implique la consolidation à partir de 2024 du budget principal et du budget annexe du service public de gestion des ordures ménagères.

Cette consolidation (à partir des budgets primitifs adoptés en 2024 et prévisionnels pour 2025 et 2026) limite l'amélioration du taux d'épargne présentée par la CA ARA à partir de 2024 (tableau ci-dessous).

Tableau n° 23 : Consolidation des budgets principal et annexe ordures ménagères

En k€	CA2023	CA2024	CA2025	CA2026
Recettes réelles de fonctionnement BP	34 298	28 776	29 313	29 800
Recettes réelles de fonctionnement BA		7 988	8 228	8 475
Dépenses réelles de fonctionnement BP	32 033	26 445	26 880	27 234
Dépenses réelles de fonctionnement BA		7 678	7 908	8 145
Épargne brute BP	2 265	2 330	2 433	2 566
Épargne brute BA[61]		310	320	329
Épargne brute consolidée	2 265	2 641	2 753	2 895
Taux d'épargne brute BP	6,60 %	8,10 %	8,30 %	8,61 %
Taux d'épargne brute consolidé	6,60 %	7,18 %	7,33 %	7,56 %

Source : ROB 2024- retraitements CRC

Même en prenant en compte cette modification dans le calcul du taux d'épargne brute, l'évolution à court terme des finances intercommunales (à l'échéance 2026 de la prospective présentée au ROB 2024) parait permettre le niveau élevé d'investissement envisagé.

Toutefois, la hausse rapide de l'endettement de la CA ARA l'obligera à définir rapidement une stratégie fiscale concertée avec ses communes pour maintenir la soutenabilité de ses projets d'investissement.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Les niveaux d'épargne de la CA ARA sont restés stables de 2018 à 2023 à un niveau cependant modeste qui ne lui permet d'autofinancer qu'une faible part de ses investissements.

La conséquence est l'endettement croissant de la structure qui la conduit à une détérioration sensible de sa capacité de désendettement autour de huit années d'épargne brute en 2023, qui reste sous le seuil d'alerte.

L'évaluation souvent partielle du coût de renouvellement des équipements lors de leur transfert prive durablement la CA ARA d'une partie des moyens financiers nécessaires à ces opérations (à l'exemple du transfert du centre nautique et du conservatoire).

[61] La consolidation réalisée prend en compte une épargne brute dégagée par le budget annexe qui n'est pas appelée à se pérenniser ; en effet, ce budget n'a pas à supporter d'investissements importants (voir les modes de gestion de ce service dans partie suivante) et n'a pas vocation au suréquilibre (principe d'affectation de la TEOM). Il ne devrait donc pas générer d'épargne brute significative.

Des marges de manœuvre fiscales existent pour la CA ARA qui reste une des rares communauté d'agglomération à n'avoir pas mis en place de fiscalité additionnelle propre alors qu'elle exerce une part importante des services de proximité à destination de la population du territoire communautaire. D'autres outils comme la revalorisation des bases minimum de CFE pourraient être activés.

La réalisation du bilan des transferts de charges et l'élaboration d'un pacte fiscal et financier apparaissent indispensables pour permettre à la CA ARA et à ses communes membres de définir les moyens qu'elle doit dégager pour permettre la réalisation des ambitions énoncées dans son projet de territoire tout en préservant les équilibres financiers de l'ensemble des acteurs de l'ensemble intercommunal.

---

8 LE SERVICE PUBLIC DE LA GESTION DES DÉCHETS

8.1 L'historique de la compétence

La CA ARA dispose de la compétence de gestion des déchets (collecte et traitement) depuis sa création en 2017[62].

La gestion de la collecte et des déchèteries est assurée par le recours à des marchés publics renouvelés en 2023 et 2024.

Le traitement a été délégué[63] au syndicat de traitement des déchets Ardèche-Drôme (SYTRAD) qui regroupe, en 2024, douze structures intercommunales du nord et du centre de la Drôme et de l'Ardèche (plus de 520 000 habitants).

La CA ARA ne réalise directement que certains investissements, principalement liés à l'entretien des points de collecte.

Selon la typologie établie par SINOE[64], la CA ARA est classée dans la catégorie des EPCI « mixtes à dominante urbaine »[65].

---

[62] Cette compétence était aussi exercée par les anciens EPCI fusionnés.

[63] La délégation concerne l'ensemble du territoire communautaire depuis novembre 2023.

[64] La base SINOE déchets de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) regroupe l'ensemble de données des dix dernières années sur les flux de déchets et les coûts relatifs à la gestion des déchets.

[65] Cette catégorie est définie comme présentant des caractéristiques de groupements « ni touristique ou commercial, ni urbain dense, ni urbain, ni rural » et « si sa densité de logements > 80 logements/km² ».

8.2 L'exercice de la compétence par la CA ARA

8.2.1 Le périmètre de la compétence

Le périmètre du service public de gestion des déchets (SPGD) est limité aux déchets ménagers et assimilés (DMA) comprenant les déchets de routine collectés en mélange (ordures ménagères résiduelles-OMR) et sélectivement (à l'issue du tri sélectif) en point d'apport volontaire (PAV).

La CA ARA a fait le choix d'une généralisation de la collecte en points d'apport volontaire (PAV) comprenant les OMR.

La collecte des OMR en points d'apport volontaire

La collecte en PAV est permise par le CGCT « dès lors que cette collecte offre un niveau de protection de la salubrité publique et de l'environnement ainsi qu'un niveau de qualité de service à la personne équivalents à ceux de la collecte en porte à porte[66] ».

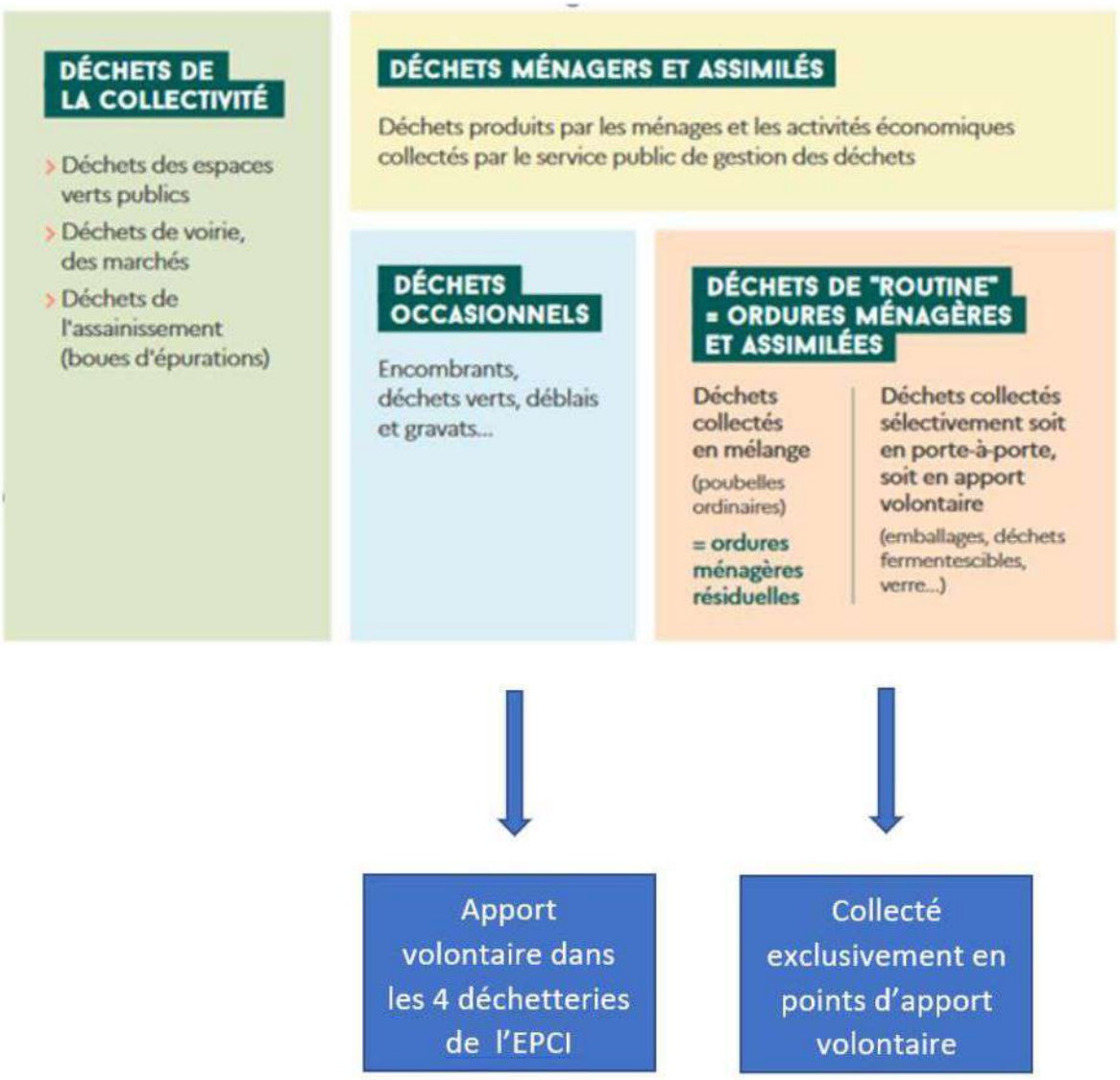
Ce mode de collecte se révèle souvent moins coûteux que le porte à porte (PAP) mais doit s'accompagner d'un suivi attentif des abords des points de collecte tant dans leur entretien régulier que dans leur surveillance (risques de dépôts sauvages et d'incivilités).

La CA ARA n'échappe pas à ces difficultés dans la gestion des points d'apport volontaire avec le constat d'un accroissement des incivilités[67].

[66] IV de l'Article R. 2224-24 du CGCT.

[67] Campagnes de verbalisations à Annonay et installation de vidéo surveillance sur un îlot de propreté à Limony.

Figure n° 2 : Périmètre de la compétence exercée par la CA ARA



Source : CRC à partir d'un document ADEME

8.2.2 Une collecte en régie (marchés de prestation de services)

La communauté d'agglomération a fait le choix de l'exercice de la compétence collecte en régie en recourant systématiquement à des marchés de prestation de service. La durée de ces marchés, renouvelés en 2023, a été allongée (sept ans) pour tenir compte de la durée d'amortissement des équipements de collecte afin d'obtenir des offres financièrement avantageuses[68]. Cette démarche constitue une bonne pratique de gestion.

[68] Les précédents marchés avaient été établis sur une durée de quatre ans, non optimale pour permettre l'amortissement des matériels utilisés par le prestataire.

La collecte concerne, au 31 décembre 2023, 227 PAV pour les OMR et 196 pour les collectes sélectives pour trois flux : les non-fibreux (emballages plastiques et métalliques, briques alimentaires), les fibreux (papiers, journaux et cartonnettes) et le verre.

8.2.3 La délégation du traitement des ordures ménagères à un syndicat mixte supra départemental

La CA ARA délègue, depuis l'origine, l'exercice de sa compétence traitement des déchets au syndicat de traitement des déchets Ardèche-Drôme (SYTRAD) pour les communes de l'ancien EPCI (communauté d'agglomération du bassin d'Annonay) et pour les communes d'Ardoix et de Quintenas.

Par une délibération du 15 décembre 2022 le conseil communautaire a demandé l'élargissement du périmètre du SYTRAD à l'ensemble de son territoire qui est effectif depuis le 9 novembre 2023.

Le SYTRAD a fait le choix en 2013 du traitement mécano-biologique (TMB) pour traiter les OMR. Ce procédé de traitement a été remis en cause par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) qui le qualifie de « non-pertinente[69] » (article L. 541-1, I, 10° code de l'environnement).

La facturation des coûts de traitement du SYTRAD est faite sur la base de la population et du tonnage d'OMR traité. La CA ARA doit donc limiter ses tonnages d'OMR pour limiter la croissance de ses coûts de traitement facturés par le SYTRAD. Le transfert au SYTRAD de l'élaboration du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) peut apparaître incohérent avec cet objectif puisque la prévention vise à limiter la production d'OMR dont le tonnage traité constitue une part importante des recettes de ce syndicat et participe donc à son équilibre économique.

8.3 La performance du service public

La performance d'un service public de gestion des ordures ménagères où le traitement des déchets a été délégué à un syndicat supra communautaire (cas de la CA ARA) se mesure d'abord par la réduction du volume de déchets ménagers et assimilés collecté sur son territoire et surtout des ordures ménagères résiduelles (OMR).

[69] Aucun nouvel équipement de TMB ne peut désormais être autorisé en France (cette technologie est déjà très minoritaire en France), la priorité étant affirmée dans la loi au tri sélectif à la source des biodéchets.

8.3.1 Des résultats en décalage par rapport aux objectifs nationaux et régionaux

8.3.1.1 Des objectifs nationaux déclinés dans le schéma régional (SRADDET)

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) établi par la région Auvergne-Rhône-Alpes[70] décline les objectifs nationaux notamment en termes de réduction des tonnages collectés en stabilisant la production globale de déchets ménagers et assimilés d'ici 2031, soit une baisse 50 kg/hab. entre 2015 et 2031.

Figure n° 3 : objectif de réduction des DMA (et OMR) fixé dans le SRADDET



Source : ORDEC 2024 Région ARA données 2022 (extrait RPQS 2023)

8.3.1.2 Des tonnages de déchets ménagers et assimilés (DMA) et d'ordures ménagères résiduelles (OMR) stables en décalage avec les objectifs nationaux et régionaux

Les tonnages collectés sur le territoire de la CA ARA suivent une évolution incompatible avec les objectifs déclinés dans le SRADDET tant en ce qui concerne les DMA que les OMR.

En effet, de 2018 à 2023, la CA ARA a connu une hausse des tonnages de DMA (+1,4 %) et d'OMR (+2,1 %). En ramenant ces tonnages à la population, les quantités collectés sont quasiment stables (+0,8 pour les OMR).

L'inflexion des tonnages de déchets ménagers figurant dans les objectifs régionaux n'est pas constatée pour la CA ARA à la fin de 2023 du fait notamment de la croissance des dépôts en déchetterie.

[70] Le SRADDET adopté par le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes le 19 décembre 2019 est entré en vigueur le 10 avril 2020.

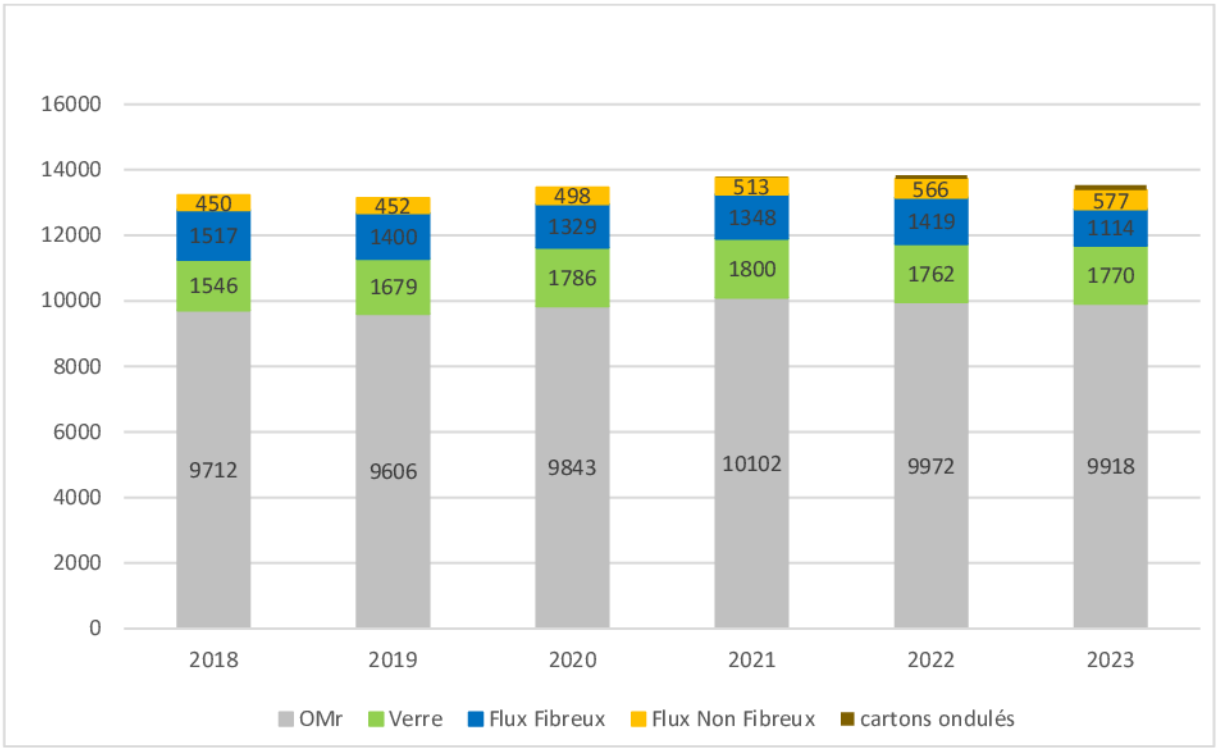
Lors de l'adoption du plan déchets (voir ci-dessous) par le conseil communautaire, le document de présentation reconnaissait *« la dynamique plus lente de baisse des OMR par habitant par rapport aux autres EPCI membres du SYTRAD »* et la conséquence de cette situation sur la contribution de la CA ARA au SYTRAD.

Tableau n° 24 : Évolution des tonnages collectés de 2018 à 2023

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Évolution 2018/2023
DMA (en t)	28 033	28 874	28 323	30 029	28 198	28 427	+ 1,4 %
Dont collecte séparée	13 325	13 137	13 456	13 776	13 834	13 532	+ 1,6 %
Dont déchetteries	14 708	15 737	14 867	16 253	14 364	14 895	+ 1,3 %
OMR (en t)	9 712	9 606	9 843	10 102	9 972	9 918	+ 2,1 %
Population	49 675	49 955	49 887	50 010	50 242	50 345	+ 1,3 %
DMA (en kg/hab)	564,3	578,0	567,7	600,5	561,2	564,6	+ 0,1 %
OMR (en kg/hab)	195,5	192,3	197,3	202,0	198,5	197,0	+ 0,8 %

Source : RPQS 2023 (retraitements CRC)

Graphique n° 7 : Répartition par flux des tonnages collectés de 2018 à 2023 (hors déchèteries)



Source : RPQS 2023

8.3.1.3 Une part prépondérante de déchets valorisables dans les OMR

La CA ARA ne dispose pas de statistiques fiables propres à son territoire lui permettant de connaitre la composition des ordures ménagères résiduelles collectées[71].

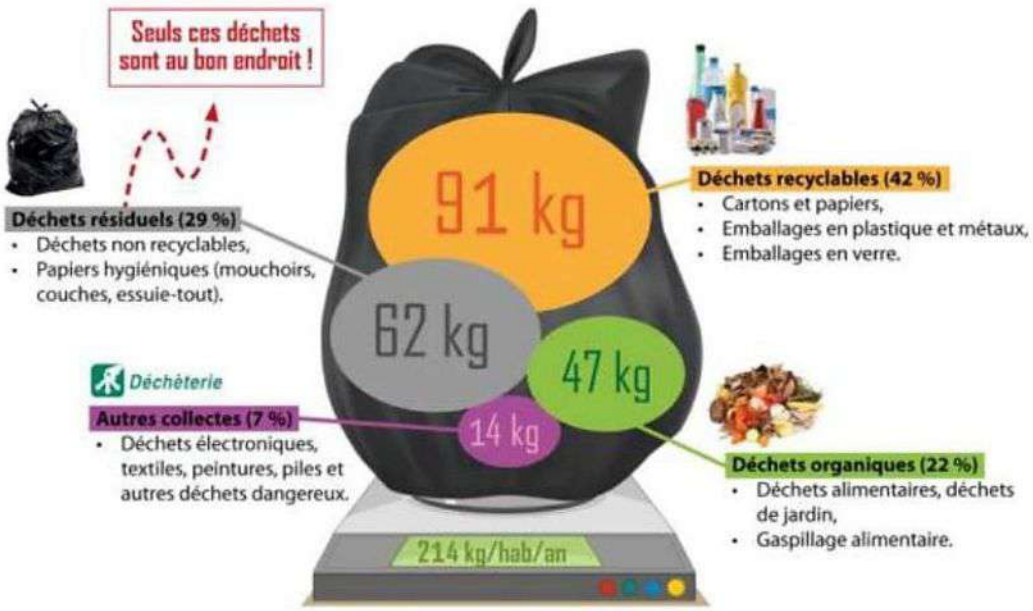
Seule une caractérisation de ce flux (type MODECOM[72]) lui permettrait d'établir un réel diagnostic de la situation de la collecte des OMR et de pouvoir envisager les moyens de réduire les quantités par une politique de prévention adaptée.

En l'absence de cet outil et donc d'état des lieux de départ sur la nature des déchets collectés, la CA ARA est contrainte de considérer que le contenu des OMR collectées sur son territoire est comparable à celui constaté dans les caractérisations réalisées au niveau du SYTRAD regroupant des types d'habitat parfois très différents de ceux du bassin d'Annonay.

Les études réalisées pour l'ensemble de son territoire par le SYTRAD en 2019 et en 2022, ont montré qu'une part très importante (81 % du total) des contenus analysés ne devrait pas se retrouver dans les OMR mais relève de filières spécifiques de valorisation (déchets recyclables) ou pourrait être directement valorisée (déchets organiques).

La CA ARA doit améliorer la connaissance du contenu des OMR collectées afin de définir plus précisément ses objectifs de réduction des tonnages collectés et d'adapter son plan d'action pour les atteindre. Seules des caractérisations effectuées à intervalles réguliers lui permettront de disposer de données fiables pour son territoire.

Figure n° 4 : Composition des OMR collectées sur le territoire du SYTRAD (12 EPCI)



Source : RPQS 2022

---

[71] La CA ARA a toutefois obtenu du SYTRAD des éléments propres à son territoire grâce à l'exploitation du détail des études MODECOM pour les lots la concernant.

[72] La méthode de caractérisation des ordures ménagères (MODECOM) a été développée par l'ADEME afin de déterminer les caractéristiques physiques et qualitatives des gisements de déchets. Elle permet d'évaluer le gisement de matières recyclables, notamment par type d'habitat.

Recommandation n° 11. : Réaliser une étude de caractérisation (type MODECOM) propre au territoire de la CA ARA.

8.3.2 La définition tardive d'objectifs propres à la CA ARA

L'élaboration des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)[73] est obligatoire depuis le 1er janvier 2012 ; il s'agit d'une condition essentielle à la mise en œuvre d'une démarche territoriale d'économie circulaire[74].

L'élaboration et l'adoption du PLPDMA incombent à la collectivité qui détient la compétence obligatoire en matière de collecte des DMA. Des collectivités en charge de la collecte peuvent s'associer pour mettre en place un PLPDMA commun et en confier l'élaboration à un syndicat mixte.

La CA ARA a décidé de confier au SYTRAD l'élaboration d'un PLPDMA à l'échelle de son territoire. Ce document remplit toutes les conditions fixées par la loi et notamment le diagnostic de territoire mais il concerne un territoire beaucoup plus vaste que celui de la CA ARA et ne peut donc répondre parfaitement à ses spécificités.

À défaut de PLPDMA spécifique pour son territoire, la CA ARA a adopté le 6 avril 2023 un plan stratégique de prévention et gestion des déchets pour la période 2023/2026.

Ce plan est présenté comme une déclinaison du PLPDMA coconstruit avec le SYTRAD et comme une contribution à la réalisation des objectifs du SRADDET. Il met en avant la performance du service public dans son axe socle avec mise en place d'un observatoire des coûts.

Parmi les quatre axes stratégiques figure la mise en œuvre d'une *« politique de gestion des biodéchets ambitieuse »* dont l'indicateur de mesure du résultat est la baisse de la quantité d'OMR produite.

L'objectif à atteindre en 2026 est de 175 kg/hab./an d'OMR (197 kg/habitant en 2023) alors que le point de départ est de 195 kg par habitant en 2017.

8.3.3 Le tri des biodéchets

Parmi les déchets valorisables la part des déchets organiques est particulièrement importante puisqu'elle représente plus du tiers des OMR collectés (moyenne nationale).

La loi sur la transition écologique et pour une croissance verte (LTECV) fixe l'objectif de la généralisation du tri à la source des bio déchets au 31 décembre 2023[75]. Si elle ne

---

[73] Le PLPDMA consiste en la mise en œuvre par les acteurs d'un territoire donné, d'un ensemble d'actions coordonnées visant à atteindre les objectifs définis à l'issue d'un diagnostic du territoire.

[74] L'économie circulaire se définit comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement.

[75] La date initialement fixée au 1er janvier 2025 a été avancée au 31 décembre 2023 par la loi AGEC.

comporte pas l'obligation d'organiser la collecte distincte des bio déchets, l'article 70 de cette loi précise que : « *Chaque citoyen disposera d'une solution lui permettant de ne pas jeter ses bio déchets dans les ordures ménagères résiduelles.* » Les solutions possibles sont donc les collectes séparées et/ou la gestion de proximité à l'aide de composteurs individuels ou partagés en pied d'immeuble, à l'échelle d'un quartier ou d'un village.

Selon la caractérisation réalisée en 2022 par le SYTRAD, 22 % des OMR collectés sur le territoire du syndicat étaient des déchets organiques valorisables. La part importante de bio déchets dans les OMR[76], et des caractéristiques territoriales favorables (habitat individuel dominant[77] sur une partie du territoire communautaire) doivent conduire à une politique plus volontariste de tri sélectif de ce type de déchets à forte valeur ajoutée.

La CA ARA a ainsi mis en place deux opérations pour développer le tri à la source :

- la vente de composteurs individuels (au prix de 30 € l'unité[78]) ;
- l'installation de composteurs collectifs.

Ces deux actions sont encore insuffisantes pour atteindre l'objectif de proposer une solution de tri à la source des biodéchets pour tous les habitants de la CA ARA : seulement 354 composteurs individuels ont été distribués au 31 décembre 2023 et deux composteurs collectifs.

Le recrutement de deux ambassadeurs du tri en septembre 2024 et la tenue de réunions d'information devraient permettre d'augmenter les tonnages de biodéchets collectés séparément ; la collectivité a réalisé 26 réunions publiques en 2024 et prévoit la distribution de 1 000 nouveaux composteurs individuels (635 déjà distribués au 10 juillet) ainsi que la mise à disposition de 15 composteurs collectifs supplémentaires (neuf déjà réalisés).

La communauté doit donc accentuer ses efforts pour développer le tri des déchets organiques et limiter en conséquence les tonnages d'OMR produits.

8.4 Le coût du service public

La collecte et le traitement des OMR demeure le poste de dépense le plus important en 2023 (46 % du total).

Toutefois, les coûts liés aux déchets collectés en déchetteries sont en croissance constante sur la période et représentent 30 % de la charge totale en 2023.

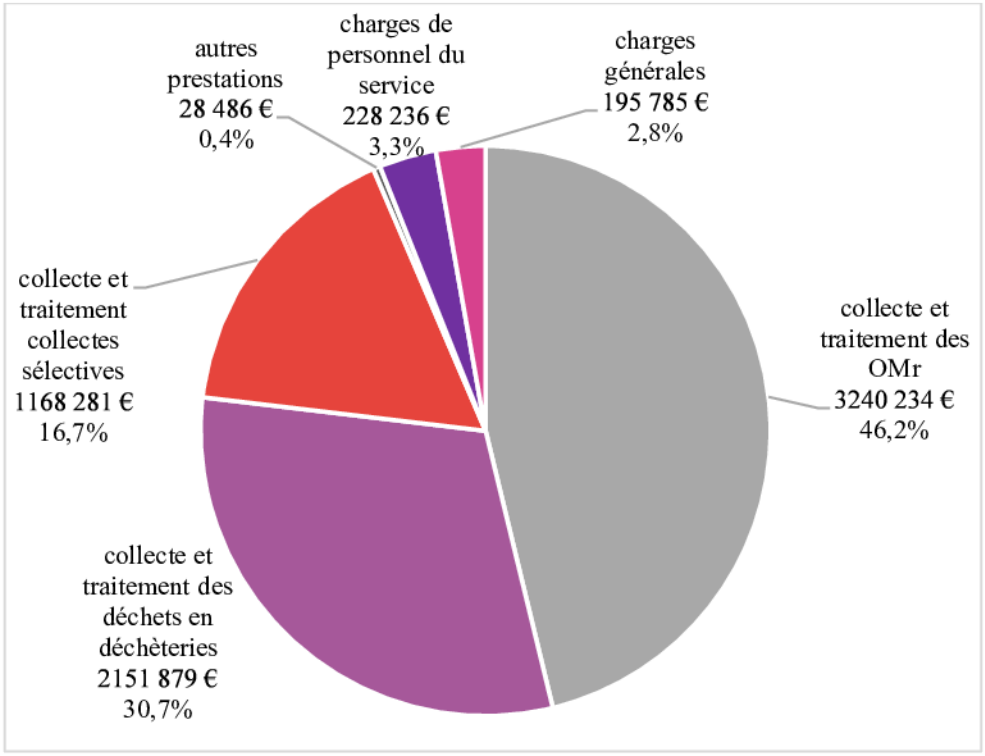
---

[76] Cet élément ne peut cependant pas être quantifié en l'absence d'opération de caractérisation propre au territoire de la CA ARA.

[77] Les solutions de compostage individuel sont plus accessibles dans ce type d'habitat que dans les zones fortement urbanisées (habitat vertical).

[78] Depuis 2023, la CA ARA dispose de son propre marché et distribue des composteurs au prix de 10 € (modèle plastique) et 40 € (modèle bois).

Graphique n° 8 : Détail des charges du service OM en 2023



Source : RPQS 2023

Affichée dans la loi comme la priorité, la prévention reste marginale dans les actions engagées par la CA ARA.

Les dépenses consacrées à la prévention sont d'un niveau très modeste de 2018 à 2023, ne représentant qu'une part résiduelle des coûts du service.

Les dépenses liées aux composteurs en 2022 et 2023 constituent l'essentiel des dépenses courantes.

Le recrutement de deux ambassadeurs du tri en 2024 devrait augmenter la part des dépenses de prévention, qui restera modeste.

8.5 Le financement du service public

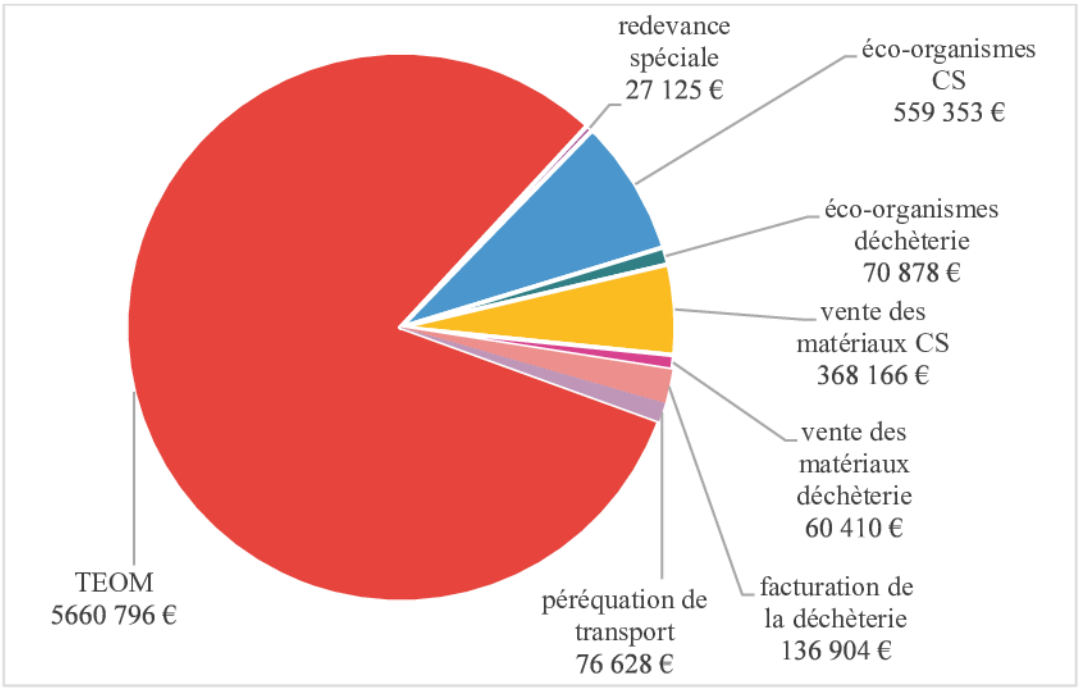
8.5.1 Un financement reposant majoritairement sur la TEOM

Les recettes du service public proviennent très majoritairement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à hauteur de 81 % du total, complétées par les recettes de valorisation des matériaux pour 7 % et la participation des éco-organismes (8 %). La redevance spéciale (RS) pour les déchets non ménagers assimilés et les recettes issues de l'utilisation des déchetteries complètent ce financement.

L'équilibre financier du service public de gestion des déchets repose donc sur la TEOM mais aussi jusqu'en 2023 sur les recettes non affectées (notamment la fiscalité) du budget principal.

En effet l'annexe budgétaire fait apparaitre en 2023 un résultat déficitaire de 670 k€ correspondant aux dépenses d'investissement (500 k€ de matériel de collecte).

Graphique n° 9 : Répartition des recettes en 2023



Source : RPQS 2023

En 2024, la CA ARA a augmenté son taux de TEOM de 10,5 % à 11,7 % avec une augmentation de recette prévisionnelle de 650 k€ qui devrait lui permettre (d'après le budget primitif du budget annexe dédié adopté en mars 2024) d'assurer l'équilibre financier sans recourir à une participation du budget principal.

L'adoption d'un budget annexe séparé à partir de 2024 permettra d'identifier plus facilement les charges et les recettes du service public des déchets et les conditions de son équilibre réel.

8.5.2 Une tarification incitative à mettre à l'étude

L'écart entre les performances actuelles de la CA ARA en termes de réduction des volumes de déchets collectés (tonnages totaux de DMA et plus spécifiquement d'OMR) et les objectifs qu'elle s'est donnée dans le plan stratégique de prévention adopté en 2023, rend très aléatoire leur réalisation.

La mise en place d'une fiscalité incitative, liant, au moins pour partie, la facturation du service aux quantités de déchets produites par chaque ménage, est un moyen efficace de limiter

les tonnages collectés. Les études les plus récentes réalisées par l'ADEME[79] constatent des réductions allant jusqu'à 30 % des tonnages collectés dans les territoires qui ont adopté ce type de fiscalité.

Le passage en fiscalité incitative est un processus long (plusieurs années) qui demande une préparation minutieuse et des efforts de communication importants pour faire accepter les changements de comportements indispensables à la réussite de l'opération.

Les modalités de collecte adoptées par la CA ARA (collecte exclusivement en points d'apport volontaire) ajoutent une difficulté particulière au passage en fiscalité incitative (nécessité d'équiper les PAV de systèmes électroniques permettant de lire les cartes d'accès attribuées à chaque usager).

La CA ARA n'a pas entrepris, à ce jour, de travail préparatoire pour envisager le passage à un autre type de fiscalité. Il paraitrait utile qu'une étude de faisabilité soit entreprise afin d'éclairer le conseil communautaire sur les avantages mais aussi les difficultés d'une telle démarche.

Recommandation n° 12. : Engager une étude de faisabilité pour la mise en place d'une fiscalité incitative.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La CA ARA a fait le choix d'une adhésion au SYTRAD pour le traitement de ses ordures ménagères résiduelles (OMR) désormais (depuis 2023) sur l'ensemble de son territoire.

Pour la collecte effectuée exclusivement en PAV, elle a confié la gestion à des prestataires par marchés dont les contrats ont été renouvelés récemment (en 2023 et 2024) dans des conditions plus efficientes.

Cette gestion en PAV rend plus complexe la mise en place d'une tarification incitative qui devra pourtant être envisagée compte tenu des résultats médiocres constatés dans l'évolution des tonnages collectés d'OMR : pas de baisse des tonnages depuis 2018 alors que les objectifs nationaux et régionaux tendent à une réduction importante de ces flux.

L'adoption tardive (en 2023) d'un plan de prévention spécifique pour la CA ARA est une démarche positive pour permettre de développer une politique de prévention propre à l'EPCI et tenter d'atteindre les objectifs de réduction des tonnages collectés aujourd'hui trop éloignés des tendances observables.

---

[79] Le bilan des collectivités passées en fiscalité incitative (au 1er janvier 2021) indique que « En moyenne, les collectivités en tarification incitative diminuent leurs tonnages de déchets ménagers et assimilés (DMA) de 5 %. Le passage en tarification incitative permet surtout une diminution forte des tonnages d'ordures ménagères résiduelles (OMR) (- 31 % en moyenne, - 34 % en RI, - 16 %, en TEOMi). Le passage en tarification incitative s'est accompagné d'une augmentation moyenne de 17 % de la collecte séparée des emballages et papiers, de 10 % pour le verre et de 13 % pour les flux apportés en déchèteries. »

Annonay Rhône AGGLO

A 241292

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES AUVERGNE-RHONE-ALPES					
P	VP	SG	Greffe	RHF	Sec P
Date arrivée : 14 NOV. 2024					
PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PSA
Finance	DOC	MGX	Chargé COM	Chargé mission	Sec PS

CABINET DU PRESIDENT

Monsieur Bernard LEJEUNE,
Président de la Chambre régionale des comptes Auvergne – Rhône Alpes
124-126 boulevard Vivier-Merle – CS 23624
69503 LYON cedex 03

N/Réf.: 2024-12
SP.RLB.LMP

Dossier suivi par :
Romain LE BORGNE

E-mail : romain.leborgne@annonayrhoneagglo.fr

Annonay, le 8 novembre 2024

Objet : Réponse au rapport d'observations définitives portant sur la gestion d'Annonay Rhône Agglo pour les exercices 2018 et suivants.

Monsieur le Président,

Par le présent courrier, je tiens à apporter plusieurs éléments de réponse au rapport d'observations définitives portant sur la gestion d'Annonay Rhône Agglo de 2018 à aujourd'hui, communiqué par voie électronique le 18 octobre dernier.

En préambule, il m'apparaît important de souligner à nouveau la qualité des échanges que nous avons pu avoir avec l'équipe de contrôle de la Chambre, que ce soit du point de vue des élus ou des équipes de la structure mutualisée Annonay Rhône Agglo / Ville d'Annonay, avec un réel attachement de part et d'autre à la transparence dans la communication des données, ainsi que dans l'appréciation des sujets de gestion et des perspectives de traitement de ceux-ci. La tenue d'un contrôle de ce type est toujours exigeante pour l'ordonnateur et ses services ; nous restons convaincus que la qualité de gestion est essentielle à la bonne conduite des affaires de l'Agglo, aussi nous allons attacher une attention certaine aux différents points soulevés dans le cadre de ce contrôle.
Globalement, le rapport fait état d'une gestion de la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo saine, avec notamment la mention d'une gestion financière et comptable satisfaisante, de procédures de passation des marchés publics sécurisées, d'analyse et de prospective financières fiables, d'une programmation d'investissement cohérente, et d'une sobriété des dépenses de formation, de mission et de représentation des élus. Le rapport formule cependant plusieurs recommandations, qui nous amènent d'ores et déjà à présenter des éléments de réponse.

Tout d'abord sur la gouvernance, le rapport rappelle à juste titre le contenu de la charte de l'élu local, et notamment le fait que tout élu doit « participer avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné ».

Ce point, qui avait été partagé à l'installation du conseil communautaire en 2020, est essentiel à la vitalité démocratique du territoire, et la vie politique locale en général. Au-delà de la participation des élus, la Chambre relève le fait que l'Agglo est dans l'obligation de mettre en place un conseil de développement au sens de l'article L.5211-10-1 du code général des collectivités territoriales (recommandation n°1); pour permettre l'installation de celui-ci dans de bonnes conditions, le cadrage quant au fonctionnement de cette instance sera délibéré durant l'année 2025, avant une mise en œuvre effective en 2026, à l'issue du renouvellement des exécutifs locaux. Sur cette même thématique de la gouvernance, nous mettrons en œuvre la seconde recommandation formulée (« Etablir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de l'EPCI, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus ») dès la séance du conseil communautaire consacrée au débat d'orientations budgétaires pour 2025.

Dans le second chapitre de son rapport, la Chambre décrit précisément le cadre de l'action communautaire, et l'établissement cohérent des différents documents stratégiques, tant pour la définition des politiques publiques (Projet de territoire articulé avec le PCAET, SCOT et PLUIH), que pour leur mise en œuvre : les impacts financiers maîtrisés des différentes prises de compétence, notamment sur les dépenses de personnel, témoignent de « l'efficacité du dispositif mis en place » en termes notamment de mutualisation entre la commune d'Annonay et la communauté d'agglomération. Si cette mutualisation est principalement à charge de la ville centre (qui demeure employeur de 75% des 167 postes mutualisés, avec des frais induits sur le matériel et les licences informatiques, les vêtements de travail, les véhicules, etc...), elle demeure in fine une stratégie permettant des économies d'échelle aux deux niveaux, avec en outre la capacité à recruter des profils de haut niveau sur des postes stratégiques mutualisés. En ce sens, l'Agglo suivra dès l'année 2025 la troisième recommandation, à savoir l'établissement d'un bilan des mutualisations, afin de prendre le recul nécessaire à l'analyse des dispositions actuelles, et nourrir la réflexion sur d'éventuelles évolutions à horizon 2026.

Concernant la gestion des ressources humaines, qui concentre 3 recommandations sur les 12 formulées, nous sommes conscients des progrès restant à établir au sein de la structure mutualisée dans son ensemble. Le premier point est celui relatif à la fiabilité des données ; le travail a déjà été engagé en la matière, mais nécessite effectivement d'être poursuivi. La production du rapport social unique (RSU) 2023 fin septembre 2024 marque d'ores et déjà une réelle amélioration de la construction et de la qualité des données RH. Notons qu'il s'agit d'un processus long, lié à un changement d'outil informatique et la mise en place de nouveaux paramétrages entre 2024 et 2025.
Pour la recommandation n°4 relative aux modalités de recrutement, notamment pour les emplois permanents, ainsi que les règles applicables à la rédaction des contrats et à l'évolution professionnelle des agents non titulaires, nous nous y attellerons dès 2025.
Concernant le temps de travail et le régime des autorisations d'absence, la cinquième recommandation du rapport porte sur les dérogations qualifiées d'irrégulières, en vue d'atteindre un temps de travail effectif de 1607 heures pour la majeure partie des agents. Il nous semble important de souligner les efforts déjà entrepris par la collectivité en 2018, avec la mise en place d'un nouveau règlement du temps de travail au 1er janvier 2019, qui avait notablement augmenté le temps de travail des agents.

Si le régime des sujétions tel que défini peut encore apparaître généreux, il ne présente pas à notre sens d'irrégularité formelle au regard des textes en vigueur, et n'avait d'ailleurs pas donné lieu à remarque du contrôle de légalité à l'issue de son adoption par le conseil communautaire. Il nous semble également important de trouver un juste équilibre pour garantir à la fois la qualité du service public et le bien-être des agents ; les contraintes horaires, physiques et de relation à un public parfois difficile nous apparaissent importantes à prendre en compte, conformément au cadre réglementaire. Sur les autorisations d'absence, nous devrons ici poser ce sujet à l'ordre du jour de l'agenda social, en vue de l'actualisation du régime en vigueur au sein de la structure mutualisée. Néanmoins, comme toutes les collectivités, nous demeurons dans l'attente de la publication du décret d'application prévu à l'article 45 de la loi du 6 août 2019, pour sécuriser juridiquement ces évolutions.
A propos du suivi automatisé du temps de travail (recommandation n°6), nous pourrons envisager de mettre cette recommandation de la Chambre à l'étude, avec à l'esprit les nombreux travaux récents sur le sujet et retours d'expérience des collectivités, qui mettent en lumière les coûts de gestion associés (installation de lecteurs, fourniture et gestion des badges, outils techniques et numériques, gestion des ressources), et les effets à « double détente » de ce type de dispositifs (comptabilisation exacte du temps de travail qui reconnaît de façon objective les temps de présence au travail de façon individuelle, une gestion collective parfois délicate au vu des temps de récupération importants souvent générés). En ce sens, la démarche engagée de formation et d'accompagnement managérial des encadrants, en insistant notamment sur les aspects RH (gestion des conflits et des situations RH complexes, affirmation du leadership), produit à notre sens une capacité accrue des encadrants à gérer et cadrer le temps de travail effectif des agents, et le développement de la performance collective, avec une harmonisation des pratiques.

En matière de commande publique, il est important de relever le sérieux constant sur la période de l'exécutif et des services de la structure mutualisée, avec une attention toute particulière au respect du cadre réglementaire et à la performance économique, sociale, et environnementale de l'achat public. Ainsi, comme le relève la Chambre, la nomenclature achat a été mise à jour en 2024, ce qui permet d'avoir une lecture de la sécurité juridique dans l'ensemble du processus d'achat ; en parallèle, la prise en compte des enjeux environnementaux est de plus en plus notable, avec une dimension environnementale intégrée (souvent de façon plus aboutie) dans 41% des marchés en 2023 (32% en 2022). Les points d'amélioration relevés, notamment le fait de réaliser une computation annuelle des seuils pour adapter les procédures aux besoins constatés de la collectivité, seront suivis avec attention.
La qualité de la gestion budgétaire et comptable est également un point d'attention des élus et de l'administration depuis de nombreuses années. Le premier point relevé, à savoir l'information des citoyens via le site internet, a depuis la fin du contrôle été résolu ; en effet, le nouveau site internet d'Annonay Rhône Agglo a été mis en ligne fin juillet, et comprend une rubrique dédiée aux éléments budgétaires (« L'Agglo – Le budget »). La recommandation n°7 (« Etablir un inventaire physique complet des biens de la communauté d'agglomération ») a elle d'ores et déjà donné lieu à une prise de conscience, renforcée à l'occasion de la phase d'expérimentation du compte financier unique (CFU).

Ainsi, la collectivité s'est engagée notamment par le recrutement d'une chargée de mission dédiée à la qualité comptable au 1er juillet 2024, suite à un départ en retraite à engager le travail en la matière, tout en ayant pleinement conscience que ceci nécessitera certainement plusieurs années avant d'aboutir sur une fiabilité exhaustive du bilan. D'ores et déjà, nous disposons d'inventaires précis et actualisés sur nos biens les plus sensibles, que nous vous avons communiqués : parc informatique, parc immobilier et foncier, parc automobile. Ceci rejoint l'attention qui sera portée à la régularisation des comptes d'immobilisations en cours (chapitre 23), et à la systématisation du provisionnement (recommandation n°8).

Concernant la situation financière de l'EPCI, si elle ne fait pas l'objet d'une recommandation, elle a été le sujet de plusieurs échanges entre l'ordonnateur et la Chambre. Globalement, l'analyse de la Chambre corrobore celle faite par l'exécutif. L'équipe de contrôle de la Chambre a ainsi pu nous partager le constat d'une stabilité de l'épargne brute et de la capacité d'autofinancement de l'Agglo, en dépit des prises de compétences successives. Ceci a été notamment dû à la poursuite des efforts de gestion sur différents pans, et la recherche d'efficience dans le portage des politiques publiques. Les différents investissements conduits par l'EPCI sont également cohérents en valeur avec le patrimoine et les compétences, mais le niveau relativement restreint de l'épargne (notamment dû au faible niveau de recettes fiscales, qui reposent quasi exclusivement sur la fiscalité économique) conduit à un endettement croissant pour le financement des investissements.
La Chambre relève ainsi la particularité de l'Agglo, qui est le seul EPCI d'Ardèche (sur les 17) à ne pas avoir instauré de taux additionnel sur la taxe foncière sur les propriétés bâties, alors même que l'Agglo est l'EPCI avec le périmètre de compétences le plus important. Par ailleurs, le taux de la cotisation foncière des entreprises est inférieur de 5% à la moyenne des taux des communautés d'agglomération. Dans le contexte actuel de restriction sur les dotations de l'Etat et de la fiscalité transférée aux EPCI (gel des fractions de TVA reversées notamment), ainsi que la nécessaire solidarité territoriale suite aux inondations d'octobre 2024, l'année 2025 doit donner lieu à un débat de fond sur le niveau de ressources fiscales de l'Agglo, et la solidarité en la matière. Ceci se fera en répondant aux recommandations n°9 et 10 sur l'adoption d'un pacte financier et fiscal et le rapport relatif aux compétences transférées, démarches d'ores et déjà engagées.

Enfin, la dernière partie relative au service public de la gestion des déchets ne manquera pas de continuer à susciter de nombreux débats au sein de l'exécutif. Compétence de l'Agglo depuis 2017, la gestion des déchets a donné lieu à une performance de l'Agglo très supérieure aux autres EPCI dans un premier temps, notamment par la généralisation rapide des points d'apport volontaire (PAV). L'homogénéisation progressive de ce mode de collecte a entraîné une égalisation des performances de tri ; ainsi, si l'Agglo se caractérise par un niveau d'ordures ménagères résiduelles (OMR, poubelles « grises ») par habitant inférieur à la moyenne nationale, l'évolution à la baisse du tonnage en la matière est beaucoup plus réduite que ce qui a pu être constaté chez les autres membres du SYTRAD. Le plan stratégique de prévention et de gestion des déchets, adopté en avril 2023, donne le cap et les axes d'intervention pour redonner à l'Agglo un rôle de pionnier en la matière, et des performances de tri plus satisfaisantes ; ceci passe notamment par la réduction à la source des déchets,

et le développement du tri des biodéchets, démarches sur lesquelles les investissements ont d'ores et déjà été effectué à partir de cet exercice 2024. La recommandation n°11 quant à l'intérêt d'une étude de caractérisation des déchets propre à Annonay Rhône Agglo donnera ainsi lieu à débat quant à son lancement à l'occasion de la préparation du budget 2025. Pour la recommandation n°12 demandant l'engagement d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'une fiscalité incitative, celle-ci nous semble revêtir une portée davantage politique que de gestion de la compétence ; si le débat sera bien posé au sein de l'exécutif, je ne pose pas d'ores et déjà de calendrier en la matière, car le débat démocratique doit avoir toute sa place dans la détermination d'un choix de financement de la compétence aussi impactant.

Je souhaite enfin conclure cette réponse en insistant sur la situation toute particulière d'Annonay Rhône Agglo en cette fin d'année 2024. Le sérieux budgétaire des dernières années a permis de conserver des niveaux de dette et d'indicateurs de solvabilité financière éloignés des zones d'alerte. Mais la double contrainte des restrictions financières de l'Etat posée dans la loi de finances pour 2025 (gel de la fiscalité transférée, augmentation des cotisations retraite des agents, etc...) d'une part, et l'impact financier des inondations d'octobre dernier (chiffrage de plus de 5,5 millions d'euros tout confondu pour les dégâts sur le patrimoine de l'EPCI : voiries, ouvrages eau et assainissement, etc...) d'autre part– avec des incertitudes demeurant quant aux niveaux de prise en charge par les assurances et la dotation spécifique de l'Etat pour couvrir les catastrophes naturelles – ainsi que le nécessaire appui aux communes du territoire les plus impactées par ces inondations, place Annonay Rhône Agglo dans une situation financière inédite, qui nécessitera des choix importants dès cette fin d'année, et au moment du budget 2025.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus distinguées.



Annonay Rhône AGGLO

A 241292

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES AUVERGNE-RHONE-ALPES					
P	VP	SG	Greffe	RHF	Sec P
Date arrivée : 14 NOV. 2024					
PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PSA
Finance	DOC	MGX	Chargé COM	Chargé mission	Sec PS

CABINET DU PRESIDENT

Monsieur Bernard LEJEUNE,
Président de la Chambre régionale des comptes Auvergne – Rhône Alpes
124-126 boulevard Vivier-Merle – CS 23624
69503 LYON cedex 03

N/Réf.: 2024-12
SP.RLB.LMP

Dossier suivi par :
Romain LE BORGNE

E-mail : romain.leborgne@annonayrhoneagglo.fr

Annonay, le 8 novembre 2024

Objet : Réponse au rapport d'observations définitives portant sur la gestion d'Annonay Rhône Agglo pour les exercices 2018 et suivants.

Monsieur le Président,

Par le présent courrier, je tiens à apporter plusieurs éléments de réponse au rapport d'observations définitives portant sur la gestion d'Annonay Rhône Agglo de 2018 à aujourd'hui, communiqué par voie électronique le 18 octobre dernier.

En préambule, il m'apparaît important de souligner à nouveau la qualité des échanges que nous avons pu avoir avec l'équipe de contrôle de la Chambre, que ce soit du point de vue des élus ou des équipes de la structure mutualisée Annonay Rhône Agglo / Ville d'Annonay, avec un réel attachement de part et d'autre à la transparence dans la communication des données, ainsi que dans l'appréciation des sujets de gestion et des perspectives de traitement de ceux-ci. La tenue d'un contrôle de ce type est toujours exigeante pour l'ordonnateur et ses services ; nous restons convaincus que la qualité de gestion est essentielle à la bonne conduite des affaires de l'Agglo, aussi nous allons attacher une attention certaine aux différents points soulevés dans le cadre de ce contrôle.
Globalement, le rapport fait état d'une gestion de la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo saine, avec notamment la mention d'une gestion financière et comptable satisfaisante, de procédures de passation des marchés publics sécurisées, d'analyse et de prospective financières fiables, d'une programmation d'investissement cohérente, et d'une sobriété des dépenses de formation, de mission et de représentation des élus. Le rapport formule cependant plusieurs recommandations, qui nous amènent d'ores et déjà à présenter des éléments de réponse.

Tout d'abord sur la gouvernance, le rapport rappelle à juste titre le contenu de la charte de l'élu local, et notamment le fait que tout élu doit « participer avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné ».

Ce point, qui avait été partagé à l'installation du conseil communautaire en 2020, est essentiel à la vitalité démocratique du territoire, et la vie politique locale en général. Au-delà de la participation des élus, la Chambre relève le fait que l'Agglo est dans l'obligation de mettre en place un conseil de développement au sens de l'article L.5211-10-1 du code général des collectivités territoriales (recommandation n°1); pour permettre l'installation de celui-ci dans de bonnes conditions, le cadrage quant au fonctionnement de cette instance sera délibéré durant l'année 2025, avant une mise en œuvre effective en 2026, à l'issue du renouvellement des exécutifs locaux. Sur cette même thématique de la gouvernance, nous mettrons en œuvre la seconde recommandation formulée (« Etablir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de l'EPCI, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus ») dès la séance du conseil communautaire consacrée au débat d'orientations budgétaires pour 2025.

Dans le second chapitre de son rapport, la Chambre décrit précisément le cadre de l'action communautaire, et l'établissement cohérent des différents documents stratégiques, tant pour la définition des politiques publiques (Projet de territoire articulé avec le PCAET, SCOT et PLUIH), que pour leur mise en œuvre : les impacts financiers maîtrisés des différentes prises de compétence, notamment sur les dépenses de personnel, témoignent de « l'efficacité du dispositif mis en place » en termes notamment de mutualisation entre la commune d'Annonay et la communauté d'agglomération. Si cette mutualisation est principalement à charge de la ville centre (qui demeure employeur de 75% des 167 postes mutualisés, avec des frais induits sur le matériel et les licences informatiques, les vêtements de travail, les véhicules, etc...), elle demeure in fine une stratégie permettant des économies d'échelle aux deux niveaux, avec en outre la capacité à recruter des profils de haut niveau sur des postes stratégiques mutualisés. En ce sens, l'Agglo suivra dès l'année 2025 la troisième recommandation, à savoir l'établissement d'un bilan des mutualisations, afin de prendre le recul nécessaire à l'analyse des dispositions actuelles, et nourrir la réflexion sur d'éventuelles évolutions à horizon 2026.

Concernant la gestion des ressources humaines, qui concentre 3 recommandations sur les 12 formulées, nous sommes conscients des progrès restant à établir au sein de la structure mutualisée dans son ensemble. Le premier point est celui relatif à la fiabilité des données ; le travail a déjà été engagé en la matière, mais nécessite effectivement d'être poursuivi. La production du rapport social unique (RSU) 2023 fin septembre 2024 marque d'ores et déjà une réelle amélioration de la construction et de la qualité des données RH. Notons qu'il s'agit d'un processus long, lié à un changement d'outil informatique et la mise en place de nouveaux paramétrages entre 2024 et 2025.
Pour la recommandation n°4 relative aux modalités de recrutement, notamment pour les emplois permanents, ainsi que les règles applicables à la rédaction des contrats et à l'évolution professionnelle des agents non titulaires, nous nous y attellerons dès 2025.
Concernant le temps de travail et le régime des autorisations d'absence, la cinquième recommandation du rapport porte sur les dérogations qualifiées d'irrégulières, en vue d'atteindre un temps de travail effectif de 1607 heures pour la majeure partie des agents. Il nous semble important de souligner les efforts déjà entrepris par la collectivité en 2018, avec la mise en place d'un nouveau règlement du temps de travail au 1er janvier 2019, qui avait notablement augmenté le temps de travail des agents.

Si le régime des sujétions tel que défini peut encore apparaître généreux, il ne présente pas à notre sens d'irrégularité formelle au regard des textes en vigueur, et n'avait d'ailleurs pas donné lieu à remarque du contrôle de légalité à l'issue de son adoption par le conseil communautaire. Il nous semble également important de trouver un juste équilibre pour garantir à la fois la qualité du service public et le bien-être des agents ; les contraintes horaires, physiques et de relation à un public parfois difficile nous apparaissent importantes à prendre en compte, conformément au cadre réglementaire. Sur les autorisations d'absence, nous devrons ici poser ce sujet à l'ordre du jour de l'agenda social, en vue de l'actualisation du régime en vigueur au sein de la structure mutualisée. Néanmoins, comme toutes les collectivités, nous demeurons dans l'attente de la publication du décret d'application prévu à l'article 45 de la loi du 6 août 2019, pour sécuriser juridiquement ces évolutions.
A propos du suivi automatisé du temps de travail (recommandation n°6), nous pourrons envisager de mettre cette recommandation de la Chambre à l'étude, avec à l'esprit les nombreux travaux récents sur le sujet et retours d'expérience des collectivités, qui mettent en lumière les coûts de gestion associés (installation de lecteurs, fourniture et gestion des badges, outils techniques et numériques, gestion des ressources), et les effets à « double détente » de ce type de dispositifs (comptabilisation exacte du temps de travail qui reconnaît de façon objective les temps de présence au travail de façon individuelle, une gestion collective parfois délicate au vu des temps de récupération importants souvent générés). En ce sens, la démarche engagée de formation et d'accompagnement managérial des encadrants, en insistant notamment sur les aspects RH (gestion des conflits et des situations RH complexes, affirmation du leadership), produit à notre sens une capacité accrue des encadrants à gérer et cadrer le temps de travail effectif des agents, et le développement de la performance collective, avec une harmonisation des pratiques.

En matière de commande publique, il est important de relever le sérieux constant sur la période de l'exécutif et des services de la structure mutualisée, avec une attention toute particulière au respect du cadre réglementaire et à la performance économique, sociale, et environnementale de l'achat public. Ainsi, comme le relève la Chambre, la nomenclature achat a été mise à jour en 2024, ce qui permet d'avoir une lecture de la sécurité juridique dans l'ensemble du processus d'achat ; en parallèle, la prise en compte des enjeux environnementaux est de plus en plus notable, avec une dimension environnementale intégrée (souvent de façon plus aboutie) dans 41% des marchés en 2023 (32% en 2022). Les points d'amélioration relevés, notamment le fait de réaliser une computation annuelle des seuils pour adapter les procédures aux besoins constatés de la collectivité, seront suivis avec attention.
La qualité de la gestion budgétaire et comptable est également un point d'attention des élus et de l'administration depuis de nombreuses années. Le premier point relevé, à savoir l'information des citoyens via le site internet, a depuis la fin du contrôle été résolu ; en effet, le nouveau site internet d'Annonay Rhône Agglo a été mis en ligne fin juillet, et comprend une rubrique dédiée aux éléments budgétaires (« L'Agglo – Le budget »). La recommandation n°7 (« Etablir un inventaire physique complet des biens de la communauté d'agglomération ») a elle d'ores et déjà donné lieu à une prise de conscience, renforcée à l'occasion de la phase d'expérimentation du compte financier unique (CFU).

Ainsi, la collectivité s'est engagée notamment par le recrutement d'une chargée de mission dédiée à la qualité comptable au 1er juillet 2024, suite à un départ en retraite à engager le travail en la matière, tout en ayant pleinement conscience que ceci nécessitera certainement plusieurs années avant d'aboutir sur une fiabilité exhaustive du bilan. D'ores et déjà, nous disposons d'inventaires précis et actualisés sur nos biens les plus sensibles, que nous vous avons communiqués : parc informatique, parc immobilier et foncier, parc automobile. Ceci rejoint l'attention qui sera portée à la régularisation des comptes d'immobilisations en cours (chapitre 23), et à la systématisation du provisionnement (recommandation n°8).

Concernant la situation financière de l'EPCI, si elle ne fait pas l'objet d'une recommandation, elle a été le sujet de plusieurs échanges entre l'ordonnateur et la Chambre. Globalement, l'analyse de la Chambre corrobore celle faite par l'exécutif. L'équipe de contrôle de la Chambre a ainsi pu nous partager le constat d'une stabilité de l'épargne brute et de la capacité d'autofinancement de l'Agglo, en dépit des prises de compétences successives. Ceci a été notamment dû à la poursuite des efforts de gestion sur différents pans, et la recherche d'efficience dans le portage des politiques publiques. Les différents investissements conduits par l'EPCI sont également cohérents en valeur avec le patrimoine et les compétences, mais le niveau relativement restreint de l'épargne (notamment dû au faible niveau de recettes fiscales, qui reposent quasi exclusivement sur la fiscalité économique) conduit à un endettement croissant pour le financement des investissements.
La Chambre relève ainsi la particularité de l'Agglo, qui est le seul EPCI d'Ardèche (sur les 17) à ne pas avoir instauré de taux additionnel sur la taxe foncière sur les propriétés bâties, alors même que l'Agglo est l'EPCI avec le périmètre de compétences le plus important. Par ailleurs, le taux de la cotisation foncière des entreprises est inférieur de 5% à la moyenne des taux des communautés d'agglomération. Dans le contexte actuel de restriction sur les dotations de l'Etat et de la fiscalité transférée aux EPCI (gel des fractions de TVA reversées notamment), ainsi que la nécessaire solidarité territoriale suite aux inondations d'octobre 2024, l'année 2025 doit donner lieu à un débat de fond sur le niveau de ressources fiscales de l'Agglo, et la solidarité en la matière. Ceci se fera en répondant aux recommandations n°9 et 10 sur l'adoption d'un pacte financier et fiscal et le rapport relatif aux compétences transférées, démarches d'ores et déjà engagées.

Enfin, la dernière partie relative au service public de la gestion des déchets ne manquera pas de continuer à susciter de nombreux débats au sein de l'exécutif. Compétence de l'Agglo depuis 2017, la gestion des déchets a donné lieu à une performance de l'Agglo très supérieure aux autres EPCI dans un premier temps, notamment par la généralisation rapide des points d'apport volontaire (PAV). L'homogénéisation progressive de ce mode de collecte a entraîné une égalisation des performances de tri ; ainsi, si l'Agglo se caractérise par un niveau d'ordures ménagères résiduelles (OMR, poubelles « grises ») par habitant inférieur à la moyenne nationale, l'évolution à la baisse du tonnage en la matière est beaucoup plus réduite que ce qui a pu être constaté chez les autres membres du SYTRAD. Le plan stratégique de prévention et de gestion des déchets, adopté en avril 2023, donne le cap et les axes d'intervention pour redonner à l'Agglo un rôle de pionnier en la matière, et des performances de tri plus satisfaisantes ; ceci passe notamment par la réduction à la source des déchets,

et le développement du tri des biodéchets, démarches sur lesquelles les investissements ont d'ores et déjà été effectué à partir de cet exercice 2024. La recommandation n°11 quant à l'intérêt d'une étude de caractérisation des déchets propre à Annonay Rhône Agglo donnera ainsi lieu à débat quant à son lancement à l'occasion de la préparation du budget 2025. Pour la recommandation n°12 demandant l'engagement d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'une fiscalité incitative, celle-ci nous semble revêtir une portée davantage politique que de gestion de la compétence ; si le débat sera bien posé au sein de l'exécutif, je ne pose pas d'ores et déjà de calendrier en la matière, car le débat démocratique doit avoir toute sa place dans la détermination d'un choix de financement de la compétence aussi impactant.

Je souhaite enfin conclure cette réponse en insistant sur la situation toute particulière d'Annonay Rhône Agglo en cette fin d'année 2024. Le sérieux budgétaire des dernières années a permis de conserver des niveaux de dette et d'indicateurs de solvabilité financière éloignés des zones d'alerte. Mais la double contrainte des restrictions financières de l'Etat posée dans la loi de finances pour 2025 (gel de la fiscalité transférée, augmentation des cotisations retraite des agents, etc...) d'une part, et l'impact financier des inondations d'octobre dernier (chiffrage de plus de 5,5 millions d'euros tout confondu pour les dégâts sur le patrimoine de l'EPCI : voiries, ouvrages eau et assainissement, etc...) d'autre part– avec des incertitudes demeurant quant aux niveaux de prise en charge par les assurances et la dotation spécifique de l'Etat pour couvrir les catastrophes naturelles – ainsi que le nécessaire appui aux communes du territoire les plus impactées par ces inondations, place Annonay Rhône Agglo dans une situation financière inédite, qui nécessitera des choix importants dès cette fin d'année, et au moment du budget 2025.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus distinguées.





Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes
124-126 boulevard Vivier Merle
CS 23624
69503 LYON Cedex 03

auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr

https://www.ccomptes.fr/fr/crc-auvergne-rhone-alpes

.....

9 - Finances - Rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes formulées dans le rapport des observations définitives du 21 juin 2024

Nombre d'annexes :7

Rapport relatif suites rapport CRC.docx

VILLE D'ANNONAY

Rapport relatif aux suites données aux recommandations de la Chambre régionale des comptes

Conseil municipal du 19 juin 2025

Préambule

La commune d'Annonay a été sujette à un contrôle de ses comptes et de la gestion de la ville d'Annonay de 2018 à début 2024, dans le cadre du programme de travail de la Chambre régionale des comptes de l'année 2024.

Engagé par lettre d'information à l'attention des deux ordonnateurs de la période sous revue, ce contrôle a donné lieu le 21 juin 2024 à un rapport d'observations provisoires. Suite à plusieurs retours concentrés dans le courrier du 12 juillet 2024, la notification des observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion de la ville d'Annonay est intervenue le 12 août suivant.

Suite à l'intégration de réponse définitive de la collectivité formulée à l'issue de la notification du rapport d'observations définitives, celui-ci a été présenté en conseil municipal le 7 novembre 2024.

L'article L. 243-9 du code des juridictions financières prévoit que dan un délai d'un an à compter de de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes.

Ceci est l'objet du présent rapport, qui s'articulera en trois parties :

1- Rappel des 8 recommandations formulées par la Chambre régionale des comptes
2- Présentation des suites données par la collectivité
3- Eléments conclusifs
4- Annexes

1) *Rappel des 8 recommandations formulées par la Chambre régionale des comptes*

Recommandation n° 1. : Établir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de la commune, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus.

Recommandation n° 2. : Mettre fin aux dérogations irrégulières afin d'atteindre un temps de travail effectif de la majorité des agents de 1 607 heures annuelles.

Recommandation n° 3. : Mettre le règlement sur le temps de travail en conformité avec la règlementation sur les heures supplémentaires de nuit.

Recommandation n° 4. : Se doter d'un système de suivi automatisé du temps de travail.

Recommandation n° 5. : Mettre fin aux primes de départ à la retraite.

Recommandation n° 6. : Réaliser une computation annuelle des seuils pour adapter les procédures aux besoins constatés de la collectivité.

Recommandation n° 7. : Établir un inventaire physique complet des biens de la collectivité.

Recommandation n° 8. : Passer systématiquement des provisions dès l'ouverture d'un contentieux présentant un risque financier pour la collectivité.

2) *Présentation des suites données par la collectivité*

Recommandation n°1 : Etablir et communiquer, chaque année avant l'examen du budget de la commune, la liste des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus.

Cette recommandation a pu être mise en œuvre dès l'exercice budgétaire 2025, avec un document retraçant les indemnités de toutes natures dont bénéficie les élus du conseil municipal au titre de cette fonction, produit en annexe du rapport d'orientations budgétaires, communiqué lors du conseil municipal du 28 novembre 2024 (cf annexe 1).

Cette communication s'est faite conformément au cadre précisé par l'article L.2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), et sera donc poursuivie.

Recommandation n°2 : Mettre fin aux dérogations irrégulières afin d'atteindre un temps de travail effectif de la majorité des agents de 1.607 heures annuelles.

Concernant cette seconde recommandation du rapport, il semble important de souligner les efforts déjà entrepris par la collectivité en 2018, avec la mise en place d'un nouveau règlement du temps de travail au 1er janvier 2019, qui avait notablement augmenté le temps de travail des agents.

Si le régime des jours de sujétion tel que défini peut encore apparaître généreux, il ne présente pas à notre sens d'irrégularité formelle au regard des textes en vigueur, et n'avait d'ailleurs pas donné lieu à remarque du contrôle de légalité à l'issue de son adoption par le conseil municipal, alors même que les services de l'Etat avaient été consultés en ce sens préalablement à la mise en délibération des documents. Il semble également important de trouver un juste équilibre pour garantir à la fois la qualité du service public et le bien-être des agents municipaux ; les contraintes horaires, physiques et de relation à un public parfois difficile nous apparaissent importantes à prendre en compte, conformément au cadre réglementaire.

Sur les autorisations d'absence, ce sujet sera posé à l'ordre du jour de l'agenda social de la structure mutualisée, en vue de l'actualisation du régime en vigueur en son sein. Néanmoins, comme toutes les collectivités, la structure mutualisée demeure dans l'attente de la publication du décret d'application prévu à l'article 45 de la loi du 6 août 2019, pour sécuriser juridiquement ces évolutions.

Recommandation n°3 : Mettre le règlement sur le temps de travail en conformité avec la règlementation sur les heures de travail de nuit.

Cette recommandation a été suivie par une modification du règlement sur le temps de travail présentée lors du comité social territorial du 19 mai 2025. Le règlement modifié est présenté en annexe 2 du présent rapport (cf annexe 2).

Recommandation n°4 : Se doter d'un système de suivi automatisé du temps de travail.

Comme précisé dans la réponse de l'ordonnateur au rapport définitif, il apparaît important de mettre cette recommandation de la Chambre à l'étude, mais également en perspective des nombreux travaux récents sur le sujet et retours d'expérience des collectivités, qui mettent en lumière les coûts de gestion associés (installation de lecteurs, fourniture et gestion des badges, outils techniques et numériques, gestion des ressources), et les effets à « double détente » de ce type de dispositifs (comptabilisation exacte du temps de travail qui reconnaît de façon objective les temps de présence au travail de façon individuelle, une gestion collective parfois délicate au vu des temps de récupération importants souvent générés).

En ce sens, la démarche engagée de formation et d'accompagnement managérial des encadrants, en insistant notamment sur les aspects RH (gestion des conflits et des situations RH complexes, affirmation du leadership), produit à notre sens une capacité accrue des encadrants à gérer et cadrer le temps de travail effectif des agents, et le développement de la performance collective, avec une harmonisation des pratiques. Cela a notamment été l'objet d'échanges à l'occasion du comité social territorial du 19 mai 2025, qui a donné lieu à l'approbation du plan de formation 2025 (cf annexe 3).

Recommandation n°5 : Mettre fin aux primes de départ à la retraite.

Ce sujet sera inscrit à l'ordre du jour de l'agenda social de la structure mutualisée de façon concomitante avec la prochaine révision du régime indemnitaire, prévue en 2026 (clause de revoyure du dispositif).

Recommandation n°6 : Réaliser une computation annuelle des seuils pour adapter les procédures aux besoins constatés de la collectivité.

Le travail de vérification des règles de computation des seuils est bien prévu lors de l'été 2025 par la direction de la commande publique, avec une priorisation sur les segments de marchés relevés par la Chambre à l'occasion de son contrôle.

La démarche sera généralisée chaque année, avec des segments de marchés étudiés de façon évolutive, de façon à suivre le respect des règles de computation de façon continue, et leur déclinaison sur les différents segments de commande publique.

Recommandation n°7 : Etablir un inventaire physique complet des biens de la collectivité.

Cette recommandation a d'ores et déjà donné lieu à une prise de conscience, renforcée à l'occasion de la phase d'expérimentation du compte financier unique (CFU). Ainsi, la collectivité s'est engagée – notamment par le recrutement d'une chargée de mission dédiée à la qualité comptable au 1er juillet 2024, suite à un départ en retraite – à engager le travail en la matière, tout en ayant pleinement conscience que ceci nécessitera certainement plusieurs années avant d'aboutir sur une fiabilité exhaustive du bilan. D'ores et déjà, nous disposons d'inventaires précis et actualisés sur nos biens les plus sensibles, que nous vous avons communiqués : parc informatique, parc immobilier et foncier, parc automobile.

Le patrimoine immobilier et foncier a pu être affiné, et ainsi donner lieu à une meilleure connaissance des biens de la collectivité ; ceci a conduit à plusieurs délibérations portant sur constitution de servitudes et cessions de biens lors des instances du premier semestre de l'année 2025. Le travail est actuellement en cours sur le matériel des différents services, afin d'identifier les possibilités de rationalisation et mutualisation.

Recommandation n°8 : Passer systématiquement des provisions dès l'ouverture d'un contentieux présentant un risque financier pour la collectivité.

Ceci a bien été pris en compte par la collectivité, avec la mise en place d'un processus partagé de constitution de provisions en cas de contentieux.

Ainsi, lors du conseil municipal du 6 février 2025, une provision a été constituée dans le cadre du recours formé par un tiers contre un permis de construire délivré par la collectivité (cf annexe 4).

3) Eléments conclusifs

Le présent rapport fait état, sur les huit recommandations formulées par la Chambre à l'occasion de son contrôle, de trois recommandations pleinement mises en œuvre (n°1, 3 et 8), et de deux autres en cours d'avancée (n°6 et 7).

Concernant la recommandation n°2, la collectivité maintient sa lecture juridique du dispositif voté en 2018, partagé et validé par le contrôle de légalité. La recommandation n°4 n'est elle pas suivie par la collectivité sur le fond, bien que l'objectif de maîtrise du temps de travail et de l'engagement des agents de la collectivité soit l'objet de plusieurs démarches managériales au sein de la structure mutualisée. Enfin, la recommandation n°5 sera elle étudiée dans le cadre de la prochaine révision du RIFSEEP, prévue en 2026.

Au-delà de ces recommandations, la Chambre avait souligné la nécessité de parvenir à la restauration d'une capacité d'autofinancement plus robuste, dans la lignée des orientations traduites à l'occasion du budget primitif 2024. Le compte financier unique (CFU) de cet exercice présente ainsi une nette amélioration de l'ensemble des ratios de la collectivité, notamment le taux d'épargne brute et la capacité de désendettement.

4) Annexes

Annexe 1 : Délibération n° CM-2024-073 relative au débat d'orientation budgétaire 2025

Annexe 2 : Nouveau règlement sur le temps de travail de la structure mutualisée

Annexe 3 : Plan de formation 2025

Annexe 4 : Délibération n° CM-2025-006 relative au provisionnement des frais irrépétibles dans le cadre du recours formé par M. Sibille contre le permis de construire délivré à la SCI des Genest

CM-2024-073 DOB 2025.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Ardèche - Arrondissement de Tournon-sur-Rhône

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 Annonay
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
03 DEC. 2024	03 DEC. 2024	

Conseil Municipal du jeudi 28 novembre 2024 - 18H30
Hôtel de ville - Salle Montgolfier

Délibération n°CM_2024_073
Finances communales - Budget primitif 2025 - Débat d'Orientation Budgétaire

Nombre de conseillers en exercice : 33
Secrétaire de séance : Madame Nadège COUZON

Étaient présents :
Assia BAIBEN-MEZGUELDI, Stéphanie BARBATO-BARBE, Maryanne BOURDIN, Bernard CHAMPANHET, Clément CHAPEL, François CHAUVIN, Claudie COSTE, Nadège COUZON, Jérôme DOZANCE, Romain EVRARD, Jérémy FRAYSSE, Juanita GARDIER, Mohamed GUENNIF, Michel HENRY-BLANC, Gracinda HERNANDEZ, Nathalie LUTZ, Danielle MAGAND, Edith MANTELIN, Antoine MARTINEZ, Catherine MOINE, Pascal PAILHA, Simon PLENET, Marc-Antoine QUENETTE, Patrick SAIGNE, Antoinette SCHERER, Michel SEVENIER

Ayant donné pouvoir :
Frédéric GONDRAND donne pouvoir à Catherine MOINE, Laura MARTINS-PEIXOTO donne pouvoir à Maryanne BOURDIN, Catherine MICHALON donne pouvoir à Assia BAIBEN-MEZGUELDI, Eric PLAGNAT donne pouvoir à Marc-Antoine QUENETTE

Absents ou excusés :
Louisa GRENOT, Jamal NAJI, Lokman ÜNLÜ

Le quorum est atteint.

Le rapporteur, Monsieur François CHAUVIN, expose :

En application de l'article 5217-10-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et en lien avec l'instruction budgétaire et comptable M 57, un débat d'orientation budgétaire doit se tenir en Conseil Municipal dans les dix semaines qui précèdent la séance lors de laquelle se tiendra le vote du budget primitif.

Cette disposition est rappelée à l'article 27 du règlement intérieur du conseil municipal

(délibération CM-2020-211 du 7 décembre 2020).

Une délibération doit également intervenir afin de prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire. Bien que non décisionnelle, celle-ci doit faire l'objet d'un vote formel et la répartition des voix doit être indiquée (Assemblée nationale – question n°94427 - JO du 18/10/2016).

Le rapport d'orientation budgétaire est joint à la présente délibération.

Par ailleurs, les articles 92 et 93 de la loi 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique imposent une obligation de transparence en matière d'indemnités perçues par les élus locaux. Ainsi, aux termes des articles L.2123-24-1-1 du CGCT, un état récapitulatif des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat ou de toute fonction exercés en leur sein d'une part et au sein de tout syndicat mixte ou de toute société d'économie mixte ou société publique locale d'autre part, doit être établit.

Cet état récapitulatif est également joint à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34, et L.2123-24-1-1

Vu l'article 5217-10-4 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'avis favorable de la Commission générale en date du 19 novembre 2024,

Le Conseil Municipal, après en avoir,

DÉLIBÉRÉ

Prend acte,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2025.

PREND ACTE de la communication de l'état récapitulatif des indemnités perçues par les élus siégeant au conseil municipal pour l'année 2024.

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Ardèche - Arrondissement de Tournon-sur-Rhône

Fait à Annonay, le 02 DEC. 2024

Simon PLENET,

Maire d'Annonay

Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Le Directeur Général des Services et le Comptable Public de la Commune d'Annonay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

ROB2025 Vdef.pdf

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Rapport présenté par Monsieur Simon PLENET, Maire d'Annonay
Conseil Municipal du 28 novembre 2024

Le budget primitif 2025 de la ville d'Annonay sera soumis au vote du Conseil Municipal début 2025. Conformément à l'article 5217-10-4 du code général des collectivités territoriales, un débat d'orientation budgétaire a lieu en Conseil Municipal dans les dix semaines qui précèdent la séance lors de laquelle se tiendra le vote du budget.

La loi NOTRe du 7 août 2015 a précisé le contenu du document support des débats. Le présent rapport d'orientation budgétaire transmis aux conseillers municipaux s'articule ainsi autour de quatre points :

1. Des éléments d'actualité sur le contexte macro-économique et des indications sur la situation financière des collectivités locales.
2. Des éléments d'information sur le projet de loi de finances 2025 en cours de discussion au Parlement.
3. Une présentation de la situation budgétaire de la commune.
4. Les éléments de prospective et de stratégie financières guidant l'élaboration du budget 2025.

1. LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LES FINANCES PUBLIQUES LOCALES

1.1 LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

En 2025, quatre ans après le début des crises sanitaire et énergétique, la croissance mondiale devrait se stabiliser à un rythme modéré et l'inflation devrait poursuivre son repli malgré la persistance de tensions géopolitiques et commerciales.

Economie mondiale
Source : OCDE – Perspectives économiques – Rapport intermédiaire – Septembre 2024.

- La croissance (PIB)

L'économie mondiale fait preuve de résilience au premier semestre de 2024 avec une croissance estimée à 3,2% en taux annualisé et ce malgré les incertitudes liées à la guerre en cours en Ukraine, et l'évolution des conflits au Moyen-Orient. Elle devrait se stabiliser à ce niveau pour 2025.
Aux Etats-Unis, la croissance annuelle du PIB devrait ralentir mais bénéficiera de l'assouplissement de la politique monétaire et devrait selon les projections s'établir à 2,6 % en 2024 et 1,6% en 2025.
Dans la zone euro, la croissance du PIB devrait atteindre 0,7% en 2024 et 1,3% en 2025, l'activité

étant soutenue par le redressement des revenus réels et une amélioration de la disponibilité du crédit.

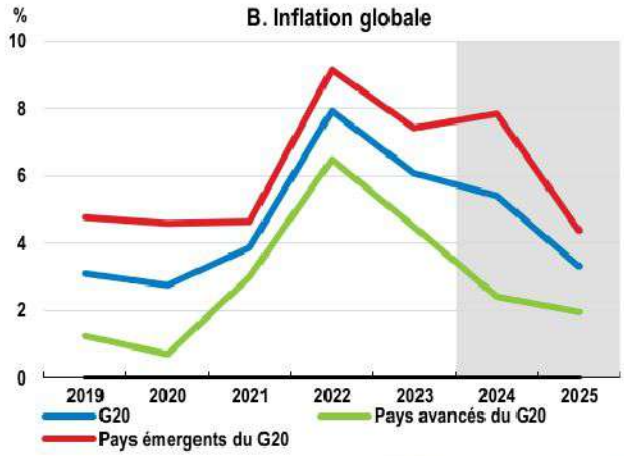
Tableau 2. Croissance du PIB mondial

En %	PIB en volume		
	2023	2024	2025
DEU	-0,1	-0,2	1,4
FRA	0,9	0,5	1,2
ITA	0,9	0,4	0,9
ESP	2,5	1,7	1,9
EUZ	0,5	0,5	1,5
GBR	0,1	0,3	1,4
USA	2,5	1,8	2,1
JPN	1,9	0,4	0,9
Pays industrialisés	1,5	1,1	1,7
CHN	5,2	4,7	4,6
Reste du monde	4,0	3,7	3,8
Monde	2,9	2,6	2,8

FMI, OCDE, sources nationales, calculs et prévision OFCE avril 2024.
Pondération selon le PIB et les PPA de 2014 estimés par le FMI.

- L'inflation

L'inflation mesurée par les prix à la consommation dans les pays du G20 devrait diminuer sensiblement grâce à la baisse des prix des matières premières et à la modération de l'inflation dans le secteur des services. Elle devrait passer de 6,1% en 2023 à 5,4 % en 2024 puis 3,3% en 2025.



Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 116 ; et calculs de l'OCDE.

Economie nationale

Source : Banque de France – Projections macroéconomiques – France – 17 septembre 2024

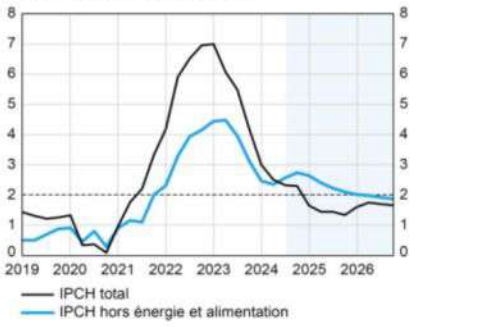
- L'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé)

Le recul de l'inflation se confirme et serait amplifié en 2025 par la baisse annoncée de -15% des tarifs réglementés de vente de l'électricité en février.

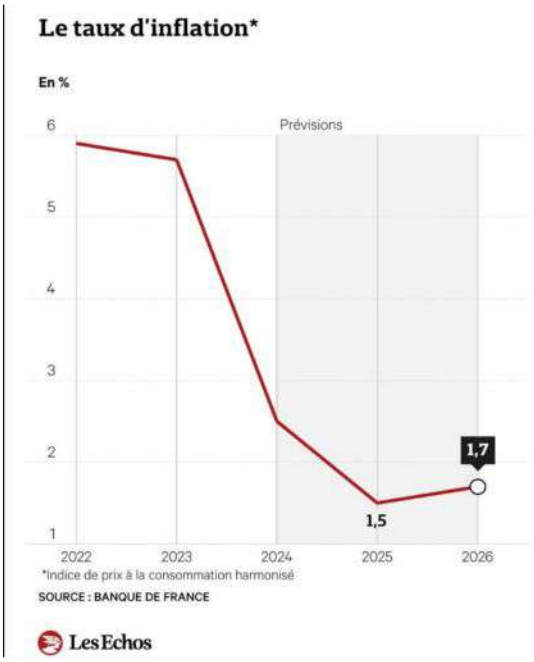
Ainsi, l'indice IPCH reculerait nettement : après + 5,7 % en 2023, il s'établirait à + 2,5 % en 2024 puis à + 1,5 % en 2025 et resterait modérée jusqu'en 2026 (+ 1,7%). Cette prévision à la baisse est en partie atténuée par une révision haussière des prix des biens manufacturés lié à la situation en mer Rouge.

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)

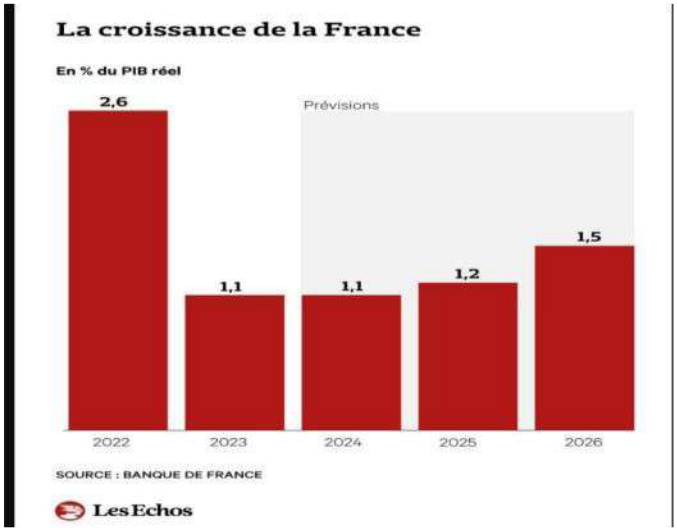


Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.



- La croissance (PIB)

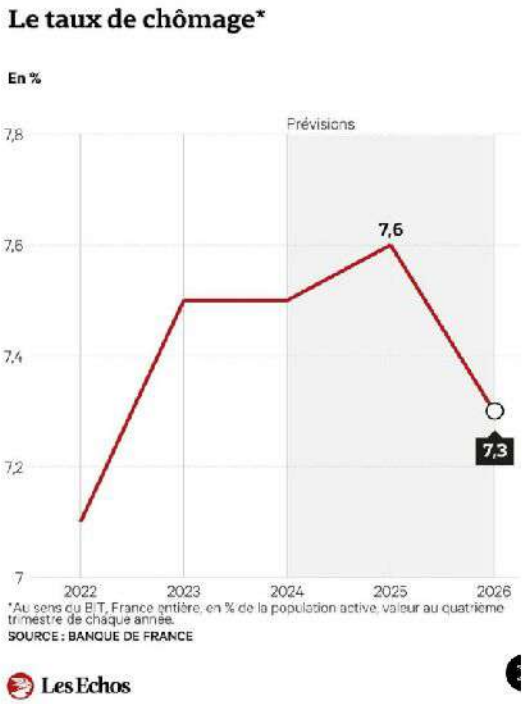
D'après la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France à début septembre 2024, la croissance du PIB serait transitoirement plus élevée au troisième trimestre, en lien avec impact positif des jeux olympiques et paralympiques de Paris (de l'ordre d'un quart de point), avant de diminuer au quatrième trimestre.
En 2024, la croissance atteindrait ainsi + 1,1% en moyenne annuelle et serait surtout tirée par le commerce extérieur.
En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire en moyenne à +1,2% mais la consommation des ménages prendrait le relais.
En 2026, elle serait renforcée par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt pour atteindre +1,5%.



- Taux de chômage

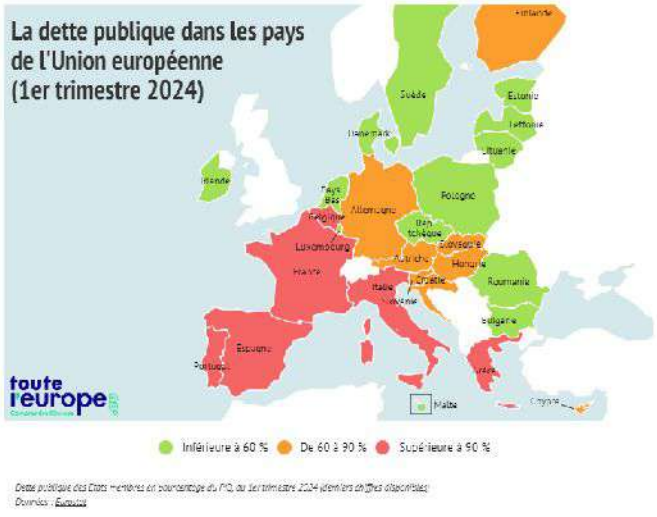
Le taux de chômage dans l'hexagone se maintiendrait à 7,5% en 2024 puis passerait à 7,6% fin 2025.

Cette année, les créations d'emplois seraient un peu plus dynamiques qu'anticipé et l'économie française ne détruirait quasiment plus d'emplois l'an prochain.



- Le taux d'endettement public (dette publique en % du PIB)

Au sein de l'Union européenne, la dette publique des Etats a de nouveau augmenté au 1er trimestre 2024. Elle atteint désormais 82 % du PIB en moyenne pour l'Union européenne, et 110,8 % en France. A la fin du deuxième trimestre 2024, elle s'établit à 112,0%.



Dette publique des Etats-membres en pourcentage du PIB, au 1er trimestre 2024 (derniers chiffres disponibles)
Données : Eurostat

Pour mémoire, le programme de stabilité budgétaire pour la période 2023-2027, présenté par le gouvernement le 26 avril 2023, visait à ramener la dette publique à 108,3% du PIB.

1.2 LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES

1.2.1 Aperçu général pour l'ensemble des collectivités

Source : Ministère de l'intérieur – DGCL – Les finances des collectivités locales en 2023 – Bulletin d'information statistique n°185 – août 2024

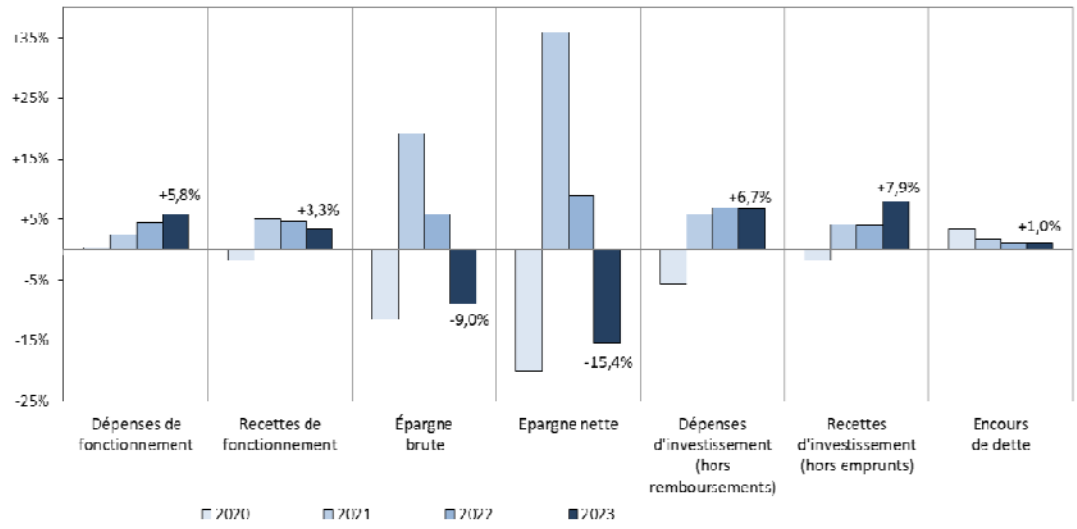
La situation des finances locales a été plus difficile en 2023 que les deux années précédentes. Elle est marquée par :

- *Une progression vive des dépenses de fonctionnement : +5,8% portées par les achats et charges externe et les frais de personnel.*
- *Dans le même temps les recettes de fonctionnement n'augmentent que de + 3,3 %.*
- *Compte tenu de ces évolutions, l'épargne brute des collectivités locales recule de -9 %.*

L'investissement (hors remboursement de la dette) s'est accéléré (+6,7 %), profitant de recettes d'investissement dynamique (+7,9%).

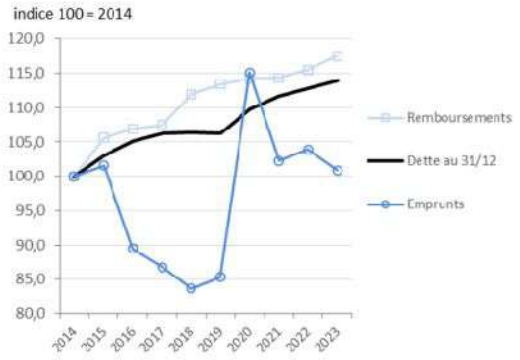
La dette progresse de +1 %, comme les années précédentes, portant le délai de désendettement à 4,6 ans, en augmentation de 0,5 an.

Graphique 1 – Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables des collectivités (hors syndicats)

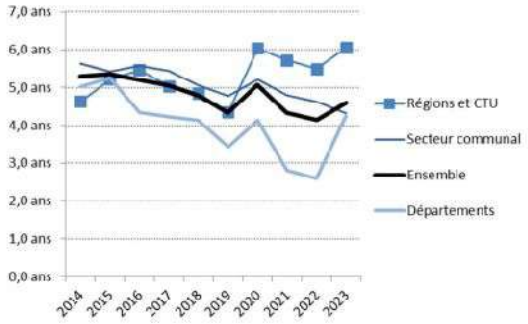


Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

Graphique 15
Évolution des éléments de la dette



Graphique 16
Délai de désendettement (dette/EB)



Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux.

1.2.2 Les finances des communes en 2023

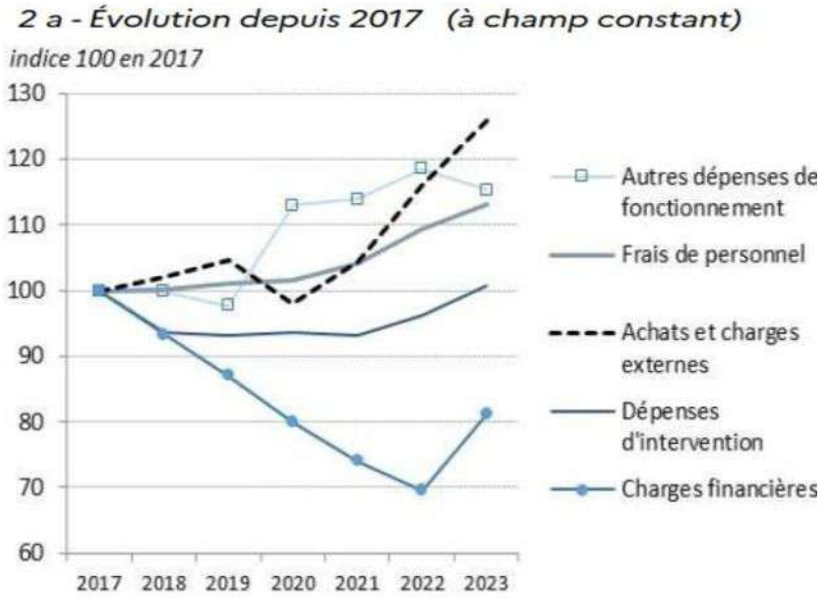
Source : Rapport de l'observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGEL) – Juillet 2024

Les indications générales sur l'état des finances locales (point précédent) masquent toutefois de fortes disparités entre niveaux et strates de collectivités.

Comme en 2022, mais dans une moindre mesure, l'augmentation des dépenses de fonctionnement a surtout touché en 2023 les communes de taille intermédiaire, alors qu'elles avaient subi le plus fort recul en 2020, année de crise sanitaire.

En 2023, les recettes de fonctionnement des communes augmentent de + 5,6 % et les dépenses de fonctionnement de + 4,9 %. Les dépenses de fonctionnement des communes sont toujours tirées vers le haut par la croissance des achats et charges externes *(gaz, électricité, combustibles et carburants)* et des frais de personnel *(revalorisation du point d'indice, (+ 1,5 % au 1er juillet 2023).* Les autres dépenses de fonctionnement (hors charges financières) sont en baisse avec -2,6% alors qu'elles avaient sensiblement augmenté en 2022.

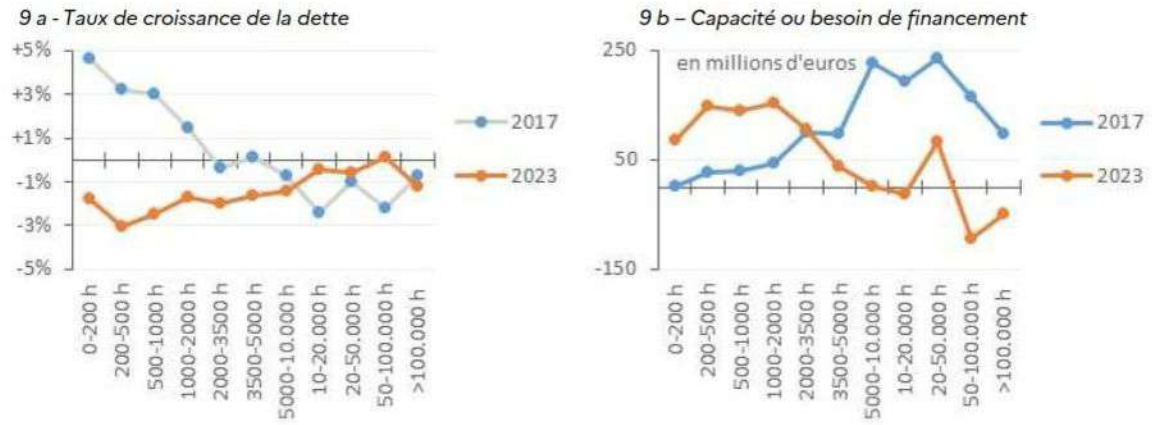
2 a - Évolution depuis 2017 (à champ constant)



Source : DGCL. Données : DGFiP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

En 2023, les dépenses d'investissement des communes sont en hausse de + 9,4% après + 10,7 % en 2022 et + 6,0 % en 2021. L'OFGL note toutefois que ces évolutions doivent tenir compte d'un contexte inflationniste, si bien qu'en volume, l'accroissement serait d'un niveau moindre. L'encours de la dette reste globalement stable en 2023 avec une faible baisse de -0,1% après un accroissement de +1,3% en 2022.

GRAPHIQUE 9 – TAUX DE CROISSANCE DE LA DETTE ET CAPACITE OU BESOIN DE FINANCEMENT SELON LA TAILLE DES COMMUNES (hors Paris)



Source : DGCL. Données DGFiP, Comptes de gestion - budgets principaux.

1.2.3 Les finances des communes en 2024

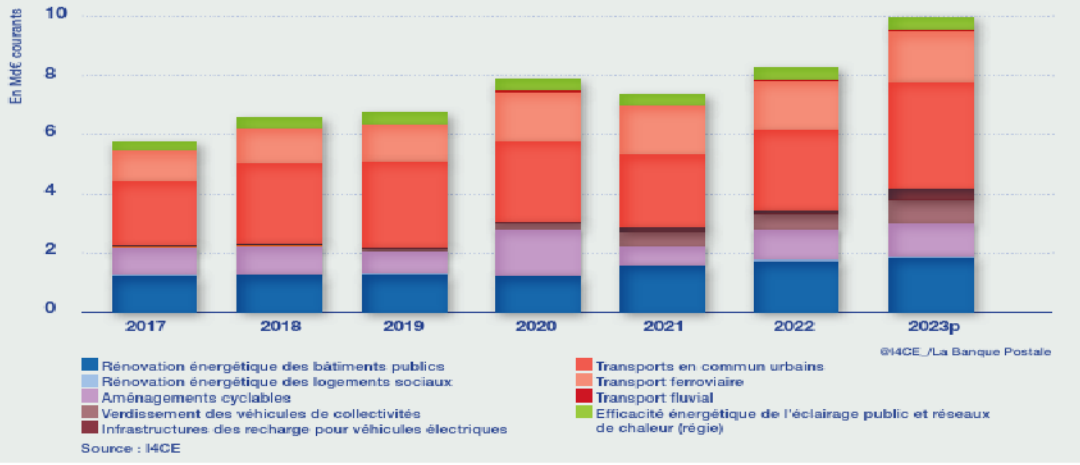
Source : La Banque Postale – Etude sur les finances locales – Note de conjoncture – Septembre 2024

Selon la dernière étude de la Banque Postale publiée en septembre 2024, l'année 2024 ressemblera beaucoup à 2023 avec un autofinancement en baisse (-8,7%) pour tous les niveaux de collectivités. La dynamique des dépenses demeurerait forte tant en fonctionnement qu'en investissement, tandis que les recettes marqueraient une décélération.
Du côté des transferts de l'Etat, la fin des dispositifs de soutien face à l'inflation et en particulier aux prix élevés de l'énergie, si elle est la conséquence d'une stabilisation du marché, vient renforcer le ralentissement attendu des recettes fiscales, les droits de mutation à titre onéreux étant de nouveau attendus en forte baisse (-17%), comme la dynamique de la TVA (et donc des reversements aux collectivités, notamment les EPCI), qui devrait nettement marquer le pas.
La revalorisation des valeurs locatives cadastrales, bien que toujours relativement importante (+3,9%), ne suffirait pas à compenser la hausse des dépenses.

Pour autant, l'investissement resterait particulièrement dynamique et progresserait de + 7%. Il serait financé par un net recours à l'emprunt, mais aussi par un prélèvement important sur le fonds de roulement (-8 Mds d'€ en perspective).

On note également une nette évolution des dépenses d'investissement des collectivités en faveur du climat sur les dernières années, tendance qui devrait s'accentuer encore en 2024.

FIGURE 1 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS EN FAVEUR DU CLIMAT, PAR SECTEUR



En effet, depuis 2024 les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation de produire une annexe environnementale dénommée parfois « budget vert » à leur compte administratif ou financier unique. Cette annexe évalue l'impact des dépenses sur différents axes environnementaux, comme l'atténuation du changement climatique, la gestion des ressources en eau, ou encore la préservation de la biodiversité.

La mise en place du « budget vert » dans les communes vise à intégrer les considérations environnementales dans les décisions financières locales. En identifiant les dépenses favorables et défavorables à l'environnement, les communes peuvent prioriser les projets qui contribuent positivement à la transition écologique. Cela peut inclure des investissements dans les énergies renouvelables, la rénovation énergétique des bâtiments publics, ou encore le développement des transports en commun.

En investissant dans des projets durables, les communes peuvent réduire leurs coûts opérationnels à long terme, par exemple en diminuant les dépenses énergétiques grâce à des bâtiments plus efficaces. De nombreux financements de partenaires (banques, subvention de l'Etat ou d'autres collectivités) sont par ailleurs dorénavant préfléchés sur ce type d'investissement.

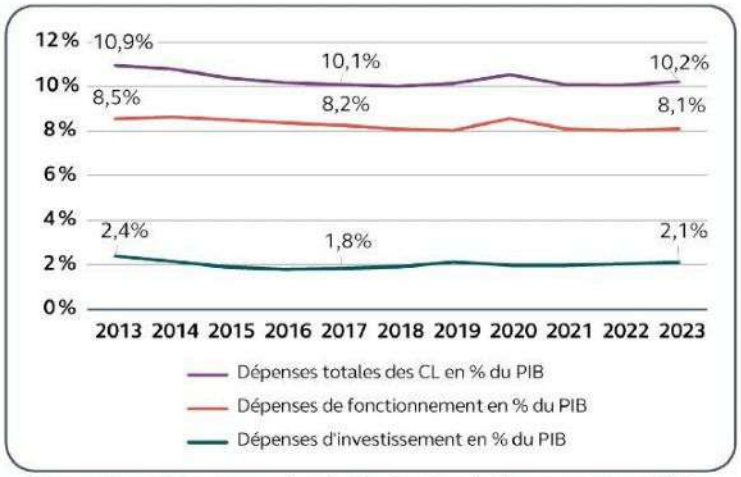
1.2.4 Le rapport de la Cour des comptes

Source : Cour des comptes – Les finances publiques locales 2024 – Fascicule 2 – octobre 2024

Dans son rapport sur les perspectives financières des collectivités en 2024, la Cour des comptes fait apparaître une accélération des dépenses des collectivités ainsi que la permanence de situations divergentes par catégories de collectivités.

Elle évoque également les modalités possibles d'une participation des collectivités au redressement des finances publiques, par une possible maitrise accrue des dépenses.

Part des dépenses des collectivités dans le PIB



Source : Cour des comptes, d'après des données de l'Insee en comptabilité nationale

La Cour des comptes mentionne que les dépenses de fonctionnement des collectivités ont augmenté pour trois raisons:

☞ Une raison liée aux rémunérations du personnel, avec les impacts des mesures indiciaires prises par l'Etat;

☞ Une raison liée à l'inflation, qui a évidemment pesé sur les dépenses d'achat de biens et de services;

☞ Une raison liée aux dépenses sociales, qui ont progressé en raison de la hausse du nombre de bénéficiaires.

De cette analyse d'ensemble, à laquelle s'ajoutent « la place des dépenses locales dans l'ensemble des dépenses publiques » et « le constat de possibilité d'amélioration de la qualité des dépenses locales», la Cour voit une « participation justifiée » au redressement des finances publiques.

La Cour des comptes avance ainsi plusieurs préconisations :

- *Une maîtrise de l'évolution des effectifs, une plus large application de la durée légale du travail, une hausse non compensée des taux de cotisation sociale à la charge des employeurs territoriaux,*
- *La mutualisation pourrait s'accroître dans les services et les équipements des collectivités,*
- *Concernant les achats et charges externes, massifier les achats et mutualiser les circuits d'achats entre collectivités,*
- *Concernant les dépenses d'investissement, la Cour préconise de maintenir l'enveloppe financière constante des concours de l'Etat à l'investissement local, de réduire le FCTVA, et de regrouper les dotations à l'investissement et les orienter prioritairement vers la transition écologique.*

Enfin, plusieurs pistes de réduction des recettes des collectivités locales sont évoquées, comme la fin de l'indexation automatique des valeurs locatives cadastrales des taxes foncières sur l'inflation, ou encore un réexamen de l'affectation aux collectivités de la totalité de la dynamique positive des fractions de TVA.

1.2.5 Perspectives

Dans ce contexte d'incertitude économique et de recherches de marges de manœuvre, de participation des collectivités au redressement des finances publiques, deux rapports « Ravignon » et « Woerth » ont été commandés début 2024 pour répondre à des préoccupations spécifiques concernant l'organisation territoriale et l'efficacité de l'action publique locale en France. Ils visent à analyser et proposer des solutions pour améliorer l'efficacité de l'organisation territoriale.

Le rapport de Boris Ravignon a été commandé par les ministres Thomas Cazenave et Dominique Faure, tandis que le rapport porté par Éric Woerth a été commandé par le Président de la République. Le rapport Ravignon vise à analyser le coût du "millefeuille administratif" en France. Il met en lumière l'enchevêtrement des responsabilités et des compétences entre l'État et les collectivités locales, ainsi qu'entre les différentes strates de collectivités, pour un coût global estimé à 7,5 milliards d'euros par an. Ce rapport cherche à identifier des solutions pour simplifier cette organisation complexe, et réduire les coûts associés. Il recommande ainsi de renforcer les compétences des collectivités, notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'urbanisme et de la voirie, pour une gestion plus efficace et cohérente.

Le rapport Woerth s'inscrit dans une réflexion plus large sur l'amélioration de l'efficacité de l'action publique locale. Il propose des mesures pour clarifier la répartition des responsabilités et améliorer la coordination entre les différents acteurs territoriaux

Il propose également des réformes pour renforcer la décentralisation, notamment en transférant certaines compétences aux intercommunalités et en en recentralisant d'autres, comme l'aide sociale à l'enfance. Certaines propositions, comme la création d'un conseiller territorial, ont suscité des oppositions, notamment de la part des Régions de France, qui craignent une confusion des compétences et une remise en cause de la parité au sein des assemblées régionales.

2. LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025

Sources principales : Ministère de l'Economie et des Finances – Projet de loi de finances pour 2025

***Nota** : les développements qui suivent concernent le projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025), tel qu'il a été déposé de l'Assemblée Nationale le 10 octobre 2024*

Observation liminaire : Le PLF 2025 est susceptible d'être amendé lors des différentes étapes de discussion et de vote devant le Parlement.

Dans un contexte économique et politique tendu, le PLF 2025 est guidé par un grand objectif principal, le redressement des comptes publics, et ce afin de ramener le déficit sous le seuil des 3 % du PIB à l'horizon 2029.

2.1 LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

Prévisions pour la croissance : + 1,1 %

Le PLF 2025 a été établi sur des hypothèses de croissance de + 1,1 % en 2024 et identique en 2025.
Elle serait essentiellement tirée par la demande intérieure privée, dans un contexte d'efforts marqués sur les finances publiques. L'activité profiterait de l'accélération de la consommation des ménages, grâce au reflux confirmé de l'inflation et aux gains de pouvoir d'achat, du léger redressement de l'investissement permis par l'assouplissement monétaire, et d'une demande mondiale mieux orientée.

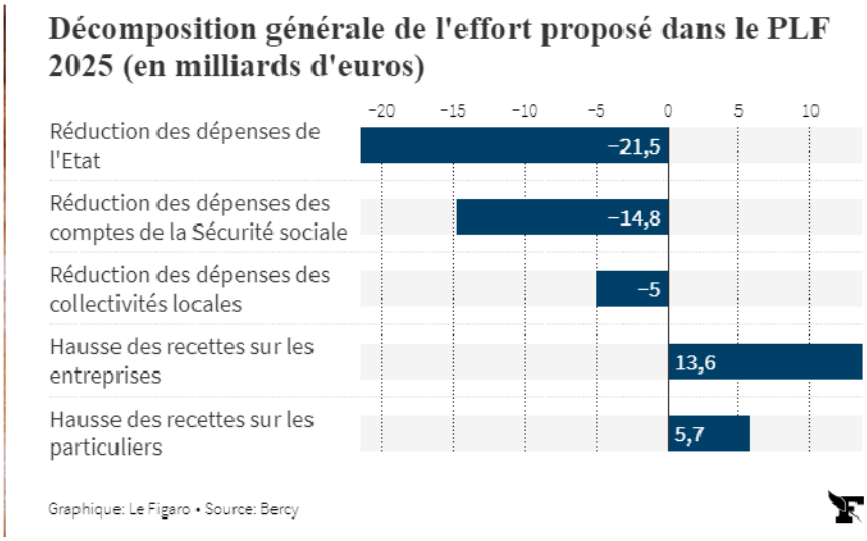
Prévisions pour l'inflation : + 1,8 %

(Indice IPC « indice des prix à la consommation »)
Le PLF 2025 a été établi avec un scénario d'inflation de + 2,1 % en 2024, et de + 1,8 % en 2025.
L'inflation serait tirée par les prix des services. Les prix alimentaires demeureraient stables et les prix de l'énergie seraient orientés à la baisse. En revanche, le prix des produits manufacturés connaitrait un léger rebond lié au renchérissement des coûts de transport maritime en raison des tensions au Proche et au Moyen Orient.

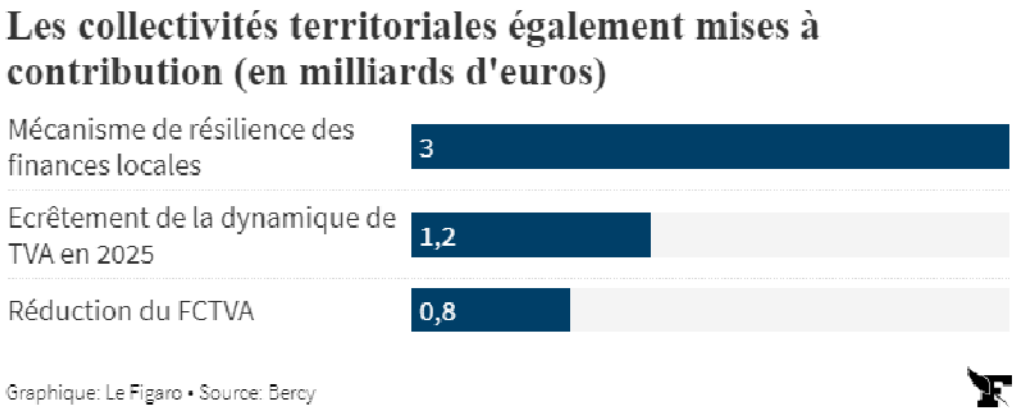
2.2 LA TRAJECTOIRE DES FINANCES PUBLIQUES

Le PLF 2025 s'inscrit dans une trajectoire de redressement des comptes publics, avec un retour du déficit sous les 3% du PIB à l'horizon 2029. En 2024, le déficit est estimé à 6,1% du PIB, soit un niveau nettement supérieur à la limite des 3% en vigueur au sein de l'Union Européenne.

D'une manière générale le rétablissement des comptes publics passera par une maîtrise de la dépense, qui sera partagée par l'ensemble des administrations publiques, y compris les administrations de sécurité sociale et les collectivités locales. Concrètement, le projet de loi de finances présenté le 10 octobre propose un ensemble de mesures visant à trouver 60,6 milliards d'euros. La majeure partie portera sur une réduction massive des dépenses, de l'ordre de 41,3 milliards d'euros. Le reste sera apporté par de nouvelles recettes, pour 19,3 milliards d'euros



Les collectivités seront également mises à contribution pour 5 milliards d'euros :



Le PLF propose ainsi la mise en place de nouveaux dispositifs qui ont en commun de restreindre les recettes des collectivités, et non plus leurs dépenses (comme ce fut le cas avec les contrats dits de Cahors avant la crise sanitaire). Il s'agit d'associer "la sphère locale" à l'effort de redressement des comptes publics" et de "renforcer à terme les mécanismes locaux de précaution et de péréquation".

Le principal dispositif prévu est donc un fonds d'épargne, ou fonds de précaution, imposé aux 450 « plus grosses » collectivités, c'est-à-dire celles ayant un budget de fonctionnement supérieur à 40 millions d'euros Un critère de santé financière serait également ajouté. Vingt départements « sensibles » en seront épargnés. Dans le cadre de ce dispositif assimilé à de l'auto-assurance, 3 milliards d'euros seraient directement prélevés en 2025 sur les recettes fiscales des 450 budgets locaux les plus élevés, soit 2% de leurs recettes réelles de fonctionnement. Ce prélèvement alimenterait en 2026 les principaux fonds de péréquation des trois catégories de collectivités.

2.3 LES MESURES INTERESSANT PLUS PARTICULIEREMENT LE BLOC COMMUNAL

La Dotation Globale de Fonctionnement

L'article 29 du PLF 2025 fixe le montant de la DGF allouée aux collectivités locales à 27,24 milliards d'euros, un niveau stable en euros courants pour 2025, donc en baisse par rapport à l'inflation qui atteindrait 2,5 % sur un an selon les prévisions de la Banque de France.

La progression des dotations de péréquation se poursuit à l'instar de 2024, financées par redéploiement de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation des intercommunalités :

- DSU : +140 M€ (+5%)
- DSR : +150 M€ (+6,7%).
  Le PLF 2025 prévoit des modalités de répartition de la hausse de la DSR : celle-ci bénéficierait au minimum à 60 % à la fraction dite « péréquation ». En 2022, 33 064 communes avaient été éligibles à cette part.
- Dotation d'intercommunalité : + 90 M€, financée par un « écrêtement » de la dotation de compensation.

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

> Pour mémoire, depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est fonction de l'évolution entre novembre de N-2 et N-1 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) tel que publié par l'INSEE.
> L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union européenne. Il est calculé pour tous les ménages, en France hors Mayotte. La principale différence entre l'IPCH et l'IPC (indice des prix à la consommation) porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts.

Source : Association des Maires de France – Note du 14/10/2022 sur le PLF 2023 – pour mémoire

Les dernières données publiées par l'INSEE à la date de rédaction de ces lignes indiquent que l'IPCH a évolué de +1,4 % entre septembre 2023 et septembre 2024 *(INSEE – informations rapides n°255 – 15 octobre 2024).* Dans ce contexte, la revalorisation forfaitaire des bases fiscales pourrait se situer entre 1,5 % et 1,8%.

Les variables d'ajustement :

Ces concours de l'État (près de 3,6 milliards d'euros en 2024), qui ont notamment pour objet de compenser d'anciens allègements de taxe professionnelle (supprimée en 2010) doivent permettre, par leur réduction, de maîtriser les évolutions à la hausse de certains des concours financiers de l'État au bénéfice des collectivités territoriales. Leur diminution atteindrait 487 millions d'euros l'an prochain. Dans le détail, en 2025 seraient réduites les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (**DCRTP**), ainsi que le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (**FDPTP**).

Les fractions de TVA :

L'article 31 du PLF 2025 vise à supprimer l'indexation de la TVA. Les montants 2025 seraient ainsi figés au montant 2024 après régularisation, puis indexés sur la base de l'année n-1 et non plus en année N.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Aujourd'hui fixé à 16,404%, le taux du FCTVA passerait à 14,850% à partir du 1er janvier prochain. En outre, le dispositif – qui a vocation à compenser la TVA acquittée par les collectivités principalement sur leurs dépenses d'investissement – serait "recentré".
Ainsi, des dépenses (entretien des bâtiments publics, de la voirie, des réseaux et prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage) qui avaient été intégrées il y a quelques années à l'assiette du FCTVA, en seraient exclues. La réforme doit permettre à l'État de faire une économie de 800 millions d'euros en 2025. Mais compte tenu de la progression des investissements locaux ces deux dernières années, le FCTVA serait en baisse de "seulement" 285 millions d'euros en 2025 (6,84 milliards d'euros, contre 7,1 milliards dans la loi de finances pour 2024).

Les dotations de soutien à l'investissement
Le "fonds vert" est affiché en recul de 60% (passage de 2,5 à 1 milliard d'euros) ; les dotations de soutien à l'investissement local (DSIL, DETR, DPV et DSID) sont elles maintenues.

CNRACL – taux de cotisation employeur :
Pour terminer sur les mesures impactant les communes en dehors du PLF 2025 mais ayant un impact direct sur les collectivités territoriales, il faut noter que dans son projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) de 2025, l'Etat annonce une hausse de 4 point du taux de cotisation dû par les employeurs à la Caisse nationale de retraite des collectivités locales (CNRACL). L'impact serait considérable sur l'ensemble des budgets locaux (à titre d'exemple, a minima 150.000 euros pour le seul budget principal de la ville, à isopérimètre).

3. BUDGET COMMUNAL – PRESENTATION DE LA SITUATION BUDGETAIRE :

Cette 3ème partie a pour vocation d'actualiser, par rapport aux débats des années précédentes, un certain nombre de repères et d'éléments d'information sur la situation budgétaire et financière de la commune. Ces informations sont centrées sur les ordres de grandeur qui permettent d'apprécier la formation de la capacité d'épargne, et de mesurer ainsi les marges de manœuvre pour les investissements futurs. Ceci dans un contexte incertain, tant du fait des débats encore en cours sur le projet de loi de finances pour 2025, et les effets financiers de la crue et des inondations d'octobre. Il convient également de se référer à la présentation faite lors de l'adoption du compte financier unique 2023, présentation qui apportait notamment un certain nombre d'éléments d'appréciation sur l'évolution des grands équilibres sur la période récente.

3.1 LES RECETTES DE GESTION

Nota : les recettes de gestion correspondent aux recettes réelles de fonctionnement, hors produits exceptionnels.

3.1.1 LA STRUCTURE DES RECETTES DE GESTION

LA STRUCTURE DES RECETTES DE GESTION

	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
Atténuation de charges	298 251,01 €	368 061,22 €	480 859,64 €	324 598,88 €	335 190,37 €
Produits des services	2 254 541,49 €	2 193 678,80 €	2 245 666,94 €	2 209 009,65 €	2 437 238,02 €
Impôts & taxes	15 066 885,31 €	15 072 613,32 €	14 870 491,80 €	15 021 596,67 €	15 636 049,30 €
Dotations & participations	3 903 023,28 €	3 925 747,61 €	4 937 558,61 €	5 930 588,79 €	5 234 698,41 €
Autres prod de gest cour	374 604,40 €	260 546,35 €	432 886,26 €	372 416,49 €	402 746,45 €
dont fiscalité + AC + DGF + Alloc fisc (1)	18 039 673,69 €	18 253 193,22 €	18 539 738,27 €	18 936 833,80 €	19 719 626,47 €
Montant des recettes de gestion	*21 897 305,49 €*	*21 820 647,30 €*	*22 967 463,25 €*	*23 858 210,48 €*	*24 045 922,55 €*
Evolution / n-1		*-0,35%*	*5,26%*	*3,88%*	*0,79%*

(1) fiscalité directe (TH et foncier / hors rôles supplémentaires) + DGF (dotation forfaitaire / DSU et DNP) + attribution de compensation + allocations fiscales compensatrices

Les recettes de fonctionnement, constituées quasi-exclusivement de recettes de gestion, peuvent être considérées comme relativement rigides dans la mesure où elles sont avant tout tirées des produits fiscaux, de l'attribution de compensation versée par l'Agglomération, de la DGF et des allocations fiscales compensatrices.

Cet ensemble, qui représente pour la période susvisée environ 82 % des recettes de gestion, correspond à des catégories de produits sur lesquelles les marges d'action sont réputées peu importantes.

Après un léger « tassement » en 2020 (- 0,35 %), les recettes de gestion progressent de manière non-négligeable en 2021 (+ 5,26 %), en 2022 (+3,88 %) et se stabilisent en 2023. Il convient cependant de noter qu'en 2022, la commune a comptabilisé dans ses recettes une enveloppe exceptionnelle et estimative de 882.000 €, correspondant au « filet de sécurité » alloué sous conditions par l'Etat en compensation partielle des charges supportées par les collectivités. Ceci en raison des coûts supplémentaires qu'elles ont supporté du fait du renchérissement des énergies et de la revalorisation du point d'indice servant au calcul de la rémunération des agents de la fonction publique. Cette aide est restée ponctuelle, uniquement sur 2022, avant de disparaître en 2023, laissant à la charge pleine et entière des collectivités les effets de cette croissance des dépenses.

3.1.2 LE PANIER FISCAL (FISCALITE DIRECTE ET ALLOCATIONS FISCALES COMPENSATRICES)

Les produits fiscaux

La structure des recettes « fiscales » des communes a été profondément modifiée depuis 2021 en raison de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et de la réduction des bases d'imposition des établissements industriels.
En contrepartie de cette diminution de ressources, les communes ont bénéficié du transfert de la part départementale du foncier bâti pour compenser la perte de recette de taxe d'habitation, ainsi que d'une nouvelle allocation fiscale compensatrice pour compenser la perte de recette de foncier bâti sur les établissements industriels.
L'Etat a par ailleurs mis en place un mécanisme de coefficient correcteur pour assurer l'équilibre financier des ressources communales avant et après réforme.

EVOLUTION PANIER FISCAL (suppression THRP & diminution de 50 % des bases des Ets industriels)	Ex2019	Ex2020	Ex2021	Ex2022	Ex2023
	définitf	définitf	définitf	définitf	définitf
Produit TH	3 547 751,28 €	3 595 190,28 €	310 121,23 €	223 045,58 €	413 512,76 €
Produit TH (Lissage)	*91,00 €*	*78,00 €*	*-150,00 €*	*-188,00 €*	*-141,00 €*
Produit FB	5 787 502,91 €	5 889 777,85 €	8 867 048,04 €	9 265 344,77 €	9 874 706,69 €
Produit FB (Lissage)	*5 474,00 €*	*2 226,00 €*	*28 090,00 €*	*23 396,00 €*	*18 414,00 €*
Produit FNB	53 076,77 €	50 989,94 €	50 921,04 €	51 999,93 €	55 777,61 €
Coefficient correcteur	0,00 €	0,00 €	-380 955,94 €	-397 749,49 €	-424 683,65 €
Allocation Fiscal Comp TH	396 466,00 €	418 829,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Allocation Fiscal Comp FB (hors locaux indus.)	30 976,00 €	30 613,00 €	29 631,00 €	48 186,00 €	51 078,00 €
Allocation Fiscal Comp FB (locaux indus.)	0,00 €	0,00 €	1 333 240,00 €	1 390 531,00 €	1 502 090,00 €
Allocation Fiscal Comp FNB	3 816,00 €	3 801,00 €	3 790,00 €	3 784,00 €	3 764,00 €
Allocation Fiscal Comp CFE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	**9 825 153,96 €**	**9 991 505,07 €**	**10 241 735,37 €**	**10 608 349,80 €**	**11 494 518,41 €**
Hors rôles supplémentaires	*2,28%*	*1,69%*	*2,50%*	*3,58%*	*8,35%*
	219 172,28 €	*166 351,11 €*	*250 230,30 €*	*366 614,43 €*	*886 168,61 €*
En proportion des recettes de gestion	*44,87%*	*45,79%*	*44,59%*	*44,46%*	*47,80%*

Les ressources tirées du panier fiscal proprement dit représentent entre 44 % et 48 % des recettes de gestion. Elles sont en constante progression, avec des dynamiques plus ou moins marquées selon les années : sur la période, les recettes du panier fiscal progressent de 1 888 536,73 €.

Du fait des réformes fiscales récentes, les composantes du panier fiscal connaissent des modifications significatives, la proportion de la fiscalité directe (TH, FB et FNB) diminuant au profit des allocations fiscales compensatrices versées par l'Etat.
En outre, par l'application du mécanisme du coefficient correcteur, une partie du produit fiscal prélevé sur le contribuable Annonéen est dirigée vers des communes « sous-compensées ». Cette enveloppe représente 380.956 € en 2021, 397.749,49 € en 2022, et 424 683,65 € en 2023.

Les taux d'imposition et les bases fiscales

La disparition progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales a abaissé le pouvoir de taux de la collectivité, en le portant désormais quasi-exclusivement sur le foncier bâti (TFPB).

				Nouveau panier fiscal (*)		
	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023
TH	21,95%	21,95%	21,95%	21,95%	21,95%	21,95%
Evolution / n-1						
FB	26,71%	26,18%	25,90%	44,68%	44,68%	44,68%
Evolution / n-1	*-1,0%*	*-2,0%*	*-1,1%*			
FNB	102,85%	102,85%	102,85%	102,85%	102,85%	102,85%
Evolution / n-1						

(*) Avec la réforme de la THRP, le taux communal du foncier bâti correspond, depuis 2021, à l'addition du taux départemental et du taux communal constaté en 2020

Les taux d'imposition demeurent plus élevés à Annonay qu'ailleurs, même si les choix d'augmentation des taux de fiscalité pris par les exécutifs des autres communes de plus de 10.000 habitants en Ardèche conduisent à un effet de rattrapage significatif. Il faut noter que corrélativement, les bases d'imposition de la commune sont, en moyenne par habitant, plus faibles que celles observées dans les collectivités de même strate.

Taux d'imposition	Annonay	Moyennes - gestion 2023		
	Taux 2023	Département	Région	National
THRS	21,95%	15,07%	15,58%	17,62%
FB	44,68%	42,80%	36,56%	40,94%
FNB	102,85%	97,76%	58,87%	54,50%

Source: données DGFIP

BASES NETTES \"MÉNAGES\" TAXÉES AU PROFIT DE LA COMMUNE	Bases en €	Bases en € par habitant			
		Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
Taxe d'habitation résidences secondaires (THRS)	1 883 886	111	125	125	179
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)	22 100 956	1 303	1 413	1 585	1 462
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)	54 232	3	5	7	12
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)	0	0	0	0	0

Source : données DGFIP – Gestion 2023

Produit de TFPB en € par habitant	Annonay	Moyennes - gestion 2023		
		Département	Région	National
	583 €	605 €	580 €	599 €

Source: données DGFIP - gestion 2023 - Valeurs avant application du coefficient correcteur

3.1.3 LES DOTATIONS DE L'ETAT – LA DGF

La DGF de la commune a retrouvé un certain dynamisme, avec une progression proche de 122 000 € sur l'intervalle 2019-2023. Cette progression demeure très nettement en-deçà de la croissance de l'inflation.

DGF	Ex2019	Ex2020	Ex2021	Ex2022	Ex2023
Dotation forfaitaire	2 410 923,00 €	2 355 300,00 €	2 321 472,00 €	2 294 951,00 €	2 300 496,00 €
Dotation de Solidarité Urbaine	811 453,00 €	861 860,00 €	905 728,00 €	950 418,00 €	997 708,00 €
Dotation Nationale de Péréquation	63 228,00 €	75 874,00 €	91 049,00 €	98 629,00 €	109 076,00 €
Total DGF	**3 285 604,00 €**	**3 293 034,00 €**	**3 318 249,00 €**	**3 343 998,00 €**	**3 407 280,00 €**
		0,23%	*0,77%*	*0,78%*	*1,89%*
Evolution / n-1		*7 430,00 €*	*25 215,00 €*	*25 749,00 €*	*63 282,00 €*
Evolution cumulée		*7 430,00 €*	*32 645,00 €*	*58 394,00 €*	*121 676,00 €*

Au sein de la DGF, la dotation de solidarité urbaine (DSU) connaît, sur la même période, une progression annuelle moyenne de l'ordre de 5,3 %. La dotation nationale de péréquation progresse elle sur la même période en moyenne de 14,7%.

FOCUS DSU	Ex2019	Ex2020	Ex2021	Ex2022	Ex2023
Dotation de Solidarité Urbaine	811 453,00 €	861 860,00 €	905 728,00 €	950 418,00 €	997 708,00 €
	6,56%	*6,21%*	*5,09%*	*4,93%*	*4,98%*

FOCUS DNP	Ex2019	Ex2020	Ex2021	Ex2022	Ex2023
Dotation Nationale de Péréquation	63 228,00 €	75 874,00 €	91 049,00 €	98 629,00 €	109 076,00 €
		20,00%	20,00%	8,33%	10,59%

3.2 LES DEPENSES DE GESTION

Nota : les dépenses de gestion correspondent aux dépenses réelles de fonctionnement, hors charges financières (intérêts des emprunts) et charges exceptionnelles.

Les dépenses de gestion progressent régulièrement. Si l'évolution est modérée sur la première partie de la période, elle enregistre en 2022 une progression notable sous l'effet de l'inflation, du renchérissement des énergies et de la revalorisation des rémunérations.
Pour mémoire, l'Etat a partiellement compensé en 2022 ces coûts supplémentaires. L'effet de l'inflation se fait encore sentir en 2023 mais de façon plus modérée. L'année 2023 n'a elle donné lieu à aucun mécanisme de compensation par l'Etat.

LA STRUCTURE DES DEPENSES DE GESTION					
	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
Charges à caractère général	3 063 834,17 €	3 120 824,69 €	3 086 707,76 €	4 179 055,73 €	4 374 949,42 €
Charges de personnel	12 943 273,76 €	13 230 345,17 €	13 341 699,64 €	14 413 333,65 €	14 818 291,50 €
Atténuation de produits	40 022,00 €	56 550,00 €	37 874,00 €	45 722,00 €	33 383,00 €
Autres charges gest cour.	2 459 226,03 €	2 468 510,76 €	2 566 003,99 €	2 782 721,51 €	2 865 222,50 €
Total dépenses de gestion	*18 506 355,96 €*	*18 876 230,62 €*	*19 032 285,39 €*	*21 420 832,89 €*	*22 091 846,42 €*
Evolution / n-1		*2,00%*	*0,83%*	*12,55%*	*3,13%*

3.2.1 LES CHARGES DE PERSONNEL

3.2.1.1 LES MASSES BUDGETAIRES

Décomposition de la masse salariale

La masse salariale - c'est-à-dire la rémunération des agents, les charges salariales et patronales, la médecine du travail, ainsi que l'assurance statutaire – représente le premier poste de dépenses dans les budgets communaux.
Cependant la mesure du « poids » de cette charge budgétaire doit être appréciée au regard des spécificités de chaque collectivité, notamment en fonction des choix qui ont été faits en matière de mode de gestion des services publics locaux. Pour Annonay, sont également comprises dans la masse salariale les sommes versées à Annonay Rhône Agglo pour les agents de l'EPCI mis à disposition de la Commune en vertu notamment de la convention de mutualisation, du service commun d'instruction des droits des sols (service ADS) ainsi que du service commun « intervention en milieu scolaire » dans le cadre de l'enseignement musical.

Le chapitre 012, qui retrace les dépenses de charges de personnel, a connu au début de la période observée une évolution modérée. En 2022, la charge salariale enregistre une évolution nettement plus sensible, notamment sous l'effet de diverses mesures de soutien aux rémunérations *(prime inflation, revalorisation du point d'indice)* et des décisions prises en matière de régime indemnitaire *(RIFSEEP)*.

Décomposition de la masse salariale (chapitre 012)

	CA2019	CA2020	CA2021	CFU2022	CFU2023
Rémunérations et charges	11 767 780,10 €	11 902 421,33 €	12 153 082,06 €	13 126 290,42 €	13 358 794,91 €
Agents EPCI mis à dispo	674 432,42 €	795 288,24 €	730 772,84 €	791 954,44 €	993 448,29 €
Autres mis à dispo					37 514,61 €
Service commun ADS	68 843,88 €	50 406,94 €	92 749,18 €	85 122,32 €	98 404,76 €
Assurance statutaire	414 879,41 €	425 144,27 €	316 614,65 €	304 966,09 €	281 940,03 €
Medecine du travail et pharmacie	17 337,95 €	44 591,39 €	37 176,95 €	36 753,51 €	38 013,77 €
Autres charges de personnel	0,00 €	12 493,00 €	11 303,96 €	68 246,87 €	10 175,13 €
Total	**12 943 273,76 €**	**13 230 345,17 €**	**13 341 699,64 €**	**14 413 333,65 €**	**14 818 291,50 €**
Evolution / n-1		*2,22%*	*0,84%*	*8,03%*	*2,81%*

Le ratio par habitant

Les ratios calculés par la Direction Générale des Finances Publiques ne tiennent compte que de certaines recettes venant en atténuation de la charge salariale, comme les remboursements versés par l'assurance statutaire (chapitre 013), mais en écarte d'autres qui sont significatives dans notre budget, telles celles tirées de la convention de mutualisation ou de mises à dispositions individuelles.

La mutualisation des services se caractérise à Annonay, c'est d'ailleurs l'une de ses spécificités, par une importante mise à disposition d'agents communaux au profit de l'EPCI ; ne pas tenir compte des flux financiers qui en découlent rendrait l'analyse défaillante. En se basant sur un mode de calcul qui rend plus objectivement compte de la masse salariale nette, on obtient un ratio par habitant en 2023 s'élevant 743 €.

Masse salariale nette - Budget principal - CFU2023			
		Dépenses	**Recettes**
C/012	charges de personnel	14 818 291,50 €	
C/013	remb. Sur remunerations		335 190,37 €
C/70846	convention mutualisation		1 745 034,07 €
C/70846	Autres mises à dispo		139 975,03 €
C/70841	remb. budget annexe		
	Total	**14 818 291,50 €**	**2 220 199,47 €**
	Charge nette	**12 598 092,03 €**	
	Montant par habitant (*)	**742,72 €**	

(*) population légale en vigueur au 01/01/N

3.2.1.2 LES OUTILS DE GESTION DE LA MASSE SALARIALE

Depuis 2018, la structure mutualisée s'est engagée dans une refonte de sa politique de ressources humaines qui a permis d'améliorer le suivi de la masse salariale des effectifs. Cinq outils ou dispositifs RH illustrent particulièrement cette volonté.

La réforme du règlement du temps de travail

Ce premier chantier RH, mené tout au long de l'année 2018, a permis d'aligner le temps de travail sur l'obligation légale (1607 heures annuelles pour un agent à temps complet, avec la possibilité de jours de sujétions). En parallèle, des règlements de services ont été mis en place pour cadrer les fonctionnements horaires, et donc in fine, les effectifs nécessaires pour le bon fonctionnement des services.

Par ailleurs, ce chantier a permis de clarifier les situations dans lesquelles les heures supplémentaires donnaient lieu à récupération et celles dans lesquelles elles donnaient lieu à paiement.

Le RIFSEEP

Il s'agit d'un second chantier RH, qui a été mené courant 2019. Il a permis d'harmoniser les régimes indemnitaires différents entre les quatre entités de la structure mutualisée.

En parallèle, un travail a été mené pour harmoniser le versement des NBI.

Le RIFSEEP est basé sur une logique d'emploi et non de grade ; ainsi, contrairement à l'ancien régime indemnitaire, les évolutions indemnitaires se font en fonction de l'évolution sur les métiers et non plus suite à des avancements de grades ou des promotions internes, ce qui entrainait un double gain pour les agents.

La révision effectuée en 2022 a eu pour objectif d'augmenter la part annuelle de l'IFSE (Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) pour l'ensemble des agents, et de revaloriser la part mensuelle d'IFSE pour les catégories sujettes aux régimes indemnitaires les moins élevés.

Les lignes directrices de gestion

Celles-ci ont pour vocation de clarifier les orientations stratégiques en matière de ressources humaines. Durant l'année 2021, un travail de fond a été mené pour définir les critères d'avancement de grade, et, toujours dans la logique d'emploi impulsé par le RIFSEEP, les grades minimum et maximum de chaque emploi de structure mutualisée.

Le tableau de gestion des postes permet de clarifier les possibilités de carrière au sein de la structure mutualisée et d'éviter les logiques inflationnistes d'avancement sans mobilité interne sur des postes ayant un plus haut niveau de technicité ou des responsabilités supplémentaires.

Les arbitrages de postes

Depuis début 2021, le suivi de la masse salariale fait l'objet d'un suivi renforcé par la DRH. Ainsi, dans le cadre du comité de direction, les renouvellements d'emplois permanents (mutation, retraite, fin de contrat sur emploi permanent…) font l'objet d'un examen pour vérifier le besoin et analyser si une évolution des postes est nécessaire. Lors de ces arbitrages (un tous les deux mois environ) sont également étudiés les demandes de créations de postes et d'accroissement temporaire d'activité.

Le suivi de la masse salariale

Un suivi mensuel de la masse salariale a été mis en place pour déterminer les marges de manœuvre et s'assurer que les renouvellements et les demandes supplémentaires de moyens humains se font dans le respect de la trajectoire financière prévue en matière de dépenses de personnel.
Une projection au 31 décembre est ainsi actualisée chaque mois en fonction des évènements RH « locaux » (impact financier des entrées et sorties de personnel par exemple) ou nationaux (dégel du point d'indice par exemple).

L'étude des effectifs

Des étude précises sur les effectifs sont effectuées régulièrement. Il s'agit de déterminer le niveau d'effectif pertinent au regard du niveau de service attendu. Des pistes sont étudiées en parallèle pour vérifier si des mouvements internes sont possibles sur certains créneaux, pour limiter le recours au personnel extérieur en cas de besoin de remplacement. A noter que cette étude s'accompagne d'un travail de déprécarisation des emplois, puisque la Mairie ne recourt désormais plus aux contrats horaires et travaille plutôt sur une logique d'équipe de remplacement avec des contrats au moins égaux au mi-temps.

3.2.2 LES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

(Charges à caractère général - hors impôts et taxes payés par la commune et enregistrés aux comptes 63)

Les achats et charges externes enregistrent en 2022 une progression assez importante, dans un contexte de rebond généralisé de l'inflation et plus particulièrement un renchérissement des énergies. En 2023, l'inflation se fait encore nettement ressentir.

Achats et charges externes (chapitre 011 hors comptes 63)

CA2019	CA2020	CA2021	CFU2022	CFU2023
2 941 625,88 €	2 995 339,45 €	2 964 662,17 €	4 054 762,24 €	4 223 378,22 €
Evolution / n-1	*1,83%*	*-1,02%*	*36,77%*	*4,16%*

Compte 60612 - energies, électricité (Chapitre 011)

CA2019	CA2020	CA2021	CFU2022	CFU2023
753 374,58 €	788 108,88 €	754 027,11 €	1 266 026,44 €	1 290 301,52 €
Evolution / n-1	*4,61%*	*-4,32%*	*67,90%*	*1,92%*

Toutefois, ces dépenses demeurent en deçà des moyennes observées ailleurs.

Achats et charges externes / Moyennes / € par habitant				
	Annonay	Moyennes		
		Département	Région	National
Exercice 2019	170 €	205 €	251 €	273 €
Exercice 2020	177 €	194 €	227 €	248 €
Exercice 2021	175 €	202 €	242 €	265 €
Exercice 2022	240 €	246 €	268 €	296 €
Exercice 2023	249 €	265 €	297 €	317 €

Source: DGFIP - gestion 2019 à 2023

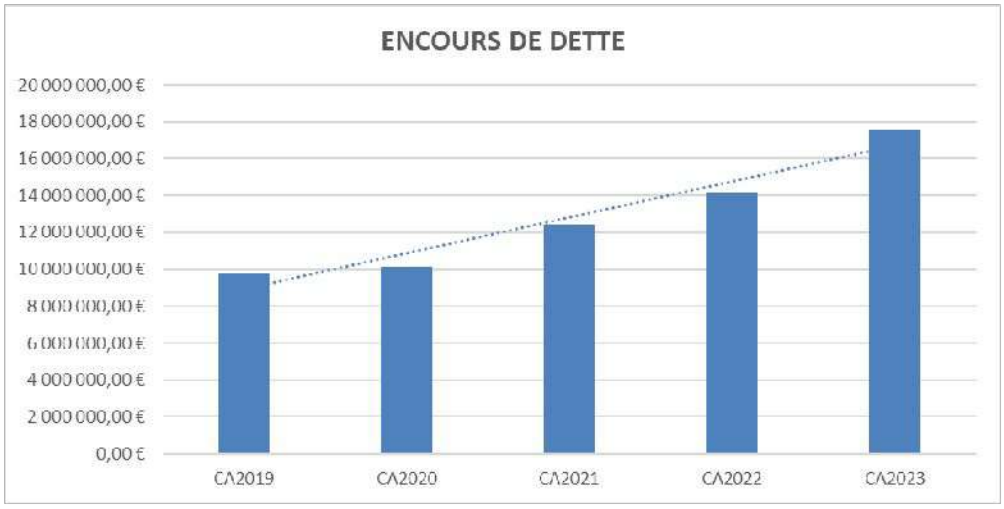
3.3 LA GESTION DE LA DETTE

3.3.1 ENCOURS DE LA DETTE EN VOLUME

Sur la période récente, l'encours de dette augmente en lien avec la mise en œuvre d'un programme d'investissement plus conséquent que par le passé.

En 2023, des emprunts ont été souscrits à hauteur de 4,5 M €, entraînant corrélativement une progression de l'encours de dette de l'ordre de 3,39 M € (compte tenu du capital remboursé par ailleurs).

ENCOURS DE LA DETTE	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
	9 819 553,12 €	10 157 990,67 €	12 456 318,28 €	14 168 980,84 €	17 561 620,76 €
Evolution / n-1		*338 437,55 €*	*2 298 327,61 €*	*1 712 662,56 €*	*3 392 639,92 €*



3.3.2 ENCOURS DE LA DETTE PAR HABITANT

En marge des variations de l'encours en volume, le ratio de l'encours de dette par habitant, calculé pour Annonay, demeure en 2023 inférieur à la moyenne départementale :

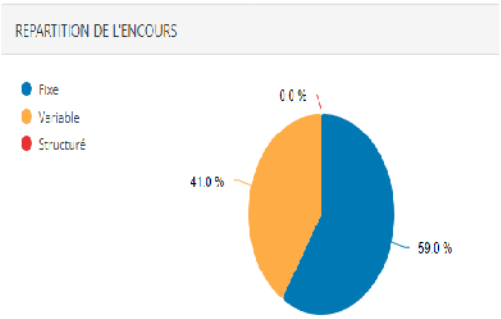
	Encours dette par habitant / moyennes au 31/12			
	Annonay	Départementale	Régionale	Nationale
Gestion 2019	567 €	1 566 €	766 €	839 €
Gestion 2020	599 €	1 632 €	792 €	830 €
Gestion 2021	737 €	1 659 €	789 €	803 €
Gestion 2022	837 €	1 568 €	735 €	790 €
Gestion 2023	1 035 €	1 562 €	774 €	791 €

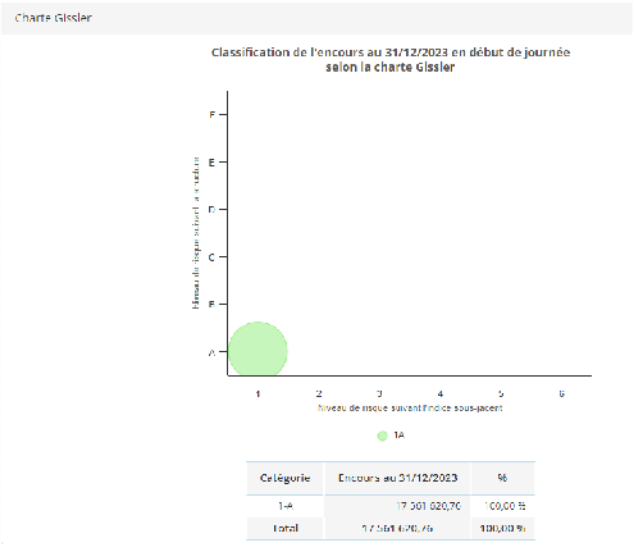
Source : DGFIP – gestion 2019 à 2023

3.3.3 STRUCTURE DE LA DETTE

L'encours de la dette est relativement sécurisé avec une prépondérance de taux fixe.
La totalité de l'encours se situe sur l'échelle 1A de la charte dite « GISSLER », strate qui présente le moins de risques (indices de la zone euro, taux fixes ou variables simples).

Structure de l'encours de dette au 31/12/N						
	Exercice 2021		Exercice 2022		Exercice 2023	
Taux fixes	10 861 666,69 €	**87%**	10 229 052,67 €	**72%**	11 335 576,88 €	**65%**
Taux variables	1 594 651,59 €	**13%**	3 939 928,17 €	**28%**	6 226 043,88 €	**35%**
Taux structurés	0,00 €	**0%**	0,00 €	**0%**	0,00 €	**0%**
Total	**12 456 318,28 €**		**14 168 980,84 €**		**17 561 620,76 €**	





Catégorie	Encours au 31/12/2023	%
1-A	17 561 620,76	100,00 %
Total	17 561 620,76	100,00 %

3.3.4 EVOLUTION DE L'ANNUITE (INTERETS ET CAPITAL)

Globalement, sur la période observée, l'annuité d'emprunt a suivi une trajectoire à la baisse jusqu'en 2020 ; stabilisée en 2021, elle progresse légèrement en 2022. Elle baisse nettement en 2023.

	Annuité de la dette				
	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
Intérêts	268 088,35 €	238 821,23 €	210 646,95 €	190 920,45 €	220 443,39 €
Capital	1 337 821,88 €	1 161 562,45 €	1 201 672,39 €	1 287 337,44 €	1 107 360,08 €
Annuité	**1 605 910,23 €**	**1 400 383,68 €**	**1 412 319,34 €**	**1 478 257,89 €**	**1 327 803,47 €**
Evolution / n-1		*-205 526,55 €*	*11 935,66 €*	*65 938,55 €*	*-150 454,42 €*

3.4 CAPACITE D'EPARGNE ET MARGES DE MANŒUVRE

Avertissement : Pour comparer des données comparables, l'exercice 2019 a été expurgé des flux financiers relatifs au provisionnement et au transfert des excédents de la régie de l'eau dont il est rappelé qu'ils sont techniquement neutres sur l'exercice 2019.

La capacité d'épargne

Sur la période observée (2019 à 2023), l'épargne enregistre des évolutions contrastées :

- Les exercices comptables 2019 à 2021 présentent des résultats assez favorables, même si l'exercice 2020 enregistre une première érosion de sa capacité d'épargne avec des charges budgétaires exceptionnelles pour faire face à la crise sanitaire (COVID-19).

- En 2021 on observe un rétablissement assez significatif de l'autofinancement.

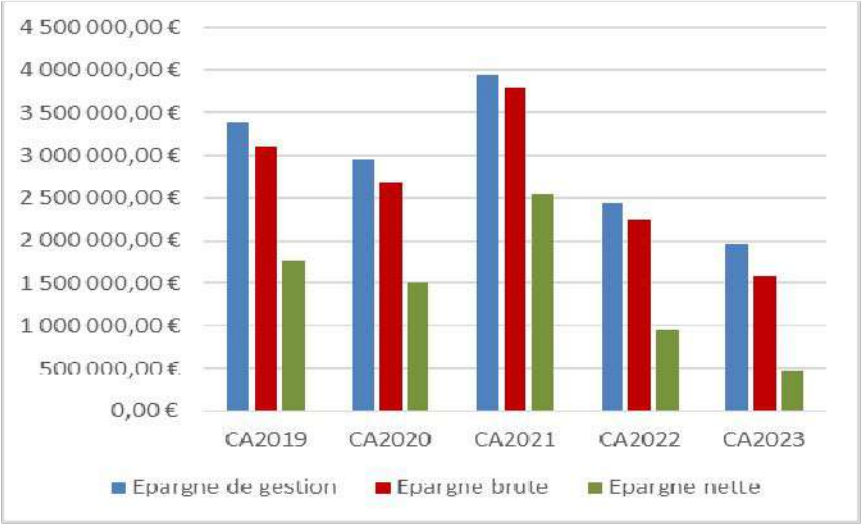
- L'exercice 2022 se caractérise, quant à lui, par un recul de la capacité d'épargne dû à un effet ciseau assez « rude » sur la section de fonctionnement dans un contexte de tensions inédites sur les finances locales (rebond de l'inflation, renchérissement des énergies, mesures salariales). L'épargne brute diminue ainsi en 2022 de 1 500 126,87 €, malgré la prise en compte du filet de sécurité alloué par l'Etat (comptabilisée en 2022 pour 882 000,00 €).

- L'exercice 2023 reste sous forte contrainte en lien notamment avec la disparition du filet de sécurité alloué par l'Etat et la poursuite des tensions sur les prix de l'énergie ainsi que le poids des mesures salariales décidées par l'Etat.

	DONNEES SYNTHETIQUES DE GESTION				
	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
Epargne de gestion	3 390 949,53 €	2 944 416,68 €	3 935 177,86 €	2 437 377,59 €	1 954 076,13 €
Epargne brute	3 095 467,63 €	2 673 415,77 €	3 783 167,46 €	2 238 040,59 €	1 584 396,41 €
Epargne nette	1 757 645,75 €	1 511 853,32 €	2 536 495,07 €	950 703,15 €	477 036,33 €

Taux d'épargne brute	14,12%	12,22%	16,28%	9,38%	6,59%
capacité de désendettement	3,17	3,80	3,33	6,33	11,08

Sur la période, l'épargne brute s'est dégradée de 1 511 071,22 € passant de 3 095 467.63 € au CA 2019 à 1 584 396,41 € au CFU 2023. En 2024, les efforts de gestion engagés en 2023 devraient donner lieu à une restauration significative de l'épargne brute, avec une augmentation de l'ordre de 25%.



Les ratios

Pour mémoire : les 2 ratios communément observés en matière de finances locales sont d'une part le taux d'épargne brute et d'autre part la capacité de désendettement.

Le fléchissement de la capacité d'épargne en 2022 se poursuit en 2023, dans le contexte qui a été rappelé. Le taux d'épargne brute se situe sous le seuil d'alerte à 6,59 %.

L'érosion du volume d'épargne brute avec parallèlement une augmentation de l'encours de dette, entraîne également une détérioration de la capacité de désendettement. Le ratio, à 11,08 ans, se rapproche désormais du premier niveau d'alerte (12 ans).

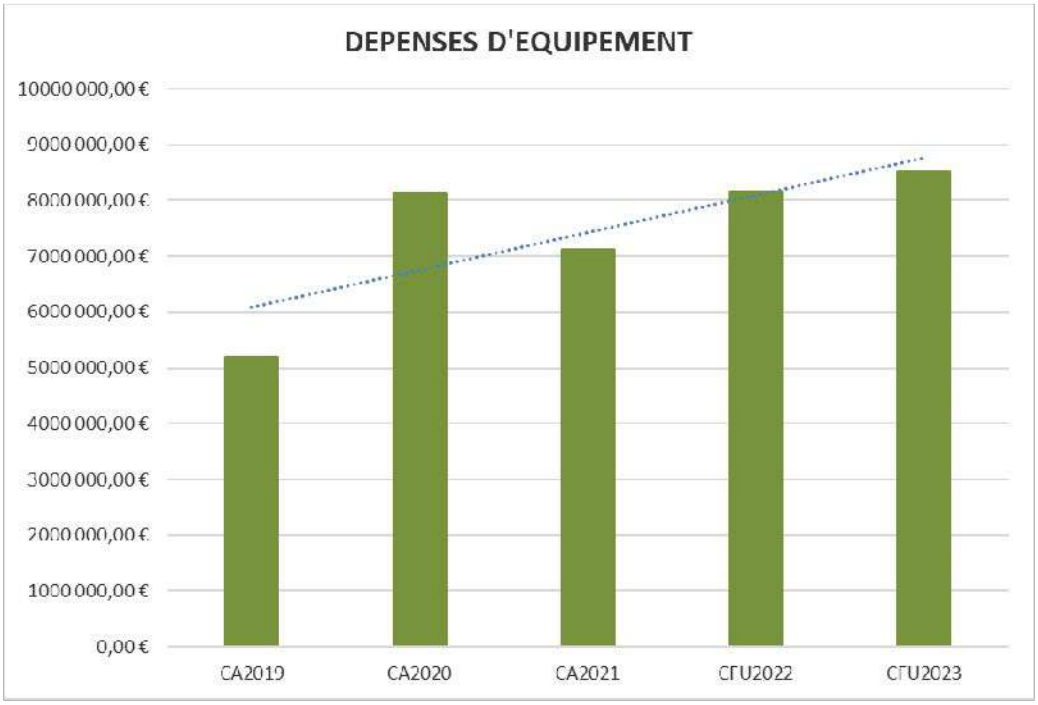
Entre les exercices 2019 à 2022, la Ville d'Annonay obtient un ratio de désendettement plus favorable que les moyennes observées au niveau départemental dans les collectivités de même strate. En 2023, la tendance s'inverse pour la première fois, en lien avec le contexte précité.

L'année 2024, avec les effets des choix de gestion opérés en 2023 (réduction des dépenses de fonctionnement, révision du programme d'investissement), devrait donner lieu à une amélioration notable des différents ratios financiers : amélioration des niveaux d'épargne brute et d'épargne nette, taux d'épargne brute (passage au-dessus de 8%), et de la capacité de désendettement (qui devrait atteindre un niveau de l'ordre de 9 ans).

3.5 L'EFFORT D'INVESTISSEMENT

En lien avec la mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissement, les dépenses d'équipement sont sur une trajectoire dynamique, avec des niveaux inédits atteints sur les 3 derniers exercices clos : 7,97 M € en moyenne annuelle sur la période 2020 – 2023.

Dépenses d'équipement (chapitres 20, 204, 21 et 23)	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023
	5 191 775,65 €	8 122 000,67 €	7 116 125,37 €	8 142 731,43 €	8 525 966,73 €



4. LES LIGNES DIRECTRICES DU PROJET DE BUDGET 2025

En préambule, il convient de préciser que la trajectoire financière décrite ici a été construite avant l'épisode cévenol et les inondations du 17 octobre 2024, et les importants dégâts auxquels la commune devra faire face dans les prochains mois. D'ores et déjà, cette catastrophe a entraîné des coûts non indemnisables sur l'année 2024, pleinement à charge de la collectivité (interventions techniques de nettoyage et de curage, mobilisation des équipes, dépenses en lien avec le matériel et la logistique, Protection civile), pour un montant de l'ordre de 200.000 euros.
L'état des dégâts, encore en cours d'établissement, devrait s'établir à un niveau de l'ordre de 5 millions d'euros, notamment sur les pans suivants (montants qui demeurent estimatifs) :

- Dégâts sur les voiries (avenue S.Veil, avenue de l'Europe et espaces attenants, centre-ville, passerelles, aires de jeux, mobilier urbain) : 2 millions d'euros ;
- Dégâts sur les berges, notamment en amont et en aval de la couverture de la Deûme : 2 millions d'euros ;
- Autres dégâts (patrimoine bâti, besoin de démolitions / réaménagements lourds, etc…) : de l'ordre de 1,5 million d'euros.

L'élaboration du projet de budget 2025 s'inscrira dans dans une double perspective :
- la poursuite de la stratégie financière établie en 2023, en vue de garantir une trajectoire financière robuste jusqu'à la fin du mandat, de nature à assurer la solvabilité financière de moyen et long termes de la collectivité ;
- la prise en compte des dégâts occasionnés par les inondations du 17 octobre 2024, sur la base des études actuellement diligentées auprès du CEREMA, et des compensations financières qui seront attribuées par les assurances, l'Etat (mécanisme de DESC et de complément annoncé par la DETR/DSIL 2025).

Dans un contexte de tensions inédites qui perdurent sur les finances locales en lien avec le contexte national de recherche de réduction des déficits publics, la trajectoire financière présentée se veut prudente sur les hypothèses retenues, mais aussi volontariste sur le rétablissement et la

consolidation des équilibres budgétaires après une période qui a vu les marges de manœuvre budgétaire se contracter de manière significative (cf. point 3.4 du présent rapport) même si l'exercice 2024 semble s'annoncer sous de meilleurs auspices en lien avec les efforts consentis afin de redresser l'épargne.

4.1 LA TRAJECTOIRE FINANCIERE PROJETEE JUSQU'A LA FIN DU MANDAT

La trajectoire financière a été projetée jusqu'à la fin du mandat vise à atteindre 4 objectifs principaux :

- ✓ La nécessité de rétablir progressivement le niveau du taux d'épargne brute
  - *Avec la mise en œuvre d'une politique d'économies sur la section de fonctionnement, le taux d'épargne brute devrait s'améliorer nettement dès 2024, et s'éloigner du 1er niveau d'alerte.*
  - *Ce rétablissement devrait se confirmer en 2025 pour atteindre en fin de période les 10%.*

- ✓ La révision du plan pluriannuel d'investissement, hors prise en compte des travaux nécessaires suite aux inondations du 17 octobre.

- ✓ Une limitation de l'encours de dette sous les 20 M € en 2027

- ✓ La préservation de la solvabilité de la commune
  - *La capacité de désendettement sera maintenue éloignée du premier seuil d'alerte (12 ans)*
  - *Ce ratio s'améliorera progressivement avec une projection à 7,6 ans en fin de mandat.*

	Estimation	Projection		
	CFU 2024	CFU 2025	CFU 2026	CFU 2027
Recettes de fonctionnement hors C775	23 871 979,00 €	24 202 766,89 €	24 683 046,68 €	25 177 749,66 €
Dépenses de fonctionnement	21 821 885,61 €	22 052 633,96 €	22 344 951,46 €	22 617 707,02 €
Dépenses d'équipement	7 100 000,00 €	8 068 000,00 €	5 578 000,00 €	2 972 000,00 €
Dette au 31/12/n	19 249 049,29 €	20 510 850,02 €	20 666 789,99 €	19 351 955,59 €
Epargne brute	2 050 093,39 €	2 150 132,93 €	2 338 095,22 €	2 560 042,64 €
Taux d'épargne brute	8,59%	8,88%	9,47%	10,17%
Capacité de désendettement	9,39	9,5	8,8	7,6

Il faut noter toutefois que les dépenses de fonctionnement pourraient être sujettes à évolution au regard des inondations du 17 octobre dernier et de la nécessité de faire face à des imprévus importants.

4.2 ORIENTATIONS EN MATIERE DE POLITIQUE FISCALE

Afin de préserver les recettes budgétaires et donc la capacité d'autofinancement, les taux d'imposition communaux seront maintenus à leur niveau actuel.

Afin d'améliorer le rendement de la fiscalité, en partenariat avec les services de l'Etat (DGFIP) la Commission Communale des Impôts Directs continuera à travailler à l'optimisation des bases fiscales.

4.3 ORIENTATIONS DANS LE DOMAINE DE LA MAITRISE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Principales données de cadrage des dépenses de fonctionnement

- Charges à caractère général (chapitre 011) :
    - La maîtrise des charges à caractère général constitue un impératif majeur dans le contexte inflationniste persistant que nous traversons.
    - Les crédits budgétaires 2025 seront dans la mesure du possible gelés au niveau des réalisations observées en 2023 ou 2024 selon les cas.
    - Certains postes de dépenses pourront être revus à la baisse de façon ciblée, en lien avec le redimensionnement de certains pans de l'action publique, et des points de rationalisation de l'organisation, démarche entamée en 2024.
    - Une attention toute particulière sera portée à la maîtrise des dépenses d'énergie, en mettant en œuvre le plan énergie.
- Charges de personnel (chapitre 012) : l'évolution des dépenses de personnel sera en premier lieu impacté par plusieurs facteurs qui devrait en limiter la dynamique : le pilotage resserré de l'évolution des effectifs en questionnant les dimensionnements de service et/ou l'opportunité des remplacements suite à des fins de contrat, des mutations ou des départs en retraite.
- Concours aux associations : le soutien aux associations est confirmé, avec une enveloppe globale qui sera cependant maintenue en valeur au niveau de 2024 (hors dispositif conventionnel prévoyant une revalorisation annuelle).
- Dotation au CCAS : la dotation d'équilibre sera évaluée au plus près des besoins.

4.4 ORIENTATIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT

Le programme d'investissement avait été actualisé en cohérence avec les objectifs de la trajectoire financière, préalablement aux inondations du 17 octobre 2024. Une partie des dégâts occasionnés seront absorbés sur un périmètre de dépenses d'investissement à ajuster sur 2025 ; pour les années suivantes, cela dépendra de la définition de la maîtrise d'ouvrage des travaux à conduire, et de leur niveau de financement (assurances, DESC, compléments DETR/DSIL).

Hors dépenses liées aux inondations, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) prévoit, sur la période 2025-2027, un volume d'investissement de 16,6 M€, soit une moyenne annuelle de l'ordre de 5,5 M€ de dépenses d'équipement mandatées, en léger retrait par rapport à ce qui a été observé ces dernières années.

La trajectoire prévoit un niveau de réalisation encore élevé en 2025 (8 M€), notamment dû aux dépenses d'ores et déjà engagées (rénovation de l'école des Cordeliers, solde PNRQAD), qui diminuera sur la fin du mandat avec 5,5 M€ en 2026 puis 2,97 M€ en 2027 afin de terminer les opérations déjà engagées.

Ce PPI s'articule autour de grands programmes thématiques :

PPI agrégé - rapport d'orientation budgétaire 2025 - 16/10/2025	2025	2026	2027
Acquisitions / études / subventions d'équipement	400 000 €	600 000 €	400 000 €
Rénovation - extension poste de police municipale	350 000 €		
Investissement courant dans les bâtiments	1 070 000 €	370 000 €	370 000 €
Opération de rénovation de l'école des Cordeliers	3 200 000 €	2 000 000 €	400 000 €
Quartier de Cance - espaces publics et ascenseur	440 000 €	280 000 €	
Opérations sur voirie et espaces publics	1 008 000 €	1 238 000 €	1 522 000 €
Rénovation éclairage public	70 000 €	70 000 €	240 000 €
Plan de végétalisation	150 000 €	150 000 €	150 000 €
PNRQAD	700 000 €	810 000 €	
Vidéoprotection / Sécurisation des bâtiments	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Autre	100 000 €	50 000 €	50 000 €
TOTAL	**7 498 000 €**	**5 578 000 €**	**3 142 000 €**

Les opérations intégrées dans cette programmation les plus significatives sont les suivantes :

- La rénovation de l'école des Cordeliers, pour un montant total estimé à 6,4 millions d'euros ;
- La finalisation de l'opération PNRQAD avec en particulier le rachat des tènements concernés à l'Epora, pour 1,5 million d'euros ;
- Des opérations de voiries et d'espace public pour 4,17 millions d'euros ;
- Des travaux de maintenance courants dans nos différents bâtiments pour 1,8 million d'euros.
- La reprise des espaces publics au quartier de Cance pour 720.000 euros.
- L'aménagement des locaux de la Police Municipale pour 350 000 € ;
- Le plan de végétalisation, pour 450 000 euros au total ;
- La fin du plan de rénovation de l'éclairage public, pour 240.000 euros en 2025 puis son entretien régulier à hauteur de 70 000 € par an ;

Compte tenu des évènements récents, le plan pluriannuel d'investissement sera revu dans les semaines à venir, afin de prendre en compte les travaux qui devront être réalisés pour remettre en état les voiries et bâtiments communaux touchés par les inondations mais également pour soutenir nos commerces et entreprises locaux durement touchés.

Ce programme requiert parallèlement un travail important de prospection des financements auprès de nos partenaires avec une projection de 6,5 M € de subventions d'investissement jusqu'à la fin du mandat). L'Etat et l'ensemble de nos collectivités partenaires seront également attendus sur des efforts de soutien exceptionnels en lien avec la catastrophe naturelle du 17 octobre 2024 subie par la ville. L'Etat sera notamment sollicité par le biais de la « dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par un évènement climatique ou géologique grave ».

HISTORIQUE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES SUR 2019-2023

ANNONAY - BUDGET PRINCIPAL
INVESTISSEMENT RECETTES - CHAPITRE 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

C/13 SUBVENTIONS	CA2019	CA2020	CA2021	CFU2022	CFU2023	Total
Etat (1)	1 356 232,11 €	1 313 430,22 €	925 300,59 €	1 219 694,70 €	1 079 130,44 €	**4 814 657,62 €**
Région	256 200,00 €	28 000,00 €	779 984,72 €	88 254,68 €	62 789,60 €	**1 152 439,40 €**
Département	414 267,00 €	245 412,00 €	165 676,39 €	331 114,00 €	102 500,00 €	**1 156 469,39 €**
Autres	54 306,69 €	6 584,98 €	24 186,74 €	73 787,30 €	177 226,00 €	**158 865,71 €**
Total	**2 081 005,80 €**	**1 593 427,20 €**	**1 895 148,44 €**	**1 712 850,68 €**	**1 421 646,04 €**	**7 282 432,12 €**

Source : comptes administratifs 2019 à 2021, compte financier unique 2022 à 2023

(1) y compris DETR, DSIL et amendes de police

Ce tableau montre le poids des différents financeurs dans l'investissement assumé par la commune en maîtrise d'ouvrage.
Les différences d'une année sur l'autre dans les niveaux d'encaissement correspondent aux demandes de soldes liées à des opérations finalisées.
Pour les investissements à venir, il est important de pouvoir compter sur des financements assurés par les différentes strates de collectivités, et par l'Etat. Les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur le fonds vert malgré la nécessité de favoriser les investissements en matière de transition écologique font redouter une baisse des soutiens de l'Etat.

4.5 ORIENTATIONS EN MATIERE D'ENDETTEMENT

La mise en œuvre du PPI s'accompagnera d'une mobilisation d'emprunts nouveaux de l'ordre de 4,3 M€ jusqu'à la fin du mandat (période 2025-2026).
Compte tenu du capital parallèlement remboursé chaque année, la trajectoire budgétaire prévoit un maintien de l'encours sous les 20 M€ en 2027.
L'objectif demeure de mobiliser chaque année des emprunts à hauteur de l'état d'avancement des programmes d'investissement et sur des conditions financières sécurisées (à minima emprunts classée 1A dans la charte « Gissler »).
La gestion de la dette demeure adossée au suivi attentif de la solvabilité de la commune et la projection financière fixe un objectif qui maintien la capacité de désendettement de la collectivité éloignée du seuil d'alerte.

4.6 SYNTHESE SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR LA PERIODE 2025 - 2027

- La trajectoire financière envisagée pour la fin du mandat vise à reconstituer des marges de manœuvre budgétaire qui ont été malmenées dans la période récente.

- Le choix de ne pas augmenter les taux d'imposition communaux requiert un pilotage serré des dépenses de fonctionnement dans un contexte tendu, avec une inflation encore soutenue.

- L'investissement reste soutenu, avec un PPI toutefois révisé, compatible avec la préservation des indicateurs de solvabilité financière de la commune. La fin des opérations engagées dans le mandat est intégrée à la prospective.

- Mais, lorsqu'une commune est touchée par une catastrophe naturelle, elle doit faire face à des défis financiers importants pour réparer les dégâts et reconstruire les infrastructures. L'imprévisible étant survenu le 17 octobre, il va falloir répondre maintenant à de nouvelles urgences afin notamment de réparer les dégâts subis par la commune.

Rapport finalisé le 13 novembre 2024

Annexe ROB.pdf

ETAT RECAPITULTATIF DES INDEMNITES PERCUES PAR LES ELUS MUNICIPAUX - VILLE D'ANNONAY

Elu	Indemnité brute annuelle 2023 mandat municipal	Indemnité brute annuelle 2023 mandat Annonay Rhone Agglo	Indemnité brute annuelle 2023 syndicat et autres	TOTAL
BAIBEN ASSIA	9 850,56			9 850,56
BARBATO STEPHANIE	9 850,56			9 850,56
BOURDIN MARYANNE	9 850,56	2920,08		12 770,64
CHAMPANET Bernard	0,00 €		3 900,00	3 900,00
CHAPEL CLEMENT	9 850,56			9 850,56
CHAUVIN FRANCOIS	4 175,76	9490,38		13 666,14
EVRARD ROMAIN	9 850,56			9 850,56
FRAYSSE JEREMY	9 850,56			9 850,56
GARDIER JUANITA	9 850,56			9 850,56
GONDRAND FREDERIC	4 175,76			4 175,76
GRENOT LOUISA	2 118,39			2 118,39
HENRY-BLANC MICHEL	2 794,20			2 794,20
HERNANDEZ GRACINDA	4 175,76			4 175,76
MAGAND DANIELLE	0,00 €	2920,08		2 920,08
MANTELIN EDITH	9 850,56			9 850,56
MARTINEZ ANTOINE	0,00 €	9490,38		9 490,38
MARTINS PEIXOTO LAURA	4 175,76			4 175,76
MICHALON CATHERINE	4 175,76			4 175,76
MOINE CATHERINE	4 175,76			4 175,76
PLENET SIMON	25 809,00	32851,32		58 660,32
SAIGNE PATRICK	9 850,56			9 850,56
SCHERER ANTOINETTE	0,00 €	2920,08	16622,88	19 542,96
SEVENIER MICHEL	4 175,76			4 175,76
UNLU LOKMAN	4 175,76			4 175,76

Reglement TT - MAJ 2025.pdf

REGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

VILLE D'ANNONAY ET CCAS

ANNONAY RHÔNE AGGLO ET CIAS

Document annexé aux délibérations du Conseil municipal du 19 juin 2025, du Conseil communautaire du 26 juin 2025, du Conseil d'administration du CIAS du 23 juin 2025 et du Conseil d'administration du CIAS du 30 juin 2025

SOMMAIRE

TITRE I – CHAMP D'APPLICATION

TITRE II – LES PRINCIPES GENERAUX

1 -Temps de travail effectif
3- Dispositions réglementaires relatives au temps de travail
3- Règlements de services
4- Journée de solidarité

TITRE III - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

5- Cycles de travail
6- Les plages horaires fixes et les plages horaires mobiles
7- Les heures supplémentaires et les heures complémentaires
8- Le temps partiel

TITRE IV - CONGES, RTT ET AUTORISATIONS D'ABSENCE

9 - Congés annuels
10- Congés ARTT
11- Congés pour sujétions
12- Bonification de congés pour fractionnement
13- Bonification de congés outre-mer
14- Congés d'ancienneté
15- Pose des congés
16- Report de congés en cas de maladie
17- Autorisations d'absences pour évènements familiaux et professionnels
18- Fermetures de service
19- Don de congés

TITRE V - COMPTE EPARGNE TEMPS

20- Ouverture du C.E.T.
21- Constitution et alimentation du C.E.T.
22- Modalités d'utilisation du C.E.T.
23- Clôture du C.E.T.

TITRE I- CHAMP D'APPLICATION

Le règlement du temps de travail concerne l'ensemble des agents titulaires et non titulaires de droit public et de droit privé de la Ville et du CCAS d'Annonay, d'Annonay Rhône Agglo et de son CIAS quels que soient leurs taux d'emploi, affectés à un emploi permanent ou en remplacement, à l'exception des personnels horaires qui bénéficient de l'indemnité de congés payés et des personnels vacataires.

Les règles du présent règlement s'appliquent sous réserve des dispositions plus favorables prévues par les statuts particuliers, pour les personnels de droit public, et par le Code du Travail ou les conventions collectives pour les personnels de droit privé.

Le présent règlement sera en vigueur à compter du 1er janvier 2019, hormis pour les personnels dont l'organisation du travail est calée sur l'année scolaire (service scolaire, service « en scènes », régie des transports). Pour ceux-ci, il entrera en vigueur au 1er septembre 2019.

TITRE II – LES PRINCIPES GENERAUX

1- Temps de travail effectif

Conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 :

- la durée de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
- La durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures pour les agents à temps complet et au prorata de la quotité de travail pour les agents à temps partiel et à temps non complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.
- Cette durée de 1 607h peut être diminuée au titre de sujétions particulières reconnues par la structure mutualisée.

Par dérogation à ce principe général, la durée de travail des assistants et professeurs d'enseignements artistiques est régi par le régime des obligations de service, et le temps de travail de ces personnels comprend le face à face pédagogique ainsi que les activités jugées comme accessoires nécessaires aux obligations de service.

Sont inclus dans le temps de travail pour les agents à 1607h :

- Le temps d'habillage et de déshabillage dans la limite de 15 minutes par jour,
- Le temps de préparation des animations lorsqu'il a lieu sur site,
- Les trajets entre deux lieux de travail lorsque ceux-ci ont lieu à l'intérieur du cycle habituel de travail,
- Le temps de formation professionnelle selon les modalités prévues au règlement de formation,
- Les autorisations d'absences, visites et examens médicaux liés à la médecine professionnelle,
- Les temps de pause, hors arrêt méridien, dans la limite de 20 minutes par jour, sous réserve que la réalisation de la pause se fasse par roulement sans affecter la continuité du service,
- L'entretien d'évaluation lorsqu'il n'a pas lieu sur le temps de travail habituel de l'agent.

Sont exclus du temps de travail :

- Les déplacements domicile travail,
- Les déplacements entre deux prises de services distinctes,
- L'arrêt méridien,
- Le temps de restauration sauf si celui-ci est prévu dans les missions de l'agent

2- Dispositions règlementaires relatives au temps de travail

Le décret du 25 août 2000 et la loi du 3 janvier 2001 précisent un certain nombre de règles en matière d'organisation du travail, désormais applicables aux collectivités locales :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives.
- Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche sauf pour assurer la continuité du service public, ne peut être inférieur à 35 heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures, sauf en cas de nécessité pour assurer la continuité du service (ces dérogations seront prévues par les règlements de service)
- Les agents bénéficient d'un repos minimal quotidien de 11 heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes

Sauf nécessités liées à la nature des missions du service imposant une présence particulière des agents, le temps de travail journalier est limité à 8h15 par jour pour un motif d'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Le temps de pause méridienne est de 30 minutes minimum, à prendre entre 12h et 14h, sauf organisation du service en journée continue. Elle peut être portée à une durée supérieure pour les besoins du service.

3- Règlements de service

Les règlements de services apportent les précisions nécessaires concernant des règles spécifiques liées au temps travail applicables à chaque service ou direction, et notamment :

- les règles spécifiques en matière de temps de travail pour adapter la présence des agents aux missions du service et aux fluctuations de ses activités, sur la base des horaires d'ouverture du service,
- dans le cadre de l'annualisation, les périodes de forte et faible activité, et pour chacune de ces périodes, les temps de travail quotidiens et hebdomadaires,
- les cycles de travail autorisés dans les services et l'organisation quotidienne ou hebdomadaire de ces cycles,
- La durée de pause méridienne en cas de besoin particulier du service

Ces règles ne peuvent être dérogatoires par rapport au règlement général sauf pour la durée journalière de travail (possibilité de prévoir une durée supérieure, afin d'assurer la continuité du service) et les modalités d'organisation quotidienne ou hebdomadaire des cycles de travail.

Les règles spécifiques définies dans les règlements de services ainsi que leurs modifications sont soumises pour avis au Comité Technique.

4- Journée de solidarité

La réalisation de la journée de solidarité est intégrée au temps de travail annuel cible de 1 607h, hors heures supplémentaires ou sujétions :

- elle est intégrée dans le temps de travail des agents annualisés.
- pour les agents non annualisés, sa réalisation induit la suppression d'une journée de RTT ou d'un jour de sujétion pour les agents ne disposant pas de jours RTT.

Le lundi de Pentecôte est un jour chômé ; les agents présents pour nécessité de service bénéficieront d'un repos compensateur selon les règles définies au sein du présent règlement.

TITRE III - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

5- Cycles de travail

Le cycle de travail est défini en concertation entre l'agent et son responsable hiérarchique en fonction des nécessités de service et selon les cycles autorisés par les règlements de service

Les cycles à 35h, 36h et 37h sont ouverts à l'ensemble des personnels non cadres, y compris les encadrants non-cadres (chefs d'équipes et leurs adjoints).
Pour les cadres encadrants (directeurs généraux, chefs de pôle, directeurs et directeurs adjoints, chefs de service et leurs adjoints) ainsi que pour les cadres non encadrants (chefs de projets, chargés de missions) les cycles possibles sont de 37h, 38h ou 39h.

Les agents réalisant des cycles de travail de 35h, 36h ou 37h par semaine peuvent l'organiser sur 5 jours ou sur 4,5 jours.

L'organisation sur 4.5 jours est possible selon une des deux modalités suivantes :
- Une demi-journée libérée par semaine (ex : le jeudi matin non travaillé)
- Une journée libérée par quinzaine (ex : un mardi sur deux non travaillé)

La demi-journée libérée en cas de cycle sur 4.5 jours, ou la journée libérée en cas de cycle sur 5 jours, est déterminée par la hiérarchie en fonction des besoins du service.

Des roulements entre agents peuvent être organisés afin de faire varier, de manière régulière, la demi-journée ou la journée libérée entre agents d'un même service, sans porter atteinte à la continuité du service.

Aucun cycle ne peut être inférieur à 4,5 jours, sauf nécessité liée à l'organisation du service.

6- Horaires d'ouverture, plages horaires fixes et plages horaires variables

Les horaires d'ouverture au public des services sont les suivantes : 9h-12h et 14h-17h

Les plages horaires fixes dans ces services (plages pendant lesquelles tous les agents sont simultanément présents sauf en cas de mission ou de formation) sont les suivantes : 9h à 12h et de 14h à 16h30

En dehors des plages horaires fixes, les agents peuvent organiser leur heure d'arrivée et de départ en concertation avec leur supérieur hiérarchique, dans la limite des plages horaires mobiles suivantes : de 8h à 9h, de 12h à 14h et de 16h30 à 18h

Les services ayant des horaires d'ouverture différents du fait de la nature de leurs activités définiront les plages horaires fixes et les plages horaires variables dans leurs règlements de service.

7- Heures supplémentaires et complémentaires

Tout temps de travail effectué au-delà du cycle de travail, sur demande préalable écrite de la hiérarchie, constitue, pour un agent à temps complet, une heure supplémentaire, et pour un agent à temps non complet, une heure complémentaire.

Le nombre d'heures supplémentaires est limité à 25 par mois. La réalisation des heures supplémentaires doit rester compatible avec les dispositions règlementaires notamment en matière de durée journalière du travail.

Le décompte des heures se fait à la ½ heure, en arrondissant au plus proche : ainsi, tout dépassement inférieur à 15 minutes ne donne pas lieu à récupération.

Les heures supplémentaires ou les heures complémentaires doivent être déclarées à la direction des relations humaines avant le 5 du mois suivant leur réalisation.

Aucune heure supplémentaire ou complémentaire n'est décomptée sur des journées ou demi-journées comptabilisées en forfait journée ou en forfait demi-journée (missions, formations…)

Pour les cadres (encadrants et non encadrants) des règles spécifiques s'appliquent. En effet ne seront considérées comme heures supplémentaires que :

- Les heures réalisées lors des jours habituellement non-travaillés (ex : samedi, dimanche) ;
- Les heures réalisées au titre de réunions se tenant en soirée, après 19h.

Les heures supplémentaires et les heures complémentaires sont, en priorité, récupérées sous forme de repos compensateur.
Le temps de récupération accordé est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués.
Les heures supplémentaires de nuit (effectuées entre 22h et 7h) ainsi que les heures supplémentaires effectuées un jour férié ou un dimanche sont majorées, pour les agents qui ne travaillent habituellement pas ce jour-là.

Type d'heures	Majoration	Récupération horaire	Cumul
Heures normales (hors nuit, jour férié, dimanche)	Aucune	1h effectuée = 1h récupérée	Les majorations ne se cumulent pas entre elles.
Heures de nuit (entre 22h et 7h du matin)	100%	1h effectuée = 2h récupérées	
Heures du dimanche et jours fériés (sauf travail habituel)	66%	1h effectuée = 1,5h récupérée	

Le paiement des heures supplémentaires et des heures complémentaires n'est possible que dans la limite de 15h par mois, et seulement en cas de mobilisation particulière du personnel à la demande de la direction générale.

Les heures supplémentaires ou complémentaires réalisées par les cadres ne peuvent donner lieu qu'à récupération.

8- Temps partiels

Le temps partiel est organisé selon un nombre de jours de travail hebdomadaires minimum :

- 2,5 jours pour le temps partiel à 50% ;
- 3 jours pour le temps partiel à 60% ;
- 3,5 jours pour le temps partiel à 70% ;
- 4 jours pour le temps partiel à 80% ;
- 4,5 jours pour le temps partiel à 90%.

Un agent à temps partiel peut opter pour un des cycles prévus par le règlement de son service comme cycle de référence. Il conserve ce cycle de travail lors de son retour à temps complet. S'il est à temps complet et opte pour un temps partiel, il doit également conserver le même cycle de travail.

Lorsque les nécessités de service ne permettent pas de répondre favorablement à l'ensemble des temps partiel sur autorisation, la priorité sera donnée aux motifs suivants :

- raisons médicales avec justificatif du médecin de prévention
- donner des soins à un proche
- élever un enfant de moins de 12 ans
- proximité de l'âge de départ en retraite

Tout refus de temps partiel sera précédé d'un entretien entre le supérieur hiérarchique n+1 et l'agent pour lui exposer les motifs du refus.

Dans la mesure où le temps partiel sur autorisation est accordé sous réserve des nécessités du service, tout changement d'emploi entraîne l'obligation de solliciter une nouvelle autorisation.

Sous réserve des nécessités de service et après accord de la hiérarchie, le temps partiel peut être organisé sur un cycle bi-hebdomadaire.

Les agents à temps partiel sont soumis aux mêmes dispositions que les agents à temps complet quant aux horaires et plages de travail telles qu'elles sont définies par le présent règlement ou par les règlements de service.

TITRE IV - CONGES, RTT ET AUTORISATIONS D'ABSENCE

9- Congés annuels

Tout agent en activité a droit, pour une année de services du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service, soit 25 jours pour un agent à temps complet travaillant sur 5 jours et 22,5 jours pour un agent à temps complet travaillant sur 4,5 jours.

Ces congés annuels sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.

Les congés de l'année N doivent être soldés au 31 mars de l'année N+1. Le report de congé est de 10 jours maximum.

10- Congés ARTT

Un temps de travail moyen supérieur à 35 heures donne droit à des jours supplémentaires au titre de l'aménagement et de récupération du temps de travail (ARTT), selon les modalités suivantes :

Organisation du cycle de travail	Nombre de jours ARTT
35h sur 4,5 jours ou 5 jours :	0 jour
36h sur 4,5 jours :	5,5 jours
36h sur 5 jours :	6 jours
37h sur 4,5 jours :	11 jours
37h sur 5 jours :	12 jours
38h sur 5 jours :	18 jours
39h sur 5 jours :	23 jours

Les absences au titre des congés pour raison de santé sur les jours ouvrés de l'année N-1 réduisent le nombre de jours de congés ARTT dans les proportions suivantes :

- Pour un agent à 39h, déduction d'un jour ARTT à partir de 10 jours d'absence
- Pour un agent à 38h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 13 jours d'absence
- Pour un agent à 37h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 19 jours d'absence
- Pour un agent à 36h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 38 jours d'absence

La réduction des jours d'ARTT s'effectue au terme de l'année civile de référence. Ainsi, la déduction sera opérée directement sur le droit à congés/ARTT de l'année N+1.

Ces congés sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.

11- Congés pour sujétions

Conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000, pour tenir compte des contraintes particulières, des jours de repos supplémentaires sont accordés pour les personnels exposés aux situations suivantes :

Sujétion	Définition	Nb jr / an
Travail régulier de nuit	Cycle de travail intégrant au moins 3 fois par semaine en moyenne, la période 22h – 5h du matin	6
Travail fractionné	Cycle de travail impliquant une coupure de l'activité en au moins 3 prises de service sur une même journée, pour une moyenne d'au moins 3 journées par semaine	5

Travail régulier le samedi	Cycle de travail impliquant entre 5 et 10 samedi travaillés dans l'année	1
	Cycle de travail impliquant entre 10 et 15 samedi travaillés dans l'année	2
	Cycle de travail impliquant au moins 16 samedis travaillés dans l'année	3
Travail régulier le dimanche ou jours fériés	Cycle de travail impliquant entre 5 et 10 dimanche ou jour férié travaillés dans l'année	2
	Cycle de travail impliquant entre 10 et 15 dimanche ou jour férié travaillés dans l'année	3
	Cycle de travail impliquant au moins 16 dimanches travaillés dans l'année	4
Travail annualisé	Organisation du travail ne permettant pas aux agents de poser librement leurs congés et ne leur permettant pas de ce fait de bénéficier de la bonification pour fractionnement	2
Travail horaires décalés	Cycle de travail impliquant, tout au long de l'année, une prise de poste avant 6h59 ou une fin de service après 19h01 plus de 3 fois par semaine.	2
Amplitude journalière importante	Amplitude journalière de travail supérieure à 9h sur au moins la moitié des journées de travail de la semaine	3
Environnement particulier du poste de travail	Soit travail majoritairement debout, soit travail majoritairement posté, soit travail majoritairement sur écran, soit travail majoritairement en environnement bruyant (lorsque deux critères coexistent un seul peut être pris en compte au titre des sujétions)	4

Sont concernés l'ensemble du personnel à l'exclusion des cadres encadrants (chefs de pôles, directeurs et leurs adjoints, chefs de services et leurs adjoints)

Ces congés sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.
La sujétion pour travail régulier de nuit est également calculée au prorata si un agent à temps complet effectue moins de 3 nuits par semaine en moyenne.

Par ailleurs, lorsque, en raison des missions du service, l'organisation du travail varie selon plusieurs périodes annuelles, le nombre de jours de sujétions horaires attribués aux agents est attribué au prorata de la durée de chaque période.

Enfin, les périodes d'astreintes ne donnent pas lieu à sujétion (travail de nuit, du samedi ou du dimanche) mais au système de compensation horaire ou indemnitaire prévu par la loi.

-

12- Bonification de congés pour fractionnement

Les agents bénéficient d'un droit à congés supplémentaires s'ils échelonnent leurs congés au cours de l'année.

Cette bonification est de :

- une journée supplémentaire de congé pour 5 à 7 jours de congés annuels pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre,
- deux journées supplémentaires pour 8 jours et plus, pris en dehors de cette période.

Pour le calcul de cette bonification, l'ensemble des congés annuels sont pris en compte à l'exception des jours de congés pris au titre du C.E.T ainsi que les jours ARTT.

13- Bonification pour congés outre-mer

En application de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée les fonctionnaires territoriaux, originaires des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et qui exercent leurs fonctions en métropole, bénéficient d'un

régime de congés annuels particulier, aligné sur celui dont bénéficient, dans cette circonstance, les fonctionnaires de l'Etat.

Le congé bonifié permet aux fonctionnaires concernés de bénéficier de la prise en charge des frais de voyage entre la métropole et le département d'outre-mer dont ils sont originaires.

Ils profitent aussi d'une indemnité de cherté de la vie pendant la durée du congé. Cette indemnité correspondant à la majoration de traitement des agents en service dans les départements d'outre-mer doit être proratisée en cas de congé de maladie de l'agent

Enfin, le congé bonifié permet aux fonctionnaires de bénéficier d'une majoration de la durée du congé annuel pour une durée maximale de 30 jours consécutifs au congé annuel, sous réserve des nécessités de service.

Les 30 jours accordés au maximum au titre du congé bonifié doivent obligatoirement intervenir à la suite des congés annuels.

Le « congé annuel » de l'année où l'agent prend son congé bonifié ne peut être fractionné. La durée totale du congé bonifié est donc de 65 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés inclus). Les délais de route sont inclus dans la durée du congé bonifié.

14- Congés locaux pour ancienneté : dispositif transitoire d'extinction progressive

Les droits acquis au titre des congés d'ancienneté, antérieurement au 31 décembre 2018, sont amenés à s'éteindre progressivement à raison de 1 jour par an.

Les droits à ancienneté cessent de s'accumuler à compter du 31 décembre 2018.

15- Pose des congés

Les congés sont octroyés par la hiérarchie en fonction du niveau de présence nécessaire pour assurer la continuité du service et en tenant compte des périodes de fortes et de faible activité.

Pour garantir la continuité du service, les conditions ci-après doivent être respectées :

- les jours de repos sont à prendre à la journée ou à la demi-journée ;
- la poste de congés ne peut conduire à une absence du service plus de 31 jours consécutifs, hors utilisation du compte épargne temps ;
- du 1er juin au 30 septembre, au moins deux semaines de jours de repos (congés annuels ou RTT) doivent être posées.

16- Report de congés en cas de maladie

Les absences pour raison de santé sont assimilées à du travail effectif pour le calcul des droits à congés annuels, hors ARTT, et ouvrent donc des droits à congés annuels.

Ainsi, conformément à la circulaire n° NOR COTB1117639C du 8 juillet 2011, le report du congé annuel restant dû au titre de l'année écoulée est accordé à l'agent qui, du fait d'un congé maladie, n'a pas pu prendre tout ou partie dudit congé au terme de l'année de référence.
Exemple : agent en congé longue maladie du 01/03/2019 au 28/02/2020 : report des congés non pris en 2019 sur l'année 2020. Ce report est limité à l'année civile suivante le droit à congés.

Par ailleurs, la finalité du congé annuel est de permettre au salarié de se reposer et de disposer d'une période de repos et de loisirs.

Ainsi, lorsqu'un agent est malade au cours de sa période de congés, il peut bénéficier, à sa demande, du report de la fraction de congés correspondant à la période de maladie. Ce report est conditionné à la production d'un certificat médical.

La fraction reportée ne peut être accolé au congé initial qu'après accord du supérieur hiérarchique. Elle ne peut être reportée au delà du 31 mars de l'année N+1.

17- Autorisations d'absences pour évènements familiaux et professionnels

Ces autorisations d'absence sont assimilées à du temps de travail. Cependant, à défaut de justificatif, l'absence sera décomptée du droit à congés de l'agent. Ces congés ne sont pas fractionnables et doivent être pris au moment de l'événement.

Il ne s'agit pas d'un droit à congé supplémentaire mais d'une autorisation d'absence qui peut être accordée sous réserve des nécessités de service par le supérieur hiérarchique.

La liste des autorisations d'absences figure en annexe du présent règlement.

18- Fermetures de service

Sur décision de l'autorité territoriale et après avis du comité technique, la fermeture d'un ou plusieurs services peut être décidée par l'autorité territoriale, notamment au moment des ponts. Les agents concernés sont alors placés d'office en congés, et les jours ainsi posés sont déduits de leur droit à congés annuels.

La direction générale peut également décider de fermetures en cas d'intempéries qui ne s'imputent pas sur les jours de congés.
Toutefois si le service reste ouvert mais que l'agent n'effectue pas tout ou partie de son service, il doit imputer son absence sur un congé, une récupération d'heures supplémentaire ou un jour de RTT ; à défaut il sera procédé à une déduction de salaire pour service non fait.

Sur décision de la direction générale, le service peut être fermé lorsqu'un agent du service est décédé, pour permettre à ses collègues d'assister aux obsèques. La direction indique l'heure de fin et l'heure de reprise du travail.

19- Don de congés

Conformément aux décrets n°2015-580 du 28 mai 2015 et n° 2018-874 du 9 octobre 2018, un agent public (fonctionnaire, titulaire, contractuel de droit public) peut renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, même s'ils sont placés sur un compte épargne temps, au bénéfice d'un autre agent public de sa collectivité :

- qui assure la charge d'un enfant atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.
- qui vient en aide à un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap,

Les jours pouvant faire l'objet d'un don sont les jours de RTT et les jours de congés annuels.
En revanche les jours de repos compensateur et les jours de congés bonifiés ne peuvent pas faire l'objet d'un don.
La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée à quatre-vingt-dix jours par enfant et par année civile. Le don est fait sous forme de jours entiers quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie.

Le reliquat de jours donnés qui n'ont pas été consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile est restitué à l'autorité territoriale. Les jours non utilisés sont placés sur un compte d'attente qui viendra alimenter la demande de don suivant.

Dans le cadre de la structure mutualisée, le don de congés possibles pour les enfants (sans limite d'âge) et pour le conjoint ou partenaire atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

TITRE V - COMPTE EPARGNE TEMPS

20- Ouverture de Compte Epargne Temps (C.E.T.)

Les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies pour que l'agent puisse demander l'ouverture de son C.E.T. :

- L'agent doit être titulaire ou non titulaire de droit public à temps complet ou à temps non complet sur emploi permanent.
- L'agent doit être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

Toutefois sont exclus du dispositif

- Les agents titulaires ou non titulaires de droit public relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, des assistants et assistants spécialisés d'enseignement artistique.
- Les fonctionnaires stagiaires.
- Les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année.
- Les bénéficiaires d'un contrat de droit privé.

L'ouverture d'un C.E.T. se fait à la demande expresse de l'agent concerné via un formulaire type. La demande d'ouverture du C.E.T. n'a pas à être motivée. La demande d'ouverture du C.E.T. peut être formulée à tout moment de l'année. L'ouverture du C.E.T. ne peut être refusée que si le demandeur ne remplit pas l'une des conditions cumulatives rappelées ci-dessus.

21- La constitution et l'alimentation du compte épargne temps

Le C.E.T. peut être alimenté par le report de congés ou d'ARTT dans la limite des droits acquis entre le 1er janvier et le 31 décembre et non utilisés au 31 mars de l'année suivante, sans que le nombre de jours de congés consommés dans l'année puisse être inférieur à 20 jours.

Les congés non utilisés qui ne seraient pas versés dans un C.E.T. passé le délai du 31 mars ne peuvent plus être utilisés et seront perdus.

En revanche le C.E.T. ne peut pas être alimenté par :

- Les jours de fractionnement ;
- Les jours de sujétion ;
- Les repos compensateurs à prendre en contrepartie des heures supplémentaires validées par la hiérarchie ;
- Les autorisations d'absence.

Le nombre total des jours maintenus sur le C.E.T. ne peut pas excéder 60 jours. Les jours non utilisés au-delà de ce plafond, ne pouvant pas être maintenus sur le C.E.T., sont définitivement perdus. La durée de validité du C.E.T. est illimitée.

Comme son ouverture, l'alimentation du C.E.T. relève de la seule décision de l'agent titulaire du compte. Elle fait l'objet d'une demande expresse et individuelle de l'agent titulaire du C.E.T. avant le 31 mars de l'année au vu des congés non consommés sur l'année civile n-1.
Cette demande précise le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

22- Les modalités d'utilisation du C.E.T.

Le délai de prévenance pour exercer des droits à congés épargnés est égal à :

- 48 heures pour 1 jour d'absence
- 1 semaine pour 1 à 4 semaines d'absence
- 2 semaines pour plus de 4 semaines d'absence

Le refus opposé à la demande d'utilisation du C.E.T. doit être motivé. Il ne peut être justifié que pour un motif d'incompatibilité avec les nécessités du service.

L'agent peut formuler un recours devant l'autorité territoriale qui, dans le cas des fonctionnaires, statue après consultation de la commission administrative paritaire.

23- Clôture du C.E.T.

Un C.E.T. reste ouvert jusqu'au départ de son titulaire de la collectivité. L'agent cessant définitivement ses fonctions devra solder le crédit restant à son compte et ne fera pas l'objet de compensation financière.

Toutefois, en cas de mutation, les congés épargnés sont conservés et pourront être utilisés dans la collectivité ou l'établissement d'accueil après transfert des droits. L'agent conserve donc ses droits acquis au titre du C.E.T.

Les agents mis à disposition ou détachés peuvent utiliser leur C.E.T. avec l'autorisation de la collectivité d'origine et de la collectivité d'accueil.

Un agent en disponibilité ou en congé parental peut utiliser son C.E.T. avec l'autorisation de la collectivité d'origine.

En cas de décès d'un titulaire du C.E.T., les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit suivant la réglementation en vigueur

Cette indemnisation est versée en seule fois, quel que soit le nombre de jours en cause.

ANNEXE AUTORISATIONS D'ABSENCES

Observations :

Les jours de repos hebdomadaires ou le samedi sont considérés comme jours ouvrables.

Les événements survenant pendant les congés des agents ne donnent pas lieu à récupération.

Pour le personnel auxiliaire qui travaille au moment de l'événement, la règle s'applique en jours calendaires, il est rémunéré sur la base des heures qui seraient normalement effectuées.

OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Naissance		A prendre dans la quinzaine de l'événement
Naissance ou adoption d'un enfant	3 jours ouvrables	
Naissance d'un petit enfant	1 jour	
Mariage		Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative Autorisation non cumulable en cas d'un mariage et de PACS avec la même personne Le cumul entre l'autorisation pour le PACS puis pour le mariage avec la même personne est possible avec un délai minimum de 5 ans entre les deux évènements
Agent (mariage/PACS)	10 jours consécutifs	
Mariage enfant ou enfant concubin, petit enfant, pupille de l'agent	3 jours consécutifs	
Frère, sœur, père, mère		
Grand parent, belle mère, beau père, beau frère, belle sœur, nièce, neveu, cousin germain	1 jour	
Décès		Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative
Conjoint ou partenaire, enfant ou enfant partenaire,	5 jours consécutifs	
Enfant ou enfant partenaire	5 jours consécutifs	
Pupille, petit enfant ou petit enfant partenaire, père, mère, frère, sœur, belle mère, beau père	3 jours consécutifs	
Grand parent, oncle, tante, neveu, nièce, beau frère, belle sœur, cousin germain ou ceux du partenaire	1 jour	
Rentrée scolaire	Autorisation d'une heure d'absence	Facilité accordée jusqu'à l'admission en classe de 6ème, sous réserve des nécessités de service
Don du sang	½ journée si don volontaire 1 jour pour le don de plaquette	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative Autorisation limitée à 4 fois par an sauf appel d'urgence du centre de transfusion sanguine
Maladie conjoint, père, mère		Autorisation accordée sur présentation d'un certificat indiquant la présence indispensable de l'agent auprès de la personne malade
Maladie très grave conjoint ou partenaire	6 jours maximum dans l'année	
Maladie très grave d'un parent	3 jours maximum dans l'année	
Préparation concours et examens	2 jours par an	Dans la semaine qui précède les épreuves plus le jour du concours. Les horaires y ont droit mais ne sont pas rémunérés ces jours là.

Absences en matière d'hygiène et de sécurité		Pour les examens médicaux des agents soumis à des risques professionnels particuliers, en plus de l'examen annuel obligatoire. - Pour les examens complémentaires demandés par le Médecin du Travail. - Pour la surveillance médicale particulière à l'égard des agents handicapés, femmes enceintes et agents dont les conditions de travail comportent des risques spécifiques.
Garde d'Enfant (jusqu'à 18 ans)		Dans tous les cas fournir un certificat médical indiquant la présence indispensable auprès de l'enfant. Les autorisations d'absence sont accordées : sous réserve des nécessités de service, pour un nombre de jours par famille quel que soit le nombre d'enfants, par année civile sans report possible, sans limite d'âge pour les enfants handicapés ou atteints d'une affection longue durée. Si les deux parents travaillent dans la collectivité, les autorisations d'absence dont ils bénéficient (6 jours dans l'année chacun) peuvent être réparties entre eux, à leur convenance, en fonction de leur quotité de temps de travail et sous réserve de l'accord des deux chefs de service concernés. Si l'agent doit poser la totalité des autorisations en une fois, la durée totale est portée à 15 jours consécutifs lorsqu'un seul parent en bénéficie et à 8 jours consécutifs lorsque les deux parents sont susceptibles d'y prétendre. Le nombre de jours est proratisé pour les agents à temps partiels et les agents à temps non complet. Les autorisations ne peuvent être utilisées pour une consultation médicale prévue à l'avance En cas de dépassement du nombre de jours d'absence autorisé, celui-ci est imputé sur les congés annuels de l'année en cours ou de l'année suivante.
Pour agents travaillant à temps plein Agents dont le conjoint ne travaille pas et ne recherche pas d'emploi (femme ou homme au foyer).	6 jours par an	
Agents à temps partiel ou à temps non complet	6 fois la quotité de temps de travail arrondi à l'entier le plus proche ou supérieur si =0.5	
Agents assumant seul la charge de l'enfant ainsi que l'agent dont le conjoint est au chômage ou ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence rémunérée (certificat employeur le prouvant).	12 jours par an	
Maladie très grave de l'enfant au-delà de 18 ans (nécessitant la présence indispensable de l'agent)	3 jours dans l'année	Quel que soit l'âge de l'enfant en fournissant un certificat médical indiquant la présence indispensable de l'agent
Aménagement d'horaire maternité	Une heure maximale par jour,	A partir du 3eme mois de grossesse selon les nécessités de service
Examens prénataux obligatoires	Ne peut excéder la ½ journée	
Séances préparatoires à l'accouchement	Ne peut excéder la durée de la séance	Avis médical préalable si la séance ne peut se dérouler hors du temps de travail.

Autorisation d'absence pour allaitement	1h par jour, à prendre en 2 fois	Absence possible si le lieu ou se trouve l'enfant (crèche, domicile de l'assistante maternelle,…) se trouve à proximité du lieu de travail. Possibilité d'utiliser cette absence pour tirer le lait sur le lieu de travail si les conditions matérielles sont réunies.
Congé de paternité et d'accueil	**11 jours** consécutifs après la naissance de l'enfant à prendre en une seule fois. **18 jours** consécutifs en cas de naissance multiple à prendre en une seule fois	A prendre dans les 4 mois suivants la naissance de l'enfant et doit débuter avant l'expiration de ce délai. Report possible en cas d'hospitalisation de l'enfant ou de décès de la mère. L'agent doit prévenir l'employeur au moins un mois avant la date à laquelle il entend prendre son congé.
Participation aux organismes statutaires		Sur présentation d'une convocation, participation aux instances du CSFPT, CT, CAP, CHSCT, CNFPT. Peuvent se cumuler avec d'autres ASA à un autre titre.
Participation aux organismes mutualistes		Participation aux séances du CA ou d'une commission d'une mutuelle, union ou fédération dont l'agent est membre. Même conditions que les organismes statutaires
Participation aux organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales		ASA non récupérables accordées aux agents électeurs, assesseurs ou délégués en bureau de vote, membre d'un CA.
Absences liées aux mandats électifs - Candidats à une fonction publique élective (Autorisations possibles avec maintien du traitement) : **Agent titulaire de mandats locaux :**	20 jours 10 jours	Pour les présidentielles, législatives, sénatoriales et européennes. Pour les élections locales. Au-delà de ces jours d'autorisation, imputation sur les congés annuels sans pouvoir être assimilé à du fractionnement. Si l'agent est candidat à plusieurs élections le même jour, une seule absence est accordée. L'autorisation d'absence est de plein droit pour les séances plénières des assemblées locales et réunions des commissions et bureaux dont ils sont membres. Pour les crédits d'heures, renvoi aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales

-

Plan de formation 2025.pdf

POINT N°1 : AVIS SOUMIS A DELIBERATION

PLAN DE FORMATION 2025

Dossier soumis au CST Ville / CCAS et au CST Agglo / CIAS

Annexe 1 : répartition enveloppes budgétaires Ville et Agglo

I/ Contexte

Le plan de formation est l'outil qui permet de formaliser les besoins de formation des agents de la structure mutualisé pour l'année en cours.

Le CNFPT reste un acteur incontournable en matière de formation des agents des collectivités territoriales. Cet établissement intervient en matière de formation selon deux modalités :

- Par des formations « inter », organisées sur les antennes du CNFPT, qui regroupent des agents de différentes collectivités
- Par des formations en « intra » ou en « union ». Dans ce cas, le CNFPT finance des formations sur sites en prenant en charge le formateur, selon un programme déterminé en amont. En « intra », l'intervention se fait sur une seule entité publique (une commune par exemple ; la structure mutualisée est cependant considérée comme telle compte tenu de la mutualisation des services) ; en « union » cette intervention se fait au bénéfice de plusieurs communes.

Depuis le 1er janvier 2023, une antenne du CNFPT propre au département de l'Ardèche a été créée à Aubenas. Celle-ci permet d'avoir un interlocuteur plus proche de nos besoins de formations.

En parallèle, la structure mutualisée poursuit son effort de financement de la formation hors CNFPT. Ainsi, cette année, les montants des budgets de formations pour la Ville d'Annonay et Annonay Rhône Agglo ont été reconduit malgré le contexte de restriction financière :

- Une enveloppe de 55.000 € a été allouée pour la Ville d'Annonay
- Une enveloppe de 30.000 € a été budgétée pour Annonay Rhône Agglo

On peut également rappeler que les formations internes sont nombreuses, notamment en matière de santé au travail, grâce à l'implication des conseillers de préventions sur différentes thématiques : SST, PRAP, sécurité incendie.

Enfin, la volonté est désormais d'inscrire la formation dans une logique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le plan égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a montré en effet la difficulté d'accès des femmes à la formation, principalement du fait de leur difficulté à se déplacer sur des lieux de formations éloignées.

L'objectif est donc de leur bénéficier des formations « intra » ou de financer des formations sur site via les budgets de formation.

II/ Bilan de formation 2024

Axe hygiène et sécurité : 527 jours agents, 113 journées de formation

Formation règlementaire obligatoires : 66 agents, 11,5 jours

- Recyclage PEMP Nacelle 1B : 10 agents, 1 jour
- Initiale PEMP Nacelle 1B : 3 agents, 1 jour
- Initiale Engins de chantier Cat F (merlot) : 3 agents, 1 jour
- Recyclage Engins de chantier Cat F (merlot) : 8 agents, 1 jour
- Habilitation électrique BE/BS initiale (formation intra et union CNFPT) : 32 agents, 6 jours
- Recyclage Habilitation électrique initiale BE/BS (formations intra CNFPT) : 10 agents, 1.5 jour

Permis remorque B96 : 1 agent, 1 jour

Formation « Technicien compétent en montage de chapiteaux » : 10 agents, 2 jours

Formation Grimpeur Sauveteur dans les arbres : 3 agents, 3 jours

Recyclage formation de formateur SST : 2 agents, 6 jours

Formation initiale de formateur SST : 1 agent, 8 jours

Formation sécurité, formation continue et recyclage BNSSA pour les agents de la piscine : 19 agents, 7 jours

FCO Police Municipale + Formation obligatoire d'entrainements aux maniements des armes : 10 agents, 24 jours

Formation interne : 315 agents, 36.5 jours

- PRAP initiale : 18 agents, 4 jours
- Recyclage PRAP : 14 agents, 2 jours
- SST initiale : 44 agents, 10 jours
- SST recyclage : 98 agents, 9 jours
- Culture de la prévention : 20 agents, 2 jours
- Sensibilisation risque chimique : 22 agents, 2 jours
- Viabilité hivernale : 6 agents, 4 jours
- Sécurité incendie : 93 agents, 3.5 jours

Formation de secouriste premiers secours en santé mentale : 24 agents, 4 jours

Formation initiale Assistants de préventions : 6 agents, 5 jours

Hygiène alimentaire HACCP recyclage et initiale : 70 agents, 5 jours

Axe métiers : 198 agents, 132 jours de formations

Métiers / logiciels : 41 agents, 9 jours de formation

- Service ADS perfectionnement utilisation cart@ds : 30 agents, 5 jours
- Formation logiciel Imuse CRC : 4 agents, 1 jour
- Election : 1 agents, 1 jour
- Finances : 6 agents, 2 jours

Métiers / postes de travail : 157 agents, 123 jours de formations

- Formation gestion des eaux pluviales : 1 agent, 2 jours
- Formation pour les agents de la bibliothèque : 2 agents, 4 jours
- Handicap en établissement d'enseignement artistique CRC : 1 agent, 2 jours
- Formation accompagnement projet d'établissement CRC : 15 agents, 6 jours
- Système hydraulique garage : 1 agent, 5 jours
- Formations service habitat : 3 agents, 9 jours
- Formation écoconduite : 3 agents, 1 jour
- Le langage dans la relation enfants/ATSEM : 15 agents, 2 jours
- Formation prise de parole en public : 14 agents, 2 jours
- Formation « L'utilisation, la plantation et l'entretien des plantes vivaces » : 15 agents, 3 jours
- Formation La communication et les relations professionnelles : 30 agents, 4 jours
- Formation la maitrise du temps, une dimension essentielle de son organisation : 17 agents, 2 jours
- Formations catalogue CNFPT métiers : 40 agents, 80 jours

Axe management : 180 agents, 34 jours de formation

- La prévention et la régulation des conflits (formation intra CNFPT 5 groupes) : 69 agents, 10 jours
- Le renforcement de son leadership (formation intra CNFPT 3 groupes) : 44 agents, 6 jours
- L'anticipation et la gestion des situations conflits (formation intra CNFPT 2 groupes) : 20 agents, 4 jours
- L'animation de réunion d'équipe ou de service (formation intra CNFPT 2 groupes) : 27 agents, 4 jours
- Formations catalogue CNFPT management : 20 jours, 10 agents

Axe bien-être au travail : 11 agents, 2 jours

- Formation intra CNFPT : Anticiper le prochain chapitre de sa vie, préparation à la retraite : 11 agents, 2 jours

Axe CPF :

- FIMO Transport de voyageur : 1 agent, 10 jours
- VAE Aide-soignante : 1 agent, 1 an
- VAE Musicien intervenant, 1 agent, 1 an
- Formation DU Etique et prévention dans l'accompagnement de la personne âgées : 1 agent, 150 heures

III / Axes de formations 2025

Le principe reste de mutualiser les formations entre la Ville et l'Agglomération de manière à mixer les services, confronter les manières de travailler et harmoniser les pratiques en manière de santé et de sécurité au travail. Ce principe est appliqué aussi bien sur les formations intra CNFPT que pour les formations payantes.

Plan de Formation 2025 : ANNONAY RHONE AGGLO/ VILLE/ CIAS/ CCAS

Axe 1 : Management

- ✓ Ateliers d'accompagnement managérial
- ✓ Formation intra sur la gestion des personnalités et situations difficiles
- ✓ Formation CNFPT en inscription individuelle

Axe 2 : Métiers

- ✓ Idéal Co
- ✓ Logiciels
- ✓ Intra métiers
- ✓ Formation CNFPT en inscription individuelle
- ✓ Formation intra et union CNFPT :
  - La famille, partenaire d'accompagnement de la personne âgée : rôle, place et communication (1 session)
  - La maitrise du temps, une dimension essentielle de son organisation (2 sessions)
  - Accompagnement à la construction du projet d'établissement du conservatoire d'Annonay Rhône Agglo (1 session)
  - La régulation et la gestion du bruit dans les espaces éducatifs (1 session)
  - Toilette relationnelle auprès de la personne âgée (1 session)
  - L'accueil du public en bibliothèque (1 session)
  - La gestion des retraites des agents affiliés à la CNRACL (1 session)
  - La gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil (1 session)
  - Intelligence émotionnelle : les émotions au service de l'efficience professionnelle (1 session)
  - L'exercice d'une autorité bienveillante et structurante (1 session)
  - La maladie d'Alzheimer et la communication (1 session)
  - Les plantes bio-indicatrices (1 session)
  - La pose de carrelage et de faïence (1 session)
  - La mise en place d'un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (1 session)
  - Le projet personnalisé de la personne en perte d'autonomie (1 session)
  - Les peurs et les colères de l'enfant de 0 à 3 ans (1 session)
- ✓ Apprentissage

Axe 3 : Hygiène et Sécurité

- ✓ Formation initiale et recyclage Sauveteur secouriste du travail SST
- ✓ Formation initiale et recyclage Prévention des Risques liés à l'activité physique PRAP
- ✓ Formation évacuation incendie
- ✓ Formation culture de la prévention (2 sessions/ an)
- ✓ Formation sensibilisation risques chimiques (2 sessions/ an)
- ✓ Formation Premiers Secours en Santé Mentale PSSM (2 sessions/ an)

- ✓ Formation CNFPT en inscription individuelle
- ✓ Formation intra et union CNFPT :
  - Habilitation électrique BE/BS manœuvre initiale (2 sessions)
  - Recyclage habilitation électrique électricien BC/BR (personnels électriciens) (1 session)
  - Recyclage Habilitation électrique BE/BS manœuvre (6 sessions)
  - L'hygiène alimentaire en distribution des repas recyclage (1 session)
  - L'hygiène alimentaire en distribution des repas initiale (1 session)
  - Amiante : recyclage du personnel opérateur (1 session)
  - Amiante : recyclage du personnel encadrant (2 sessions)
  - Formation continue obligatoire des assistants de préventions
  - Sécurité incendie et accessibilité des ERD (union mairie maclas)
  - Urbanisme autorisation de travaux dans les ERP et obligation règlementaire (union mairie maclas)
- ✓ Formation permis Poids Lourds et remorque ou B96
- ✓ Formations obligatoires Sécurité (recyclage engins de chantier et PEMP)

Axe 4 : bien-être au travail

- ✓ Apprendre à se valoriser
- ✓ Acquisition des compétences clés
- ✓ Formation CNFPT en inscription individuelle
- ✓ Bilan de compétences

Axe 5 : Formations personnelles

- ✓ CPF
- ✓ Formation CNFPT en inscription individuelle

IV / Avis demandé

Le CST Ville / CCAS et le CST Agglo / CIAS sont sollicités pour rendre un avis sur le bilan des formations 2024 et le projet de plan de formation 2025

CM-2025-006 Provision SCI des Genest.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Ardèche - Arrondissement de Tournon-sur-Rhône

Ville d'Annonay

1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 Annonay
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Transmis en sous-préfecture le :	Publié le :	Notifié le :
11 FEV. 2025	11 FEV. 2025	

Conseil Municipal du jeudi 6 février 2025 - 18H30
Hôtel de ville - Salle Montgolfier

Délibération n°CM_2025_006
Finances - Provision des frais irrépétibles dans le cadre du recours formé par M. SIBILLE contre le permis de construire délivré à la SCI des Genest

Nombre de conseillers en exercice : 33
Secrétaire de séance : Monsieur Jérôme DOZANCE

Étaient présents :
Assia BAIBEN-MEZGUELDI, Maryanne BOURDIN, Bernard CHAMPANHET, Clément CHAPEL, François CHAUVIN, Claudie COSTE, Nadège COUZON, Jérôme DOZANCE, Jérémy FRAYSSE, Juanita GARDIER, Mohamed GUENNIF, Frédéric GONDRAND, Michel HENRY-BLANC, Gracinda HERNANDEZ, Danielle MAGAND, Edith MANTELIN, Antoine MARTINEZ, Laura MARTINS-PEIXOTO, Catherine MICHALON, Catherine MOINE, Pascal PAILHA, Eric PLAGNAT, Simon PLENET, Marc-Antoine QUENETTE, Patrick SAIGNE, Antoinette SCHERER, Michel SEVENIER, Lokman ÜNLÜ

Ayant donné pouvoir :
Stéphanie BARBATO-BARBE donne pouvoir à Patrick SAIGNE, Romain EVRARD donne pouvoir à Antoinette SCHERER, Nathalie LUTZ donne pouvoir à Marc-Antoine QUENETTE

Absents ou excusés :
Louisa GRENOT, Jamal NAJI

Le quorum est atteint.

Le rapporteur, Monsieur François CHAUVIN, expose :

En application du principe de prudence et sur les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes lors de son dernier rapport, la commune d'Annonay généralise le provisionnement dans sa comptabilité en cas de survenance d'un risque.

Il s'agira d'une provision semi-budgétaire, qui sera imputée au chapitre 68.

La commune a délivré le 4 novembre 2022 un permis de construire (PC 0701022A0015) à la SCI LES GENETS pour un projet de salle de réception avenue Daniel Mercier à Annonay.

Par une requête enregistrée par le greffe du tribunal administratif de Lyon le 22 septembre 2023, M. SIBILLE, voisin du projet, sollicite l'annulation de l'autorisation d'urbanisme délivrée et la condamnation de la commune à verser une somme de 5 000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

Cette demande de la partie adverse vise à couvrir les frais irrépétibles, c'est à dire les frais du procès non compris dans les dépens, notamment les honoraires d'avocat.

La commune est défendue dans cette affaire par Me PYANET du cabinet Philippe PETIT.

L'instruction en première instance a été clôturée au 30 mai 2024 et l'affaire est en attente d'être enrôlée depuis cette date.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les L2121-29 à L2121-34,

VU l'avis favorable de la Commission générale en date du 28 janvier 2025,

CONSIDERANT la nécessité de provisionner les sommes auxquelles la commune pourrait être condamnée dans le cadre des contentieux auxquels elle est partie,

Le Conseil Municipal, après en avoir,

DÉLIBÉRÉ

À l'unanimité,

APPROUVE la constitution d'une provision semi-budgétaire pour risque contentieux à hauteur de 5 000 € dans le litige qui oppose la commune à M. SIBILLE en raison d'un recours contre un permis de construire.

PRÉCISE que la provision se concrétise par une opération d'ordre mixte, comprenant
- une dépense (budgétaire) de fonctionnement : la dotation,
- un crédit de même montant au compte de bilan (non budgétaire) : la provision.

CHARGE le Maire ou son représentant dûment habilité de signer tout document et d'effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Ardèche - Arrondissement de Tournon-sur-Rhône

Fait à Annonay, le 10 FEV. 2025

Simon PLENET

Maire d'Annonay

Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Le Directeur Général des Services et le Comptable Public de la Commune d'Annonay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera applicable après publication et transmission au représentant de l'État dans le Département.

.....

12 - Affaires foncières - Déclassement d'un terrain constructible à découper de la parcelle BL734 sise quartier des Perrettes

Nombre d'annexes :2

13198-PRO.pdf

Propriété appartenant à
la Commune d'ANNONAY

PROJET DE DIVISION

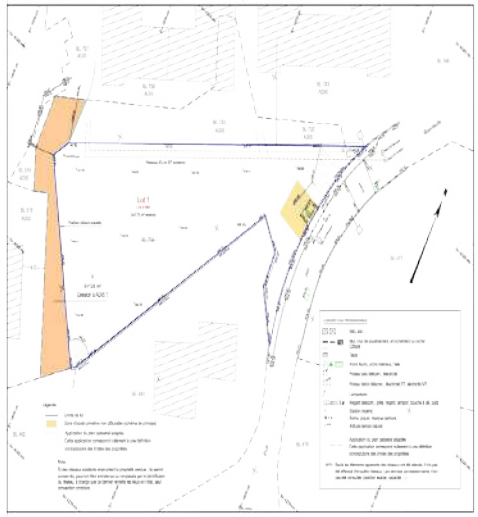
Modifications	
07/10/2021	PROJET DE DIVISION

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

Commune de
ANNONAY

Section DL n°134
Lieudit "Les Terrettes"

Echelle 1/200



Rapport ZAC.pdf

RAPPORT DE PRESENTATION
SUPPRESSION ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE (ZAC) LES PERRETTES

Sommaire :

1. Historique de la procédure
2. Présentation générale
3. Objectifs de création de ZAC
4. Aménagement de la ZAC
5. Documents financiers
6. Modifications
7. Motifs de la suppression de la ZAC
8. Annexes

1 – Historique de la procédure

Par délibération des 11 octobre 1974 et 22 janvier 1980, la ville d'Annonay a créé une ZAD, zone d'aménagement différé, sur le secteur des Perettes à Annonay. L'objectif des ZAD est de faciliter les acquisitions foncières de secteurs d'urbanisation future.

Par délibération du 19 février 1982, Le conseil municipal d'Annonay a demandé la création d'une ZAC, zone d'aménagement concerté, ainsi que l'approbation du PAZ, plan d'aménagement de zone, et l'utilité publique de l'opération.

Par arrêté préfectoral en date du du 22 octobre 1982, Monsieur le Préfet de l'Ardèche a créé la ZAC dénommée ZAC des Perrettes, précisé qu'un PAZ était établi, et déclaré le projet d'utilité publique.

Par délibération du 16 novembre 1990, la première phase de l'opération d'aménagement a fait l'objet d'un bilan financier afin de clôturer l'opération avec l'OPAC du Rhône, concessionnaire.

La ZAC, et notamment son périmètre, ont été modifié par délibération du conseil municipal d'Annonay en date du 28 juin 1991.

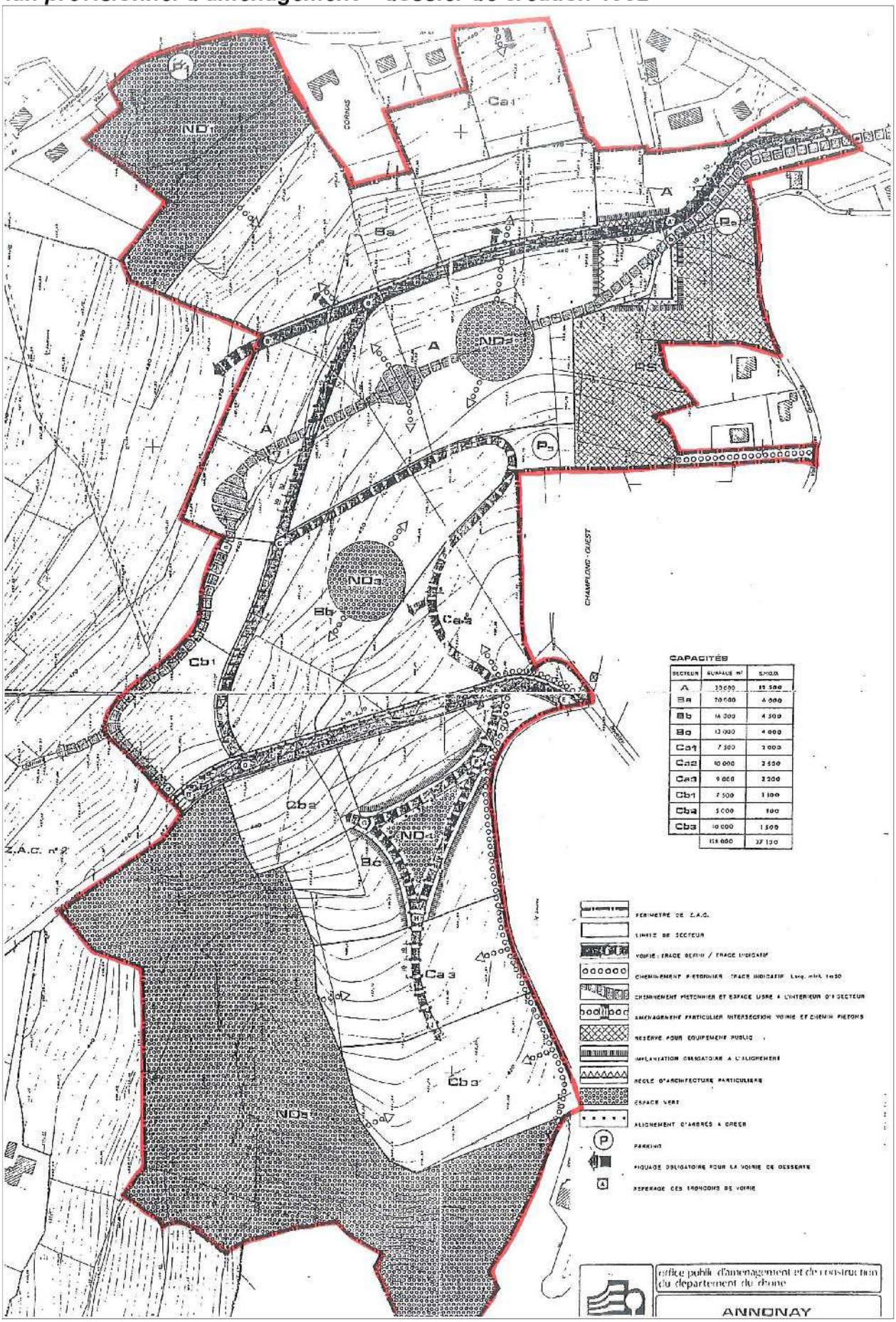
2 – Présentation générale

La ZAC des Perrettes se situe au nord ouest d'Annonay, entre le centre-ville et le hameau de Châtinais.
Le secteur présentait une dominante agricole et naturelle, en situation de coteau bénéficiant d'une exposition favorable au sud.

Le secteur originel (à la date de création en 1982) de ZAC s'étendait sur 20 hectares. Une partie, 5 hectares, était propriété de la ville d'Annonay, le reste du site était divisé entre 15 propriétaires fonciers.

Voir périmètre de la ZAC en rouge sur le plan page suivante

Plan prévisionnel d'aménagement – dossier de création 1982



3 - Objectifs de création de ZAC

Le projet de ZAC avait pour objectif l'accueil de 400 logements environ. Il s'agissait de créer une offre importante de logements individuels pour répondre à la demande grandissante pour ce type d'habitat.

La première phase devait accueillir 240 logements en tranche de 40 logements par ans sur 6 ans.

4 - Aménagement de la ZAC

La conduite des études, l'aménagement de la première phase du projet ZAC (création de 240 logements), ainsi que sa commercialisation ont été confié par voie de concession à l'OPAC du Rhône.

Les équipements publics projetés dans le dossier de création étaient les suivants :
- équipement scolaire : 2 classes maternelles, 2 classes primaires, cantine, logements de fonction
- équipements sportifs : plateau EPS, terrains de Volley, de tennis, de pétanque,
- maison de quartier
- axe piéton et parc urbain
- espaces verts publics
- voiries et réseaux divers

La ZAC était accompagnée d'un règlement spécifique, le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ,) et de cahiers des charges ce cessions de terrains.

6 – documents financiers

Le dossier de création de la ZAC de 1982 prévoyait un total de dépenses de 15 290 000 francs et un total de recettes de 15 290 000 francs. Le budget prévisionnel était équilibré.

En 1990, l'OPAC du Rhône a réalisé un bilan financier de clôture. Au total, les dépenses se sont élevées à 9 247 627,94 francs et les recettes se sont élevées à 9 247 627,94 francs. L'équilibre du budget a été respecté.

Voir le budget prévisionnel de 1982 puis le bilan de clôture aux pages suivantes

ETAT PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

ANNONAY - Z.A.C. "LES PERRETTES"

DEPENSES		RECETTES	
I. - FONCIER		I. - CHARGES FONCIERES LOGEMENTS (frais de branchement déduit)	
Acquisitions Indemnités (réemploi) Frais divers		P.L.A.....	2 430 000
	1 950 000	P.A.P.....	6 097 000
		P.C.....	2 520 000
II. - V.R.D. (honoraires ingéniérie compris)		Lots libres.....	5 265 000
		soit pour 240 logements....	16 312 000
		Tertiaire à déduire	
Voirie.....	2 084 000	Voirie..... 1 200 000	
Assainissement.....	2 700 000	Piétons/Jeux. 560 000	
Captage.....	324 000	Parking..... 262 000	
Eau potable.....	1 242 000		2 022 000
Electricité.....	1 566 000		
Tél/Télédist.....	864 000	soit recette charges foncières logements	
Eclairage public.....	700 000		14 290 000
Axe piéton.....	872 000		
Espaces verts.....	344 000	II. - CHARGES FONCIERES ACTIVITES	
Parkings.....	450 000	Superette 150 m2 Bar Tabac 50 m2	100 000
	11 146 000		
I + II.....	13 096 000	III. - CESSIONS PUBLIQUES	
Frais financiers.....	1 309 000	Groupe scolaire Plateau E.P.S.	900 000
Frais d'étude.....	360 000		
Rémunération aménageur	525 000		
TOTAL DEPENSES	15 290 000	TOTAL RECETTES	15 290 000

Bilan financier – bilan de clôture d'opération 1990

OPAC DU RHONE

JANVIER 1990

BILAN DE CLOTURE

ANNONAY
ZAC DES PERRETTES

DEPENSES	H.T.	TVA	T.T.C.	RECETTES	H.T.	TVA	T.T.C.
LIBERATION DES SOLS				VENTES LOTS LIBRES			
Acquisition	413000,00		413000,00	CHALLEAT	88318,59	11481,41	99800,00
Frais acquisition	1900,55	197,59	2098,14	BILLON	85099,98	11080,02	96180,00
Taxes foncières	116524,58		116524,58	KOTLAREK	1769,60	230,40	2000,00
Etudes de réalisation	383885,27	40445,39	424331,66	HLM VIVARAIS	2300000,00	299460,00	2599460,00
				DIAFFERIA	153955,06	20044,94	174000,00
TRAVAUX	4708732,94	890704,32	5679437,26	OPHLM ANNONAY	900000,00		900000,00
				COULAUD	90497,25	11782,75	102280,00
Coordination	84700,00	15754,20	100454,20	GARCIA	134619,46	17500,54	152120,00
Ingéniérie	380702,56	70810,68	451513,24	SANNA	94017,00	12223,00	106240,00
Géomètre	121853,27	22664,71	144517,98	SAUDRAIS CRESTAN	111168,14	14451,86	125620,00
Divers	84130,40	15239,96	99370,36	LOUBET	142743,36	18556,64	161300,00
Rémunération aménageur	212211,24	39471,29	251682,53	Cession commune	1514584,06	281712,64	1796296,70
Frais financiers	1379703,99		1379703,99				
				Participation	1067219,00	198502,00	1265721,00
TVA RESIDUELLE			184994,00		733340,22	136402,78	869751,00
					671838,06	124971,18	796659,24
	7967344,80	1095289,14	9247627,94		8089227,79	1158400,16	9247627,94

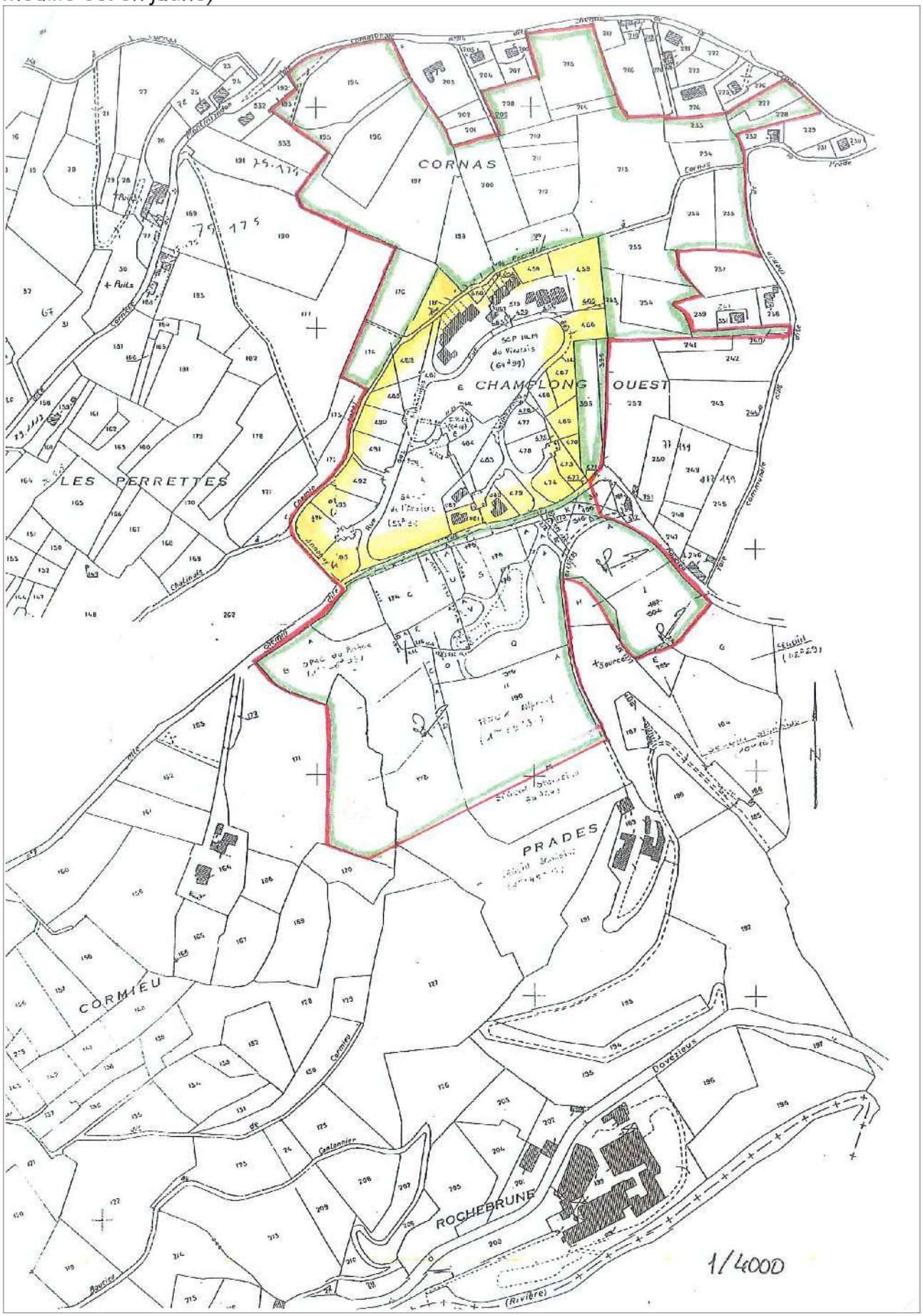
6 – modification

Le périmètre de la ZAC des Perrettes a été réduit par délibération du conseil municipal d'Annonay en date du 28 juin 1991. Le périmètre a été réduit au secteur dont l'aménagement a été terminé, et a supprimé la procédure de ZAC ainsi que le PAZ sur les autres secteurs. (Voir périmètre page suivante)

La délibération précise que la commercialisation ne s'était pas déroulée comme prévu, et que la modification a fait suite à une concertation publique.

Les secteurs sortis de la ZAC sont restés classés en zone d'urbanisation future au POS d'Annonay (zones NA). La partie aménagée a conservé son statut de ZAC et son PAZ spécifique.

Plan cadastral du périmètre modifié *(le périmètre d'origine est en rouge, le périmètre modifié est en jaune)*



7 - Motifs de la suppression de la ZAC

Les motifs de suppression de la ZAC des Perrettes sont les suivants :

- les équipements nécessaires à l'aménagement de la zone ont été réalisés ;
- le secteur qui demeure classé en ZAC est aujourd'hui entièrement construit à l'exception d'un secteur nord ouest à caractère naturel et espace végétalisé. La procédure de ZAC n'a donc plus d'utilité ;
- le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Annonay, arrêté au conseil communautaire du 19 juin 2018, se substituera au Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC Charnas Les Grailles.

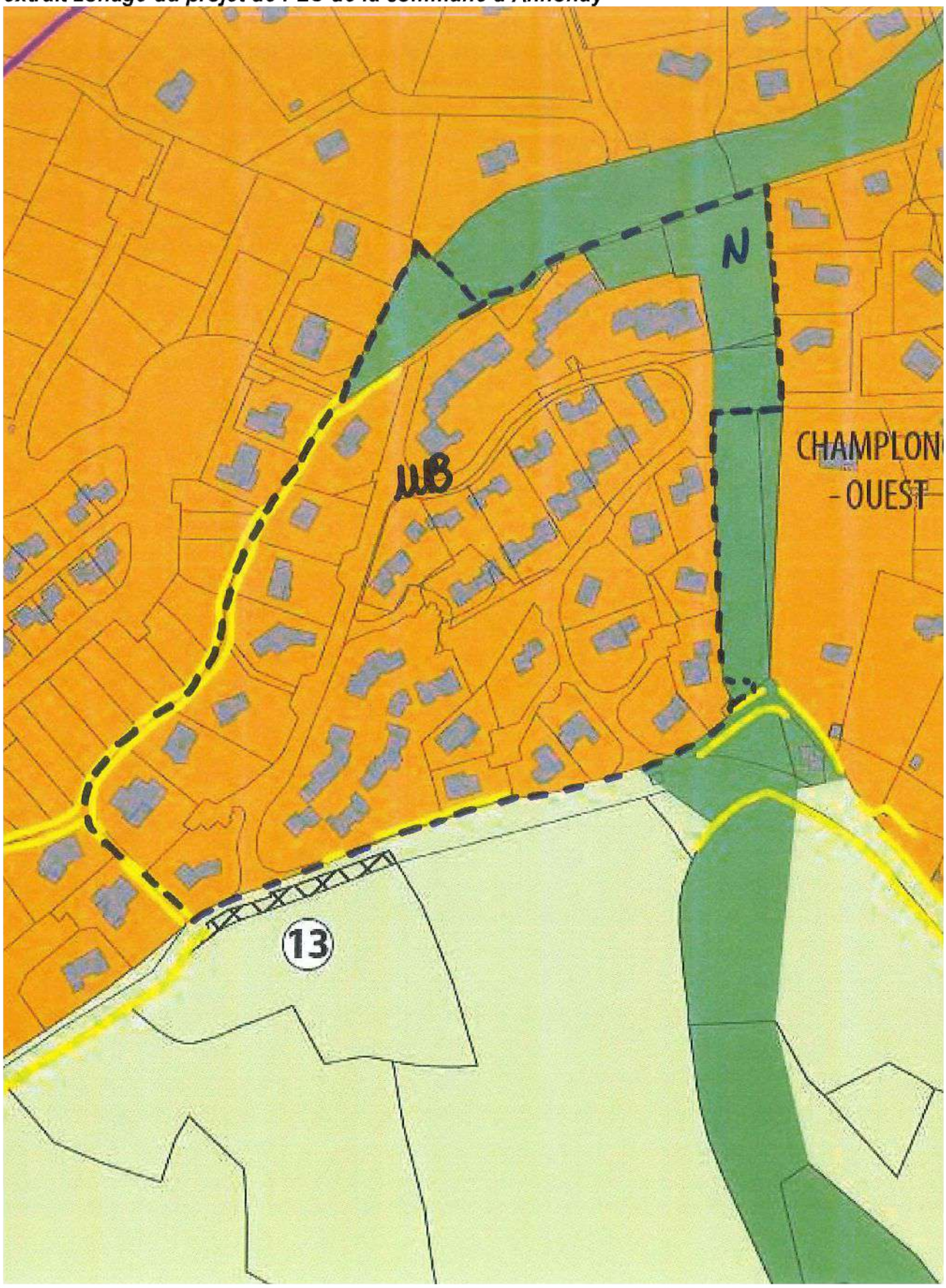
Éléments du projet de PLU de la commune d'Annonay :
Le périmètre de la ZAC des Perrettes comprend deux zonages différents au projet de PLU d'Annonay arrêté en juin 2018 : zone UC et zone N.

Voici les principales caractéristiques de ces zones :

- zone UC (en orange sur l'extrait de zonage ci-dessous) : La zone UC couvre les extensions urbaines à dominante pavillonnaire. Les bâtiments sont construits en général en ordre discontinu et en recul par rapport à l'alignement. Principalement destinée à l'habitat, la zone UC peut accueillir d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).
- zone N (en vert sur l'extrait de zonage ci-dessous) : La zone N couvre les secteurs de la commune protégés en raison de leur caractère d'espaces naturels, de la qualité des sites, milieux et paysages, et de la prévention des risques.

Voici page suivante l'extrait de zonage du projet de PLU d'Annonay arrêté en juin 2018 (le périmètre de la ZAC est délimité par les pointillés bleus).

extrait zonage du projet de PLU de la commune d'Annonay



8 – Annexes

1 - Arrêté préfectoral du 28 octobre 1982 créant la ZAC des Perrettes
2 - Délibération du conseil municipal du 28 juin 1991 modifiant le périmètre de la ZAC

1 - Arrêté préfectoral du 28 octobre 1982 créant la ZAC des Perrettes

DEPARTEMENT de l'ARDECHE

Direction Départementale
de l'Equipement

Service U.O.C.
Bureau Urbanisme Opérationnel

République Française



ARRETE PREFECTORAL

autorisant la création de la zone d'aménagement
concerté dite des Perrettes à ANNONAY

--

LE PREFET,
Commissaire de la République du Département de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 123-6, L. 311-1 à L. 311-5, R. 311-1 à R. 311-8 et A. 311-1 ;

VU l'article 1585 C du code général des impôts, ensemble les articles 317 quater et 317 quinquies de l'annexe II dudit code ;

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'ANNONAY approuvé le 30-12-75 ainsi que le plan d'occupation des sols d'ANNONAY approuvé le 9-1-79 ;

VU les arrêtés des 11-10-74 et 22-1-80 créant la Z.A.D. d'ANNONAY et son extension ;

VU la délibération du Conseil municipal d'ANNONAY en date du 19-2-82 demandant la création de la zone, l'approbation du P.A.Z. et la déclaration d'utilité publique de l'opération ;

VU l'arrêté du 4-5-82 prescrivant une enquête publique sur le dossier de création et le P.A.Z. ;

VU le rapport du commissaire-enquêteur et notamment ses conclusions motivées ;

Arrête :

.../...

Article 1er - Une zone d'aménagement concerté ayant pour l'objet l'aménagement et l'équipement des terrains en vue principalement de la construction de bâtiments à usage d'habitation est créée sur les parties du territoire de la commune d'ANNONAY délimitées par un trait continu sur le plan au 1/1000 annexé au présent arrêté.

Article 2 - La zone ainsi créée est dénommée zone d'aménagement concerté des PERRETTES.

Article 3 - En application de l'article R. 311-4 (2°) du code de l'urbanisme l'aménagement et l'équipement de la zone seront confiés à un établissement public visé à l'article L. 321-1 (alinéa 1).

Article 4 - Sera mis à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article 317 quater de l'annexe II du code général des impôts.

Article 5 - Il est établi un plan d'aménagement de zone.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département. Il fera l'objet d'une mention dans deux au moins des journaux mis en vente dans le département.

Une copie et un exemplaire du plan annexé seront déposés à la mairie de la commune d'ANNONAY où ce dépôt sera signalé par affichage.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT Département de l'Ardèche

Fait à PRIVAS, le 28 OCT. 1982

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Pierre BENAZET

POUR AMPLIATION

Le Chef du Service Urbanisme Opérationnel et Construction

Ph. TARBY

2 - Délibération du conseil municipal du 28 juin 1991 modifiant le périmètre de la ZAC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE D'ANNONAY

(ARDÈCHE)

(6)

EXTRAIT

du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du Vendredi 28 juin 1991

Le Conseil Municipal de la Ville d'Annonay s'est réuni en session Ordinaire
et en Séance Publique le vendredi 28 juin 1991
*dans la Salle des délibérations, sous la présidence de M*onsieur Claude FAURE, *Maire*

Nombre de Membres :
33
en exercice :
33
présents :
22
votants :
33

Etaient présents : MM . FAURE - VALENCONY - SONIER - HERELIER - FALQUE - ARNAUD - FANGET - BALANDRAUD - MOULIN Albert - Mme CARPENTIER - MM. VOCANSON - LOUBET - BERGERE - ENTRESSANGLE - Mme VIALETTE - MM. CAVENEGET - CHAMBON - Mme PARET - MM. NODIN - SUZZARINI - PLANA - CHENEVIER.

Etaient absents et excusés : M. PEYRARD (pouvoir à M. FAURE) - Mme GONI - (pouvoir à M. VOCANSON) - M. BALLY (pouvoir à Mme CARPENTIER) - M. ODOUARD (pouvoir à M. LOUBET) - M. DESCOURS (pouvoir à Mme VIALETTE) - M. MOULIN Maurice (pouvoir à M. BALANDRAUD) - M. JOLY (pouvoir à M. SONIER) - M. PARIZET (pouvoir à M. NODIN) - M. COGNET (pouvoir à M. SUZZARINI) - M. DONDOUX (pouvoir à Mme PARET) - M. SAHUC (pouvoir à M. FANGET)

ZAC DES PERRETTES - REDUCTION DU PERIMETRE DE LA ZAC :

Monsieur FAURE, Maire, rappelle que par arrêté préfectoral en date du 28 octobre 1982, la ZAC des PERRETTES a été créée, le plan d'aménagement de zone approuvé, et l'opération déclarée d'utilité publique.

L'aménagement de cette zone avait été concédée à l'OPAC DU RHONE. La commercialisation ne s'est pas déroulée selon les prévisions et la concession est expirée. Le Conseil Municipal a approuvé le bilan financier le 19 avril 1991.

Une décision devant être prise sur l'avenir de cette ZAC, une concertation publique a été organisée. Il en ressort des renseignements et la conclusion suivante : la ZAC doit être supprimée sur les zones non aménagées et maintenue sur la partie centrale aménagée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et, à l'unanimité,

VU l'exposé des motifs,

VU le P.O.S. approuvé en date du 09.01.1979, révisé le 19.06.1987,

VU l'arrêté de création de ZAC en date du 28.10.1982,

VU l'arrêté préfectoral en date du 28.10.1982 déclarant d'utilité publique l'opération ZAC DES PERRETTES,

.../...

.....

13 - Affaires foncières - Cession d'un terrain constructible à découper de la parcelle BL734 quartier des Perrettes entre la rue des Mésanges et la rue des Bouvreuils à M. et Mme VARDANYAN Vardan et Nelli

Nombre d'annexes :3

Copie AAE PROMESSE DACHAT.pdf

LE QUINZE MAI

PROMESSE D'ACHAT

VARDANYAN / COMMUNE D'ANNONAY

101135001
OCL/SMI/

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ,

LE

A ANNONAY, (Ardèche), au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Olivier COURTES-LAPEYRAT, membre de la Société " François GIRAUD, Olivier COURTES-LAPEYRAT et Anthelme CRESCINI, notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial " à ANNONAY, 63, Avenue de l'Europe, soussigné, identifié sous le numéro CRPCEN 07067,

A reçu le présent acte contenant PROMESSE D'ACHAT à la requête de :

PROMETTANT

Monsieur Vardan **VARDANYAN**, cuisinier, et Madame Nelli **BAGIROVA**, esthéticienne, demeurant ensemble à ANNONAY (07100) 4 montée du Savel Bât G1.

Monsieur est né à EREVAN (ARMENIE) le 10 juillet 1970,

Madame est née à MASIS (ARMENIE) le 22 janvier 1971.

Mariés à la mairie de ANNONAY (07100) le 17 décembre 2011 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité Arménienne.

Madame est de nationalité Arménienne.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

IDENTIFICATION DU OU DES PROPRIETAIRES

La **COMMUNE D'ANNONAY**, Autre collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'Ardèche, dont l'adresse est à ANNONAY (07100), 2 rue de l'Hôtel de Ville, identifiée au SIREN sous le numéro 210700100.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- **"PROMETTANT" ou "ACQUEREUR" désigne le ou les promettants, présents ou représentés. En cas de pluralité, les promettants contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des**

présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.

- **"BENEFICIAIRE" ou "VENDEUR" désigne le ou les propriétaires.**
- **"LES PARTIES" désignent ensemble le PROMETTANT et le VENDEUR.**
- **"BIEN" ou "BIENS" ou "IMMEUBLE" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.**
- **Les mots "biens mobiliers" ou "mobilier", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.**
- **Les déclarations attribuées au VENDEUR ou à son représentant légal et figurant aux présentes sont celles attendues par le PROMETTANT de sa part dans l'acte authentique de vente.**

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Vardan VARDANYAN et Madame Nelli BAGIROVA, sont présents à l'acte.

ENGAGEMENT

Le **PROMETTANT PROMET D'ACQUERIR** le **BIEN** ci-après identifié, avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, et tel qu'il déclare le connaître pour l'avoir vu et visité.

Cet engagement s'effectue aux conditions indiquées aux présentes.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A ANNONAY (ARDÈCHE) 07100 Lieu-dit Champlong Ouest.

Une parcelle de terrain à bâtir d'environ 775 m² délimitée par une ligne bleue sur le plan de division ci-joint à prendre dans la parcelle ci-après désignée.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
BL	734	CHAMPLONG OUEST	00 ha 23 a 58 ca

Tel que le **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes. **BIEN CONNU DU PROMETTANT POUR L'AVOIR VISITE PREALABLEMENT AUX PRESENTES, ainsi déclaré.**

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Un extrait de plan Géoportail avec vue aérienne est joint.

Condition particulière de servitude

Il sera constitué le jour de la vente définitive une servitude piétonne située sur le terrain restant appartenir à la commune d'Annonay au Nord Ouest du terrain vendu dans la partie orange du plan de division ci-joint.

Division cadastrale à effectuer

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée section BL numéro 734 est d'une contenance totale de vingt-trois ares cinquante-huit centiares (00ha 23a 58ca) de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document modificatif du parcellaire à établir aux frais du **VENDEUR** par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente.

OBLIGATION D'INFORMATION SUR LES LIMITES DU TERRAIN

En application des dispositions de l'article L 115-4 du Code de l'urbanisme, le **PROMETTANT** ayant l'intention de construire sur le terrain vendu un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, un bornage devra être effectué par Géomètre-Expert avant la réitération des présentes par acte authentique, aux frais du **PROPRIETAIRE**.

COMPARUTION DU REPRESENTANT LEGAL DU BENEFICIAIRE

Aux présentes est à l'instant intervenu Monsieur François CHAUVIN adjoint du Maire d'ANNONAY, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par Monsieur le Maire aux termes d'un arrêté n° 455.2020 en date du 17 juillet 2020, visée par la sous-préfecture de TOURNON-SUR-RHONE le 17 juillet 2020, dont une ampliation est annexée, spécialement autorisé ainsi qu'il est indiqué ci-après, qui accepte la promesse d'achat en tant que telle, sans prendre l'engagement de vente, se réservant la faculté de le faire ultérieurement dans le délai et les modalités prévus aux présentes.

Outre les conditions portées ci-après, une **délibération motivée du conseil municipal de la COMMUNE D'ANNONAY autorisant la réalisation de la vente devra être obtenue dans le délai d'engagement du PROMETTANT.**

Il devra être précisé dans cette délibération que le BIEN objet des présentes dépend du domaine privé de la commune.

EFFET RELATIF

Acte administratif de cession en date du 5 août 1991 suivant acte publié au service de la publicité foncière de TOURNON-SUR-RHONE le 20 février 1992, volume 1992P, numéro 734.

DUREE DE LA PROMESSE D'ACHAT - ACCEPTATION

La promesse est faite pour un délai expirant le **28 février 2026** à **18 heures**.

En conséquence, le ou les bénéficiaire(s) de la présente promesse d'achat devront faire connaître leur acceptation, où la décision agréant les présentes, au plus tard à cette date par lettre adressée au notaire du **PROMETTANT** ci-après nommé.

L'acceptation rendra les présentes parfaites conformément aux dispositions de l'article 1583 du Code civil.

A défaut d'acceptation écrite dans ce délai, la présente promesse d'achat sera caduque, le terme étant extinctif.

En tant que de besoin, les dispositions de l'article 1118 du Code civil sont ici rapportées :

"L'acceptation est la manifestation de volonté de son auteur d'être lié dans les termes de l'offre.

Tant que l'acceptation n'est pas parvenue à l'offrant, elle peut être librement rétractée, pourvu que la rétractation parvienne à l'offrant avant l'acceptation.

L'acceptation non conforme à l'offre est dépourvue d'effet, sauf à constituer une offre nouvelle."

Jusqu'à cette date, en application des dispositions de l'article 1116 du Code civil, le **PROMETTANT** s'interdit de rétracter son engagement.

Aux termes des dispositions du second alinéa de l'article 1117 du Code civil qui visent les personnes physiques, l'offre est également caduque en cas de décès ou de disparition du **PROMETTANT** ou du **BENEFICIAIRE**.

Si le **PROMETTANT** ou le **BENEFICIAIRE** est une personne morale, sa disparition, que ce soit par dissolution ou absorption, rendra la promesse caduque.

REALISATION DE L'ENGAGEMENT DES DEUX PARTIES

La réalisation de la promesse aura lieu, dans la mesure où l'acceptation du ou des vendeurs ou de leurs représentants légaux aura été recueillie, et les conditions préalables tant légales que conventionnelles auront été exécutées par la signature de l'acte authentique constatant le caractère définitif de la vente, accompagnée du paiement du prix et du versement des frais par virement dans le délai susvisé de l'acceptation. Ce délai serait, le cas échéant, prorogé du temps nécessaire à l'obtention d'une pièce administrative en cours de validité indispensable à la perfection de l'acte et dont le défaut d'obtention ne résulterait pas d'une négligence de l'une des parties.

L'attention du **PROMETTANT** est particulièrement attirée sur les points suivants :

- l'obligation de paiement par virement et non par chèque même s'il est de banque résulte des dispositions de l'article L 112-6-1 du Code monétaire et financier ;

- il lui sera imposé de fournir une attestation émanant de la banque qui aura émis le virement et justifiant de l'origine des fonds sauf si ces fonds résultent d'un ou plusieurs prêts constatés dans l'acte authentique de vente ou dans un acte authentique séparé.

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par Maître Olivier COURTES-LAPEYRAT, notaire soussigné.

En toute hypothèse, le transfert de propriété est reporté au jour de la constatation de la vente en la forme authentique et du paiement du prix et des frais, même si l'échange de consentement nécessaire à la formation de la convention est antérieur à la vente.

INFORMATION DES PARTIES SUR LE RENDEZ-VOUS DE SIGNATURE

Les parties sont informées que la date mentionnée ci-dessus ne constitue pas la date précise du rendez-vous de signature de l'acte de vente. Il leur appartiendra de se rapprocher préalablement de leur notaire afin de fixer une date de signature.

Par conséquent, leur attention est attirée sur les risques encourus en prenant des engagements personnels tels que donner congé à son bailleur, réserver définitivement un déménageur, commander des travaux, commander et faire livrer du mobilier, réinvestir le prix de vente et dont l'exécution serait basée sur la signature de l'acte de vente à cette date précise.

PROPRIETE JOUISSANCE

Le **PROMETTANT** sera propriétaire du **BIEN** le jour de la réalisation de la vente par acte authentique.

Il en aura la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation.

P R I X

La vente, en cas de réalisation, aura lieu moyennant le prix de **CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS (55 000,00 EUR)**, qui sera payable comptant le jour de la réalisation de la vente.

NEGOCIATION

Les parties reconnaissent que le prix a été négocié par l'agence immobilière CIB ANNONAY titulaire d'un mandat donné par le BENEFICIAIRE non encore expiré, ainsi déclaré.

En conséquence, le BENEFICIAIRE (VENDEUR) qui en a seul la charge aux termes du mandat, doit à l'agence une rémunération de **CINQ MILLE EUROS (5 000,00 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse.**

Cette rémunération sera payée le jour de la constatation authentique de la réalisation des présentes.

Etant ici précisé que le montant de la négociation est compris dans le prix indiqué ci-dessus.

FINANCEMENT DE L'ACQUISITION

Le financement de l'acquisition, compte tenu de ce qui précède, s'établit comme suit :

Prix de vente	55.000,00 EUROS
A ajouter :	
Les frais d'acte de vente	5.700,00 EUROS
Les travaux	140.000,00 EUROS
Les frais de garantie	mémoire
Total	200.000,00 EUROS

REALISATION DU FINANCEMENT

Le **PROMETTANT** déclare avoir l'intention de réaliser le financement de la somme ci-dessus indiquée de la manière suivante :

- au moyen d'un prêt bancaire à concurrence de :	150.000,00 EUROS
- au moyen de ses fonds personnels pour :	50.000,00 EUROS
TOTAL EGAL au montant à financer :	200.000,00 EUROS

Le **PROMETTANT** reconnait avoir été informé que les frais d'acte ci-exposés, le sont à titre indicatif et ne présentent pas un caractère contractuel.

Les frais définitifs ne pourront être arrêtés qu'après établissement de l'acte puis enregistrement et publication auprès du service de publicité foncière compétent et pourront s'avérer supérieurs ou inférieurs au montant ci-dessus indiqué en fonction du tarif applicable, étant ici précisé que depuis la loi de finances pour l'année 2025 les départements disposent de la faculté de relever le taux de la taxe départementale pour les actes passés entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2028.

En ce qui concerne le ou les éventuels prêts à obtenir, une provision sur frais supplémentaire devra être prévue, si l'établissement financier sollicite une garantie hypothécaire, en sus des frais prévus et de tout autres frais prélevés par ledit établissement, notamment des frais de dossier.

ABSENCE DE DEPOT DE GARANTIE

Le BENEFICIAIRE de la PROMESSE dispense le **PROMETTANT** de déposer un dépôt de garantie puisqu'à ce jour la délibération décidant de la vente n'a pas été prise par le conseil municipal.

STIPULATION DE PENALITE

Au cas où, toutes les conditions relatives à l'exécution des présentes seraient remplies, et dans l'hypothèse où l'une des parties ne régulariserait pas l'acte authentique ne satisfaisant pas ainsi aux obligations alors exigibles, elle devra verser à l'autre partie la somme de CINQ MILLE CINQ CENTS EUROS (5 500,00 EUR) à titre de dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article 1231-5 du Code civil.

Le juge peut modérer ou augmenter la pénalité convenue si elle est manifestement excessive ou dérisoire, il peut également la diminuer si l'engagement a été exécuté en partie.

Sauf inexécution définitive, la peine n'est encourue que lorsque le débiteur est mis en demeure.

La présente stipulation de pénalité ne peut priver, dans la même hypothèse, chacune des parties de la possibilité de poursuivre l'autre en exécution de la vente.

PROVISION SUR FRAIS

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge du **PROMETTANT**.

En cas de non-réalisation de la vente, **le droit d'enregistrement de 125 euros**, ainsi le coût et les émoluments relatifs aux demandes de toutes pièces telles que notamment pièces d'urbanisme, état civil, état hypothécaire, ainsi que les honoraires de l'intervention du rédacteur estimés conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 8 Mars 1978 à la somme toutes taxes comprises de **TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (375,00 EUR),** seront supportés :

- par le **BENEFICIAIRE** si les droits réels révélés sur le bien empêchaient la réalisation de la vente ;
- par le **PROMETTANT** dans tous les autres cas. Ce dernier requérant le notaire le représentant de constituer dès à présent le dossier d'usage sans attendre la réalisation de son financement.

A titre de provision sur frais, l'acquéreur versera sous QUINZE (15) jours en la comptabilité de Maître Olivier COURTES-LAPEYRAT, notaire à ANNONAY (07100), la somme de CINQ CENT EUROS (500,00€), se décomposant de la manière suivante :

- 125 € de droit d'enregistrement des présentes ;
- Les honoraires de rédaction des présentes dus à Maître Olivier COURTES-LAPEYRAT, s'élevant à la somme de TROIS CENTS EUROS (300,00 €) toutes taxes comprises, conformément à l'article L.444-1 du Code de commerce et à l'article annexe 4-9. - I. 4° du décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice, acquis en l'étude, quelle que soit l'issue du dossier,
- Le solde, soit la somme de 125,00 €, viendra en acompte sur les frais lors de la réalisation de l'acte authentique.

En cas de non-réitération des présentes, pour quelque fait, défaillance ou négligence de l'acquéreur, cette somme lui sera restituée après déduction des différentes sommes engagées et déboursées dans le cadre de l'instruction du dossier.

A cet égard, il autorise d'ores et déjà l'Etude de Maître Olivier COURTES-LAPEYRAT, à effectuer sur ladite somme tout prélèvement rendu nécessaire pour les frais de recherche, correspondance, demande pièces, documents divers et

accomplissement de toute formalité en vue de l'établissement de l'acte authentique, dans les conditions et délais prévus aux présentes.

RESERVES ET CONDITIONS SUSPENSIVES

Les effets des présentes sont soumis à la levée des réserves et à l'accomplissement des conditions suspensives suivantes.

RESERVES

Réserve du droit de préemption

Les présentes seront notifiées, dès l'engagement de vendre pris par le **BENEFICIAIRE**, à tous les titulaires d'un droit de préemption institué en vertu de l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme ou de tout autre Code.

L'exercice de ce droit par son titulaire obligera le **BENEFICIAIRE** aux mêmes charges et conditions convenues aux présentes.

Par cet exercice les présentes ne produiront pas leurs effets entre les parties et ce même en cas d'annulation de la préemption ou de renonciation ultérieure à l'exercice de ce droit de la part de son bénéficiaire.

CONDITIONS SUSPENSIVES

Les présentes sont soumises à l'accomplissement de conditions suspensives indiquées ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil, à partir de cet accomplissement les obligations contractées produisent leurs effets.

La non-réalisation d'une seule de ces conditions, pouvant être invoquée par les deux parties, entraîne la caducité des présentes, qui sont alors réputées n'avoir jamais existé.

Toute condition suspensive est réputée accomplie, lorsque sa réalisation est empêchée par la partie qui y avait intérêt.

Conformément aux dispositions de l'article 1304-4 du Code civil, la partie en faveur de laquelle est stipulée exclusivement une condition suspensive est libre d'y renoncer tant que celle-ci n'est pas accomplie ou n'a pas défailli.

Dans ce cas, cette renonciation doit intervenir par courrier recommandé, adressé au notaire qui la représente dans le délai prévu pour sa réalisation.

En toutes hypothèses, jusqu'à la réitération authentique des présentes, le **VENDEUR** conserve l'administration, les revenus et la gestion des risques portant sur le **BIEN**.

Conditions suspensives de droit commun

Les présentes sont soumises à l'accomplissement des conditions suspensives de droit commun stipulées en la faveur du **PROMETTANT**, qui sera seul à pouvoir s'en prévaloir.

Les titres de propriété antérieurs, les pièces d'urbanisme ou autres, ne doivent pas révéler de servitudes, de charges, ni de vices non indiqués aux présentes pouvant grever l'immeuble et en diminuer sensiblement la valeur ou le rendre impropre à la destination que le **PROMETTANT** entend donner. Le **PROPRIETAIRE** devra justifier d'une origine de propriété régulière remontant à un titre translatif d'au moins trente ans.

L'état hypothécaire ne doit pas révéler de saisies ou d'inscriptions dont le solde des créances inscrites augmenté du coût des radiations à effectuer serait supérieur au prix disponible.

Conditions suspensives particulières

Obtention d'un permis de construire

Règles générales

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par l'**ACQUEREUR** d'un permis de construire avant le **30 octobre 2025** pour la réalisation sur le **BIEN** de l'opération suivante :

Construction d'une maison d'environ 140 m² habitables et double garage.

Il est précisé que l'**ACQUEREUR** devra, pour se prévaloir de la présente condition suspensive, justifier auprès du **VENDEUR** du dépôt d'un dossier complet de demande de permis de construire correspondant exactement à l'opération envisagée et ce au **plus tard fin août 2025**, au moyen d'un récépissé délivré par l'autorité compétente.

Toute modification de l'opération envisagée devra recueillir l'accord du **VENDEUR**.

Il est indiqué en tant que de besoin à l'**ACQUEREUR** qu'il n'est pas possible d'obtenir un permis de construire n'ayant pour assiette qu'une partie de l'unité foncière, cela aboutirait à une parcellisation sans qu'aucun contrôle ne soit possible.

Au cas où l'**ACQUEREUR** ne respecterait pas son engagement, et ce, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, il sera réputé avoir renoncé à cette condition.

La présente condition vaut autorisation immédiate pour l'**ACQUEREUR** de déposer à ses frais la demande de permis de construire conformément aux dispositions d'urbanisme applicables.

La présente convention est consentie sous la condition que l'opération envisagée ne donne pas lieu à une surtaxe et que la nature du sous-sol ne comporte pas, au vu des prélèvements, études, analyses et sondages, de sujétions particulières nécessitant des fondations spéciales (pieux, radiers, etc...), ni des ouvrages de protection contre l'eau (cuvelage), et ne révèle pas de pollution particulière nécessitant des travaux spécifiques compte tenu des normes et de l'utilisation envisagées.

Mise en œuvre

Dans la mesure d'un dépôt de la demande dans le délai sus-indiqué, il convient d'envisager les hypothèses suivantes, savoir :

- En cas d'absence de réponse de l'autorité administrative dans le délai d'instruction et en application de l'article L 424-2 du Code de l'urbanisme, il est convenu que le permis ne pourra pas être considéré comme accordé et la condition sera défaillie. Dans la mesure où l'opération envisagée n'entre pas dans le champ d'application des autorisations pouvant être acquises tacitement (articles R 424-2 et R 424-3 du Code de l'urbanisme).

- Si le permis est accordé, expressément ou tacitement, le **PROMETTANT** s'engage à faire procéder à son affichage sur le chantier sans délai, et à justifier du tout auprès du **VENDEUR**, étant précisé que seul l'affichage sur le terrain fait courir à l'égard des tiers le délai de recours contentieux et ce à compter du premier jour d'une période continue de deux mois de cet affichage. Le **PROMETTANT** devra, en conséquence, faire constater à ses frais, par exploit d'huissier cet affichage à deux reprises : dans les cinq jours suivant la mise en place de l'affichage et dans les cinq jours suivant l'expiration du délai de recours des tiers.

  Le délai de réalisation de la présente condition suspensive sera prorogé jusqu'à la purge du délai de recours contentieux, gracieux, hiérarchique ou du retrait administratif ainsi que celui du déféré préfectoral.

- Si ce permis fait l'objet d'un recours contentieux, gracieux ou hiérarchique dans les deux mois de son affichage et/ou d'un retrait pour illégalité dans les trois mois de sa délivrance, la condition suspensive sera réputée comme n'étant pas réalisée et les présentes comme caduques sauf si le **PROMETTANT** décidait de renoncer au bénéfice de la condition, faisant alors son affaire personnelle des recours.

  En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prorogé de deux mois à compter du jour du rejet express ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique ce qui aura pour effet de prolonger d'autant la condition suspensive.
- Si ce permis n'a pas fait l'objet ni d'un recours ni d'un retrait dans les délais sus-indiqués, la condition suspensive sera réputée comme étant réalisée.
- Le déféré préfectoral est recevable s'il est introduit dans un délai de deux mois courant à compter de la date d'obtention du permis de construire tacite ou de la date à laquelle la commune a transmis à la préfecture l'entier dossier de demande de permis de construire, si celle-ci est postérieure.

Si une démolition préalable est nécessaire à la réalisation de l'opération de construction, la demande du permis pourra porter à la fois sur la démolition et la construction. Le permis de construire autorisera dans ce cas la démolition.

Affichage du permis de construire

L'affichage sur le terrain du permis de construire est assuré par les soins du bénéficiaire du permis sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres.

Le panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel.
- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus.
- Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Le panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.

Retrait du permis si non réalisation

Au cas où le permis de construire serait obtenu et que les présentes ne puissent se réaliser par le non-accomplissement de l'une des autres conditions suspensives, le **PROMETTANT** devra faire procéder au retrait de ce permis.

CONDITION SUSPENSIVE D'OBTENTION DE PRET

Le **PROMETTANT** déclare, pour satisfaire aux prescriptions de l'article L 313-40 du Code de la consommation, avoir l'intention de recourir, pour le paiement du prix

de cette acquisition, à un ou plusieurs prêts rentrant dans le champ d'application dudit article et répondant aux caractéristiques suivantes :

- Montant maximum de la somme empruntée : **150.000,00 EUROS.**
- Durée de remboursement : **2 ANS.**
- Taux nominal d'intérêt maximum : **4 % l'an (hors assurances).**

En conséquence, l'engagement résultant de la perfection des présentes est soumis, en faveur du **PROMETTANT** et dans son intérêt exclusif, à la condition suspensive de l'obtention d'un crédit aux conditions sus-énoncées.

Toute demande non conforme aux stipulations contractuelles quant au montant emprunté, au taux et à la durée de l'emprunt entraînera la réalisation de la condition en vertu du premier alinéa de l'article 1304-3 du Code civil.

Etant précisé que l'indication d'un montant maximal de prêt ne peut contraindre le **PROMETTANT** à accepter toute offre d'un montant inférieur.

I - Obligations du PROMETTANT vis-à-vis du crédit sollicité

Le **PROMETTANT** s'oblige, dès à présent, à faire toutes les démarches nécessaires à l'obtention du prêt.
Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'existe, à ce jour, aucun obstacle de principe à l'obtention des financements qu'il envisage de solliciter.

II - Réalisation de la condition suspensive

Le prêt sera réputé obtenu et la condition suspensive sera réalisée par la remise par la banque au **PROMETTANT** de l'offre écrite, telle que prévue aux articles L 313-24 et suivants du Code de la consommation, de consentir le crédit aux conditions principales sus-énoncées et dans le délai de réalisation des présentes.
La réception de cette offre, dans la mesure de la perfection des présentes, devra intervenir au plus tard le **30 OCTOBRE 2025.**
L'obtention ou la non-obtention du prêt devra être notifiée par le **PROMETTANT** au **VENDEUR** par lettre recommandée avec avis de réception, adressée dans les trois jours suivant l'expiration du délai ci-dessus.
A défaut de réception de cette lettre dans le délai fixé, le **VENDEUR** aura la faculté de mettre le **PROMETTANT** en demeure de lui justifier, sous huitaine, de la réalisation ou de la défaillance de la condition.
Cette demande devra être faite par lettre recommandée avec avis de réception au domicile ci-après élu.
Passé ce délai de huit jours sans que le **PROMETTANT** ait apporté les justificatifs, la condition sera censée défaillie et les présentes seront caduques de plein droit, sans autre formalité, et ainsi le **VENDEUR** retrouvera son entière liberté.
La présente condition suspensive est stipulée dans le seul intérêt du **PROMETTANT**, ce dernier pouvant renoncer à son bénéfice et notifier à tout moment au **VENDEUR** qu'il dispose de sommes nécessaires pour le financement de l'opération.
Cette notification devra contenir la mention manuscrite prévue à l'article L 313-42 du Code de la consommation.

III - Refus de prêt – justification

Le **PROMETTANT** s'engage, en cas de non-obtention du financement demandé, à justifier de deux refus de prêt répondant aux caractéristiques ci-dessus. En conséquence, le **PROMETTANT** s'engage à déposer deux demandes de prêt.

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICTION

Le BENEFICIAIRE devra garantir le **PROMETTANT** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que le **PROMETTANT** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger le **PROMETTANT** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le BENEFICIAIRE devra déclarer qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le BENEFICIAIRE (**VENDEUR)** devra s'obliger, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès du **PROMETTANT**.

SERVITUDES

Le **PROMETTANT** profitera ou supportera les servitudes ou les droits de jouissance spéciale,, s'il en existe.

À la connaissance du **VENDEUR**, outre les servitudes pouvant résulter le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux et environnementale du **BIEN**, de la loi et de l'urbanisme, il n'en existe pas d'autres que celles relatées ci-après :

Aux termes de l'acte administratif dressé le 5 août 1991, publié au service de la publicité foncière de TOURNON-SUR-RHONE le 20 février 1992, volume 1992P, n°734,

Il a été créé la servitude suivante ci-après littéralement rapportée :

« 1)……..

2) Les parcelles cadastrées section BL n° 468, 469, 470, 473, 474, 487, 463, 454 et **484** sont grevées d'une **servitude de passage de canalisations,** telles qu'indiquées sur l'extrait de plan de recollement ci-joint. »

Pour la bonne clarté des présentes il est ici précisé les concordances cadastrales suivantes :

Ancien cadastre	Nouveau cadastre
468	652
470 et 473	650
487	918 et 919
484	732 – 733 - 734

Il résulte du plan de division ci-joint qu'il existe des canalisation d'eaux usées et eaux pluviales situées au nord de la parcelle vendues. Elles traversent la parcelle

vendues d'Ouest en Est pour rejoindre les regards d'eaux usées et pluviales situées sur la rue des Bouvreuils.

ETAT DU BIEN

Le **PROMETTANT** prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouvera au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si le **PROMETTANT** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par le **PROMETTANT**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPOTS ET TAXES

Impôts locaux

Le **VENDEUR** devra déclarer être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

Le **PROMETTANT** sera redevable à compter du jour de la signature de l'acte authentique des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, seront réparties entre le **VENDEUR** et le **PROMETTANT** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année de la constatation de la réalisation des présentes.

ASSURANCE

Le **PROMETTANT**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le **BIEN** et confère à cet effet mandat au **VENDEUR**, qui acceptera, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **VENDEUR** devra déclarer qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

URBANISME

Enonciation des documents obtenus

Certificat d'urbanisme d'information

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré sous le numéro CU 007 010 24 A0140, le 19 juillet 2024.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnaissent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Un état des risques en date du 15 mai 2025 est joint.

Le **PROMETTANT** déclare que ledit état lui a été remis.

Celui-ci comportait notamment un extrait du document graphique situant le **BIEN** au regard du zonage réglementaire et l'extrait du règlement le concernant, ainsi qu'une information indiquant si des travaux ont été prescrits par ce règlement et s'ils ont été réalisés au regard de chacun des plans de prévention des risques visé du 1° au 4° de l'article R 125-23 du Code de l'environnement.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclarera qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

ACTIVITES DANS L'ENVIRONNEMENT PROCHE DE L'IMMEUBLE

Préalablement à la signature des présentes, le **PROMETTANT** déclare s'être assuré par lui-même, des activités, professionnelles ou non, de toute nature, exercées dans l'environnement proche de l'immeuble, susceptibles d'occasionner des nuisances, sonores, olfactives, visuelles ou autres.

Le rédacteur des présentes a spécialement informé le **PROMETTANT** savoir :

- Des dispositions de l'article 1253 du Code civil :

"Le propriétaire, le locataire, l'occupant sans titre, le bénéficiaire d'un titre ayant pour objet principal de l'autoriser à occuper ou à exploiter un fonds, le maître d'ouvrage ou celui qui en exerce les pouvoirs qui est à l'origine d'un trouble excédant les inconvénients normaux de voisinage est responsable de plein droit du dommage qui en résulte.

Sous réserve de l'article L 311-1-1 du code rural et de la pêche maritime, cette responsabilité n'est pas engagée lorsque le trouble anormal provient d'activités, quelle qu'en soit la nature, existant antérieurement à l'acte transférant la propriété ou octroyant la jouissance du bien ou, à défaut d'acte, à la date d'entrée en possession du bien par la personne lésée. Ces activités doivent être conformes aux lois et aux règlements et s'être poursuivies dans les mêmes conditions ou dans des conditions nouvelles qui ne sont pas à l'origine d'une aggravation du trouble anormal."

- Des dispositions de l'article 544 du Code civil :

"La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements."

- Des dispositions de l'article R 1334-31 du Code de la santé publique :

"Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité."

Chaque rapport de voisinage peut susciter des désagréments, il n'en reste pas moins qu'il ne caractérise pas nécessairement un trouble "anormal". Le juge pourrait considérer comme anormal un trouble répétitif, intensif ou qui outrepasserait les activités normales attendues de la part du voisinage.

CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

La base de données suivante a été consultée :

- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).

Une copie de cette consultation est annexée.

FISCALITE

REGIME FISCAL DE LA VENTE

Les clauses ci-après sont celles qui figureront dans l'acte de vente.

Leur rédaction ne représente pas l'engagement unilatéral qui résulte des présentes mais ce qui, compte tenu de la qualité ou non d'assujetti des parties au sens de l'article 256 du Code général des impôts et de la nature du **BIEN**, correspond à l'engagement fiscal voulu par le **PROMETTANT**.

Le **VENDEUR** et le **PROMETTANT** déclarent ne pas être assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au sens des articles 256 et 256 A du Code général des impôts.

La vente entre dans le champ d'application des droits prévus par l'article 1594D du Code général des impôts.

FACULTE DE SUBSTITUTION

Il est toutefois convenu que la réalisation des présentes par acte authentique pourra avoir lieu soit au profit du **PROMETTANT** soit au profit de toute autre personne physique ou morale que ce dernier se réserve de désigner; mais dans ce cas, il restera solidairement obligé, avec la personne désignée, au paiement du prix et à l'exécution de toutes les charges et conditions stipulées aux présentes sans exception ni réserve. Il est toutefois précisé au **PROMETTANT** que cette substitution ne pourra avoir lieu qu'à titre gratuit et ne pourra pas en toute hypothèse être soumise aux dispositions des articles L 313-40 et suivants du Code de la consommation.

Dans la mesure où les présentes entrent dans le champ d'application des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation, le **PROMETTANT** initial tout comme le bénéficiaire de la substitution bénéficieront chacun du délai de rétractation, toutefois la volonté finale du bénéficiaire de la substitution de se rétracter laissera l'acte initial subsister dans toutes ses dispositions, par suite le **PROMETTANT** initial qui n'aurait pas exercé son droit de rétractation restera engagé. Si, au contraire, les présentes n'entrent pas dans le champ d'application de ces dispositions, la substitution ne sera possible qu'au profit d'un acquéreur n'entrant pas lui-même dans le cadre de ces dispositions, et en toute hypothèse le cédant restera tenu solidairement de l'exécution du contrat.

Le **PROMETTANT** devra informer le **VENDEUR** de l'exercice de cette substitution.

En cas d'exercice de la substitution, les sommes avancées par le **PROMETTANT** ne lui seront pas restituées, il devra faire son affaire personnelle de son remboursement par le substitué.

Le **PROMETTANT** restera solidairement débiteur avec son substitué de toutes sommes que celui-ci pourra devoir au **VENDEUR** en exécution des présentes.

Les **PARTIES** sont informées des conséquences suivantes inhérentes à l'exercice de cette faculté :

- le présent avant-contrat obligera le **VENDEUR** et la personne substituée dans tous ses termes, tant civils que fiscaux. La substitution ne pourra en aucune mesure modifier l'économie des présentes, à défaut elle serait considérée comme inopérante vis-à-vis du **PROMETTANT** originaire.

- dans la mesure où la loi imposerait d'informer de l'identité du **PROMETTANT** le titulaire du droit de préemption applicable en l'espèce, la substitution entraînera une nouvelle purge de ce droit de préemption et fera courir un nouveau délai attaché à cette purge.

Aux termes de l'article 52 de la loi numéro 93-122 du 29 janvier 1993, les cessions de contrats tels que celui-ci sont interdites entre professionnels de l'immobilier même pour les sociétés civiles effectuant des opérations immobilières à titre accessoire.

ABSENCE DE FACULTE DE RETRACTATION

Les conditions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables.

En conséquence, le **PROMETTANT** ne bénéficie pas de la faculté de rétractation à compter de l'acceptation de son engagement d'achat..

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

- les établissements financiers concernés,

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, domicile est élu en l'office notarial sus-désigné.

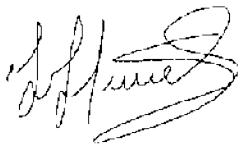
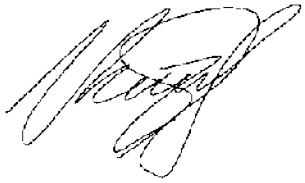
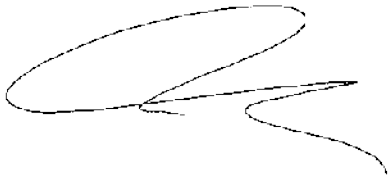
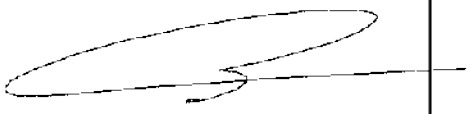
DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, le **PROMETTANT** a certifié exactes les déclarations le concernant, avant d'apposer sa signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de cette signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Les traduction du présent acte a été réalisée par Madame VARDANYAN Anahit épouse MOSOYAN fille de Monsieur et Madame VARDANYAN.

M. VARDANYAN Vardan a signé à ANNONAY le 15 mai 2025	
Mme VARDANYAN Nelli a signé à ANNONAY le 15 mai 2025	
Mme MOSOYAN Anahit a signé à ANNONAY le 15 mai 2025	
M. CHAUVIN François représentant de la COMMUNE D'ANNONAY a signé à ANNONAY le 15 mai 2025	
et le notaire Me COURTES-LAPEYRAT OLIVIER a signé à ANNONAY L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ LE QUINZE MAI	

13198-PRO.pdf

Propriété appartenant à
la Commune d'ANNONAY

PROJET DE DIVISION

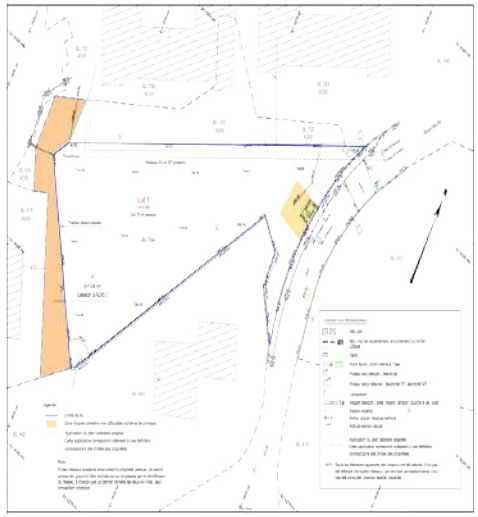
Modifications	
07/10/2021	PROJET DE DIVISION

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

Commune de
ANNONAY

Section DL n°134
Lieudit "Les Terrettes"

Echelle 1/200



Avis domaines.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de la Loire

Pôle d'évaluation domaniale

11 rue mi-Carême – BP 502
42007 Saint-Etienne Cedex

Courriel : ddfip42.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 77 47 86 98

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sylvie RICART
Courriel : sylvie.ricart@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 77 47 85 95

Réf DS : 24261915
Réf OSE : 2025-07010-37232

Saint-Etienne, le 4 juin 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de la LOIRE

à

Commune d'Annonay
2 rue de l'Hôtel de ville
07100 Annonay

Lettre valant avis du Domaine

Objet : actualisation avis domanial

Par une saisine en date du 16 mai 2025, vous sollicitez l'avis du pôle d'évaluation domaniale pour l'actualisation d'un avis d'évaluation de février 2024. Il s'agit de l'évaluation en valeur vénale d'une emprise de terrain nu à céder, située rue des Bouvreuils à Annonay.

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Annonay	BL 734	Champlong Ouest	2 358 m²	Terrain nu

Le projet constitue deux emprises à découper de la parcelle BL 734 : respectivement 124 m² et 775 m² (projet de division de novembre 2023). La présente évaluation porte sur l'emprise de 775 m².

La parcelle BL 734 est située en zone UB3 du plan local d'urbanisme intercommunal. Pour le secteur UB3, l'objectif est de permettre une densification modérée de secteurs à dominante d'habitat individuel. Cette densification restera toutefois horizontale (maisons jumelées, en bande et habitat intermédiaire) pour assurer une bonne intégration dans un environnement urbain essentiellement constitué d'habitat individuel.

L'emprise de 775 m² de terrain nu et libre constitue un terrain à bâtir.

a) Avis d'évaluation antérieur

Un avis d'évaluation n° 2024-07010-00192 a été émis le 1er février 2024 pour une valeur vénale de 59 000 € pour une surface de 775 m² à détacher de la parcelle (BL 734), soit une valeur vénale de 76 €/m² environ (valeur hors taxe et hors droits). Cette valeur a été assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à 53 000 € (arrondie).

Le présent bien à évaluer constitue la même emprise de terrain à bâtir qu'en 2024 (775 m² à détacher de la parcelle BL 734). Seul, le plan local d'urbanisme est modifié (PLUi-H d'Annonay Rhône Agglo approuvé le 10 avril 2025 et exécutoire au 14 mai 2025).

La parcelle BL 734 était située en zone UC du plan local d'urbanisme applicable en février 2024. La zone UC couvre les extensions urbaines à dominante pavillonnaire. Principalement destinée à l'habitat, la zone UC peut accueillir d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).

b) Suite de l'opération

Une promesse de vente a été signée le 15 mai 2025 par la commune d'Annonay au prix de 55 000 €, commission de l'intermédiaire à charge vendeur incluse. Un projet de construction d'une maison d'habitation est envisagée.

La délibération de conseil municipal est annoncée pour juin 2025.

c) Détermination de la valeur vénale actualisée

L'étude de marché actualisée de ventes de terrains à bâtir sur une période de 3 ans révèle une valeur moyenne à 78 €/m² et la valeur médiane à 68 €/m². La plupart des termes de comparaison retenus sont situés dans le même zonage que l'emprise à évaluer (UB3) au PLUi-H.

Ainsi, la valeur vénale de 76 €/m² retenue à l'avis domanial de février 2024 est reconduite. Pour une emprise de 775 m², la valeur vénale arrondie du bien est estimée à 59 000 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 53 000 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Pour le Directeur et par délégation,



Sylvie RICART

Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

.....

14 - Affaires foncières - Cession d'un ensemble immobilier, situé 58 rue Léo Lagrange à Annonay et cadastré BD186 au profit de la communauté d'agglomération

Nombre d'annexes :4

avis FD du 24 janvier 2025.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de la Loire

Pôle d'évaluation domaniale

11 rue mi-Carême – BP 502
42007 Saint-Etienne Cedex

Courriel : ddfip42.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 86 98

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sylvie RICART

Courriel : sylvie.ricart@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 85 95

Réf DS : 21881848
Réf OSE : 2025-07010-03629

Le 24 janvier 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de la Loire

à

Commune d'Annonay
2 rue de l'Hôtel de ville
07100 Annonay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Immeuble de bureaux
Adresse du bien :	58 rue Léo Lagrange, 07100 Annonay
Valeur :	575 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 5 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune d'Annonay

affaire suivie par : Mme Dominique FONTANEL, service développement économique, dominique.fontanel@annonayrhoneagglo.fr

2 - DATES

de consultation :	16/01/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	-

Compte tenu du délai (conseil municipal du 6 février 2025) et des contraintes (notamment site occupé), l'avis du Domaine est réalisé sans visite à l'aide des seuls documents issus de la déclaration d'intention d'aliéner reçue par la collectivité le 21 octobre 2024 et des indications mentionnées dans la demande d'évaluation.

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

3.3. Projet et prix envisagé

Projet d'acquisition d'un tènement immobilier comprenant un bâtiment de bureaux en location, situé au 58 rue Léo Lagrange à Annonay.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

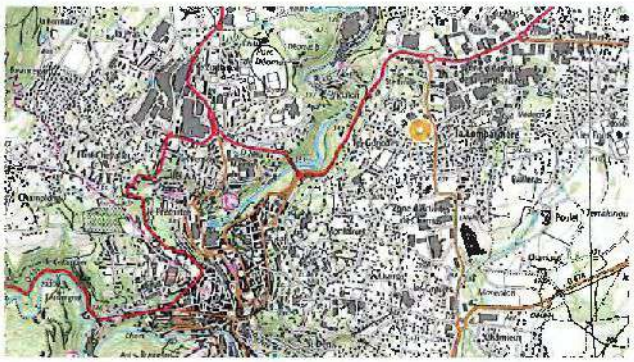
Annonay est le principal pôle urbain du département de l'Ardèche.

La ville d'Annonay a connu une période de développement industriel florissant depuis le début du XIXème siècle jusqu'après la seconde guerre mondiale. Le centre ville historique est néanmoins en déprise depuis une vingtaine d'années et la tache urbaine n'a cessé de s'étendre au profit de la périphérie.

Le tènement immobilier est situé au Nord-Est du centre ancien d'Annonay, du côté de la commune de Davézieux.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le tènement foncier est bordé de zones d'habitat, sauf au nord, une zone restreinte comprend des bâtiments d'activités. Les zones d'activités de Charnas /Marenton et de La Lombardière (Annonay et Davézieux) sont proches.





4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Annonay	BD 186	58 rue Léo Lagrange	7 606 m²	Immeuble bâti

4.4. Descriptif

En l'absence de visite et de photos communiquées, la description est réalisée à l'aide des outils graphiques de photos aériennes et « street view ».

Le tènement immobilier est constitué d'un bâtiment principal composé de deux unités, d'un auvent métallique de grande hauteur à l'arrière servant de stationnement, des zones revêtues en enrobés à usage de voies de circulations internes, de zones de manœuvre, d'espaces de stationnement et de zones de stockage. Le reste de l'emprise est enherbé. L'ensemble est entièrement clos et dispose de trois accès (deux accès rues Léo Lagrange et un accès rue des Gonottes).









Selon les éléments de la déclaration d'intention d'aliéner du 21 octobre 2024 et ses annexes, les éléments suivants ont été recensés.

Le tènement immobilier faisait partie d'un ensemble immobilier plus important, ayant notamment supporté une station de carburant (cuve inertée au béton). Une partie du tènement immobilier a été vendue en 2012 au CCAS (actuelle parcelle BD 185) avec une division cadastrale de la parcelle initiale (BD 131).

L'ensemble immobilier, sis parcelle BD 186, est constitué d'un bâtiment à usage mixte de bureaux et d'activités, élevé sur sous-sol partiel et d'un rez-de-chaussée, et environ 47 emplacements de stationnement extérieurs. Un transformateur électrique est présent sur le site.

Le tènement foncier est soumis à plusieurs servitudes de passage de réseaux en souterrains et d'une mise à disposition d'un emplacement de 20 m² réservé à ENEDIS sur lequel est installé un poste de transformation électrique.

Le site n'est pas répertorié sur la base de données CASIAS (pollution des sols) et ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

Le terrain a été vendu à EDF en 1974. Le bâtiment a été construit en 1977 et rénové en 1987.

Un audit environnemental de 2003 avait constaté un point sensible sur le site (avant division parcellaire) au niveau de la zone de stockage de transformateurs d'EDF (présence de transformateurs fuyards).

La direction d'EDF a fait réaliser un rapport d'investigations complémentaires relatif à la vulnérabilité et caractérisation du milieu sol en septembre 2012.

Une déclaration au titre des installations classés pour le groupe EDF en date du 04/12/2003 est identifiée pour une installation de stockage de transformateurs. Il n'a pas été relevé de cessation d'activité enregistrée. Au vu des résultats de l'étude (avec des sondages de sols), aucun risque n'a été mis en évidence et la qualité des sols au droit du site (parcelle initiale BD 131) apparaît compatible avec son usage actuel.

4.5. Surfaces du bâti

Selon les éléments issus de la déclaration d'intention d'aliéner, la surface utile des locaux est répartie selon le tableau ci-après.

Etages	Rez-de-chaussée (m²)	Sous-sol (m²)	TOTAUX (m²)	TOTAUX SUB Bureaux(m²)	TOTAUX SUB locaux de stockage (m²)
Bureaux	436,9		1 085,1	840,1	
Locaux sociaux	34,3				
Archives – réserves	83,7				
Sanitaires	32,3				
Circulations générales	252,9				
Entrepôts	100,0				171,3
Hangar	71,3				
Stockage		73,7			73,7
TOTAL SUB (m²)	**1 011,4**	**73,7**		**1 085,1**	

Locaux techniques généraux	3,5	41,5	210,7
Parkings	96,6		
Surfaces non closes et terrasses	67,5	1,6	
TOTAL Annexes (m²)	**167,6**	**43,1**	

Il apparaît une surface de circulations générales importante au regard de la surface totale des locaux de bureaux (0,3).

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

L'immeuble appartient à la société SAS TRE ACQUISITION III, au siège social situé 32 rue de Monceau, 75008 Paris.

5.2. Conditions d'occupation

Le bien est vendu occupé (par les sociétés ENEDIS et GRDF), par bail de 9 ans depuis le 1er janvier 2024.

Le loyer annuel est de 50 293 €, révisable annuellement au 1er janvier.

6 - URBANISME

Règles actuelles

La parcelle est située en zone UB du plan local d'urbanisme (PLU).

La zone UB couvre les extensions urbaines autour du cœur de la ville d'Annonay. Le tissu bâti présente des formes variées, qui sont en général construites en ordre discontinu. Principalement destinée à l'habitat, la zone UB peut accueillir d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).

La dernière modification du PLU a été approuvée le 13/06/2019.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison.

Cette méthode consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

La valeur vénale est recoupée par la méthode par le revenu.

Cette méthode consiste à appliquer au revenu de l'immeuble productif de revenu, un coefficient de capitalisation tiré de l'observation du marché des immeubles loués.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

a) Bureaux

Des mutations à titre onéreux de locaux de bureaux de grande superficie ont été recherchées dans un périmètre de 5 km.

Il ressort de ces critères une sélection de trois mutations retenues, elles sont présentées au tableau ci-après.

Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	Année construct.	Surf. utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)	Observations
19/04/2023	ANNONAY	9001 RUE SADI CARNOT	10//AX/1078// AX/241//AX/ 1073//AX/1072		**856**	400 000	467	Bâtiments à usage de bureaux de la CCI (acquisition par préemption), sur une emprise de 1238 m², vendus libres d'occupation Bâti de construction ancienne et une extension de 1991, surface utiles pondérées pour R-1 Locaux de conception anciennes non rénovés, mais entretenus, en centre ville, pas de parking
11/04/2022	ANNONAY	2 RUE LUCIEN BOISSIER	10//BD/48//	1985	**2 583**	1 350 000	523	Ensemble immobilier composé d'un bâtiment élevé sur sous-sol partiel, rez-de-chaussée et deux étages, 180 places de parking et un couvert, sur une emprise de 10 000 m² , vendu libre d'occupation Immeuble « Orange », acquis par CA Annonay Rhône Agglo, bâtiment de bureaux avec un rez-de-chaussée à rénover entièrement, R+1 et R+2 rénovés, immeuble non rénové depuis sa construction, non isolé, menuiseries d'origine
12/12/2018	ANNONAY	38 RUE SADI CARNOT	AX/1069		**802**	420 000	524	Bureaux et salle de formation, une partie du bâtiment transformé en logements (surface cadastrale), vente CCI bâtiment sur le même tènement que la vente du 19/04/2023
En gras données corrigées / Actes de mutations, cadastre, ou évaluation					**Moyenne**		**585**	
					Médiane		**523**	

Quatre transactions sont écartées. Les bâtis sont de constructions plus récentes (de 2001 à 2010), en copropriété du centre-ville, et de surface utile totale plus faible. Les biens sont localisés dans des secteurs géographiques d'implantation d'activités professionnelles, ou mixte bureau/commercial.

Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	Année construct.	Surf. utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)	Observations
18/06/2024	DAVEZIEUX	111 B RUE SANS SOUCIS	78//AB/123//AB/ 124//AB/323	2010	561	1 200 000	2 139	Acte non publié Construction plus récente, bonne accessibilité
19/11/2021	SAINT-CLAIR	5469 LES MASSAS	225//B/1908//	2001	257	380 000	1 479	Ensemble immobilier comprenant un local à usage de bureaux en rez-de-chaussée et parking attenant de 570 m², sur une emprise de 2206 m², vendu loué par bail commercial (rendement 11,0%)
07/04/2022	SAINT-CYR	183 RUE DE L INDUSTRIE	227//A/2040//A/ 2046	2004	276	225 000	815	Tènement immobilier composé d'un bâtiment à usage de bureaux et terrain attenant, sur une emprise de 1 012 m², vendu libre d'occupation Lotissement industriel de Prachonet
22/11/2021	ANNONAY	6 BD DE LA REPUBLIQUE	10//AK/138/1-2-3-5-6	1990	376,3	293 500	782	Lot de locaux professionnels dans un ensemble immobilier en copropriété, pour usage de commerce, bureaux, activités professionnelles, au rez-de-chaussée et au 1er étage, vendu partiellement loué (régie/agence immobilière)

b) Rendement locatif de locaux professionnels

Les références de locaux d'activités vendus loués sur le Nord Ardèche sont insuffisantes. Une base de données constituées sur Saint-Etienne permet d'extraire des valeurs entre 6 % et 13 % (cf. tableau ci-après).

Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	Année construct.	Surf. utile totale	Surface Carrez	Commentaire	Taux capitalisation	Loyer au m² Carrez
26/01/2024	SAINT-ETIENNE	3 PL ANTONIN MOINE	218//EO/ 27//360-2005	1977	85	84,91	Local d'appartement au 1er étage à usage professionnel (depuis plus de 30 ans) et cave, vendu loué	10,1%	131
05/09/2023	SAINT-ETIENNE	4 RUE DES ACIERIES	218//CL/164//		291		Immeuble élevé sur rez-de-chaussée à usage de garage et bureaux, à usage société ambulances, vendu loué	5,9%	
07/07/2023	SAINT-ETIENNE	65 AV DE ROCHETAILLEE	218//KS/ 18//321	1976	15	29,72	Dans un immeuble, local à usage professionnel de cabinet infirmier, vendu loué	11,2%	120
25/01/2023	SAINT-ETIENNE	3 PL DU PALAIS DE JUSTICE	218//PW/ 4//13-38	1978	52	54,81	Dans ensemble immobilier, local à usage de bureau au rez-de-chaussée et emplacement de parking, vendu loué (profession libérale)	10,4%	124
12/12/2022	SAINT-ETIENNE	75 B RUE HORACE VERNET	218//HM/ 362//10-1	1990	100	101,88	Dans un ensemble immobilier, local professionnel de 101,88 m² de locaux d'entreprise et garage au rez-de-chaussée, vendu loué	13,1%	129
09/12/2022	SAINT-ETIENNE	1 RUE DE LA LOGISTIQUE	218//CO/ 205//2	1996	710		Dans un ensemble immobilier récent, locaux de bureaux et places de stationnement, vendu loués	7,6%	
10/11/2022	SAINT-ETIENNE	9 RUE PAUL RONIN	218//HL/6//4	1948	41	40,11	Dans un ensemble immobilier, local à usage de commerce au rez-de-chaussée, dans une copropriété, vendu loué	8,9%	60
09/06/2022	SAINT-ETIENNE	12 RUE PAUL RONIN	122//1028-1027-1028-	1972	130	140,04	Dans un ensemble immobilier, local commercial au premier sous-sol, vendu loué	8,4%	59
07/03/2022	SAINT-ETIENNE	42 RUE DES FRERES CHAPPE	218//EL/ 66//14-13	1932	28	37,48	Dans ensemble immobilier, local au rez-de-chaussée (cabinet infirmier), vendu loué par bail commercial	9,2%	67
							Moyenne	**9,4%**	**99**
							Médiane	**9,2%**	**120**

Un bon état d'entretien de l'immeuble, un secteur recherché induit une baisse du taux de rendement. A l'inverse, un immeuble de conception ancienne, ordinaire ou vétuste, un secteur moins attractif, plus isolé, des locaux d'activités ou d'entrepôts induisent une hausse du taux de rendement.

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

a) Base de données « Cote Callon » :

La consultation de la cote annuelle des valeurs vénales immobilières et foncières – Editions Callon - a été réalisée (valeurs au 1er janvier 2024).

Les prix de marché issus de cette base de données pour la commune d'Annonay sont présentés aux tableaux ci-après.

• *Bureaux Annonay : vente - location*

Annee	Chapitre	Age / Saison	Categorie	Type	Prix	
X	Bureaux X	Ancien X	X	X	Mini	Maxi
2024	Bureaux	Ancien	Rénovés	Vente	560,00 €/m2	1 090,00 €/m2
2024	Bureaux	Ancien	Non rénovés	Vente	270,00 €/m2	710,00 €/m2
2024	Bureaux	Ancien	Rénovés	Location	48,00 €/m2	74,00 €/m2
2024	Bureaux	Ancien	Non rénovés	Location	27,00 €/m2	49,00 €/m2

• *Entrepôts Annonay : vente - location*

Annee	Chapitre	Type	Prix
X	Entrepots X	X	Moyenne
2024	Entrepots	Vente	423,00 €/m2
2024	Entrepots	Location	36,00 €/m2

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'ensemble immobilier a été caractérisé à l'aide de la déclaration d'intention d'aliéner et ses annexes, des visuels extérieurs et du montant du loyer communiqué, en l'absence de visite et de diagnostics techniques récents.

Les locaux présentent une surface utile significative totale de 1 085 m² pour le bâtiment principal, soit un loyer de 46 €/m² environ.

a) Valeur vénale par comparaison

Compte tenu des études réalisées et des bases de données consultées, il ressort les valeurs suivantes :

- valeur pivot de transactions bureaux anciens de grande superficie à 510 €/m² à Annonay,
- vente du bâtiment « Orange » au prix de 523 €/m² pour un ensemble immobilier situé en face, de même période de construction sur une grande emprise avec plusieurs stationnements, mais nécessitant des travaux de rénovation notamment thermiques,
- prix de vente de la « Cote Callon » entre 270 €/m² et 710 €/m² pour les bureaux anciens non rénovés,
- loyer annuel pratiqué de 46 €/m².

Une valeur de 550 €/m² est retenue pour la partie des locaux de bureaux (surface utile un peu plus faible que les termes de comparaison et locaux loués pouvant laisser supposer un meilleur état, mais valeur atténuée par la surface de circulations générales importante au regard de la surface totale des locaux de bureaux).

Compte tenu de l'absence d'aménagements internes propres aux bureaux pour les locaux d'entrepôt, hangar et stockage situés dans la même construction que les locaux de bureaux, il est retenu une valeur de 385 €/m² pour le rez-de-chaussée (abattement de 30 %). Pour rapprochement avec un abattement de 10 % pour locaux inclus dans un plus grand tènement, cette valeur moyenne est rapprochée du prix moyen « Cote Callon » pour les ventes d'entrepôts.

Pour les locaux annexes sans description (auvent métallique servant de zone de stationnement identifié avec les visuels) et les locaux en sous-sol du bâtiment principal, une valeur de 200 €/m² (abattement de 65 % environ) est retenue

La valeur vénale par comparaison de l'ensemble immobilier est estimée à 585 000 €, selon le détail ci-après.

Typologie	TOTAUX SUB Bureaux(m²)	Surface utile (m²)	Valeur vénale en €/m²	Valeur vénale (€)
Bureaux	Locaux de bureaux	840,1	550	462 055
Locaux sociaux				
Archives – réserves				
Sanitaires				
Circulations générales				
Entrepôts	Locaux de stockage au rez-de-chaussée	171,3	385	65 951
Hangar				
Stockage	Locaux de stockage au sous-sol	73,7	200	14 740
TOTAUX		**1 085,1**		**542 746**
Locaux techniques généraux	Annexes	210,7	200	42 140
Parkings				
Surfaces non closes et terrasses				
TOTAUX		**210,7**		**42 140**
TOTAUX ARRONDIS		**1 296**		**585 000**

b) Valeur vénale par le rendement locatif

Compte tenu de ces éléments et des références relevées, le taux de rendement est retenu à 9 % (construction de conception, ancienne, secteur un peu isolé, bureaux associés à des locaux de stockage / entrepôt).

Le loyer annuel est de 50 293 €.

La valeur vénale arrondie est estimée à 560 000 € par la méthode par le revenu [50 293 € / 0,09].

c) Approche sommaire par la méthode de la récupération foncière

Le tènement immobilier est situé sur une grande emprise de terrain à bâtir situé en zone UB du PLU, zone principalement destinée à l'habitat pouvant accueillir d'autres fonctions.

L'environnement proche est constitué de lotissements de maisons individuelles. L'emprise est importante (7 606 m²) et plane, un projet d'habitat pourrait y être implanté.

Les constructions existantes ne semblent pas particulièrement dégradées, mais leur importance est très faible au regard de la surface du terrain. Il a donc été analysé l'application de la méthode par la récupération foncière.

Cette méthode consiste à déterminer la valeur du terrain considéré comme nu et libre d'occupation, c'est-à-dire diminuée des frais de démolition des constructions et, le cas échéant des frais d'éviction ou de relogement des occupants.

Le terrain est évalué en fonction des prix pratiqués dans le secteur sous déduction des frais de démolition des bâtiments et des dépenses à engager pour la remise en état des sols (enlèvement des installations et canalisations diverses, dépollution...).

Les références relevées pour des prix de ventes de lots de terrain à bâtir sont les suivantes :

- mutations à titre onéreux récentes dans un périmètre de 1 km

Commune	Adresse	Date mutation	Ref. Cadastrales	PLU	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Observations
ANNONAY	92 RUE DE CHARMENTON	21/07/2023	10//BC/248//	UB	771	90 000	117	Terrain à bâtir
ANNONAY	92 RUE DE CHARMENTON	21/07/2023	10//BC/247//	UB	693	80 000	115	Terrain à bâtir
ANNONAY	7 B PCH PETIT CHEM DE LA MUETTE	09/08/2022	10//AZ/564//	UB	506	**66 583**	132	Terrain à bâtir
DAVEZIEUX	PAILLERAS	05/08/2022	78//AI/153//	1 AU b	914	**87 859**	96	Terrain à bâtir non viabilisé
DAVEZIEUX	POULET	17/07/2024	78//AR/66//	UC	624	**82 914**	133	Terrain à bâtir viabilisé
En gras, données modifiées / actes de mutation			**Moyenne**		**702**	**81 471**	**119**	
			Médiane		**693**	**82 914**	**117**	

- base de données « Cote Callon »

Annee	Chapitre	Taille	Type	Prix		
X	Terrains à bâtir X	Individuels X	X	Mini	Maxi	Moyenne
2024	Terrains à bâtir	Individuels	Banlieue ordinaire	12 400,00 €/m2	52 800,00 €/m2	29 600,00 €/m2
2024	Terrains à bâtir	Individuels	Banlieue Résidentielle	26 900,00 €/m2	112 000,00 €/m2	62 800,00 €/m2

Le tableau ci-avant comporte une anomalie d'unité. Pour les situations présentées, il s'agit de prix au lot.

Pour de l'habitat individuel, le ratio d'espace public aménagé est de 20 % à 30 %. Ainsi pour un terrain de 7 606 m², 8 lots de terrain à bâtir de 700 m² pour construction de maisons individuelles pourraient être réalisés. Pour 8 lots de terrain à bâtir à une valeur unitaire de 80 000 €, la parcelle BD 186 nue et libre serait estimée à 640 000 €.

Au cas présent, le montant des travaux de remise en état du terrain (démolition, et désamiantage éventuel, des constructions existantes, ainsi que dépollution éventuelle) seraient à déduire de cette

valeur. Par application de la valeur vénale de l'ensemble immobilier estimée à 585 000 € (comparaison de mutations à titre onéreux), le coût de ces travaux serait estimé à 55 000 €. Cette valeur paraît être un minimum.

d) Synthèse

Étant donné l'analyse sommaire de la valeur du terrain à bâtir encombré (approche par la méthode de la récupération foncière), le tènement foncier est évalué selon la situation existante de locaux d'activités sur une grande emprise de terrain.

Suite aux analyses par la méthode par comparaison de mutations à titre onéreux d'immeubles comparables et par la méthode par le revenu, la valeur vénale de l'ensemble immobilier, sis parcelle BD 186, est évaluée à 575 000 €.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 575 000 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 5 % (notamment en l'absence de visite et de photos de l'ensemble immobilier) portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 604 000 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,
La Responsable de la Division Missions Domaniales,

Valérie ROUX-ROSIER
Inspectrice divisionnaire des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

ANNEXE

Termes de comparaison – étude de marché de ventes de locaux de bureaux



9001 rue Sadi Carnot, Annonay



2 rue Lucien Boissier, Annonay



38 rue Sadi Carnot, Annonay



111 B rue Sans Soucis, Davézieux – NON RETENU



5489 Les Massas, Saint-Clair – NON RETENU



183 rue de l'Industrie, Saint-Cyr – NON RETENU



6 rue de la République, Annonay – NON RETENU

plan cadastral.pdf

Département :
ARDECHE

Commune :
ANNONAY

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/08/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF ARDECHE
1,Route des MINES BP 620 07006
07006 PRIVAS
tél. 04.75.66.12.00 -fax
sdif.privas@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



plan de situation du batiment.pdf

géoportail



© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 4° 41′ 15″ E
Latitude : 45° 15′ 01″ N

annexe page blanche.odt

.....

15 - Affaires foncières - Cession d'une emprise à découper de la parcelle AS129 rue Jean Guigon à M. et Mme GRIOTIER

Nombre d'annexes :3

2025 03 19 avis domanial.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de la Loire

Pôle d'évaluation domaniale

11 rue mi-Carême – BP 502
42007 Saint-Etienne Cedex

Courriel : ddfip42.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 86 98

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sylvie RICART

Courriel : sylvie.ricart@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 85 95

Réf DS : 21957636
Réf OSE : 2025-07010-04218

Le 19 mars 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de la Loire

à

Commune d'Annonay
2 rue de l'Hôtel de ville
07100 Annonay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Terrain nu (chemin / délaissé)
Adresse du bien :	Rue Jean Guigon, Annonay
Valeur :	16 €/m², assortie d'une marge d'appréciation de 10% (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune d'Annonay

affaire suivie par : Laura FIASSON, directrice des affaires juridiques et administratives de la ville d'Annonay, laura.fiasson@annonay.fr

2 - DATES

de consultation :	16/01/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	21/03/2025
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	10/02/2025
du dossier complet :	10/02/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☑
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Demande d'un particulier intéressé à l'achat d'une partie de parcelle appartenant à la commune d'Annonay.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

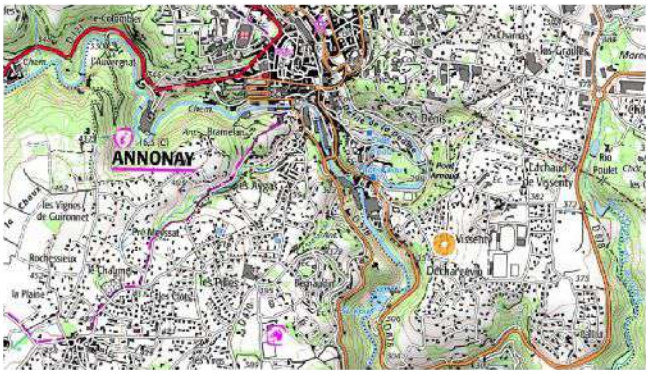
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation

Annonay est le principal pôle urbain du département de l'Ardèche.

La ville d'Annonay a connu une période de développement industriel florissant depuis le début du XIXème siècle jusqu'après la seconde guerre mondiale. Le centre ville historique est néanmoins en déprise depuis une vingtaine d'années et la tache urbaine n'a cessé de s'étendre au profit de la périphérie.

Le tènement immobilier est situé au sud-est du centre-ville dans le quartier Déchargevin – Vissenty, pour l'essentiel d'habitat individuel.





4.2. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Annonay	AS 129	Côte Barlet	1 828 m², pour partie à détacher de 225 m² environ	Terrain nu

La surface définitive de l'emprise à céder sera établie lors du découpage cadastral.

4.3. Descriptif

La parcelle AS 129 appartient à la commune depuis 1976. Un voisin veut acheter une emprise de cette parcelle pour avoir un accès à sa propriété AS 244 depuis la rue Jean Guigon.

La parcelle AS 129 est en nature de chemin, de zone de retournement et de terrain enherbé à cet endroit. Le chemin est plat, cependant il y a une forte déclivité entre l'emprise à détacher et la parcelle AS 244.

L'emprise à détacher de la parcelle AS 129 a une superficie de 225 m² environ.









5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

L'immeuble appartient à la ville d'Annonay.

5.2. Conditions d'occupation

L'immeuble est libre d'occupation.

6 - URBANISME

Règles actuelles

La parcelle AS 129 est située en zone UC du plan local d'urbanisme (PLU).

La zone UC couvre les extensions urbaines à dominante pavillonnaire. Les bâtiments sont construits en général en ordre discontinu et en recul par rapport à l'alignement. Principalement destinée à l'habitat, la zone UC peut accueillir d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).

La parcelle est pour partie concernée par un emplacement réservé : n° 6, aménagement d'une voie de liaison entre Déchargevin et la Côte Barlet (emprise de 8 m maximum).

D'après les documents communiqués, il est considéré que l'emprise à détacher ne se trouve pas dans l'emprise de l'emplacement réservé.

La dernière modification du PLU a été approuvée le 13/06/2019.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison.

Cette méthode consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Des mutations à titre onéreux de petites emprises de terrains nus en nature d'accès ou de délaissés de voies ont été recherchées à Annonay et périphérie. Il ressort de ces critères une sélection de six mutations retenues en 2023 et 2024, elles sont présentées au tableau ci-après.

Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	PLU	Surface terrain (m²)	Prix (€)	Prix unitaire (€/m²)	Observations
17/12/2024	BOULIEU LES ANNONAY	RUE CAMILLE DE MONTGOLFIER	41//AH/385//	UB	180	1 000	6	Parcelle en bande parallèle à VC 16, emplacement réservé
09/08/2024	THORRENC	LES MICONNES	321//B/786//	/	83	2 000	24	Parcelle de terrain à usage de chemin d'accès d'une propriété privée
12/07/2024	BOULIEU LES ANNONAY	LE VILLAGE	41//AD/225//	UB	31	600	19	Petite parcelle de raccordement à la voirie d'un terrain à bâtir non viabilisé
09/02/2024	ROIFFIEUX	LES CLOTS	197//AK/370//	U	82	1 800	22	Parcelle de terrain, extrémité de voie desservant un lotissement d'habitation
11/07/2023	SAINT-CYR	PRE DE LOUME	227//B/1637// B/2511	/	322	3 000	8	Deux parcelles de terrain à usage privatif d'accès
09/03/2023	MACLAS (42)	TERRES GRASSES	129//A/2967//	UC	123	2 000	16	Petite parcelle de terrain nu en nature de délaissé
					Moyenne		**16**	
					Médiane		**18**	

Une valeur moyenne de 16 €/m² est relevée.

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

Aucune consultation de sources externes à la DGFIP n'a été réalisée.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Compte tenu de la nature de l'emprise en délaissé d'un chemin (exclue de l'emprise de l'emplacement réservé d'aménagement d'une voie de liaison entre Déchargevin et la Côte Barlet), la valeur vénale est arbitrée à 16 €/m². Cette valeur plutôt faible pour un futur terrain d'agrément tient compte du dénivelé important entre cette emprise et la propriété riveraine concernée.

Pour une emprise à détacher de 225 m², la valeur vénale est estimée à 3 600 €.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 16 €/m².

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Sylvie RICART

Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

13857-DIV PROJET.pdf

Propriété appartenant à la Commune d'ANNONAY

PLAN DE DIVISION

Modifications :

5 Mai 2025	PLAN DE DIVISION	DIV

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

Commune de ANNONAY

Section AS n°129
Lieudit : "Bise"

GEOMETRES-EXPERTS
Urbanisme - Bureau d'études VRD
32, avenue Daniel MERCIER - 07100 ANNONAY
1, Montée de la Yette - 38150 ROUSSILLON (sur RDV)
04 75 33 04 10 contact@julieng eometre.fr

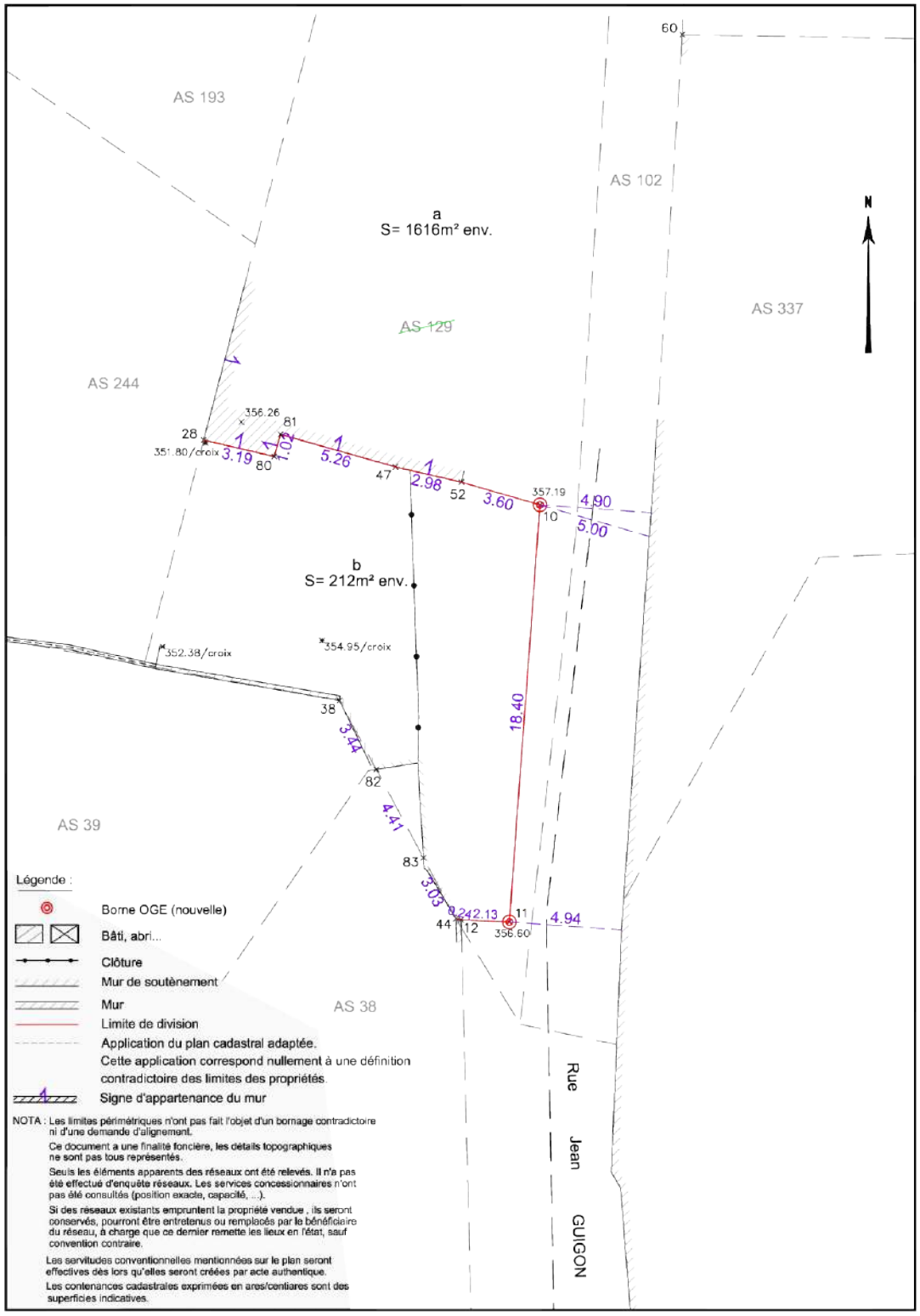
JULIEN et associés

Echelle :1/250

Dossier : 25-13857	Document réalisé par
Fichier : 13857-DIV	Aurélie ARCHIER

Date du levé topographique : 25-04-2025
Précision du levé : 1/500
Système de coordonnées RGF93CC45
Le nivellement est rattaché au NGF par système GPS (Téria)

TOP | PRJ | DP | PAM | BOR | ALI | **DIV** | EXE | IMP | REC



annexe page blanche.odt

.....

16 - Affaires foncières - Cession d'une emprise à découper de la parcelle AS301 chemin de Déchargevin aux propriétaires riverains

Nombre d'annexes :2

2025 05 12 annexes_pour_delib.pdf

Description de la Parcelle AS301 à céder

Fiche parcelle 07010000AS0301

CADASTRE

Fiche de la parcelle 07010 AS 301

Afficher le relevé de propriété | Relevé limité à un bien | Relevé pour un tiers du compte | Descriptif détaillé de la parcelle (pdf) | Imprimer

Parcelle

Commune	Préfixe	Section	N° parcelle	N° de compte	Date de l'acte	N° primitive	N° voirie	Adresse	Rivoli	Contenance
ANNONAY (07010)		AS	0301	+01071	29/05/2007	0099	0009	CHE DE DECHARGEVIN	0811	347 m²

La totalité de la parcelle AS301 à céder est de 347m2.

Vue aérienne et Street View



Le riverain propriétaire de AS298 veut acheter à la mairie la partie qui est dans la continuité de son terrain.
Le riverain propriétaire AS299 veut acheter à la Mairie le reste de la parcelle AS301.

Cette parcelle AS301 est actuellement une propriété de la mairie suite à une cession gratuite par le lotisseur au moment de la création du lotissement.

L'autre riverain propriétaire AS300 ne souhaite pas acheter cette parcelle, qui lui a été proposée.

Vue aérienne et Street View





Il est envisagé de céder l’entièreté du mur séparatif aux propriétaires.

Photos supplémentaires







2025 03 27 - 2025-07010-06237-AR.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de la Loire

Pôle d'évaluation domaniale

11 rue mi-Carême – BP 502
42007 Saint-Etienne Cedex

Courriel : ddfip42.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 86 98

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sylvie RICART

Courriel : sylvie.ricart@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 77 47 85 95

Réf DS : 21966736
Réf OSE : 2025-07010-06237

Le 27 mars 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de la Loire

à

Commune d'Annonay
2 rue de l'Hôtel de ville
07100 Annonay

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Abords de voirie en nature de terrain d'agrément
Adresse du bien :	9 chemin de Déchargevin, Annonay
Valeur :	15 €/m², assortie d'une marge d'appréciation de 10% (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune d'Annonay

affaire suivie par : Laura FIASSON, directrice des affaires juridiques et administratives de la ville d'Annonay, laura.fiasson@annonay.fr

2 - DATES

de consultation :	24/01/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	21/03/2025
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	10/02/2025
du dossier complet :	20/03/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☑
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Projet de cession d'une parcelle appartenant à la mairie aux riverains de ladite parcelle.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

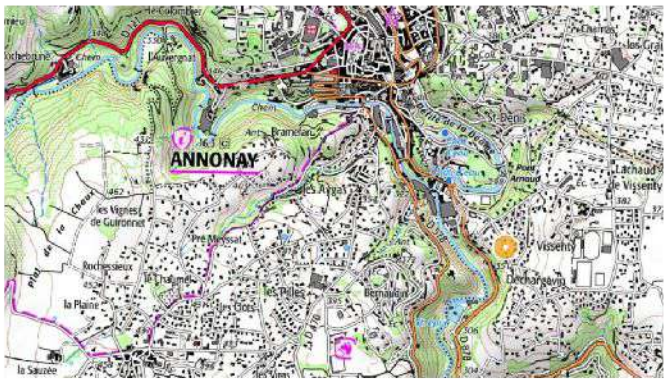
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation

Annonay est le principal pôle urbain du département de l'Ardèche.

La ville d'Annonay a connu une période de développement industriel florissant depuis le début du XIXème siècle jusqu'après la seconde guerre mondiale. Le centre-ville historique est néanmoins en déprise depuis une vingtaine d'années et la tache urbaine n'a cessé de s'étendre au profit de la périphérie.

Le tènement immobilier est situé au sud-est du centre-ville dans le quartier Déchargevin – Vissenty, pour l'essentiel d'habitat individuel.





4.2. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Annonay	AS 301	9 chemin de Déchargevin	347 m², deux emprises à détacher	Terrain nu

La surface définitive des emprises à céder sera établie lors du découpage cadastral.

4.3. Descriptif

La parcelle AS 301 est actuellement une propriété de la mairie suite à une cession gratuite par le lotisseur au moment de la création du lotissement. La totalité de la parcelle AS 301 à céder est d'une superficie de 347 m².









La parcelle AS 301 constitue du terrain d'agrément. L'opération comprend également la cession de l'entièreté du mur de pierres bordant le chemin de Déchargevin.

Le riverain propriétaire de la parcelle AS 298 veut acheter à la Mairie une partie de la parcelle AS 301. L'emprise à détacher de la parcelle AS 301 a une superficie approximative de 116 m^2.

Le riverain propriétaire de AS 299 veut acheter à la Mairie le reste de la parcelle AS 301. L'emprise à détacher de la parcelle AS 301 a une superficie approximative de 231 m^2.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

L'immeuble appartient à la ville d'Annonay.

5.2. Conditions d'occupation

L'immeuble est libre d'occupation.

6 - URBANISME

Règles actuelles

La parcelle AS 301 est située en zone UC du plan local d'urbanisme (PLU).

La zone UC couvre les extensions urbaines à dominante pavillonnaire. Les bâtiments sont construits en général en ordre discontinu et en recul par rapport à l'alignement. Principalement destinée à l'habitat, la zone UC peut accueillir d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).

La parcelle comporte un élément de patrimoine bâti à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural, il s'agit du mur de pierres bordant le chemin de Déchargevin.

La dernière modification du PLU a été approuvée le 13/06/2019.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison.

Cette méthode consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Des mutations à titre onéreux de petites emprises de terrains nus en usage de terrains d'agrément ont été recherchées à Annonay et communes périphériques. Il ressort de ces critères une sélection de huit mutations, elles sont présentées au tableau ci-après.

Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	PLU	Surface terrain (m²)	Prix (€)	Prix unitaire (€/m²)	Observations
20/11/2024	ANNONAY	AV DANIEL MERCIER	10//BE/1234//	UC	158	5 000	32	Parcelle de terrain en nature de pré, pour intégration à la propriété contigüe en terrain d'agrément
14/11/2024	SAINT-CLAIR	COMBES	225//A/2908//	/	51	1 000	20	Petite parcelle de terrain limitrophe à un tènement d'habitation (usage agrément)
06/09/2024	VERNOSC-LES-ANNONAY	LE MOURIO	337//A/482//	UA	114	1 000	9	Petite parcelle de terrain en zone bâtie du Mourio, en nature de jardin
10/07/2023	ANNONAY	14 RUE SAINTE MARIE	10//AL/341	UA p	87	2 292	26	Parcelle de terrain déclassée du domaine public, à usage de terrain d'agrément
28/06/2023	SAINT-CYR	LE VILLAGE	227//B/135//	U	210	14 700	70	Parcelle de terrain en nature de jardin
16/05/2023	ANNONAY	9 RUE SAINT PRIX BAROU	10//AL/277//	UBp	111	2 500	23	Terrain à usage de potager
03/06/2022	ANNONAY	19 RUE ALPHONSE DAUDET	10//AW/559//	UB	140	8 000	57	Parcelle de terrain d'agrément bornée non viabilisée
22/02/2022	VERNOSC-LES-ANNONAY	CHANLAS	337//D/3156// D/3155	UC	219	8 000	37	Deux parcelles de terrain, à usage de terrain d'agrément (parcelles en bande)
					Moyenne		**34**	
					Médiane		**29**	

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

Aucune consultation de sources externes à la DGFIP n'a été réalisée.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

La parcelle AS 301 a été cédée en 2007 à l'euro symbolique par l'aménageur de l'ensemble du tènement à la commune, cession réalisée en vue de l'élargissement de la voirie. Le projet d'aménagement du chemin de Déchargevin a été abandonné (délibération de décembre 2019).

Selon la dernière étude de marché, la valeur des ventes d'emprises de terrains d'agrément (en zones constructibles) est relevée à 30 €/m² environ dans le secteur Annonay et environs.

Compte tenu du transfert de charges de l'entretien du mur en pierres constituant un élément de patrimoine bâti à protéger selon le PLU, un abattement de 50 % est appliqué. La valeur vénale est arbitrée à 15 €/m².

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 15 €/m² (parcelle AS 301 de 347 m² à diviser).

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 13,5 €/m².

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Sylvie RICART

Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

.....

17 - Affaires foncières - Chemin rural de Varagnes le bas - Déplacement du chemin rural et échange d'un tronçon du chemin rural avec une partie des parcelles AB66 et AB407 en cours d'acquisition pour le futur pôle d'échange intercommunal

Nombre d'annexes :2

plan div nouv chemin.pdf

Consorts DE MONTGOLFIER/
ANNONAY RHONE AGGLO

PROJET DE DIVISION

Modifications

3 OCT 2022	PROJET DE DIVISION	PKG

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

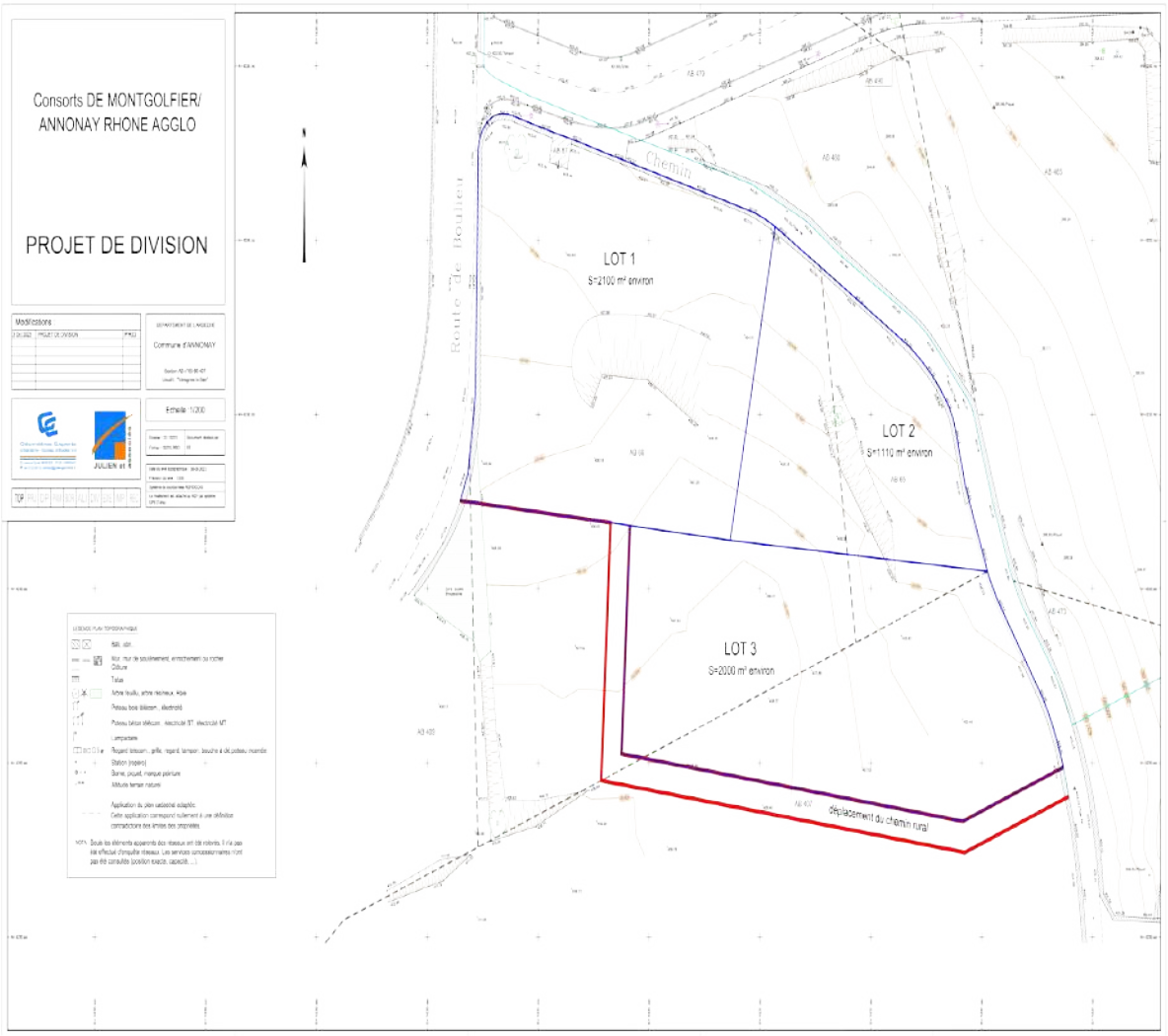
Commune d'ANNONAY

Section AS n°65-66-67
Lieudit : "Chaigneux le Bas"

Echelle 1/200

JULIEN et

TF



LE RELEVE PLAN TOPOGRAPHIQUE

- Bâti, abri
- Mur, mur de soutènement, enrochement ou rocher
- Clôture
- Talus
- Arbre feuillu, arbre résineux, haie
- Poteau bois éclairage, électricité
- Poteau béton éclairage, électricité BT, électricité MT
- Lampadaire
- Regard télécom., grille, regard, tampon, bouche à clé,poteau incendie
- Station (repère)
- Borne, piquet, marque peinture
- Mitoyen terrain naturel
- Application du plan cadastral adaptée. Cette application correspond tellement à une définitive connaissance des limites des propriétés

NOTA : Seuls les éléments apparents des réseaux ont été relevés. Il n'a pas été effectué d'enquête réseaux. Les services concessionnaires n'ont pas été consultés (position exacte, capacité, ...).

annexe page blanche.odt

.....

18 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude au profit d'ENEDIS sur la parcelle AR323 située à Bernaudin le Haut à Annonay

Nombre d'annexes :1

c_serv_Enedis Bernaudin le ht_AR323.pdf

NPE

AR12396

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION ASD 06

Commune de : Annonay

Département : ARDECHE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/116161 RAC IMM ARDECHE HABITAT RESIDENCE BERNAUDIN

Chargé d'affaire Enedis : CHAREL Jérôme

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **Commune d'ANNONAY représenté(e) par** Simon PLANET**, dûment habilité(e) à cet effet**
Demeurant à : **2 Rue de l'Hotel de ville, 07100 / ANNONAY**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Annonay		AR	323	BERNAUDIN LE HAUT	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.

- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* **ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles**)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client) et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à Enedis, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 20 mètres, ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de ..... mètres.

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenue de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenue de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amenée à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés,

Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 0 (zéro euro) euros (inscrire la sommes en toutes lettres).

(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné autrement dit, si la parcelle ne fait pas l'objet d'une exploitation boisée forestière ou agricole)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs du service public de la distribution d'électricité, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 8 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

ARTICLE 9 – Formalités

La présente Convention sera visée pour timbre et enregistrée auprès des services des impôts en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités nécessaires.

Elle pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature : 3/07/2024

Nom Prénom	Signature
Commune d'ANNONAY représenté(e) par M. Simon PLENET, **dûment habilité(e) à cet effet**	

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

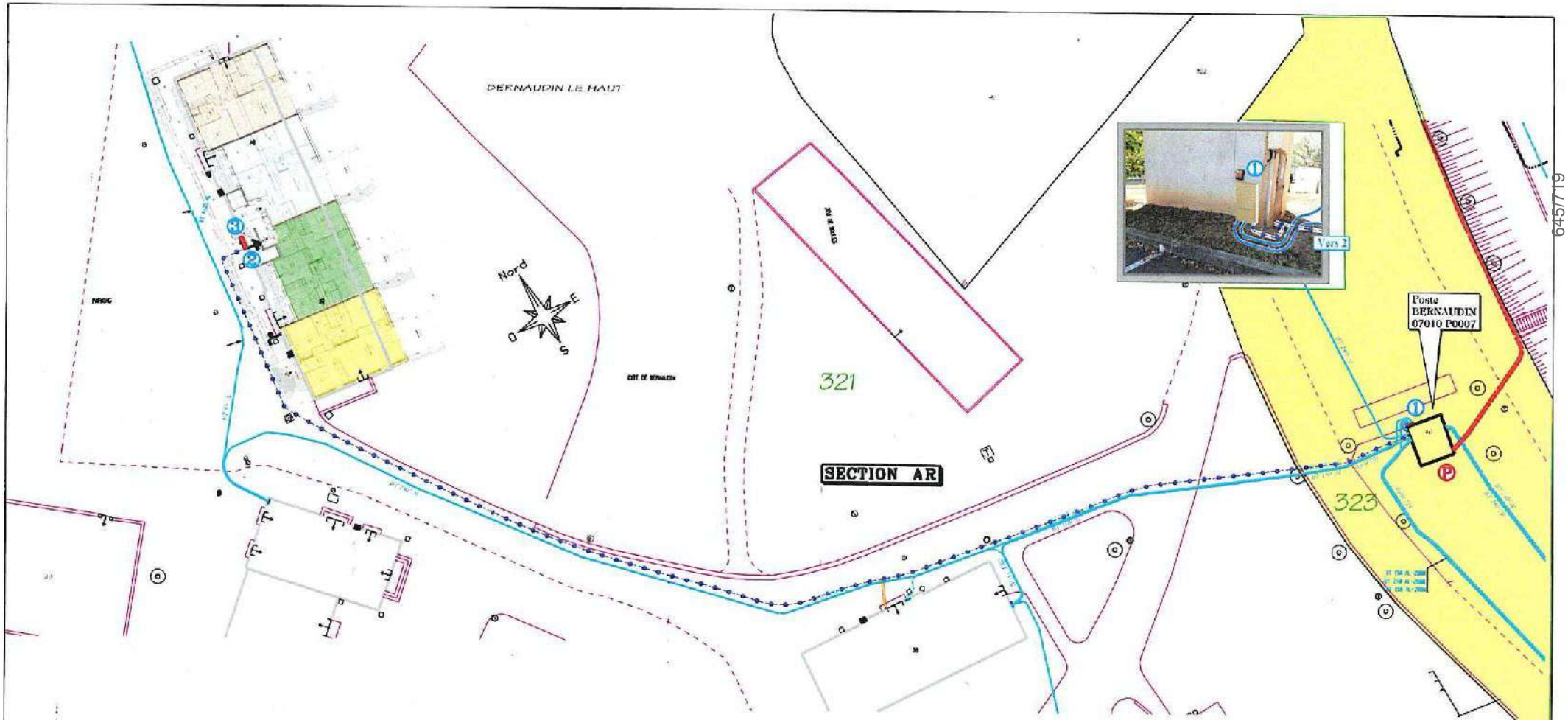
"Lu et Approuvé"

Simon PLENET

Maire d'ANNONAY

VILLE D'ANNONAY (Ardèche)

Aymeric BRUNAUX - Chef d'agence
Enedis
Domaine Raccordement
10 Avenue des Langories
26000 VALENCE



Légende du réseau Electrique du plan ci-joint à la convention Echelle :	
RMBT	Coffret à Poser
	20 mètres de réseau électrique 400 Volts à créer en Souterrain
AR 323	Votre parcelle concernée

Le 03/07/24

Date et Signature

Simon PLENET

Maire d'ANNONAY

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025
645/719

.....

19 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude de passage d'une canalisation au profit d'ENEDIS sur la parcelle AP507 située 17 rue Eugène Meyzonnier à Annonay

Nombre d'annexes :1

Conv servitude canalis AP507.pdf

NPE

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

AR12417

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION ASD 06

Commune de : Annonay

Département : ARDECHE

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/103078 DOHT MAIRIE PLACE GASTON NICOD ANNONAY

Chargé d'affaire Enedis : ANGLADE Olivier

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE D'ANNONAY représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **2 RUE DE L'HOTEL DE VILLE, 07100 ANNONAY**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Annonay		AP	507	RUE EUGENE MEYZONNIER	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client) et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à Enedis, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 5 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 52 mètres, ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de ..... mètres.

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenue de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenue de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amenée à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de (zéro euro) euros (inscrire la sommes en toutes lettres).

(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné autrement dit, si la parcelle ne fait pas l'objet d'une exploitation boisée forestière ou agricole)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs du service public de la distribution d'électricité, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 8 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers

autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

ARTICLE 9 – Formalités

La présente Convention sera visée pour timbre et enregistrée auprès des services des impôts en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités nécessaires.

Elle pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature : 11 avril 2024

Nom Prénom	Signature
COMMUNE D'ANNONAY représenté(e) par son (sa) ....., **ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil** ..... **en date du**	« Lu et approuvé » Simon PLENET Maire d'ANNONAY

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

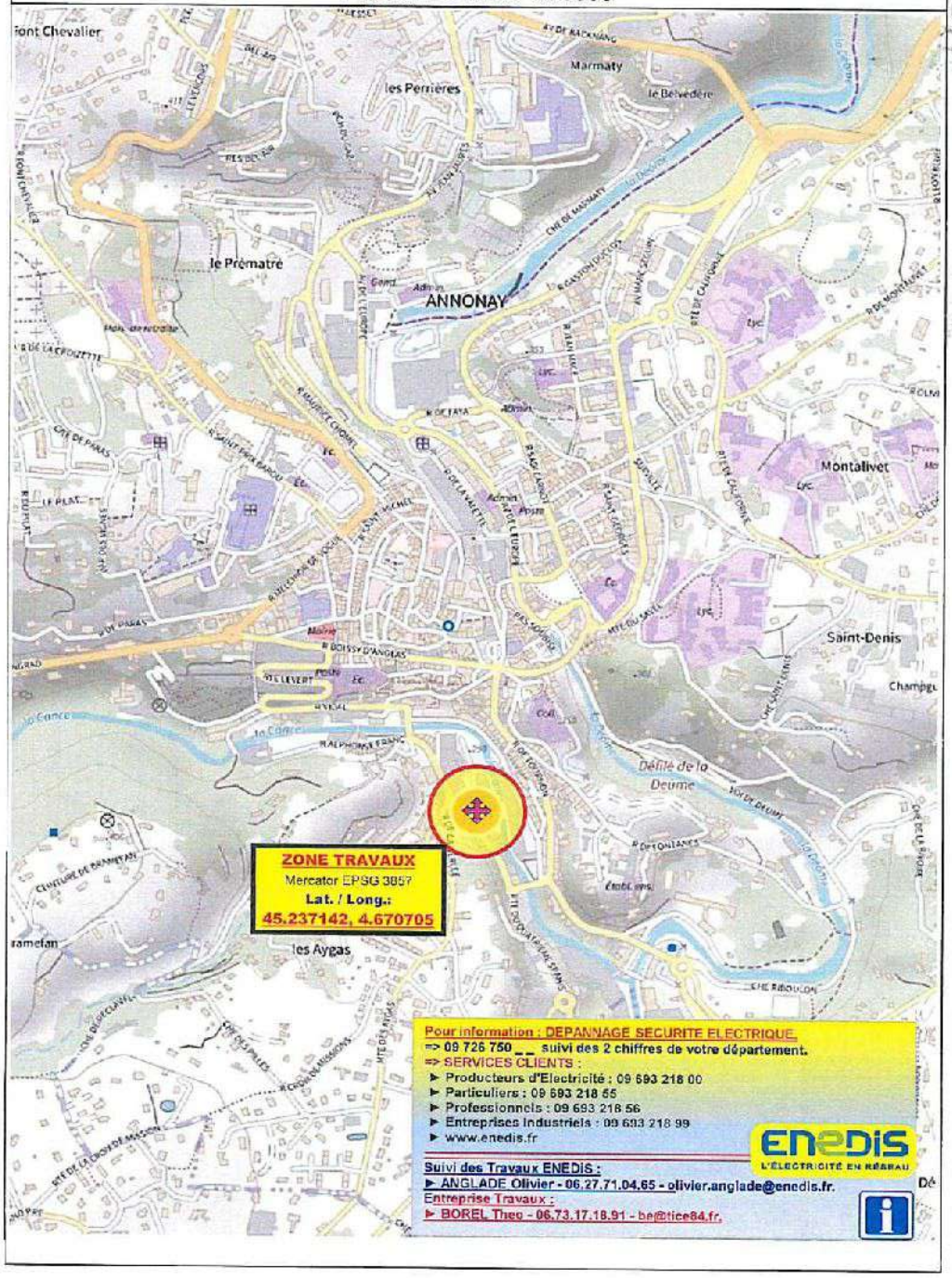
Enedis
L'ELECTRICITE EN RESEAU
Direction Régionale Sillon Rhodanien
10, Avenue des Langories
26000 VALENCE
Le 01/12/24
Signataire

Enedis - Tour Enedis 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
SA à directoire et conseil de surveillance au capital
de 270 037 000 euros - R.C.S de Nanterre 444 608 442

Retour aux ANNEXES
Conseil municipal du 19/06/2025

~ PLAN DE SITUATION DES TRAVAUX ~

Extrait I.G.N. au 1/7500e



ENEDIS
L'ÉLECTRICITÉ EN RÉSEAU

A.C.A. : Arnaud CANOVAS
Chef Pôle Ingénierie : Paul MOREL BURY

Direction Régionale Sillon Rhodanien
Agence Ingénierie Réseaux Électricité
Drôme - Ardèche
Plateau de Lautagne - 10 Av. des Langories
26000 VALENCE

Procédure Consultation : ART. R323-25

AFFAIRE Enedis n° : DC24 / 103078

PLAN n° : 24ramp004

OAE - DOHT MAIRIE
PLACE GASTON NICOD
CREATION 4UF : "GASTON NICOD" [07010.P.0147] - 400.kVA/B2/15kV

COMMUNE + (Insee+Cp) :
Département : 07

ANNONAY : (07010+07100)

Projection & Coordonnées :

INTERLOCUTEURS:	NOM Prénom	Téléphone	Fax./Mob.:	eMail. :
Maître d'Œuvre :	ANGLADE Olivier	04.75.79.62.31	-. - 06.27.71.04.65	olivier.anglade@enedis.fr
Bureau d'Etudes :	RAMPA ENERGIES ENTREPRISE .	04.75.71.22.25	04.75.71.22.26	bc@tice84.fr
Entreprise Travaux :	RAMPA LE POUZIN BOREL Theo	04.75.85.89.31	06.73.17.18.91	t.borel@rampa.fr

MODIFICATIONS	Indice	Demandées Par	Le	Etablies Par	Le	Vérifiées Par	Le
CREATION DU DOSSIER	a	ANGLADE	12/01/2024	ENTREPRISE	01/03/2024		
.							
.							
.							
.							
.							
.							

N° de consultation du Téléservice : 2024011701736PK8

APPROBATION DEFINITIVE ET CONTRÔLE QUALITE

BUREAU D'ETUDE Nom	Date	Signature	MAITRE D'ŒUVRE Nom	Date	Signature

PLAN MINUTE

ENTREPRISE DE TRAVAUX	Nom	Date	Signature

IDENTIFICATION BUREAU D'ETUDES

RAMPA ENERGIES
Parc Industriel Rhône Vallée Nord
.
B.P. 24
07250 LE POUZIN

PLAN DETAIL	Commune : ANNONAY	Ech.:1/250e

COUPES TYPES TRANCHEES : voir documents annexes
Merci de prêter une attention particulière au choix des coupes de tranchées.

~ AUTORISATIONS de PASSAGE ~
Les Travaux pourront débuter : si TOUTES les conventions sont signées !

~ Important ~
Les Réseaux Souterrains sont Donnés à Titre INDICATIF.
Ils Devront TOUS être Confirmés par D.I.C.T. et SONDAGE.

ATTENTION : CADASTRE IMPRECIS.

RAMPA ENERGIES

Mise hors tension poste : "CONCENTRATION MEGISS" 07010 P5036
Câble non répertorié à abandonner.

Nord

SECTION AP

LES AYGAS

Prévoir rehaussement du poste : 0.50m
07010 P0147
Poste 4UF Projeté "GASTON NICOD" 400.kVA - B2 - 15.kV
P1

CH2C

A Réaliser : 2.BJ BTA 240/160
BJ6 BJ7

Pose : 2.HTA 3x150²AL

Pose : 3.BT 3x240+115²AL

CH2C

CH2C

Dépose poste : "GASTON NICOD" 07010 P0039

A Réaliser : 3.BJ BTA 240/150
BJ3 BJ4 BJ5

2.HTA 150²AL à abandonner

CH2C

BJ1 BJ2
A Réaliser : 2.BJ HTA 150/160

Date : 13/05/26
Signature :
Sandra CHABALIER
Adjointe au Maire
déléguée à la tranquillité publique et durable

SECTION AP

LES AYGAS

CHAUSSEE [2,3,4]	TROTTOIR [1,2]	ACCOTEMENT	TERRAIN

CH [A = Non Revêtu ~ B = Bi /Tri-Couche. ~ C = Enrobé ~ D = ; Pavé/Dalle/Enrobé Couleur ~ E = Béton Désactivé]
TR [1 = Sans Assise Béton ~ 2 = Sans Assise Béton]

CH2A CH3A
CH2B CH3B CH4B
CH2C CH3C CH4C CH5C
CH2D CH3D CH4D CH5D CH6D

TR1A
TR1B
TR1C TR2C
TR1D TR2D
TR2E

TA1 : Stable.
TA2 : Instable.

TV1 : Labourable.
TV2 : NON-Labourable

COUPES TYPES TRANCHEES

0m 5m 10m 15m 20m 25m
Echelle : 1/250e

Retour aux ANNEXES

.....

20 - Affaires foncières - Constitution et régularisation de servitude de passage de canalisations au profit de GRDF sur les parcelles AP232 et AP237 situées Place Gaston Nicod à Annonay

Nombre d'annexes :2

conv serv grdf ap 232 et 237.pdf

Direction Réseaux Sud-Est
Délégation Travaux
Agence Appui

7 Boulevard Pacatianus
BP 208
38217 VIENNE Cédex

Le POUZIN, le 14/04/2021

Vos références :
Nos références : R34-2003816
Interlocuteur : Christophe REY
Tél. : 04.75.79.64.88
E-mail : christophe-2.rey@enedis grdf.fr

CONVENTION DE SERVITUDES

applicable aux

OUVRAGES de DISTRIBUTION PUBLIQUE de GAZ

ENTRE :

GRDF, Gaz Réseau Distribution France, Société Anonyme ayant son siège 6, rue Condorcet 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, faisant élection de domicile à GRDF, 82 – 84 Rue Saint Jérôme 69366 LYON Cédex 07, et représentée par Monsieur Hugues MALINAUD, Directeur Réseau, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé **GRDF,**

ET
Commune d'ANNONAY
2 rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY

Ci-après dénommé **le Propriétaire.**

GRDF
GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

ARTICLE PREMIER

Le Propriétaire après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation notifié par **GRDF**, consent à ce dernier une servitude de passage sur les parcelles désignées ci-après qu'il déclare lui appartenir :

PARCELLE située sur la commune de ANNONAY

N° d'ordre	Cadastre		CL	Contenance	Lieudit ou Rue et N°	Nature	Longueur empruntée
	Section	N°					
1	AP	232		43m²	PLACE GASTON NICOD	PE 63	12m
2	AP	237		6093m²	PLACE GASTON NICOD	PE 63	20m

Un plan parcellaire mentionnant la bande de servitude sera annexé à la présente. Le propriétaire donne à GRDF, les droits de l'autorité concédante étant expressément réservés, et à toute personne mandatée par lui les droits suivants :

Etablir à demeure dans une bande de 2 mètres une canalisation et ses accessoires techniques dont tout élément sera situé au moins à 0.80 mètres de la surface naturelle du sol.

a. établir éventuellement une ou plusieurs conduites de renforcement dans ladite bande;

b. pénétrer sur lesdites parcelles, en ce qui concerne ses agents ou les préposés des entreprises agissant pour son compte, et y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien, la modification, la mise en conformité, le renforcement, le renouvellement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires,

c. occuper temporairement pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages une largeur supplémentaire de terrain occupation donnant droit au Propriétaire ou à l'Exploitant à la remise en état dans les conditions prévues à l'article 3, alinéa a, ci-dessous,

ARTICLE 2

Le Propriétaire conserve la pleine propriété du terrain grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit, l'enlèvement ou le déplacement du ou des ouvrages désignés à l'article 1.

Il s'engage cependant :

a. à ne procéder, sauf accord préalable de GRDF, dans la bande de 2 mètres visée à l'article 1, alinéa a, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.

b. à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la construction l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien, la modification, la mise en conformité, le renforcement, le renouvellement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie des ouvrages prévus ci-dessus.

c. en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place. A cet effet, le propriétaire s'engage à mentionner dans l'acte formalisant la mutation les servitudes dont elles sont grevées les parcelles par la présente, afin que ces servitudes soient supportées par l'ayant droit.

d. en cas de changement d'exploitant de l'une ou de plusieurs des parcelles susvisées, de mise en location ou de changement de locataire, à lui dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus en l'obligeant à les respecter.

ARTICLE 3

GRDF s'engage :

a. à remettre en état les terrains à la suite des travaux de construction, d'exploitation, de surveillance, de maintenance, d'entretien, de modification, de mise en conformité, de renforcement des ouvrages concernés, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Propriétaire aura la libre disposition du terrain sur lequel la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus (art. 2, alinéa a),

b. à prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les troubles de jouissance des parcelles traversées,

Il est précisé :

qu'un état contradictoire des lieux sera établi par les parties avant toute pénétration sur la ou lesdites parcelles et après toute exécution de travaux

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

ARTICLE 4

Le **Propriétaire** accepte les droits consentis à GRDF par la présente convention, et en donne quittance sans réserve à titre gracieux.

ARTICLE 5

Le **Propriétaire** s'engage à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la (les) parcelle(s) traversée(s) par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire. Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à ces terrains l'existence de la convention.

ARTICLE 6

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

ARTICLE 7

L'ouvrage visé dans la présente convention fait partie intégrante de la concession de distribution publique de gaz de la commune de **ANNONAY**.

ARTICLE 8

La présente convention prend effet à compter de ce jour et est conclue pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, éventuellement renouvelé, ou de tout autre qui viendrait à lui être substitué.

Fait en 2 exemplaires, à ANNONAY, le 23/04/2021

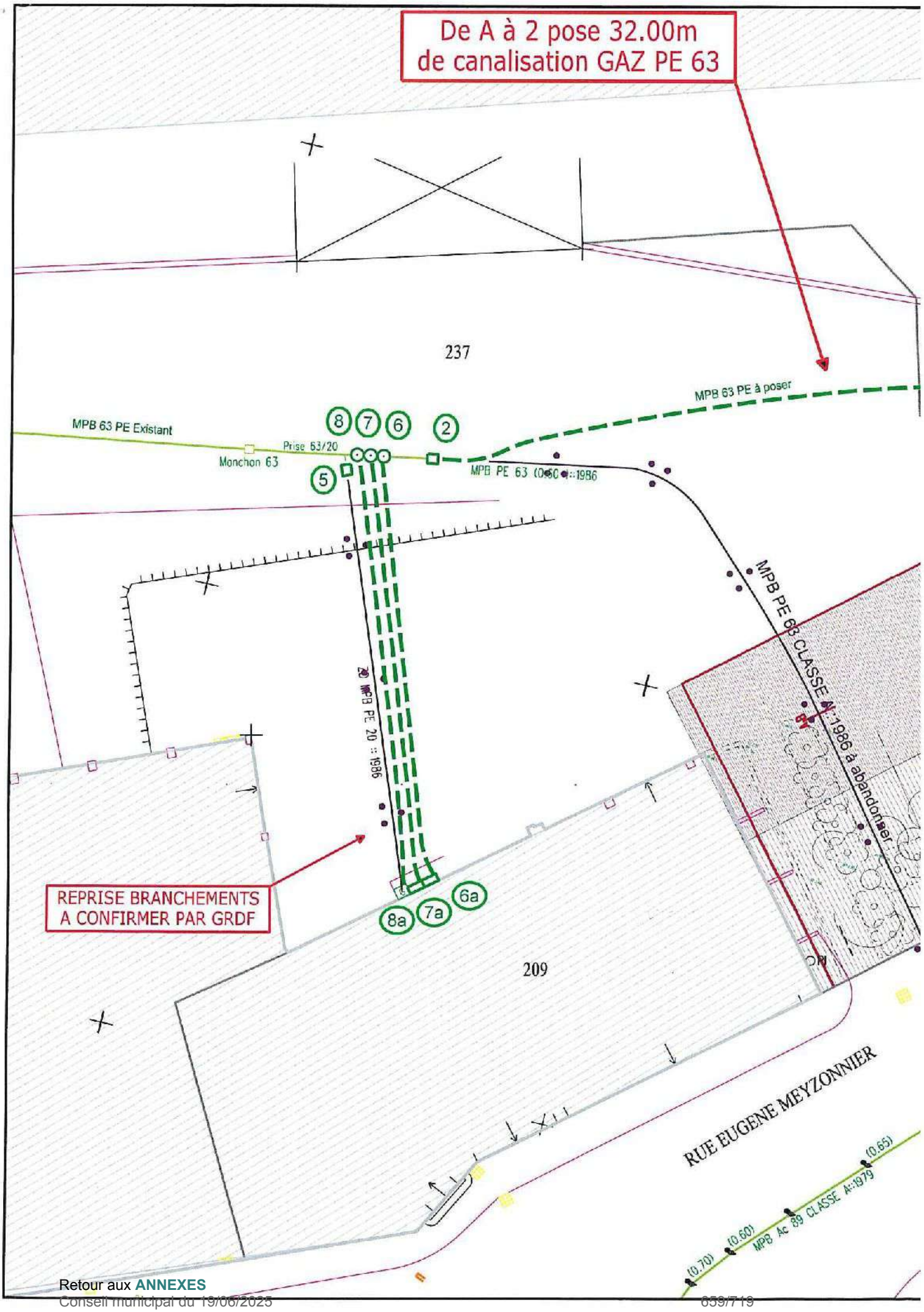
Le Propriétaire
Lu et Approuvé

Mairie d'ANNONAY
Mme Juanita Gardier
Adjointe déléguée à la
Tranquillité Publique, Propreté
Urbaine et Voirie

Pour GRDF
Lu et Approuvé

Annexe : plan parcellaire mentionnant la bande de servitude
NB : Parapher les pages et signer la dernière page

plan ap 232 et 237 g_nicod.pdf


De A à 2 pose 32.00m
de canalisation GAZ PE 63
237
MPB 63 PE à poser
MPB 63 PE Existant
Prise 63/20
Manchon 63
8
7
6
2
5
MPB PE 63 (0.60) :: 1986
MPB PE 63 CLASSE A::1986 à abandonner
20 MPB PE 20 :: 1986
REPRISE BRANCHEMENTS
A CONFIRMER PAR GRDF
8a
7a
6a
209
RUE EUGENE MEYZONNIER
(0.70)
(0.60)
MPB Ac 89 CLASSE A::1979
(0.65)

.....

21 - Ressources Humaines - Mise à jour du règlement du temps de travail

Nombre d'annexes :1

Reglement_temps_de_travail.doc

REGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

VILLE D'ANNONAY ET CCAS

ANNONAY RHÔNE AGGLO ET CIAS

Document annexé aux délibérations du Conseil municipal du 19 juin 2025, du Conseil communautaire du 26 juin 2025, du Conseil d'administration du CIAS du 23 juin 2025 et du Conseil d'administration du CIAS du 30 juin 2025

SOMMAIRE

TITRE I – CHAMP D'APPLICATION

TITRE II – LES PRINCIPES GENERAUX

1 -Temps de travail effectif
3- Dispositions réglementaires relatives au temps de travail
3- Règlements de services
4- Journée de solidarité

TITRE III - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

5- Cycles de travail
6- Les plages horaires fixes et les plages horaires mobiles
7- Les heures supplémentaires et les heures complémentaires
8- Le temps partiel

TITRE IV - CONGES, RTT ET AUTORISATIONS D'ABSENCE

9 - Congés annuels
10- Congés ARTT
11- Congés pour sujétions
12- Bonification de congés pour fractionnement
13- Bonification de congés outre-mer
14- Congés d'ancienneté
15- Pose des congés
16- Report de congés en cas de maladie
17- Autorisations d'absences pour évènements familiaux et professionnels
18- Fermetures de service
19- Don de congés

TITRE V - COMPTE EPARGNE TEMPS

20- Ouverture du C.E.T.
21- Constitution et alimentation du C.E.T.
22- Modalités d'utilisation du C.E.T.
23- Clôture du C.E.T.

TITRE I- CHAMP D'APPLICATION

Le règlement du temps de travail concerne l'ensemble des agents titulaires et non titulaires de droit public et de droit privé de la Ville et du CCAS d'Annonay, d'Annonay Rhône Agglo et de son CIAS quels que soient leurs taux d'emploi, affectés à un emploi permanent ou en remplacement, à l'exception des personnels horaires qui bénéficient de l'indemnité de congés payés et des personnels vacataires.

Les règles du présent règlement s'appliquent sous réserve des dispositions plus favorables prévues par les statuts particuliers, pour les personnels de droit public, et par le Code du Travail ou les conventions collectives pour les personnels de droit privé.

Le présent règlement sera en vigueur à compter du 1er janvier 2019, hormis pour les personnels dont l'organisation du travail est calée sur l'année scolaire (service scolaire, service « en scènes », régie des transports). Pour ceux-ci, il entrera en vigueur au 1er septembre 2019.

TITRE II – LES PRINCIPES GENERAUX

1- Temps de travail effectif

Conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 :

- la durée de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
- La durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures pour les agents à temps complet et au prorata de la quotité de travail pour les agents à temps partiel et à temps non complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.
- Cette durée de 1 607h peut être diminuée au titre de sujétions particulières reconnues par la structure mutualisée.

Par dérogation à ce principe général, la durée de travail des assistants et professeurs d'enseignements artistiques est régi par le régime des obligations de service, et le temps de travail de ces personnels comprend le face à face pédagogique ainsi que les activités jugées comme accessoires nécessaires aux obligations de service.

Sont inclus dans le temps de travail pour les agents à 1607h :

- Le temps d'habillage et de déshabillage dans la limite de 15 minutes par jour,
- Le temps de préparation des animations lorsqu'il a lieu sur site,
- Les trajets entre deux lieux de travail lorsque ceux-ci ont lieu à l'intérieur du cycle habituel de travail,
- Le temps de formation professionnelle selon les modalités prévues au règlement de formation,
- Les autorisations d'absences, visites et examens médicaux liés à la médecine professionnelle,
- Les temps de pause, hors arrêt méridien, dans la limite de 20 minutes par jour, sous réserve que la réalisation de la pause se fasse par roulement sans affecter la continuité du service,
- L'entretien d'évaluation lorsqu'il n'a pas lieu sur le temps de travail habituel de l'agent.

Sont exclus du temps de travail :

- Les déplacements domicile travail,
- Les déplacements entre deux prises de services distinctes,
- L'arrêt méridien,
- Le temps de restauration sauf si celui-ci est prévu dans les missions de l'agent

2- Dispositions règlementaires relatives au temps de travail

Le décret du 25 août 2000 et la loi du 3 janvier 2001 précisent un certain nombre de règles en matière d'organisation du travail, désormais applicables aux collectivités locales :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives.
- Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche sauf pour assurer la continuité du service public, ne peut être inférieur à 35 heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures, sauf en cas de nécessité pour assurer la continuité du service (ces dérogations seront prévues par les règlements de service)
- Les agents bénéficient d'un repos minimal quotidien de 11 heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes

Sauf nécessités liées à la nature des missions du service imposant une présence particulière des agents, le temps de travail journalier est limité à 8h15 par jour pour un motif d'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Le temps de pause méridienne est de 30 minutes minimum, à prendre entre 12h et 14h, sauf organisation du service en journée continue. Elle peut être portée à une durée supérieure pour les besoins du service.

3- Règlements de service

Les règlements de services apportent les précisions nécessaires concernant des règles spécifiques liées au temps travail applicables à chaque service ou direction, et notamment :

- les règles spécifiques en matière de temps de travail pour adapter la présence des agents aux missions du service et aux fluctuations de ses activités, sur la base des horaires d'ouverture du service,
- dans le cadre de l'annualisation, les périodes de forte et faible activité, et pour chacune de ces périodes, les temps de travail quotidiens et hebdomadaires,
- les cycles de travail autorisés dans les services et l'organisation quotidienne ou hebdomadaire de ces cycles,
- La durée de pause méridienne en cas de besoin particulier du service

Ces règles ne peuvent être dérogatoires par rapport au règlement général sauf pour la durée journalière de travail (possibilité de prévoir une durée supérieure, afin d'assurer la continuité du service) et les modalités d'organisation quotidienne ou hebdomadaire des cycles de travail.

Les règles spécifiques définies dans les règlements de services ainsi que leurs modifications sont soumises pour avis au Comité Technique.

4- Journée de solidarité

La réalisation de la journée de solidarité est intégrée au temps de travail annuel cible de 1 607h, hors heures supplémentaires ou sujétions :

- elle est intégrée dans le temps de travail des agents annualisés.
- pour les agents non annualisés, sa réalisation induit la suppression d'une journée de RTT ou d'un jour de sujétion pour les agents ne disposant pas de jours RTT.

Le lundi de Pentecôte est un jour chômé ; les agents présents pour nécessité de service bénéficieront d'un repos compensateur selon les règles définies au sein du présent règlement.

TITRE III - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

5- Cycles de travail

Le cycle de travail est défini en concertation entre l'agent et son responsable hiérarchique en fonction des nécessités de service et selon les cycles autorisés par les règlements de service

Les cycles à 35h, 36h et 37h sont ouverts à l'ensemble des personnels non cadres, y compris les encadrants non-cadres (chefs d'équipes et leurs adjoints).
Pour les cadres encadrants (directeurs généraux, chefs de pôle, directeurs et directeurs adjoints, chefs de service et leurs adjoints) ainsi que pour les cadres non encadrants (chefs de projets, chargés de missions) les cycles possibles sont de 37h, 38h ou 39h.

Les agents réalisant des cycles de travail de 35h, 36h ou 37h par semaine peuvent l'organiser sur 5 jours ou sur 4,5 jours.

L'organisation sur 4.5 jours est possible selon une des deux modalités suivantes :

- Une demi-journée libérée par semaine (ex : le jeudi matin non travaillé)
- Une journée libérée par quinzaine (ex : un mardi sur deux non travaillé)

La demi-journée libérée en cas de cycle sur 4.5 jours, ou la journée libérée en cas de cycle sur 5 jours, est déterminée par la hiérarchie en fonction des besoins du service.

Des roulements entre agents peuvent être organisés afin de faire varier, de manière régulière, la demi-journée ou la journée libérée entre agents d'un même service, sans porter atteinte à la continuité du service.

Aucun cycle ne peut être inférieur à 4,5 jours, sauf nécessité liée à l'organisation du service.

6- Horaires d'ouverture, plages horaires fixes et plages horaires variables

Les horaires d'ouverture au public des services sont les suivantes : 9h-12h et 14h-17h

Les plages horaires fixes dans ces services (plages pendant lesquelles tous les agents sont simultanément présents sauf en cas de mission ou de formation) sont les suivantes : 9h à 12h et de 14h à 16h30

En dehors des plages horaires fixes, les agents peuvent organiser leur heure d'arrivée et de départ en concertation avec leur supérieur hiérarchique, dans la limite des plages horaires mobiles suivantes : de 8h à 9h, de 12h à 14h et de 16h30 à 18h

Les services ayant des horaires d'ouverture différents du fait de la nature de leurs activités définiront les plages horaires fixes et les plages horaires variables dans leurs règlements de service.

7- Heures supplémentaires et complémentaires

Tout temps de travail effectué au-delà du cycle de travail, sur demande préalable écrite de la hiérarchie, constitue, pour un agent à temps complet, une heure supplémentaire, et pour un agent à temps non complet, une heure complémentaire.

Le nombre d'heures supplémentaires est limité à 25 par mois. La réalisation des heures supplémentaires doit rester compatible avec les dispositions règlementaires notamment en matière de durée journalière du travail.

Le décompte des heures se fait à la ½ heure, en arrondissant au plus proche : ainsi, tout dépassement inférieur à 15 minutes ne donne pas lieu à récupération.

Les heures supplémentaires ou les heures complémentaires doivent être déclarées à la direction des relations humaines avant le 5 du mois suivant leur réalisation.

Aucune heure supplémentaire ou complémentaire n'est décomptée sur des journées ou demi-journées comptabilisées en forfait journée ou en forfait demi-journée (missions, formations…)

Pour les cadres (encadrants et non encadrants) des règles spécifiques s'appliquent. En effet ne seront considérées comme heures supplémentaires que :

- Les heures réalisées lors des jours habituellement non-travaillés (ex : samedi, dimanche) ;
- Les heures réalisées au titre de réunions se tenant en soirée, après 19h.

Les heures supplémentaires et les heures complémentaires sont, en priorité, récupérées sous forme de repos compensateur.
Le temps de récupération accordé est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués.
Les heures supplémentaires de nuit (effectuées entre 22h et 7h) ainsi que les heures supplémentaires effectuées un jour férié ou un dimanche sont majorées, pour les agents qui ne travaillent habituellement pas ce jour-là.

Type d'heures	Majoration	Récupération horaire	Cumul
Heures normales (hors nuit, jour férié, dimanche)	Aucune	1h effectuée = 1h récupérée	Les majorations ne se cumulent pas entre elles.
Heures de nuit (entre 22h et 7h du matin)	100%	1h effectuée = 2h récupérées	
Heures du dimanche et jours fériés (sauf travail habituel)	66%	1h effectuée = 1,5h récupérée	

Le paiement des heures supplémentaires et des heures complémentaires n'est possible que dans la limite de 15h par mois, et seulement en cas de mobilisation particulière du personnel à la demande de la direction générale.

Les heures supplémentaires ou complémentaires réalisées par les cadres ne peuvent donner lieu qu'à récupération.

8- Temps partiels

Le temps partiel est organisé selon un nombre de jours de travail hebdomadaires minimum :

- 2,5 jours pour le temps partiel à 50% ;
- 3 jours pour le temps partiel à 60% ;
- 3,5 jours pour le temps partiel à 70% ;
- 4 jours pour le temps partiel à 80% ;
- 4,5 jours pour le temps partiel à 90%.

Un agent à temps partiel peut opter pour un des cycles prévus par le règlement de son service comme cycle de référence. Il conserve ce cycle de travail lors de son retour à temps complet. S'il est à temps complet et opte pour un temps partiel, il doit également conserver le même cycle de travail.

Lorsque les nécessités de service ne permettent pas de répondre favorablement à l'ensemble des temps partiel sur autorisation, la priorité sera donnée aux motifs suivants :

- raisons médicales avec justificatif du médecin de prévention
- donner des soins à un proche
- élever un enfant de moins de 12 ans
- proximité de l'âge de départ en retraite

Tout refus de temps partiel sera précédé d'un entretien entre le supérieur hiérarchique n+1 et l'agent pour lui exposer les motifs du refus.

Dans la mesure où le temps partiel sur autorisation est accordé sous réserve des nécessités du service, tout changement d'emploi entraîne l'obligation de solliciter une nouvelle autorisation.

Sous réserve des nécessités de service et après accord de la hiérarchie, le temps partiel peut être organisé sur un cycle bi-hebdomadaire.

Les agents à temps partiel sont soumis aux mêmes dispositions que les agents à temps complet quant aux horaires et plages de travail telles qu'elles sont définies par le présent règlement ou par les règlements de service.

TITRE IV - CONGES, RTT ET AUTORISATIONS D'ABSENCE

9- Congés annuels

Tout agent en activité a droit, pour une année de services du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service, soit 25 jours pour un agent à temps complet travaillant sur 5 jours et 22,5 jours pour un agent à temps complet travaillant sur 4,5 jours.

Ces congés annuels sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.

Les congés de l'année N doivent être soldés au 31 mars de l'année N+1. Le report de congé est de 10 jours maximum.

10- Congés ARTT

Un temps de travail moyen supérieur à 35 heures donne droit à des jours supplémentaires au titre de l'aménagement et de récupération du temps de travail (ARTT), selon les modalités suivantes :

Organisation du cycle de travail	Nombre de jours ARTT
35h sur 4,5 jours ou 5 jours :	0 jour
36h sur 4,5 jours :	5,5 jours
36h sur 5 jours :	6 jours
37h sur 4,5 jours :	11 jours
37h sur 5 jours :	12 jours
38h sur 5 jours :	18 jours
39h sur 5 jours :	23 jours

Les absences au titre des congés pour raison de santé sur les jours ouvrés de l'année N-1 réduisent le nombre de jours de congés ARTT dans les proportions suivantes :

- Pour un agent à 39h, déduction d'un jour ARTT à partir de 10 jours d'absence
- Pour un agent à 38h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 13 jours d'absence
- Pour un agent à 37h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 19 jours d'absence
- Pour un agent à 36h, déduction d'un jour d'ARTT à partir de 38 jours d'absence

La réduction des jours d'ARTT s'effectue au terme de l'année civile de référence. Ainsi, la déduction sera opérée directement sur le droit à congés/ARTT de l'année N+1.

Ces congés sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.

11- Congés pour sujétions

Conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000, pour tenir compte des contraintes particulières, des jours de repos supplémentaires sont accordés pour les personnels exposés aux situations suivantes :

Sujétion	Définition	Nb jr / an
Travail régulier de nuit	Cycle de travail intégrant au moins 3 fois par semaine en moyenne, la période 22h – 5h du matin	6
Travail fractionné	Cycle de travail impliquant une coupure de l'activité en au moins 3 prises de service sur une même journée, pour une moyenne d'au moins 3 journées par semaine	5

Travail régulier le samedi	Cycle de travail impliquant entre 5 et 10 samedi travaillés dans l'année	1
	Cycle de travail impliquant entre 10 et 15 samedi travaillés dans l'année	2
	Cycle de travail impliquant au moins 16 samedis travaillés dans l'année	3
Travail régulier le dimanche ou jours fériés	Cycle de travail impliquant entre 5 et 10 dimanche ou jour férié travaillés dans l'année	2
	Cycle de travail impliquant entre 10 et 15 dimanche ou jour férié travaillés dans l'année	3
	Cycle de travail impliquant au moins 16 dimanches travaillés dans l'année	4
Travail annualisé	Organisation du travail ne permettant pas aux agents de poser librement leurs congés et ne leur permettant pas de ce fait de bénéficier de la bonification pour fractionnement	2
Travail horaires décalés	Cycle de travail impliquant, tout au long de l'année, une prise de poste avant 6h59 ou une fin de service après 19h01 plus de 3 fois par semaine.	2
Amplitude journalière importante	Amplitude journalière de travail supérieure à 9h sur au moins la moitié des journées de travail de la semaine	3
Environnement particulier du poste de travail	Soit travail majoritairement debout, soit travail majoritairement posté, soit travail majoritairement sur écran, soit travail majoritairement en environnement bruyant (lorsque deux critères coexistent un seul peut être pris en compte au titre des sujétions)	4

Sont concernés l'ensemble du personnel à l'exclusion des cadres encadrants (chefs de pôles, directeurs et leurs adjoints, chefs de services et leurs adjoints)

Ces congés sont calculés au prorata pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, arrondi à la demi-journée la plus proche.
La sujétion pour travail régulier de nuit est également calculée au prorata si un agent à temps complet effectue moins de 3 nuits par semaine en moyenne.

Par ailleurs, lorsque, en raison des missions du service, l'organisation du travail varie selon plusieurs périodes annuelles, le nombre de jours de sujétions horaires attribués aux agents est attribué au prorata de la durée de chaque période.

Enfin, les périodes d'astreintes ne donnent pas lieu à sujétion (travail de nuit, du samedi ou du dimanche) mais au système de compensation horaire ou indemnitaire prévu par la loi.

-

12- Bonification de congés pour fractionnement

Les agents bénéficient d'un droit à congés supplémentaires s'ils échelonnent leurs congés au cours de l'année.

Cette bonification est de :

- une journée supplémentaire de congé pour 5 à 7 jours de congés annuels pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre,
- deux journées supplémentaires pour 8 jours et plus, pris en dehors de cette période.

Pour le calcul de cette bonification, l'ensemble des congés annuels sont pris en compte à l'exception des jours de congés pris au titre du C.E.T ainsi que les jours ARTT.

13- Bonification pour congés outre-mer

En application de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée les fonctionnaires territoriaux, originaires des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et qui exercent leurs fonctions en métropole, bénéficient d'un

régime de congés annuels particulier, aligné sur celui dont bénéficient, dans cette circonstance, les fonctionnaires de l'Etat.

Le congé bonifié permet aux fonctionnaires concernés de bénéficier de la prise en charge des frais de voyage entre la métropole et le département d'outre-mer dont ils sont originaires.

Ils profitent aussi d'une indemnité de cherté de la vie pendant la durée du congé. Cette indemnité correspondant à la majoration de traitement des agents en service dans les départements d'outre-mer doit être proratisée en cas de congé de maladie de l'agent

Enfin, le congé bonifié permet aux fonctionnaires de bénéficier d'une majoration de la durée du congé annuel pour une durée maximale de 30 jours consécutifs au congé annuel, sous réserve des nécessités de service.

Les 30 jours accordés au maximum au titre du congé bonifié doivent obligatoirement intervenir à la suite des congés annuels.

Le « congé annuel » de l'année où l'agent prend son congé bonifié ne peut être fractionné. La durée totale du congé bonifié est donc de 65 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés inclus). Les délais de route sont inclus dans la durée du congé bonifié.

14- Congés locaux pour ancienneté : dispositif transitoire d'extinction progressive

Les droits acquis au titre des congés d'ancienneté, antérieurement au 31 décembre 2018, sont amenés à s'éteindre progressivement à raison de 1 jour par an.

Les droits à ancienneté cessent de s'accumuler à compter du 31 décembre 2018.

15- Pose des congés

Les congés sont octroyés par la hiérarchie en fonction du niveau de présence nécessaire pour assurer la continuité du service et en tenant compte des périodes de fortes et de faible activité.

Pour garantir la continuité du service, les conditions ci-après doivent être respectées :

- les jours de repos sont à prendre à la journée ou à la demi-journée ;
- la poste de congés ne peut conduire à une absence du service plus de 31 jours consécutifs, hors utilisation du compte épargne temps ;
- du 1er juin au 30 septembre, au moins deux semaines de jours de repos (congés annuels ou RTT) doivent être posées.

16- Report de congés en cas de maladie

Les absences pour raison de santé sont assimilées à du travail effectif pour le calcul des droits à congés annuels, hors ARTT, et ouvrent donc des droits à congés annuels.

Ainsi, conformément à la circulaire n° NOR COTB1117639C du 8 juillet 2011, le report du congé annuel restant dû au titre de l'année écoulée est accordé à l'agent qui, du fait d'un congé maladie, n'a pas pu prendre tout ou partie dudit congé au terme de l'année de référence.
Exemple : agent en congé longue maladie du 01/03/2019 au 28/02/2020 : report des congés non pris en 2019 sur l'année 2020. Ce report est limité à l'année civile suivante le droit à congés.

Par ailleurs, la finalité du congé annuel est de permettre au salarié de se reposer et de disposer d'une période de repos et de loisirs.

Ainsi, lorsqu'un agent est malade au cours de sa période de congés, il peut bénéficier, à sa demande, du report de la fraction de congés correspondant à la période de maladie. Ce report est conditionné à la production d'un certificat médical.

La fraction reportée ne peut être accolé au congé initial qu'après accord du supérieur hiérarchique. Elle ne peut être reportée au delà du 31 mars de l'année N+1.

17- Autorisations d'absences pour évènements familiaux et professionnels

Ces autorisations d'absence sont assimilées à du temps de travail. Cependant, à défaut de justificatif, l'absence sera décomptée du droit à congés de l'agent. Ces congés ne sont pas fractionnables et doivent être pris au moment de l'événement.

Il ne s'agit pas d'un droit à congé supplémentaire mais d'une autorisation d'absence qui peut être accordée sous réserve des nécessités de service par le supérieur hiérarchique.

La liste des autorisations d'absences figure en annexe du présent règlement.

18- Fermetures de service

Sur décision de l'autorité territoriale et après avis du comité technique, la fermeture d'un ou plusieurs services peut être décidée par l'autorité territoriale, notamment au moment des ponts. Les agents concernés sont alors placés d'office en congés, et les jours ainsi posés sont déduits de leur droit à congés annuels.

La direction générale peut également décider de fermetures en cas d'intempéries qui ne s'imputent pas sur les jours de congés.
Toutefois si le service reste ouvert mais que l'agent n'effectue pas tout ou partie de son service, il doit imputer son absence sur un congé, une récupération d'heures supplémentaire ou un jour de RTT ; à défaut il sera procédé à une déduction de salaire pour service non fait.

Sur décision de la direction générale, le service peut être fermé lorsqu'un agent du service est décédé, pour permettre à ses collègues d'assister aux obsèques. La direction indique l'heure de fin et l'heure de reprise du travail.

19- Don de congés

Conformément aux décrets n°2015-580 du 28 mai 2015 et n° 2018-874 du 9 octobre 2018, un agent public (fonctionnaire, titulaire, contractuel de droit public) peut renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, même s'ils sont placés sur un compte épargne temps, au bénéfice d'un autre agent public de sa collectivité :

- qui assure la charge d'un enfant atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.
- qui vient en aide à un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap,

Les jours pouvant faire l'objet d'un don sont les jours de RTT et les jours de congés annuels.
En revanche les jours de repos compensateur et les jours de congés bonifiés ne peuvent pas faire l'objet d'un don.
La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée à quatre-vingt-dix jours par enfant et par année civile. Le don est fait sous forme de jours entiers quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie.

Le reliquat de jours donnés qui n'ont pas été consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile est restitué à l'autorité territoriale. Les jours non utilisés sont placés sur un compte d'attente qui viendra alimenter la demande de don suivant.

Dans le cadre de la structure mutualisée, le don de congés possibles pour les enfants (sans limite d'âge) et pour le conjoint ou partenaire atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

TITRE V - COMPTE EPARGNE TEMPS

20- Ouverture de Compte Epargne Temps (C.E.T.)

Les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies pour que l'agent puisse demander l'ouverture de son C.E.T. :

- L'agent doit être titulaire ou non titulaire de droit public à temps complet ou à temps non complet sur emploi permanent.
- L'agent doit être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

Toutefois sont exclus du dispositif

- Les agents titulaires ou non titulaires de droit public relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, des assistants et assistants spécialisés d'enseignement artistique.
- Les fonctionnaires stagiaires.
- Les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année.
- Les bénéficiaires d'un contrat de droit privé.

L'ouverture d'un C.E.T. se fait à la demande expresse de l'agent concerné via un formulaire type. La demande d'ouverture du C.E.T. n'a pas à être motivée. La demande d'ouverture du C.E.T. peut être formulée à tout moment de l'année. L'ouverture du C.E.T. ne peut être refusée que si le demandeur ne remplit pas l'une des conditions cumulatives rappelées ci-dessus.

21- La constitution et l'alimentation du compte épargne temps

Le C.E.T. peut être alimenté par le report de congés ou d'ARTT dans la limite des droits acquis entre le 1er janvier et le 31 décembre et non utilisés au 31 mars de l'année suivante, sans que le nombre de jours de congés consommés dans l'année puisse être inférieur à 20 jours.

Les congés non utilisés qui ne seraient pas versés dans un C.E.T. passé le délai du 31 mars ne peuvent plus être utilisés et seront perdus.

En revanche le C.E.T. ne peut pas être alimenté par :

- Les jours de fractionnement ;
- Les jours de sujétion ;
- Les repos compensateurs à prendre en contrepartie des heures supplémentaires validées par la hiérarchie ;
- Les autorisations d'absence.

Le nombre total des jours maintenus sur le C.E.T. ne peut pas excéder 60 jours. Les jours non utilisés au-delà de ce plafond, ne pouvant pas être maintenus sur le C.E.T., sont définitivement perdus. La durée de validité du C.E.T. est illimitée.

Comme son ouverture, l'alimentation du C.E.T. relève de la seule décision de l'agent titulaire du compte. Elle fait l'objet d'une demande expresse et individuelle de l'agent titulaire du C.E.T. avant le 31 mars de l'année au vu des congés non consommés sur l'année civile n-1.
Cette demande précise le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

22- Les modalités d'utilisation du C.E.T.

Le délai de prévenance pour exercer des droits à congés épargnés est égal à :

- 48 heures pour 1 jour d'absence
- 1 semaine pour 1 à 4 semaines d'absence
- 2 semaines pour plus de 4 semaines d'absence

Le refus opposé à la demande d'utilisation du C.E.T. doit être motivé. Il ne peut être justifié que pour un motif d'incompatibilité avec les nécessités du service.

L’agent peut formuler un recours devant l’autorité territoriale qui, dans le cas des fonctionnaires, statue après consultation de la commission administrative paritaire.

23- Clôture du C.E.T.

Un C.E.T. reste ouvert jusqu'au départ de son titulaire de la collectivité. L’agent cessant définitivement ses fonctions devra solder le crédit restant à son compte et ne fera pas l’objet de compensation financière.

Toutefois, en cas de mutation, les congés épargnés sont conservés et pourront être utilisés dans la collectivité ou l’établissement d’accueil après transfert des droits. L'agent conserve donc ses droits acquis au titre du C.E.T.

Les agents mis à disposition ou détachés peuvent utiliser leur C.E.T. avec l’autorisation de la collectivité d’origine et de la collectivité d’accueil.

Un agent en disponibilité ou en congé parental peut utiliser son C.E.T. avec l’autorisation de la collectivité d’origine.

En cas de décès d’un titulaire du C.E.T., les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit suivant la réglementation en vigueur

Cette indemnisation est versée en seule fois, quel que soit le nombre de jours en cause.

ANNEXE AUTORISATIONS D'ABSENCES

Observations :

Les jours de repos hebdomadaires ou le samedi sont considérés comme jours ouvrables.

Les événements survenant pendant les congés des agents ne donnent pas lieu à récupération.

Pour le personnel auxiliaire qui travaille au moment de l'événement, la règle s'applique en jours calendaires, il est rémunéré sur la base des heures qui seraient normalement effectuées.

OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Naissance		A prendre dans la quinzaine de l'événement
Naissance ou adoption d'un enfant	3 jours ouvrables	
Naissance d'un petit enfant	1 jour	
Mariage		Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative Autorisation non cumulable en cas d'un mariage et de PACS avec la même personne Le cumul entre l'autorisation pour le PACS puis pour le mariage avec la même personne est possible avec un délai minimum de 5 ans entre les deux évènements
Agent (mariage/PACS)	10 jours consécutifs	
Mariage enfant ou enfant concubin, petit enfant, pupille de l'agent	3 jours consécutifs	
Frère, sœur, père, mère		
Grand parent, belle mère, beau père, beau frère, belle sœur, nièce, neveu, cousin germain	1 jour	
Décès		Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative
Conjoint ou partenaire, enfant ou enfant partenaire,	5 jours consécutifs	
Enfant ou enfant partenaire	5 jours consécutifs	
Pupille, petit enfant ou petit enfant partenaire, père, mère, frère, sœur, belle mère, beau père	3 jours consécutifs	
Grand parent, oncle, tante, neveu, nièce, beau frère, belle sœur, cousin germain ou ceux du partenaire	1 jour	
Rentrée scolaire	Autorisation d'une heure d'absence	Facilité accordée jusqu'à l'admission en classe de 6ème, sous réserve des nécessités de service
Don du sang	½ journée si don volontaire 1 jour pour le don de plaquette	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative Autorisation limitée à 4 fois par an sauf appel d'urgence du centre de transfusion sanguine
Maladie conjoint, père, mère		Autorisation accordée sur présentation d'un certificat indiquant la présence indispensable de l'agent auprès de la personne malade
Maladie très grave conjoint ou partenaire	6 jours maximum dans l'année	
Maladie très grave d'un parent	3 jours maximum dans l'année	
Préparation concours et examens	2 jours par an	Dans la semaine qui précède les épreuves plus le jour du concours. Les horaires y ont droit mais ne sont pas rémunérés ces jours là.

Absences en matière d'hygiène et de sécurité		Pour les examens médicaux des agents soumis à des risques professionnels particuliers, en plus de l'examen annuel obligatoire. - Pour les examens complémentaires demandés par le Médecin du Travail. - Pour la surveillance médicale particulière à l'égard des agents handicapés, femmes enceintes et agents dont les conditions de travail comportent des risques spécifiques.
Garde d'Enfant (jusqu'à 18 ans)		Dans tous les cas fournir un certificat médical indiquant la présence indispensable auprès de l'enfant. Les autorisations d'absence sont accordées : sous réserve des nécessités de service, pour un nombre de jours par famille quel que soit le nombre d'enfants, par année civile sans report possible, sans limite d'âge pour les enfants handicapés ou atteints d'une affection longue durée. Si les deux parents travaillent dans la collectivité, les autorisations d'absence dont ils bénéficient (6 jours dans l'année chacun) peuvent être réparties entre eux, à leur convenance, en fonction de leur quotité de temps de travail et sous réserve de l'accord des deux chefs de service concernés. Si l'agent doit poser la totalité des autorisations en une fois, la durée totale est portée à 15 jours consécutifs lorsqu'un seul parent en bénéficie et à 8 jours consécutifs lorsque les deux parents sont susceptibles d'y prétendre. Le nombre de jours est proratisé pour les agents à temps partiels et les agents à temps non complet. Les autorisations ne peuvent être utilisées pour une consultation médicale prévue à l'avance En cas de dépassement du nombre de jours d'absence autorisé, celui-ci est imputé sur les congés annuels de l'année en cours ou de l'année suivante.
Pour agents travaillant à temps plein Agents dont le conjoint ne travaille pas et ne recherche pas d'emploi (femme ou homme au foyer).	6 jours par an	
Agents à temps partiel ou à temps non complet	6 fois la quotité de temps de travail arrondi à l'entier le plus proche ou supérieur si =0.5	
Agents assumant seul la charge de l'enfant ainsi que l'agent dont le conjoint est au chômage ou ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence rémunérée (certificat employeur le prouvant).	12 jours par an	
Maladie très grave de l'enfant au-delà de 18 ans (nécessitant la présence indispensable de l'agent)	3 jours dans l'année	Quel que soit l'âge de l'enfant en fournissant un certificat médical indiquant la présence indispensable de l'agent
Aménagement d'horaire maternité	Une heure maximale par jour,	A partir du 3eme mois de grossesse selon les nécessités de service
Examens prénataux obligatoires	Ne peut excéder la ½ journée	
Séances préparatoires à l'accouchement	Ne peut excéder la durée de la séance	Avis médical préalable si la séance ne peut se dérouler hors du temps de travail.

Autorisation d'absence pour allaitement	1h par jour, à prendre en 2 fois	Absence possible si le lieu ou se trouve l'enfant (crèche, domicile de l'assistante maternelle,…) se trouve à proximité du lieu de travail. Possibilité d'utiliser cette absence pour tirer le lait sur le lieu de travail si les conditions matérielles sont réunies.
Congé de paternité et d'accueil	**11 jours** consécutifs après la naissance de l'enfant à prendre en une seule fois. **18 jours** consécutifs en cas de naissance multiple à prendre en une seule fois	A prendre dans les 4 mois suivants la naissance de l'enfant et doit débuter avant l'expiration de ce délai. Report possible en cas d'hospitalisation de l'enfant ou de décès de la mère. L'agent doit prévenir l'employeur au moins un mois avant la date à laquelle il entend prendre son congé.
Participation aux organismes statutaires		Sur présentation d'une convocation, participation aux instances du CSFPT, CT, CAP, CHSCT, CNFPT. Peuvent se cumuler avec d'autres ASA à un autre titre.
Participation aux organismes mutualistes		Participation aux séances du CA ou d'une commission d'une mutuelle, union ou fédération dont l'agent est membre. Même conditions que les organismes statutaires
Participation aux organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales		ASA non récupérables accordées aux agents électeurs, assesseurs ou délégués en bureau de vote, membre d'un CA.
Absences liées aux mandats électifs - Candidats à une fonction publique élective (Autorisations possibles avec maintien du traitement) : **Agent titulaire de mandats locaux :**	20 jours 10 jours	Pour les présidentielles, législatives, sénatoriales et européennes. Pour les élections locales. Au-delà de ces jours d'autorisation, imputation sur les congés annuels sans pouvoir être assimilé à du fractionnement. Si l'agent est candidat à plusieurs élections le même jour, une seule absence est accordée. L'autorisation d'absence est de plein droit pour les séances plénières des assemblées locales et réunions des commissions et bureaux dont ils sont membres. Pour les crédits d'heures, renvoi aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales

-

.....

22 - Ressources Humaines - Plan de formation 2025

Nombre d'annexes :1

Annexe - Bilan PF 2024 - Axes de PF 2025.docx

BILAN PLAN DE FORMATION 2024

AXES DE FORMATION 2025

Ville d'Annonay / CCAS d'Annonay / Annonay Rhône Agglo / CIAS Annonay Rhône Agglo

I/ Contexte

Le CNFPT reste un acteur incontournable en matière de formation des agents des collectivités territoriales. Cet établissement intervient en matière de formation selon deux modalités :

- Par des formations « inter », organisées sur les antennes du CNFPT, qui regroupent des agents de différentes collectivités
- Par des formations en « intra » ou en « union ». Dans ce cas, le CNFPT finance des formations sur sites en prenant en charge le formateur, selon un programme déterminé en amont. En « intra », l'intervention se fait sur une seule entité publique (une commune par exemple ; la structure mutualisée est cependant considérée comme telle compte tenu de la mutualisation des services) ; en « union » cette intervention se fait au bénéfice de plusieurs communes.

Depuis le 1er janvier 2023, une antenne du CNFPT propre au département de l'Ardèche a été créée à Aubenas. Celle-ci permet d'avoir un interlocuteur plus proche de nos besoins de formations.

En parallèle, la structure mutualisée poursuit son effort de financement de la formation hors CNFPT. Ainsi, cette année, les montants des budgets de formations pour la Ville d'Annonay et Annonay Rhône Agglo ont été reconduit malgré le contexte de restriction financière :

- Une enveloppe de 55.000€ a été allouée pour la Ville d'Annonay
- Une enveloppe de 30.000€ a été budgétée pour Annonay Rhône Agglo
-

On peut enfin noter que les formations internes sont nombreuses, notamment en matière de santé au travail, grâce à l'implication des conseillers de préventions sur différentes thématiques : SST, PRAP, sécurité incendie.

Enfin, la volonté est désormais d'inscrire la formation dans une logique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le plan égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a montré en effet la difficulté d'accès des femmes à la formation, principalement du fait de leur difficulté à se déplacer sur des lieux de formations éloignées. L'objectif est donc de leur bénéficier des formations « intra » ou de financer des formations sur site via les budgets de formation

II/ Bilan de formation 2024

Axe hygiène et sécurité : 527 agents, 113 journées de formation

Formation règlementaire obligatoires : 24 agents, 4 jours

- Recyclage PEMP Nacelle 1B : 10 agents
- Initiale PEMP Nacelle 1B : 3 agents
- Initiale Engins de chantier Cat F (merlot) : 3 agents
- Recyclage Engins de chantier Cat F (merlot) : 8 agents
- Habilitation électrique BE/BS initiale (formation intra et union CNFPT) : 6 jours, 32 agents
- Recyclage Habilitation électrique initiale BE/BS (formations intra CNFPT) : 1.5 jours 10 agents

Permis remorque B96 : 1 agent, 1 jour

Formation « Technicien compétent en montage de chapiteaux » : 10 agents, 2 jours

Formation Grimpeur Sauveteur dans les arbres : 3 agents, 3 jours

Recyclage formation de formateur SST : 2 agents, 6 jours

Formation initiale de formateur SST : 1 agent, 8 jours

Formation sécurité, formation continue et et recyclage BNSSA pour les agents de la piscine : 7 jours, 19 agents

FCO Police Municipale + Formation obligatoire d'entrainements aux maniement des armes : 24 jours, 10 agents

Formation interne : 315 agents, 36.5 jours

- PRAP initiale : 4 jours, 18 agents
- Recyclage PRAP : 2 jours, 14 agents
- SST initiale : 10 jours, 44 agents
- SST recyclage : 9 jours, 98 agents
- Culture de la prévention : 2 jours, 20 agents
- Sensibilisation risque chimique : 2 jours, 22 agents
- Viabilité hivernale : 4 jours, 6 agents
- Sécurité incendie : 3.5 jours, 93 agents

Formation de secouriste premiers secours en santé mentale : 24 agents, 4 jours

Formation initiale Assistants de préventions : 6 agents, 5 jours

Hygiène alimentaire HACCP recyclage et initiale : 70 agents, 5 jours

Axe métiers : 278 agents, 91 jours de formations

Métiers / logiciels : 41 agents, 9 jours de formation

- Service ADS perfectionnement utilisation cart@ds : 30 agents, 5 jours
- Formation logiciel Imuse CRC : 4 agents, 1 jour
- Election : 1 agents, 1 jour

- Finances : 6 agents, 2 jours

Métiers / postes de travail : 237 agents, 82 jours de formations

- Formation gestion des eaux pluviales : 1 agent, 2 jours
- Formation pour les agents de la bibliothèque : 4 jours, 2 agents
- Handicap en établissement d'enseignement artistique CRC : 1 agent, 2 jours
- Formation accompagnement projet d'établissement CRC : 6 jours, 15 agents
- Système hydraulique garage : 1 agent, 5 jours
- Formations service habitat : 3 agents, 9 jours
- Formation écoconduite : 3 agents, 1 jour
- Le langage dans la relation enfants/ATSEM : 2 jours, 15 agents
- Formation prise de parole en public : 2 jours, 14 agents
- Formation « L'utilisation, la plantation et l'entretien des plantes vivaces » : 3 jours, 15 agents
- Formation La communication et les relations professionnelles : 4 jours, 30 agents
- Formation la maitrise du temps, une dimension essentielle de son organisation : 17 agents, 2 jours
- Formations catalogue CNFPT métiers : environ 120 agents, 40 jours

Axe management : 160 agents, 24 jours de formation

- La prévention et la régulation des conflits (formation intra CNFPT 5 groupes) : 69 agents, 10 jours
- Le renforcement de son leadership (formation intra CNFPT 3 groupes) : 44 agents, 6 jours
- L'anticipation et la gestion des situations conflits (formation intra CNFPT 2 groupes) : 20 agents, 4 jours
- L'animation de réunion d'équipe ou de service (formation intra CNFPT 2 groupes) : 27 agents, 4 jours
- Formations catalogue CNFPT management.

Axe bien-être au travail :

- Formation intra CNFPT : Anticiper le prochain chapitre de sa vie, préparation à la retraite : 11 agents, 2 jours

Axe CPF :

- FIMO Transport de voyageur : 1 agent, 10 jours
- VAE Aide-soignante : 1 agent, 1 an
- VAE Musicien intervenant, 1 agent, 1 an
- Formation DU Etique et prévention dans l'accompagnement de la personne âgées : 150 heures, 1 agent

III / Axes de formations 2025

Dans ce domaine, pour assurer le bon niveau de connaissance de la structure mutualisée en matière de santé et de sécurité au travail, il est essentiel de reconduire les formations sur les thématiques « habituelles » :

- En interne, les formations SST, PRAP, Culture de la prévention, évacuation incendie, viabilité hivernale, risques chimiques, soit pour élargir le public (initiation), soit pour maintenir le niveau de connaissance (recyclage)
- En intra, les formations obligatoires comme les habilitations électriques ou les habilitations CACES, avec également une visée d'initiation ou de recyclage, sachant que le CNFPT a accepté de prendre en charge 9 groupes sur l'habilitation électrique, en initial ou en recyclage.

Le principe reste de mutualiser les formations entre la Ville et l'Agglomération de manière à mixer les services, confronter les manières de travailler et harmoniser les pratiques en manière de santé et de sécurité au travail.

Plan de Formation 2025 : ANNONAY RHONE AGGLO/ VILLE/ CIAS/ CCAS

Axe 1 : Management

- ✓ Ateliers d'accompagnement managérial
- ✓ Formation intra sur la gestion des personnalités et situations difficiles
- ✓ Formations CNFPT en inscription individuelle

Axe 2 : Métiers

- ✓ Idéal Co
- ✓ Logiciels
- ✓ Intra métiers
- ✓ Formations CNFPT en inscription individuelle
- ✓ Formation intra et union CNFPT :
  - La famille, partenaire d'accompagnement de la personne âgée : rôle, place et communication (1 session)
  - La maitrise du temps, une dimension essentielle de son organisation (2 sessions)
  - Accompagnement à la construction du projet d'établissement du conservatoire d'Annonay Rhône Agglo (1 session)
  - La régulation et la gestion du bruit dans les espaces éducatifs (1 session)
  - Toilette relationnelle auprès de la personne âgée (1 session)
  - L'accueil du public en bibliothèque (1 session)
  - La gestion des retraites des agents affiliés à la CNRACL (1 session)
  - La gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil (1 session)
  - Intelligence émotionnelle : les émotions au service de l'efficience professionnelle (1 session)
  - L'exercice d'une autorité bienveillante et structurante (1 session)
  - La maladie d'Alzheimer et la communication (1 session)
  - Les plantes bio-indicatrices (1 session)
  - La pose de carrelage et de faïence (1 session)

- La mise en place d'un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (1 session)
- Le projet personnalisé de la personne en perte d'autonomie (1 session)
- Les peurs et les colères de l'enfant de 0 à 3 ans (1 session)

✓ Apprentissage

Axe 3 : Hygiène et Sécurité

✓ Formation initiale et recyclage Sauveteur secouriste du travail SST
✓ Formation initiale et recyclage Prévention des Risques liés à l'activité physique PRAP
✓ Formation évacuation incendie
✓ Formation culture de la prévention (2 sessions/ an)
✓ Formation sensibilisation risques chimiques (2 sessions/ an)
✓ Formation Premiers Secours en Santé Mentale PSSM (2 sessions/ an)
✓ Formation CNFPT en inscription individuelle
✓ Formation intra et union CNFPT :
- Habilitation électrique BE/BS manœuvre initiale (2 sessions)
- Recyclage habilitation électrique électricien BC/BR (personnels électriciens) (1 session)
- Recyclage Habilitation électrique BE/BS manœuvre (6 sessions)
- L'hygiène alimentaire en distribution des repas recyclage (1 session)
- L'hygiène alimentaire en distribution des repas initiale (1 session)
- Amiante : recyclage du personnel opérateur (1 session)
- Amiante : recyclage du personnel encadrant (2 sessions)
- Formation continue obligatoire des assistants de préventions
- Sécurité incendie et accessibilité des ERD (union mairie maclas)
- Urbanisme autorisation de travaux dans les ERP et obligation règlementaire (union mairie maclas)

✓ Formation permis Poids Lourds et remorque ou B96
✓ Formations obligatoires Sécurité (recyclage engins de chantier et PEMP)

Axe 4 : bien-être au travail

✓ Apprendre à se valoriser
✓ Acquisition des compétences clés
✓ Formations CNFPT en inscription individuelle
✓ Bilan de compétences

Axe 5 : Formations personnelles

✓ CPF
✓ Formations CNFPT en inscription individuelle

AMÉNAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

.....

24 - Habitat – Approbation de l'avenant n°1 de la convention d'OPAH-RU 2023-2028 « Coeur de Ville historique, Cance, Tournon »

Nombre d'annexes :1

20250514_Avenant n1_convention OPAH-RU.docx

OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU) COEUR DE VILLE HISTORIQUE, CANCE, TOURNON A ANNONAY

Du 1er mai 2023 au 30 avril 2028

N°Anah de l'opération : [007PRO033]

Avenant n°1

Le présent avenant est établi :

Entre :

La Communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo, ci-après nommée Annonay Rhône Agglo, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par son Président, Monsieur Simon PLENET ;

La Ville d'Annonay, représentée par son Maire, Monsieur Simon PLENET ;

La **Caisse des dépôts et consignations,** établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56 rue de Lille 75007 Paris, représentée par Hubert ROCHE, en sa qualité de Directeur Territorial Drôme-Ardèche, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur Général en date du 10 janvier 2020 ;

L'État, représenté par Monsieur le Préfet du département de l'Ardèche, Madame la Préfète Sophie ELIZEON ;

La SACICAP PROCIVIS Vallée du Rhône, représentée par son Directeur Général Monsieur Stéphane SAUTIER,

Action Logement Services représenté par son Directeur Régional Auvergne Rhône-Alpes, Monsieur Noël PETRONE ci-après dénommé Action Logement ;

Alliade Habitat, représenté par sa Directrice Générale, Elodie AUCOURT, autorisée par délibération du conseil d'administration du 16 octobre 2018 ;

et **l'Agence nationale de l'habitat**, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par Madame la Préfète, délégué local de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « Anah».

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par le Préfet de l'Ardèche et le Président du conseil départemental de l'Ardèche, le 1er février 2024,

Vu la charte partenariale portant sur le fonctionnement du repérage et traitement de l'habitat indigne et non-décent dans le département de l'Ardèche signée le 26 avril 2017,

Vu la convention d'Opération de Revitalisation de territoire (ORT) prise en application de l'article L.303-2 du code de la construction et de l'habitation, adoptée par le Préfet et le Président du département de l'Ardèche, le Président d'Annonay Rhône Agglo, le Maire de la ville d'Annonay, le directeur de la Caisse des dépôts, le Président du comité régional d'Action Logement, le 28 septembre 2018,

Vu la convention initiale d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) signée le 7 avril 2023 entre l'Anah, la Ville d'Annonay, la Caisse des dépôts et consignations, PROCIVIS, Alliade Habitat, Action Logement Services et Annonay Rhône Agglo,

Vu la délibération du conseil communautaire d'Annonay Rhône Agglo, en date du 26 juin 2025, autorisant la signature du présent avenant n°1 de la convention OPAH-RU 2023-2028,

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Annonay, en date du 19 juin 2025, autorisant la signature du présent avenant n°1 de la convention OPAH-RU 2023-2028,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de l'Ardèche, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 10 juin 2025 ;

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du 23 avril 2025 ;

Il a été exposé ce qui suit :

> intégration des prestations MAR « Mon Accompagnateur Rénov' »

Le présent avenant a pour objectif d'intégrer à la convention d'OPAH-RU les nouvelles modalités d'assistance à maîtrise d'ouvrage prévues par l'Anah, en lien avec les aides aux travaux en vigueur depuis janvier 2024.
Il s'agit de faire bénéficier aux propriétaires accompagnés par l'opérateur de l'OPAH-RU, des prestations d'AMO prévues au titre de Mon Accompagnateur Rénov' (rénovation énergétique), de Ma Prime Logement Décent (travaux lourds) et de MaPrimeAdapt' ; et de réévaluer en conséquence les engagements financiers des partenaires en ce qui concerne le budget d'ingénierie.

> actualisation des enveloppes financières de l'Anah au regard des nouveaux taux de subvention

Depuis le 1er janvier 2024, l'Anah a profondément modifié à la hausse son régime des aides. Cela a pour conséquence de majorer les enveloppes financières affectées à la présente OPAH-RU tant sur le volet des aides aux travaux que sur le volet ingénierie.

> modification du volet « copropriétés dégradées » de la convention

De nouvelles copropriétés ont été identifiées comme « très dégradées ». Elles cumulent des problématiques de dysfonctionnement technique (travaux lourds de réhabilitation à prévoir) et de désinvestissement des propriétaires. L'objectif sera une réhabilitation complète de leurs parties communes. Ces copropriétés sont les suivantes :

- 9 rue Montgolfier
- 18 rue Montgolfier
- 10-12 place Alsace Lorraine
- 14 rue de Deume
- 6 rue Henri Guironnet
- 33 rue de la Merlée
- 43 rue de Tournon
- 3 rue de Trachin
- 22 rue de Tournon

> modification du volet portage ciblé de lots

Le portage ciblé est l'un des outils du redressement des copropriétés, il s'inscrit dans la stratégie élaborée pour le redressement de certaines copropriétés dégradées situées dans l'OPAH-RU d'Annonay.
Alliade Habitat a pu bénéficier d'enveloppes supplémentaires d'Action Logement, ainsi de nouvelles copropriétés sont ciblées pour bénéficier de cet outil.

Il a donc été convenu ce qu'il suit :

I) L'article 3 du Chapitre III est modifié comme suit :

Article 3 – Volets d'action

3.5. Volet copropriété en difficulté

De nouvelles copropriétés « très dégradées » ont été identifiées.

La liste des immeubles prioritaires comprend désormais 31 copropriétés, représentant environ 285 logements, qui constituent le volet « copropriété en difficulté » de l'OPAH-RU et devront recevoir une attention particulière.

3.6. Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique

3.6.1 Descriptif du dispositif

Le texte suivant se substitue au paragraphe intitulé « Diagnostic et accompagnement des propriétaires bailleurs et occupants » :

- **Diagnostic et accompagnement des propriétaires bailleurs et occupants**

Tous les propriétaires souhaitant réaliser des travaux de rénovation énergétique de leur logement et/ou en situation de précarité énergétique se verront proposer un accompagnement complet au montage et à la mise en œuvre de leur projet de travaux comprenant :

- une visite initiale sur site ;
- un diagnostic personnalisé de l'état de leur logement, de l'usage et des travaux de rénovation énergétique possible ;
- pour les propriétaires occupants et pour les propriétaires bailleurs (une fois le maître d'œuvre désigné si le projet le nécessite), une proposition de scenarii de travaux chiffrés, faisant apparaître les gains énergétiques projetés et valorisant les bénéfices attendus en termes d'usage, de confort et de valorisation patrimoniale ;
- des plans de financement personnalisés mentionnant les différentes aides possibles (Anah, Prime sortie de passoire thermique, aides Ma Prime Rénov', Action Logement, etc.).
- un accompagnement au montage technique du projet ;
- un accompagnement à la mobilisation des aides financières.

Pour les propriétaires s'orientant vers une demande d'aide MaPrimeRénov' Parcours accompagné, l'opérateur conduira l'ensemble des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage prévues dans l'arrêté du 14 décembre 2023, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat.

Plus largement, tout dossier de demande d'aide intégrant une rénovation énergétique (dossiers MaPrimeRénov' ou dossier Ma Prime Logement Décent) intègrera obligatoirement la réalisation d'un audit énergétique conforme à

l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux conditions relatives aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses éligibles à la prime de transition énergétique.

Selon les spécificités du projet, l'opérateur fera également le lien avec les partenaires suivants :

- Travailleurs sociaux : aspect social, plan de financement, relogement ;
- ABF : questions architecturales sur le projet de rénovation ;
- Fondation du Patrimoine : questions patrimoniales sur le projet de rénovation.

3.12 Volet portage ciblé de lots

3.12.1 Descriptif du dispositif

16 copropriétés dans le périmètre de l'OPAH-RU sont inscrites dans le plan « Initiative copropriétés » lancée le 10 octobre 2018 par le Gouvernement, et visant à accélérer le traitement des copropriétés en difficultés.

Le portage de lots est une opération d'acquisition auprès de copropriétaires privés, se déroulant dans un temps limité et s'achevant par une revente après la réalisation de travaux dans les logements acquis et dans les parties communes de la copropriété.

Le portage est ciblé sur 9 copropriétés très dégradées, avec un objectif d'acquisition de 26 logements :

Copropriétés	**Nbr prévisionnel de lots (principaux) à porter**		**Profil des propriétaires du prévisionnel des lots portés**
	Initial	**Actualisé**	
20 rue Boissy d'Anglas	2	0	Vote des travaux obtenu sans besoin de recours à l'outil du portage
17 rue Franki Kramer	3	7	Rachat de la copropriété dans son entièreté (6 appartements et 1 commerce)
13 rue de Paras	3	0	
17/19 rue Montgolfier	4	4	3 PO très modestes + 1 PB propriétaire du commerce
15 rue Boissy d'Anglas	0	2	2 lots acquis par la Ville dans le cadre du projet de démolition mitoyen
29 rue Boissy d'Anglas	0	6	PO très modeste + PB opposés à la réalisation de travaux
2 rue Montgolfier / 1 montée du Château	0	3	PB opposés à la réalisation de travaux
9 place Gaston Nicod / 33 rue de la Merlée	0	1	PO très modeste
3 place Gaston Nicod / 3 rue César Filhol	0	5	PO très modeste + PB opposés à la réalisation de travaux

II) L'article 5 du Chapitre IV est modifié comme suit :

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements d'Anah

5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des Autorisations d'Engagements (AE) de l'Anah pour l'opération sont de 6 286 700 €, selon l'échéancier suivant (sous réserve de la disponibilité de l'enveloppe budgétaire en délégation locale de l'Anah). Les nouveaux montants « ingénierie – part variable » tiennent compte des prestations MAR.

Engagements financiers de l'Anah	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Aides aux travaux	810 000 €	891 500 €	1 064 200 €	1 143 000 €	1 049 500 €	337 500 €	**5 295 700 €**
· dont aides individuelles	609 500 €	648 000 €	713 700 €	816 000 €	725 000 €	249 500 €	**3 761 700 €**
dont prime « Habiter Mieux » pour les propriétaires bailleurs	45 500 €	51 000 €	51 000 €	56 500 €	56 500 €	15 500 €	**276 000 €**
dont prime « Sortie de passoires thermiques » pour les propriétaires occupants	12 500 €	12 500 €	19 500 €	30 500 €	18 000 €	12 500 €	**105 500 €**
· dont aides aux syndicats de copropriété	120 000 €	180 000 €	210 000 €	240 000 €	250 000 €	60 000 €	**1 060 000 €**
· dont aides façades	10 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	**10 000 €**
. dont aides VIR	- €	- €	70 000 €	- €	- €	- €	**70 000 €**
. dont transformation local commercial vacant	12 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	**12 500 €**
Ingénierie	169 067 €	183 500 €	188 100 €	193 100 €	187 100 €	61 433 €	**991 000 €**
· dont aide au redressement de la gestion	7 200 €	14 400 €	14 400 €	14 400 €	14 400 €	7 200 €	**72 000 €**
· dont ingénierie animation du dispositif - part fixe	53 267 €	79 900 €	79 900 €	79 900 €	79 900 €	26 633 €	**399 500 €**
· dont ingénierie animation du dispositif - part variable	87 600 €	89 200 €	93 800 €	98 800 €	92 800 €	27 600 €	**489 800 €**
· dont aide au financement études d'éligibilité RHI/THIRORI	21 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**21 000 €**
· dont prime MOUS	1 450 €	1 450 €	1 450 €	1 450 €	1 450 €	1 450 €	**8 700 €**
TOTAL	**979 067 €**	**1 075 000 €**	**1 252 300 €**	**1 336 100 €**	**1 236 600 €**	**398 933 €**	**6 286 700 €**

III) L'article 7 du Chapitre V est modifié comme suit :

Article 7 – Conduite de l'opération

7.2.3. Modalités de coopération opérationnelle

L'article est complété ainsi :

Coordination avec le SPRH (Service Public de Rénovation de l'Habitat) « Rénofuté »

La communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo porte une politique de rénovation de l'habitat privé via son Espace conseil France Rénov' baptisé Rénofuté. À ce titre, ce guichet unique est la porte d'entrée des particuliers du territoire concernant toute question d'accompagnement dans les projets de travaux de leur logement. Rénofuté assurera ainsi le premier accueil et renverra vers l'équipe d'animation les propriétaires dont le bien se situe dans le périmètre de l'OPAH-RU. Rénofuté et l'équipe d'animation de l'OPAH-RU maintiendront une coordination opérationnelle régulière pour fluidifier le parcours des ménages et faciliter leur orientation vers le bon interlocuteur.

IV) L'annexe 3 est modifié comme suit :

De nouvelles copropriétés « très dégradées » ont été identifiées. Le nombre de copropriétés « très dégradées » est donc porté à 31 au lieu de 24.

Par ailleurs, la liste des immeubles prioritaires est mise à jour après 2 ans d'animation du dispositif.

Adresse postale	N° Castrale	Type d'accompagnement	Orientation envisagée
5 RUE VIDAL	AM74	Monopropriété	
9 RUE DE PARAS	AM102	Monopropriété	
3 RUE SAINT MICHEL	AN03	Monopropriété	
32 RUE MELCHIOR DE VOGUE	AN04	Monopropriété	
17 RUE SAINT MICHEL	AN11	Monopropriété	
1 COTE DE FAYA	AN19	Monopropriété	
8 RUE SAINT MICHEL	AN35	Monopropriété	
4 PL SAINT MICHEL	AN39	Monopropriété	
18 RUE DU MURIER	AN65	Monopropriété	
11 RUE FRANKI KRAMER	AN279	Monopropriété	
15 RUE FRANKI KRAMER	AN280	Monopropriété	
2 RUE ETROITE	AN292	Monopropriété	
33 RUE FRANKI KRAMER	AN307	Monopropriété	
31 RUE FRANKI KRAMER	AN309	Monopropriété	
5 RUE DES BOUCHERIES	AN315	Monopropriété	
9 RUE DES BOUCHERIES	AN318	Monopropriété	
11 RUE DES BOUCHERIES	AN319	Monopropriété	
9 RUE J B BECHETOILLE	AN345	Monopropriété	
6 RUE J B BECHETOILLE	AN333	Monopropriété	
8 RUE DE TOURNON	AO37	Monopropriété	
3 RUE EUGENE MEYZONNIER	AO163	Monopropriété	
14 RUE PECLAVEL	AO185	Monopropriété	
52 RUE DE TOURNON	AP111	Monopropriété	RHI/THIRORI
3 RUE FERDINAND PIN	AP116	Monopropriété	RHI/THIRORI
44 RUE DE TOURNON	AP115	Monopropriété	
7 PL DES CORDELIERS	AX1128	Monopropriété	
18 RUE DE DEUME	AN217	Monopropriété	
2 RUE HENRI GUIRONNET	AN224	Monopropriété	
3 PL SAINT MICHEL	AN359	Monopropriété	
36 RUE DE TOURNON	AO119	Monopropriété	RHI/THIRORI
37 RUE DE TOURNON	AP119	Monopropriété	
23 RUE FRANKI KRAMER	AN289	Monopropriété	RHI/THIRORI
42 RUE DE TOURNON	AO117	Monopropriété	RHI/THIRORI
54 RUE DE TOURNON	AP110	Monopropriété	RHI/THIRORI
40/42 RUE DE TOURNON	AP117	Monopropriété	RHI/THIRORI
12 RUE DE DEUME	AN229	Monopropriété	
4 RUE DE DEUME	AN225	Monopropriété	
8 PL DES CORDELIERS	AX15	Monopropriété	
18-20 RUE DE TOURNON	AO277	Monopropriété	
9 MONTÉE DES AYGAS	AP235	Monopropriété	
4 RUE ETROITE	AN389	Monopropriété	RHI/THIRORI
1 RUE EPIPHANIE	AN290	Monopropriété	RHI/THIRORI
6 RUE BOISSY D ANGLAS	AN264	Monopropriété	
21 RUE MONTGOLFIER	AX6	Monopropriété	
23 RUE MONTGOLFIER	AX8	Monopropriété	
6 RUE DE DEUME	AN226	Monopropriété	

10 RUE DE DEUME	AN228	Monopropriété	
15 RUE SAINT MICHEL	AN10	Monopropriété	
2 PLACE DE CANCE	AM67	Monopropriété	
4 RUE MELCHIOR DE VOGUE	AM35	Copropriété en difficulté	
41 RUE BOISSY D ANGLAS	AM51	Copropriété en difficulté	
13 RUE DE PARAS	AM104	Copropriété en difficulté	
38 RUE MELCHIOR DE VOGUE	AN07	Copropriété en difficulté	
12 RUE MALLEVAL	AN8	Copropriété en difficulté	
10 RUE BOISSY D ANGLAS	AN268	Copropriété en difficulté	
20 RUE BOISSY D ANGLAS	AN284	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
34 RUE BOISSY D ANGLAS	AN303	Copropriété en difficulté	
29 RUE BOISSY D ANGLAS	AO03	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
11 RUE BOISSY D ANGLAS	AO18	Copropriété en difficulté	
2 RUE MONTGOLFIER/1 MONTEE DU CHATEAU	AO63	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
38 RUE DE TOURNON	AO118	Copropriété en difficulté	
16 RUE DE TOURNON	AO129	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
14 RUE DE TOURNON	AO130	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
10 RUE DE TOURNON	AO131	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
10 RUE DE FONTANES	AO259	Copropriété en difficulté	
56 RUE DE TOURNON	AP108	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
3 RUE CESAR FILHOL	AP348	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
17 RUE FRANKI KRAMER	AN283	Copropriété en difficulté	VIR/DIIF Diagnostic multi-critères validé
9 RUE MONTGOLFIER	AN 394	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
18 RUE MONTGOLFIER	AW 498	Copropriété en difficulté	
10-12 PLACE ALSACE LORRAINE	AM 200	Copropriété en difficulté	
14 RUE DE DEUME	AN 230	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
6 RUE HENRI GUIRONNET	AN 222	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
33 RUE DE LA MERLÉE	AP 13	Copropriété en difficulté	Diagnostic multi-critères validé
43 RUE DE TOURNON	AP 124	Copropriété en difficul-	

		té	
3 RUE DE TRACHIN	AN 268	Copropriété en difficulté	
22 RUE DE TOURNON	AO 126	Copropriété en difficulté	
29 RUE FRANKI KRAMER	AN 311	Copropriété en difficulté	

V) L'annexe 6 est modifié comme suit :

Détail des aides applicables par les collectivités

En cas de co-financement avec les aides de l'Anah, les aides des collectivités se baseront sur les mêmes dépenses subventionnables de l'Anah.

- **Montant des aides d'Annonay Rhône Agglo :**

Public éligible	Nature de l'aide	Subvention
Propriétaires occupants	Logements indignes ou très dégradés (pour un indice de dégradation ≥ 0.55)	15 % sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux plafonnés à 50 000 € HT + honoraires de maitrise d'œuvre) Étiquette énergétique C minimum après travaux
Propriétaires bailleurs	Logements indignes ou très dégradés (pour un indice de dégradation ≥ 0.55)	5 % sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux plafonnés à 1000 € HT/m² et limitée à 80 m² par logement + honoraires de maitrise d'œuvre). Étiquette énergétique C minimum après travaux. Bonification de 5 % sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux plafonnés à 1000 € HT/m² et limitée à 80 m² par logement + honoraires de maitrise d'œuvre) en cas de : - soutien renforcé pour projet complexe ou d'intérêt patrimonial avec un coût de travaux supérieur à 2000 € HT/m², et/ou - sortie de la vacance longue durée (> 5 ans)
Syndicats de copropriétaires	Copropriétés en difficulté	5 % sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux + honoraires de maitrise d'œuvre)

- **Montant des aides de la Ville d'Annonay :**

Public éligible	Nature de l'aide	Subvention
Propriétaires occupants	Prime à l'accession*	2 000 € pour tous les ménages qui montent un dossier de travaux subventionnés par l'Anah ainsi que les ménages non éligibles aux aides de l'Anah qui réalisent des travaux sur un bien dont l'indice de dégradation est supérieur à 0.35 d'après la grille de l'Anah. Étiquette énergétique D minimum après travaux.

Propriétaires bailleurs	Logements indignes ou très dégradés (pour un indice de dégradation ≥ 0.55)	10% sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux plafonnés à 1000 € HT/m² et limitée à 80 m² par logement + honoraires de maitrise d'œuvre). Étiquette énergétique C minimum après travaux.
Syndicats de copropriétaires	Copropriétés en difficulté	5 % sur le montant HT des dépenses subventionnées (travaux + honoraires de maitrise d'œuvre)
Autres	Prime à la création d'un espace extérieur*	50 % du montant HT (plafonné à 4 000 € par espace extérieur créé)
	Aide à la conversion des locaux en rez-de-chaussée *	50 % du montant HT (plafonné à 5 000 €) + forfait de 500 € en cas de modification d'un règlement de copropriété ou d'un Etat Descriptif de Division
	Aide au ravalement des façades*	40 % du montant HT des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre.

* Ces aides font l'objet de règlements spécifiques.

VI) Les autres articles restent inchangés

Fait en 7 exemplaires, le

Pour l'Etat et l'Anah,

Madame Sophie ELIZEON, Préfète du Département de l'Ardèche

Signature :

Pour Annonay Rhône Agglo,

Madame Danielle MAGAND, Conseillère Communautaire déléguée à l'habitat

Signature :

Pour la Ville d'Annonay,

Monsieur Simon PLENET, Maire

Signature :

Pour la Caisse des Dépôts et consignations,
Monsieur Hubert ROCHE, Directeur Territorial Drôme-Ardèche

Signature :

Pour la SACICAP PROCIVIS Vallée du Rhône,

Monsieur Stéphane SAUTIER, Directeur Général

Signature :

Pour Alliade Habitat,

Madame Elodie AUCOURT, Directrice Générale

Signature :

Pour Action Logement Services,

Monsieur Noël PETRONE, Directeur Régional Auvergne Rhône-Alpes

Signature :

.....

27 - Solidarités - Convention d'objectifs 2025-2027 avec l'association l'Enveloppe pour la Maison d'AGitation Multiculturelle et Alternative (MAGMA)

Nombre d'annexes :1

Convention Magma 2025-2027.docx

COMMUNE D'ANNONAY < > ASSOCIATION L'ENVELOPPE

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

LA COMMUNE D'ANNONAY, sise 1 rue de l'Hôtel de Ville, 07100 ANNONAY, représentée par Monsieur Simon PLÉNET *(ou son représentant)*, Maire, dûment habilité par la délibération n° . adoptée par le Conseil municipal du 19 juin 2025, ci-après dénommée « la commune »,

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION L'ENVELOPPE, sise 18 rue Joséphine Baker, 07100 ANNONAY, représentée par Monsieur Pascal GOUGEON ci-après dénommée « l'association »,

d'autre part.

PRÉAMBULE

L'association L'Enveloppe gestionnaire de la Maison d'Agitation Multiculturelle et Alternative (MAGMA), créée en 2018 s'inscrit dans la dynamique associative locale.
Pour soutenir durablement cette association et les activités qu'elle propose, une convention pluri-annuelle d'objectifs est établie, pour la période 2025-2027.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS ET PROGRAMME D'ACTIONS

Objectifs de l'association

Par la présente convention, l'association s'engage :

- à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs, projets ou actions contenus dans la présente convention,
- à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution, en conduisant les actions de manière à ce qu'elles soient accessibles aux publics concernés… Dans la limite de la législation et des ressources humaines disponibles.

La MAGMA est un tiers lieu né d'une rencontre : celle d'un lieu, une friche industrielle de 3000m² inoccupée depuis 2016, et d'un collectif d'habitante-es d'Annonay et alentours, qui se rassemblent autour d'un rêve : créer un espace alternatif de rencontres, d'expérimentations collective, de projets associatifs solidaires et artistiques. C'est depuis cette rencontre en 2018 que ce collectif anime, fait vivre et développe le projet de la MAGMA.
L'association et la MAGMA sont implantés à Annonay, au sein du Quartier de la Cance, dans le centre ville. Elle permet de participer à la dynamisation du centre ville et à la mixité. En effet, son

rayonnement s'étend su plusieurs communes et intercommunalités limitrophes.
Ce rayonnement est visible à la fois sur les adhérents (47% résident à Annonay), mais également les animations ou les locataires d'espace.

Le tiers lieu ouvert en juin 2021 évolue autour de 5 grands axes pour lesquels les points principaux de soutien de la ville sont détaillés.

1) Participer à la vie culturelle et artistique d'Annonay notamment sur les différents événements et dispositifs du centre ancien et du quartier de Cance
2) Créer des alternatives solidaires et équitables
3) Soutenir la dynamique entrepreneuriale locale en accompagnement des transformations en cours dans les quartiers du centre ville d'Annonay
4) Prendre part à la transition écologique
5) Expérimenter l'organisation collective.

Ces axes de déclinent en un projet qui se décline de la façon suivante

1) *Expérimentation collective, coopération avec les habitante-es, les usagers du lieu et les bénévoles*

Dans cette orientation, c'est la partie coopération avec les habitants que la ville priorise, que ce soit au travers de la gestion collégiale de l'association ou de la mobilisation bénévole et de l'animation de la vie associative au travers des événements.

2) *Coopération avec les structures*

A travers la Fabrique de territoire un consortium s'est constitué avec les associations 26FK et Centres sociaux et familiaux d'Annonay permettant un projet co-construit et coopératif.
Ces projets en partenariat doivent être une priorité, que ce soit avec les partenaires actuels ou au travers des futurs projets.

Cette orientation comprend également l'animation de la vie locale au travers du Nid du Festival ou des Guinguettes. La (ou les) Guinguette(s) doivent contribuer à l'animation de la vie locale dans le quartier. Il s'agit d'un événement gratuit, ouvert à tous, intergénérationnel et multi-culturel durant l'été.

3) *Lien avec les réseaux*

L'association s'inscrit dans des réseaux locaux, départementaux, régionaux et nationaux. Ils permettent d'enrichir le projet.
Ce sont avant tout les réseaux locaux qui sont priorisés au travers de cette convention.

4) *Lieu ressource*

L'association met l'accent sur le partage d'expérience, la transmission de ses savoirs et savoir-faire à destination des porteur-euses de projets relevant de l'économie sociale et solidaire.

5) *La transition écologique comme mission transversale*

L'association a pour mission de prendre part à la transition écologique. C'est de façon transversale, dans chaque action, chaque commission, que cette mission se réalise.

Objectifs de la commune

Pour sa part, la commune s'engage à participer financièrement à la réalisation des objectifs de

l'association, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent, à l'exception des financements imputables à la section d'investissement, qui font l'objet de conventions spécifiques.
D'autre part, la commune peut prendre en charge diverses prestations en nature fournies par ses services, en fonction des nécessités et des possibilités.

La commune notifie chaque année à l'association le montant de sa subvention en fonction de la réalisation des objectifs de l'année N-1.

ARTICLE 2 – SUBVENTIONS

Le montant de la subvention de l'association alloué par la commune est fixé à 8 000 € par an pour les 3 années de la convention, 2025 à 2027. L'aide de la commune sera créditée au compte de l'association, après signature de la présente convention la 1ère année selon les procédures de la comptabilité publique en vigueur, puis au cours du 2ème trimestre pour les années 2026-2027.

En tout état de cause, le versement de la subvention est subordonné à l'exercice par l'association d'une activité effective et conforme à l'objet de la présente convention. D'autre part, la contribution financière de la commune n'est applicable que sous réserve des trois conditions suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la commune, chaque année budgétaire,
- le respect par l'association des obligations mentionnées dans la présente convention,
- la vérification par la commune du montant de la contribution qui n'excédera pas le coût des actions.

Le versement sera effectué par mandat administratif, en un seul versement, dès le vote de la délibération pour l'année en cours, et au second trimestre des années suivantes.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS JURIDIQUES ET COMPTABLES

L'Enveloppe s'engage à :

- tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant s'il y a lieu les contributions à titre gratuit,
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations,
- fournir chaque année, au plus tard le 1er juillet de l'année suivante, le compte-rendu financier *(compte de résultat et bilan)* approuvé lors de l'assemblée générale et visé par la Présidence de l'association,
- faciliter à tout moment la vérification par la commune de l'application de la présente convention, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

À cet effet, conformément à l'article 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par la commune ou son mandataire désigné à cette fin.

ARTICLE 4 – REDDITION DES COMPTES, PRÉSENTATION DES DOCUMENTS FINANCIERS

L'association s'engage à fournir les documents ci-dessous au plus tard le 1er juillet de l'année suivante :
- les statuts de l'association *(si modifiés en cours d'année)*,

- le règlement intérieur de l'association *(si modifié en cours d'année)*,
- les procès-verbaux des assemblées générales,
- les bilans qualitatifs et quantitatifs des projets et actions cofinancées,
- le compte de résultat et le bilan financier complets.

Le manquement à l'une de ces conditions serait une remise en cause de la présente convention.

Au terme de la convention, une évaluation sur place peut éventuellement être réalisée par la commune en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Les sommes non-utilisées aux fins prévues devront être restituées.

ARTICLE 5 – PERSONNEL

L'association a la seule et entière responsabilité des personnels qu'elle emploie.
Elle s'engage à se montrer exemplaire en termes d'égalité de traitement entre ses salariés, sans aucune discrimination sous quelque forme que ce soit, et dans le respect des principes de laïcité.

Les réponses apportées en matière d'animation doivent respecter des impératifs de qualité qui ne peuvent être assurés que par des personnes *(salariées ou bénévoles)* dûment formées et qualifiées.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

L'association s'engage à mentionner les aides reçues de la commune sur tous les documents relatifs à ses activités destinés à être diffusés et à faire figurer le logo de la commune sur tous les supports de communication ayant trait à son activité.

Elle s'engage en outre à mentionner le soutien de la commune dans ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

L'association fournira à la commune, à sa demande et en conformité avec les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestations destinées à la promotion des actions communales.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DIVERSES – IMPÔTS ET TAXES

L'association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, l'association fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales de telle sorte que la commune ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions.

La commune procédera, conjointement avec l'association et sur la base des objectifs fixés à l'article 1 de la convention, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours.

ARTICLE 8 – INCESSIBILITÉ DES DROITS

La présente convention étant conclue *intuitu personæ*, l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 9 – DURÉE

La présente convention est conçue pour se dérouler sur une période de d'un an, jusqu'au 31 décembre 2025. Elle est renouvelable deux fois et ne pourra pas excéder trois annéés.

ARTICLE 10 – BILAN DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

Les parties conviennent d'une évaluation annuelle pour convenir de la bonne exécution de la convention et de sa continuation.

Un bilan de l'exécution de la convention sera établi trois mois avant son expiration. L'association établira un bilan de ses activités et de la réalisation de ses objectifs tels que décrits dans la convention en cours.
Le bilan sera accompagné d'une annexe indiquant les évolutions éventuelles envisagées pour les années à venir, qui servira de base de travail pour un renouvellement éventuel de cette convention.

Au plus tard trois mois avant l'expiration de la présente convention, chaque partie pourra indiquer son intention de ne pas renouveler l'accord venu à échéance. Dans ce cadre, l'association s'engage à produire un bilan d'activité sur la durée de la convention reprenant chacun des objectifs et activités mentionnés dans l'article 1.

Sous réserve des résultats de l'évaluation, une nouvelle convention pourra être conclue sur le fondement d'un nouveau projet.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant qui sera approuvé selon les mêmes modalités que la présente convention et qui ne pourra pas conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

En cas de non-respect des conditions de la présente convention par l'une au l'autre des parties, et après mise en demeure de s'exécuter expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans le délai de quinze jours, la présente convention sera résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourrait valoir.

En cas de résiliation anticipée, la commune est en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles l'association s'était engagée n'étaient pas exécutées en totalité.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

La résiliation de la convention pourra entraîner le non-versement de tout ou partie de la subvention due au titre de l'année en cause.

ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier la concertation. A défaut, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Lyon *(Palais des juridictions administratives, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON CEDEX 03)*.

Fait à Annonay, en deux exemplaires originaux, le

Pour l'Enveloppe	**Pour la commune d'Annonay**
,	**Le Maire *(ou son représentant)*,**
Pascal GOUGEON	**Simon PLÉNET**

TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

.....

28 - Tranquillité publique - Convention de coordination 2025-2027 conclue avec la gendarmerie nationale

Nombre d'annexes :1

Convention coordination PM GN 2025.pdf

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Ville d'Annonay

CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE ET LA GENDARMERIE NATIONALE DE LA COMMUNE D'ANNONAY

Vu la Loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure,

Vu la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure,

Vu la Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu la Loi n° 2011- 267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure,

Vu la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Vu le code de la sécurité intérieure (Livre V — Titre 1er) et notamment son article L.512-4,

Vu le code de déontologie des agents de police municipale,

Vu les articles 21-2°, 21-1, 21-2, 53, 73 et 78-6 du code de procédure pénale,

Vu les articles L.130-5, R.130-2, L.234-3, L.234-4, L.225-5, L.330-2, R.330-3, R.325-2 à R.325- 46 du code de la route,

Vu le décret n° 2000-276 modifié relatif à l'armement des agents de police municipale,

Vu la circulaire NOR/INT/A/01/00038/C du 30 janvier 2001,

Vu la circulaire NOR/INT/K/13/000185 C du 30 janvier 2013,

ENTRE

La Préfète de l'Ardèche,

Le Maire d'Annonay,

Et la Procureure de la République près le tribunal judiciaire de Privas.

Il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune d'Annonay. En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État précise les missions prioritaires, notamment judiciaires, confiées aux agents de police municipale ainsi que la nature et les lieux de leurs interventions, eu égard à leurs modalités d'équipement et d'armement. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la gendarmerie nationale. Elle précise la doctrine d'emploi du service de police municipale.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont la police nationale dans les communes placées sous le régime de la police d'État, et la gendarmerie nationale dans les autres situations, comme cela est le cas à Annonay. Le responsable des forces de sécurité de l'État est le chef de la circonscription de sécurité publique.

Article 1er

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune signataire, le cas échéant dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

— sécurité routière ;

— prévention contre l'insalubrité publique (dépôts sauvages, etc...) ;

— prévention des violences scolaires ;

— prévention des violences intra-familiales;

— protection des espaces commerciaux ;

— lutte contre les pollutions et nuisances.

TITRE Ier COORDINATION DES SERVICES

Chapitre Ier Nature et lieux des interventions

Article 2

A l'occasion des événements organisés par la commune, la police municipale assure la garde statique des bâtiments communaux et des établissements recevant du public (ERP) concernés par ceux-ci.

Article 3

I. — La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires situé sur le territoire communal, en particulier lors des entrées et sorties des élèves.

II. — La police municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

Gare routière;

Rives de Faya.

Article 4

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier les marchés forains des mercredi et samedi matin, le marché des arts et de la création (3 à 4 événements annuels), la braderie annuelle.

La police municipale la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune, notamment les “Gourmandises” de l’Ardèche, la braderie, le festival de la Montgolfière, ainsi que les élections locales et nationales.

En fonction du nombre de personnes attendues et présentes lors de ces événements et des circonstances particulières de la tenue de ces événements, le concours des forces de sécurité nationale sera sollicité.

Article 5

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l’État et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l’État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Article 7

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l’État des opérations de contrôle routier (sous réserve de moyens de défense adaptés) et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 8

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance sur l'ensemble du territoire dans les créneaux horaires suivants :

lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi : de 8H à 18H

vendredi : de 8H à 20H30

Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II Modalités de la coordination

Article 10

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.

L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Article 11

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

Armes détenues par les agents de police municipale: chaque policier municipal de la commune est équipé d'un bâton de défense et d'un générateur d'aérosols lacrymogènes (contenance inférieure à 100 ml).

Les agents de police municipale sont également autorisés à porter des caméras piétons, par arrêté préfectoral n°07-2025-05-19-0005.

La police municipale donne aux forces de sécurité de l'État les informations dont elle peut avoir connaissance sur tout fait qui peut être utile à la préservation de l'ordre public, et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 2331, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. À cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique ou via messagerie électronique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 15

Le préfet de l'Ardèche et le maire d'Annonay conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale d'Annonay et les forces de sécurité de l'État, le cas échéant en accord avec le président de l'établissement public de coopération intercommunale pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Article 16

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

— du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition.

— de l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants : Téléphonie, radio, messagerie électronique.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, dans l'exercice de leurs missions, les agents de police municipale, aux seules fins d'identifier les auteurs des infractions qu'ils sont habilités à constater, peuvent demander la communication de certaines informations contenues dans les fichiers automatisés placés sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur et notamment :

Le système d'immatriculation des véhicules (S.I.V);

Le fichier des objets et véhicules signalés (F.O.V.E.S);

Le système national des permis de conduire (S.N.P.C);

Le fichier des personnes recherches (F.P.R)

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat garantit la communication de ces informations aux agents de police municipale.

Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles à la sureté de la commune.

— **de la communication opérationnelle** par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux de la gendarmerie. Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet.

— **Le prêt de matériel** (cinémomètre, postes radios, éthylotest), après avoir porté mention expresse prévoyant notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation. La commune dispose de vélo à assistance électrique pouvant entre prêter périodiquement aux forces étatiques dans le cadre de leurs missions

— **de la vidéoprotection** par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine et d'accès aux images. Sur réquisition judiciaire, les images sont captées et enregistrées, puis remises à l'Officier de Police Judiciaire qui en a fait la demande. La saisie des enregistrements vidéo est consignée dans le registre prévu à cet effet. A noter également la mise en place du déport d'images entre police municipale et gendarmerie nationale, objet d'une convention spécifique.

— **des missions menées en commun** sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions (intervention par suite d'un accident de circulation, contrôle routier, recherche de personne portées disparues, service coordonné dans les communs des immeubles ou sur la voie publique, opération antidélinquance) ;

— de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise.

— **de la sécurité routière**, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.

— **de la prévention** par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs (Ardèche Habitat, Alliade, Adis), les partenaires institutionnels et associatifs, les représentants des différents acteurs économiques, sociaux et culturels, en fonction des sujets.

— **de l'encadrement des manifestations** sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

Article 17

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale, le Maire d'Annonay précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants :

- Le contact et la proximité avec les habitants, en privilégiant les surveillances pédestres et en vélo,
- La Surveillance particulière des îlots propreté, avec notamment une verbalisation accrue des incivilités comme les dépôts sauvages,
- Le développement de la vidéoprotection et de ses usages préventifs et répressifs (cf. : convention dédiée "Partenariat entre la commune d'Annonay et l'État relative à la vidéoprotection urbaine")

Article 18

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations communes, notamment concernant les "Gestes et techniques professionnels en intervention (GTPI)" au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

Article 20

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou, à défaut de réunion de celui-ci et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre II (Coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre le Préfet et le Maire. Le Procureur de la République est informé de cette réunion et y participe, s'il le juge nécessaire.

Article 21

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

Article 22

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire d'Annonay et la Préfète de l'Ardèche conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait à ANNONAY en trois exemplaires, le .....

Le Maire d'Annonay	La Préfète de l'Ardèche	La Procureure de la République
Simon PLENET	Sophie ELIZEON	Cécile NAINANI